



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu des séances publiques n° 04 | Session ordinaire 2020-2021

Mesures de lutte contre la pandémie	p. 99	Sommaire des séances publiques n° 8 et 9	p. 115	8 ^e séance	Jeu­di 29 octobre 2020
Déclaration sur la politique européenne et étrangère	p. 110	Sommaire des questions parlementaires	p. Q86	9 ^e séance	Mercredi 11 novembre 2020

Le Parlement des jeunes à la Chambre



Échange de vues entre jeunes et députés



Les jeunes ont présenté leurs résolutions lors d'un hearing.

Une vingtaine de membres du Parlement des jeunes ont rencontré, le 14 juin 2021, les représentants de la Chambre des Députés. Au Cercle municipal, les jeunes ont débattu avec les députés issus de plusieurs commissions ainsi qu'avec les ministres concernés sur différents thèmes de l'actualité politique nationale et internationale.

Les sujets abordés portaient notamment sur la politique migratoire du Luxembourg et de l'Union européenne, la compétitivité des entreprises, le stress à l'école, l'impact de l'agriculture intensive sur l'environnement et sur la santé humaine, et la non-binarité.

Qu'est-ce que le Parlement des jeunes ?

Le Parlement des jeunes (« Jugendparlament ») est ouvert à tous les jeunes âgés entre 14 et 24 ans et résidant au Luxembourg.

Ils y trouvent l'occasion de participer activement au débat politique et de discuter ensemble avec d'autres jeunes sur des sujets qui les intéressent et qui touchent leur vie de tous les jours.

Le Parlement des jeunes a vu le jour le 4 juillet 2008. Entre-temps, le Parlement des jeunes a mis en place un règlement interne régissant le fonctionnement des commissions et d'autres procédures propres à cet organe.

La 65^e COSAC centrée sur les défis de la présidence portugaise de l'UE

Favoriser la relance, la cohésion et les valeurs européennes

La Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), organisée les 31 mai et 1^{er} juin 2021 à Lisbonne, a eu lieu par vidéoconférence. Pour les parlementaires des États membres de l'Union européenne, c'était l'occasion de discuter sur différents sujets d'actualité, à savoir la mise en œuvre des plans nationaux de relance et de résilience, l'Europe sociale et la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Des défis d'une envergure inédite

D'abord, le Premier Ministre du Portugal, M. António Costas, a donné un aperçu sur les travaux de la présidence du Conseil européen. Marquée par la crise du Covid-19 et ses répercussions, la présidence portugaise a dû répondre à de nombreux défis. La réaction à la crise sanitaire, l'organisation de l'achat commun de vaccins, l'adoption d'un important programme de relance et de résilience de

l'économie européenne, la ratification de la décision sur les ressources propres de l'UE par les États membres et l'adoption du plan de relance « Next Generation EU », tels étaient les éléments principaux fixés lors des derniers mois. « Cette orientation donne de l'espoir dans le futur », a souligné M. Costas. La présidence portugaise a par ailleurs fait sien le leitmotiv de l'UE : « une Union verte, équitable et numérique ».

L'Europe sociale mise en route à Porto

Le Commissaire européen chargé de l'emploi et des droits sociaux, M. Nicolas Schmit, a ensuite fait le point sur le sommet social de Porto en soulignant que le bien-être des citoyens reste une priorité de l'Union européenne. Ainsi le plan d'action associé au socle des droits sociaux met l'accent sur la protection sociale, l'augmentation du taux d'emploi et l'acquisition de compétences par la formation respectivement la reconversion professionnelle.

Une attention particulière sera accordée aux emplois précaires, dont sont touchés en premier lieu les jeunes, ainsi qu'à l'éradication de la pauvreté. Une « garantie pour l'enfance » devra soutenir les États membres à procurer aux enfants les plus démunis de meilleurs logements ainsi qu'un accès à l'éducation et aux soins médicaux. Ces sujets étant dans la compétence nationale, le Commissaire a fait appel aux parlements nationaux de contribuer à une Europe sociale forte et de soutenir le modèle social européen.

La troisième session portait sur les plans nationaux de relance et de résilience. 19 États membres ont jusqu'ici introduit leurs projets de plans nationaux. Selon le Commissaire européen aux affaires économiques, M. Paolo Gentiloni, le résultat est satisfaisant et la Commission européenne se concentrera sur l'exécution des mesures proposées pour

assurer la bonne utilisation des fonds. La constellation institutionnelle devant permettre une vraie relance économique, l'implication des parlements nationaux est d'une importance particulière à son avis.

La dernière session a eu pour objet la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Le représentant du Parlement européen, M. Guy Verhofstadt, a présenté l'architecture de cette initiative mise en place conjointement par le Parlement, le Conseil et la Commission. Elle se compose de conventions citoyennes, de séances plénières et de groupes de travail et devrait

conclure avec un rapport final en printemps 2022. L'objectif est de renforcer la démocratie européenne en mettant le citoyen au centre des délibérations. En effet, les citoyens de toute l'Europe ont la possibilité de s'y exprimer sur ce qu'ils attendent de l'Union européenne et de donner leur avis sur les prochaines évolutions.

La Chambre des Députés était représentée par M. Yves Cruchten (LSAP), Président de la délégation auprès de la COSAC, et Mme Chantal Gary (déi gréng), membre.



M. Nicolas Schmit, Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. Mme Fleur Louise Thomas, Ambassadrice du Royaume-Uni



... S. E. M. Andri Hadi, Ambassadeur de la République d'Indonésie

Accord de partenariat stratégique UE-Japon

7529 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo, le 17 juillet 2018

Le projet de loi a comme objet d'approuver l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, de l'autre, signé le 17 juillet 2018 à Tokyo.

L'Accord de partenariat stratégique se situe au niveau le plus élevé des rapports entre l'Union européenne et des pays tiers. Ensemble avec l'Accord de partenariat économique, l'Accord de partenariat stratégique avec le Japon constitue un moment historique de coopération politique et économique bilatérale et dans la région.

L'Accord se base sur les principes de la Charte des Nations Unies. L'article 1^{er} retient les valeurs communes et les principes du dialogue. L'article 2 est consacré aux valeurs de la démocratie, de l'État de droit, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Le Japon n'a pas encore aboli la peine de mort, point régulièrement soulevé par l'UE au cours des échanges. L'article 10 est consacré à la coopération et des consultations efficaces dans les enceintes multilatérales, régionales et internationales, tout en promouvant la réforme des Nations Unies.

Les articles suivants mentionnent les échanges dans les différents champs d'application : politique de développement et d'aide humanitaire (articles 11 et 12), coopération économique, industrielle et fiscale (articles 13 à 22), politique et réglementations environnementales (article 23), changement climatique (article 24), politique urbaine (article 25), énergie (article 26), agriculture (article 27), pêche (article 28), affaires maritimes (article 29), emploi et affaires sociales (article 30) et santé (article 31). Les articles 32 à 39 traitent des questions de justice, de liberté et de sécurité. L'article 40 est dédié à l'éducation, la jeunesse et aux sports et l'article 41 à la culture.

L'article 42 met en place un comité mixte qui coordonnera le partenariat dans son ensemble et donnera une orientation stratégique à la coopération. L'article 43 concerne la procédure du règlement des différends et prévoit la possibilité de sanctions en cas de non-respect des dispositions de l'Accord, l'article 48 celle d'une suspension unilatérale. Les dispositions finales sont énumérées aux articles 45 à 51.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.02.2020
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile (Président : M. Yves Cruchten) :

28.09.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.11.2020
Loi du 30 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 964, page 1

Projet de logements subventionnés Elmen

7613 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

Le projet de loi sous avis a pour objet d'autoriser le Gouvernement à participer au financement du projet de construction de logements subventionnés dénommé Elmen. Les dépenses engagées ne peuvent pas dépasser le montant de 76 millions d'euros.

Le projet Elmen, sis à Olm, sur le territoire de la commune de Kehlen, est un projet d'une taille équivalente à celle d'un nouveau village (750 logements permettant d'accueillir environ 2.000 personnes). La Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), promoteur public, en est le maître d'ouvrage. La réalisation du projet prendra environ 15 ans.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 09.06.2020
Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement (Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

02.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et des avis afférents
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.10.2020
Loi du 25 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 959, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7683 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

3° la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Le présent projet de loi vise à renforcer les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 par le biais d'une modification des dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

La version initiale du projet de loi proposait certaines modifications à la loi précitée du 17 juillet 2020 destinées à faciliter l'application pratique des mesures de prévention en vigueur et d'en renforcer l'efficacité sanitaire. Depuis le dépôt du projet de loi en date du 20 octobre

2020, des adaptations se sont avérées nécessaires suite au développement inquiétant de la propagation du virus Sars-CoV-2 au Luxembourg, ainsi que dans les pays voisins et dans l'Union européenne en général.

Les mesures prévues concernent entre autres :

- l'interdiction de sortie entre 23 heures du soir et 6 heures du matin applicable sur l'ensemble du territoire national, assortie de certaines exceptions ;

- la limitation du nombre de personnes pouvant être invitées au domicile qui passe de dix à quatre personnes. Ne sont pas prises en considération les personnes qui font partie du ménage ou qui cohabitent ;

- la limitation du nombre de personnes par table dans les restaurants et les débits de boissons qui passe également à quatre. L'heure de fermeture des établissements de restauration et de débits de boissons est avancée de minuit à 23.00 heures ;

- l'obligation du port du masque en toutes circonstances pour tout rassemblement de plus de quatre personnes ;

- l'obligation, pour tout rassemblement à partir de dix personnes et jusqu'à 100 personnes maximum, à l'extérieur ou à l'intérieur, du port du masque et de places assises en observant une distance minimale de deux mètres. Sont exemptés de l'obligation d'attribuer des places assises les manifestations, les funérailles, les marchés hebdomadaires, les salons, musées, centres d'art ou manifestations sportives où le public circule ;

- l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes, à l'exception des manifestations et des marchés hebdomadaires ;

- l'interdiction de la pratique d'activités sportives en groupe de plus de quatre acteurs sportifs, à l'exception des championnats dans la division la plus élevée de la catégorie de sport respective au niveau senior et des équipes nationales senior. En revanche, les activités sportives scolaires restent maintenues ;

- l'interdiction de toute activité accessoire de restauration à l'occasion d'événements et de rassemblements.

À l'instar des dispositions actuellement en vigueur, les nouvelles mesures de protection sont assorties de sanctions. Le minimum des amendes dans le chef des personnes physiques est augmenté de 25 à 100 euros.

Le projet de loi dans sa version amendée crée par ailleurs la base légale pour une nouvelle catégorie de lits dans le secteur hospitalier, à savoir les lits de réserve sanitaire, à activer pour répondre à des besoins sanitaires dans des situations exceptionnelles.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 20.10.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

20.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

26.10.2020 Présentation et examen d'une série d'amendements gouvernementaux

28.10.2020 Présentation et examen d'un amendement gouvernemental
Examen de l'avis du Conseil d'État

29.10.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.10.2020
Loi du 29 octobre 2020
Mémorial A : 2020, n° 867, page 1

Remplacement du personnel enseignant (dérogations temporaires)

7688 - Projet de loi du * portant**

1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

L'année scolaire 2019-2020 a été marquée et bouleversée par la pandémie de Covid-19 et il en est de même pour l'année scolaire 2020-2021 à peine entamée. Alors que la propagation du virus à l'intérieur de l'école reste très limitée, un nombre croissant d'adultes membres du personnel s'infectent lors de contacts dans le milieu privé et ne peuvent plus assurer le cours en présentiel à l'école.

Au vu du récent classement des femmes enceintes comme « personnes vulnérables » face au Covid-19 par le Conseil supérieur des maladies infectieuses du Luxembourg et au vu du nombre d'auto-quarantaines encore à venir parmi le personnel enseignant, il devient urgent de prévoir la possibilité pour l'année scolaire 2020-2021 d'un remplacement majeur du corps enseignant dans l'enseignement fondamental, voire d'un recrutement d'agents assumant une tâche de surveillance dans les lycées pendant les cours assurés à distance par des enseignants recensés comme vulnérables, ceci afin d'assurer une continuité dans la tenue des classes et de l'enseignement des élèves et de leurs apprentissages.

Au niveau de l'enseignement fondamental, et à l'instar de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, le présent projet de loi propose de supprimer temporairement la condition d'être détenteur d'une attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental délivrée par le Ministre.

Au niveau de l'enseignement secondaire, il est proposé de procéder, d'une part, au recrutement à durée déterminée d'agents engagés sous le régime de l'employé de l'État dans les conditions de l'article 45, paragraphe 1^{er}, lettre e), de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant

le régime et les indemnités des employés de l'État et, d'autre part, de détacher ou de transférer temporairement des agents d'autres administrations et services. Lesdits agents auront comme mission d'assurer dans les lycées une tâche de surveillance pour les cas où des enseignants recensés comme vulnérables sont autorisés à recourir à l'enseignement à distance à l'intention des élèves de leurs classes respectives.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 26.10.2020
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Président : M. Gilles Baum) :

26.10.2020 Présentation d'un avant-projet de loi
Désignation d'un rapporteur

28.10.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.10.2020
Loi du 29 octobre 2020
Mémorial A : 2020, n° 869, page 1

Secteur de la santé : augmentation du temps de travail

7689 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 211-12 du Code du travail

Eu égard à l'augmentation exponentielle du nombre de nouvelles contaminations avec le Coronavirus Sars-CoV-2, il importe de prendre des mesures exceptionnelles motivées par la gravité de la situation.

Il s'agit en effet de protéger la population et d'assurer le fonctionnement des services essentiels et indispensables dont en premier lieu ceux fournis par le secteur de la santé et par le secteur d'aides et de soins, y compris les activités hospitalières et les laboratoires d'analyses médicales, ainsi que par les structures d'hébergement pour mineurs placés dans le cadre d'une mesure de garde.

Actuellement, un nombre relativement important de soignants et de personnes des services administratifs et techniques de nos hôpitaux ont déjà été testés positifs et ont par conséquent été mis en quarantaine à leur domicile. Ces structures sont dès lors confrontées à une baisse sensible de leurs effectifs, en raison de nombreuses contaminations au Covid-19 alors que la question de la disponibilité en nombre suffisant du personnel soignant est un élément essentiel pour bien gérer la pandémie.

Dans le secteur de la santé en général, dans celui d'aides et de soins, dans les laboratoires d'analyses médicales et dans les structures d'hébergement pour mineurs placés dans le cadre d'une mesure de garde la situation est malheureusement tout à fait comparable alors que le bon fonctionnement de ces services est évidemment aussi d'une importance cruciale face à la gravité de la situation.

Afin de pallier le mieux possible à une très probable pénurie de main-d'œuvre notamment dans les établissements hospitaliers mais aussi dans le secteur de la santé en général, y inclus dans les laboratoires d'analyses médicales, dans le secteur d'aides et de soins et parmi le personnel encadrant travaillant dans les structures d'hébergement pour mineurs placés dans le cadre d'une mesure de garde, il est dès lors proposé de permettre aux employeurs concernés de solliciter une autorisation pour faire travailler le personnel en question jusqu'à un maximum de 12 heures par jour et 60 heures par semaine.

Les dérogations par rapport à la durée de travail maximale fixée par le Code du travail qui sont prévues par le présent projet et qui ne peuvent être autorisées que dans le respect des critères expressément fixés par ce nouveau texte sont destinées à contribuer activement au bon fonctionnement des secteurs, établissements et structures procurant les services les plus indispensables dans le contexte actuel.

Évidemment elles doivent rester clairement limitées à ce qui est strictement indispensable et absolument nécessaire et dans tous les cas être adéquates et proportionnées au but poursuivi qui est de pouvoir continuer à assurer les meilleurs services possibles dans les deux secteurs concernés.

Il va sans dire que mis à part ces dérogations ponctuelles et expresses et rigoureusement limitées dans le temps, les dispositions du Code du travail et des conventions collectives restent entièrement et strictement applicables.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.10.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président : M. Georges Engel) :

26.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

28.10.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.10.2020
Loi du 29 octobre 2020
Mémorial A : 2020, n° 868, page 1



Sommaire

- 1. **Ouverture de la séance publique**
- M. Fernand Etgen, Président
- 2. **Discours de M. le Président**
- M. Fernand Etgen, Président
- 3. **7683 - Projet de loi modifiant :**
 - 1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
 - 2° la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;
 - 3° la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

- Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - M. Claude Wiseler - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Michel Wolter) - M. Michel Wolter (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Michel Wolter (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. Sven Clement (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Gilles Roth (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Gilles Roth (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel

- Vote séparé sur l'article 3 du projet de loi n° 7683

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1 : M. Georges Engel - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen - M. Georges Engel

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Ministre.

d'Chance net ginn, fir eis op kritesche Plazen ze attackéieren. Wa mir doheem bleiwen, da bleift de Virus dobaussen. An dat ass, mengen ech, eng Feststellung, déi mer sollen a musse maachen.

D'Zil ass, fir d'Interaktiounen, d'Kontakter, an domadder Situatiounen, wou de Risk vun der Verbreedung vum Virus am héchsten ass, ze limitéieren. An der Lescht hunn ech oft héieren, dass dat haart ass fir déi perséinlech Fräiheeten. Mee hei muss een déi perséinlech Fräiheeten ofweie vis-à-vis vun der Fräiheet vun der Allgemengheet, fir gesond ze bleiwen.

D'Gesetz gesäit eng Partie Ausname vun där Ausgangsspär vir. Ech verweisen duerfir op mäi schréfftleche Rapport. Et sinn essenziell Gäng, déi musse gemaach ginn, an déi si ganz kloer am Text definiert.

Nei Bestëmmunge gëtt et fir Geschäfte iwwer 400 m², mat enger Limitatioun vu maximal engem Client pro 10 m². Generell gëllt d'Reegel an Zukunft vu maximal véier Persounen, déi sech kënnen zesumme gesinn, sief et am private Kader oder am effentlechen Raum, bannen oder baussen. Et kann ee bis zu véier Persounen heem invitéieren. Net matgezielt ginn do d'Leit vum Stot, deen invitéiert. Also net déi Leit, déi mat erakommen. Nee, dee Stot, deen invitéiert, dee kann zu méi véier sinn. Déi, déi vu bausse kommen, do ass d'Reegel vu véier Leit.

Fir de Rescht gëllt vu véier Persounen un eng Maskepflicht, à moins dass et sech ëm Persounen aus deem selwechte Stot handelt. Hei kann ee vläicht drun erënneren, dass dat natierlech och am berufflechen Émfeld gëllt, insofern dat iergendwéi méiglech ass. Do gëtt et Diskussiounen mat der Wirtschaft, wou déi Méiglechkeet ginn ass a wou een am normalen Ofaf dat esou applizéiert, wéi een et bis elo applizéiert huet.

Bei Rassementer vun 10 Persounen u bis maximal 100 Persoun gëllt d'Maskepflicht, d'Obligatioun vu Sëtzplazen an zwee Meter Distanz. Ausgeholl vun der Obligatioun vu Sëtzplaze sinn Aktivitéiten, wou par définition d'Méiglechkeet vu Sëtzplazen net ginn ass, zum Beispill Manifestatiounen, Begrëfnisser, Mäert, Salonnen, Muséien, Konschta-riichtungen. Rassementer vu méi véier 100 Persoun si verbueden. Net betraff ass d'Recht fir ze manifestéieren. Opgrond vun der ganz gudder Aarbecht, soen ech, an der ganz gudder Opmierksamkeet an eiser Chamber hu mer, selbstverständlech iwwer e weideren Amendement, séchergestallt, dass déi Manifestationspflicht net tangéiert ass. Selbstverständlech mat deene Virsiichtsmoossnamen, déi fir jiddweree gëllen.

Och beim Sport gëllt d'Limit vum de véier Persounen. An deem Beräich wärten an deenen nächste Deeg Prezisiounen kommen.

Wéi an der Vergaangenheet gëllen eng Rei vun Exceptiounen bei der Maskepflicht. An ech mengen, ech brauch déi net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech ginn dervun aus, an ech sinn net deen Eenzegen, dass de Gros vun de Leit dobaussen, grad ewéi am Fréijoer, de Sënn an den Zweck vun deene Restriktiounen kann novollzéien a wäert befollegen. Mäin Androck an d'Echoen, déi ech an deene leschten Deeg krut, weisen, dass déi meescht Leit net op d'Gesetz gewaart hunn, fir hir Kontakter esou vill wéi méiglech ze reduzéieren. An do huet sécher déi gutt Kommunikatioun am Virfeld gehollef. Gesetzter kënne vill. D'Leit kënne méi, wa se gutt informéiert sinn, an ech mengen, dat ass de Fall. An dat wäert an deenen nächste Stonnen nach intensivéiert ginn, fir dass d'Leit wëssen, ab wéini dass déi nei Konditiounen gëllen.

Ech wëll just drop hiweisen, dass nei Strobbestëmmungen agefouert gi bei enger Rei vun den neie Moossnamen: bei de Surfaces commerciales, beim Verbuet vu Rassementer iwwer 100 Leit, beim Netanhalve vun der Aschränkung vun Deplacemeter tëschent 23.00 Auer a 6.00 Auer. Wéi gesot, ech brauch net drun ze erënneren, dass déi Ausgangsspär vun 23.00 Auer oder 11.00 Auer fir d'Leit gëllt, mee awer och fir den Horeca-Betrieb, déi vu Mëtternuecht op 23.00 Auer, 11.00 Auer, erfoget. D'Strobbestëmmunge gëllen och bei der Maskepflicht. Insgesamt bliwen ënnert dem Stréch déi meeschte Strofen esou, wéi se bis elo waren, an dach gëtt et awer eng Rei vun Adaptatiounen an der Héicht vun de Strofen.

De Projet de loi schafft och déi legal Basis fir eng nei Kategorie vu Spidolsbetter, Better fir d'Réserve sanitaire, op déi an engem Noutfall kann zréckgegraff ginn. Dat ass virgesinn an deem Fall, mee et kann awer och an anere Situatiounen wéi Katastrophen, Attentater oder groussen Accidenter ganz nëtzlech sinn.

D'Santé ka sech och fir den Tracing a fir aner wichtige Missiounen zousätzlech Personal ginn a léinen, an déi wärten no enger entsprechender Formatioun operationell sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, dass Der e bëssen indulgent sidd mat mer,

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, dat ass net de Fall.

2. Discours de M. le Président

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Gëschter hat echlech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci gesot fir Ären Asaz. Haut wëll ech am nämmlechte Sënn déi enorm Aarbecht ënnersträchen, déi d'Servicer vun der Chamber an deene leschten Deeg vollbruecht hunn, mat dem Zil, souwuel séier mussen ze schaffe wéi och eng qualitativ héichwärtig Aarbecht ze maachen.

Gradesou wichteg war d'Koordinatioun mam Staatsrot, déi immens gutt geklappt huet. Hei wëllt ech och der Presidentin vum Staatsrot, senge Membere, hirem Generalsekretär a sengen Ekippene eng grouesse Merci ausdrécken, fir an dëser schwéierer Zäit séier a gutt matenee kënnen ze schaffen.

Merci villmools!

3. 7683 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

3° la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Deen eenzege Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7683, eng Ofännerung vum Gesetz iwwer d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert ginn un de Reporter vun deem Projet de loi, den honorablen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer dobaussen, bei der Verlängerung vum État de crise viru bal aacht Méint, siwen an engem hallwe Mount, ware mer alleguer der Meening, dass mer esou eppes nach ni erlieft haten. Dat war nach um Krautmaart. Elo si mer am Cercel, siwe Méint méi spéit, droe Masken an diskutéieren an decidéieren iwwer dat x-te Covidgesetz an der Iwwerzeegung, dass et mat Sécherheet net dat lescht wäert sinn, ausser et geschitt e Wonner. An déi geschéie bekanntlech net all Dag.

Ufank März wousste mer all, dass eppes ganz séier géif op eis zoukommen, mee mer woussten net esou richtig, wat genau, wa mer éierlech mat eis selwer wëlle sinn. Den État de crise, do ware mer eis all eens, war déi eenzeg Optioun, fir séier ze handelen. Ganz séier wousste mer och, dass déi dräi Méint net géifen duergoen, fir dës Kris ze meeschten.

Duerno huet d'Chamber hir Responsabilitéit iwwerholl, wéi se dat och während dem État de crise zesumme mat der Regierung gemaach huet. An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass État de crise hei net Alleinherrschaft vun der Regierung

geheescht huet, mee dass dat gemeinsam zu jiddwer Zäitpunkt mat der Chamber gemeschert ginn ass. Dat war keng einfach Affär. Mee mir hunn dat, mengen ech, billerbuchméisseg gemaach, wann ee vu Billerbuch an deem Zesummenhang ka schwätzen. An do schléissen ech jiddweree mat an, dee mat ugepaakt huet.

Nach ni hunn esou vill Gesetzter an esou kuerzer Zäit musse gekuckt a gestëmmt ginn, wéi mer dat zum Schluss vum Fréijoer an och elo weider maachen. Mir waren a sinn eis nach ëmmer net op allem eens, mee dach si mer alleguer zesummege-wuess, wann et drop ukomm ass. Alleguer hate mer dat selwecht Zil: Dat Bescht ze gi fir ze probéieren, e Virus, dee mer net direkt konnte lassginn, souvill mer eis och beméien, a Schach ze halen. Dat solle mer net vergiessen. Mir sinn eis, wéi gesot, net ëmmer eens gewiescht, mee wann et drop ukomm ass, hu mer alleguer zesummen u Verbesserung vum den Texter an un der Rapiditéit vun den Texter geschafft, esou wéi mer se gebraucht hunn.

De Confinement huet sech deemools sécherlech bewäert an en huet gehollef. Et war net aneschters méiglech, mee en huet och vill Schued gemaach. A mir sinn nach net um Enn vun de Kollateralschied ukomm, soudass ee ganz grousst Versteesdemech muss hunn, dass mer alles zesumme maachen, fir déi Etapp, déi net ausgeschloss ass, ze verhënnere. An et ass dat, Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer zesummen amgaang sinn zu probéieren, mat oppenem Resultat. Well hei kënnen net eleng d'Politiker Gesetzter maachen nom Motto: De Virus ass ofgeschafft!

Dir kënnt lech un e Beispill erënnere vun engem Politiker, deen eng Kéier per Gesetz d'Inflatioun ofgeschafft huet. Dat geet hei net! Hei brauche mer d'Mataarbecht vu jiddwer Einzelnem! Mir brauchen d'Responsabilitéit vu jiddwer Einzelnem! Mir brauchen e Ruck, deen duerch eis Gesellschaft geet! Ech mengen, déi meescht hunn et erkannt. Mee och déi, déi et bis elo net erkannt hunn, mussen erkennen, dass se en Deel si vun där Strategie, fir deem Virus do Meeschter ze ginn.

An deene leschten Deeg a Wochen ass heiansdo, wa mer vun der Ausgangspär geschwat hunn, e Verglach gemaach gi mam Krichszoustand oder mam Ausnamezustand, wéi mer en am Zweete Weltkrich kann hunn. Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn net an engem Krich. Mee mir hunn et mat engem Géigner ze dinn, deen onverhofft an ouni Selektioun egal wie ka befalen, deen net bereche-bar ass an dee sech u keng Reegelen hält. Also musse mer och eis Mesuren deementspreechend alignéieren, fir dee Géigner Meeschter ze ginn.

Keen heibanne wënscht sech, dass mer zu méi extreme Moossnamen ginn, mee eleng kënne mer et net. Duerfir dee groussen Appell no baussen, dass mer dat zesummen upaken!

Mittlerweil kenne mer dee Virus besser. Iwwerall hu mer geléiert, dermat érmzegoen. Mir droe Masken, mir ginn eis net méi d'Hand, mir drécken eis net méi, mir gi manner eraus. Mir hunn alles zréckgestallt. Och an de Klinicke weess een, déi Krank besser ze versuergen, an dat dank engem formidabelen Asaz vun dem gesamte Gesondheitssector an allem, wat ronderëm ass, an all deene Servicer, déi mer brauchen, ob dat an der Santé ass, ob dat an der Laangzäitfleeg ass, ob dat bei anere Servicer ass, do si mer exemplaresch gewiescht.

Mee, mee, mee, an dat muss een esou soen, iergendwéi hu mer eis dru gewinnt, dass dee Virus do ass, an opgrond vun deene besseren Infektiounszuele bal a Sécherheet gefillt. An Hand op d'Häerz, dat gëllt bal fir jiddweree vun eis. Mir hate geduecht, mir hätten, op Lëtzebuergesch gesot,

d'Sauerei am Grëff. An ech soen dat esou, wéi ech dat spieren. Mee dat war en Trugschluss! An dat weist, dass allkéiers, wa mir eis a Sécherheet fillen, allkéiers dann, wa mer eis Ofwierstellung opginn an de Raum fräigi fir d'Attacke vun där Krankheet, da gëtt se richtig staark an da mécht se krank a si hält Leit, déi mer gär hunn, d'Liewen. An dat därer net sinn!

Mir hunn, an dat, mengen ech, gëllt bal fir jiddweeren an eiser Gesellschaft, d'Recuperationscapacitéit vun deem Virus ënnerschat, soss hätte mer d'Garde net erofgelooss. An dat beweist d'Entwécklung vun deene leschte puer Deeg, deene leschte 14 Deeg. D'Zuele vun den Neinfektiounen sinn an der leschter Woch extrem geklommen, mat engem Pic vun 862 Neinfektiounen den 23. Oktober. Dee leschte Rapport vum Lëtzebuerger Institut fir Wëssenschaft an Technologie, deen eis Kläranlagen op d'Presenz vum Virus ënnersicht, schwätzt vun enger Konzentratioun, déi véiermol esou héich ass wéi bei der éischer Well, wat op eng grouss Donkelziffer vun Infektiounen schléisse léisst. Ausser am private Beräich ass den Ursprung bei der Majoritéit vun den Ustiechungen ongewëss. De Virus zirkuléiert iwwerall. De Risk, sech unzestiechen, ass generell an iwwerall extrem héich.

Ëmmer méi sinn och erëm Leit vun iwwer 65 Joer betraff, déi als vulnerabel ugesi ginn an déi riskéieren, am Verlaf vun hirer Infektioun Komplikatounen ze maachen a medezinnesch Soinen am Spidol oder souguer eng Intensivversuergung ze brauchen. Och d'Gesondheits- an d'Fleegepersonal ass ëmmer méi vun Infektiounen, Isolement a Quarantän betraff. D'Situatioun an de Spideeler an d'Capacitéit vun eistem Gesondheitssystem riskéieren, extrem ënner Drock ze kommen.

All dat sinn Entwécklungen, déi méi restriktiv an incisive Moossnamen néideg maachen. An haut setze mer eis mat engem Projet ausenaner, deen dat wëllt maachen. E komplexe Projet, deen net perfekt ass - Perfektioun gëtt et am Kampf géint de Virus net, soss wär en net méi do -, an Zäitnout awer als noutwendige Projet muss gëllen.

Virun der Urgence an enner extreemem Zäitdruck sinn nei Schutzmesuren decidéiert ginn, déi d'Vebreedung solle bremsen. Et si Mesuren, déi een net kal solle loossen. Jo, si schränken d'Fräiheet vun eis all zu engem gudden Deel an. Eppes aneres ze behaupten, wär hypokrit! Mee si loossen eis awer e gutt Stéck Normalitéit. An och dat muss een ënnersträchen, wann een iwwer d'Grenze kuckt. A fir déi Normalitéit ze halen, musse mer kämpfen. An do hu mer net allze vill Zäit, fir dat ze erreechen.

Et ass e Seeldanz: Engersäits d'Beméiung, de Virus ze bremsen, fir weider d'Gesondheitsversuergung vun der Populatioun ze garantéieren, an trotzdeem nach eng gewëssen ageschränkt Fräiheet, Normalitéit ze behalen. D'Zil ass et, ze verhënnere, dass eise Gesondheitssystem iwwerfuert gëtt an u seng Limite stéisst, ouni awer an e komplette Lockdown mussen ze goen, deen déi wirtschaftlech a sozial Situatioun vu ville Mënschen a Betriber weider géif extrem belaaschten a vill Existenzen, jo, jiddefalls net géif verbessern. Et geet drëm, de Virus ze stoppen a schlëmm Kollateralschied ze verhënnere.

D'Mesuren, déi agefouert ginn, sinn eng sougenannten Interdiction de circuler, eng sougenannten Ausgangsspär tëschent 23.00 Auer owen a 6.00 Auer moies. Am Verglach zu anere Länner ass dat nach eng Moossnam, déi, dat muss ee soen, vis-à-vis vun deenen aneren duerchaus ze verkaaften ass.

D'Ausgangsspär ass fir eis haart. Mee mir sollen och wëssen, dass mer mat der Ausgangsspär zum Deel och de Virus ausspären, well mer ëm

wat d'Zäit ugeet. Ech wollt zum Schluss alle Kolleegeen, all deenen Institutionen, déi hei matgeschafft hunn, e ganz grousser Merci soen, well mer ënner extreeme Konditioune geschafft hunn. Mee net nëmmen eis Konditioune sinn extreem, déi Konditioune, déi eis de Virus diktiéiert, sinn och extreem.

Mir ware konfrontéiert mat Oppositions formelles vum Staatsrot, dee sech d'Saach och net einfach gemaach huet. De Staatsrot souz siwen oder acht Stonnen, ech weess et net genee, dat gëtt ee jo net esou genee gewuer, siwen oder acht Stonnen zesommen, fir eisen Text duerchezekucken. A mir hunn em an alle Punkten, wou Oppositions formelles drop waren, gefollegt.

Ënnert dem Stréch mengen ech, dass mer ënnert deene Konditioune, ënnert deene mer geschafft hunn, eise Maximum ginn hunn. Och e Maximum u Mataarbecht, jiddwereen op seng Aart a Weis, och wann en am Endeffekt vläicht de Projet net stëmmt - jo, vläicht net stëmmt -, mee awer signaliséiert huet, dass en d'Necessitéit vun deene Moosnamen och géif gesinn. Déi eng ware vläicht der Meenung, dass se ze wäit ginn, déi aner ware vläicht der Meenung, dass se net wäit genuch ginn. Et waren der der Meenung oder hate gemengt, dass se ze spéit géife kommen. Et sinn der vill gewiescht, déi gesot hunn, dass se elo noutwendeg waren zum richtegen Zäitpunkt. Mee ënnert dem Stréch ware mer alleguer der Meenung, dass mer déi Moosnamen hei brauchen. A vill vun eis sinn der Meenung, dass mer net déi leschte Kéier doriwwer zesumme sinn.

Mir stëmme, léif Kollegeinnen a Kollegeen, a Merci, Här President, dass Der mer e puer Minutte méi ginn hutt, mir stëmme hei net just e Gesetz. Mir setzen och en Zeechen. En Zeechen, dass jiddwereen nach méi muss oppassen op sech an op seng Matmënschen. Maache mer dat net, schléit de Virus nach méi brutal zou. Well dat ass net esou, dass e sech stabiliséiert, mee wa mer net oppassen, dann ass et ewei eng Schnéklatz, déi ëmmer méi séier an ëmmer méi grouss gëtt.

Dass et nach net eriwwe ass, dat muss mer alleguer wëssen. A mir mussen duerfir alleguer zesummenhalen. D'Zeeche vun deem heite Projet gëtt och gesat, dass mer eng Brems mussen agehen, fir net an d'Mauer ze rennen, fir domat eng Vollbremsung a leschter Minutt können ze verhënneren. An duerfir, léif Kollegeinnen a Kollegeen, léif alleguer dobaussen, ob Der elo mengt, dass dee Virus eppes ganz Schlémmes ass, oder ob Der lech wëllt selwer virun der Evidenz arieden, dass et just eng Grippe wär: Alleguer, wannechgelift alleguer, kommt, mer halen eis un d'Mesuren an d'Recommandationen!

An dann nach ee Wunsch vu mir, dee sécher vun de Kolleegeen alleguer gedeelt gëtt: Passt op lech op a bleift gesond! Merci villmools de Kolleegeen alleguer fir déi Hëllef bei enger bal onméiglecher Aarbecht.

Merci villmools.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen dem Rapporteur, dem honorablen Här Mars Di Bartolomeo, villmools Merci fir säi Rapport. An eisichten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Mir si mëten an enger zweeter Well, genau do - genau do! -, wou mer net wollten hikommen. D'Infectionszuele sinn drastesch an d'Luucht gaang an hunn d'lescht Woch en exponentielle Charakter gehat. Déi Zuelen, mat deenen d'Regierung sech ëmmer berouegt huet, dat waren déi vun den Hospitalisationen, well déi proportional nach déif waren. Mee och déi sinn drastesch an d'Luucht gaangen an där leschter Woch, an deene leschten Deeg.

D'Kontamination vum Ofwaasser ass véiermol esou héich, wéi dat am Abréll dëst Joer war, an der eischter Well. Mir hunn en Tracing, deen net méi funktionéiert, deen zwar anescht opgestallt ginn ass, dee verstärkt ginn ass, mee wou d'Leit net méi nokommen. Mir hu Spideeler, wou Leit ausfallen a wou den Drock massiv héich gëtt. An ech hu ganz gutt all de Spidolsdirekteren nogelauschtert, déi an der Press geschwat hunn, sech ausgedréckt hunn an hir Suergen ausgedréckt hunn.

De Virus ass an eisen Aen net méi ënner Kontroll. All d'Indicateure sinn ausser Kontroll. An d'Regierung reagiert elo érischt, wou se d'Kontroll verluer huet. Fir eis, ech soen dat kloer, sinn dat hei Moosnamen, déi virun enger Woch, viru 14 Deeg schonns hätte missen a Kraaft gesat ginn. Mir hu se gefrot: d'Madamm Hansen, eis Fraktionspräsidentin, am État de la Nation, ech selwer hu se an de Kommissiounssëtzung während der Sëtzung an duerno an d'Mikro gesot, an ech hu gesot: „Hei ass eng Course géint d'Zäit. Mir mussen schnell reagéieren. Kuckt, wat am Ausland amgang ass, gemaach ze ginn!“

An ech sinn do, mir sinn do op totaal Onverständnis gestouss. A mir hate selwer Onverständnis

virun den Aussoe vun der Regierung, déi eis gesot huet: „Mir hunn alles am Griff. Mir gerieren d'Situation. Mir sinn am Fong net mam Ausland ze vergläichen, well dat, wat mer en place gesat hunn, vill besser ass. Wat hätt Der gär? Mir si vill besser wéi am Ausland an dofir brauche mer keng Reaktioun!“

An dat ass während Deeg de Leit erkläert ginn. De leschte Mëttwoch nach, virun enger Woch, huet de Staatsminister gesot: „Et ass alles an der Rei. Mir hunn dat am Griff!“ An zwee Deeg duerno, freides, huet e gesot: „Elo geet et net méi anescht, elo mussen mer schnell reagéieren!“ Elo, wou d'Leit, wou d'Press, wou d'Spideeler déi Moosname verlaangen, reagiert d'Regierung. D'Regierung anticipéiert net, si reagiert just nach, an dat vill ze vill spéit. An ech soen lech: Dat mécht eis rosen, well mer Zäit verléieren an engem Kampf, wou d'Zäit bemooss ass!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir sinn och iwwerzeugt, dass an de méi rouge Méint, déi mer haten, am Juli, August, Septemmer, vill Zäit verluer ginn ass. Vill Zäit, fir sech uerdentlech virzubereeden. Vill Zäit, fir sech ze preparéieren op dat, wat elo amgang ass, well mer wousste jo, dass et géif kommen.

Ech brauch nëmmen drun ze erënneren, dass mer hei an der Chamber 100-mol gesot hunn, dass mer am Hierscht warscheinlech eng zweet Well géife kréien. Dat mer am Hierscht warscheinlech eng zweet Well géife kréien, dass mer e schwierigen Hierscht géife kréien, dass mer d'Explikationen, firwat et am Hierscht esou géif goen, schonns am Juli kruten. Mir woussten et. D'Regierung wousst et. Mee et ass net konsequent virbereet ginn.

Et si selbstverständlech eng Rei Saache gemaach ginn, déi ech och net wëll klengrieden. Et ass e Large-Scale-Testing op d'Bee gesat ginn. Et ass e Stufeplang fir d'Spideeler gemaach ginn an et ass esou eppes wéi e Stufeplang fir d'Éducation nationale gemaach ginn. Mee eng Rei aner Saache feelen eis awer kloer an hätten an eisen Ae misse gemaach ginn. Wou sinn déi Diskussioune an déi Virbereedung iwwert dat, wat mer gefrot hunn a wat och d'Dokteren haut froen, iwwer e Covidspidol, wat eng ganz aner Organisation am Secteur hospitalier méiglech gemaach hätt a wat eis och erlaabt hätt, warscheinlech besser d'Kontinuitéit vun der classescher Medezinn ze assureieren?

Wou ass dee generelle Stufeplang, dee mer och gär gehat hätten, wéi en zum Beispill an Irland ass, wou a fënneg Phase predeterminéiert ass, organiséiert ass, duerdiskutiéiert ass, wat a wat fir enger Phas antrëtt, déi dann och direkt émsetzbar ass, wou jiddweree weess, wat kënnert, wann déi Phas declenchéiert ass, wou jiddweree weess, wéini déi Phasen declenchéiert ginn, a wou d'Texter och virbereet sinn? Hei hu mer et ze di mat techesch schlechte Gesetzer, déi net virbereet waren, wou ech d'Impressioun hat, dass nach de leschte Freideg am Regierungsrat Kommae geréckelt gi sinn an déi eng an déi aner Saach esou oder anescht géif gemaach ginn.

Et gouf gesot, dat géife mer maachen, well mer Flexibilitéit brauchen a well mer e Monitoring um Terrain géife maachen, an dofir wäire mer besser wéi am Ausland. Ech soen: Dat huet eis onméiglech Diskussioun bruecht, Onzefriddenheet, Onverständnis, och no baussen, well d'Leit net woussten, wat se géif erwaarden, wann d'Situation méi schlecht géif ginn, an och Texter, déi net ausgeräift sinn.

Mäin drëtte Punkt: Et ass zwar eng Teststrategie en place gesat ginn, mee ech stellen awer elo fest, dass fir déi Teststrategie do, wou d'Leit mat Ordonnancen a Laboe ginn, enorm Schwierigeete sinn. Et ass Jonglënster derbäigesat ginn, et ass de Kierchberg derbäigesat ginn, mee nach si ganz laang Waardezäiten! An ech hunn nach virun e puer Deeg gesinn, wéi d'Leit stonnelaang dobausse stoungen, virun de Laboratoiren am Ree stoungen, fir mat Ordonnance en Test gemaach ze kréien.

Do soe mer ganz kloer, dass mer gär déi Prioritéit emgeschwited hätten. De Large-Scale-Testing ass wichteg, mee prioritär sinn an eisen Aen awer déi Leit, déi mat Ordonnance kommen, fir en Test ze maachen. An déi sollen och prioritär zerwéiert ginn. Mir hätte gär e Switch an de Prioritéite vum Testing.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat selwecht géllt fir den Tracing. Et ass d'urgence noerüst ginn. An ech sinn och extreem dankbar, dass souwuel d'Militär wéi d'Luxair, wéi wien och nach ëmmer zousätzlech agestallt gi sinn. An ech soen lech och, ech soen lech et wierklech: Et si formidable Leit, déi do schaffen! Ech hat d'Geleeënheet, selwer mat hinnen ze diskutéieren doriwwer. Déi hu mer erzielt, wivill Stonne se dosetzen, wéi schwierig et ass a wéi vill Honnerten, Dausende Fäll se am Fong nach ze traitéieren hätten, déi se guer net méi traitéiert kréien. Den analogen Tracing ass total iwwerfuer-

dert. D'Leit ginn érischt sechs Deeg, nodeems se a sech den Test gemaach hunn a positiv getest gi sinn, ugeruff. An an deenen Deeg wësse se net, wéi se sech solle behuelen.

Ech verstinn dat alles. Mee ech soen: Mir sinn haut an enger Situation, déi total, total iwwerfuerdert ginn ass! Den Artikel 7 an den Artikel 5 vum aktuellen Text ginn an der Realitéit net méi applizéiert. Den Tracing gëtt net méi esou gemaach, wéi en am Text beschriwwen ass. Déi Leit, déi eng Ordonnance de quarantaine kréien, kréie se heiansdo siwen Deeg duerno, nodeem am Fong hir Quarantän schonn eriwwe ass. D'Ordonnances d'isolement kommen heiansdo sechs Deeg duerno, dat heescht, d'Leit kréie keng Reaktioun, wa se scho sechs Deeg positiv getest sinn, wëssen awer net, wéi se sech sollen an deene sechs Deeg behuelen, wa se dann net d'Zeitung gelies hunn a wëssen, dass se d'Leit selwer mussen uruffen.

Et ass dat, wat kéint hëllef. Et ass dat, wat och an deene leschte Woche gehollef huet, deen Tracing, mee momentan ass en total, total debordéiert. Et ass kee Reproche, et ass just eng Feststellung!

An da soen ech: Dir wollt d'Tracingapp net, mee mir bräichte se elo, haut, absolutt dréngend! Et ass d'ailleurs vill ze vill spéit. Et ass méintelaang näischt gemaach ginn. Et ass souguer de Contraire gemaach ginn. Et ass wochelaang géint esou eng Applikation eng Negativstimmung produzéiert ginn. A wann Der se haut wëllt maachen, hätt Der souguer Schwierigeete wéinst deem, wat an deene leschte Méint gesot ginn ass, fir d'Leit nach ze iwwerzeegen, dass se sennvoll wär. Mir fannen dat grob farlässeg. Mir hunn dat schonn zéngmol gesot. Mer hunn heibannen eng Motioun driwwer ofstëmmen gelooss. An an der Kommissioun krute mer vum Staatsminister gesot: „Wëllt Der da wierklech 4,5 Milliounen dofir ausginn?“ Eis Äntwert war deemools: „Jo!“ An eis Äntwert ass haut: „Hätte mer et dach nëmme gemaach!“

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Staatsminister, an da soen ech och, well Der hei sidd, dass déi Gouvernance, déi Der hutt an där ganzer Kris - eng vun deene gréisste Krisen, déi mer säit Generationen hei am Land kennen -, dass ech déi net richtig verstinn. Dir sot ëmmer, mir sollen dat zesumme maachen. An Är Plaz hätt ech probéiert, dee ganze politesche Spektrum mat u Bord ze kréien. Net nëmmen Informatiounen ze maachen, nodeems d'Decisione scho geholl sinn, net nëmmen am État de crise reegelméisseg bei d'Chamber ze kommen, mee reegelméisseg mat de Parteien ze schwätzen, fir déi schwierigste Moosnamen, déi ee kann huelen, prelabel gemeinsam virzubereeden. Dofir wär an deene leschte Méint Zäit gewiescht. Dat wollt Der net. Dir hutt deliberéiert en anere Choix geholl. Dat ass Äert Recht, mee dann ass et awer och Är Responsabilitéit!

Ech verstinn, dass Der an d'Opposition kee Vertrauen hutt, mee mir hunn och keent an lech!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mee ech soen och: Haut, elo an dem Moment ass déi ganz Geschicht, dee ganze Passé mer am Fong egal! Ech sinn zwar rosen, mee och dat ass mer à la limite egal. Dofir hu mer keng Zäit méi. Mir sinn an enger Krisensituation. An em wat geet et elo? Et geet drëm, wat mer elo, haut, decidéieren. Soe mer haut: „Mir hunn d'Saach net méi ënner Kontroll, mir waarden op e Vaccin?“ Soe mer: „Et ass alles kee Problem, mir zéien de Kapp an, mir loosse et lafen?“ Oder soe mer eis als Politiker: „Mir kënnen Afloss hunn, och an esou enger Krisenzäit, wa mer konsequent, konstant dat maachen, wat mer mengt, wat richtig ass!“

Wat wëlle mer haut? Ech mengen, eis Zilsetzung ass net vill anescht wéi déi vun anere Fraktiounen. Mir wëllen, dass d'Aarbechtswelt a groussen Deeler weider funktionéiert, och wann dat heiansdo anescht ass, mat anere Fonctionnsweisen, an och wa mer et net iwwerall an all Secteur esou fäerdegbréngen, wéi mer et wëllen. Mir wëllen, dass d'Schoul weider funktionéiert, och wann d'Schoul muss anescht funktionéieren, mee se muss awer weider funktionéieren, well soss ass et extreem problematesch fir eis Gesellschaft, fir den Zesummenhalt, fir d'Kohärenz a fir d'Zukunftschancen. An dofir, well mer dat wëllen, mussen mer all vill aner Aktivitéiten eroffueren, fir dass eise Gesundheitssystem et packt. An dat mussen mer maachen, och wann et schwierig ass, och wann et contestéiert ass, och wa mer Onzefriddenheet domadder declenchéieren.

An ech kann déi Onzefriddenheete verstoen. Mee ech soe mer: Et geet haut an deeser Situation net anescht, well d'Prioritéit ass, Liewen ze retten. An dat bréngt mer nëmme fäerdeg, wa mer eise Gesundheitssystem um Fonctionéieren halen. E Gesundheitssystem, wou ech soen, dass formidable Leit schaffen. Formidable Leit! Ech hat vill Kontakt mat deenen engen oder deenen aneren, déi

sech méi engagéieren, wéi vun hinne gefrot gëtt, well se wëssen, wat um Spill steet. An dofir si mer och obligéiert, Äntwerten ze ginn, schonn engeläng wéinst deem Engagement, wat mer do fannen.

A mir mussen eis Froe stelle bei deenen Äntworten, déi mer ginn: Ass dat, wat mer maachen, proportionell? Ass et kohärent? An ass et effikass? Mir wëlle keng Moosnamen, déi näischt bréngen a just do si fir ze soen, et hätt ee se dach gemaach. Se mussen eppes bréngen a se mussen effikass sinn.

An ech wëll op déi eenzel Moosnamen direkt agoen, ouni Saachen ze verstoppen. Déi pregnantst Moosnam ass déi vun der Ausgangsspar. Et waren och bei eis grouss Diskussioune an der Fraktioun, an der Partei, mat verfassungsrechtliche Bedenken, mat Froen iwwert d'Proportionalitéit oder Iwwerproportionalitéit, iwwert d'Zilsetzung, iwwert d'Effikasitéit, iwwert de Sënn, fir dat am ganze Land ze maachen an et net nëmmen an dichtbesidelte Gebidder anezeféieren. An ech soen lech: Mir hätten och gär an préalable mat der Regierung driwwer diskutéiert, haaptsächlech iwwert déi Moosnam, iwwert d'Kohärenz vun dem gesamte Pak. An ech soen lech: Déi Diskussioun kréie mer och nach, ob mer et wëllen oder net. A warscheinlech méi kuerzfristeg, wéi mer et mengen!

Mir sinn awer an eiser Fraktioun zur Konkusioun komm, dass mer der Regierung keng Steng wëllen an de Wee leeën, well dat hei e Wee ass, iwwert dee Fester, Partyen, Rassemblement, organiséiert oder net, kënnen ënnerbonne ginn. A well mer wëssen, dass vill Infektioune vun do hierstamen. Well et e kloer Message ass op en absolutt noutwendeg Erofféiere vun deem Typ vu soziale Relationen an en Instrument, fir déi Zilsetzung ze erreechen. Aner Länner hunn och e „curfew“ oder e „couvre-feu“ do, wou d'Situation ausruuscht. A bei eis ass se manifestement och ausgerutscht.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Erofsetze vun der Zuel vu Leit, déi ee privat däerf empfänken, vun zéng op véier richtig ass. Dat hätt een och kënnen anescht organiséieren. Mee och aner Solutione sinn net méi an net manner justifiable wéi déi hei. Déi Moosnam liicht eis an.

Iwwert déi obligatoresch Maskepflicht dobaussen, da wa Rassemblement sinn, ob se elo organiséiert oder net organiséiert sinn, brauch ech net ze schwätzen. Mir hunn déi schonns vu Juli un heibanne gefrot. Dat selwecht géllt fir d'Redefinition vun de Rassemblement. Säit dem éischte Gesetzestext, dee mer hei gestëmmt hunn, froe mer, dass dat d'Reunionen an d'Rassemblement, net nëmmen d'Réunion-organiséieren, mee allgemeng d'Reunione soll concernéieren. Mir si frou, dass dat endlich dräi Méint duerno kënn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Den Artikel 3bis mécht eng Limitation vun de Clienten an de Grande-surfaces. Mir empfangen dat als noutwendeg. Ech hoffen, dass deen Text, dee mer elo haut stëmme, och d'Strooss hält. Mir haten de Moien eng Diskussioun an der Chamberskommissioun doriwwer. Mir hätten et och als sennvoll empfunnt, wann déi méi kleng Betriber eng Rei Reegele kritt hätten - déi enner 400 m² -, et hätt een dat awer an préalable misse mat den Organisationen duerchschwätzen. Par ailleurs soen ech: Vill vun deene Betriber maachen dat automatesch, elo schonn, well se wëssen, viru wat fir eng Eraufuerderunge si och gestallt ginn.

Mir hunn en Artikel iwwert d'Sportsaktivitéiten, dee mer léiwer méi detailléiert gehat hätte wéi deen, deen elo am Text steet. Mee en ass awer och an eisen Aen noutwendeg, well e garantéiert eng Rei Sportsaktivitéiten an e garantéiert och de Schoulsport.

An och de Verbuet vun de Rassemblement iwwer 100 Leit an de Verbuet vu Buvetten a Restaurants bei Rassemblement ass an eisen Ae sennvoll an dem Kontext. En ass zwar hefteg, mee op jidde Fall ass e kloer. An och wann en hefteg ass: Et muss eeben haut sinn!

An eis Zilsetzung ass, ech hunn et gesot, d'Aarbechtswelt, d'Schoul oprechtzueerhalen, souwäit wéi méiglech, och wann et anescht ass. A mir wëssen, dass och an der Aarbechtswelt an och an der Schoul selbstverständlech Infektioune geschéien, dass ëmmer e Risiko do ass. Mir wëssen awer, dass mer dee Risiko mussen akzeptéieren. An dofir mussen mer déi Risikolimitation, déi mer maachen, haaptsächlech bei de soziale Kontakter maachen, fir de Gesundheitssystem um Lafen ze halen, fir Liewen ze retten.

Dat, an näischt anescht, ass eis Zilsetzung. A fir dat ze erreechen, muss een iwwerall do, wou Infektioune geschéien, an Infektioune si quasiment iwwerall, agéieren.

Ech hu schonns gesot: Dësen Text kënn an eisen Aen ze spéit. An dësen Text geet eis och net duer. Dee gréisste Problem an dem Text an an der genereller Politik vun der Regierung ass an eisen Aen d'Kohärenz. An ech soen lech firwat.

Op där enger Säit huele mer drastesch Moossname vun Ausgangsspären, vu Couvre-feuen. De Mars Di Bartolomeo huet gesot: „Mir sinn net an engem Krich!“ Mee et sinn awer Moossnamen, wéi se a Krichsgebidder respektiv an Diktature stattfannen. Absolutt fräiheitsberaubend.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Nee. Ech hu jo net ... Ech wëll lech soen: Et sinn drastesch Moosnamen.

■ **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dir hutt et gesot!

■ **M. Claude Wiseler** (CSV).- Et si just drastesch Moosnamen op där enger Säit, Här Bettel.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur.- Se hunn awer net dee selwechten Hannergrond, Här Wiseler. Se hunn net dee selwechten Hannergrond.

■ **M. Claude Wiseler** (CSV).- Nee!

■ **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ech géif e bëssen oppassen op meng Wieder.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et coups de cloche de la présidence)

■ **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech weess, wat ech soen.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An ech stinn hannert deem, wat ech soen. Dir brauch mech net ze beléieren, wéi ech meng Wieder ausdrécken!

■ **Une voix**.- Très bien!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

■ **M. Claude Wiseler** (CSV).- Et sinn drastesch Moosnamen, déi mer geholl hunn. Mir hätte gär Kohärenz. Wann Der op där enger Säit drastesch Moosnamen huet, dann hätte mer gär op där anerer Säit, dass Der et och an anere Secteure maacht, wou Der d'Saachen einfach lafe loosst. Well wa mer mat deenen drastesche Moosnamen averstane sinn, an et ass dat, wat ech wollt soen, dann hätte mer awer gär, dass an anere Secteure kohärent Moossname geholl ginn. Well soss sinn déi drastesch Moosnamen, déi mer hei huelen, schlussendlech net méi sënnvoll. An dat ass dat, wat mer gär hätten. Mir hätte gär Kohärenz vun der Politik.

■ **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Wéi eng dann?

■ **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat soen ech lech elo.

An eisen Aen hätte mer gär zousätzlech Reegelen am öffentlechen Transport gehat. Mir hätte gär zousätzlech Reegelen am öffentlechen Transport, well mer gesinn, haauptsächlech am Schoultransport, wéi zwar d'Kanner an der Schoul auserneegehale ginn, mee wéi se am öffentlechen Transport all zesommen op ganz enkem Raum sinn an net, an eisen Aen, genügend protegéiert sinn.

Mir hätte gär aner Reegelen an der Schoul gehat. Mir mengen net, dass d'Schoulen e besonnesche Risiko hunn, mee mir mengen awer, dass an der Schoul och e Risiko ass. Mir hu gëschter 13 Moosnamen an enger Motioun heibanne virgeschloen. Déi ass refuséiert ginn, déi sinn net ugeholl ginn.

Den Här Meisch huet eis erkläert, mir sollten dach vläicht emol eng Kéier an d'Schoul kucke goen, wat do lass wär. Ma ech soen lech: Ech hunn, an d'Kolleegen a menger Fraktioun och, mir hu konstant Relatiounen mat Direktiounen, mat Léierpersonal, mat Elteren a mat Schüler. Mir wëssen, wat an der Schoul lass ass. An et ass genau, well mer deene Leit nolaaschten a well mer wëssen, wéi besuergt se sinn a wat fir eng Problemer do sinn, fir wat mer déi Moosnamen hei erabruecht hunn. An dofir hätte mer gär, wa mer dat eent maachen, wat mer jo a sech vum Prinzip hier matënnerstëtzen, hätte mer awer gär op deenen anere Punkte Kohärenz, dass et voll duerchgezu gëtt!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir sinn och der Meinung, dass den Teletvortrag nach méi soll geféiert an ënnerstëtzt ginn. Dir hutt et gesot, Här Staatsminister. Ech mengen, dass dee Rappel nach weesentlech méi pregnant muss an deenen nächsten Deeg gemaach ginn. Mir hätte gär, dass d'Kontrollen an d'Sanktiounen ausgeweit ginn. Dir hutt se an deem Text op 100 Euro eropgesat.

Mir kréie ganz oft gesot, dass déi Moosnamen, déi mer hei festhalen, net ëmmer agehale ginn. An dofir soe mer, dass mer gär zousätzlech Kontrolle fir d'Anhale vun deenen Moosnamen hätten.

Mir hätte gär eng Tracingapp. Dat hu mer scho laang gesot.

Mir hätten och gär e Plang fir d'Personnes vulnérables. Mir hunn de Moien eng gutt Diskussioun gehat iwwert dat, wat an den Altersheimer geschitt. Mir hätte gär eng zousätzlech Diskussioun och nach iwwert déi vulnerabel Leit, déi an de Familijen doheem sinn, déi sech heiansdo net protegéiere

kënnen, wann de Covidvirus an hirer Émgegend, an hirer Famill ass. An do hätte mer och gär zousätzlech Hëlfelefen, eng kohärent Politik vun hanner bis vir an an all Secteure émgesat.

Well d'Zäit eis fortleeft, ginn ech net am Detail op all déi Punkten an, déi mer an deem Text technesch schlecht fannen, mee ech zielen der just e puer op.

Eng Rei vun deenen Artikelen, déi hei am Text stinn, sinn iwwerlieft. Den Artikel 5 an den Artikel 7 iwwert den Tracing respektiv iwwert d'Mise en quarantaine gi guer net méi esou applizéiert, kënnen net méi esou applizéiert ginn, wéi se hei am Text stinn. D'ailleurs huet den Direkter vun der Santé eng Rei nei Reegelen erausginn, wéi d'Leit, déi dann elo infizéiert sinn, déi positiv getest sinn, sech solle behuelen. Si sollen déi Kontakter, déi se haten, selwer kontaktéieren. Ech kann dat alles verstoen. Ech soe just: Den Text, dee mer elo hunn, an dat ass deen Text vu virdrun, ass net ëmgeännert ginn an entsprécht der Realitéit an eisen Aen net méi.

Eng Rei Artikele sinn och net kloer am Zesummespill, sinn net kohärent, zum Beispill den neien Artikel 4 Punkt 3 a 4 iwwert d'Assembléementer, wou mer d'Zesummespill net richtig gesinn.

Aner Artikelen, wéi gesot, ginn eis net wäit genuch, wéi zum Beispill deen iwwert d'Grande-surfaces, wou mer och nach gär aner Reegele fir aner Commerce gehat hätten.

A verschidden Artikele sinn eis net prezis genuch, wéi deen iwwert de Sport. Ech hunn dat virdu schonn ugeschwat.

Ech kéint elo weiderfuere. Dir sot elo, an ech verstinn dat: „Den Text ass schnell geschriwwen ginn.“ Ech soen: Wann d'Zäit genotzt gi wär déi Méint virdrun, fir e Stufeplang auszuschaffen, wou all déi Moosnamen do virdrun festgehalte gi wäeren, wou se preziséiert gi wäeren, wou se hätte kënnen heibannen diskutéiert ginn, da kéinte mer dat ganz anesch ugoen. Da wäeren och eis Diskussiounen heibanne ganz anesch. Ech mengen, dat hätt ee kënnen anesch upaken, haauptsächlech well, wéi d'Ministesche et seet, mer et säit Juli komme gesinn hunn.

Mir si mam Prinzip vun dese Moosnamen averstane. Mir fannen, dass des Moossname solle schnell kommen, well mer se brauchen. Mir hätten eis och aner Moossname kënnen virstellen. Mir wëllen awer zum Ausdrock bréngen, dass haut schnell muss gehandelt ginn. Dofir ware mer och als Oppositioun d'accord, fir am Fong all d'Reegele vun der Chamber ausser Kraaft ze setzen, fir am Fong dem Chamberspräsident an dem Kommissionspräsident ze soen: „Dir kennt lech iwwer alles ewechsetzen. Mir si mat!“ An ech mengen, dass mer als Oppositioun - ech schwätzen am Fong net nëmme iwwert d'CSV, mee och iwwer aner Oppositiounsparteien, déi genau d'selwecht gehandelt hunn -, ...

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Awer net d'ADR!

■ **M. Claude Wiseler** (CSV).- ... dass mer eis besosst sinn, wat d'Urgenz ass, an dass mer keng Steng wollten an de Wee leeën, fir dass mer weiderkommen. Mee mir fannen, dass deen Text ze spéit kennt. Mir fannen deen Text net kohärent. Mir fannen deen Text technesch problematesch. A mir fannen, dass deen Text haauptsächlech net komplett ass. An dofir wäerte mer eis bei deem Text enthalen.

Wéi ech des Zeile virgëschter geschriwwen hunn, koom zur gläicher Zäit e Communiqué vun de Spideeler, deene vum Kierchbiere, eran, déi Patientevisionen ënnerbonnen hunn, well se et net packen, well se d'Patienten an d'Personal wëlle schützen.

Ech fannen dat dramatesch fir d'Patienten, fir hir Familijen. Ech fannen et awer och verständlech, well se en fin de compte keen anere Choix haten. Mir hate gëschter 774 Neinfektiounen. Mir haten iwwert de Weekend eng Zuel vu Leit, déi an d'Klinik ageliwwert gi sinn, déi vun 92 op 135, dat heescht quasiment 50 %, an d'Luucht gaangen ass.

Et sinn alles eenzel Schicksaler vu Leit, déi a Schwiereregkeete sinn. An dofir sinn déi juristesche Detailer mer am Fong egal, am Fong egal. Ech soe just haut, Dir wësst et: Mir sinn net um Enn. Dat heiten ass net dee leschten Text.

An ech soen der Regierung: Wann d'Regierung wëllt zousätzlech Moosnamen huelen, da géif ech just froen: Kommt, bereet se elo scho vir! Dat, wat an enger Woch oder an zwou Woche vläicht wäert kommen, kommt, maacht et elo! Kommt, mer bereeden et elo vir, dass mer prett sinn, wa mer et onbedéngt brauchen, dass mer déi Diskussiounen matenee gefouert hunn a se net an aller Hetz mussen maachen, dass mer och d'Leit dobausse kënnen drop virbereeden, dass esou Decisiounen kommen.

Mir begrëissen alles, wat effikass ass, sous condition, dass et kohärent a kontrolléiert ass. Mee sot de Leit dobaussen, wéi d'Situatioun ass! Gitt keng kontradiktorsch Messagen eraus fir ze soen: „Mir hunn alles am Griff.“ An zwee Deeg duerno: „Lo

musse mer awer schnell, schnell, schnell handelen.“ Sot de Leit, wéi d'Realitéit ass!

Ech ka verstoen, dass ee vun der Situatioun iwwerullt gëtt, vill Regierunge sinn iwwerullt, mee ech fannen, dass ee kloer an däitlech dobausse muss déi Realitéit nennen. D'Kreditabilitéit vun der Regierung an déi Autoritéit verlaangt et, an ech soen dat als Oppositioun, dass ech mengen, dass d'Regierung an esou Zäite vun der Kris Autoritéit brauch, fir dat ëmzesetzen, wat noutwendeg ass. Maacht dat, wat Der ze maachen hutt! Dofir sidd Der gewielt. Dofir si mir gewielt, Majoritéit an Oppositioun.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum** (DP).- Merci fir d'Wuert, Här Präsident. Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëllen, nee, mir müssen alles maachen, all Mëtzel a Beweegung setzen, fir en zweete Lockdown ze evitéieren. Duerfir ass et elo nees un der Zäit, méi lues ze tréppelen an d'Schraub unzezéien. D'Devise ass kloer: Léiwer elo e bësse wéi spéider alles!

D'Infektiounszuelen an de leschten Deeg hu leider ëmmer méi alarmant Ausmoossen ugeholl. Ass et d'Wieder, wat och materaspill? Huet de Virus mutéiert? Ech weess dat net. Ech kann lech dat net soen. Et schéngt mer awer, wéi wa mer eis vläicht nom Summer an enger gewëssener Sécherheet, an enger falscher Sécherheet gefillt hätten.

Mir hate jo gehofft, dass d'Recommandatiounen vun deene sanitäre Sécherheetsmesuren, fir sech dorunner ze halen, géifen duergoen. An déi si jo hei uewen, ech géif soen, mantrahaft widderholl ginn: „Hänn wäschen, Ofstand halen, d'Mask undoen!“ Mir haten drop gebaut, dass dat géif duergoen, fir d'Infektiounsketten ze brieche. Dat ass leider des Kéier net méi de Fall.

Schonn am Summer an am fréien Hierscht hate mer mol Deeg, wou mer bei em déi 100 Neinfektiounen louchen. Do hu mer effektiv scho vun enger zweeter Well geschwat, mee mir kruten dat allkéiers erëm an de Griff. Mir hunn den Dréi kritt, ouni müssen nei Restriktiounen ze huelen. Dat geet leider des Kéier net méi duer.

D'Analysen aus de Kläranlagen hunn erginn, dass de Virus an der Bevölkerung present ass, an dat iwwerall, an dat am ganze Land. Am Verglach mam leschte Pic, an et ass scho gesot ginn, ass d'Quantitéit vum Virus an de Kläranlage véiermol méi héich.

Nieft de ville positiven Tester, déi gemaach ginn, ass eng héich Donkelziffer deesen Analysen zugronn och net méi vun der Hand ze weisen. Jo, mam kale Wieder ass et natierlech net méi esou einfach, sech ze distanzéieren. Mir halen eis erëm méi dobannen op. Mir léfte gläichzäiteg manner. An dat kennt dem Virus geleeën. Well e sech esou besser am Raum verdeele kann, well e sech besser verbreedt kann a well e besser zirkuléiere kann.

Mee net nëmme d'Infektiounszuele ginn an d'Luucht. Et sinn och erëm ëmmer méi eeler, ëmmer méi vulnerabel Leit beträff. Méi Leit, bei deenen d'Krankheet en eeschte Verlaf hält, déi müssen an d'Spidol goe respektiv souguer op d'Intensivstatiounen. An dat setzt eis Spideeler, dat setzt eis Gesondheetspersonal ënner enormen Druck.

Während mir am Fréijoer mat enger ganz neier Situatioun befaasst waren, wou et eis u Material gemangelt huet, sti mer elo virun engem ganz anere Problem: Mir müssen eis Suerge maachen ëm d'Gesondheet vum Personal, wat elo mat där zweeter Well konfrontéiert ass. An et kennt och beim Personal ëmmer méi zu neien Infektiounen. Vill Leit falen aus, well se an Isolatioun oder a Quarantän mussen goen. An dat ass eng immens Belaaschtung, déi net einfach esou ze behiewen ass.

Mir sinn eis spéitstens säit dem Rapport Lair allegerter bewusst, dass mer e Personalmangel am Gesondheetssystem hunn. An dee riskéiert, an deenen nächste Joren nach méi grav ze ginn.

Eng grouss Majoritéit vun eisen Infirmiëren an Aide-soignantes kommen aus dem Ausland bei eis schaffen, obwuel och eis Nopeschländer net genuch Leit hunn. Dat ass beonrouegend; d'Material kann een nämlech bestellen, d'Gesondheetspersonal net.

Ech denken an deem Kontext nach eng Kéier un déi Well vu Solidaritéit, déi mer am Fréijoer haten, déi Well vu Solidaritéit mat dem Gesondheetspersonal. Während Woche sinn d'Leit owes op d'Terrass gaangen, fir hir Sympathie ze bekunden, fir deene Leit de Réck ze stäipen, déi un eischer Front géint de Virus gekämpft hunn an haut nach ëmmer kämpfen. Et waren d'Dokteren, d'Infirmiëren, d'Fleegerpersonal a vill anerer.

D'Infektiounszuele sinn haut weesentlech méi héich wéi deemools. Mir därfe si elo net am Stach loossen!

■ **Mme Lydie Polfer** (DP).- Très bien!

■ **M. Gilles Baum** (DP).- Et därf net esou wäit kommen, dass eise Gesondheetssystem iwwerlaascht gëtt, dass eise Gesondheetspersonal op der Felg dréint. An dowéinst ass elo de Moment, fir ze handelen an erëm méi streng Mesuren anzeféieren!

Här President, duerch déi ëmmer méi héich Infektiounszuele kënn och de Contacttracing ëmmer méi u seng Limiten. An domat lafe mer de Risiko, dass potenziell Infektiounen onerkannt bleiwen an de Virus sech nach méi séier ka verbreed. D'Regierung huet dowéinst keen anere Choix, wéi méi streng Kontaktbeschränkungen anzeféieren.

Dozou gehéiert op där enger Säit, dass net méi wéi véier Leit kënnen doheem invitéiert ginn an och net méi wéi véier Leit zesommen am Restaurant därfe setzen.

Op där anerer Säit ass eis Situatioun awer esou eescht, dass eise Land fir déi eischer Kéier säit dem Zweete Weltkrich eng Ausgangspär aféiert, an dat téschent 23.00 Auer - 11.00 Auer owes - a 6.00 Auer moies.

An ech weess, mir hunn dat jo och an der Santéskommissioun erausgespuert, dass grad déi Ausgangspär fir déi eng oder aner Fraktioun oder Sensibilitéit politiqué wäert de Grond sinn, fir d'Gesetzer net matzedroen. Ech kann lech soen, mir als DP-Fraktioun, déi d'Fräiheet an d'Selbstbestimmung vun de Leit ëmmer ganz héichhalen, mengt net, mir géifen dat heiten de gaité de cœur maachen!

Ech mengen, d'Regierung mécht dat och net de gaité de cœur, mee mir sinn der Meinung, dass et e Mëtzel ass, fir d'Assembléementer ze kontrolléieren, an dass et e Mëtzel ass, fir d'Zuelen erëm erfrozekréien. Mir müssen alles versichen. A wann dat heiten eng Mesure ass, déi mer müssen huelen, dann huelle mer se.

■ **M. Gusty Graas** (DP).- Très bien!

■ **M. Gilles Baum** (DP).- Fir de Mataarbechter am Contacttracing d'Aarbecht ze vereinfachen, appelléiere mer awer weider u d'Veantwortung. Wann Dir e positiviiv Testresultat krut oder wësst, dass Der mat enger infizierter Persoun a Kontakt waart, da setzt lech wannechgelift an Autoquarantän, och wann Der nach net vum Contacttracing-Team kontaktéiert gouft.

Fir d'Noverfolgung vun de Kontaktpersonen ze erlichteren, soll een och eng Lëscht mat senge Kontakter maache vun deene leschten 48 Stonnen. Déi soll ee prettleien hunn, dass een dem Contacttracing-Team déi direkt iwwerreeche kann a matdeele kann. D'Formularen dozou sinn online verfügar. A sou ka jiddweree vun eis e wictege Bäitrag leeschten, potenziell Infektiounskette séier ze erkennen a séier ze ënnerbrieche.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Baum** (DP).- Mir leien aktuell bei 400 Neinfektiounen pro 100.000 Awunner. Dat ass aachtmol méi héich wéi déi Limit, déi festgeluecht gouf, fir e Land als Risikogebeit anzestufen. Et ass eng Situatioun, déi een net ka schéischwätzen. D'Situatioun ass ganz, ganz eescht.

An trotzdem wëlle mer weiderhi mat alle Mëtteleen e weidere komplette Lockdown, wéi mer en am Fréijoer haten, verhënnern. Dat wär nämlech net nëmme katastral fir eis Ekonomie, mee et wär och katastral fir d'Wuelbefanne vun eise Matbiereger, déi duerch déi physesch Distanzierung scho mental gelidden hunn an nach ëmmer leiden. D'Regierung huet versicht, eng Balance ze fannen, déi derfir suergt, de Virus anzedammen an d'Gesondheet vun der Bevölkerung ze schützen, ouni gläichzäiteg d'Liewen zu engem komplette Stëllstand ze bréngen.

D'Limitt vu véier Leit an d'Ausgangspär bidden eis elo genau déi Méiglechkeet. An ech verstinn d'Frustratioun vun deem engen oder vun deem aneren, mee mir müssen eis alleguerten den Eescht vun der Situatioun virun Ae féieren.

Dee ganzen August hate mer Zuelen, déi gutt waren. Mir louchen ënner 50 Neinfektiounen pro 100.000 Awunner. An dat huet eis, mengen ech, e falscht Gefill und d'Gefill vun enger falscher Sécherheet vermëttelt. Et ass engem vläicht virkomm, wéi wann dat Schlämmst iwwerstane wär an d'Sécherheitsmesurë si vläicht net méi esou konsequent ugewant ginn, mee zënter Enn September klammen d'Zuelen onënnerbrach a rasant. Et ass ganz kloer, dass mer des sanitär Kris nach net iwwerstanen hunn. Mir sinn net iwwert de Bierg. Mir mussen weider duerhalen. A mir müssen erëm méi Disziplin un den Dag leeën. Mir verlaangen näischt Einfaches, mee mir verlaangen awer och näischt Onméiglech.

A mir sinn eis bewusst, dass den Horeca-Secteur dee wäert sinn, dee vun dese Mesuren am meeschte beträff ass. An trotz den neie Restriktiounen hei am Land si mer bai Wäitem net esou streng wéi an anere Länner an Europa. A mir wëllen och den Horeca-Secteur net onnéideg belaaschten.

A ganz Europa explodéieren d'Zuelen a verschidde Staaten hunn erëm ganz drastesch Mesuren agefouert. Tschechien an Irland féieren de Lockdown an. D'Belsch an Holland hunn hir Restauranten an hir Cafée komplett zougemaach. An Deeler vu Frankräich ass et d'selwecht, do géllt eng Ausgangsspär ab 21.00 Auer owes. A wann een d'Mesuren analyséiert, déi gëschter vun der Bundesregierung geholl gi sinn, ech mengen, do kann ee getrousch vum engem Lockdown light schwätzen an eisem Nopeschland.

Här President, obschonns mer mat dësem Text méi streng Mesuren aféieren an och d'Sanktiounen an d'Luucht setzen, appelléiere mer weider un d'EE-Verantwortung vun eise Matbierger. D'Ausgangsspär erlaabt zwar eng besser Kontroll vun de Rassemblementen, mee och daagsiwwer mussen mer déi physesch Kontakter méi niddreg halen. Den Teletravail, et ass virdrun ugeklongen, soll wa méiglech erëm verstärkt genotzt ginn, fir onnéideg Trajeten ze verhënneren. De Mask muss méi oft a konsequent gedroe ginn! An d'Distanz muss konsequent agehale ginn. Mir müssen elo alles, an alleguer zesammen, derfir maachen, fir d'Infektiounszuelen erëm erofzdrécken.

Dëst Gesetz wäert elo emol fir ee Mount gëllen. A wa mir eis strikt un d'Mesuren halen, da kéint d'Situatioun sech am Dezember vläicht berouegen. Wann net, dann ass net auszuschléissen, dass dës Mesurë misse verlängert ginn, och wa mer dat net gäre maachen.

Mir hätten eis alleguer gewënscht, de Virus wär net opgetaucht. 147 Persounen hunn hiert Liewe verluer. Anerer leiden haut nach un de Follge vum Covid-19. De Lockdown huet déi mental Gesondheet vu ville Leit staark belaascht, bei den Erwuesene wéi bei de Kanner. Déi schoulesch Ausbildung vun esou munche Kanner huet gelidde, trotz de Beméiunge vum Léierpersonal, fir jiddwereen ze errechen. A Jonker, déi dës Joer an där aussergewöhnlecher Situatioun, an där mer waren, hire Schouleschloss gemaach hunn, hunn et bei der Aarbechtsschicht net einfach. Eis Betriber goufe schwéier getraff a wäerten nach eng laang Zäit mat de Repercussione vum Kris ze kämpfen hunn.

An ech hunn et an der Lescht hei uewen um Pult scho méi wéi eng Kéier gesot: Als Member vun der liberaler Partei gefält et mir natierlech net, an d'Fräiheete vum Bierger anzegräifen.

(Interruption)

Mir géifen dat net consideréieren, wa mir net der Iwwerzeegung wäeren, dass d'Ausgangsspär dat leschte Mëttel ass, fir e komplette Lockdown ze evitéieren.

D'Joer 2020 wäert eis alleguer net a gudder Erënnerung bleiwen, mee et bréngt awer och näischt, fir sech ze beschwéieren. Elo géllt et, d'Ärm eropzestréppen an alleguer zesammen dat Beschut aus der Situatioun ze maachen.

Bis e Vaccin op de Marché kënn, muss all Einzelne sech un d'Reegelen halen. An all Einzelne muss sech d'Fro stellen: Wëll ech en Deel vum Problem sinn oder wëll ech en Deel vum der Léisung sinn?

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gilles Baum. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Rapporteur, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport an och fir seng Beméiungen an dësem dach awer schwierigen Dossier, den hien elo säit März mat grousser Kompetenz a mat ganz vill Engagement all Kéiers an de Kommissiounssitzungen an och hei begleet an och maturorientiert. Merci Mars!

Merci och der Chamber, dass déi Diskussiounen an der Kommissioun deels emol méi aventuriéis sinn, mee awer ëmmer an déi richteg Richtung ginn. Merci och dem Personal vun der Chamber. Merci dem Personal vun der Santé. Merci eiser Ministesch. An och merci dem Staatsrot, zemools an dësem Gesetz, dat huet misse ganz séier gestëmmt ginn, fir seng Flexibilitéit. A jiddwerengem och merci fir säin Engagement.

Haut stëmme mer nei Mesuren. An déi si méi restriktiv. Si sinn noutwendeg, justifiéiert a se si proportional zu deem, wat ee gären hätt. An déi Fro do, ob se proportional sinn oder ob se justifiéiert sinn, déi hu mer eis bei all Gesetz, wat mam Covid ze dinn hat, misse stellen. A Lëtzebuerg steet mat deene Mesuren, déi et haut wäert huelen, déi mer haut wäerten huelen, net eleng do. Iwwerall am Ausland - kuckt lech d'Zeitungen un! -, iwwerall ginn nei Mesurë geholl, op der ganzer Welt an och

bei eis ronderëm. An dat si ganz ënnerschiddlech Mesuren!

Déi eng maachen d'Schoulen zou. Déi meescht loosse d'Schoulen op, glécklecherweis. Gëschter si mer och schonn hei drop agaanen, dass dat wichteg ass, dass d'Schoulen opbleiwen. Déi aner, déi maachen d'Restauranten an d'Caféen zum Deel zou, a verschidde Deeler am Land, anerer maache se ganz zou. Rassemblementen gi limitéiert an der Zuel oder ganz verbueden. Et gëtt bei deenen engen eng Maskepflicht bannen, bei deenen anere gëtt et eng fir bannen a baussen. D'Kultur- a Sportstätten, do gëtt et och ganz ënnerschiddlech Moosnamen, vu ganz zou bis ganz op. An et gëtt der och, déi hunn eng Ausgangsspär, vu limitéiert bis iwwerall.

An eis Noperen? Vläch e Wuert direkt do zur Tracingapp, wat jo eng vun de Mesuren ass, déi d'CSV hei proposéiert huet, déi hätt misse kommen. De Macron, President vu Frankräich, huet am September den Echec vu senger StopCovid-App akteiert. An en huet gesot: „Déi muss ganz ëmfonctionéiert ginn.“ Also 2,6 Milliounen Leit a Frankräich hunn déi App do erofgeluede vu 60 Milliounen, déi do wunnen. An Däitschland si mer bei 40 %, déi se erofgelueden hunn. An et weist och do ganz kloer, dass déi Tracingapp net „das Maß aller Dinge“ ass an dass déi och elo net déi Kris hei verhënnert hätt.

Virdrun hunn ech eng ganz Rei vu Mesuren opgeziet. An all déi Mesuren, déi hunn en Impakt. Alleguer hu se en eenzelnen Impakt. An d'Zesummespill vun deene Mesuren, dat huet och en Impakt. Et kann een net eng Mesur eenzel kucken. Nei Mesuren hänke vun deenen of, déi virdu geholl goufen. An dat Ganzt, dat ass ee Ganzt! Et ass schwéier, hei Vergläicher mam Ausland ze maachen. An hei zu Lëtzebuerg, do ware mer konsequent an ugepasst, mir hunn eis der Situatioun am Land ugepasst an de Leit, déi hei wunnen a schafelen. An ech fannen, dass mer déi Kris bis elo exzellent hei zu Lëtzebuerg gemeeschtert hunn.

Mir hunn eis Mesuren dann ugepasst, wann et noutwendeg war. Mir hunn eis net dreiwéi gelooss. Mir hunn net paniquéiert. Mir hunn och net op déi populistesch Stëmme gelauscht, déi heiansdo Saache gezielt hunn, déi mer heibannen och gezielt kritte hunn. Mir hunn eis do net dreiwéi gelooss. A mir hunn eis op d'Zuele verlooss. Mir hu reagiert, wou mer et hu misse maachen, net ze fréi an och net ze spët.

Mir hunn d'Zuele vun deene leschten Deeg hei gekuckt. An déi weisen elo, dass d'Situatioun sech verschäert huet. No engem Appell un d'EE-Verantwortung vun der leschter Woch ... Et war richtig, deen Appell ze maachen, well d'Zuelen dee Moment déi Moosnamen, déi dee Moment en place waren, och justifiéiert hunn, an et huet een net misse méi schlëmme Moosnamen huelen. Duerno koum e Rapport vum LIST eraus, deen och méi kloer bewisen huet, dass d'Zuelen an d'Luucht géife goen. Dunn ass nach eng Kéier en Appell gemaach ginn: Passt op! Passt op! Huet Är Eegeverantwortung!

An där dote Situatiounen, där hate mer schonn zweemol! Do huet kee gejaut heibannen: „Mir misse vill méi schlëmme Moosnamen huelen!“ Do ass et esou gaangen, wéi mer gehofft hunn, dass et och dës Kéier sollt goen, dass d'Eegeverantwortung géif wierken an dass d'Zuele géifen erofgoen. Et ass awer net esou komm. An duerfir huet d'Regierung dunn direkt och reagiert an huet nei Mesurë proposéiert. An dat ass och richtig esou.

D'Ministesch huet dat gutt erkläert. A fir mech, mengen ech, hätt och misse jiddwereen dat verstoen.

Wat sinn dann déi nei Mesuren?

Et kënn zu enger ganz aschneidender Mesur. Et gëtt eng Ausgangsspär vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer. Véier ass déi nei Zéng. Och dat ass wichteg.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech hunn och verstan.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Rassemblementen gi limitéiert. D'Zoumaachen am Horeca-Beräich geet vu Mëtternuecht op 23.00 Auer erof. D'Maskepflicht an eng Begrenzung vun de Leit an de grouss Butteker iwwer 400 Meterkaree kënn. D'Maskepflicht, wa méi wéi véier Leit beienee sinn. An et dierf een och nëmme véier Leit doheem invitéieren. Et dierf ee sech och nëmme zu véier am Sport, beim Training zesummesetzen. An dat alles, fir Infektiounsketten ze verhënneren.

Déi sozial Kontakter solle limitéiert ginn, solle staark, awer net komplett ënnerbonne ginn. An dat gehéiert och zu enger Mesur vun der Santé mentale. Et ass net einfach, esou e Lockdown ze maache mat all deene Konsequenzen, déi dat huet. Et héiert een ëmmer erëm, dass d'Leit sech driwwer opreegen: „Jo, dat huet immens Auswierkungen op d'Santé mentale vun de Leit!“ Jo, dat ass richtig. An duerfir maache mer dat jo och haut nach net. An ech hoffen och net, dass mer et müssen eng Kéier maachen.

De „Bleif Doheem“ vum März, dat ass elo e „Bleif Doheem no 23.00 Auer a limitéier deng Kontakter“ ginn. Déi Mesurë sinn ugepasst. A mir als LSAP sti voll a ganz hannert dëse Mesurë vun der Regierung a vun eiser Gesondheitsministesch, mee mir wëssen och, dass et en Drahtseilkakt ass. Mir wëssen och net, wéi d'Situatioun evoluéiert. Déi Mesurë kënnen haut gräifen, mee si kënnen awer och net gräifen. A mir müssen och vläch nach méi streng Mesuren huelen.

Dat weess awer keen heibannen. Et soll och elo keen heibanne maachen, wéi wann en et wëisst. Dat weess keen heibannen! Mir sinn do dependant vun dem Verhale vum de Leit. Mir hoffen, dass déi Mesuren, déi mer huelen, gräifen, fir dass d'Zuelen net nach méi an d'Luucht ginn.

D'Schoule fonctionéiere glécklecherweis weider. Mir hoffen allegueren, dass déi Woch Vakanz, déi elo kënn, e bësse Rou do erabréngt. An der Schoul sinn d'Kanner nämlech an enger gewëssener Kontroll. Se sinn och mat deene selwechte Leit zesammen an d'Infektiounsweeër sinn do novollzëibar.

Et gëtt och kee Grond - ech froe mech och, firwat datt d'Leit dat maachen -, un den Aussoe vum Minister Meisch ëmmer ze zweifelen, dass d'Kanner sech an der Schoul net méi géifen ustieche wéi enzousch anescht. Firwat gëtt dat einfach esou behaapt? Dat ass jo evidenterweis net de Fall.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et huet kee gesot „méi“!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - An duerfir, do gëtt et Zuelen. An do gëtt et Zuelen.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mir hunn net gesot „méi“!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Dir braucht dat nëmme ze kucken!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dir sot just „iwwerhaapt net“.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Et brauch een d'Zuele just ze kucken. Duerfir ... Mee wat awer richtig ass: Ech kann awer d'Onsécherheet vun den Elteren, vun den Enseignanten a vun de Kanner verstoen. Ech kann déi verstoen. An do mussen mer gutt kommunizéieren. Do mussen mer vläch besser kommunizéieren, wéi mer dat bis elo gemaach hunn am Allgemengen, net bezunn nëmme op ee Minister.

Ech hu mer selwer e puer Froe gestallt an ech hu mer selwer och e puer kloer Äntwerten hei ginn. An déi wëll ech lech och hei soen.

(Hilarité)

Sinn dës Mesuren hei ze spët? An eng kloer Äntwert ass: Nee! Well déi Mesuren, déi mer hei huelen, déi baséieren op Fakten. Déi baséieren op Zuelen. D'Zuelen, déi mer hunn, déi hunn erginn, dass mer dës Mesuren hei huelen an och elo dee richteg Zäitpunkt ass, fir déi Mesuren ze huelen. An d'Regierung ass hei och hirer Linn treibliwwen. Si huet sech bis elo ëmmer op Fakten, ëmmer op Zuele baséiert. A si maachen et och dës Kéier.

D'Zuel vun der Beleeung vun den Intensivbette huet och elo déi Mesuren hei néideg gemaach. A mir hoffen och, dass se en Impakt hunn. Och wann ech haut Saache gelies hunn, déi mech awer erëm drun zweifelen dinn, dass alles säin Impakt esou séier wäert hunn, sinn ech awer der Meinung, dass dat heite richtig ass.

An et ass awer, Dir Dammen an Dir Hären, einfach, duerno alles besser ze wëssen. Dat ass awer e bëssen einfach.

Ginn déi Mesurë wäit genuch? Jo. Ech sinn der Meinung, dass se wäit genuch ginn. Mir sinn der Meinung, dass se wäit genuch ginn. Se sinn nämlech ugepasst.

Se gi wäit, mee si erlaben awer nach e Liewen. Och wann et e Liewe mat Aschränkungen ass, erlaabe se awer, nach e gesellschaftlecht Liewen ze hunn. An och dat ass eis ganz wichteg. Och dat ass wichteg fir d'Wuelefanne vun de Leit. An et ass och wichteg fir eis Ekonomie. Mir si grad an den Diskussiounen iwwert de Budget. Mir hunn alleguer héieren, datt mer dës Kéier en Defizit maache vu 5 Milliarden. Dat huet awer alles en Impakt. Och dat muss jo matspillen.

Ech hu keen an de leschte Wochen héieren, dee sech e Lockdown gewënscht huet. Déi Mesuren, déi mer hei hunn, déi kënnen duergoen, wann d'Leit sech drun halen. An ass dat net de Fall, da mussen méi streng Mesurë geholl ginn a weider Mesurë geholl ginn.

Mir müssen also d'Evolutioun am A behalen, sou wéi mir dat bis elo nach ëmmer gemaach hunn. D'Moosnamen leien an der Linn vun deene Mesuren, déi mer virdu geholl hunn. Se si streng genuch, mee se sinn et net ze vill. Well mir hu virdu méi streng Moosnamen hei zu Lëtzebuerg gehat wéi an den Nopeschlänner a mir konnten eis do duerjer och nach eng Dier oploossen. Eis Evolution vun der Krankheet ass nämlech dephaséiert zu där aus dem Ausland. Duerfir kann een d'Mesu-

ren aus dem Ausland och net eent zu eent hei zu Lëtzebuerg iwwerhuelen oder ëmschichten oder se mat eise vergläichen.

Zur Ausgangsspär: Bréngt déi Ausgangsspär iwwerhaapt eppes? Eleng gekuckt, bréngen d'Moosnamen warscheinlech net ëmmer dee gewënschten Effekt. Et ass ebenen, wéi virdu gesot, en Zesummespill. An et gëtt zur Ausgangsspär ganz kloer Aussoen.

D'Directrice générale vun der Agence régionale de santé de Guyane sot: De Couvre-feu war „très efficace“. En huet en „effet immédiat“ op d'Contamination, op d'Zuel vun den Hospitalisationen an der Rea gehat, well déi ass op d'Hallschent erfogaangen.

Änlech Aussoen héiert een zu Antwerpen, wou den Taux de reproduction vun 2 op 0,7 erfogaangen ass. Et héiert een och änlech Aussoen aus Jordanien, aus dem Maroc, aus Südafrika an aus Indien. Et gëtt och eng Etüd aus Wales, déi kloer weist, datt esou e Firebreak, dat, wat mer hei elo vurschloen, äusserst wirksam ka sinn. D'Ausgangsspär huet also eng direkt Wierkung, am beschten a Kombinatioun mat anere Mesuren.

A meng leschte Fro: Ass d'Regierung genuch virbereet gewiescht? Jo, ech mengen schonn, datt d'Regierung genuch virbereet ass. Souwäit ee sech an dësem Dossier, an dëser Situatioun iwwerhaapt ka virbereeden. Well wie weess, wie kennt dann heibannen d'„Léierbuch Covid-19“, wat ee kann eraushuelen an opschloen a wou ee kucken, wou mer dru sinn, an dann déi nächst Mesuren huelen? Dat kennt keen heibannen, well et esou e Buch net gëtt!

Et gëtt keen esou e Buch. A mir müssen ebenen hei schaffe mat deenen Donnéeën, déi mer hunn. Mir misse schaffe mat deene Leit, déi mer hunn. An déi Leit, déi hei geschafft hunn, déi hu vill geschafft. Vu März u sinn et der, déi schaffen all Dag. All Dag schaffe si un der Verbesserung vun der Situatioun!

An och d'Opflamen am Summer, am September hu mer misse gréieren. Och do hu Leit dru geschafft, obwuel se Congé hatten. Et sinn der awer och an de Congé gaangen, wat jo och richtig ass, well déi Leit hunn och nëmme begrenzt Méiglechkeeten an Energie. Et muss een déi och heiansdo sech optanke loosse. D'Regierung huet dat gemaach, wat richtig war, huet déi richtig Decisiounen geholl an huet sech och sou gutt op déi Situatioun virbereet, wéi et iwwerhaapt méiglech war.

Déi Moosnamen hei, déi gi wäit. Se sinn net liichtfankeg ze huelen, mee se sinn absolut noutwendeg, wa mer d'Zuele vun den Infektiounen wëllen erfokrieren an de Kollaps virun allem am Gesondheitssystem wëlle verhënneren. An d'Regierung mécht, wat se ze maachen huet; fir den Här Wiseler erëmzehuelen. Si mécht genau dat, wat se ze maachen huet.

A leider, Dir Dammen an Dir Hären, kréie mer an dësem Projet keng Unanimitéit. D'Opposition stëmmt dës Projet de loi net mat. An net, well se sech eens sinn, wat ee sollt maachen, well d'Meenunge ginn nämlech do total auserneen. Déi eng soen: „Et ass vill ze schlëmme, wat Der maacht!“ An déi aner soen: „Et ass net schlëmme genuch!“ Déi aner, déi soen: „Mir sinn d'accord mat de Mesuren, mee mir stëmmen de Projet de loi awer net mat!“

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - D'Opposition si jo och e puer Parteien. Net nëmme eng!

(Interruption)

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Eng ganz couragéiert Haltung, fannen ech iwwerregens. Eng ganz couragéiert Haltung fir ze soen: „Mir sinn d'accord mat de Mesuren, mee mir stëmmen de Projet de loi net mat!“

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - D'Opposition ass sech also eens, dass se dergéint ass, mee si ass sech net eens, firwat dass se dergéint ass.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dach, Dir hutt just net nogelauscht!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - D'Opposition huet keng Koalitioun matenee gemaach.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Schwätzt déi eenzel Parteien un, net d'Opposition als Ganzt!

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ... en homogene Block!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - ... Här Engel.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Dir schwätzt net nëmme fir lech, Madamm Hansen. Dir musst da fir d'Opposition schwätzen. An déi si sech net eens. Mee d'Regierungsparteien, déi dräi Regierungsparteien si sech eens!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ma lauscht, mir hunn awer keng Koalitioun matenee gemaach.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Dir waart lech gëschter och net eens!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir sidd awer witzeg!

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Déi si sech eens, dass hei mussen Mesurê geholl ginn. An déi si sech eens, ob et Mesurê ginn. An dat ass och richteg esou!

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Ech ka gutt fir mech selwer schwätzen, Här Engel.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- A gëschter ware se sech och eens?!

► **M. Georges Engel** (LSAP).- A wann ech dann op d'Proposen hei awer kuerz wëll agoen ...

► **M. Fernand Etgen** (ADR).- Här President?

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Engel, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Dono, wann ech fäerdeg sinn.

Wann ech dann op d'Propose wëll agoen, déi hei vun der CSV gemaach ginn, dat si vill Prop... Also, et si vill Froen a wéineg Proposen, muss ech zwar soen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Pff!

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Gëschter ass hei d'Demande komm mat 13 Proposen effektiv vun der Schoul. Ënner anerem war do eng derbäi - an dofir hu mer dat jo och net matgestëmmt -, fir d'Kanner vu sechs Joer un dee ganzen Dag mat der Mask an der Schoul sëtzen ze loossen. Dat wëlle mir net! Mir fannen dat net gutt. An duerfir hu mer dat net gestëmmt.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Jo, Dir hutt déi aner Saachen och net gestëmmt.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Wann Dir dat gutt fannt ... Dat hutt Dir jo gesot. Dir fannt dat richteg. Dir fannt et richteg, dass d'Kanner vu sechs Joer u mat der Mask de ganzen Dag an der Schoul sëtzen. Mir fannen dat eeben net richteg.

Dat ass eeben ... Dir kënt där Meenung sinn. Mir sinn eeben enger anerer Meenung. Dat ass och ... Dat ass eebe sou.

Dir sot och, den öffentlechen Transport fir an d'Schoul misst besser geregelt ginn. Jo, dat kann een ëmmer soen. Wou ass dann d'Propos? Wat proposéiert Der dann?

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Mir hunn zwou Saache proposéiert!

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Wou schlot Der dann d'Buschafferen aus dem Steen, déi net do sinn?

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Mir hunn zwou Sache proposéiert!

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Wou schlot Der dann d'Bussen aus dem Steen, déi net do sinn?!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Mir hu Reesbussen, déi dostinn, ouni dass se géife gebraucht ginn. An den Horaire kann decaléiert ginn.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Dir sot, dat géif esou einfach goen. An et ass net mat dräi Busse gemaach!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Et si Reesbussen, déi fräi sinn.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Et ass net mat dräi Busse gemaach.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Den Horaire kann decaléiert ginn, dat hu mer och als Propos gesot.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Dir kënt dach net hei soen, dass dat esou einfach wär.

(*Brouhaha et coups de cloche de la présidence*)

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Et si masseg Reesbussen à disposition!

► **M. Georges Engel** (LSAP).- An et ass nach net ... Dat ass jo och net wouer.

An d'CSV seet hei, mir wären als Regierungsparteien an d'Regierung wär net kohärent. Bon, d'Kohärenz an den Aussoe vun der CSV an deene leschte Méint, an dëser ganzer Kris, also, dass d'CSV genau dat seet, dat ass awer wierklech ..., dat weist d'Inkohärenz vun der CSV nach vill méi.

De Jean-Claude Juncker seet, et wär eng ganz gutt Gestiou vun der Regierung gewiescht an dëser Kris.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- En huet dat virun e puer Méint gesot.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- D'Spärstonn: eng Kéier opmaachen, eng Kéier méi spéit. Den Deconfinement: „Jo, mir sinn d'accord“, herno geet et net séier genuch fir erauszegoen. Nee, dat ass keng Kohärenz, Dir léif Kollege vun der CSV! Mir huelen hei Responsabilitéit. Mir huelen eis Responsabilitéit hei gären. A mir huele se, well et noutwendeg ass fir d'Land.

Ech soe Merci fir d'Nolauschten an ech ginn den Accord vun der CS... net vun der CSV, mee vun der LSAP.

(*Hilarité*)

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Also mir géife se op jidde Fall net unhuelen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Engel.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President?

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- An ech ginn d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser, fir dem Här Engel eng Fro ze stellen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo. Villmoos merci, Här President. Ech wollt awer reagieren op den Här Engel, wat hie gesot huet a seng e bैसे bizar Theorie iwwert d'Oppositoune.

Mir hunn dee gréisste Respekt virun der Kollegein Martine Hansen, déi Fraktiounschefin vun där gréisster Oppositiouspartei heibannen ass, der CSV. Awer ech froe mech trotzdem, wéi d'sozialistesche Partei hei op déi Iddi kënt, dass d'Fraktiounschefin vun der CSV kéint am Numm vun enger Oppositoune schwätzen, déi vun deene Lénke mat hire Gesellschaftsvirstellungen bis zur ADR vu méi konservativer Natur reecht.

Ech mengen, huet d'LSAP esou wéineg Versteesdemech fir déi politesch Landschaft hei am Land, dass se hei wëllt déi Theorie verriede wéi an anere Länner, dass et een Oppositiousführer gëtt? Dat hu mir hei am Land net!

(*Brouhaha*)

Ech wëll awer dem Här Engel soen an ech wëll och, wann ech schonn hei d'Wuert hunn, och deene liberale Kollege soen, dass hir Theorië mech zudéifst schockieren. Et kann dach net sinn, dass hei e Liberale wéi den Här Baum heihinner kënt an d'Ausgangsspar rechtfertigt! Mee den Här Engelen wäert herno nach an eise Numm dorobber zréckkommen. An der Tëschenzäit wëll ech awer dem Här Engel soen, dass mer véier Oppositiousparteien an dëser Chamber hunn an net eng!

► **M. Gilles Baum** (DP).- Dir misst erausgoen zu deem doten Thema!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Engel wëllt dorobber reagieren.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Meng Äntwert ass à la hauteur vun der Fro: Ech soen iwwerhaapt nëischt.

► **M. Gilles Baum** (DP).- Do misst Dir erausgoen, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dat war och nëmmen e Constat. An ech kann d'Wuert direkt un déi honorabel Madamm Josée Lorsché weiderginn. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Verlaf vun der Covid-19-Pandemie kann ee mat engem Auto vergläichen, dee mat voller Vitess op eng Bëtsonsmauer zourennt.

► **Une voix**.- U.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- An da stellt sech d'Fro, wéini de Chauffeur op d'Brems muss drécken, fir den Opprall ze verhënneren.

Dës Metapher huet en däitsche Journalist iwwert de Weekend benotzt, fir d'Situatioun an Däitschland ze beschreiben, wou d'Pandemie dramatesch Ausmoossen unhëlt. Déi däitsch Regierung huet reagiert. An déi verschäerft Reegelen trieden den 2. November a Kraaft.

D'Metapher vum Auto, deen op eng Mauer zourennt, passt awer och op Lëtzebuerg, dat ass kloer, well och zu Lëtzebuerg stellt sech d'Fro, wéini den Zäitpunkt ass, fir müssen ze reagieren, a wéi eng Moosname géeeent sinn, fir déi exponentiell Verbreedung vum Virus ze stoppen an déi absolutt -Katastroph ze verhënneren. An Dir wësst, wat ech mengen. Eng Äntwert vu méi méigleche liwwert dësse Projet de loi.

Här President, de Rapporteur Mars Di Bartolomeo huet d'Moosnamen am Detail erkläert, soudass ech elo net méi op den Detail wëll agoen. Ech wëllt him awer dofir Merci soen. Am Numm vun der grénger Fraktioun wëllt ech éischer op déi méi sensibel Punkte vun dësem Projet de loi agoen a se och kommentieren an e kuerze Bléck op déi aktuell Situatioun geheien, mat allen Defien, déi domat verbonne sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass richteg: Zwou Dispositiounen aus dësem Projet de loi stiechen ervir, net positiv, mee éischer si se traureger Natur, well se eng gravéierend Beschneidung vun de Grondrechter a Fräiheeten duerstellen. Dat kann ee mam beschte Wëllen net schéieren.

Ech schwätze vum Couvre-feu ab owes 11.00 Auer bis moies 6.00 Auer, verbonne mam Schléisse vum Horeca-Secteur och ab 11.00 Auer owes, an donieft och vum Erofsetze vun der Zuel vu Leit, déi een nach am Privatberäich därer empfänken. Aus 10 ginn der 4. An déi Zuel zielt bekanntlech och fir aner Beräicher.

De Couvre-feu, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng Moosnam, déi d'Regierung proposéiert, fir dat praktesch onkontrolléierbar nachtlecht Zesum-

mekomme vu ganze Mënschegruppen an de Grëff ze kréien. Well dës Moosnam eng fundamental Beschneidung vun de Fräiheete bedeit, si mir frou, dass se op ee Mount limitéiert ass a schonn no zwou bis dräi Wochen op hir Wierksamkeit wäert evaluéiert ginn, sou wéi de Premier dat schonn ugekënnegt huet.

Et ass also net esou, wéi wa mir an engem Staat géife liewen, an deem liberticide Moosname sech verselbstständigen oder fir d'Regierung eng Selbstverständlecheit wieren. An dofir ass et och wichtig, dass se haut an aller Serenitéit hei kënnen diskutiert ginn, hei an der Chamber.

Datt aus der 10 déi nei 4 gëtt, sou wéi de Premier et ausgedréckt huet, huet grad wéi de Couvre-feu ...

(*Interruption*)

Wat gelift?

(*Interruption*)

Jo, aus der 10 gëtt 4.

(*Brouhaha et coups de cloche de la présidence*)

Déi nei ... Aus der 10 gëtt 4. Voilà.

(*Interruption par M. Georges Engel*)

Jo, et waren ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Madamm Lorsché, loosst lech net vum Här Engel duerjernebréngen.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Ma den Här Engel, hien huet sech esou vill Froe gestallt. Dat do war dann eng weider.

(*Interruption par M. Georges Engel*)

Kee Problem. De Premier huet et esou ausgedréckt, dass déi 4 déi al 10 ass. Dann dréien ech et op déi Manier.

... huet grad wéi de Couvre-feu natierlech och keen anert Zil, wéi d'Pandemie a Schach ze halen. Quitte, dass dës Moosnam dat soziaalt Liewen natierlech gewaltig limitéiert. A limitéiert ginn och d'Fräiheete vum Horeca-Secteur an domat och seng Recetten.

Während dësen an Däitschland awer komplett zougemaach gëtt, müssen eis Lokaler hir Dieren owes um 11.00 Auer zoumaachen, wat dee staark betroffene Secteur ëmmerhin awer weiderhin op d'Prouf stellt.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass kloer: Dat alles sinn traureg Wouerechten. Et gëtt awer nach eng aner Wouerecht. An déi Wouerecht nennt sech Pandemie. Et ass eng Pandemie, déi sech net just an Zuelen, Grafiken a Statistiken ausdrécken kann. Se dréckt sech am ganz konkrete Risiko aus, dass eise Gesondheetssystem wéinst der rasanter Verbreedung vum Virus zsummebrécht. A wann de Gesondheetssystem zesummebrécht, da brécht och d'Ekonomie zesammen, mat alle gesellschaftlechen, sozialen a mentale Kollateralschied, déi mer am Lockdown kennegeléiert hunn. Esou wäit wëlle mer et net komme loossen an dofir müsse mer handelen.

Här President, wann een héiert, wéi staark de Virus an de Kläranlage verbreet ass - haut am „Lëtzeburger Wort“ ass eng Grafik dozou ze gesinn -, da kënt een noutgedrongen zur Konklusioune, dass d'Donkelziffer vun den Infektiousnen an eise Land extreem héich ass - et ass scho gesot ginn - mat engem Total, dee véiermol iwwert deem vum Abrëll 2020 läit.

Et geet also net méi duer, vun iwwer 5.100 aktiven Infektiousnen ze schwätzen, et muss een och kucken, wéi vill Fäll sech nach derhannert verstopen. A wann een doriwwe eraus feststellt, dass déi steigend Infektionswell net just eng ephémère Tendenz duerstellt, wat ee jo am Ufank geduecht huet, mee méttlerweil zu enger Konstanter ginn ass, da weess een, dass kee Wee derlaanschtfeiert, déi physesch Interaktiounen tëschen de Mënchen ze reduzieren.

Well déi Interaktiounen sinn nun emol déi éischt Quell vun der Verbreedung vum Virus, sief et an de Familjen- a Frëndeskreesser, wou d'Leit sech instinktiv méi sécher fillen a mengen, de Virus géif automatesch dobausse bleiwen, sief et awer och an de Lokaler vum Horeca-Secteur, wou d'Gestesbarriären owes ënnert dem Afloss vu méi oder manner Alkohol a sougenannte Gléckshormoner méi séier vergiess si wéi bei organiséierten Aktivitéiten a Reuniounen.

An och wann de Verstouss géint d'Reegele mat Sanktiounen verbonne ass, esou sinn dës net geduecht, fir d'Leit moralesch ze condannieren. De Mënsch, dat wësse mer, de Mënsch ass e soziaalt Wesen, wat vun Interaktiounen a Relatiounen mat anere Mënchen leeft. Dat Bedierfnis ka kee Grond si fir Sanktiounen. De Mënsch ass awer och e Wesen, wat op d'Gemeinschaft ugewise ass. An d'Gemeinschaft kann net ouni Gesondheet existieren. An deem Geescht sinn d'Sanktiounen eenzeg an eleng geduecht, fir d'Kollektivitéit virum Virus ze schützen.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer och e Wuert zum Zäitpunkt vun dësem Projet de loi, dee jo vum Här Wiseler a vu sengem Parteipresident kritisiert ginn ass - vläicht och vun der ganzer Partei, dat weess ech net -, well en hirer Meenung no ze spéit kënt. Elo, wou e kënt, stëmmt d'CSV en dann net mat a gëtt hir Verantwortung of. Ech weess net, wien dat heibanne ka verstoen.

(*Brouhaha*)

Mee zumindest si mer eis jo dann op engem Punkt eens, dat ass deen, dass dësse Projet de loi net ze fréi kënt. Et wär effektiv fatal gewiescht, wéi aner Länner mat de Moosnamen ofzewarten, bis d'Intensivbetter alleguer beluecht sinn. An deem Fall ass d'Katastroph definitiv net méi ze verhënneren. Handelt d'Politik awer méi fréi, an dorop wëll ech eraus, oder besser gesot ze fréi, ka se sech net op eendeitig Tendenzen an op kloer Parameter beruffen. A spéitstens da stellt sech d'Fro vun der Glafwierdegkeet vun enger Politik, déi liberticide Moosnamen am Hauruckverfare géif decidieren, ouni sech op eendeitig Daten a Parameter kënnen ze beruffen, wat de Verlaf vun der Pandemie ugeet.

Doriwwer eraus si mir als Gréng och iwwerzeugt, dass déi verfréiten Decisiounen genee dee Risiko mat sech bréngen, deen onbedéngt verhënnert muss ginn, an zwar deen, dass d'Coronaschéierder oder d'Coronaleegner sech, aus Onverständnis a Mësstrauen an dës Politik, nach manner un d'Reegelen halen an de Populisten an d'Kaarte spielen.

Aus all deene Grënn ennerstëtze mer net nëmmen d'Moosnamen, mee och den Zäitpunkt vun dësem Projet de loi, mat deem d'Regierung sech et net einfach gemaach huet. Se huet müssen ofwiegen, a wéi eng Richtung d'Moosname solle goen a wéi restriktiv se solle sinn. An ech denken, mer sinn eis och eens: D'Gestioun vun enger Kris ass keng appliziert Medezinn, an där een d'Wirkung ka virausgesinn. An et kann een och net vun der Politik verlaangen, dass se d'Wëssenschaft ersetz. D'Gestioun vun enger Kris besteet villméi aus dem politesche Courage, am Dilemma tëscht opmaachen an zouspären an am Dilemma tëscht erlaben a verbidden ofzeweien an déi néideg Decisiounen ze huelen an dann och derzou ze stoen.

Dat ass eng schwierig Gratwanderung, wuel wësend, dass eis Grondrechter a kengerlee Hierarchie zuenee stinn. D'Recht op Fräiheit kann deemno net géint d'Recht op Gesondheetsschutz ausgespillt ginn. Déi zwee müssen Hand an Hand goen, Dir Dammen an Dir Hären. A genee dat Zil wëlle mer mat dësem Projet de loi errechen, woubäi ech nach eemol ennersträichen, dass en zäitlech begrenzt ass. An och wann e muer a Kraaft trëtt, wäert d'Diskussioun iwwer e Strategiewissel oder aner Moosnamen net verhënnert ginn, jee nodeem, a wéi eng Richtung d'Pandemie sech nach weiterentwickelt, no uewen oder no ënnen, a jee nodeem, wéi eng Erfarungen awer och am Ausland gemaach ginn, wou ech nach ëmmer bedauern, dass mer keng europäesch Strategie hu mat kohärente Reegelen.

Ech denken hei u sektoriell Shutdowns, wéi se an anere Länner duerchgezu ginn, oder awer Kuerzäit-Shutdowns, och als Wellenbrecher-Shutdowns bekannt, un den Ampelsystem kombinéiert mat engem Richtungswissel beim Tracing, iwwert deen de Moment an Däitschland nach ëmmer ganz kontrovers diskutiert gëtt. Déi Diskussioun ass awer ganz interessant. Hei geet et drëms, de breetgefächerten Infektionspisten net weider hannerdunzelaufen, mee no sougenannte Quellclusteren ze sichen an déi während enger Zäit ze isolieren, wann ee se da féint. Dëst opgrond vun der starker Vermutung, déi an der Wëssenschaft lues a lues sech erauschielt, dass ongeféier 70 % vun den Infizierte bal keen ustiechen, während e puer Mënchen, dat sinn dann awer net nëmmen e puer, et sinn da bal 30 %, iwwerméisseg vill anerer ustiechen an deemno d'Quell vu villen Infektioone sinn, wat dann och den Numm erkläert.

Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Restriktiounen zu dësem Moment net nach méi wäit müsse goen an dass e komplette Lockdown verhënnert ka ginn, ass, wéi gesot, doduerch bedéngt, dass mir fréi genuch handelen. Et ass awer och doduerch bedéngt, dass mir bei dëser zweeter Well net méi wéi bei der éischer un Lénke Fouss erwëscht ginn. Engersäits, well déi wëssenschaftlech Erkenntnisser, mee och d'Erfarungen aus de leschte Wochen a Méint haut e gudder Beroder sinn. Anersäits, well de Gesondheitssecteur besser op déi zweet Well virbereet ass a ganz vill Efforte geleeschgt gi sinn, souwuel vun der Regierung wéi och vum Secteur selwer. Dat verdéngt jiddefalls eise Respekt an eis Unerkennung, souwuel fir dat medezinnescht Personal an d'Fleegerkräfte wéi och fir déi ganz Equipe vum Tracing a vun der Réserve sanitaire, déi oft aus benevole Mënchen bestinn an Dag an Nuecht schaffen. Hinnen e grousser Merci, well och si sinn nëmme Mënchen.

Besonnesch begrëssenswäert ass an eise Aen, dass e sougenannte „confinement médical“, wéi e

genannt ginn ass, fir Net-Covidpatienten an Zukunft méiglechst verhënnert gëtt. Dat, well 40 bis 50 Dokterinnen aus der Réserve sanitaire sech bei der Prise en charge vu Covidpatiente wäerten ofwieselen an hir primär medezinesch Aktivitéit de Gros vun der Zäit wellen oprechterhalen. Fir Net-Covidpatienten, déi an der éischter Well awer vill gelidde hunn an net ëmmer bäikoumen, och Angscht haten, an d'Spideeler ze goen, bedeit dës Approche e grouse Fortschritt a bréngt déi Versuergungsécherheet, déi se verdéngen.

Eng Suerg bleibt natierlech bestoen, Dir wësst, wat ech mengen: Et ass déi vum schläichende Personalmangel an den Heimer, an de Spideeler, mee och an de Réseaux d'aides et de soins. Mir verstinn d'Madamm Minister, wa se seet, dass een a Krisenzäite keng strukturell Reform ka maachen. An d'Ausbildungskritik fir d'Gesondheitsberuffer kënnen och net vun haut op mar geännert ginn an direkt gräifen. Allerdéngs ass et wichteg, an dëser Situatioun no pragmatische Léisungen ze sichen. An dat gëtt och gemaach. D'Fro ass dann natierlech, wéi eng Methode kuerzfristig kënn gräifen, fir d'Penurie a Grenzen ze halen, a wiwill Mëttele duerfir zur Verfügung gestallt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een héiert, dass an der Groussregioun Beméiunge lafen, déi Professionell aus dem Flegesektor un hir eegen Institutiounen ze affektieren, da weess een och, dass et de falsche Wee wier, zousätzlech Personal am Ausland ze rekrutieren. Richteg ass awer, zu Lëtzebuerg no Léisungen ze sichen. Eng begrëssenswäert Pist besteet doran - se ass och geschäpft op dës Plaz ernimmt ginn -, d'Aktivitéit vum Flegepersonal nees méi no bei de Patient ze bréngen an op laangwierig Dokumentatiounen ze verzichten. Dat heescht net, dass d'Soinen um Patient net méi sollen dokumentéiert ginn. Et heescht awer, dass keng Zäit an Energie fir net akut Dokumentatiounen an administrativ Aarbechten dierf verluer goen, Aarbechten, déi och spéider kënnen nogeholl ginn.

Eng aner Pist, déi muss analyséiert ginn, ass déi vun der Bündelung vun de Kompetenzen tëschent dem Secteur extrahospitalier an der Assurance dépendance, iwwert déi ech scho méi oft hei geschwat hunn. Woubäi ee jo muss wëssen, dass d'Grenz tëschent akuter Krankheet a chronischer Flegebedierftegheet net ëmmer kloer ass, besonnesch net an Zäite vu Pandemie. Well d'Aidanten, déi iwwert d'Assurance dépendance bezuelen gi mat de Prestations en espèces, nëmme ganz limitéiert Missiounen hunn, wier et an eisen Aen eng Iddi, wéi a Frankräich iwwert d'Opwärtung vun den Aidanten an iwwert d'Ausdeening vun hirer Roll nozedenken, och a virun allem, wann et ëm den Encadrement vu Risikogruppe geet, déi net nëmme virum Virus, mee och virum der Einsamkeit a virum der mentaler Iwwerbelaaschung musse geschützt ginn.

Här President, domat sinn ech bei deene vulnerable Mënschen, iwwert déi ech nach e puer Wieder zum Schluss wëllt verléieren. Si liewen zum Deel doheim, zum Deel an enger Institutioun. Am Confinement waren et si, déi am meeschten ofgeschermt waren an am meeschte gelidde hunn. Well d'Logik vum Virus am Ufank vun der Pandemie Prioritéit hat, ass passéiert, wat net passéieren dierf!

Vill Mënsche sinn einsam gestuerwen an d'Famill war hëlleflos. Dozou dierf et net méi kommen, well do, wou déi sozial Kontakter verluer ginn, do, wou Mënsche vereinsame gelooss ginn, do, wou d'Wuert Risikogrupp benotzt gëtt, fir Mënschen ofzeschotten, do ass et mat der Solidaritéit séier eriwuer.

An deem Sënn ass et erferelech ze héieren, dass d'Direktiounen vun den Alters- a Flegeheemer nei Weeër ginn an hir Hygiëneskonzepter esou opstellen, dass d'Besuchsrecht méiglechst oprechterhale ka bleiwen.

An ech war frou, de Moien an der Kommissioun esouwuel vun der Familjeminstresch wéi och vun der Santéministresch vill Informatiounen ze kréien an där d'Fro.

Dee Wee fént eis vollstänneg Ënnerstëtzung a mir si frou, dass den Dialog tëschent den Haiser mat der Regierung, mee och mat der COPAS an der Lescht ganz grouss geschriwwen gëtt. Well nëmme zesumme kann et fonctiounieren, an dat gëllt och bei der Bekämpfung vun der Pandemie.

Dir Dammen an Dir Hären, leider hu mer et mat engem aggressivem Virus ze dinn. De Mars Di Bartolomeo huet vun engem Feind geschwat. A mir ginn dee Feind nëmme lass, wa mer en isoléiert kréien. Dat bréngen d'Virologen an d'Fuerscher ganz sécher net eleng fäerdeg, net emol mat Impfstoff a Schnelltester.

An et ass och net d'Politik, déi alles eleng ka riichten, quitte dass mir mat deem Projet de loi en d'Leit Zeeche setzen. Virun allem ass et un de Mënsche selwer, fir schlau ze sinn an de Virus ze isolieren.

Dir Dammen an Dir Hären, schlau ass awer net deen, dee sech mat allen Tricke laanscht d'Reegele

schlächte an den Auto an d'Mauer renne léisst. Schlau ass deen, dee weess, wéi e seng Mask richtig uudeet a wéi en déi Gemeinschaft am beschte schützt, an där e lieft. Dat ass guer net esou schwéier, et muss een et just maachen a Verantwortung iwwerhuelen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun, wëllt awer och zum Schluss nach e Merci lassginn un déi ganz Santékommissioun, déi gutt zesummeschafft, wou ech awer elo bedauern, dass déi Solidaritéit haut e bëssen ugekraacht gëtt op dës Plaz. Mee ëmmerhin ass engutt Aarbecht geleescht ginn. An ech wëllt awer och der Chambersverwaltung Merci soe fir dee groussen Asaz, dee se an de leschte Wochen, Méint, awer och an de leschte Stonne geleescht huet, mat engem zousätzliche Merci un de President vun der Kommissioun. Domat sinn ech fäerdeg mat menger Interventioun.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hut d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en härerleche Merci dem Rapportier, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, an, ech mengen, ech kéint mech och ungeschleissen, deem ganze Staff, deen do hannendru stécht.

Erlaabt mer als Éischt eng allgemeng Bemierkung zu deem Gesetz. D'sanitär Kris dierf net ënnerschat ginn. A mir sinn duerfir och mat enzelne vun dës sanitäre Moosnamen averstanen, déi dës Gesetz virgesäit. D'Gesondheet ass iewesch Prioritéit.

Mir als ADR sinn awer mat deem Gesetzesprojet a senger Gesamtheit kloer net averstanen, an dat ass enger ganzer Rei vu Grënn, déi ech elo hei wëll opzielen.

Éischtens, mir sinn hei an enger Situatioun ukomm, wou de Rechtsstaat net méi zielt. Eist Chambersreglement gëtt ausser Kraaft gesat an domadder och d'Kontrollorgan vun der Regierung. Normalerweis muss de Rapport vun engem Gesetzesprojet zwee Deeg virleien, ier hei an der Chamber driwwer ofgestëmmt gëtt. Och de Staatsrot gëtt zu engem figurativen Element degradéiert, ka sech net mam Fong vum Gesetzestext auserneetzen. Eng komplex Gesetzesprozedur gëtt praktesch an engem Dag ofgewéckelt.

Am Kader vum Covidvirus ass gesot ginn, dass een d'Gläichgewicht brauch tëschent Aschränkungen an der reeller Gefor, tëschent Precautioun an dem Respekt vun eise Fräiheeten.

D'ADR ass dergéint, dass d'Precautioun iwwerdriwwen gëtt, dëscht op Käschte vun de Rechter a Fräiheeten vun eise Bierger.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - D'Aushiewele vum Rechtsstaat, ugefaange bei eisen héchsten Institutiounen, ass och duerch de Covidvirus net ze rechtfertegen. Dat bréngt mech zum nächste Punkt.

Déi geplangten Ausgangspär ass net nëmme disproportionéiert, mee och sennlos. Et ass en Agrëff an d'Privatsphär vun de Leit an eng Aschränkung vun hirer Fräiheet. Absurd dobäi ass, dass eis Regierung bei dëser Ausgangspär esou abberdeng ass, bei der Schoul a beim öffentliche Transport zum Beispill huelle si keng kloer Stellung a scho guer keng konkret Decisiounen.

Mir leenen och of, dass d'Regierung an der Coronafro Politik mat der Angscht mécht. « Nous sommes en guerre », sot de Macron, a Gambia iwwerhëlt fläisseg a monter dës Krichsrhetorik. De Couvre-feu erwaart eis elo all. Ma mir sinn net an engem Krichszustand a schonn e puer Méint net méi am État de crise. Mir vermessen d'Objektivitéit vun der Regierung am Hibleck op d'Gefore vum Coronavirus.

Grad an dësen Zäite misst d'Regierung realistesch a vernünfteg sinn, amplaz d'Leit ëmmer weider ze veronsécheren. Dozou dréit och e klore Vocabulaire bäi mat kloeren Definitiounen, fir datt jiddere weess, wu wat hei geschwat gëtt.

D'Ausgangspär ass absolut disproportionéiert zu der Situatioun, déi mer hunn. Dëscht huet näischt ze di mat der Pandemie. Et ass just eng emgedreite Méiglecheit, fir déi eng oder aner Party, déi am Land stattféint, an de Grëff ze kréien. Mat der klengstméiglecher Majoritéit an der Chamber ginn hei drastesch Moosnamen decidéiert. Dëscht weist eemol méi, wéi noutwendeg d'ADR-Fuerderung vun enger néideger Zweedrittmajoritéit bei esou Gesetzter ass, déi eis Grondfräiheeten aschränken, déi och an der Verfassung verankert sinn.

Och déi neigeplangten drakesch Erhéijunge vun de Strofe beim Netrespektéieren vun de Covidmesurë sinn net ubruecht. D'Regierung schaaft a fërdert e Klima vun der Angscht. D'Bevëlkerung gëtt net als Deel vun der Léising mat erageholl an ugesinn, mee als Géigner vun der Regierung. Et ass en

Zeeche vu Schwächt, wann een amplaz mat Argumenter mat schwéiere Strofen iwwerzeege muss.

Dat bréngt mech dann zum nächste Punkt. Grad ewéi d'Strofe solle grouss Zuelen Angscht maachen. D'Zuele vun der Covidmortalitéit, wéi se erfassst an de Leit schlisslech vermëttelt ginn, si méi wéi zweifelhaft.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Wéi d'Regierung an hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro mat der Nummer 2112 erkläert hat, gëtt hei net kloer ënnerscheit, ob e Mënsch mat oder duerch de Covid gestuerwen ass. Jiddereen, dee mat engem positiven Test verstierft, gëtt als Covidoudege gezielt, egal ob dës iwwerhaupt Symptomer hat oder net. Esouguer dann, wann en negativen Test virläit, gëtt en als Covidoudege gezielt, wann de Versterwenen d'Unzeeche soll gehat hunn.

Ass dat e seriösen Ëmgang mat esou engem wichtige Sujet? Schlisslech sinn et grad d'Symptomer an de Verlaf vun der Krankheet, aus deenen ee schlisse kann, wéi geféierlech eng Krankheet wierkelech ass.

D'Fro vum PCR-Test ass och esou eng Saach. D'Regierung stäipt sech op dësen Test, fir Infektionszuelen ze erhiewen, opgrond vun deenen d'Regierung sech da fir esou drastesch an déifgräifend Moosnamen entscheet, déi eise Rechtsstaat ausser Kraaft setzen.

Et ass scho laang bekannt, dass dës PCR-Test vill falsch Resultater bréngt. Mëttlerweile si scho Kreeser, déi vun 90 % falsche Resultater schwätzen.

(**Brouhaha**)

Wéi zuverlässeg ass dës? Do muss ee sech d'Fro stellen: Wéi zuverlässeg ass dësen Test dann iwwerhaupt wierkelech?

(**Coups de cloche de la présidence**)

A wat seet dësen Test aus? Huet ee bei engem positiven Test wierkelech eng aktiv Covidinfektioun oder nëmme just eng onbestimmte Virepresenz, déi keng Bedroung duerstellt?

■ **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Wat ass d'Source vun där d'Revendicatioun?

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Wéi weess een, dass déi Symptomer, déi een hat - wann och nëmme wéineg Leit iwwerhaupt Symptomer hunn -, duerch de Covid an net duerch eng aner Infektioun oder Gripp kommen? Alles dat misst emol eng kéier genau gekläert ginn.

Dës Verlängerung vun de Covidgesetzer an hir extreem Verschäerfung, iwwert déi mer haut ofstëmme, huet eigentlech keng Grondlag. Et feelt nach ëmmer eng objektiv Analys vun der Situatioun. Kann een heibannen eis soen, wéi vill vun den Infektionszuele vum Covid-19 stamen a wéi vill vun anere Viruskrankheeten?

Sécher brauche mer Virsiicht. Mir brauche kloer an transparent Virschreften a Reegelen am Ëmgang mat dëser geféierlecher Viruserkrankung. Wat mer net brauchen, dat ass Panikmaacherei an exzessiv Moosnamen. Mir bezweifelen, dass d'Regierung hei déi richteg Aemooss huet. Mir bezweifelen, dass déi drastesch Moosnamen a Proportionalitéit stinn zum Risiko. Mir hätte gären eng Diskussioun ouni Angschtmaacherei, ouni Krichsrhetorik wéi mat der Ausgangspär, ouni onsënneg Moosnamen. Mir wellen eng Politik, déi d'Leit mathëllt, a keng Regierung, déi d'Leit behandelt, wéi wa se Géigner wieren.

Ech hätt awer nach dräi Kloestellungen oder Froen. An do ass emol déi éischt: Wéi ass et mat eise Leit, déi op der Strooss liewen? Wéi gëtt sécher gestallt, dass an der Ausgangspär dës Leit en Iwwerdaach hunn? Well et muss ee liesen, hei ass den offizielle Communiqué vun der Regierung, dass dës Leit zwar den 2. November ënnerdaach kommen, mee wéi ass et da vun den Owend oder muer den Owend u bis den 2. November? Déi Fro steet am Raum. An duerno gi se jo dann iwwerholl vun deenen Institutiounen.

An dann, aus dem Sport hätt ech och nach gären eng Kloestellung oder eng Informatioun.

Den Text gesäit vir, de « Championnat dans la division la plus élevée de la catégorie de sport respectivement au niveau senior », dass wier erlaabt. Mee elo ass d'Fro ganz kloer, ech komme jo aus dem Foussballberäich. Da gëllt dat jo fir d'BGL Ligue fir d'Männer. Mee wéi ass et da bei der éischter Ligue fir d'Dammen an der éischter Ligue am Futsal? Ech mengen, da misst dat jo och gläichgestallt sinn, well mer kënnen jo d'Fraen a mengen Aen net diskriminieren, soss hu mer jo och do erëm e Problem.

(**Brouhaha et interruptions**)

Ech sinn ëmmer frou mat den Dammen.

(**Hilarité**)

An da kommen ech nach zum leschte Punkt.

(**Coups de cloche de la présidence**)

Meng Zäit ass iwwerschratt, Här Baum. Ech hätt awer nach e leschte Punkt. D'Regierung huet jo de

Message ginn: „Iwwerleet, ob dat muss gemaach ginn, soss bleibt doheim!“ Dee Message wéi och d'Moosnamen, déi hei am Gesetz verankert sinn, hunn awer en Afloss op verschide Beräicher wéi Horeca, Evenementer, Kultur an esou weider. Dës Beräicher bréngen elo Sacrificer am Interessi vun der Allgemengeheet. Da soll d'Regierung och Stellung huelen, wéi si deene Betriber hëllef, well dës hu jo manner Revenuen oder deels guer keng, jee no deem, wéi et ass. Ass do eppes virgesinn? Do misst jo menger Meenung no och eppes kommen.

Zum Beispill an Däitschland, do gëtt dat esou gehandhaabt, do kréien déi Betriber een Ausgleich bis 75 % - et kann och méi sinn, dass ass elo eng aner Fro - garantéiert op dee Revenu, dee se d'lescht Joer am November haten. Ech mengen, déi hunn déi Decisioun geholl. An et wier jo net schlecht, wann eis Regierung op en änleche Wee géif goen.

Ech géif lech da Merci soe fir d'Nolascchteren. Meng Zäit ass leider ofgelaf. Ech hätt nach zwou Säiten, mee ech géif da schlëssen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit. A mir stëmmen dergéint.

(**Brouhaha**)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hut d'Wuert.

■ **M. Marc Baum (déi Léng).** - Merci, Här President. Et ass komesch, dass een d'Gefill huet, dass een dat awer elo nach eng kéier prezisiéieren muss: Dee Virus, dee gëtt et an deen ass geféierlech! En ass vill méi geféierlech wéi eng ganz normal Influenza, déi mer kennen, déi mer déi lescht Joren a Joerzängten ëmmer erëm erlieft hunn, eng Influenza, déi och kann déidlech sinn, déi och ka ganz schlimme Konsequenzen hunn. Deen heite Virus ass méi geféierlech, duerfir musse mer och weesentlech méi oppassen, wéi mer domadder ëmgin.

An d'Situatioun am Moment ass eescht. D'Zuel vun den Neinfektiounen ass ganz héich. Se errecht Picken, déi mer virun net kennt hunn. Am Moment hu mer dräimol méi aktiv Infizierter wéi um Héichpunkt vun der éischer Well. Dat spigelt sech och an de Kläranlagen erëm. A weesentlech dobäi ass och d'Zuel vun den Hospitalisatiounen, souwuel op den Intensivstatiounen wéi och op den normale Better, déi beluecht sinn, déi och ganz staark an d'Luucht ginn, wuel wëssend, dass den Trend eleng bei den Zuelen, déi an der Vergaangengeheet waren, och riskéiert, nach weider an d'Luucht ze goen. An et si virun allem och ëmmer méi eeler Leit, déi sech ustiechen, dass heescht, d'Infektiounen bei der Bevëlkerungsgrupp, déi zu deene Vulnerabele gehéiert, geet an d'Luucht.

Wat d'Situatioun awer nach méi eescht mécht, dass ass, dass d'Personaldecken an de Spideeler ganz dénn ass. Dat huet seng Grënn. Dat huet och zum Deel politesch Grënn, wéi d'Spidolswiesen organiséiert ass, dass et ëmmer ganz nom liberalen „just in time“ geet, dass verschiden Aktivitéit ganz kommerziell musse funktionéieren. Dat huet domadder ze dinn.

D'Situatioun ass awer och bedenklech, well den Tracing, wéi mer e kennt hunn - wéi eis ëmmer erzielt ginn ass, e ganz performante Moyer, fir Infektionskette fréizäiteg kënnen ze ënnerbriechen -, deen Tracing funktionéiert net méi, op jidde Fall net méi esou, wéi mer e kennt hunn, soudatt elo d'Responsabilitéit komplett individualiséiert gëtt.

An drëtzens, d'Clusteren: Dat, wat mer geduecht hunn iwwert déi verschide Moyenen, déi en place gesat gi sinn an der Vergaangengeheet, dass mer d'Méiglecheit hätten, Clusteren éischters fréizäiteg ze erkennen an iwwerhaupt kënnen ze identifizieren, do musse mer feststellen, op jidde Fall Stand haut, menges Wëssens - a mir hu bis elo ëmmer gesot krut, dass et esou grouss Clusteren zu Lëtzebuerg net gi wier, dass et mol e kleng Cluster an engem Betrib gi wier, mol an enger Famill -, dass Clusteren als grouss Phenomeen net identifizierbar sinn.

Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun, wou mer net wëssen, wéi a wou de Virus sech genau iwwerdréit. An dat ass d'Situatioun, wou mer elo sinn, also am Ufank oder matzen dran - dat gesi mer nach - vun enger zweeter Well.

An deen alleréischte Constat, deen ee maache muss, ass, dass eise Frühwarnsystem apparentment net funktionéiert huet, soss géife mer haut net hei stoe bei deenen Zuelen a Mesuren unheelen.

An dat anert, an dat ass awer elo e bësse méi batter, dass ass, dass een den Androck net lassgëtt, dass d'Regierung awer net preparéiert ass op dës Well an op dës Situatioun. Se ass et net an hirer Kommunikatioun, an där se sech widderstëcht. Se ass et och net an der Logistik, wou am Moment händerringend no Leit gesicht gëtt, fir dat iwwerhaupt kënnen ze stemmen. A se ass et awer och net legistesch, well et dauert ganz laang vun enger ugekënnegter Annonce un, bis dann e fäerdeg

Text iwwerhaapt do läit. An et ass net d'Chamber, déi Decisiounen retardéiert, mee et ass d'Exekutiv, déi ganz laang Zäit brauch, fir Texter ze redigéieren.

Ech mengen awer, datt mer e klere Kapp behale mussen, datt mer musse oppassen, net hysteresch ze ginn, net an déi eng oder an déi aner Richtung ze iwwerdreiwelen. Well och wann de Rapporteur ganz dacks esou eng Krichsrhetorik benotzt huet - „Am Kampf“, „am Krich géint de Virus“ -, mengen ech awer, a wann een an där Rhetorik bleiwe wëllt, datt eis stäerkste Waff de Verstand ass, eis Veronft, rationaalt Handelen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.** - Dat hat ech an enger vieregter Ried gesot.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).** - An ech mengen, datt mer och schonn Erfarunge gemaach hunn an der éischter Well. Mir hunn an der éischter Well e ganze Set vu Mesuren en place gesat gehat, déi mer am Deconfinement konnte mol méi, mol manner adaptéieren. A mir hunn eigentlech gutt Erfarunge gemaach. Well wann ee gesäit, wéi sech d'Zuele vun den Affer zu Lëtzebuerg entwéckelt hu par rapport zu Frankräich an der Belsch, déi aner Mesuren haten, da mengen ech, datt ee ganz gutt bestallt wier, sech un deenen eegenen Erfarungen, un deem eegene lëtzebuergeresche Wee ze orientéieren amplaz dorunner, wat aner Länner gemaach hunn.

An da komme mer bei dësen Text. Een Text, wou een d'Gefill net lassgëtt, no all deenen Erfarungen, déi mer gemaach hunn, och no all deene Mesuren, déi en place sinn, datt d'Regierung elo aus der Héft schéisst - och erëm e Krichsbild.

Et stellt ee sech nämlech d'Fro: Wat ass d'Zil vun dësem Gesetz? Oder wat misst et zumindest sinn?

Am Exposé des motifs ass et eigentlech ganz gutt erkläert. D'Zil muss sinn, datt mer Mesuren ergreifen, fir datt d'Iwwerdroung vu Mënsch zu Mënsch esou schwéier wéi méiglech fir de Virus gemaach gëtt. Dat heescht, et geet drëm, déi kierperlech, déi physesch no Kontakter méiglechst ze reduzéieren.

An d'Fro, déi mer eis stelle mussen, ass déi: Sinn d'Mesurë vun dësem Text dann zilféierend? Bréngt dat dann eppes, fir d'mënschlech Kontakter weesentlech ze reduzéieren? Si se proportional? Also ass dee Moyen, deen ee benotzt, an engem Verhältnis zu engem Zil, wat een erreche wëllt?

An do muss ech lech soen, do ass eng vun deenen Haaptmesuren - also, et si Mesuren dran, déi dat sinn, déi aus deem Beräich kommen, déi mer och schonn duerchexercéiert hunn, véier Leit am Horeca-Beräich respektiv am Privaten, dat sinn alles Mesuren, déi mer scho kennen a mat deene mer Erfarunge gemaach hunn -, déi hei elo nei derbäikënn, do muss sech déi Fro stelle vun der Proportionalitéit, well et ass eng extreem aschränkend Mesure: D'Leit däerfe vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer moies, also siwe Stonnen, net méi aus dem Haus, ausser mat kloer definéierten Ausnahmen. D'Leit gi quasi doheem agespaart, wat eng ganz komesch an nei Situatioun ass par rapport zu deem, wat mer kennen.

An ech sinn der fester Iwwerzeugung dovunner, onofhängeg vun de liberticidë Grondrechtsfroen, déi sech mat der Fro vum Couvre-feu verbannen, datt et eng Mesure ass, déi näischt bréngt, well déi meeschten tëschemënschlech Kontakter fannen net tëscht 23.00 Auer a 6.00 Auer moies statt. Se ass disproportionéiert en vue dovunner, wat se fir e staarken, incisive Charakter huet.

Ech sinn e Mënsch, als Deputéierten hunn ech ganz vill mënschlech Kontakter, an ech sinn och e ganz groussen Horeca-Gänger. Mee awer tëscht 23.00 Auer a 6.00 Auer moies, do fannen net meng allermeeschtes sozial Kontakter statt. Also ass et a mengen Ae wierklech e falsche Moyen, fir en Zil ze errechen. An et ass net nëmme mat Kanounen op Spatze geschoss, mee et ass einfach mat Kanounen an d'Luucht geschoss an der Hoffnung, iergendeppes ze treffen. An et ass eng grouss Gefor derbäi, datt mat deem Couvre-feu hei zu Lëtzebuerg, dee jo richtegerweises eng Krichsmesure ass an dee mer fir d'leschte Kéier hei zu Lëtzebuerg am Krich haten, e Prezedenzfall geschafte gëtt. An ech fannen dat och virun allem ganz bedenklech, well awer eng wierklech seriö wëssenschaftlech Grondlag feelt fir ze soen, datt dat do iwwerhaapt eppes bréngt.

Och iwwert d'Kollateralschied vun engem Couvre-feu ass bis elo net geschwat ginn. Do hu mer och guer keng Informatiounen kritt. Komescherweis ass an deene Länner, wou de Couvre-feu duerchgesat ginn ass - also zu Lëtzebuerg hu mer e jo net gehat an der éischter Well -, och d'Zuel vun de Violence-domestiquen an d'Luucht gaangen, massiv. D'Regierung huet souguer misse géigereagéieren a Frankräich, well déi Zuel massiv an d'Luucht gaangen ass.

A wann ech da gesinn, datt am Paragraph 8 vun deem Artikel iwwert de Couvre-feu och nach dra-

steet, datt et zwar erlaabt ass, nets tëscht 23.00 a 6.00 Auer mat sengem Hond trëppelen ze goen, mee datt et de facto praktesch onméiglech ass, an enger Koopel, wann ee mierkt, elo ass et amgaang, elo fänken d'Lompen un ze sténken, elo ass Buttek, deeskaléierend kënnen ze soen: „Esou, ech ginn elo mol eraus en Tour ëm de Block dréien a Loft schnapen“, da fannen ech dat wierklech ganz bedenklech an ech fannen dat och erëm eng Kéier dat falscht Signal!

Ech mengen, de Couvre-feu ass aus der Héft geschoss. Et ass Symbolpolitik, déi gemaach gëtt, Symbolpolitik, déi zillos ass, op jidde Fall zilverfeelt, Symbolpolitik um Réck vu Grondrechter.

An da kënn awer d'Fro: Natierlech menge mir och, datt mer eppes maache mussen, datt mer net einfach kënnen d'Situatioun esou weidergoe loossen. Mee ech fannen, déi Opposition, déi hei probéiert gëtt, vun der Regierung duerzestellen, nämlech tëscht engersäits entweeder e Couvre-feu maachen oder e komplette Lockdown, ech mengen, datt déi falsch ass, déi Opposition. Ech mengen, datt et ganz vill Saachen dertëscht gëtt, déi ee maache kéint.

Ech géif et zum Beispill weesentlech méi sennvoll fannen, et géif een iwwer partiell Lockdown kënnen schwätzen, zum Beispill am Horeca-Beräich, dee mat de Mesuren, déi am Moment en place sinn, nämlech véier Leit pro Dësch, fir vill Leit näischt anescht bedeit, wéi datt se ausblude gelooss ginn. Mee dann ass et méi kohärent, et seet een: Mer maache véier Woche laang dee ganze Secteur zou! Mee et géing een hinnen dës Kéier awer wierklech hëllefen, iwwert de Chômage partiel eraus, iwwert d'Froen, fir de Loyer ze immuniséieren. Mer kucken, dee Secteur um Liewen ze halen, amplaz datt mer en hei ausblude loosse mat esou enger Mesure.

Et ginn awer och ganz vill aner soft Mesuren, déi ee kéint huelen. Ech fannen et zum Beispill nach ëmmer geucken, datt an der CFL an an de Busse keen Desinfecant do ass. Do géif ech awer soen, duerfir brauch ee kee Gesetz, duerfir brauch een och kee Couvre-feu, fir esou eng sanitär Mesure einfach anzeféieren. Et brauch ee mol, mengen ech, kee Règlement grand-ducal, fir esou eppes ze maachen. Déi Saache feelen!

Et ass viru vill iwwert de Schoultransport diskutéiert ginn. Wësst Der, ech si schonn erstaunt, wann ech dann awer de Minister héieren, dee seet: „Jo, mer mussen do nach Etüde maache fir erauszefannen, ob dat da wierklech net gutt ass, wann d'Leit wéi d'Hierken an der Tonn do setzen.“ Also, ech fannen, do ginn et wierklech Mesuren, déi d'Regierung vill éischter kéint huelen a wou een net misst esou en incisive Charakter hunn.

Dann nach eppes zur Vitess vun Decisiounen. Am Juni, wéi mer en éischten, alleréischte virleefegen Tëschebilan gezunn hunn, hunn ech hei gesot: „Mir hunn elo esou vill Mesurë geholl iwwer Règlement grand-ducal a mer wësse mat enger relativ grousser Warscheinlechkeet, datt et am Hierscht erëm lassgeet. Kommt, mir ginn dohinner, all déi Texter, déi do iwwer Règlement grand-ducal geschriwwe gi sinn, maacht se a Gesetzform an dann diskutéiere mer déi an deene jeeweilige Chamberskommissionen, mer diskutéiere se souguer scho mam Staatsrot, fir datt, wa wierklech eng Kéier de Moment komm wier, wou mer missten eppes zoumaachen, mer se kënnen eraushuelen. Den Avis vum Staatsrot brauch e puer Stonnen, well den Austausch scho stattfonnt huet. A mer kënnen innerhalb vu 24 Stonnen hei als Chamber selwer doruwwer decidéieren!

Dat ass net geschitt, an dat ass dat, wat elo feelt. Dat ass d'Netpreparatioun vun der Regierung op dës exceptionnell Situatioun.

An dann eng allerlescht Remark. Et gëtt gesot, ëmmer erëm, an dat hunn och e puer Riedner hei ervirgestrach, jiddweree wier Deel vun der Léisung. Dat ass richtig! Mee ech hunn awer och e bëssen e schlecht Gefill dobäi, well ech hunn am Moment den Androck, wéi wann ëmmer méi esou d'Verantwortung vun der Kollektivitéit, vun den Institutionen iwwerdreie gëtt op déi einzelen Leit. An ech mengen, et ginn awer kollektiv Verantwortungen, déi d'Institutionen musse iwwerhuelen. An ech fannen et zum Beispill duerfir net richtig, datt ee seet op där enger Säit: „Bleif doheem!“, an op där anerer Säit: „Mer loosse den Horeca op.“ Well dat bedeit näischt anescht, wéi datt jiddweree selwer elo mol mat sengem Gewëssen an d'Réngt misst kommen: Soll ech dann elo nach wierklech an de Bistro goen oder net? Dat si Choixen, déi een an esou enger Situatioun, mengen ech, net sollt de Leit iwwerloossen.

Mir mengen, datt et richtig wier, op de Wee ze goen vun engem partielle Lockdown, deen et de Leit géif erméiglechen, wierklech ze iwwerliewen.

An dann als leschte Saz: De Rapporteur huet gesot, datt de Géigner de Virus ass. Ech mengen, datt dat stëmmt. Mir mussen awer och drun denken, datt de Géigner net deen ass, deen de Virus huet.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Marc Baum. A leschten ageschriwvene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol wollt ech ganz kuerz nach dem Här Engel an Erinnerung ruffen, datt et, an dat huet e jo elo déi lescht Minute gesinn, méi wéi eng Oppositions-partei gëtt an datt een an Zukunft vläicht, wann ee vun der Opposition schwätzt, dat dach e bësse méi differenziéiert ka maachen, wéi just vun enger Partei ze schwätzen.

Dann direkt déi zweet Äntwert, déi geet un den honorabele Kolleeg Jeff Engelen, deen hei dach tatsächlech vun 90 % falschen Tester fabuléiert huet. Ech weess net, wou wou en déi Zuel huet, wéi en dorobber kënn oder wat e viru gedronk hat, wéi e se sech zurechtgesponnen huet, mee ganz éierlech, et ass lächerlech!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Wa mir hei am héijen Haus mat esou offensichtliche Falschnouvenn erausginn an dann iergendeen dobaussen tatsächlech nach kéint mengen, dat wär richtig, ass dat irresponsabel! Dat ass quasi schonn de Geck mat de Leit gemaach. Ech denken, datt mer do wierklech sollten eis heibanne mat enger gewëssener Retenue üben. Well gitt emol eng Kéier an e Spidol kucken an da sot den Dokter, 90 % vun den Tester wäred falsch. Déi wäerten lech scho soen, wou déi 90 % richtig Tester leien!

An da vläicht eng Nott perséinlech. An nee, Här Kartheiser, ech ginn lech net d'Recht, eng Fro ze stellen, well ech hunn den Här Engelen adresséiert an net lech. Dee ka sech sécher selwer verteidegen.

An dann, Här Engelen, firwat dot Der eng Mask un, wann Der mengt, de Virus géif net existéieren?

■ **Une voix.** - Dat huet e jo net gesot.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Bref. Här Président, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat aus der Welt geschaaft, merci Här Rapporteur fir de Rapport. Merci awer och all deenen, déi gehollef hunn, datt dee Rapport zustane koum.

Mir haten eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an där Kommission. An och wann een um Schluss net alles matdréit, wat an deem Rapport steet oder am Gesetz steet, heescht dat net, datt net jiddweree vun eis säi Bescht gemaach huet, fir datt et e bessert Gesetz soll ginn. Well mir hunn als Chamber eng Responsabilitéit ze iwwerhuelen a mir musse zesummen eist Beschtméiglech maachen, fir eist Land a seng Mënschen esou gutt et geet duerch dës Kris ze begleeden.

Eist Bescht ass sécher net, der Regierung einfach nozelafen, mee natierlech och net, reng poleemesch an onkonstruktiv Kritik ze üben. Eist Bescht ass och sécher net, näischt ze maachen. Wat geschitt, wann een ze laang hesitéiert, hu mer an de leschte Woche gesinn. D'Regierung huet d'Vollek fir divers Pressekonferenze viru d'Télee geruff, just fir dann ze soen, datt keng nei Mesurë gebraucht géife ginn. An elo sinn awer Mesuren néideg.

Dat war kloer e Kommunikationsfeeler. D'Regierung huet ze spéit reagéiert, well wann ee sech op d'Coronastep-Etüde beriff, da gesäit ee schonn am September, datt mer um Niveau vun Juni/Julikum waren. Net am Oktober, am September! Dat heescht, mir hätten éischter kënnen reagéieren. Mir hätten éischter misse reagéieren. An trotzdem sollte mer eis net mat der Vergaangenheet beschäftegen, mee domadder ze kucken, wéi mer duerch déi Well hei duerchkommen.

An do kommen ech dann och op de Fong vun dësem Text. Den Text ass séier gestreckt gi mat der waarmer Nol, mat der ganz waarmer Nol. En ass ganz anescht haut wéi dat, wat e war, wéi en hei erakomm ass. Firwat? Well de Staatsrot, mee och d'Chamberskommission hir Aarbecht gemaach hunn. Well se Feeler verbessert hunn, deelweis gronrechtswiddreg Aschränkungen nach opgehuewen hunn.

Ech fannen eng ganz Rëtsch vun de Mesuren an deem Text gutt. A Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maache keen Heel dorauer, datt den Text mat enger Ausnam d'Zoustëmmung vun de Piraten fënnt. Mir hu scho viru dräi Woche proposéiert, datt mer sollten d'Zuel vun de Visiteuren doheem erofsetzen. Mir hu schonn am Abrëll hei op der Tribün gesot, mir sollten eng Begrenzung an de Grande-surfaces op Basis vun de Meterkareeën huelen. Zwou Mesuren, déi elo am Text stinn.

Erwaart also net vu mir eng ganz ondifferenziéiert Kritik hei un deem Text. Mee, an dat muss een och soen, eis feelt eppes an deem Text. Et feelt eis dran, kohärent ze sinn. Et feelt eis dran, fir engersäits net nëmme d'Privatbetrieber ze limitéieren an e Couvre-feu ze verhänken, mee och d'Diskussion iwwert den öffentlichen Transport, iwwert d'Schoulen nach eng Kéier, d'Maison-relaisen, well grad dat si Plazen, wou méi wéi zéng Leit zesummekommen. Dat sinn

déi Plazen, wou mer d'Distanciation physique och nach ophiewen zu engem groussen Deel. Do muss mer usetzen, well, an dat sollte mer net verheemlechen, mir wëssen alleguerten, datt d'Ustiechungen haut iwwerall geschéie kënnen.

An ech verweise vläicht och do op en interessanten Artikel vun der „El País“, déi elo eng Studie couvréiert huet, wéi ee sech an engem Raum duerch d'Aerosollen ustieche kann, ofhängeg vun deene verschiddeenen Zenarien. A jo, och do, an dat kann ech zouginn, huet d'Regierung Recht gehat, wéi se gesot huet: „Léift!“ Well dat reduzéiert effektiv d'Infektiounszuelen. Mee d'Studie weist awer och, datt dat net duergeet, datt eng Maskeflucht zum Beispill awer néideg ass, fir zesumme mam Duerchbruch derzou ze féieren, datt d'Leit sech manner ustiechen.

Wat d'Zich an d'Bussen ugeet, hätt misse vun Ufank u méi konsequent op méi héich Capacitéite gesat ginn. Jo, net iwwerall ass et méiglech. Mee do, wou et méiglech ass, soll et gemaach ginn. Et muss och d'Personal an deem öffentlichen Transport besser geschützt ginn. Do gouf et Versäumnisse. Ech mengen, et gouf elo grad geschwat vun Desinfektiounsgel. Dat si Saachen, do kéint de Staat als deen, deen den RGTR ausschreift, natierlech Afloss huelen.

Leider hu mer awer d'Gefill, datt mer hei generell net wierklech weiderkommen. Mir brauchen iwwerall méi Leit, méi Material, méi Ressourcen. Ressourcen, Material, Personal, wat deelweis net do ass. A firwat ass et net do? Ma well mer eis net laang genuch preparéiert hunn. An och dat gouf scho vu Kolleegen hei gesot.

Mir hätten eis éischter kéinte preparéieren. Mir hätten eis éischter misse preparéieren, um reglementaire Wee, um legale Wee, awer och ganz einfach um logistesche Wee.

Här Président, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kontakter gesetzlech op véier Persounen ze limitéieren ass gutt. Mee wie sech an der Vergaangenheet net un d'Limitatioun vun zéng Visiteuren gehalen huet an illegal Partyen am Bësch organiséiert huet, wäert sech elo och net vun enger Limitatioun vu véier dovunner ofhale loosse, an iwwerengens och net vun enger ominéiser Ausgangsspär, déi d'Regierung sech offensichtlech bei eisen Noperen ofgekuckt huet, ouni ze evaluéieren, wat esou eng Aschränkung bedeit a wat fir en Notze se bei eis kann hunn. Well op d'Fro, wéi eng wëssenschaftlech Basis eng Ausgangsspär dann hätt, war d'Äntwert: „Et gëtt keng wëssenschaftlech Evidenz, well d'Kris ass jo esou nei. Mir mengen, datt dat dat Richteg ass.“ An dat hu mer och bei de Riede vun der Majoritéit haut héieren: „Mir hoffen, datt dat heiten déi richteg Mesure ass.“

Här Président, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir geet dat net duer. Mir geet et net duer, Grondrechter anzuescheiden um Prinzip Hoffnung. Ech erwaarde mer, datt et, wann een esou eng incisiv Moosnam hëlt, Fakte gëtt derfir. Net Héiersoen, net e Bauchgefühl, net eng Stëmm aus dem Himmel, net eng Tablett, déi een op iergendengem Bierg fonnt huet, nee, wëssenschaftlech Fakten.

An duerfir, Här Präsident, wäert et lech net wonnere, datt mer den Artikel 3 aus dësem Gesetz, deen d'Ausgangsspär wëllt aféieren, net wëlle matdroen. An ech iwwerreechen lech eng Demande, fir eng Division de vote ze maachen. Wannechgelift.

(M. Sven Clement dépose une demande de vote séparé sur l'article 3 du projet de loi n° 7683)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Domadder kënnen mir nämlech engersäits den Artikel 3 ofleenen a falls sech eng Majoritéit géif fannen - et kann ee jo ëmmer hoffen, esou wéi d'Regierung dat mécht -, da kéinte mer dee ganze Rescht vum Projet matdroen. Ech hunn awer selte wéineg Hoffnung derfir.

Insgesamt free mer eis awer och, ob d'Regierung sech bewusst ass, wat fir Konsequenzen et fir Kulturschafender, kleng Commerçanten an d'Horeca huet, wat si keen offizielle Lockdown mécht an de Leit trotzdem réit, just nach déi Kontakter ze hunn, déi onbedéngt néideg sinn.

Soulaang et keen offizielle Lockdown gëtt, wäerten Independanten a Betriber keng nei Ennerstetzung kréien, obwuel déi ministeriell Recommendationen dem potenzielle Client ganz kloer soen: „Bleif doheem!“ Wéi solle Restaurants, Theateren an Musées gefüllt ginn, wann d'Leit just nach hir essenziell Deplacementer solle maachen? Dat geet net.

Hei kann d'Regierung elo net maachen, wéi wann alles an der Rei wär an ee ganz normal sengem Geschäft weiderhi kéint ngoen. D'Opfuerderung, doheem ze bleiven, muss, offizielle Lockdown hin oder hier, vun der Bereetstellung vu gewëssen Aidë begleet ginn, soss loosse mer all déi Leit, déi sech an hire Commerce esou just nach duerch de Lockdown gerett kruten, an dëser Well erdrénken.

Mir deposéieren awer, well mer en zweete Mangel gesinn hunn, haut och nach eng Motioun; eng Mo-

tioun, déi drop insistéiert, datt mer e klenge Mëssel behiewen. Dee klenge Mëssel ass awer fir vill Leit e grouse Mëssel, well et ass esou, datt am Chômage partiel virgesinn ass, datt e seng Demande fir den November bis den 12. Oktober muss age-reecht hunn. Den 12. Oktober, Dir erënnert Iech, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet nach kee vun dësen neie Mesurë geschwat. Den 12. Oktober ass also laanschtgaangen an eng ganz Rëtsch vu Betriber hu keng Demande gemaach; Betriber, déi awer elo no Ausso vum Aarbechtsminister dierfte vum Chômage partiel profitéieren, well se jo éischter zou- mache mussen.

Duerfir deposéieren ech eng Motioun, déi verlaangt, d'Areche vun der Demande fir de Chômage partiel fir de Mount November bis op den 12. November ze verlängeren. D'Regierung kann dann hei déi néideg Mesuren huelen, falls dat d'Zou- stëmmung féint.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest:

dass d'Gesondheetsministesch den 23. Oktober 2020 an enger Pressekonferenz gesot huet, dass eng „Beschränkung op dat Weesentlecht“ virum Hannergrond vun de steigende Covid-19-Infektions- zuelen elo wichteg wier;

dass de Premierminister an der Pressekonferenz vum 23. Oktober 2020 betount huet, dass d'„Interak- tion tëschent de Leit muss esou kleng wéi méig- lich bliewen“;

dass vill Leit besuert sinn ëm hir Gesondheet an ëm déi vun hire Léifsten an dofir hir Deplacementer a Kontakter aschränken, fir esou zu enger Baisse vum Infektionsstaux bäizetroen;

dass vill Independanten ëmmer nach schwéier mat de Konsequenze vum Lockdown ze kämpfen hunn, an duerch déi rezent Demande säitens der Regie- rung, sech op dat Weesentlecht ze beschränken, elo nach emol risquéieren, während mindestens engem Mount manner Clienten an/oder Oprtrag ze hunn;

dass d'Regierung sech am Koalitionsaccord d'Zil gesat huet, „Menschen, die von Armut und sozialer Ausgrenzung bedroht sind, mit den erforderlichen Ressourcen auszustatten, damit sie in vollem Umfang am wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Leben teilnehmen können“;

dass d'Demandé fir de Chômage partiel fir de Mount November hu misse bis den 12. Oktober 2020 agereecht ginn;

dass den 12. Oktober 2020 nach net gewosst war, dass Enn des Mounts géifen nei Covidmesurë gë- len.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

den Delai fir d'Areche vun der Demande fir de Chô- mage partiel fir de Mount November bis op den 12. November ze verlängeren.

(s.) Sven Clement.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, ech hoffen, et ass mer gelongen, däitlech ze maachen, datt eist Land trotzdeem virun enormen Erausfu- erderunge steet, och wann d'Analys, wéi ee se ueget, ënnerschiddlech ass. Et gi sanitär Problemer an de Schoulen, am öffentliche Transport, an d'Horeca kämpft dobaussen ëm hir Existenz. An alles, wat mir hei verleben hunn, fir der aktueller Situatioun Här ze ginn, ass eng fir eis inakzeptabel Ausgangs- spär an eng Limitatioun vun der Unzuel u Persou- nen, déi sech privat därferen treffen, déi ze laang op sech waarde gelooss huet an déi eleng einfach net duergeet.

Wann d'Regierung weiderhin d'Ae virun de Brenn- punkten an eisem Land verschléisst, kéint des Inf- ektiounswell eis nach vill méi schwéier treffen. Et kéint aus der Well en Tsunami ginn.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President. Ech mengen, ech wëll elo dem Här Clement keng Fro stellen, well en huet mer d'Wuert jo net ginn. Mee ech wëll allgemeng eng Bemierkung maachen, wéi mir hei am Parlament mateneen ëmginn.

An et ass, mengen ech, wichteg, och aus Respekt virun dësem Haus, datt mer eng gewëssen Héiflechkeet hunn, wa mer iwwereneen oder mate- nee schwätzen. Den Här Clement huet mech och schonn eng kéier en ale wäisse Mann genannt. Dat ka seng Meinung sinn. En huet dat awer och hei an der Pleniéire gemaach. En huet haut mengem Kolleeg Jeff Engelen ënnerstallt, en hätt Alkohol gedronk, ier en hei geschwat hätt.

Ech wëll dem Här Clement soen, datt ee sech an engem Parlament ënner Mënschen an ënner De- putéierten net esou soll verhalen. Wat de Contenu vum Här Engelen senger Deklaratioun ueget, kann

hie roueg eng aner Meinung hunn. Ech wëll just soen: Et gëtt ganz ënnerschiddlech Tester mat ën- nerschiddlecher Sensibilitéit an ënnerschiddlecher Zouverlässigkeet, et ass net illegal oder ille- gitimm, op déi Onsécherheeten opmierksam ze maachen. Den Här Engelen huet dat Recht! Här Clement, Dir kënt eng aner Meinung hunn, dat ass Aert Recht.

Awer mäi Punkt, deen ech hei wëll maachen, an ech mengen, datt och vill Kolleegen deen heiban- nen deelen, dat ass, datt mir et eis an eise Wieler schëlleg sinn, eis géigesäiteg ze respektéieren an héiflech ze behandelen.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Clement wëll dorobber reagéieren.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här Pre- sident, datt Der mer d'Wuert nach eng kéier gitt. Ech hu mat kengem Wuert insinuéiert, datt den Här Engelen hei viru senger Ried gedronk hätt.

(Brouhaha)

Ech hunn eng Tournure de phrase benotzt, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... an déi huet sech op d'Schreibe vu senger Ried bezunn, wat eppes ganz anescht ass wéi hei sur place, bref.

Dat Zweet ass: Den Här Kartheiser huet elo grad vu Meenungen iwwer Fakte geschwat. Ech fannen näischt méi geféierlech, wéi wann d'äst héicht Haus der Meinung wier, datt Meenungen an der Wëssenschaft méi héich ze bewäerte wäer wéi Fakten. Well Wëssenschaft baséiert op Fakten an net op Meenungen, a mir géife gutt drun doen, an dat hunn ech a menger Ried och méi wéi eng kéier gesot, eis op wëssenschaftlech Fakten ze beruffen an net op e Bauchgefühl oder op Meenungen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, e grouse Merci. Ech sinn och heihinner komm fir en Text, dee vun der Santé deposéiert ginn ass. Mee ech wollt als Regierungschef fir d'éischt den Institutioun Merci soen. Ech wollt der Chamber Merci soen, ech wollt dem Conseil d'État Merci soen, ech wollt dem Rapporteur Merci soen, ech wollt de Membere vun der Kom- missioun vun der Santé Merci soen, mee ech wollt och de Beamte Merci soen, ob dat hei ass, ob dat am Conseil d'État oder och an eise Verwaltungen ass, déi déi lescht Deeg a Woche wierklech eng exemplaresch Aarbecht geleescht hunn.

Ech wëll och direkt hei soen, Här President, dass verschidde Propose fir mech net akzeptabel sinn an ech wäert net op all Kritik agoen, déi vu ver- schiddene Leit hei gemaach ginn ass. Mee ech wëll just soen, dass ech den Toun vun de Riedner vun der gréisster Oppositiounspartei net ubruecht fonnt hu vis-à-vis vun der Seriositéit vum Sujet.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

An och fir iwwer Diktatur ze schwätzen an aner Saachen, ech mengen, dass de Seriö vun der Diskussioun en aneren Toun gefrot hätt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Staatsminis- ter, den Här Wiseler freet d'Wuert.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Nee, Här President. Ech maachen elo mol hei meng Ried fäerdeg.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo, duerno e Fait per- sonnel dofir.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, hei ass e Punkt, ...

■ **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat do geet iwwer- haapt net!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, hei ass e Punkt, deen a men- gen Ae ganz wichteg ass. Hei gëtt gesot, wéi wann een net préparéiert gewiescht wär, wéi wann d'Santé net geschafft hätt.

Här President, ech wëll dat hei net akzeptéieren. Testcapacitéiten, 90 Milliounen Maske si bestallt ginn, 2,5 Milliounen Schutzweste si bestallt ginn, Beootmungsapparater si bestallt ginn, zousätz- lech Personal ass bestallt ginn. Da si Pläng fir d'Spideeler mat verschiddene Phasen ausge- schafft ginn. Et ass e Plang ausgeschafft gi mat der Educatioun fir d'Schoulen. Et ass mat Ënner- stëtzung e Logistikzenter fir de ganze Besoin vun de Spideeler gemaach ginn. Et ass permanent Con- certatioun gemaach ginn. Et ass e Monitoring mat der Waasserverwaltung gemaach ginn. Et ass e Monitoring iwwer d'Infektione gemaach ginn. Et ass en Tracing gemaach ginn, dee consequent aus- gebaut ginn ass.

Ech kann net akzeptéieren, Här President, dass hei gemaach gëtt, wéi wann d'Santé déi lescht Méint net geschafft hätt. Et ass eng exemplaresch Aar- becht gemaach ginn.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- D'Regierung!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- An ech wëll dat wierklech hei ervir- strächen!

■ **voix.**- Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, ech wëll hei kuerz sinn, mee ech wollt e puer Saache just soen. Dat Éischt ass, dass dat hei eng schwéier Situatioun ass, eng schwéier Situatioun fir eis alleguerten. De 17. sinn ech vu Bréissel erëmkomm, do hunn ech en extrae CONGO och aberuff, Conseil de Gouvernement, well ech der Meinung war, dass et wichteg war, de Punkt ze maachen iwwer d'Situatioun, wéi se war. A mir hunn deen och gemaach. An deen Owend hunn ech mat der Gesondheetsministesch och e Point-presse gehat, wou mer eebe gesot hunn, dass mer an enger Situatioun sinn, wou et wichteg ass, dass jiddweree sech bewosst ass driwwer, wéi eng Responsabilitéit en och selwer dréit. An ech mengen, dass d'EEgeverantwortung, dat ass och vun anere Leit scho gesot ginn, de Piliere ass vun der Bekämpfung vum Virus, d'EEgeverantwortung, d'Responsabilisatioun.

Ech wëll net Premier sinn, ech hunn et schonn hei gesot, an an engem Staat liewen, wou d'Delatioun de Prinzip misst sinn, wou een deen anere wëllt uschmieren, telefonéiere fir ze soen: „Den Noper huet Gäscht!“ Mee mir gesinn awer, dass bei ver- schiddene Punkten de Respekt vun den Distanciations sociales, oder soe mer alt iwwerhaapt vu so- ziale Kontakter, net esou agehale gëtt, wéi een et brauch.

An dowéinsten sinn déi nei Limitatiounen, ob dat zäitlech ass, andeem een da vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer eng Spär huet, der, déi een och kontrol- léiere kann. Well ech sinn och frou, an engem Staat ze liewen, wou net owes ee schelle kënt fir ze kucken, ob mer zu zwoe, zu véier oder zu sechs doheim liewen. Dowéinsten sinn dat heiten Texter, déi sécher schwieerg Agrëff sinn an d'normaalt Liewen, an d'Fräiheete vun all eenzelnem Bierger. A mir sinn eis däers och bewosst. An duerfir hu mer och op ee Mount limitéiert de Vott gefrot vun deen- denen doten Texter, well mer eis bewosst sinn, dass et Moosname solle sinn, déi eppes bréngen.

Hei ass gesot ginn, et soll een ophalen, Moos- name just ze huele fir ze behaupten, et hätt ee Moosname geholl. An dann ass zum Beispill vun der App an deem selwechten Otemzuch geschwat ginn. Ech kann lech soen, ech hat virgëschter e Ge- spréich mam tschechesche Premier, dat war ee vun deenen éischten, deen d'App hat. Dee steet haut als ee vun deene Schlechtesten do, do huet d'App näischt gemaach.

A fir just eppes ze maachen, fir et ze maachen, fir herno kënnen ze soen: „Mir hunn et gemaach!“, wier déi falsch Saach. Dir hutt et jo matkritt, wann een dat wëllt maachen, da misst et eppes sinn, wat zentraliséiert ass. An d'Regierung mécht näischt, wou och d'Chamber an hirer grousser Majoritéit sech dergéint ausgeschwat huet.

Här President, dowéinsten wëll ech lech just soen, dass et fir eis alleguerte schwéier Decisiounen wa- ren, dass mer limitéiert Mesurë geholl hunn, och zäitlech limitéiert Mesurë geholl hunn. Mee ech muss lech ganz éierlech soen, dass mer d'nächst Woch e Moment de vérité hunn. D'nächst Woch e Méttwoch oder en Donneschen, dat heesch Métt vun der Woch, muss mer kucken, wéi d'Evolutioun vun den Zuelen ass. Mir mussen eis däers bewosst sinn, dass déi heite Mesuren déi sinn, déi antici- péieren, eeben och wéinst de Waassersanalysen, déi mer gemaach hunn. Well mer sinn der Meinung, dass et wichteg ass, do ze anticipéieren an net ze waarden, bis een herno d'Better voll huet, mee do au contraire ze anticipéieren.

An dowéinsten wäerte mer d'nächst Woch och nees e Bilan mussen zéien an da wäert ech och d'nächst Woch e CONGO maachen, wou mer dann eeben och iwwer déi Mesurë schwätzen, déi geholl gi sinn, iwwer déi Responsabilisatioun.

An do, muss ech lech soen, Här President, sinn ech ganz houfreg op d'Lëtzeburger, wéi d'Leit awer no deem Appell, dee gemaach ginn ass, och d'Gewun- nechte geännert hunn. An och d'Butteker: Hei ass gesot ginn, et misst all Buttek nei Dispositionen huelen, och déi kleng. Gleeft mer et, all Buttek wëllt, dass de Client sech sécher fillt, well all Geschäftsman weess, dass de Client net méi erëmkennt, wann e sech net sécher fillt a sengem Buttek. An et ass am Interêt vun Geschäftsman, dass en och selwer Mesuren hält a selwer och scho gesot huet: „Zu zwoe oder zu dräi am Buttek maximum!“

Dowéinsten, ech mengen, d'Zäit vun der Politique politicienne ass hei eriwier. An ech héieren zwar, dass normalerweis den Toun an der Kommissioun en aneren ass wéi deen, deen heibannen ass, wa Kameraen u sinn. Mee ech si frou, Här President, dass mer an deem heite Combat et fäerdegbruecht hunn, awer bis elo meeschens zesummen Deci- sionen ze huelen an de Bierger net d'Géfill ze ginn,

dass hei een deem aneren d'Schold wëllt ginn oder de Profit zéie vun enger Kris.

Ech hunn et scho gesot an ech soen et nach eng kéier: Dës Kris wanne mer just, wa mer zesammen- halen!

Ech soen Iech Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Premierminister. Vlächicht direkt fir den Här Wiseler Parole après ministre.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo, Här Staatsmi- nister, ech soen, Dir sidd wierklech de Spezialist am Verdréie vun de Wieder. Dat maacht Der all kéiers, wann Der Iech an den Eck gedréckt fillt a wann Der net méi wësst, wou eran an eraus. Ech akzeptéieren dat einfach net! Ech weess, wat ech gesot hunn, an dat, wat ech gesot hunn, hunn ech gemengt. A wann Der historesch kuckt, da stëmmt dat.

Dir stoungt hei virun enger Woch bei eis a viru 14 Deeg an Dir hutt gesot: „Mir hunn alles am Grëff, et ass kee Problem, mir geréieren déi Kris!“ Dat ass dat, wat Der hei gesot hat. Déi Zäit hat Der schonn oder Dir wosstt schonn déi Resultater, déi an de Kläranlage waren. Mir wosstet se net! Dir hat se scho vun der Woch 42, wou se massiv an d'Luucht gaange sinn, an Dir hutt net reagéiert. Dir hutt eis awer eppes anescht erzielt. Dir hutt eis dat och nach d'lescht Woch erzielt. An zwee Deeg duerno, e Freideg, kommt Der a sot: „Elo ass alles anescht. Elo muss mer déi Moosname maachen, elo komme mer guer net méi derlaanscht!“

Ech fannen, datt dat net seriö ass, esou wéi Der dat hei gemaach hutt. An ech soen lech just: Anstatt hei deenen anere Leit d'Wieder ze verdréien, sollt Der Är Aarbecht maachen, da géif et eis alleguer besser goen!

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wiseler. Ech ginn d'Wuert zrëck un de Premierminister.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ech brauch hei kee Kommentar ze soen, hei kréien ech den Toun nees eng kéier bestätegt.

(Brouhaha)

■ **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir hätt lech solle vir- drun nolauschten.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Da géif ech d'Wuert weiderginn un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).**- An ausserdeem, Här Bettel, wa mir an där Situatioun hei heiansdo këne rose sinn, da musst Der dat och verstoen. Well kuckt emol, wat dobausse geschitt mat de Leit! An dat mécht mech nervös an ech sinn nu wierklech getraff dovunner. Dat soen ech lech ganz éierlech, ech sinn déif getraff dovunner!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci. Da ginn ech d'Wuert un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, säit siwe Méint gëtt Lëtzebuerg a Schach gehale vun en- gem Virus. En ass aggressiv. En ass Gott sei Dank relativ simpel. En huet en einfache Wee, wéi e wei- dergeet vun engem op deen aneren. Mee aggressiv ass en.

Säit siwe Méint hu mer all Dag nei Erkenntnisser. An awer kréie mer quasi all Dag nei Lektiounen u Bescheidenheet. Trotz immensem techneschem a medezinneschem Fortschritt, trotz engem relative Wuelstand an Europa, ass kee Wëssenschaftler an och keen Expert, dee mat 100%eiger Sécherheet hei ka virussoen, wat an den nächsten Deeg wäert ge- schéien. Dat soll engem ze denke ginn.

Réckbléckend erkennt een esou munches, a lues a lues këne mer op Etüden zrëckgräifen, déi net méi um Modell vu China fousen, mee déi méi konkret eis eege Situatioun hei a Lëtzebuerg belichten an och an Europa.

Wat wësse mer entre-temps? Ma mir wësse virun allem, datt mer ganz viles nach ëmmer net wës- sen. Mir wëssen och, dass zumindest emol den Hierscht an de Wanter nach ganz sauer wäerte ginn an dass mer nëmme kollektiv a solidaresch duerch dës Kris këne kommen.

All Schrott, deen een an deser Situatioun hält, an och all Schrott, deen een net hält, ass noutge- dronge mat Kollateralschued verbonden. An dofir ass et esou wichteg, dass mer all Schrott wierklech gutt duerchdenken, eis net duerjerneemaache loos- sen, net a Panik verfallen. An et ass och wichteg, dass mer ganz schnell a ganz flexibel kënnen op nei Situatiounen reagéieren.

Et gëtt hei vill widderholl, dass mer viru 14 Deeg schonn hätte misse wëssen, wat kënt, an déi heite Mesuren huelen. Ech wëll drun erënnere, dass mer viru 14 Deeg, dat war esou ëm den 12. Oktober, grad emol véier Leit op Intensivstatiounen

haben. Mir hate ronn 50 Leit an den normale Better a mir haben eng Altersstruktur bei eisen Neinfizierten, déi extreem niddreg war. Déi ass ganz transparent ëmmer kommunikiert ginn. Do war also kee Grond, eppes virauszegesinn, wat op eng lwwerlaaschtung géif hindeiten.

Och d'Resultater vun de Kläranlage vun deem Zäitpunkt, déi waren net alarmant, déi waren duerchscheinend méi niddreg wéi dat, wat mer kannst hunn am März an Abrëll ...

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ou?

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - ... a se waren och besser ...

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Dat ass net wouer!

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Ma da kënne mer dat gären am Detail diskutéieren mat deenen Zoustännegen.

(*Brouhaha*)

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech hat eng Question parlementaire urgente virgëscht gestallt. An opgrond vun där Question parlementaire urgente sinn éischtmoleg emol déi Donnéeën vun de Kläranlage public ginn, contrairement zu deem, sou wéi gemaach ginn ass, dass dat scho permanent an der Éffentlechkeet gewiescht wär. Et fënnt een déi elo op enger Rei vu Sitten, a Gott sei Dank fënnt ee se op de Sitten, well dat huet de Medien nämlech erlaabt, gëschter an haut emol op déi Donnéeën anzegoen.

A wat ech liesen an der Woch 42, an d'Woch 42, dat ass just viru 14 Deeg, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Wolter, ...

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Wat ech liesen an der Woch 42, Madamm, dat ass, dass d'Wärter an de Kläranlagen iwwert deem waren, wat mer am März, Abrëll, Mee a Juni haben. Dir kënnt also net heihinnerkommen a soen, et wär net alarmant gewiescht. Au contraire! An d'Leit brauchen dat just nach ze liesen elo an der Éffentlechkeet. Déi Zuelen, déi waren esou schlëmm, dass Der eigentlech viru 14 Deeg, Madamm, schonn hätt misse d'Chamber zesummeruffen an där zoustänneger Kommissioun an hinnen d'Wourecht soen. Dat ass net geschitt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Wolter, ech wëilt just soen, dass ech lech d'Wuert net ginn hat. An d'uerfir ginn ech d'Wuert elo zrëck un d'Madamm Ministesch.

(*Brouhaha*)

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Voilà! Jiddefalls déi Donnéeën, op déi mer eis baséieren, sinn accessibel, se sinn op dem Site vun der Waasserverwaltung ze fannen.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Säit gëschter.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - A jiddwee ka se ablécken. Se sinn och ëmmer resuméiert gi vun eis. Dir hutt elo e puer Méint matenee genannt, ech hunn de Comparatif gemaach mat deene Méint, wou mer un Pic waren an net mat Abrëll/Mai, fir dat kloerzestellen. An d'Wärter waren och méi niddreg, wéi mer eis zweet Well am Summer haben. Mee, wéi gesot, déi Donnéeën sinn disponibel, déi stinn der Éffentlechkeet zur Verfügung a mir huelen och gären dozou Stellung, wann dat muss sinn.

Ech géif gären drun erënnern, dass, nodeems mer e schnelle Lockdown gemaach hunn, deen iwwerall als effikass begréisst ginn ass, mer duerno an e virsiichtegen Deconfinement eriwergaange sinn, dee mer och vergläichweis gutt gemeschert hunn am Verglach zu anere Länner, ouni exzessiv Doudesrat an tragesch eethesch Decisiounen, déi hätte misse an de Spideeler geholl ginn, esou wéi een dat an anere Länner gesinn huet.

Mir goufen dunn eng éischte Kéier matten am Summer au dépourvu geholl mat enger Hausse, mat där kee gerechert hat, déi keen eis esou virausgesot hat. An nee, mir hate kee rouege Summer. Mir haben en akuten Ustig vun eisen Zuelen am Summer, deen eis enorm gefuerdert huet. Eis Leit hunn duerchgeeënd geschafft. Déi Zäit, déi mer gehofft haben ze hunn, fir en anständigen Debriefing kënne ze maachen, fir e bësse Recul ze hunn, fir d'Batterien nees ze fëllen, déi war eis net gegénnt, well mer matten am Summer eng Well haben, bei där mer genauos geziddert hunn, wéi mer et elo hunn, well och do wousste mer net, ob mer et géifen an de Grëff kréien, ob mer et géife packen, ob eisen Tracing et géif packen oder net.

Dat hu scho vill Leit nees vergiess. Mee dat war eng ganz elle Situatioun fir eis. D'Leit ware scho midd vun där éischer Phas, déi laang war, déi ustrendung war, a keen hat heimadde gerechent.

Eis Leit sinn also net am Hierscht erholl oder brongebrennt erëmmkomm. Nee, eis Leit waren ausgebrannt a midd duerch laang, laang Aarbechtsstonden, an dat scho säit Wochen a Méint, am Fond, fir genau ze sinn, duerchgeeënd säit Ufank vun där Pandemie.

Trotzdem hu mer et färdgebruecht dank hirem Asaz. An dofir e ganz grousse Merci un déi, déi hei permanent un der Front ënnerwee sinn, och op Käschte vun hire Familjen zum Deel, déi e bëssen ze kuerz kommen an dësen Zäiten. E grousse Merci u si, well si hunn et färdgebruecht, iwwert de Summer an trotz där zweeter Well, mat där mer gekämpft hunn, eng Strategie opzestellen, fir den Émgang mat der Pandemie fir den Hierscht en place ze setzen.

Dës Strategie huet trotz konstante Virsiichts-moosnamen, wéi zum Beispill enger genereller Maskepflicht, do wou de Public an an aus geet, an och enger Sätz- a Maskepflicht bei Rassemblementen vu méi wéi zéng Leit, wäitgeeënd Normalitéit hei am Land erlaabt. Et huet eis nees en Ausbléck ginn op dat, wat mer eis alleguerte wënschen, en Zrëck an eist normaal Liewen, och wann esou munchereen zu deem Moment, an ech géif gären erëm drun erënnern, well och dat gëtt vergiess, ëmmer méi haart no méi Fräiheete geruff huet a mer wierklech a Bedrängnis komm si fir ze erklären, firwat mer net méi schnell oplockereren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn haut frou, dass mer dësem Drock net noginn hunn a virun allem ons och net ofbréngelooss hu vun onser ambitiéisier nationaler Teststrategie, déi entre-temps op ganz ville Plazen imitéiert gëtt, mee bis dato nach néierens wierklech egaléiert ass.

Dank eistem Frühwarsystem, dee wuel net perfekt ass, awer am Verglach mat deem, wat aner Länner en place hunn, dach ganz performant ass, war et ons méiglech, verschide Parametere ganz zäitno ze kucken, soudass mer och Métt Oktober ganz schnell konnten erkennen, dass sech op en Neits eng méi schwierig Phas géif ubanen.

Opgrond vu verschiddene gréisseren Ausbréch an Altersheemer, mee och generell opgrond vum Fait, dass d'Unzuel vun eelere Leit bei deenen, déi mat Neinfekiounen derbäi waren, iwwert déi lescht zéng Deeg gekuckt eropgaangen ass, hu mer och generell festgestallt, dass niewelaanscht de Virus wierklech allem Uschäin no amgaangen ass, sech queesch duerch eis Gesellschaft auszedeenen.

Dést war kloer en neie Moment hei zu Lëtzebuerg, eng Tendenz, déi kuerz drop, den 22. Oktober, duerch de Rapport hebdomadaire zu de Kläranlage bestätegt gouf.

Ech si frou, dass mer als Regierung dunn net weider op eng definitiv Bestätegung iwwert déi nächst puer Deeg ofgewaart hunn, mee dass mer direkt en Appel à la vigilance renforcée gemaach hunn an erausgaange sinn, fir de Leit ze rappeliéieren, wéi wichteg et ass, direkt ze reagieren, fir dass mer kënne hei zrëckruderen.

Dést war verstärkt ginn duerch eng ganz staark Mediecampagne, déi mer lancéiert hunn, souwuel fir de Rappel vun de Geste-barrière queesch duerch eis Gesellschaft wéi och fir en Appel, dass d'Leit solle wannechgelift matmaache beim Large-Scale-Testing, da wa se eng Invitatioun kréien. Mir wëssen, dass d'Adherence nach ëmmer ze wënschen iwwerg léisst. Ech sinn awer ganz frou, kënne matzedeelen, dass no dësem Opruff d'Invitatiounen e vill bessere Succès haben. D'Rendez-vous gi geholl a mir sinn entre-temps wierklech bal op ganzer Capacitéit, wat mech natierlech immens freut. Do gesäit een och, wéi schnell d'Leit dach awer verstinn, dass d'Situatioun geännert huet an och deementspriedend hiert Verhale geännert hunn.

Et ass haut absolutt kloer, dass déi Tendenz, déi sech ukënnegt, absolutt muss gebrach ginn. Mir hunn ni de Géigendeel gesot. Soubal se sech ofgezeent huet, war et den Appel à la vigilance renforcée. Net einfach esou, mee well dat eng Tendenz ass, déi een op Dauer net ka stäipen!

De Kampf géint de Virus ass net nëmmen e permanente Seeldanz ouni zolidd Netz, mee et ass a bleibt nach ëmmer e Kampf géint d'Zäit. A wann dësse Virus bis ausser Kontroll geréit, da verbreet e sech esou rasant, dass et ouni drastesch Moosnamen net méiglech ass, fir en anzedammen.

Dat sinn Erkenntnisser weltwäit an deene musse mir ons och nolens volens beugen. Mir sinn dofir all Eenzelnem immens dankbar, deen onsem Opruff spontan nokomm ass, ouni de Vott vun dësem Gesetz ofzawaarden. Doduerch hu mer wäertvoll Deeg gewonnen. A mir sinn och frou ze gesinn, dass d'Zirkulatioun schonn e bësselchen erfogaangen ass. Dat ass dat, wat mer elo gebraucht hunn.

Ob de Wandel, deen dësen Opruff offensichtlech bei ville Leit matbruecht huet, wäert duergoen, dat wäerte mer spéitstens Métt nächster Woch kënne gesinn, well et eng gewëssen Zäit brauch, wa Mesurë kommen, wann e Changement am Behuele kënn. Dat gesäit een net direkt den Dag drop, soudass mer och net sollen a Panik sinn, dass d'Chifferen net direkt déi éischt zwee Deeg duerno erëm erfogaange sinn. Dat wär absolutt onlogesch gewiescht. Mir brauchen do Gedold. Mir müssen do e bësselchen ofwaarde fir ze gesinn, ob déi Change-

menter, déi Gott sei Dank scho stattfonnt hunn a fir déi mer wierklech jiddwerengem Merci soen, ob déi hir Früchte wäerten droen, ob mer och dës Kéier nach mat engem bloen An dervukommen oder ob dat net de Fall wäert sinn.

Nieft all de Mesuren, déi haut offiziell zum Vott stinn an déi souwuel all Eenzelne vun ons, mee leider Gottes och Verschiddener méi staark wéi aner wäerten treffen, ass et haut mäin drénglechsten Appell, zesummezestoen an alleguerten ze hëllefen, wou et nëmme geet.

Et ass scho virdu gesot ginn: De Mënsch ass net gemaach, fir am Dauerstress ze funktionéieren. D'Personal, d'Beamten un der Front sinn ausgelaut. D'Kollateralschied, déi mer souwiso scho wäerten hunn duerch dës Kris, wäerte sech zuspéiten, dat ass net ze evitéieren. An et ass dofir wichteg, déi Solidaritéit an déi Hëllefbereitschaft vun der éischer Stonn elo oprechtzerhalen.

Ech géif och gären all deene Merci soen, déi iwwert déi ganz Wochen a Méint sech wierklech gutt un d'Mesurë gehalen hunn, well ech sinn zouversichtlech, dass e grousse Deal, dee gréissten Deal vun eise Leit sech wierklech dorunner hält an dass mer et och dës Kéier nach eng Kéier kënne packen. Wa mer alleguerten zesummestinn, da kënne mer dat packen. Mir si gutt opgestallt. Mir si verhältnisméissig besser opgestallt wéi aner Länner a mir hunn nach eng Chance. A mir sollen un déi gleewen. A wann et net esou ass, wa mer et net gepackt hunn, da wäerte mer och eis Responsabilitéit huelen a schnell handelen, fir dann déi néideg Schrëtt ze huelen.

Mee nach ass et net esou wäit a mir sollen eis elo deen Optimismus loosse a wierklech alleguerten zesummestoen, zesummenhalen a jiddwee motivéieren, fir elo matzemaachen. Et ass elo, wou et géllt.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Vu säite vun der Santé si mer duerchgeeënd beméit, dës Kris esou gutt wéi méiglech ze encadréieren an déi Moyenen zur Verfügung ze stellen, déi elo gebraucht ginn. An deem Sënn wëll ech drun erënnern, dass mer vun Ufank un de Spideeler d'Moyene ginn hunn, fir sech ëmzeorganisieren, souwuel um Niveau vun hiren Infrastrukture wéi um Niveau vum Personal, a mir hunn och generell d'fir gesuergt, fir do Entlaaschtung ze schafen, wou et nëmmen iergendwéi méiglech ass.

An deem Sënn hu mer vill nei Strukturen geschaff, am Ufank eis CSAen, elo säit e puer Deeg deen neie Centre de consultation Covid, deen nees opgaangen ass. Mir hu krisesezifesch Gardesysteme ageféiert mat adaptéierte Remunerationssystemer, Teleconsultatiounen a villes méi en place gesat.

De Plan de prise en charge, dee vun de Spideeler ausgeschaff ginn ass, erlaabt eis elo, Dag fir Dag derfir ze suergen, dass e Maximum u Services kann oprechterhale ginn, an och zäitno ze evaluéieren, wéi akut d'Situatioun ass.

An deem Sënn hu mer en dagdeeglechen Austausch mat eise Spideeler. Mir hunn eng Cellule de crise, déi taagt all Dag. An dat erlaabt eis och ze gesinn, wann et iergendwou quackst. An deem Sënn si mer och säit der leschter Woch an absoluter Alarmbereitschaft a mir suivéiere genee, wat sech um Terrain deet.

Ech sinn och ganz frou, kënne ze anoncéieren, dass déi Gespräicher, déi mer iwwert de Weekend gefuert hunn tëscht der Direktioun, der FHL (ndlr: Fédération des hôpitaux luxembourgeois), der CNS an och der Dokteschgewerkschaft, et erlaabt hunn, ganz schnell Pisten ze fannen, fir déi Phas 3 an de Spideeler, an där mer elo sinn, beschtméiglech ze bewerkstelliger an idealerweis och erëm esou schnell wéi méiglech kënne ze verloossen.

D'FHL huet ons gëscht hir Revendicatiounen opgrond vun deenen Diskussiounen matgedeelt. Et geet drëms, Tachen eropzesetzen, administrativ Aarbechten elo schnell erofzesetzen, fir e Maximum u Personal ze liberéieren. Mir wäerte kucken, Prertraiten ze mobiliséieren an domadder den Zousaz u Besoin u Personal, dee chiffréiert ginn ass, méiglechst mat interne Ressourcen ofzedecken, fir ze evitéieren, dass mer weiderhin an der Groussregion zu vill aggressiv rekrutéieren.

Ech sinn och ganz, ganz frou, dass ech an deem Schreiwes vu gëschter d'Zousaz kritt hunn, dass dat wäert evitéiert ginn, dass mer wierklech do all Effort maachen, fir bei eis nach Zousazcapacitéite fräizemaachen, vläicht d'Tachen eropzesetze vu Leit, déi Deelzäit schaffen, an eeben, wéi scho gesot, verstärkt zrëckzegräifen op Leit, déi schonn an der Retraite oder Prertraite sinn.

Aner Piste bestinn doranner, d'Hospitalisation à domicile elo weiderzedanken. Dat war e Projet méttelfristeg. Mir zéien deen elo vir a kucken, wat mer do kënne kuerzfristeg en place setzen, fir dat ze verstärken, fir ze erlaben, dass och grad eeler Leit kënne doheem en charge geholl ginn. Mir hu

Ligne-de-gardë lafe säit Kuerzem duerch eng Konventioun tëscht dem Ministère an der AMMD, wat et erlaabt, d'Leit an den Altersheemer besser ze betrieen, an et evitéiert, eng Surcharge an den Urgencen ze provozéieren duerch Aliwwerungen, déi kéinten evitéiert ginn.

De Personalmanget kënne mer awer net aus der Welt schafen. Mir kënne eis keng Leit zauberen. Mir kënne nëmme mat deene Meedercher danzen, déi mer hunn. An dat ass eng Schrauf, un där schweier ze dréien ass.

Mee och hei si mer gewëllt, an dat opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer geféiert hunn, an opgrond vun der Gravitéit vun der Situatioun, an där mer sinn, op de Wee vun amenagéierte Quarantänen ze goen, esou wéi Der dat a verschiddenen anere Länner gesitt. Dat betrëfft de Gesondheessektor, d'Spideeler, och de Secteur vun de Soins à domicile, e Secteur, wou mer mat Professionellen ze dinn hunn, déi geschoult sinn, fir Hygiënemoosnamen ze respektéieren, déi ëmzegeweisse mat infektiöse Leit an déi sech ze schütze wëssen.

Dat ass e Wee, dee mer net gäre ginn, mee vu dass mer akute Personalmanget hunn an dass mer absolutt Prioritéit drop setzen, dass eise Gesondheessektor ka weider funktionéieren, dass d'Leit déi Soine kënne kréien, déi se brauchen, och grad an de Reseauen, ass dat eppes, wat mer elo wäerten an d'A faassen a wat elo als Acquis ka gëllen.

Ech hunn och net méi spët wéi haut der FHL zugest, dass hir Revendicatiounen absolutt gerechtfertigt sinn an dass d'Regierung bereet ass, deenen nozokommen. Mir wäerten do keen Dissens kréien. Déi Moyenen, déi gefrot sinn, wäerte mer fräischäffelen an déi wäerten d'Spideeler kréien.

Wat elo d'Enkpäss an de Laboe betrëfft, géif ech gären ervirsträchen, dass och do den Enkpäss net op den Infrastrukture läit. De Problem ass net, fir Statiounen opzerrichten. Et ass d'Personal ..., fir genau ze sinn: Et sinn d'Preleveuren, déi eis feelen! Do si mer op kompletter Capacitéit am Moment. Mir wäerten nieft deene Beruffer, déi mer elo schonn ausgewisen hunn, déi normalerweis dësen Akt net maachen, déi mer habilitéiert hunn, och nach aner muer ausweise mat engem Projet, deen an der Regierung wäert presentéiert ginn. Dat sinn ënner anerem d'Pompjeeën. Mir denken och un d'Apdikter. Et gëtt nach eng Rei Beruffer, wou ee sech ka virstellen, dass een déi och wierklech iwwert de Wee vun enger Zousazausbildung esou wäit kritt, fir kënne hei eng Hand mat unzepaken. Och do maache mer alles, wat mer kënne. Mee zaubere kënne mer net.

Mir rekrutéieren, mir schoulen ëm, mir maachen, wat mer kënne. A soubal mer méi Personal hunn, wäerte mer och deementspriedend d'Capacités eropfuere. Mee de Bottleneck, den Enkpäss, dat ass d'Personal! Et ass net de Wëllen, et ass net iergendeppes, wat arbiträr decidéiert gëtt, wou eppes hikennt. Mir setzen déi Capacités do an, wou et am meeschte Sënn mécht, an am Mooss vun deem, wat mer zur Verfügung hunn.

Ech sinn, ech hat et virdu gesot, ganz frou, dass de Large-Scale-Testing elo besser zitt. Mir hu ganz vill an eng Campaigne investéiert säit zwou, dräi Wochen, fir d'Leit wierklech ze mobiliséieren, hiren Aluedungen nozokommen. Dat gräift. An ech sinn och ganz frou, dass eebe justement no eistem Appel à la vigilance renforcée vun der leschter Woch d'Zuele wierklech gutt eropginn. Ech hunn elo vir-drun nach Bescheid gesot kritt, dass mer quasi op ganzer Capacitéit sinn. Dat erlaabt eis et - an ech si prett an do och vun Ufank un engagiert -, esoubal mer d'Capacités hunn um Niveau vun de Ressources humaines, natierlech déi Testcapacités eropzeféieren. Dat ass eis Ambitioun an dat wäerte mer och maachen. Dozou brauche mer net opgefuerdert ze ginn.

Da sinn ech och ganz frou, dass déi Schnelltester, vun deene säit Laangem rieds ass, op déi mer alleguerte waarden, endlech de CE-Label hunn. Déi sinn elo hei an Europa am Asaz. An net méi spët wéi haut am spéide Moien hunn ech eng Propos vun der Direktioun kritt, wéi mer déi hei zu Lëtzebuerg wëllen an den Asaz bréngen. Dat ass inspiréiert vun engem Avis, deen dee franséische Conseil scientifique ginn huet, an och vun der Positioun vun de Schwäizer, déi op gëscht datéiert.

Eis Positioun wäert ganz staark inspiréiert si vun där Schwäizer. Wat bedeit dat? Ben, dat ass en neie Schrëtt no vir, op dee mer vill Hoffnung setze, fir eis Laboen ze dechargéieren. Dës Schnelltester sollen haaptsächlech bei symptomatesche Patienten agesat ginn. Dat ass d'Recommandatioun, also bei de Generalisten. Mir wäerte se awer och generell an de Spideeler asetzen an den Altersheemer, quitte dass, wann ee positiv getest gëtt, mer dat nach eng Kéier crosschecke mat engem PCR-Test. Mee dat wäert eis ganz vill méi Flexibilitéit ginn an deenen nächste Wochen a Méint; Flexibilitéit, déi mer dréngend brauchen.

Wéi scho gesot, a Fonctioun vun der Disponibilitéit vun de Preleveuren - do si mer wierklech amgaan-

gen, drun ze schaffen - wäerte mer och weider Teststationen opmaachen. Dat ass alles geplangt. Et si schonn zwee Drive-innen, déi esou guet ewéi prett sinn. Mir mussen just nach déi mat Leit bestéckt kréien.

Wat och wierklech wichteg an essenziell ass, dat ass, dass mer weiderhin eis Gesondheets- a Fleegeberuffer testen. Derbäi zielen ech och de Beräich vum Handicap an d'Soins à domicile. Dës gi reegelméisseg getestet. Ech hunn de Moien dat nach eng Kéier nogefrot, well et ee Moment a Fro gestallt war. Déi waren eigentlech ëmmer am Programm, och scho beim Large-Scale-Testing 1. Allerdingen muss ee soen, mir fueren do mat Lëschten, déi jo elo och spezifesch an der Kris iwwerhaupt erstallt gi sinn op Basis vun den NACE-Coden. An et ass esou, dass mer effektiv bei der Übergab elo op de Large-Scale-Testing 2 duerch eng verstärkten Zusummenaarbecht mat der IGSS déi Lëscht konnte completéieren. Do war am Ufank net all Mënsch erfaasst. Dat hu mer alles misse lues a lues epuréieren. Mir hunn do eng Rei Feedbacke kritt fir ze aktualiséieren.

Ech kréien awer gesot, dass dat elo absolutt komplett ass, um leschte Stand, och crossgecheckt mat den Donnéeën vun der IGSS, soudass déi Berufler am Zwouwocherhythmus duerchgetest ginn, all-egueren. Dernieft hu mer schonn e puermol eng Aktioun lafe gehat, ganz spezifesch an den Altersheimer, eng Kéier méi fréi an der Pandemie an och elo nees, eebe säit deem Ustig, dee mer kennen, wou mer e Plang lafen hunn, wou d'Altersheimer elo systematesch no Prioritéiten natierlech duerchgetest ginn. Mer fänken do un, wou et akut ass am Moment, wou Clustere sinn.

Mee de Plang ass, fir och elo nach eng Kéier sämtlech Altersheimer duerchezetesten, souwuel um Niveau vum Personal wéi bei de Residenten. Mee och um Niveau vum Sous-traitanten, do fonctionnere mer mat Voucheren, déi d'COPAS zur Verfügung huet, fir eebe mat den Haiser ze kucken, mat wéi enge Sous-traitanten dass se do eraginn, fir dass eis do néierens en doudege Wénkel echappéiert.

Och d'Apdikter wäerte systematesch getest ginn. Dat ass de Moien och gefrot ginn, dat ass awer méi rezent effektiv an och net esou mat där nämmlecher Reegelméissegheet wéi d'Dokteren an d'Infirmieren. Mir hunn do Prioritéite gesat, wéssend natierlech, dass eis Capacitéit beschränkt sinn, dass mer net kënnen bis an den Himmel testen. Mir testen enorm vill hei zu Lëtzebuerg am Verglach zu anere Länner, wierklech onvergläichbar vill. A wéi gesot, soubal mer Capacitéiten hunn, fuere mer déi erop. Soubal mer d'Leit hunn, setze mer Teststationen bäi.

Ech géif ofschléissend drop hiweisen a rappeléieren, dass dës Pandemie scho ganz ville Leit den Otem geholl huet an dass et wichteg ass, dass mer net och elo nach ufänken, eis d'Loft ze huelen een deem aneren. Et ass wichteg, dass mer elo zesummestinn, dass mer solidaresch sinn an dass mer et packen. Mir sinn an engem Marathon, wou kee sech fräiwëlleg ageschriwwen huet, wou keen derfir trainéiert hat a wou eist Zil net ass, als Éischt iwwert d'Linn ze goen. Eist Zil ass wierklech, zu esou vill wéi méiglech esou gesond ewéi méiglech an esou zolidd wéi méiglech hannen unzekommen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Gesondheitsministesch. An ech gi Parole après ministre fir den Här Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hat virdu gemengt, Dir hätt mer d'Wuert och ginn. Ech sinn awer frou, dass Der mer et ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dir hat lech et geholl. A well ech awer ganz fei sinn, hat ech lech et och gelooss.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo. Dat ass ganz gentil, Här President.

Et hunn eng Rei Virriedner viru mir gesot, dass, wann ee Mesurë wëllt appreciéieren och als Parlamentarier, ee muss Donnéeën hunn. Et muss ee wëssen, was Sache ist! Et ass nëmmen, wann ee weess, was Sache ist, wou een och kann appreciéieren, ob Mesurë proportionell sinn, ob se justificéiert sinn an ob se och deem Effet kënnen kréien, deem ee sech erwaart. Den Här Baum, den Här Clement an anerer hunn dovunner geschwat.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn e Méinden eng Question parlementaire urgente un d'Madamm Santéministesch gestallt, ganz einfach, well ech iwwert de Weekend gewuer si ginn, dass et vum LIST aus Donnéeën géife ginn, déi géife weisen, dass d'Charge an de Kläranlagen net eppes ass, wat d'lescht Woch e Mëttwoch eigentlech eréischt op d'Tapéit komm ass, mee schonn déi Woch virdu gewosst war.

Ech hunn eng Äntwert kritt op déi Question parlementaire, dass ech op Sittte vun der Regierung

kéint kucken, well do géifen déi Donnéeën stoen. Mir hunn eng Recherche gemaach, an eisen Informatiounen no sinn déi Donnéeën effektiv gëschter dann zäitgläich mat der Äntwert op de Site gesat ginn, waren also dee Moment, wou ech meng Question parlementaire gestallt hunn an och déi lescht Wochen net der Öffentlechkeet disponibel.

A wann ech déi Dénger da kucken - ech weess net, wéi ech lech dat elo ka weisen -, ...

(**M. Michel Wolter montre une documentation.**)

... déi ech da vun de Sittte vum Staat erfliessen, da gesäit ee kloer an däitlech, dass d'Charge an de Kläranlagen an der Woch 42 ..., dat ass also déi virregt Woch, déi Woch, wou mer hei Debat iwwert den État de la nation haten, déi Woch, wou de Staatsminister hei der ganzer Opposition gesot huet, mir géife jo souwisou nees näischt von där ganzer Geschicht verstoen - dat huet en haut jo och nees mam Här Wiseler probéiert ze maachen -, si hätten alles am Grëff, ënner Kontroll. Mir brächten eis do keng Gedanken ze maachen an d'Land och net.

Wann ech d'Resultater vun der Woch 42 kucken, da stellen ech fest, dass déi Resultater quasi an alle Kläranlage méi schlëmm sinn, wéi mer se jeemoools an där ganzer Zäit vu virrun haten. Gréng, orange, rout. Esou liesen ech dat! An der Woch 42, wéi mer den État de la nation haten, ass samschdes eng Pressekonferenz annoncéiert gi vun der Regierung, samschdes, de 17.10. D'ganz Land huet sech drop agestallt, dass elo nei Mesurë géife geholl ginn. An d'Resultat war, dass de Staatsminister virun d'Press getrueden ass a gesot huet, hien hätt alles ënner Kontroll. Et wär alles tipptopp, mir brächten eis keng Gedanken ze maachen, si wéissen, wat se géife maachen.

Ech froe mech, ob net dee Moment hätte scho missen a sollen aner Propositionen op den Dësch kommen, déi dunne, well ech net derbäi sinn am Regierungsrout, well ech also net weess, wat genau do gesot ginn ass a wie wat gesot huet, net zréckbehale gi sinn.

An et ass eréischt de leschte Mëttwoch eppes geschitt, wéi d'Resultater aus der Woch 43 du komm sinn, déi Der hei nees gesitt, ...

(**M. Michel Wolter montre une autre documentation.**)

... wéi et dëser Regierung net méi méiglech war, fir näischt ze maachen, well déi Resultater vun der Woch 43 nach méi katastrophenal waren, wéi déi aus der Woch 42 scho waren.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass d'Realitéit vun der Situatioun. Dat ass d'Fro, ob een hätt missen, kënnen, wëlle reagieren, méi séier, manne séier a proportionell.

Mir si fest dovun iwwerzeegt als CSV, nodeem mer déi heiten Donnéeën hunn, dass eng Woch versträiche gelooss ginn ass, an där een hätt kënnen eng uerdentlech parlamentaresch Aarbecht scho maachen, amplaz dass een elo an deene leschten Deeg am Hauruck duerch d'Institutionen, duerch de Staatsrot huet misse goen an d'Chamber haut huet misse goen an haut en Text zum Vott kënn, vun deem ech sécher sinn, dass en eng ganz Rei vu legistesche Feeler huet, dee seng Applikatioun och wäert en doute stellen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wolter. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Jo, merci, Här President. Ech sinn elo ganz berouegt. Ech hat elo wierklech Angscht, et wär eppes schif-gelaf. Ech wëll just drop hiweisen, dass dee Rapport, deem eis alarméiert huet, dee vum 22. Oktober, wéi Der ganz richteg sot, dat ass deem, deem d'Regierung den 22. Oktober am Laf vum Dag kritt huet. En ass redigéiert den 20. Oktober, also verfaasst ginn den 20. Oktober; dat ass laang nom État de la nation. E bezitt sech wuel op d'Woch 42. Mee et ass genee deem effektiv, dat ass deem alarmante Rapport, deem hu mer am Nomëtteg kritt. Ech weess dat nach ganz gutt. Dat war iergendwéi géint véier, fënnef Auer, a mir si moies an d'Regierung gaangen a mëttes virun d'Press getrueden, fir den Appel à la vigilance renforcée ze maachen, an zwar direkt no deem dote Rapport.

An dee virdu, dee vun der Woch 41, do louchen d'Wärter nach ënner August. An zu deem Zäitpunkt hu mer e wëchentleche Rapport vun der Taskforce kritt, deem eis nach confirméiert huet, dass mer op enger stabeler a lineärer Courbe léichen, dat mat enger grousser Majoritéit u jonke Leit. An et ass genau, wéi Der sot, et ass genau deem dote Rapport an déi dote Woch, déi eis alarméiert huet a wou mer keng Zäit verluer hunn, wou mer den Alarm moies an der Regierung geschloen hunn, wou mer doriwwer diskutéiert hunn a wou mer am Nomëtten nach e Point-press gemaach hunn, fir och no baussen den Alarm ze ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Ech géif och nach gären drop hiweisen, dass mer de Resümee vun deenen Etüden an eise wëchentleche Rapporte vun der Santé ëmmer maachen. Et ass effektiv elo nach ni gefrot ginn, fir den Inhalt ze kréien. Ech war der Meenung, dass déi scho méi laang op engem Site wäeren. Ech géif awer gäre betounen, dass nach keng Demande och vun Lech kommen ass. Wéi dat gëschter gefrot ginn ass, hu mer dat nogekuckt. Selbstverständlech si se publizéiert ginn, mee de Rapport dovunner ass am wëchentleche Rapport, deem esouwuel d'Öffentlechkeet kritt wéi Dir. Do steet ëmmer e Resümee vun deene Resultater dran.

An ech sinn iwwerzeegt, dass jiddwereen, deem dat beim LIST nogefrot hätt, beim LISER nogefrot hätt, dat och kritt hätt. Et hätt bestëmmt keen dat refuséiert. Bei eis ass et net gefrot ginn. Et ass keng Demande erakomm, fir dat ze kréien. Dat hätt Der selbstverständlech kritt. Mir hunn et jo ëmmer kommentéiert an och resuméiert an eise Rapporten. Et ass en Dokument, wat mer sécherlech kengem wollte verstoppen. Au contraire, et ass eppes, wou ech ëmmer vill ronderëm geschwat hunn, dovu geschwat hunn. An ech si ganz frou, dass dat iwwereneestëmmt mat deem, wat Der sot. Dat ass ganz genau dee Rapport, op dee mir eis baséiert hunn, wéi gesot, verfaasst den 20. Oktober, bei eis erakomm den 22. am Nomëtten, a freides mëttes si mer virun d'Öffentlechkeet getrueden domadder.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci der Madamm Gesondheitsministesch fir déi Prezisiounen. Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Wolter.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, well dat, wat d'Madamm Ministesch hei seet, wuel fir d'Woch 43 richteg ass. Well déi Etüden, déi gemaach gi sinn ...

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Nee, 42.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Entschëllegt.

An deem Dokument hei steet, dat dat, wat Dir mëttwochs iwwerdroe kritt, d'Resultater si vun deem, wat méindes gekuckt gëtt. Wann also den 21. d'Donnéeën vun der Erhiewung vum 19. an dem 20. der Regierung zougängelech gemaach gi sinn an den 28. oder 29. déi vun der Miessung vum 26. a 27., dann huet d'Regierung de 14. Oktober Miesung kritt vum 12. a vum 13. An dat sinn d'Resultater vun der Woch 42.

(**Interruption**)

An ech weisen et nach eng Kéier: D'Woch 42 ass rout!

(**M. Michel Wolter montre une documentation.**)

(**Interruptions**)

43 ass rout a 44 ass rout!

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Mir sinn eis absolutt eens. D'Woch 42 ass genau déi, déi rout ass. Entschëllegt, mee et ass vun där, wou ech och schwätzen. Mir kënnen net am Kaffismarc liesen, wat mer matgedeelt kréien. Mir hunn dat Resultat eréischt matgedeelt kritt, nodeem et verfaasst war an nodeem mer et matgedeelt kritt hunn. Virdu, effektiv, konnte mer keng Kenntnis hunn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Musse mir eng Woch am Virus scho wëssen, wat ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dann huet den Här Wiseler d'Wuert gefrot.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat nerft mech elo, hei iwwert déi Datumen ze schwätzen. Mee ech wëll just soen, dat ech e Rapport vum 16. Oktober hei leien hu vun der Covid-Taskforce, wou déi kloer an däitlech freet, dat missten zousätzlech Moosname gemaach ginn. Ech ka mech erënneren, dat ech deem an der Kommissioun virgelies hunn. Do war awer nach kloer an däitlech d'Ausso vun der Regierung, dat dat alles kee Problem wär.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Da géif ech nach der Madamm Hansen d'Wuert ginn.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo, merci, Här President. Ech wëll elo allgemeng zu den Zuele soen: Ech hoffen, dat d'Regierung net drop waart, dat iergendwann eng Kéier e Rapport do ass, mee dat si proaktiv d'Zuele froen an déi reegelméisseg kréien.

Da wëll ech awer dem Här Premier eng Fro stellen. Hien huet annoncéiert, dat d'nächst Woch, e Mëttwoch oder Donneschdeg, de Moment de la vérité wier. Da wëll ech einfach och hei gäre wëssen: Wat ass dat fir e Moment?

Ech hunn do och einfach ganz kloer dräi Froen.

Éischtens, ab wéi enger Unzuel vun Infektiounen oder vu Beleegung vun de Better gëtt reagiert?

Déi zweet Fro: Wat ass vun zousätzleche Mesurë geplangt?

An déi drëtt Fro: Ab wéini sollen déi zousätzlech Mesuren a Kraaft trieden?

Ech denken, dat d'Chamber an awer och virun allem d'Leit dobause musse wëssen, wat d'Regierung plang.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Hansen. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Also d'nächst Woch, Här President, ass et eng zwou Wochen, dass mer en Appell un d'Leit gemaach hunn. Dat ass dee Moment, wou mer musse kucken, ob deem Appell och Repercussioune mat sech bruecht huet. An ech sinn iwwerzeegt ...

(**Interruptions**)

An ech sinn iwwerzeegt, dass dat, wat säit dem Ufank scho vu verschiddene Leit contestéiert gëtt, dass ee misst virgräifen, elo scho soen, wéi et ass ... Mir bleiwen der Meenung, dass d'nächst Woch dee Moment ass fir ze kucken, ob dat, wat mer als Appell gemaach hunn, well mer gemierkt hunn, dass an de Kläranlagen awer en Derapage wär, dass dee Moment vun der Veritéit ass fir ze kucken, ob dat gegruff huet oder net. Mir sollen elo net virgräifen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Nach eng Kéier Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo, also, mir hunn hei näischt virgegraff, mee de Premier huet dat annoncéiert. A wann de Premier eppes annoncéiert, da ginn ech dovunner aus, dat d'Regierung och schonn eppes geplangt huet. Mir hunn elo déi ganzen Zäit gesot: Mir wëssen, dat d'Zuelen dramaatesch an d'Luucht ginn. An dann hätte mer gären, dat proaktiv geschafft gëtt.

Also wëlle mir elo einfach gäre wëssen: Ab wéi enge Zuele gëtt reagiert? Wat ass geplangt vu Mesuren? A wéini sollen déi Mesuren a Kraaft trieden?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Clement hat nach d'Wuert gefrot.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - An ech hätt gären eng Äntwert!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Ech muss einfach elo e bëssen d'Fro stellen: Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of an d'Regierung huet ëmmer erëm drop insistéiert an och elo grad insistéiert, et misst ee 14 Deeg waarden, fir den Impakt vun eppes ze gesinn. An elo kréie mer gesot, dat d'nächst Woch schonn nees potenziell nei Mesurë geholl ginn, ouni also dat heite Gesetz ofzewarten. Dat heescht, entweeder seet d'Regierung domadder: „Déi heite Mesurë ginn net duer“, oder mir sinn an enger neier Logik a mir schwätzen iwwer de Wochehythmus an net méi de 14-Deeg-Rhythmus.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Gesondheitsministesch.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Déi Mesuren, vun deene mer schwätzen, dat sinn déi Mesures de sensibilisation, déi d'Regierung annoncéiert huet an déi mer nach eng Kéier verstärkert hunn. An och dat si Mesuren. Et gëtt vill Mesuren, wat net e Gesetz ass. A mir wäerten all Mesure ... Säit Ufank vun där Pandemie hu mer eng Reegel, dass een no zéng Deeg eréischt en Impakt vun enger Mesure gesäit.

Dir wësst zwar warscheinlech haut schonn, wat den Impakt wäert sinn. Mir net. Mir waarden.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Wat ass da geplangt?!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dann huet nach den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo, merci, Här President. Dat do ass e bëssen e Pingpongspill.

■ **Une voix.** - Jo.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - An ech stellen der Regierung hei kloer d'Fro: Schléisst d'Regierung aus, dass se den nächste Mëttwoch e Lockdown fir déi Zäit duerno decidéiert, jo oder nee?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Wuert geet zréck un d'Regierung.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, mir kënnen nach eng hallef Stonn Pingpong spillen. Alkéiers, wa mer äntweren, ass nees Parole après ministre. Mir hu gesot: Mir wëllen d'nächst Woch eng Estimatioun maachen.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Äntwert just!

(**Interruptions**)

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mir sollen d'nächst Woch, wéi gesot, Här President, a Rou ... Hei gëtt direkt scho gesot: „Da sot eis: Kënnst e Lockdown d'nächst Woch oder net?“ Kommt, mir bleiwe roueg, ...

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ma Dir hutt et annoncéiert!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ... net aggressiv! Mir kucken zesummen



d'nächst Woch, wéi déi Appellen, déi mir zesumme gemaach hunn ... Well d'Leit hunn net gewaart ... Pardon, ech wëll elo net falsch verstane ginn, Här President, an der Chamber. Mee d'Bierger hunn net gewaart, dass deen Text haut gestëmmt gëtt, fir och hir Gewunnechten déi lescht Deeg ze änneren. An ech si ganz frou doriwwer!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools. Ech mengen, et ass elo alles gesot.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dat ass keng Äntwert, keng Äntwert!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President ...

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Wannechgelift, wann Är Leit hannendru géifen net méi haart schwätze wéi Dir, da kéint Der d'Wuert kréien.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, ech widdere huelaen dann nach eng Kéier d'Fro: Kënnt oder decidéiert den nächste Mëttwoch d'Regierung e weidere Lockdown, jo oder nee? A wa se jo seet, si géif anticipéieren, si géif sech beruffen op d'Waasserwärter, ma da misste jo elo scho Waasserwärter virleien, op deenen d'Regierung decidéiert, ob se e weidere Lockdown mécht, jo oder nee. Dat interesséiert net nëmmen d'Bierger, mee, ech mengen, dat interesséiert Honnerten, wann net Dausende Kleng- a Mëttelebetriber.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, déi Fro, déi war beäntwert.

(Hilarité)

Madamm Gesondheitsministesch.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Déi ass am Fong scho ganz oft beäntwert ginn. Ech mengen, dass ech konstant ëmmer ee Saz hunn, wann ee mech dat do fret - dat ass eng Fro, déi vill vun der Press gestallt gëtt: An dëser Pandemie kann een näischt ausschléissen. Dës Regierung schléisst näischt aus an dëser Pandemie!

■ **Une voix.** - Voilà!

■ **Une autre voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.** - Mir maachen alles, fir et ze verhënnere.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Premierminister.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, mir hunn dës le départ gesot - an ech hoffen, dass dat e gemeinsame But ass, dee mer eis ginn hunn: Wa mer wëssen, wéi en Impakt de Lockdown hat, ech schwätzen elo net wirtschaftlech, mee och op d'Mënschen, op ons Bierger ... Wéi eng Mesuren ... Hei gëtt scho gesot, dass déi Restriktiounen, déi mer haut jo - an ech hoffen - zesumme stëmmen, scho Restriktiounen sinn. Duerfir solle mer alles maachen, fir dee Lockdown ze evitéieren! A mir wäerte weider alles maachen, fir dee Lockdown ze evitéieren. An dowéinst, wéi gesot: Mir waarde bis d'nächst Woch fir ze kucken, ob d'Zuele weider steigen oder net. An da muss mer och de Spigel virum d'Aen huelaen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Premierminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kënnen elo zum Vott kommen. Et ass gefrot ginn den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé iwwert den Artikel 3 ze maachen. Dës Demande ass recevabel.

Vote séparé sur l'article 3 du projet de loi n° 7683

Da stellen ech d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel 3 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmme. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme. Wien d'accord ass mam Artikel 3, soll mat Jo stëmme.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass de Vott ofgeschloss.

Den Artikel 3 huet dann 31 Jo-Stëmme, 8 Nee-Stëmme an 21 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Domadder kënnen mer dann zum Vott vun deem gesamte Projet de loi kommen, d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7683. Den Text steet am Document parlementaire 7683⁹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7683 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme, 8 Nee-Stëmme an 21 Abstentiounen uegcholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun, déi vum Här Sven Clement deposéiert ginn ass.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergreifen? Den Här Georges Engel huet d'Wuert.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, merci, Här President. Merci och dem Sven Clement fir déi Motioun, déi ganz pertinent ass an déi och ganz richtig ass. Et geet jo hei dréms, fir d'Demande fir de Chômage partiel, déi ee fir de Mount November schonn den 12. Oktober hätt missen eraginn - an et wousst ee jo net, wat hei géif alles gestëmmt ginn -, dass dat soll verlängert ginn op den 12. November.

Eppes, wat den Här Clement awer net konnt wëssen, wéi en déi Motioun hei gestallt huet, dat ass, dass gëschter am Comité de conjuncture déi dote Moosnam scho geholl ginn ass, zwar net mam Delai bis den 12. November, mee bis de 5. November, an dass de Communiqué haut erausgeet. Dat konnt hien natierlech net wëssen, sou dass déi Mesure, déi den Här Clement hei proposéiert, u sech ëmgesat ass. An d'uefir brauche mer déi Motioun hei net ze stëmme.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engel. D'Wuert geet zréck un den Auteur vun der Motioun. Här Clement, wannechgelift.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Merci och dem Här Engel, deen hei op e Communiqué vum Comité de conjuncture verweist, deen eis jo nach net konnt virleien. Ech wëll awer drop hiweisen, datt e Vott vum Comité de conjuncture no menger Lektür vum Gesetz, nämlech dem Code du travail, Artikel L. 511-6, net duergeet, fir deen Delai ze verlängere, mee datt et heifer en Acte législatif, e Gesetz bräicht, dat deen Artikel géif fir ee Mount ausser Kraaft setzen.

Dofir ass déi Motioun hei net iwwerflësseg. Tout au contraire, se ass néideg, fir d'Regierung nach eng Kéier ze appelléieren, eis ganz séier esou en Text virzeleeën, fir datt mer kënnen doriwwer ofstëmme a fir datt mer deene Leit, déi hei betraff sinn, hëllef, an zwar legal kënnen hëllef an net nëmme à la va-vite, wou et herno rechtlech Onscherheete ginn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement. Dann hat d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo, merci, Här President. An ech wëll de Piraten och Merci soe fir dës Motioun, well déi ass immens wichteg. An dofir wäerte mer déi och ënnerstetzen. Déi soll och hei ofgestëmmt ginn a mir wäerten déi stëmme.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Georges Engel.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci fir déi Wuertmeldungen. Den Här Clement seet, wa mer déi Motioun hei stëmme, da wär d'Regierung opgefuerdert, fir dat ze maachen. Déi Motioun hei ass och kee Gesetz.

(Interruption)

Déi Motioun fuerdert just d'Regierung op. An d'Regierung ass opgefuerdert. Dat ass decidéiert iwwert de Comité de conjuncture. Dat heescht, dat leeft alles. Dat brauche mer also net ze stëmme. Ech géif proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmme.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools.

Ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dann ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 28 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzung si viraussichtlech den 11. an 12. November. Merci villmools. E schéinen Owend!

(La séance publique est levée à 17.18 heures)



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

4. Discours de M. le Président

- M. Fernand Etgen, Président

5. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

- M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Jean Asselborn, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Nee, Här President.

2. Communications

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwäerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projets de loi souwéi vun de Projets de règlement grand-ducal, déi säit der leschter

Sitzung deponéiert oder vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 novembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7690 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 02.11.2020

7691 - Projet de loi portant modification

1° du Code de procédure pénale

2° du Nouveau Code de procédure civile

3° de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes

4° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

5° de la loi modifiée du 20 avril 1977 sur les jeux de hasard et les paris sportifs

6° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

7° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

8° de la loi du 30 décembre 1981 portant indemnisation en cas de détention préventive inopérante

9° de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions

10° de la loi modifiée du 2 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse

11° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice

12° de la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant

13° de la loi du 6 mai 1999 relative à la médiation pénale et portant modification de différentes dispositions a) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, b) du code des assurances sociales

14° de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

15° de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 02.11.2020

7692 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales et

2. de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 02.11.2020

7693 - Projet de loi relatif à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 03.11.2020

7694 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 04.11.2020

7695 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Dueroire Luxembourg

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.11.2020

7698 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10.11.2020

7699 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008

a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 10.11.2020

7701 - Projet de loi relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 10.11.2020

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

7635 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures temporaires en matière de sécurité et santé au travail dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 21.07.2020

4) Les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7696 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2016 concernant la protection des salariés contre les risques liés à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.11.2020

7697 - Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de modifier le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2016 concernant la protection de la sécurité et de la santé des salariés contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.11.2020

5) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

1699 - Demande de pétition publique : Annulation de l'éducation sportive pour réduire le risque de contamination

Dépôt : Valérie Neumann, le 26.10.2020

1700 - Demande de pétition publique : Améliorer la transparence du marché immobilier luxembourgeois en publiant les prix de vente et les dates de transaction

Dépôt : Peter Moss, le 27.10.2020

1701 - Demande de pétition publique : Guerre contre le terrorisme islamiste

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 27.10.2020

1702 - Demande de pétition publique : Rectification de la procédure de recrutement et des modalités pour les carrières policières du groupe d'indemnité A1 et A2 (concours externe : cadres policiers et carrières civiles)

Dépôt : Costadinos Gaiganis, le 27.10.2020

1660 - Demande de pétition ordinaire : Covid-19 : Pétition urgente pour l'ouverture des données de la pandémie au Luxembourg

Dépôt : Miguel Dardenne, le 28.10.2020

1664 - Demande de pétition ordinaire : Déduction des loyers d'habitation aux impôts

Dépôt : Herlander Jorge Godinho Neto Da Costa, le 28.10.2020

1655 - Demande de pétition ordinaire : Baisser le prix des loyers au Luxembourg

Dépôt : Catarina Coimbra Rodrigues, le 28.10.2020

1654 - Demande de pétition ordinaire : Suppression d'accès et filtrage complet du trafic de tous sites à caractère pornographique sur Internet depuis le Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : Costadinos Gaiganis, le 28.10.2020

1633 - Demande de pétition ordinaire : Conversion de tous les véhicules de service et de livraison jusqu'à 3,5 t au fonctionnement électrique d'ici à la fin de 2025

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 28.10.2020

1533 - Demande de pétition ordinaire : Pour éviter tout abus de la part des employeurs. Pour la transparence, la protection et le respect des salariés licenciés. Pour la vérité et la justice.

Dépôt : Jean Rodrigues, le 28.10.2020

1708 - Demande de pétition ordinaire : Umweltschutz und Menschenrechte

Dépôt : David Aurelius Figura, le 28.10.2020

1704 - Demande de pétition publique : D'Unrekenning vun der Republic of Artsakh

Dépôt : Gevorg Tovmasyan, le 29.10.2020

1703 - Demande de pétition publique : Fermeture des fenêtres à l'école

Dépôt : Lejla Neslanović, le 29.10.2020

1705 - Demande de pétition publique : Tiers payant - maladie chronique

Dépôt : Alexia Cluzeau, le 30.10.2020

1707 - Demande de pétition publique : Criminaliser la prononciation du Takbir (= les mots allahu akbar) dans l'espace public

Dépôt : Manuel Fondeur, le 01.11.2020

1706 - Demande de pétition publique : Covid-19

Dépôt : Jean-Marc Nicolas, le 01.11.2020

1709 - Demande de pétition publique : Participation paternelle aux échographies et aux accouchements

Dépôt : Chloé Villalta, le 06.11.2020

1710 - Demande de pétition publique : Centre de soins pédiatriques Ettelbruck

Dépôt : Rebecca Mason, le 06.11.2020

1711 - Demande de pétition publique : Gegen Impfwang

Dépôt : Christel Putze, le 07.11.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Discours de M. le Président

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ier mer ufänken, ee Wuert zu den Attentäter an Europa déi lescht Wochen zu Dresden, zu Hamburg, zu Conflans-Sainte-Honorine, zu Nice, zu Lyon an zu Wien.

Néng Mënschen hunn hiert Liewe verluer, iwwer 30 gouffe verletzt. All Doudegen an all Blesséierten ass net nëmmen een ze vill, eis Fräiheitswäerter an eise Gesellschaftsmodell hei an Europa ginn domat och ugegraff an a Fro gestallt. Eis demokratesch Acquisse loosse mir eis net futti maachen duerch blann Gewalt a radikalen Haass!

Mir stinn hei zu Lëtzebuerg fir eng oppen, pluralistesche Gesellschaft. Mir stinn hei zu Lëtzebuerg fir eng oppen a pluralistesche Education. Mir maachen hei am Land net den Amalgam tëschent radikalisierte Kriminellen a Leit a Familjen, déi viru Krich a Misär fortlafen. Mir loosse eis net splécken. Mir loosse eis net auserneendriewen. Mir grenze keen aus.

Lëtzebuerg ass eent vun deene beschte Beispiller, datt en Zesummeliewe vu Leit aus aller Welt mat verschiddene Kulturen, Traditiounen, Orientéierungen a Reliounen net nëmme méiglech ass, mee och d'Fundament vun engem dynamescher a staarker Gesellschaft ka sinn. Dorop si mir hei stolz. An dat war och ëmmer eisen Asaz an Europa an doriwuer ous, fir dës Wäerter ze verdéiwen an ze verdeeden.

Den Ambassadeuren aus Éisträich, Frankräich an Däitschland, déi haut nokucke fir dësen aussepolitischen Debat, wëll ech an deem Sënn eis Solidaritéit ausdrécken.

5. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

An domat ginn ech d'Wuert un den Ausseminister, den Här Jean Asselborn, fir d'Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Aussepolitik. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wéi mer d'Joer ugefaangen hunn, konnt eigentlech kee virausgesinn, dass d'Mënschheet 2020 mat der gréisster Kris zënter dem Zweete Weltkrich konfrontéiert géif ginn. Experten haten zwar an de leschte Jore virdu gewarnt, dass d'Welt vulnerabel wier a gréisser Krisen am Gesondheitsberäich kéinten op se zoukommen. Mee d'Pandemie vum Covid-19 huet eis iwwerrascht duerch d'Virulenz an och duerch d'Vitess, mat där si eng Region no där anerer getraff huet wéi e globalen Tsunami.

De Covid huet eist aldeeglecht Liewe verännert. Mir müssen eise Liewensrhythmus, eise Behuelen de sanitäre Reegelen no upassen. Dat wierkt sech aus op d'Aart a Weis wéi mer schaffen, wéi mer reesen, wéi mer zesummeliewen, wéi eis Betriber an eis Verwaltung funktionéieren. Mee wann ee sech d'Evenementer op der Weltbün virun Ae féiert, d'Konflikter, déi weiderginn oder déi nei entstinn, da stellt ee fest, dass et d'Konklusioon ass, dass d'Covidpandemie ee globalen Trend beschleunegt a verstärkt, dee scho virun dron war. Deen Trend ass komplex an en ass villschichtig. Ech géif e mat engem Wuert resuméieren: Vulnerabilitéit. Ech schwätzen hei vun der Vulnerabilitéit, vun der Fragilitéit vun der ganzer Weltuerdning, déi mer zënter dem Zweete Weltkrich mat opgebaut hunn.

Dës Kris huet och d'Lëtzebuurger Diplomatie gefuerdert an eis eng Krisendiplomatie ofverlaangt. Mir müssen an der Urgence agéieren, fir d'Coronakris ze bewältegen, a mir müsse gläichzäitig mat aller Energie weiderhin dru schaffen, fir déi Vulnerabilitéit vun der Weltuerdning ze behiessen, fir eng Weltuerdning ze stäerken, déi op de Reegele vun internationale Recht berout. Mir sinn hei gefuerdert, fir als Lëtzebuerg eisen Deel derzou bäizetoun an eise onmüttelbaren Ëmfeld, an eise Relatiounen mat eisen Nopeschlänner, bannent der Europäescher Union an doriwuer ous am multilaterale System souwéi an eise Bezéiunge mat eise Partner an der ganzer Welt.

D'Présidentschaftswalen an Amerika si jo, wéi mer alleguerte wëssen, vun iwwergeuender Wichtigkeet fir déi ganz Welt, zum Gudde wéi zum Schlechten. Amerika huet vum Januar 2021 un een neie President, dee sech nees dem Zesummebränge vun de Länner op der Weltbün verschreiwe wäert, den kultivéierten Ëmgang ënnert den Natiounen a mat engem Sënn nees fir d'internationalt Recht. Véier Joer Desaster op alle Gebidder waren der véier ze vill.

D'Coronakris huet direkt Implikatiounen op d'Aarbecht vum Ausseministère an op eis Aussepolitik, déi virun allem an enger éischer Phas am Fréjoer vun enger aktiver Krisendiplomatie gepräägt gouf. Et goung ënner anerem drëm, fir eise Bierger uechtert d'Welt ze hëllefen, fir zrëck an hir Heemecht ze kommen. Den Ausseministère huet hei zesumme mat eisen europäesche Partner déi gréisst Rapatriementsaktioun an eiser Geschicht eigentlech organiséiert. Et goung och drëms, eis Grenzen opzehalen an och erëm opzekerien, wa se zou waren.

Eng aner wichteg Aufgab war et, fir mat eisen Ambassadeuren ze hëllefen, iwwerliewenswichtig medezinnescht Material a Medikamenter erbäizekreien, an enker Ofstëmmung mat der Cellule logistique am Gesondheitsministère. D'Gargolux huet hei eng ganz entscheidend a wichteg Roll gespillt. An d'Koordinatioun an der Europäescher Union war eng aner grouss Erausforderung.

An der Pandemie huet Lëtzebuerg konkret Solidaritéit gewisen. Patienten aus Frankräich hu mir, wéi Der wësst, op eisen Intensivstatiounen traitéiert. A China an a Spuenien hu mer spezialiséiert Schutzmaterial gelievert. Am Kader vun der NATO hu mir gehollef, Material, wéi zum Beispill Respirateuren, fir eis Partner ze transportéieren. Op eiser Säit krute mer medezinnescht Material a Medikamenter vu Partner aus Asien, wéi China, Japan, Südkorea an och Taiwan. D'Lëtzebuurger Kooperatioun huet sech beméit, eise Partner an den Entwécklungslänner, besonnesch an Afrika, ënnert d'Äerm ze gräifen an och der Weltgesondheidsorganisatioun, der OMS, méi e staarken Appui an dëser kritischer Situatioun ze ginn.

D'Pandemie huet besonnesch d'Servicer vum Ausseministère am Beräich vun der Assistance consulare virun Erausforderunge gestallt, wéi mir se bis ewell nach net kann hunn an haten. Bei der Situatioun zu Wuhan a China, wou mer zesumme mat de Kolleege vum HCPN a vum CGDIS a mat der Ènnerstetzung vun eisen europäesche Partner dräi Lëtzebuurger konnte rapatriéieren, konnt een nach vun enger méi traditioneller konsularescher Aktioun schwätzen. Mee vu Mëtt Mäerz u ware mer ganz staark sollicitéiert gi vu Matbierger, déi Hëllef gebraucht hunn, fir zrëck op Lëtzebuerg ze kommen.

Mir hunn et fäerdegruecht, eis konsularesch Services esou ze adaptéieren, dass mer op all Appeller praktesch esou schnell wéi méiglech an och esou gutt wéi méiglech konnte reagéieren. Am Laf vun der Kris huet den Ausseministère doduerch iwwer dausend Lëtzebuurger a Residenté vu Lëtzebuerg gehollef, erëm an d'Land zrëckzekommen. Mir hunn och ganz ville Leit gehollef, déi sech vu Lëtzebuerg aus an eis Nopeschlänner an an aner Länner vum Schenge-Raum hu missen deplacéieren oder vun do wollten erëm heemkommen.

Eng sëllege vun eise Matbierger souzen op alle ënnef Kontinenter fest - well d'Grenzen zou waren an et och keng kommerziell Flich méi goufen - a si wollten nom Ausbroch vun der Pandemie natierlech séier zrëckkommen. Eis konsularesch Assistenz am Ausseministère an eisen diplomatesche Reseau waren am Kontakt mat jiddwengem, dee sech gemellt an dem Hëllef gefrot huet, an hu versicht, si beschtméiglech ze ënnerstëtzen. Dag an Nuecht hunn eis Services sech derfir agesat, dass eis Matbierger konnte schnellstméiglech zrëck op Lëtzebuerg kommen. An ech si frou, dass dat och fir déi allermeescht gelénge konnt.

Dës Kris huet och eemol méi bewisen, wéi wichteg e gudden, breedgefächerten diplomateschen a konsularesche Reseau ass, fir dass mer och an esou Situatiounen kënnen de Service um Bierger garantéieren. Ouni eis Ambassadeuren, Konsulater, eis Honorarkonsulen och - wëll ech extra ënnersträchen - um Terrain wier dat net méiglech gewiescht. Ouni déi privilegiéiert Kontakter vun eisen Ambassadeuren zu den EU- an zu de Schenge-

Partner wär de Retour vun eise Matbirger dacks schwéier ze organiséieren gewiescht. Si hu sech onermiddlech derfir agesat, dass eis Matbirger op de Passagéierleschte bliiwwe sinn - et war heiansdo net evident - oder dass se nach am leschte Moment, a leschter Minutt dropkoumen. Déi Kontakter waren a sinn duerfir essenziell an hunn e groussen Deel zur Reussite vun eisen Efforte fir d'Leit bäigedroen.

Als klenge Land am Zentrum vun Europa si mer natierlech, nach méi wéi anerer, op d'Zesummenaarbecht mat eisen EU-Partner ugewisen, fir dat kënnen ze realiséieren. A mir hu versicht, eis Matbirger, wou et nëmme goug, op e Vol fir heem ze kréien. Dat war net ëmmer einfach, well mir schwätze jo hei vun Honnerttausende vun EU-Bierger, déi probéiert hunn heemzekommen! Eleng an Däitschland waren et der iwwer 400.000; an enger Situatioun, an där all Land fir d'éischt emol no senge eegene Bierger gekuckt huet!

Dat war dacks och nëmme méiglech dank der Ënnerstützung an der gudder Zesummenaarbecht mat eisen enkste Partner, de Benelux-Partner, den direkten Nopeschlänner, déi eis Matbirger mat op hir Rapatriementsvolle geholl hunn, an dat obwuel si selwer ganz vill eege Bierger haten - ech hunn dat gesot -, déi hu misse waarden. Duerfir wëll ech hinnen och vun hei aus Merci soen, e grouse Merci soe fir déi Solidaritéit, déi se de Lëtzeburger a Lëtzebuerg entgéintbruecht hunn!

Och eis Participatioun un der Aktioun vun der Europäischer Unioun, déi eng eegen Taskforce agesat hat, fir de Rapatriementseffort ze koordinéieren, war fir eis dunn eng grouss Hëllef. An ech wëll speziell déi europäesch Dimensioun vun der Koordinatioun hei ënnersträichen. Fir eis war dësen Effort, fir eis Matbirger erëm heemzekeréieren, och ëmmer eng Aktioun vun europäischer Solidaritéit. Dir wësst et vläicht, mir hunn och selwer zwee Rapatriementsflich vum Cap-Vert organiséiert, wou mer souwuel eng grouss Unzuel vu Lëtzeburger Residenten, mee awer och Bierger aus aneren EU- a Schenge-Länner, an enger Aktioun vun europäischer Solidaritéit, mat op Lëtzebuerg bruecht hunn. 341 Lëtzeburger an EU-Bierger sinn iwwer dee Wee rapatriéiert ginn. Dës Flich sinn och an Kader vum europäesch Zivillschutzmechanismus zum groussen Deel vun der Europäischer Unioun matfinanzéiert ginn. An als Zeeche vu Solidaritéit wollte mer natierlech domadder och eis europäesch Partner ënnerstëtzen, déi eis a villen anere Länner, wäit ewech vun Europa, enorm gehollef hunn.

Dës Kris huet villen vun deem, wat mir als selbstverständlech betruecht hunn, eigentlich un d'Wackele bruecht. Esou konnt kee sech virstellen, dass de 26. Mäerz, um 25. Joresdag vum Akraaftriede vum Schengener Ofkommen, ze Schengen op der Grenzbréck Kontrolle géife gemaach ginn. Wou Grenze während Joerzéngte quasi onsiichtbar waren, wou eleng an eisem klenge Land a senge Grenzregionen Honnerttausende Leit all Dag Europa am Alldag erlieft hunn, do war op eemol erëm eng richteg Grenz, déi d'Mënsche vunenee getrennt huet! Oppe Grenzen a Beweegungsfreiheet an der Europäischer Unioun hu mir fir eng Evidenz gehalen. Elo ass et nees eng kruzial Erausforderung fir eis Aussepolitik ginn.

Mir hunn an de leschte Méint intensiv un der Fro geschafft, an dat ass jo net vun ongeféier, dass et elo an där zweeter Well vun der Pandemie keng Kontrolle méi op eise Grenze gétt. Allerdéngs bleift d'grenziwwerscheidend Reesfräiheet weiderhin eng Erausforderung. Well d'Akklässierung vu Lëtzebuerg als Risikogebitt duerch eng sëllegen europäesch Länner huet an der Praxis änlech Konsequenze wéi d'Grenzkontrollen. Eng Quarantänpflicht, déi just nëmme dorop berout, dass een zu Lëtzebuerg wunn, ass och eng Aschränkung an Fong vun der Beweegungsfreiheet.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Fir déi iwwer 200.000 Frontalieren, déi normalerweis all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, dorënner och Dausende Lëtzeburger Staatsbirger, déi am Grenzgebitt wunnen, setze mir eis zënter dem Ufank vun der Kris an, fir dass si ouni Problemer och weiderhi kënnen op Lëtzebuerg schaffe kommen. Mee de grenziwwerscheidende Verkéier betrëfft net nëmme d'Frontalieren. Och ganz vill aner Kategorie vu Leit sinn a villen Aspekter vun hirem Liewen op eemol nees mat der Existenz vun enger Grenz konfrontéiert.

D'Froen, déi eis all Dag vun de Bierger gestallt ginn, sinn immens verschidden, well d'Reegelen, déi sech an den Nopeschlänner applizéieren, dacks net kloer sinn. Och hei versicht den Aussemministère, esou gutt wéi mer dat kënnen de Leit weiderzehlëfen. Zënter dem Ufank vun der Kris hu mer eng sëllegen Interventioun gemaach, fir eenzelne Leit ze hëllefen, an den Hauptstied, an de Regiounen oder an de Bundesländer, awer och op den Universitëten, an de Klinicken an op de Schoulen.

Mir hunn eis och derfir staarkgemaach, dass keng arbiträr an eesäiteg Krittäre sollen derzou féieren,

dass Lëtzebuerg zu engem Risikogebitt erkläert gétt, wat dann d'Aschränkung an der Reesfräiheet mat sech bréngt. Vun Ufank un hu mer eis dergéint gewiert, dass eng Aschränkung vun der Situatioun zu Lëtzebuerg eenzeg an eleng op der Zuel vun den Neinfektive baséieren soll. De spezifesche lëtzebuergesch Kontext vun eiser beispillhafter Politik, ënner anerem mam Large-Scale-Testing, ass ëmmer nees erkläert ginn. Dëst huet lues zu engem Émđenje gefouert a mir sinn elo endlech op méi Versteesdemech gestouss.

Déi lescht Méint hunn en déiwén Aschnëtt am Zesummeliewen an der Groussregion duergestallt. An et muss elo alles drugesat ginn, fir d'Vertrauen an oppe Grenze bei de Bierger, bei den Europäer nees opzubauen. Mir sinn eis eens mat eisen Nopenen: Dat doten däerf sech net widerhuelen!

D'Kris huet derzou bäigedroen, d'effentlech Bewusstsein op béide Säite vun der Grenz ze schärfen, wéi staark déi géigesäiteg Ofhängegkeet wierklech ass. Op kenger anerer Plaz ewéi hei an eiser Groussregion gétt Europa esou am Alldag gelieft an erlieft! Hei ass Europa wierklech zesummegewuess!

Déi grenziwwerscheidend Solidaritéit hu mir um Héichpunkt vun der Kris an der Groussregion erlieft an déi géllt et elo op en dauerhaft Fundament erëm ze stellen. Déi Kontakter, déi an der Kris entstanen sinn tëschent den Acteuren um Terrain, mussen mer elo an ee feste Kader setzen. Um Niveau vun der Groussregion gétt elo un engem gemeinsame Pandemieplang geschafft. An dat ass d'Richtung, an déi mir misse goen. Mir müssen och eis Diplomatie de proximité oder Nopeschdiplomatie weider ausbauen, fir deene Realitéiten an Erwaardunge Rechnung ze droen.

Iwwer dës bilaterale Froen a Foren eraus ass et awer och ganz wichteg, fir d'Kohärenz vun eisen diplomateschen Efforten am multilaterale Kader weiderzeféieren. Bilateral a multilateral Zesummenaarbecht, dat sinn déi zwou Säite vun där selwechter Medail. Ech denken dobäi un d'Potenzial vum Sommet vun der Groussregion a senge sëllegen Instanzen an Aarbechtsgruppen a soen op deem Punkt besonnesch dem Corinne Cahen Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer hunn. Et géllt elo zesumme sécherzestellen, dass dës Region weider an enger Perspektiv vu Codéveloppement zesummewiisst an eng Virreideroll an Europa kann iwwerhuelen. Dëst ass eis Ambitioun an dorunner schaffe mer, zesumme mat alle Verwaltungen.

Déi rasant Entwécklung vun der Covidpandemie huet natierlech och d'Europäesch Unioun engem Stresstest ënnerzunn, wéi mer e bis ewell héchstwahrscheinlech nach ni gesinn hunn. Do, wou mir iwwer Joerzéngten oppe Grenzen haten, Reesfräiheet an Europa, fräien Transport vu Wueren a Bannemaart, déi selwecht Rechter fir all Bierger, do war dat quasi iwwer Nuecht op eemol eriwuer oder ferm a Fro gestallt.

Wéi aus engem laange Wanterschlof sinn nationalistesch Reflexer erëm erwächt. Et ka keen dat schéierieden: Am Mäerz, am Abrëll huet et net gutt ausgesinn an der Europäischer Unioun! Dat, wat mir zanter Jore als Gewësheit geholl hunn, war op eemol net méi do. D'Fräigleed vum der Europäischer Unioun gouf eis virun Ae gefouert. Déijéineg, déi sech zanter Joer an Dag doriwwer bekloen, dass d'EU-Institutiounen ze vill Kompetenzen hätten, hunn op eemol gemierkt, dass am Beräich vun der Gesondheet d'Memberstaaten eleng decidéieren, an dat no hiren nationale Prioritéiten. Zu wat fir ellene Zeenen esou ee „Jiddweree-fir-sech“ féiere kann, hu mer jo gesinn!

Et huet eng Zäitche gedauert, ier mer et fäerdegbruecht hunn, fir d'Kéier ze kréien. Lëtzebuerg huet sech vun Ufank u fir méi eng staark EU-Koordinatioun agesat. Fir eis war vun Ufank u kloer, dass mir dës Kris nëmme zesumme kéinte meeschteren. Mir hunn eis onermiddlech derfir agesat, fir dass all Kontroll, all Mesure sech sollt op dat onbedéngt Néidegt reduzéieren, proportional sinn zur Situatioun, ouni d'Bierger ze diskriminéieren, zum Beispill eleng opgrond vun hire Nationalitéit. Virun allem hu mer eis op europäischem Niveau derfir agesat, dass d'Frontalieren, déi a wichtege Beräicher bei eis schaffen, dat wësse mer, wéi zum Beispill am Gesondheetssecteur, a wichtege Wueren wéi Medikamenter, medezinesch Apparater, Schutz-ausrüstung an natierlech och lesswuere net dierften op der Grenz blockéiert ginn.

Zanter e puer Wochen ass de Virus, wéi mer alleguerte wëssen, erëm massiv zrëck, a méi massiv wéi vläicht ugangs des Joers. Mee wa mer elo keng zoue Grenze méi hunn, wann de Bannemaart eis erëm versuert mat allem, wat mer brauchen, a wa kee sech muss rechtfertige wéinst sengem Pass oder senger Hierkonft, dann ass dat och wéinst dem Asaz vun eis a vun eise Partner alleguerten zanter dem Ufank vun dëser Kris an deem, wat do gelescht ginn ass.

Op EU-Niveau hu mer et an der Zwëschenzäit fäerdegbruecht, eng gewësse Koordinatioun - ech soe „gewëssen“ - op d'Been ze kréien, fir zesumme géint de Virus unzékämpfen. D'Kommissioun huet hëllef

räich Virschléi gemaach a ville Beräicher, sief et elo d'Frontalieren, den Transport vu Wueren, d'Baussegrenzen, d'Beschafe vun engem Impfstoff oder d'EU-intern Koordinatioun vu Mesuren.

Ganz wichteg, fir de wirtschaftlechen Impakt vun der Kris ze bewältegen, ass d'Afëierung vun Opbauinstrumenter, wéi mer wëssen, Next-Generation-EU, dat si 750 Milliarden, dat un den nächste Finanzkader, also den EU-Budget 2021-2027, ronn 1.100 Milliarden, gekoppelt ass. D'EU-Kommissioun wäert do am Numm vun deene 27 Suen op den internationale Marché kënnen léine goen, fir se an d'Relance vun der Wirtschaft ze investéieren. Et ass dat en historiesche Schratt no vir an der europäischer Integratioun. Et géllt elo sécherzestellen, dass déi Suen natierlech esou séier an esou gutt wéi méiglech kënnen agesat ginn.

Wat d'Evaluatioun vun der Situatioun an deene jeeweilege Länner ugeet, hu mir eis derfir agesat, dass eenheetlech Krittären an alle Memberstaate sollen applizéiert ginn. An zum Beispill wat d'Strategie vun den Tester ugeet, do hu mer misse vill Iwwerzeegungsarbecht leeschte bei der Kommissioun, och bei dem ECDC, mee dee Message ass mëttlerweil ukomm, och am Europäesch Rot akzeptéiert ginn.

D'Memberstaate si sech och zum gréissten Deel elo eens, fir eenheetlech Reegelen anzeféieren, wat d'Areesbeschränkungen aus Drëttlänner betrëfft. Wann d'Baussegrenze méi streng kontrolléiert ginn, da sollt dëst derzou bäidroen, dass innerhalb vum Schenge-Raum méi Fräiheet kënné garantéiert ginn. De Schenge-Raum ass während dëser Kris ganz schwéier strapazéiert ginn. Mir mussen sécherstellen, dass kee bleiwende Schued entsteet fir dëst Kärsstéck vun der europäischer Integratioun.

Och huet den EU-Ministerrot eng Recommendatioun adoptéiert, an där d'Aschränkung zur Persounefräizugänglechkeet geregelt gétt. Mir hätten eis gewënscht, dass mir op EU-Niveau méi däitlech festhale kéinten, wéi ee genau dëst fundamentaalt EU-Recht sollt oprechterhalen. Do ass also nach weider Aarbecht néideg.

Mee wat soll Europa aus dëser beispillloser Kris léieren? Krise sinn och ëmmer Opportunitéiten. An d'Europäesch Unioun huet bis ewell aus der Kris hir Lektoune gezunn a war duerno - heiansdo, net ëmmer - méi staark wéi virun. D'Kris ass natierlech net eriwuer. An et wäert nach eng Zäit daueren, bis dass mir dat dote verschafft hunn. Et kann een awer och schonns follgend, géif ech mengen, fënnf Enseigne-menter zéien:

Éischtens: Mir müssen eis als EU Gedanken driwwer maachen, wéi mer mat anere Länner weltwäit e besseren Dialog kënnen opstellen, wat d'effentlech Gesondheet betrëfft. De Covid ass net deen éischte geféierleche Virus, deen an de leschte Joren opgetaucht ass. A wann een den Experten nolauschert: Déi soen, dass et och net dee leschten ass! Mir müssen iwwer Ëmweltschutz schwätzen, iwwer den Agréiff vum Mënsch an d'Natur, iwwer d'Regulatioun vun de Liewensmëttelketten, iwwer weltwäit Fréiwarnsystemer fir Krankheeten.

Zweetens: An der Europäischer Unioun brauche mer eng méi enk Koordinéierung, an d'Mandat vum Europäeschen Zentrum fir d'Preventioun an d'Kontroll vu Krankheeten, dem ECDC, dat muss effektiv ganz séier op de Leescht geholl ginn. Et géllt do dat néidegt Personal ze hunn, awer och déi néideg finanziell Ressourcen. Och iwwer d'Schaffung vun enger europäischer Struktur fir Fuerschung a medezinesch Entwécklung, der BARDA (ndlr: Biomedical Advanced Research and Development Authority), wäert misse ganz seriö geschwat ginn. Mir brauchen allgemeng méi Gelder fir d'Fuerschung am Beräich vun den iwwerdrobare Krankheeten.

Drëttens: Tëscht de Memberstaate gouf et eng Rei vu konkreete Solidaritéitsmesuren, wéi d'Opnam vu Covidpatienten an d'Verdeelung vu Schutzmaterial. Déi Solidaritéit, déi ass jo aus der Nout deemoos entstanden an ad hoc éngesat ginn. Hei misste mer no der Kris deen néidege Kader derfir schafen, fir dass d'Memberstaate sech a Krisensituatiounen kënnen géigesäiteg méi effikass ënnerstëtzen.

Véiertens: Et ass ewell jiddweringem kloer ginn, dass de Gesondheetssecteur eng Kompetenz vun de Memberstaaten ass. Wéi mer gesinn hunn, kennen awer d'Krankheete keng national Grenzen. Firwat soll e Covidtest, deen an engem Memberstaat gemaach gouf, an deem aneren net akzeptéiert ginn? Firwat huet all Memberstaat aner Dispositiounen iwwer d'Quarantän, d'Kontaktzréckverfolgung, zu den Deplacementer, zum Confinement? Natierlech mussen Mesuren ëmmer der jeeweileger Situatioun an enger Region ugepasst sinn. Mee et ass fir de Bierger schwéier nozevollzéien, firwat et op enger Sait vun der Grenz esou ass an op där anerer Sait anescht, obwuel déi epidemiologesch Situatioun déi selwecht ass.

A fenneftens: Mir müssen d'Konzept vun de Grenzcommunitéite méi staark op europäischem Niveau verankeren. Europa gétt an enger Grenzregion anescht gelieft wéi matten an engem grouse

Flächestaat. Do si Communautéiten zesummegewuess iwwer Joerzéngten op wirtschaftlechem an op ménschlechem Plang. Lëtzebuerg wäert sech derfir asetzen, dass dës Realitéiten op EU-Niveau besser protegéiert ginn.

D'Covidkris huet d'Europäesch Unioun iwwer d'Grenz- a Kompetenzfroen eraus op eng schwéier Prouf gestallt. A sëllege Länner gouf eng lieweg Diskussioun doriwwer gefouert, wéi een trotz enger Kris kann deene rechtsstaatleche Prinzipien trei bleiwen an eis Wäerter héichhalen. D'Wäerter vun der Europäischer Unioun si jo, wéi Der wësst, am zweeten Artikel vum Vertrag iwwer d'Europäesch Unioun festgehalen. Si müssen eis och an enger Krisenzäit guidéieren an dierfen do net einfach ausgeklamert ginn. Mir müssen eis ëmmer nees op en Neits fir de Respekt vum Rechtsstaat asetzen, fir dass d'Basis, op där eis Unioun gebaut ass, erhale bleift.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass d'Fundament vun der europäischer Zesummenaarbecht a Fro gestallt gétt, soubal d'Vertrauen an de Justizsystem vun engem anere Memberstaat verluer geet. Dës Problem geet wäit iwwer de Kader vum Bannemaart eraus. An duerfir müssen d'Kommissioun, de Rot, d'Parlament, de Gerichtshaff a mir alleguerten zesummen eis Verantwortung iwwerhuelen.

Wat am Fong eng banal Selbstverständlechkeet sollt sinn, ass et leider net méi. An dat selbstverständlech schonns, wéi Der wësst, virun der Covidkris. Géint zwee Memberstaaten huet misse eng sougenannt Artikel-7-Prozedur iwwer d'Schutz vun der Rechtsstaatlechkeet ageleeet ginn. An och de Gerichtshaff hei zu Lëtzebuerg huet sech der Situatioun misse unhuelen.

Wéinst där bedenklecher Entwécklung am Beräich vun der Rechtsstaatlechkeet mussen mir sécherstellen, dass EU-Fördergelder et esou genotzt ginn, wéi dat virgesinn ass. Och hei ass dat, wat laang eng Selbstverständlechkeet war, op eemol a Fro gestallt. Duerfir huet d'Europäesch Unioun am Juli fir déi éischte Kéier e Konditionalitätsregimm am vum EU-Budget an dem Plang fir déi wirtschaftlech Erhuelung virgesinn, also fir déi 1.850 Milliarden. Lëtzebuerg huet sech fir en effikasse Mechanismus agesat. An dee muss och elo Realitéit ginn, als Deel vun engem EU-Budget, dee méiglechst séier natierlech misst gestëmmt ginn.

De Kompromëss, deen elo mam Europaparlament fonnt ginn ass, erlaabt jo genee dat: A Fäll, wou d'Rechtsstaatlechkeet an engem Memberstaat net méi garantéiert ass an d'zerguttst Gestioun vun den EU-Mëttel oder de Schutz vun de finanziellen Interesse vun der EU a Fro gestallt sinn, kann d'Kommissioun an Zukunft eng Suspenssioun vun de Paiementer un dee Memberstaat virschloen. De Ministerrot kann dann esou eng Decisioun mat qualifizierter Majoritéit huelen, wat eis erlabe sollt, hei handlungsfäeg ze sinn. Dëst ass dat, firwat mer eis agesat hunn: EU-Mëttel gétt et nëmme, wann ee sech och un d'Reegelen an un d'Wäerter gehalen huet. A mir wäerten an deenen nächsten Deeg gesinn, wéi wäit Polen an Ungarn goe wëlle mat hire Opposition géint de Rechtsstaatsmechanismus, wéi wäit se déi wëlle virundreiwen, fir do eventuell ze blockéieren.

A puncto Rechtsstaatlechkeet kann ee sech als Europäer net wuelfüllen, wann e Premierminister, deen aus Slowenien an dësem Fall, aus heiterem Himmel als Solist dem Här Trump seng Ausso ënnerstëtzt, dass hien d'Walen an den USA gewonnen hätt, ier Milliounen, Milliounen vu Stëmme iwwerhaapt ausgezählt waren. Dat ass net eleng en Zeeche vu falscher Solidaritéit zum falsche Moment, mee et weist, dass et an enger EU Regierunge gétt, déi d'Einmaleins vun den demokrateschen Basisregelen einfach bewosst ignoréieren. Dëst si kollateralschied vun enger sougenannter „liberaler“ Ausleung vun de Basisregelen am Rechtsstaat. Dat ass am Fong der Europäischer Unioun onwierdeg.

Onwierdeg ass och d'Entwécklung a Polen a Saachen Avortement. Honnerttausende vu virun allem Fraen, déi op d'Strooss ginn, wëlle sech net bidde loossen, dass dem Här Kaczyński, dem President vun „Droit et Justice“, seng Partei zesumme mat reaktionäre Mouvementer de Fraen d'Recht wëllt huelen, ënner allen Émstänn, souguer bei engem Viol, iwwer hire Kierper kënnen ze bestëmmen. Esou Entwécklungen, gekoppelt mat Attacke géint d'LGBTI-Communitéit, passen net an d'21. Joerhonnert op dësem Kontinent.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - D'Karolina Markiewicz, Enseignante an Artistin mat polneschen Originnen, schreift de leschte Freideg am „Land“: « A cœur de cette vision se trouvent les femmes polonaises : des mères, des épouses, des sœurs. Ainsi les défenseuses des droits des femmes sont décrites comme de dangereux agents de la propagande libérale occidentale. » Dat muss engem ze denke ginn!

„Die Zukunft der Demokratie beginnt nicht damit, sie anderen zu erklären, sondern sie bei uns selbst

weiterentwickeln“, schreibt den dätische Bundespräsident Frank-Walter Steinmeier ugangs der Woch an engem Zeitungsartikel. An e setzt nach e wichtige Saz derbäi: „Die Zukunft der Demokratie aber ist nicht ohne eine Idee von der Demokratie der Zukunft zu gewinnen.“ Zwee dëifgräifend Sätz, adressiert un eis all an der Europäischer Union, déi politesch Verantwortung haut ze droen hunn, fir eise Kanner an Enkelnen en demokratescht Europa an der Zukunft ze garantieren.

Och wann de Migratiionsdrock am Kader vun der Pandemie, Här President, allgemeng nogelooss huet am Verglach zum leschte Joer, dierfe mer eis näscht virmaachen: Dës Entspannung kann och nème vu kuerzer Dauer sinn. De 15. Oktober hate mer jo hei am Haus eng Diskussioun iwwert d'europäesch Migratiionspolitik. D'Chamber huet mat enger ganz klarer Majorität der Regierung hir europäesch Flüchtlingspolitik ënnerstëtzt.

Och wann de Spillraum fir en neit an ambitiëst Migratiionskonzept enk ass, wärt Lëtzebuerg sech derfir asetzen, dass mer eng Léisung kréien, déi d'Solidarität an der Europäischer Union festschreift. Solidarität dierf et net à la carte ginn an och net à sens unique. Mir wäerten déi dätisch Precedence ënnerstëtzen, fir virunzkommen a politesch Virgabe bis Enn des Joers auszeschaffen.

De Migratiionspakt, deen d'Kommissioun presentiert huet, kann eng Chance sinn - kann eng Chance sinn! - fir eng méi human europäesch Migratiionspolitik. An dës Chance gëllt et elo ze nutzen.

D'Dublin-Reglement ass de Kär vum aktuelle Problem. Déi aktuell Reegele sinn ongerecht fir déi EU-Memberstaaten, déi op de Baussegrenzen dem Migratiionsdrock ausgesat sinn. A wann déi iwwerfuert sinn, da verlooosse Migrantene déi Länner, fir an anere Länner eng Asyldeemande anzerechen. D'Reform, déi mir verhandelen, muss d'Boeino vun alle Memberstaaten respektieren, vun den Areeslänner, den Transitionslänner an och den Destinationslänner. Mir brauchen dréngend ee méi gerechte System, wou Länner, déi Leit um Mier retten oder déi engem gréisseren Zoufluss ausgesat sinn, sech kënnen op eng previsible Solidarität vun alle Memberstaaten verloossen.

Lëtzebuerg eleng kann natierlech net de Problem vu Schenge léisen. Mir brauchen duerfir eng EU-Dimensioun. Lëtzebuerg wärt sech weiderhin derfir asetzen, dass mir e verpflichtenden - ee verpflichtenden! - System vu Solidarität kréien, a besonnesch, dass a leschter Instanz d'EU-Kommissioun ka verpflichtend Zuele fir d'Relokalisatioun proposieren. Däitschland, Frankräich, d'Belsch, Holland, Portugal, Irland, Finnland genee wéi Griicheland, Italien a Malta denken do änlech.

Lëtzebuerg schwätzt net just vu Solidarität, mir versiche se weinstens och ze praktikieren. Zënter 2018 hu mer 145 Persounen relokaliséiert a reinstalléiert. Proportional gesinn ass dat e konsequente Effort vun eisem Land. De 16. Oktober hu mer, trotz Pandemie, wéi Der wësst, nach 14 Refugiéene, déi am Niger waren, opgehol. Och wa mer schwiéier Zäiten hei hunn, hëllef mer awer Leit, déi an enger nach vill méi schwiéier Lag si wéi mir. Wärend dem Confinement am Fréijoer hu mer och Mannerjäreger vun de griicheschen Inselen, op Appell vu Griicheland hin, opgehol, an dat deemools als éischt Land an Europa.

An Europa muss mir et och fäerdegbréngen, kollektiv Solidarität ze weisen. Et geet, an dat gesi mer um traurege Beispill vun Mória: Bis elo sinn 1.362 Persounen opgehol ginn an et sollen nach weider 4.981 Persounen relokaliséiert ginn aus Griicheland, wat awer nach net geschitt ass. Et gëtt Engagementer fir insgesamt 6.343 Persounen.

D'EU muss an der Lag sinn, hir Baussegrenzen ze schützen. An deem Kontext ass an deene leschte Jore dee gesamte Grenzschutz opgebessert ginn, dee vun de Memberstaaten an och dee vun der Agence Frontex.

Hu sech 2015 nach 1,8 Milliounen Persounen op eise Baussegrenzen presentéiert, sou waren et der 2019 nach 142.000. Mat engem solidareschen Effort an der Europäischer Union, wou jiddweree sech géif dru bedeelegen, wier déi Charge gerecht ze verdeen. Hannert deenen Zuele sti Mënschen. Et ass eis Pflicht, jiddweree mat Dignitéit ze behandelen an all Einzelfall am volle Respekt vum internationale Recht ze kucken.

Fir de Grenzschutz gëtt et konkret Reegelen, déi müssen ënner allen Ëmstänn respektiert ginn. Sougenannt „pushbacks“ vu Migrante sinn illegal an dierfen net toleréiert ginn. D'EU-Kommissioun huet am Migratiionspakt proposéiert, ee Monitoringmechanismus ze schafe fir d'Pushbacks. Lëtzebuerg ënnerstëtzt och déi Propositioun, dass an Zukunft d'Europäesch Agentur fir Grundrechte d'Aktiounen vun de Grenzbeamten um Terrain méi seriö kontrolléiert. Eis Regierung geet engagéiert an déi Verhandlungen iwwert de Migratiionspakt eran. Mir brauche Resultater fir eng méi human an effikass europäesch Migratiionspolitik. De Problem ass, wéi mer scho gesot hunn, net d'Migratioun, mee et ass d'Gestioun vun der Migratioun.

Zanter dem 1. Februar, Här President, ass jo d'Veereenegt Kinnekräich kee Member méi vun der Europäischer Union, mee et bleift nach bis den 31. Dezember Deel vum EU-Bannemaart an der Zollunion. No deem Datum wäerte grouss Ännerunge kommen, ob mir en Accord mat de Britte fannen oder och net. D'Austrittsoffkommes tëschent der Europäischer Union a Groussbritannien bleift de beschten an och deen eenzege Wee, fir de Friden op der ırescher Insel an de Bannemaart ze schützen. Dëst Ofkommes muss respektiert ginn. An dëst gëllt et och sécherstellen.

Lëtzebuerg setzt sech jo zënter dem Ufank vun de Verhandlungen fir eng ambitionéiert Relatioun tëschent der Europäischer Union a Groussbritannien an. D'Veereenegt Kinnekräich wärt och weiderhin fir eis ee wichtige, ganz wichtige Partner bliwen, besonnesch am Beräich vun den Dingschleeschtungen an natierlech och am Finanzberäich. A ville Beräicher wäerte mir weiderhin enk zesammeschaffen mat Groussbritannien.

D'Verhandlungen iwwert déi zukünftige Relatiounen tëschent der EU a Groussbritannien bleiwe weiderhin immens komplizéiert, a mir sinn elo an der decisiver Phas. Scho méi laang, mee elo wierkech hu mer nème méi vläicht eng Woch Zäit. D'Zil ass a bleift et, fir an deenen nächsten Deeg eng fir béid Säiten akzeptabel Léisung ze fannen.

Mee nach hu mer keen Ofkommes virleien an en No-Deal-Zenario kënne mer absolut net ausschleissen. Dëst hätt wäitreechend Konsequenze fir d'Bierger an och fir d'Wirtschaftsacteuere. An Zäiten, an deenen ons Wirtschaft, souwuel an der Europäischer Union wéi och a Groussbritannien, schwiéier ënner de Konsequenze vun der Covidkris ze leiden huet, ass et ëmsou méi wichtig, dass mer dëst verhënnere kënnen.

Onofhängeg vum Ausgang vun den Negociatiounen wäerten den 1. Januar 2021 Verännerungen op eis Bierger an och op eis Betriber an deem Kontext zoukommen. Ech wëll dat nach eemol ënnersträchen: Och wa mir en Accord aushandelen, verléisst d'Kinnekräich den 1. Januar de Bannemaart an d'Zollunion, mat alle Konsequenzen, wouduerch automatesch nei Barriären am Wueren- an am Dingschleeschungsverkäier entstinn. Sou wäerten zum Beispill vill zousätzlech Douaneskontrollen ufaen, mir wäerten zwee verschide Kontrollregimere hunn an déi grenziwwerschreidend Mobilitéit vun onse Biergerinnen a Bierger wärt och beaflosst sinn.

Souwuel un nationale Plang ewéi och um Niveau vun der Europäischer Union hu mir duerfir Efforten ënnerhol, fir all déi concerniert Acteuere op déi dëifgräifend Changementer opmierksam ze maachen. De Bierger kënt bei dësem Dossier natierlech eng besonnesch Wichtegkeet zou. An dat hu mer mat der Chamber hei jo och ëmmer ënnerstrach, dass hir Rechter dat Allerwichtigst eigentlech sinn. An ech si frou, dass fir iwwer 4 Milliounen Leit, EU-Bierger am Kinnekräich a Britten och an der Europäischer Union, Kloerheet konnt geschaaft ginn, wat hir Rechter ugeet.

Fir de brittesche Bierger hei zu Lëtzebuerg ze erméiglechen, hiert Liwene esou wäit dat méiglech ass sou kënne weiderzeféieren, wéi dat bis elo de Fall war, hu mer jo als Ausseministère schon am Juli als eent vun den éischten europäesche Länner eng Prozedur gestart, déi et hinnen erlaabt, hiert neit Residencedokument unzefroen an domadder och hir Rechter ofzesécheren.

2021 wärt sécherlech en Neiufank an onse Relatiounen mam Vereenegte Kinnekräich markieren. Mee Groussbritannien wärt och an Zukunft en enke Partner, ech hunn et scho gesot, vu Lëtzebuerg bliwen. Den Defi vun den nächste Jore wärt also doranner leien, duerch d'Rechter an d'Obligatiounen eng equilibriert an nohalteg Relatioun hierzestellen.

Aus enger vläicht méi politescher a manner technischer Siicht gekuckt, ass a bleift awer de Brexit, dee jo op den 23. Juni - en Datum, dee mer gutt verhalen - 2016 zrückgeet, also sechs Meint virun der Wal vum Här Trump, eppes, wat Europa als Kontinent schwächt. D'Union huet eng „Masterpiece“, wann ech esou dierf soen, politesche, ekonomesche, kulturell gesinn, verlor. Mam ale President vun den USA ass jo elo ee ferventen an aggressive Verfechter vum Brexit aus dem Spill. Hoffentlech geschwënn! E Fait, deen de Premierminister an d'Regierung vu Groussbritannien sollten eigentlech bedenken, dass dat e Changement och ass, a si sollten net weider poken, weeder mat deem, wat ofgemaach ass, nach mat deem, wat bis Enn des Joers soll fir d'Zukunft stoen. Seriö a Rationalitéit géifen der Europäischer Union wéi och dem Kinnekräich elo guttduen.

Och wa mir an deene leschte Meint am Krisemodus geschafft hunn, heescht dat natierlech net, dass eis Prioritéiten, déi mer virun der Covidpandemie hatten, op eemol net méi aktuell wieren. Am Géigen-deel!

De Klimawandel bleift eng vun de gréissten Erausforderunge weltwäit. Fir déi global Temperaturer-

héijung nach kënnen op 1,5° C ze limitieren, huet d'EU de leschten Dezember ju decidéiert, dass mer spëitstens 2050 sollte klimaneutral sinn. Lëtzebuerg setzt sech an, dass mir an der EU dëst Klimazil fir 2030 do nach erhéien, an dat nach dëst Joer. An zwar verdeedege mir jo zurzäit am Rot, de Sprong ze maache vun onsem alen Zil vu weinstens minus 40% erop op een adjustiert Zil vu minus 55%. Mir müssen dëst virum Enn vun 2020 maachen, well mer eis méi ambitionéiert Contributioun - dat heescht ons sougenannt „contribution déterminée au niveau national“ - der UN-Klima-Kaderkonventioun entsprechend dem Paräisser Accord müssen notifizieren. D'EU mécht dat kollektiv. Dëst ass en extreem wichtige Moment an der Ëmsetzung vum Paräisser Accord an entscheidend och fir seng Zukunft a Wierkung.

Mam Green Deal huet d'Europäesch Kommissioun en ambitiëse Plang presentéiert, fir ons en adequate Kader ze ginn. De Finanzkader 2021-2027 an den Next-Generation-EU müssen elo genotzt ginn, fir dass se gläichzäiteg der Relance am Kontext vun der Covidkris souwéi onser Aktioun géint d'Ëmwelt a Klimakris déngen. Eng verstärkt Klimadiplomatie vun der Europäischer Union soll weider dozou bäidroen, esou fréi wéi méiglech esou vill wéi méiglech vun de „groussen Emetteure“ mat u Bord ze kréien. Rezent Annonce vu Kanada, vu China, vu Südafrika, vu Südkorea a vu Japan, déi sech och héich Ambitioune setzen, weisen, dass d'EU inspiréiert, wann ech esou dierf soen, an dass de Klimawandel och während der Pandemie eng vun eise Prioritéite bleift.

Wat d'Zukunft vun Europa ugeet, Här President, bleift et wichtig, dass mer esou breet wéi méiglech déi Debatt féieren. An der Covidkris hu mer jo gemierkt, wéi wichtig et ass, op eis europäesch Partner kënnen ze zielen, a wéi wichtig eng Europäesch Union ass. Natierlech ass net alles perfekt an et gëtt sécherlech eng sëllege Punkten, déi ee verbessere kann.

Am Februar hu mer hei an der Chamber zesammen iwwert d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa geschwat. Lëtzebuerg huet net op déi Initiativ gewaart, fir den Dialog mat de Bierger iwwer Europa weiderzeféieren. Nom Erfolg vun de Biergerforen huet jo d'Regierung an hirem Koalitionsaccord zrückbehale, d'Debatt iwwer Europa hei nach méi intensiv weiderzeféieren, fir doduerjer d'Konzept vun der participativer Demokratie weiderzeféieren.

D'Demokratie muss weider gestärkt ginn. Well d'Consultatioun vum Bierger e Prozess ass, dee fléissend ass an och reegelméisseg alimentéiert muss ginn, hu mir d'Initiativ vun dëser Konferenz vun Ufank un ënnerstëtzt. D'Bierger wäerten hir Erwaardungen u Europa zu engem groussen Deel am Kontext vun der Covidkris presentieren, wat nëmmen normal ass. Et ass dee Sujet, deen eis jo alleguerte beschäftegt. Zäitgläich muss mer awer och oppassen, keng onrealistesche Erwaardungen ze schafen, déi herno net kënnen erfëllt ginn. D'Fro stellt sech och, wéi mir déi Konferenz ënnert den aktuellen Konditiounen kënnen a sollen organisieren, müssen organisieren. Eng virtuell Plattform, déi bitt sech un. Mee et kann ee sech froen, ob dat esou duergoe wäert. Mir wäerten do op Propose vun den Instruktiounen waarden a sinn oppe fir all gutt Iddi.

Här President, de westleche Balkan - Albanien, Bosnien-Herzegowina, Kosovo, Montenegro, Nordmazedonien a Serbien - ass en Deel vun Europa, net vun eppes anescht! Si hunn zanter 2003 zu Saloniki eng Baitrittsperspektiv kritt an un där muss mer och festhalen, och wa Verschiedene de Rapprochement vun deene Länner un eis Valeuren, un eis Standards net séier genuch geet.

Mir müssen deene Länner, mengen ech, Zäit loosse, fir hir schwiéier Vergaangenheet, déi se hunn, opzeschaffen a fir och hir Wonnen ze heelen. Si brauchen Zäit, well mir vun hinne dëifgräifend Reformen erwaarden, déi all Beräicher an deene Länner beaflossen. Hei gëtt et kloer Kritterien ze respektieren, virun allem am Beräich vun der Rechtsstaatlechkeet, der Onofhängegkeet vun der Justiz an dem Kampf géint Korrupsioun a géint d'organisierert Verbrechen. D'Vitess, mat där dës Reformen emgesat ginn, wärt festleeën, wéi séier dës Länner kënnen an der EU eng Kéier opgehol ginn.

Lëtzebuerg wärt déi sechs Balkanlänner och weiderhin begleeden op dësem ganz knobbelege Wee, dat ass kloer, virun allem duerch eis technesch Ënnerstützungsprogramme an deene jeeeweilige Länner. De westleche Balkan ka sech nème weider stärken duerch eng renforçéiert regional Kooperations- op jidde Fall ass dat dat, wat mer hinnen ëmmer soen -, fir esou de jonke Leit och kënnen eng Perspektiv ze ginn.

Mir schaffen drun, wéi Der wësst, dass nieft Montenegro a Serbien, wou näscht, awer och guer näscht einfach ass, och d'Baitrittshandlungen mat Nordmazedonien an Albanien geschwé kënnen ufanken.

Leider ass d'Situatioun an der Tierkei ganz komplex. Wa vill Länner - net all, net all, mee awer villen

- um westleche Balkan sech trotzdeem wëllen a Richtung EU orientieren, esou ass et e Fait, dass d'Tierkei, duerch hir Aktiounen a leschter Zäit, sech vun der EU ewechdréit. Wéi de leschten Erweiderungsrapport vun der Kommissioun beleet, huet d'Tierkei eng Rei Moosname geholl, déi a Saache Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet net am Aklang si mat de Kopenhagener Kritterien. Dëst huet ënner anerem derzou gefouert, dass d'Baitrittshandlungen mat der Tierkei scho laang awer nu komplett zum Stoe komm sinn.

D'EU war oppen, ënner verschiddene Konditiounen eng positiv politesch Agenda ze lancieren - dat huet een och vun den Instruktiounen zu Brëssel héieren - an en enger Redynamisierung vun där Agenda ze schaffen. Leider sinn d'Signaler absolutt net encourageant, mee carrement enttäuschend.

Am östleche Mitteleuropa kann et nème eng diplomatesch Léisung ginn duerch den Dialog. D'Tierkei, Griicheland, Zypern muss sech ronderëm en Dësch setzen an eng Léisung fannen duerch den Dialog. Den Dialog am Kader vun der dätischer Mediatoun muss weidergefouert ginn. An do wëllt och all europäesche Land mathëllef, soudass d'Aarbechten u Léisunge fir all betrafte Parteien, Zyprioten, Griichen an Tierken, kënnen ufanken.

De Wee, bis eng konkret Léisung fonnt ass, wärt laang a schwiereg sinn. Wéi Der wësst, ass d'Ofgrenzung vun exklusive wirtschaftlechen Zonen eng ganz schwiereg Fro. Op jidde Fall gëtt et keng Léisung mat militäresche Mëttele. Et ass eis besonnesch wichtig, dass d'internationalt Recht dobäi respektiert gëtt am Aklang mat dem Prinzip vun gudden Nopeschbeziungen.

Net nème an der Migratiionsfro ass Solidarität wichtig, mee och an dësem Kontext! Lëtzebuerg bleift solidaresche mat Zypern a Griicheland, wat de Respekt fir hir Souveränität a souverän Rechter ugeet. A fir d'Tierkei a virun allem hire President muss ee kloer ënnersträchen, dass se weeder nieft nach iwwert dem internationale Recht stinn!

D'Pandemie huet net nème gewisen, wéi wichtig eng effikass Handelspolitik ass, mee och de Fokus op d'géigesäiteg Ofhängegkeet am internationalen Handelssystem gelenkt an d'Fragilitéit vun eise Versuergungskette bloussgestallt, net nème international, mee och am Kontext vun eise Bannemaart.

Lëtzebuerg ass déi oppenst Ökonomie vun der Welt a mir hunn net nème eis Plaz am internationalen Handelssystem fonnt, mee och an den internationale Logistikketten, wat mir an der Kris jo konnten ënner Beweis stellen. Och hu mer bewisen, dass et souguer um Héichpunkt vun der Kris ëmmer méiglech war, déi iwwerliwenswichtig Produiten, déi mer gebraucht hunn, virun allem am medezinesche Beräich, um internationale Marché anzekafen an op Lëtzebuerg ze bréngen, net nème fir eis, mee och fir eng sëllegen aner Länner, deene mir esou konnten hëllef.

An dach huet de Covid-19 d'Fragilitéit vun eise Versuergungskette bloussgestallt, net nème international, mee och am Kontext vum Bannemaart. Mir müssen also eng Diskussioun féieren iwwert d'Diversifizierung vun de Produktions- an och vun de Liwwerketten. Virun allem muss mer awer eng Diskussioun féieren, wéi mer déi europäesch Wirtschaft, wéi mer eis Industrie méi resilient a weltwäit nach méi konkurrenzfähge maache kënnen, an dëst an de verschidene Beräicher.

Als Minister, dee verantwortlech ass fir den internationalen Handel, hunn ech déi lescht Meint versicht derzou opzeruffen, eis Gedanken net nème op eis Bedierfnesser fir medezinesche Geräter, fir Medikamente oder fir perséinlech Schutzausrüstung ze konzentreren, mee fir och eng strategiegesch Dimensioun an d'Debatt eranzubringen. An deem Kontext bleiwe mer der Meenung, dass d'Stollindustrie eng strategiegesch Wichtegkeet fir Europa huet an dass d'Europäesch Union all déi néideg Hiewele muss usetzen, fir d'Hemorragie ze stoppen, déi dës Secteur zënter Joren erlieft.

Lëtzebuerg setzt sech fir eng equilibriert an eng transparent Handelspolitik an. Mir hunn erreecht, dass d'Verhandlungen tëschent der Europäischer Union an Drëttstaate méi transparent gi sinn an dass d'Verhandlungsmandater ewell och effentlech sinn. Mir hunn et also fäerdegbruecht, an der europäescher Handelspolitik en Ëmdeken ze bréngen an eisen Handelsbeziunge mat Drëttstaaten. Dat kann an engem Kontext vun internationalen Accorden natierlech keng Revolutioun sinn, mee eng Evolutioun. Ech verstinn, dass et Verschiedener heibanne gëtt, an ech respektieren dat, deenen dat net wäit an net séier genuch geet. Mee et ginn international Engagementer, déi een net vun haut op muer iwwert de Koup geheie kann.

Esou een Dossier ass de fäerdeg verhandelten Accord mam Mercosur. Zanter dem Unhuele vum Mandat am Joer 1999, also virun 21 Joer, huet d'Welt geännert an deem muss Rechnung gedroe ginn. D'Lëtzebuerger Regierung war eng vun deenen éischten an der Europäischer Union, déi

Chambre des Députés

Compte rendu officiel**Supplément commun aux quotidiens :**
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek**Contenu rédactionnel :**
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1**Saisie de texte :**
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette**Conception et mise en page :**
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette**Concept et coordination générale :**
brain&more, agence en communication, Luxembourg**Imprimeries :**
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 LuxembourgEditpress SA
44, rue du Canal
L-4050 Esch-sur-Alzette

hei eng kloer Positioun ageholl huet. Mir brauchen hei konkret Engagementer, virun allem vun deem gréisste vun de Mercosur-Länner, vu Brasilien, fir géint de Klimawandel, géint d'Ofholze vun de Bëscher virzegoen, ier mir d'ëst Ofkommen kënnen ofschléissen.

Déi aktuell Dispositionen am Accord ginn net duer, fir konkret Changementer sécherzestellen gégen- iwwer vum enger Regierung, déi net prett ass, fir déi wichtegst Accorden am Beräich vum Ëmweltschutz an och vum Klima, virun allem de Paräisser Klimaaaccord, ze respektéieren. Dorunner gétt elo vun der Kommissioun geschafft. Mir analyséieren dat, wat dobäi erauskënnt, ganz genee.

Déisen Dossier weist, wéi ee Land wéi Lëtzebuerg kann Akzenter op EU-Niveau setzen, d'ëst an engem enken Austausch och mat der Zivillgesellschaft.

Gläichzäitig sinn ech mer awer och bewusst, dass Verschiedener och e verbessert Ofkommen wäerten ofleenen, well et fir si besser wär, guer keen Accord ze hunn, wéi en Accord ze ënnerstëtzen - och dat respektéieren ech -, den aus hirer Siicht net wäit genuch geet. Mee hei muss ee sech d'Fro awer stellen, ob et net an eisem strateegeschen Interêt ass, duerch Kooperatioun d'Politik an deene Länner positiv ze beaflossen, mam Risiko, wa mir et net maachen, dass dann anerer sinn op der Welt, déi manner exigent sinn a manner op Nohaltegkeet, op d'nohalteg Entwécklung oppassen, déi eis Plaz anheelen.

Ass et net an eisem Interêt, mengen ech, eng Handelsbeziéung opzebauen, déi d'Grënnung vun nohaltegen Exportfiliären an Drëttlänner favoriséiert wéi och de Respekt am Ausland vun eisen Normen an eise Standarden? Um Enn geet et drës sécherzestellen, dass d'Europäesch Unioun och muer nach hir Partner iwwerzeege kann, hir héich Standards ze iwwerhuelen.

D'Wichtigkeet vun engem enken Austausch mat de Bierger iwwer eis Handelspolitik ass och der Kommissioun bewusst. Duerfir ass e breede Consultatiounsexercice iwwer d'Bewäertung vun der Handelspolitik vun der Europäischer Unioun lancéiert ginn. Mir brauchen hei eng éierlech, eng oppen Debatt iwwer d'Zukunft vun der Handelspolitik. Ech sinn eigentlech zouversiichtlech, dass d'Resultater vun deem demokrateschen Exercice eis erlaube wäerten, der lokaler, der regionaler oder der europäischer Produktioun en neie Stelleväert ze ginn, fir méi kuerz Weeër anzeféieren an och fir e gewëssene Grad un Onofhängegkeet ze erreechen.

Déi aktuell Debatt ëm d'Zukunft vun der Handelspolitik presentéiert also eng reell Opportunitéit, fir d'Saachen nei auszebalancéieren. An deem Kontext wäert eis Opmierksamkeit sech och op d'Fro vun der Oppenheet vum Bannemaart misse fokusséieren. De Bannemaart ass op fir Firmen aus enge sëllegen Drëttlänner, déi dacks eisen eegene Firmen den Zougang awer ganz schwéier maachen. Ganz dacks gétt d'Kompetitioun um Bannemaart och verfälscht, well auslännesch Firmen dohem Subventionen kréien, fir méi kompetitiv ze sinn. Duerfir ënnerstëtze mir d'Arbecht vun der Kommissioun, fir esou Messbräich op en Enn ze bréngen an d'Handelsbeziéung mat Drëttlänner méi fair ze gestalten.

Duerfir ënnerstëtze mir och d'Entwécklung vun sougenannte Grenzupassungsmechanismen, fir eng méi staark a verbindlech Koordinéierung vun

den Ëmwelt- a Klimaaspekter an der globaler Handelspolitik ze erméiglechen.

Mir wäerten och d'Analys vun den auslänneschen Direktinvestitiounen hei zu Lëtzebuerg op eng nei Basis stellen. Zesumme mat de concernéierte Ministère schaffe mer am Ausseministère de Moment un enger Ëmsetzung vun der europäischer Reegelung iwwer de Screening vun direkten Investitiounen. D'Regierung wäert geschwënn hire Gesetzesprojet presentéieren, deen op där enger Säit d'Attraktivitéit vun Lëtzebuurger Standuert garantéiert an op där anerer Säit eis e Kader gëtt, fir Direktinvestissementer, déi vun ausserhalb der Europäischer Unioun kommen an déi en Impakt op eis Sécherheet kéinten hunn, méi genee op de Leescht ze huelen.

Mir setzen och Akzenter an der EU-Handelspolitik, wann et ëm déi nohalteg Protektioun a Promotioun an de Respekt fir d'Menscherechter geet. Am Dezember d'lescht Joer huet d'Regierung den zweeten nationalen Aktionsplang fir Entreprisen a fir Menscherechter uegoholl, deen den Zäitraum 2020 bis 2022 ofdeckt. D'Fro vum sougenannten „devoir de diligence“ läit eis jo allegueren um Häerz an ech weess, dass d'Erwaardungen an deem Beräich och héich sinn, och de Mëtteg.

Als Europaminister gesinn ech mech awer voll a ganz a menger Roll, wann ech op europäesch Léisunge fir Problemer drängen, déi am beschten op europäeschem Niveau adequat kënnen gëllest ginn. Et geet drës sécherzestellen, wéi an op wéi engem Niveau een hei kann dee gréisstméiglechen Effekt erzielen. Dat ass et, wat mir am Moment amgaange sinn ze analyséieren.

Mir sinn der Meenung, dass eng Aktioun um europäeschem Niveau eis déi gréisst Kredibilitéit an Effizienz gëtt, fir dese Sujet international, notament am Kader vun der UNO, weiderzibréngen. Och sinn ech der Meenung, dass de Bannemaart eng Realitéit ass, déi mir net kënnen ignoréieren, an dass d'Gesetzter, déi de Bannemaart betreffen, am beschten op EU-Niveau diskutéiert an och decidéiert ginn.

Mee et ass awer esou, dass mer parallel e Prozess engagéiert hunn, dass mer eng Etüd vun der Uni Lëtzebuerg an d'Optrag ginn hunn, déi kucke soll, wéi een national, wann um europäesche Plang näischt geschitt, e gesetzleche Kader kéint gestalten. Wann dës Studie virläit, dann ass et un der Regierung, y inclut déi Ministären, déi kompetent si fir de Standuert Lëtzebuerg - natierlech och un der Chamber -, fir eng Entscheedung ze treffen, an d'ëst am Dialog mat de Vertrieder vun der Zivillgesellschaft an de Lëtzebuurger Betriber, esou wéi de Koalitionsaccord dat virgesäit.

Wann ee „Standuert Lëtzebuerg“ seet, dann denkt een och u Lëtzebuerg als Sëtz vun den EU-Institutionen. Eisen Engagement fir den europäesche Projet spigelt sech an enger aktiver Siègepolitik zréck. Lëtzebuerg ass houfreg drop, ee vun den historéische Sëtz vun den europäeschen Institutionen ze sinn, a mir setzen eis all Dag an, fir deenen iwwer 14.000 EU-Fonctionnären an Agenten an den europäeschen Institutionen an Agencen zu Lëtzebuerg déi beschte Aarbechts- a Liewensbedéngungen ze garantéieren.

Mir wäerten eis duerfir och weider engagéieren, fir dass den Accord Asselborn-Georgieva - bon, deen heescht eeben esou - vum Dezember 2015, dee jo eng Verstärkung vun der Presenz vun der Kommissioun zu Lëtzebuerg, besonnesch ronderëm déi dräi Piliere - juristesche Piler, finanzielle Piler an digitale Piler - virgesäit, ëmgesat gëtt.

Leider - Dir wësst et, mir hu schonn hei e puermol driwwer diskutéiert - gouf et am Fréijoer an deem Kontext keng positiv Nouvelle: D'Kommissioun huet, ouni sech virdru mat der Regierung ze concertéieren, Pläng anonncéiert, fir d'Chafea, d'Europäesch Exekutivagence fir Verbraucher, Gesondheet, Landwirtschaft an Ernährung, zu Lëtzebuerg ofzezéien an d'Aktivitéit vun der Agence op Bréissel ze transferéieren.

Säit där Annonce hu mer a ville Gespréicher mat der Kommissioun, sief et mat der Presidentin, der Madamm vun der Leyen, sief et mat dem zustännege Kommissär, dem Här Hahn, ëmmer nees de Punkt gemaach, dass et dach méi Sënn géif maachen, eng Agence, déi säit 15 Joer zu Lëtzebuerg gutt schafft, ze verstärken, wéi se hei ofzebréieren an op e puer verschidden Agencen dann zu Bréissel opzedeele, a besonnesch elo.

Ech weess, dass d'Regierung an dese Bestriewungen op d'Ënnerstëtzung vun der Chamber ziele kann. An duerfir e grouse Merci!

Loosst mech hei awer och ënnersträchen, dass d'Attraktivitéit an d'Perennitéit vum Standuert Lëtzebuerg net a Fro gestallt sinn. Wéi schonns gesot, schaffen haut iwwer 14.000 EU-Fonctionnären an -Agenten zu Lëtzebuerg. Mir konnten och iwwer déi lescht 18 Méint zwou nei Agencen, nämlech den Europäesche Parquet an déi Gemeinsam Entreprisen fir en europäeschen Héichleeschungsrechner, den EuroHPC, hei zu Lëtzebuerg empfanke.

An Dir wësst och, dass mer net méi spéit wéi de leschte Freideg formell eis Kandidatur fir de Sëtz vun zukünftegen Europäesche Kompetenzzentrum fir Cybersécherheet gestallt hunn. Genau wéi den EuroHPC ass dat e Projet, dee Recherche an Innovation an Europa ënnerstëtzt a vill Kooperatiounsméiglecheeten offréiert, och fir d'Lëtzebuurger Wirtschaft. An deem Sënn wëlle mer weiderschaffen, am Interess vum Land a vun der Unioun.

Här President, no Europa wëll ech op d'Ausrichtung vun eiser Aussepolitik am globalen internationale Kontext agoen.

D'Covid-19-Pandemie weist, dass kee Land déi global Erausforderungen eleng meeschtere kann. Mir müssen zesummenhalen an zesummeschaffen, och um internationalen Niveau, soss packe mer et net. A fir mech unzeshléissen un dat, wat eise President gesot huet am Ufank: Dat géllt och fir de Kampf géint eng aner global Menace, den Terrorismus, dee rezent nees an Europa zougeschloen huet, a massiv!

De Multilateralismus bleibt eng kloer Prioritéit vun eiser Aussepolitik. Viru 75 Joer konnt Lëtzebuerg bei der Grënnung vun de Vereenten Natiounen seng Plaz als fréit Land an der internationaler Gemeinschaft nees anhuelen. Dës Plaz als fréit an als onofhängegt Land bréngt och Responsabilitéite mat sech. A Lëtzebuerg scheid sech net, seng Verantwortung ze droen. Nodeems mir 2012 jo fir d'ëischt an eiser Geschicht als Member vum Welt-sécherheetsrot gewielt gi sinn a wärend eisem Mandat 2013 an 2014 och bewisen hunn, mengen ech, dass och Länner wéi Lëtzebuerg eppes am Conseil de sécurité beweege kënnen, hu mer eng nei Kandidatur fir de Sécherheetsrot fir d'Joren 2031 an 2032 gestallt. Dat ënnermauert jo eise Wëllen, eise Bäitrag an der UNO fir de Fridden an d'Sécherheet ze leeschten.

Eise multilateralen Usaz ass och am Dëngscht vun de Menscherechter. 2019-2020, wärend der 74. Sessioun vun der UNO-Generalversammlung, war eise stännege Vertrieder bei der UNO zu New York, den Ambassadeur Christian Braun, de President vun der Drëtter Kommissioun, déi d'Menscherechter an déi humanitär Froen ofdeckt. An deem Kontext huet Lëtzebuerg eng innovativ informell Consultatioun tëschent der Drëtter Kommissioun an der Zivillgesellschaft organiséiert an domat en neien Espace fir den Dialog opgemaach, dee vill ONGen och appreciéiert hunn.

Den Drock op déi zivill a politesch Rechte gëtt weltwäit ëmmer méi grouss. Et gëtt ëmmer méi Attacke géint déi organiséiert Zivillgesellschaft a géint Persounen, déi sech asetze fir d'Menscherechter: Journalisten, Affekoten, Aktivisten. A virun allem Frae ginn dacks viséiert. D'lescht Joer hat ech de Fall vun der iranescher Affekotin Nasrin Sotoudeh erwänt. Et ass ze begréissen, dass virun e puer Deeg d'Madamm Sotoudeh aus hirem Prisons am Iran entlooss gouf, awer nëmme fir en Hafturlaub. Mee de globalen Trend bleibt awer absolut negativ.

An deem Kontext huet den Ausseministère mat de betraffene Ministären an der Zivillgesellschaft Aarbechte lancéiert, fir d'Menscherechtsverdeederer méi staark ze ënnerstëtzen. Dat ass och eng vun de Prioritéiten, déi mir eis ginn hunn am Kontext vun der Kandidatur vu Lëtzebuerg, fir an den UNO-Menscherechtsrot gewielt ze gi fir d'Joren 2022 bis 2024. Mir schaffe ganz aktiv drun, fir déi néideg Ënnerstëtzung ze kréien an de Walen, déi am Oktober d'nächst Joer stattfannen. Et wier dat dat éischt Mandat, wat Lëtzebuerg am Menscherechtsrot zënter senger Grënnung am Joer 2006 kéint kréien.

Mir wëllen eis also staarkmaache fir d'Menscherechter. Nieft der Ënnerstëtzung fir d'Menscherechtsverdeederer a fir d'Rechtsstaatlechkeet huet Lëtzebuerg fir säi Mandat de Kampf fir d'Égalité des genres an de Schutz vu vulnereble Gruppe viru Gewalt an Diskriminierung als Prioritéit festgehale. Dozou gehéiert den Asaz fir d'Rechter vun de Fraen a fir d'Rechter vun de Kanner an och fir d'Rechter vun den LGBTI-Persounen.

Eng aner Prioritéit ass den Asaz fir eng nohalteg Entwécklung, déi op dem Respekt vun de Menscherechter baséiert. Lëtzebuerg leescht do säi Bäitrag mat senger Kooperatiounspolitik, déi déi wirtschaftlech a sozial Rechte an d'Recht op Entwécklung fërdert. Mir wëllen och verstärkt dem Lien tëschent dem Klimawandel an de Menscherechter Rechnung droen. Den Asaz vu Lëtzebuerg géint de Klimawandel ass essenziell fir eis Zukunft als Land, mee ass awer och vital, fir d'Menscherechter vun deene Leit an der Welt ze schützen, déi dem negativen Impakt vun der Klimakris ausgat sinn.

D'Menscherechter sinn e vollwäertegen Deel vun eiser Diplomatie. Dat heescht net, dass mer nëmme mat demokratesche Länner schwätzen. Mir schwätzen a schaffen och mat anere Länner zesummen, am géigesäitige Respekt, ouni Naivitéit, a mir setzen eis och a fir d'Menscherechter an deene Länner, wuel wëssend, dass och zu Lëtzebuerg an insgesamt an Europa d'Situatioun vun de Menscherechter net ëmmer perfekt ass.

Eng Aussepolitik, déi sech als Prioritéit gëtt, d'Menscherechter konsequent ze verdeedegen, ass eng Aussepolitik, déi sech op déi fundamentalen Prinzipie vun der menschlecher Würd an der Gläichheit tëschent alle Mënche konzentréiert, am Klang mam éischten Artikel vun der Allgemenger Erklärung vun de Menscherechter. Dozou gehéiert natierlech och d'Gläichheit vu Mann a Fra.

Déi feministesch Aussepolitik, zu där dës Regierung sech 2018 am Koalitionsaccord jo bekannt huet, bedeit, dass mer eis systematesch a kohärent asetze fir d'Rechter vun de Fraen an d'Rechter vun de Meedercher, och fir hir sexuell a reproductiv Gesondheet a Rechte an hir onageschränkt kierperlech a gesechter Fräiheet. Zu eiser feministesch Aussepolitik gehéiert d'Ëmsetze vun nationalen Aktionsplang fir Fraen a Fridden a Sécherheet, am Kader vun der Resoloutioun 1325 vum UNO-Sécherheetsrot. Dës Resoloutioun ass virun 20 Joer uegoholl ginn. Mir wäerten eis och an den nächste Jore beméien, fir an deem Beräich Fortschreitter kënnen ze maachen.

De Multilateralismus, déi international Approche steet ënner Beschoss. An dach gëtt et keng besser Approche, fir d'Problemer vun haut ze léisen! Huele mer just d'Beispill vun der Gesondheet. Mir hunn et der OMS, der Weltgesundheitsorganisatioun ze verdanken, dass d'Pouken eradiquéiert goufen no enger weltwäiter Impfcampagne. D'OMS huet géleiert aus successiven Ausbréch vu virale Krankheeten, wéi de SARS an de Joren 2002-2004 och de Ebola - mir kënnen eis all erënnere - a Westafrika am Joer 2014, a si huet hir Prozedure verbessert. Weider Verbesserunge si wünschenswäert. Et ass elo wichtig, dass all Länner un engem Strang zéien, fir dass eis multilateral Instrumenter gestärkt ginn, déi eis kënnen hëllefen, d'Pandemie anzudämmen.

Ech wënsche mer, dass ënner der zukünfteger neier amerikanescher Regierung - an ech sinn do net eleng - vun President Biden positiv Impulser kommen. Mir kënnen sécherlech méi beweegen, wann d'USA sech nees mat an der OMS a generell an der UNO engagéieren.

Dat selwecht géllt fir den existenzielle Kampf géint de Klimawandel. Hei entsteet och eng nei Dynamik, wann d'USA de Wee zréckfannen an de Paräisser Klimaaaccord. D'Resultat vun de Presidentschaftswalen an de Vereenegte Staate bréngt d'Hoffnung, dass de Multilateralismus nees méi Wand vun där anerer Säit vum Atlantik an d'Seegele krit. Mee mir Europäer müssen eis Verantwortung och an deem Beräich iwwerhuelen. An dat hu mer och an de leschte Jore versicht ze maachen, ouni op e Wiesel am Wäissen Haus ze waarden.

Sou hu jo den däitschen an de franséischen Ausseminister d'lescht Joer am September, am Kader vun der UNO-Generalversammlung, d'Allianz fir de Multilateralismus an d'Liewe geruff. Vun Ufank an huet Lëtzebuerg an där Allianz deelgeholl. Mir engagéieren eis dobäi an enger Rei Initiativen, ënner anerem fir dat internationaalt Recht héichzhalen. Mir ënnerstëtzen déi wichteg Roll vun der Cour pénale internationale géint d'Impunitéit fir Krichsverbriechen, Verbriecher géint d'Menschlechteet a Genoziden. Mir appreciéieren och d'Arbecht vun der Cour internationale de justice, déi zum Beispill am Januar d'ëst Joer wichteg Mesuré fir de Schutz vun de Rohingya am Myanmar agefuerdert huet.

Nieft eisem globalen Asaz fir de Multilateralismus ass et och eng Prioritéit vun eiser Aussepolitik, zum Fridden, zur Sécherheet, zur Stabilitéit an der Noperschaft vun der Europäischer Unioun bäize droen, am Oste souwuel wéi am Süden. Nom zéngten Anniversaire vun der Ëstlecher Partnerschaft d'lescht Joer sollte mir eis als Europäesch Unioun nei Prioritéite ginn, déi der jeeweileger Situatioun vun deene sechs Länner an eiser Noperschaft am Osten ugepasst sinn.

D'Lag an der Region huet sech allerdéngs dramatesch verschlechtert an de leschte Méint, mir wëssen et. Am Belarus huet de Regim vum Här Lukaschenko d'Resultat vun de Wale vum 9. August gefälscht. De Regim ënnerdréck déi friddlech Opposition mat massiver Gewalt a gebraucht all Instrumenter vum Staatsterror, entféiert a foltert Demonstranten. Esou eppes dierft et eigentlech am 21. Joerhonnert an Europa net méi ginn! Mir hunn als Europäesch Unioun geziilt Sanktionen uegoholl géint déi Verantwortlech am Belarus, dorënner och den Här Lukaschenko selwer. Mir ënnerstëtzen déi couragéiert Aarbecht vun der Opposition an all Eforten, fir iwwer den Dialog eng politesch Léisung ze fannen an de Wee fräizemaache fir nei, fir fräi a fair Walen, deenen hiert Resultat de Wille vun de Bierger am Belarus wäert erëmspigelen.

Mir sinn och ganz besuergt iwwer de Konflikt, deen elo an Nagorny-Karabach tëschent Armenien an Aserbaidjan jo nei entbrannt ass. Hei gëtt et Rapporten, dass Streebommen zum Asaz komm sinn, Zivilisten an zivill Infrastrukture goufe viséiert, Mercenären aus Syrie goufen an den Operationen agesat. A mir wëssen, dass d'Tierkei do eng entschedend Roll gespilt huet. Virgëschter ass elo en

Accord fonnt gi fir eng méi komplett Wafferou, ënnert der Vermittlung vum President Putin. Russesch Zaldote ginn an d'Regioun verluecht, fir Positionen tëschent de Konfliktparteien ze bezéien. Et kann een nëmmen hoffen, dass domadder d'Bluttvergëssen ophält. Et muss een allerdéngs och soen, dass diesen Accord e ganz batteren Nogaeschmaach fir d'Armeenier huet, déi vill Gebidder hu missen opginn.

Wat mech besonnesch schockéiert, ass de Fait, dass déi tierkesch Autoritéiten de Konflikt eigentlech ugeheizt hunn, anstatt hirer Mediateursroll als Member vum sougenannte Minsk Group vum der OSZE gerecht ze ginn. Esou si se matverantwortlech fir Honnerte vum Doudegen an Zéngdäusende vu Leit op der Flucht. Dat ass en anert Beispill fir déi destabilisierend an aggressiv Aussepolitik, déi d'Tierkei ënnert dem President Erdoğan an hirer Noperschaft féiert, vu Libyen iwwert d'östlech Mëttelmeer bis a Syrien an an de Kaukasus.

De Wiessel am Wäissen Haus wäert dem Här Erdoğan net gefalen. Et wier extreem wichteg, dem NATO-Partner Tierkei - ech preziséieren: „NATO-Partner Tierkei!“ - den Diks ze setzen a kloerzestellen, dass Operatione wéi an Nagorny-Karabach inakzeptabel si fir d'NATO a fir d'Europäesch Union!

Als Äntwert op déi humanitär Kris, déi de Krich ausgeléist huet, ënnerstëtzt Lëtzebuerg déi vital Aarbecht vum Internationale Komitee vum Roude Kräiz op der Plaz. Op der diplomatescher Schinn hu mer eis un den Appelle bedeelegt fir e Waffestëllstand a fir eng Relance vu de Gespréicher, fir de Konflikt tëschent Armenien an Aserbaidjan dauerhaft ze léisen.

No der Wal vum President Selenskyj dann an der Ukrain war jo e weíneeg Hoffnung a Bewegung an d'Verhandlung mat Russland erakomm, fir de Konflikt am Donbass ze léisen. En Enn vum deem Konflikt ass awer leider nach ëmmer net a Siicht, trotz de Beméiunge vum Däitschland a vu Frankräich am Normandie-Format, fir an der Ëmsetzung vum de Minsker Accorde virunzekommen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt weiderhin déi territorial Integritéit vum der Ukrain an d'Iwwerwachungsmission vum der OSZE. Op Aluedung vum den ukraineschen Autoritéite wäerte mer mam Premierminister eng gemeinsamen Visitt an d'Ukrain ënnerhuelen, wann d'Situatioun et erlaabt.

Net nëmmen am Donbass am am Kaukasus, mee a villen anere Brennpunkten op der Welt spillt Russland eng Schlësselroll. Duerfir ass et och d'Position vu Lëtzebuerg, dass mer den Dialog, dee schwéieren Dialog mat Russland oprechterhale sollen. An deem Kontext war ech jo Enn Februar d'Joer op Aarbechtsvisitt zu Moskau. Mir beméien eis, mat Russland zesummeschaffen, ouni d'Prinzipien vum der Europäesch Union an och d'EU-Sanktiounen a Fro ze stellen, déi mat der illegaler Annexioun vum der Krim an der Destabiliséierung vum der Ukrain zesummenhängen, an ouni ze vergëssen, dass d'Situatioun vum de Mënscherechter a Russland net déi besch ass.

De Mordversuch géint den Alexej Nawalny mam Nervegéift Nowitschok war eng schwéier Verletzung vum Vëlkerrecht. Mir hunn als Europäesch Union op dese Gebrauch vum enger cheemescher Waff misse reagéieren an op Virschlag vu Frankräich a vun Däitschland hu mer Sanktiounen ugeholl. Dat huet zu enger neier Verkrampfung an de Relatiounen tëschent der Europäesch Union a Russland gefouert. An awer bleift Russland een onëmgänglechen Noper um europäesche Kontinent! Duerfir musse mer mat hinne weider schwätzen an aller Kloerheet, esou schwéier dat och heiansdo ass, fir a terme neeg Vertrauensbasis ze schafen. Dat géllt och fir den Dialog tëschent der NATO a Russland.

D'Stabilitéit an eiser südlicher Noperschaft hânt zesumme mat der Situatioun am Sahel. Lëtzebuerg ass staark engagéiert fir ze hëllefen, de Sahel ze stabiliséieren, mat der Europäesch Union an der UNO a mat senge laangjärege Partnerlänner an der Region - Burkina Faso, Mali an Niger - souwéi och dem Senegal. D'Lag ass ugespaant. Dat gesäit een un den Attacken, déi besonnesch de Burkina Faso säit dem leschte Joer ëmmer nees viséieren. Dat huet een och d'Joer mam Militäruptsch den 18. August am Mali gesinn.

D'Kris am Sahel ass multidimensional. Duerfir ass et richtig, dass mer weiderhin d'Approche vun den „3D“ uwennen: Diplomatie, Développement an Defense. Eisen Effort fir de Sahel beleeft sech järelech op ronn 100 Milliounen Euro. Den Akzent läit op der Entwicklung zesummenaarbecht. D'Sécherheet vum eisen Ekippen um Terrain ass natierlech och eng Prioritéit fir d'Regierung wéi fir d'Chamber.

Mam Accord vun der Chamber hu mer eisen Engagement fir d'Sécherheet am Sahel gestärkt. D'Lëtzebuerger Arméi deployéiert a Phasen e Kontingent an der militärescher Trainingsmission vum der Europäesch Union am Mali, EUTM Mali. Mir maachen och mat bei der UNO-Stabiliséierungsmission am Mali: Mir stellen Experten a GovSat-Capacités fir d'Satellitkommunikatioun zur Verfö-

gung, fir de Quartier général vun der MINUSMA, also vun der UNO, mat de regionale Secteurs vum der Mission besser ze vernetzen. Do gesäit een, wéi och e klengt Land wéi Lëtzebuerg an enger UNO-Mission e wäertvollen, héich spezialiséierte Bäitrag leeschte kann, deen och d'Sécherheet vun de Blohmer verbessert.

Fir op d'Wuerzele vun der Onsécherheet am Sahel ze wuerken, begleele mir déi politesch Prozess mat, déi zur Konflikteentwicklung (veuillez lire: Konfliktléisung) bäidroen kënnen. Et geet drëms, d'Rechtsstaatlechkeet, d'Gouvernance, d'Institutionen ze festegen an ze kucken, dass d'Vertrauen tëschent de Bevölkerungen an de Regierungen an de Sahel-Länner erëm dauerhaft hiergestallt gétt.

Tëschtent dem Sahel an Europa leien d'Länner vun Nordafrika. Mir sinn do amgaangen, eis Relatiounen mat zwee Länner haaptsächlech ze verdéieren, mat Marokko a mat Tunesien.

Ee Land, wat eis ëmmer besonnesch Suergen natierlech weider mécht, ass Libyen. Um diplomatesche Plang ginn et kleng Fortschréiter zanter där ominöser Berlin-Konferenz vum 19. Januar. D'lescht Woch gouf et en Accord iwwert déi praktesch Schrëtt, fir de Waffestëllstand a Libyen ëmzesetzen. Mee den UNO-Waffenembargo gétt net respektéiert. D'EU-Operatioun IRINI, Dir wësst et, un där Lëtzebuerg sech bedeelegt mat Iwwerwachungsfligere, soll d'Iwwerwachung vum Embargo verbessere. A Libye gétt et ze vill Waffen an ze vill extern Acteuren! Mir als Europäer mussen alles maachen, fir dass aus Libye keen zweet Syrie gétt.

A Syrie bleift d'Lag dramatesch. D'Kämpf gi virun, obwuel et keng militäresch Léisung fir de Krich a Syrie ka ginn. Et ass un der Zäit, dass am Kader vum UNO-Prozess ënnert der Leedung vum Envoyé spécial Geir Pedersen den Terrain preparéiert gétt fir eng politesch Transitioun a Syrien. Déi Responsable fir déi onzieleg Verbrieche géint d'Mënscheit a Syrien zur Rechenschaft ze zéien, ass eng Prioritéit fir déi international Gemeinschaft. An do hëlleft Lëtzebuerg och mat. Mir ënnerstëtzen de Mécanisme international, impartial et indépendant vum der UNO, fir d'Enquêtes iwwert déi schlëmmste Verbrechen am Syrie-Krich virunzebréngen an Dossier opstellen, déi spéiderhin a Gerichtsprozess kënne benotzt ginn.

Mir hëllefen och weiderhin um humanitäre Plang mat engem järelechen Appui vu 7,5 Milliounen Euro, deen ëmmer erëm dem Unicef-Programm fir d'Education vum de syresche Flüchtlingkanner an den Nopeschlänner zeguttkéint.

Erlaabt mer och kuerz, op déi humanitär Katastroph anzegoen, déi de Krich am Jemen ausgeléist huet. Iwwer 24 Milliounen Leit, also dräi Véierel vun der Bevëlkerung vum Jemen, sinn op humanitär Hëllef ugewisen, Fraen a Kanner si besonnesch betraff. Och hei ass Lëtzebuerg aktiv, fir der Zivillbevölkerung ze hëllefen, fir am Mënscherechtersrot de Mandat vum den Experten ze ënnerstëtzen, déi d'Mënscherechtsverletzungen dokumentéieren, a fir eng diplomatesch Léisung vum Konflikt ze encouragéieren.

Et kann een net iwwert d'Konflikter an der Region schwätzen, ouni d'destabiliséierend Roll vum Iran ze ënnersträichen. Loosst mech kloer betounen: Mir maachen net d'Aen zou virum Iran senger destruktiver regionaler Politik an och net virum der brutaler Repressioun a virum de Mënscherechtsverletzungen am Iran, ënnert deenen déi reliéi's Minoritéite wéi d'Bahai zum Beispill ganz staark leiden. Ech hunn dem iraneschen Ausseminister nach am Juni e Bréif doriwuer geschriwwen. Mir hunn an de leschten zwee Joer Bahai-Familljen zu Lëtzebuerg opgeholl, déi zum Deel jorelaang am Prisong waren am Iran, mee och am Jemen.

Gläichzäiteg gesi mer ganz kloer, dass d'Politik vum maximalen Drock vu bausse géint den Iran nëmmen zu engem maximale Widderstand féiert. Europa hält weider um Nuklearaccord mam Iran fest. De JCPOA (ndlr: Joint Comprehensive Plan of Action; Iran nuclear deal) ass a bleift e wichtegt Instrument an Element fir eis Sécherheet a fir dass keng weider Atom-bommen an der Region entwéckelt ginn.

Et kann een d'Region vum Noen Osten och net erwänen, ouni op de sougenannte Friddensprozess anzegoen. De Fridden tëschent Israel a Palästina ass net a Siicht. De Prozess, deen dohinner soll féieren, ass scho laang an der Sakgaass. Elo wou en neie President an Amerika gewielt ginn ass, sinn ech allerdéngs e weíneeg méi zouversichtlech, dass mer aus där Sakgaass erauskommen, per rapport zu där leschter Diskussioun, déi mer doriwuer hei haten an der Chamber.

All Schratt, deen Israel an déi arabesch Länner an der Region méi no bréngt, ass natierlech ze begréissen. Déi rezente Accorden tëschent Israel, de Vereenegten Arabeschen Emirater, dem Bahrain si gutt fir d'Leit aus deene Länner, déi elo fräi kënnen hin- an hierreesen a méi einfach Geschäftsbeziungen opbauen. Déi Accorden droen allerdéngs net, absolutt net zur Léisung vum Konflikt tëschent Israel a Palästina bäi.

D'Palästinenser liewe weider ënner enger militärescher Occupatioun, déi schon 53 Joer dauert. Si bleiwen der Menace vun enger Annexioun vun Deeler vum Westjordanland nach ëmmer ausgesetzt, well de Premierminister Netanjahu huet gesot, dass d'Annexioun vum Jordandall just reportéiert, awer net annulléiert ass.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt weiderhin d'Zweestaateléisung op der Basis vum de Grenze vum 1967, mat Jerusalem als Hauptstadt vun Israel a vu Palästina an am Aklang mam internationale Recht. Déi israeliesch Siidlungen an de besate Palästinensergebiddere sinn eng kloer Violatioun vum internationale Recht. Mir verurteelen et och, wann déi israeliesch Autoritéite palästinensesch Infrastrukturen zerstören, wéi dat nach d'lescht Woch am Norde vum Jordandall passéiert ass a wou 71 Palästinenser, dorënner 40 Kanner, hiert Heem verluer hunn.

Lëtzebuerg ass fir d'Relance vun der Diskussioun tëschent béide Säiten. Mir sinn och oppe fir nei Virschléi, soulaang se déi legitim Aspiratiounen vun deenen zwou Säite respektéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Noperschaft vun der Europäesch Union eraus wéll ech vläicht nach kuerz op déi strateegesche Partnerschaft mat Amerika, mat Asien a mat Afrika agoen.

D'Beziéunge mat eisen transatlantesche Partner, mat den USA a mat Kanada, si fir eis jo vu grousser Wichtigkeet, net nëmmen am Kader vun der NATO, mee och um wirtschaftleche Plang. D'Vereneegte Staate bleiwen trotz dem President Trump senger „America-first“-Politik eisen éischten Handelspartner ausserhalb vum der Europäesch Union, vun Europa, an eis Diplomatie setzt sech derfir an, déi ekonomesch Beziéunge mat den USA nach weider ze verdéieren.

Mir hunn all d'Presidentschaftswalen an Amerika déi lescht Woch ganz opmierksam verfollegt a mir verfolgen och elo, wat elo geschitt. D'Resultat läit vir. D'amerikanescht Vollek huet mat enger kloer Majoritéit fir e Wiessel gestëmmt. D'Walbedeelegung war esou staark wéi nach ni an dat trotz der Pandemie. An deem schwéiere Kontext war den Oflaf vun de Wale remarkabel. D'Walen hunn ouni Zweifel gewisen, wéi standfest déi amerikanesch Demokratie ass.

Et hat och e staarke Symbolcharakter a mengen Aen, dass grad d'Stëmmen aus der Stad Philadelphia am Bundesstaat Pennsylvania, do wou 1787 déi amerikanesch Constitutioun ënnerschriwwen gouf, den Ausschlag ginn hu fir de Joe Biden. A 70 Deeg wäert den Här Biden säin Eed leeschten, mëttes um zwielef Auer, als 46. President vun den USA.

■ Une voix. - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Dem Nach-President Trump, deem géif ech elo weínstens vu menger Säit wënschen, dass en eng vu senge weínege gudden Decisiounen géif huelen an agesinn, dass e soll goen.

Mam President Joe Biden a mat der Vizepresidentin Kamala Harris, der éischer Fra an deem Amt, kënnst sécherlech nei Energie an eis transatlantesch Partnerschaft. Dat heescht net, dass den 20. Januar d'nächst Joer alles vun engem Dag op deen aneren anescht gétt. D'Demokraten hu bis elo nach ëmmer keng Majoritéit, wéi Der wësst, am Senat. Deen neie President wäert sech am Ufank staark op innepolitesch Sujete konzentrieren, well Amerika ass an zwee gespléckt, fir d'Amerikaner also erëm méi no beieneenzebréngen no enger Period, wou se ëmmer méi ausenanerdividéiert gi sinn. Dat gétt sécherlech net einfach.

Aussepolitesch betruecht, sinn ech awer zouversichtlech, dass mer als Europäer mat eisen neien US-Partner nees e richtegt Vertrauensverhältnis hierstelle wäerten an dass mer en Dialog wäerte féiere kënnen, deen et eis erlaabt, och a schwéierege Froen, wou mer net eens sinn - an där gétt et der bestëmmt vill -, virunzekommen an zesummeschaffen. Dat ass an eisem gemeinsamen Interessi, ob et elo beim Klimawandel ass, dem Handel, der Sécherheet, der OfRéschung an esou weider. Dobäi wäert et wichtig sinn, dass mir als EU Teamgescht weisen a méiglechst geschlossen agéieren.

An eise bilaterale Relatiounen mat den USA kënnen mir op e ganz zolidd Fundament setzen. An deem Kontext kann een zum Beispill op eis ëmmer méi staark an enk Kooperatioun mat Amerika am Domän vum Weltraum hiweisen, och op déi wichteg Lienen an de Beräicher vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien a vun der FinTech. Den Ausseministère wäert sech beméien, des Lienen an a Zukunft ze verstärken, zesumme mam Finanzministère a mam Wirtschaftsministère.

Wat Kanada ugeet, esou ënnerstëtze mir och ëmmer méi Lëtzebuerger Kleng- a Mëttelbetriber, déi um kanadesche Marché interesséiert sinn a vum EU-Kanada-Handelsvertrag profitéieren wëllen.

A Latäinamerika baue mer eisen diplomatesche Réseau aus, fir den Nofroe vun den Acteuren aus der Wirtschaft gerecht ze ginn. An deem Sënn hunn ech

de leschten Hierscht der Regierung proposéiert, eis Ambassade zu Brasília och am Chile ze akkreditéieren. Chile ass eisen éische Partner a Latäinamerika, wat d'Echangen am Beräich vun de Services ugeet. An d'Land ass jo vu gréisster Bedeitung och fir eis Fongenindustrie. Mat Chile hu mer d'lescht Joer och en neien Accord aërien ënnerschriwwen. Mir wënschen Chile, deem grouse Land, nom Referendum vum 25. Oktober 2020, an deem jo 79 % vun de Leit déi Reformen ënnerstëtzt hunn, dass dat grousst, dat wichtegt Land dee ganz breeden Dialog vum soziale Mouvement kann ëmsetzen an eng nei Verfassung.

Dann huet d'Chamber och am Dezember d'lescht Joer eis éischt Steieroffkommes mat Argentinie ratifizéiert, dat am Abrëll 2019 ënnerschriwwen ass. Eis Entreprisé weisen e groussen Interêt um argentesche Marché, och wann d'Land den Ament mat ville groussen ekonomesche Schwieregkeeten ze kämpfen huet.

Am November d'lescht Joer war ech a Kolumbien an am Ecuador, wou mer och eng ganz Rei ekonomesch Interéiten hunn. Allerdéngs opgrond vu menger Visitt konnte mer am Ecuador en Accord ënnerschreiwen, fir Lëtzebuerg vun hirer schwaarzer Lëscht a puncto Steierpolitik erfrozekréien. Ech mengen, domadder wiere mer weltwäit op kenger schwaarzer Lëscht méi.

A Kolumbien - wat awer méi wichteg ass - konnt ee sech e Bild maache vum de Schwieregkeeten, déi déi laangwierig Kris am Venezuela um regionale Plang ausgeléist huet. Eng grouss Erausforderung ass den Accueil vun de méi wéi 4,5 Milliounen Migranten a Flüchtlingen, déi säit 2015 de Venezuela verlooss hunn. A Kolumbie riskéiert dat och en Impact op de fragile Friddensprozess ze hunn. Lëtzebuerg bleift engagéiert an hëlleft iwwert d'UNHCR, d'UNO-Flüchtlingswierk, am Kader vun der regionaler Kris. Mir ënnerstëtzen och weiderhin de Friddensprozess a Kolumbie mat engem Projet, deen d'Justiz fir d'Iwwergangszäit a Kolumbie stäipt.

Et ass kloer, Asie wäert an den nächste Joerzëngten ëmmer méi wichteg ginn um politeschen an och um wirtschaftleche Plang. Lëtzebuerg ass do gutt opgestallt mat sengem Netz vum Ambassaden a Büroer fir Handel an Investitiounen. Och an de Beräicher Recherche an Innovatioun hu mer weider dru geschaff, fir Lëtzebuerg an Asien ze promouvieren.

China ass a bleift e wichtige Partner fir eis all an der Europäesch Union an Asien. E gutt Beispill fir eis verstärkt zesummenaarbecht ass jo déi Zuchbindung tëschent Beetebuerg an der chineesescher Stad Chengdu, déi 2019 ageweit gouf. Si diversifizéiert eis Handelsstroosse mat China a mécht se gläichzäiteg méi ëmweltfrëndlech.

Mir sinn eis allerdéngs bewosst, dass China net nëmmen e Partner ass, mee gläichzäiteg e Konkurrent, deen aner Valeuren an eng aner Visioun vun der Weltuendigung huet wéi mir. Et ass wichteg, dass déi 27 EU-Memberstaate méiglechst enk zesummenhalen. Nëmme esou wäerte mer op Aenhéicht en Dialog mat China féiere kënnen, ouni dobäi eis Suerg ëm de Respekt vun de Mënscherechter ze verschweigen. An deem Kontext géif ech och gären hei ervirhewisen, dass mir reegelméisseg an eise bilaterale Kontakten an och am multilaterale Kader, sief et zu Genf oder sief et zu New York, zesumme mat gläichgesënte Länner eis Meenung zu där ganz beonrouegender Situatioun vum de Mënscherechter am Xinjiang an och zu Hongkong soen.

Mat Japan hu mir besonnesch enk Relatiounen. Zejoert ass de Keiser Akihito perséinlech op eis Ambassade zu Tokio komm, fir dem Grand-Duc Jean eng lescht Eier ze erweisen. Enn 2019 war de Groussherzog Henri zu Tokio, fir un der Zeremonie vum Trounwiesel deelzehuelen. D'nächst Joer hoffe mer, dass d'Echangen op héijem Niveau erëm ulafe kënnen, och am Kader vun den Olympesche Spiller. D'Bedeitung vu Japan fir eis als Wirtschaftspartner wäert an Zukunft weider wuessen. Am Zesummenhang mam Brexit hu mer schonns eng Rei japanesch Entreprisen, déi hiren europäesche Sëtz op Lëtzebuerg verluecht hunn - wat och gutt ass -, esou zum Beispill am Secteur vun den Assurances.

Indie gétt ëmmer méi wichteg fir Lëtzebuerg an Europa insgesamt, fir eis Relatiounen am asiatesche Raum ze diversifizéieren. D'Zuel vun den Lieder zu Lëtzebuerg huet sech an de leschte Jore méi wéi verduebelt. Am Moment gétt et keen anert Lëtzebuerger Konsulat, dat méi Visademanden traitéiert wéi eis Ambassade zu Delhi. Well eis Relatiounen ëmmer méi enk ginn, behale mir och d'Mënscherechtsituatioun an Indie genau am A. Wéi ech Enn Januar zu Delhi op Visitt war, hat ech mat mengem Homolog, dem Ausseminister Jaishankar, e Gespréich iwwert de Citizenship Amendment Act, e Gesetz, dat fir vill Opreegung an Indie suert. Mir waren eis eens, dass alles muss drugesat gi fir ze verhënnern, dass Mënsche sech an enger Situatioun vu Staatlosegkeet erfëmnen.

Mir konzentrieren eis selbstverständlech net nëmmen op déi grouss Länner an Asien. Sou hu mer am März d'Joer, just virum Lockdown, déi zweet

Edition vum „ASEAN Day“ an der Chambre de Commerce organiséiert. D'ASEAN ass eng politesch Organisatioun, déi zéng südostasiatesch Länner vereent. Dës Länner ginn oft iwwersinn, obwuel se eng Bevëlkerung hu vu 650 Milliounen Leit an och eng Mëttelschicht, déi stänneg wüsst. Den „ASEAN Day“ war e groussen Erfolleg mat iwwer 100 Participanten vum enger 30 Lëtzebuerger Betriber an de Vertrieber vum den zéng ASEAN-Ambassaden.

D'Fräihandelsaccorden, déi d'EU mat Singapur a mam Vietnam ofgeschloss huet, wäerten et erméiglechen, net nëmmen ekonomesch, mee och um politesche Plang méi enk kënnen zesummenzoukommen.

Afrika bleift e wichtege Partner an eng Prioritéit vum eiser Aussepolitik. Mir begrëissen d'Effort vum der Europäescher Unioun, fir eis Partnerschaft mat Afrika ze moderniséieren an deenen neie Realitéiten unzepassen. Mir mussen iwwer de Klischee vum Aarmut a Misär mat Afrika ewechkucken, fir méi e komplett Bild vum Kontinent ze hunn, ouni awer d'Realitéit schéinzerieden. Et liewen nach ëmmer vill Leit an Afrika an extremer, extremer Aarmut! De Räichtum gëtt ëmmer méi ongerecht verdeelt an d'Ressourcë ginn duerch de Klimawandel an de Wuesstum vum der Bevëlkerung ëmmer méi knapp. Esou Ongläichgewichter kënnen séier zu Konflikter féieren.

Dëst ass awer nëmmen een Deel vum der Realitéit. An Afrika liewen och immens vill jonk an dynamesch Leit, déi d'Potenzial an de Wëllen hunn, fir hire Kontinent politesch, wirtschaftlech, sozial ze verwandelen a virunzebréngen. Duerfir ginn anstänneg Aarbechtsplazen, Accès zu soziale Services, Energie, Infrastruktur a Méiglechkeete fir eng besser politesch Participatioun gebraucht. Déi jonk Fraen a Männer an Afrika engagéiere sech ganz staark dofir. Lëtzebuerg steet hinnen zur Säit.

Duerch eis Presenz zu Addis Abeba, Sëtz vum der Afrikanescher Unioun, wéi Der wësst, ënnerstëtze mir de Kontinent, deen Effort mécht, afrikanesch Léisunge fir afrikanesch Defien auszeschaffen an ëmzesetzen. Mat eisen Ambassaden am Cap-Vert, a Westafrika - Senegal, Mali, Burkina Faso an Niger - an an Äthiopie genau wéi duerch d'Wirtschaftsmissiounen an aneren afrikanesche Länner, zum Beispill Marokko, Ruanda, Kenia, Côte d'Ivoire, Ghana, hu mir eis d'Mëttel ginn, fir laangfristeg eis Partnerschaft méi déif kënnen ausbauen.

D'Lëtzebuerger Entrepreneuren hunn d'Stärkte vum Afrika och erkannt. Eng Rei vum hinnen hunn um Kontinent Fouss gefaasst, zum Beispill am Beräich vum Stol, der Finance inclusive, de Satelliten, der

Telekommunikatioun an och dem Loftcargo. Fir d'Geschäftsfeld ze verbesseren an déi néideg Investitiounen ze erméiglechen, ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Stärkung vum de Banken a Finanzsystemer souwéi nohaltege kommerziell Projeten an enger Rei vu Beräicher: Digitaliséierung, Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien an och FinTech.

Zu der Zesummenaarbecht mat eisen afrikanesche Partner gehéiert natierlech och d'Verdeedegung vum den demokratesche Wäerter an de Respekt vum de Mënscherechter an enger inklusiver Governance. Nëmmen esou kënnen d'Afrikaner hire Kontinent, menge mer, op de Wee vum der nohalteger Entwécklung féieren.

Här President, ech hunn lech versicht duerzeleeën, dass mer eis an der Europäescher Unioun, mee och doriwwer eraus an der internationaler Gemeinschaft asetze fir eis Valeuren, fir eis Interëten, fir de Rechtsstaat, fir d'Mënscherechter, fir de Multilateralismus, fir de Fridden an och fir d'Prosperitéit vum eise Bierger an eiser Economie.

Eisen Asaz berout och op de Léieren, déi mir aus der Vergaangenheet gezunn hunn. 2020 ass e Krisejoer, mee et ass awer och e wichtegt Joer vum Gedenken. Am Januar hu mer eis un d'Befreiung vum Vernichtungslager Auschwitz-Birkenau viru 75 Joer erënnert. Lëtzebuerg konnt hei Akzenter setzen duerch eis Presence vum der IHRA, der International Holocaust Remembrance Alliance. Ech wëll op dëser Plaz eisem Ambassadeur, dem Georges Santer, e grouse Merci soen, deen onermiddlech op där Plaz geschafft huet. Mir hunn eng ministeriell Deklaratioun vum der IHRA adoptéiert, an där mer eis verpflichten, d'Memoire vum der Shoah ze fleegen, eis géint d'Geschichtsverfälschung ze wieren an den Antisemitismus souwéi aner Formen vum Diskriminéierung mat neier Energie och ze bekämpfen.

Am Réckbléck op d'Shoah huet den Elie Wiesel mat Recht op d'Gefor vum der Indifferenz higewisen. Ech zitëiere seng Wieder, wéi en de Friddensnobelpräis iwwerrecht kritt huet: "We must always take sides. Neutrality helps the oppressor, never the victim. Silence encourages the tormentor, never the tormented."

Dëst Joer hu mer eis och erënnert un d'Befreiung vum Lëtzebuerg viru 75 Joer. Am Dezember d'lescht Joer am Kader vum 75. Anniversaire vum der Schluecht an den Ardennen, enger vun de bluddegste Schluechten, wéi mer wëssen, am Zweete Weltkrich, konnte mir de Veteranen, eise Befreier, den Amerikaner, den alliierten Truppen nach eng Kéier aus déifstem Häerze Merci soe fir dat, wat si fir eis Fräiheet gemaach hunn.

Sommaire des séances publiques n°s 8 et 9

8^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 99
Discours de M. le Président	p. 99
7683 - Projet de loi modifiant :	
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;	
2° la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;	
3° la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales	p. 99-109

9^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 109
Communications	p. 109-110
Ordre du jour	p. 110
Discours de M. le Président	p. 110
Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère	p. 110-115

Viru 75 Joer huet Lëtzebuerg sech zu San Francisco un der Grënnung vum de Vereenten Natiounen bedeelegt. A viru 70 Joer huet de Robert Schuman seng Deklaratioun gemaach, déi weeweisend sollt si fir d'europäesch Integratioun, fir den europäesche Friddensprojet.

Mir sinn an engem Joer vum Gedenken, vum Besënen op dat, wat déi Generatiounen virun eis geleescht hunn, fir aus dem Krich an dem Misär deemools erauszekommen. Dorop mussen mer natierlech eis Zukunft opbauen. Grad an dëser Zäit vu Vulnerabilitéit kënnen a solle mer eis net verstoppen. Et ass ons Pflicht als Lëtzebuerger, als Europäer, als Deel vum der internationaler Communautéit, Faarf ze bekennen, keng Indifferenz ze weisen. Mir mussen eis méi wéi jee aktiv engagéieren, an Europa an doriwwer eraus, fir d'Interesse vum eise Land a vu senge Bierger, fir d'Grondwäerter vum der Demokratie, fir eng Weltuednung, déi op kloere Reegele fousst, fir e friddlecht, fir e soziaalt, fir e gerecht, fir e klimagerecht Zesummeliewen, wou keen an den Abseits gedréckt gëtt.

Mir mussen an eiser Aussepolitik Akzenter setzen, Prioritéite setzen a strateegeseg virgoen, well eis Mëttel sinn net onbegrenzt, och wa mer se an deene leschte Jore konnte verstärken. Am Juni d'nächst Joer wäerte mer eng Bestandsopnam - wa

Covid wëllt - vun eiser Aarbecht mat eise Botschafterinnen a Botschafter maachen, am Kader vum der nächster Conférence diplomatique.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift mer nach d'Hoffnung auszedrécken, mee och de Wëlle vum der Lëtzebuerger Regierung, mat aller Kraaft matzehëlfen, dass nees agesi gëtt, dass de Fridden nëmmen eng Chance huet, wann de Staarken dat internationaalt Recht respektéiert an de Schwaachen dat internationaalt Recht fir sech a fir seng Verdeedegung beusproche kann. Kuerz: wann een nees kloer weess, wat richtig a wat falsch am Auerwierk vum Planéit tickt.

Ech soen lech Merci.

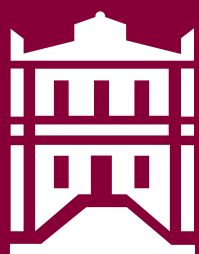
■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn Akt vum der Deklaratioun vum Här Ausseminister. Muer de Mëtteg féiert d'Chamber eng Debatt iwwer d'Europa- an d'Aussepolitik.

Domat si mer um Enn vum der Sitzung vum haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.42 heures.)



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2019-2020		
2743	Marc Goergen	Communications du Gouvernement
2808	Martine Hansen, Marc Spautz	Luxembourg Science Center
2844	David Wagner, Marc Baum	Aides d'État directes et indirectes octroyées au groupe ArcelorMittal
2864	Sven Clement	Code vestimentaire dans les écoles
2870	Sven Clement	Transport scolaire pendant la mise en quarantaine
2872	Léon Gloden	Installations de câblage de POST connectant des maisons isolées
2889	Sven Clement	Rapport d'activité du Ministère des Sports
2893	Martine Hansen, Marc Spautz	Test de dépistage de la Covid-19 dans les maisons de retraite et de soins
2897	Fernand Kartheiser	Demandeurs d'asile
2898	Sven Clement	Aides aux petites entreprises pendant la crise sanitaire
2905	Françoise Hetto-Gaasch	Manifestations organisées par les associations dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2906	Yves Cruchten	Déguepissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation et de bail à usage commercial
2908	Nancy Arendt épouse Kemp	Hausse du tabagisme au Luxembourg
2909	Martine Hansen	Apprentissage transfrontalier
2911	Jeff Engelen	Bons d'hébergement
2912	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Fiabilité des tests de dépistage de la Covid-19
2913	Léon Gloden	Carrière de la Police grand-ducale
2917	Sven Clement	Réduction de l'offre des transports publics
2919	Martine Hansen	Don du sang
2923	Josée Lorsché, Marc Hansen	Dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation de la Covid-19 dans les écoles
2924	David Wagner	Statut et accès au « testing » du personnel éducatif et psychosocial intervenant auprès d'élèves à besoins éducatifs spécifiques
2926	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener	Recrutement du personnel enseignant
2932	Martine Hansen	Limites du dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation de la Covid-19 dans les écoles
2936	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen	Délais d'accès à la mammographie
2937	Max Hahn	Sécurité des cyclistes
2938	Martine Hansen	Consignes sanitaires dans les lycées dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2939	Martine Hansen, Diane Adehm	Allocation de famille
2940	Max Hahn	Impact des éoliennes sur la mortalité des oiseaux
2942	Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Fruits à l'école
2943	François Benoy	Valorisation des fruits des vergers
2944	André Bauler	Nordstad-Lycée
2945	Sven Clement	Dossier de soins partagé
2946	Fernand Kartheiser	Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (CETA)
2947	Martine Hansen	Pénurie d'enseignants
2948	Claude Wiseler, Françoise Hetto-Gaasch	Consommation de cannabis
2949	Marc Goergen	Télétravail dans la fonction publique
2950	Gusty Graas	Impact de l'assèchement potentiel du lac de Pierre-Percée
2952 cf. 2963	Lydia Mutsch	Compétitivité digitale
2953	Dan Biancalana	Réinsertion sociale et professionnelle des condamnés
2954	André Bauler, Max Hahn	Fonds du logement
2955	Sven Clement	Déclaration pour l'impôt sur le revenu
2956	Marc Hansen	Projet de « cloud souverain » pour l'Europe (GAIA-X)
2957	Josée Lorsché, Marc Hansen	Évolution du taux de suicide durant la crise de la Covid-19
2958	André Bauler, Max Hahn	Décharges pour déchets inertes
2959	Martine Hansen, Marco Schank	Achat d'un terrain situé dans une « zone hôtelière »
2960	Max Hahn, Claude Lamberty	Mariages civils en dehors de la maison communale
2961	Léon Gloden	Usine de production de biocarburants dans la zone industrielle du Wolser
2962	Laurent Mosar	Jugement du tribunal administratif concernant une décision du directeur de l'Administration des contributions directes en matière d'impôt
2963 cf. 2952	Viviane Reding	Compétitivité digitale
2964	Claude Wiseler	Valeur Ct des tests PCR de la Covid-19
2966	Paul Galles	Travaux de réforme appelés « paperless justice »
2967	Djuna Bernard, Stéphanie Empain	Défenseurs des droits humains
2968	Fernand Kartheiser	Carrefour CR110/CR172
2969	Josée Lorsché	Prise en charge psychosociale et rééducative posthospitalière en cas d'accident vasculaire cérébral (AVC)
2970	Françoise Hetto-Gaasch	Congé extraordinaire pour les volontaires du CGDIS après un service de sauvetage de nuit
2971	Sven Clement	Remboursement de traitements à l'étranger
2973	Martine Hansen	Projet « Lauter Lëschtteg Lauter » (LALA)
2974	Georges Engel	Rénovation énergétique des bâtiments
2975	Léon Gloden	Localisation mobile avancée (AML)
2976	Martine Hansen, Gilles Roth	« Public-private-Partnerships » (PPP) des communes
2977	Sven Clement	Démolition d'immeubles
2978	Gusty Graas	Tilidine
2979	Sven Clement	Échanges internationaux concernant l'autorisation d'exercer des médecins
2981	Jeff Engelen	Port du masque
2982	David Wagner	Stratégie à long terme en matière de lutte contre le réchauffement climatique
2983	David Wagner	P&R à la gare de Bascharage-Sanem
2984	David Wagner	Trains et bus de nuit
Session ordinaire 2020-2021		
2986	Viviane Reding, Laurent Mosar	Dossier de soins partagé
2987	Fernand Kartheiser	Bâtiment de l'ancien Athénée à Luxembourg-ville
2988	Martine Hansen, Gilles Roth	Gestes barrières dans les établissements de l'éducation secondaire
2993	Sven Clement	Facturation médicale
2994	Laurent Mosar	Coopération européenne
2995	Jeff Engelen	Urgences pédiatriques
2996	Martine Hansen, Claude Wiseler	Début de l'isolation en cas de résultat positif du test Covid-19
2999	Martine Hansen, Gilles Roth	Statistiques concernant le « contact tracing »
3000	Marc Goergen	Accueil de malades belges dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3001	Mars Di Bartolomeo	Prêts accordés par les banques
3002	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Investissements du Fonds de compensation commun au régime général de pension
3003	Mars Di Bartolomeo	Contrôle des voitures diesel équipées de filtres à particules
3004	Jeff Engelen, Fred Keup	Consommation d'eau et d'électricité
3005	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Classement des femmes enceintes comme personnes vulnérables dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3006	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Prime de risque des douaniers
3007	Martine Hansen, Marc Spautz	Vaccination contre la grippe saisonnière
3008	Martine Hansen	Monitoring gratuit du cycle du carbone et d'azote et de la performance climatique pour les exploitations agricoles
3009	Fernand Kartheiser	Activités du Gouvernement iranien sur le territoire luxembourgeois
3010	Marc Hansen	Volet opérationnel de la stratégie de vaccination contre la Covid-19
3011	François Benoy	Recyclage et l'extension du sac bleu
3012	Marc Hansen	Efficacité énergétique du superordinateur luxembourgeois MeluXina
3013	Marc Goergen	Identification des animaux domestiques
3015	Chantal Gary	Fruits et légumes biologiques dans le « Schouleebstprogramm »
3016	Roy Reding	Régime fiscal des sociétés de gestion de patrimoine familial
3017	Fred Keup	Smartmeter
3018	Viviane Reding	Connectivité à haut débit
3019	Georges Mischo, Michel Wolter	Activités des amicales du CGDIS
3020	Fred Keup	Croix de chemin
3021	Francine Closener, Cécile Hemmen	Extension du tram
3022	Fred Keup	Garde d'enfants
3023	Djuna Bernard	Déploiement du standard de radio numérique DAB+ au Luxembourg
3024	Léon Gloden	Recyclage des emballages en plastique
3025	Nancy Arendt épouse Kemp	Violences sexuelles contre les enfants
3026	Mars Di Bartolomeo	Produits dangereux pour les enfants
3027	Marc Lies	Service des aides au logement

Question n°	Auteur	Objet
3028	Charles Margue	Démolition d'une école palestinienne
3029	Sven Clement	Rôle du pharmacien d'officine ouverte au public
3030	Josée Lorsché, Chantal Gary	Programme « Actions Positives »
3031	Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler	« Blistering » des médicaments
3032	Mars Di Bartolomeo	Conséquences de la création d'un service express métropolitain reliant les agglomérations de Nancy et de Metz à la gare de Luxembourg
3033	Marc Goergen	Animaux abandonnés
3035	Max Hahn	Extension de la prime « Clever fueren »
3036	Max Hahn	Gestion des déchets
3037	Marc Goergen	Tunnel Biff
3038	Gusty Graas	Pollution de la Pétrusse
3039	Josée Lorsché, Marc Hansen	Délais d'attente pour les résultats de certaines analyses médicales non Covid-19
3043	Sven Clement	Évaluation et le contrôle de l'état de santé des assurés par le Contrôle médical de la sécurité sociale
3044	Jeff Engelen	Archives des médecins
3047	Gusty Graas	Vaccination d'animaux
3050	Jeff Engelen	Vaccination contre la grippe
3054	Gusty Graas	Grippe aviaire
3056	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Recrutements dans la fonction publique
3057	Cécile Hemmen	Référendum communal
3059	Marc Goergen	Plateforme LetzShop
3062	Octavie Modert, Gilles Roth	Compensations fiscales
3064	Dan Biancalana	Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme
3065	Sven Clement	Remboursement des psychothérapies
3066	Sven Clement	Mobbing au lieu de travail
3067	Gusty Graas	Abattoir mobile
3068	Serge Wilmes	Adjudications publiques des droits de chasse
3078	Laurent Mosar, Marc Spautz	Attaques turques contre le président français et éventuelles sanctions économiques envers la Turquie envisagées par l'Union européenne
3081	André Bauler	Radars mobiles
3086	Jeff Engelen	Pratique d'activités sportives en groupe dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3090	Françoise Hetto-Gaasch	Centre de rétention
3104	Jeff Engelen	Calcul du nombre de décès liés à la Covid-19
3106	Marc Goergen	Formations offertes par les centres de compétences
3141	Marc Goergen	Jeux d'adresse
3155	Nancy Arendt épouse Kemp	Activités de Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration sur les réseaux sociaux
3181	Diane Adehm	Ouverture du directeur des lycées à des candidats du secteur privé
3195	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Léon Gloden	Centres de vaccination
3196	Carole Hartmann, Gusty Graas	Reclassement du cannabidiol (CBD)
3198	Nancy Arendt épouse Kemp	Tables à langer pliables adaptées aux personnes handicapées dans les toilettes publiques
3201	Sven Clement, Marc Goergen	Cheval de Troie de l'État
3202	Jeff Engelen	Reclassement du cannabidiol (CBD)
3206	Max Hahn	Stockage des énergies renouvelables
3209	Roy Reding	Dettes locatives
3211	Marc Baum	Sociétés de gardiennage privées assurant l'ordre public
3220	André Bauler, Max Hahn	Engagement du Fonds de compensation dans le développement du parc immobilier locatif abordable
3222	Sven Clement	Échanges individuels dans le cadre des bilans intermédiaires
3258	Sven Clement	Carte de séjour pour les membres de famille en provenance d'un pays membre de l'UE
4295 urgente rectificatif	Carole Hartmann, André Bauler	Inauguration d'une sculpture à Echternach
4336 urgente cf. 4343 urgente	Martine Hansen, Viviane Reding, Laurent Mosar	Certificat numérique européen Covid
4343 urgente cf. 4336 urgente	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener, Cécile Hemmen	Certificat numérique européen Covid
4368 urgente	Claude Wiseler	Règlement grand-ducal du 14 mai 2021 fixant les conditions de réalisation et de certification des tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2
4385 urgente	Fernand Kartheiser	Liberté de la presse
4386 urgente	Viviane Reding, Diane Adehm	Liberté de la presse
4388 urgente	Diane Adehm, Claude Wiseler	Utilisation des tests rapides Covid-19 dans les hôtels
4399 urgente	Viviane Reding, Laurent Mosar	Certificat numérique européen Covid
4418 urgente	Laurent Mosar, Viviane Reding	Demandes de résidence par les ressortissants du Royaume-Uni

Question 2743 (31.08.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **communications du Gouvernement** :

Gutt Verwaltung si mat eng Bedingung, fir datt ee Land gutt funktionéiert a bréngen de Biergerinnen a Bierger hei am Land méi Liewensqualität, wann d'Demarchen transparent a verständlech sinn an d'Verwaltung erreechbar fir een ass. Wie sech hei am Land u verschidde staatlech Servicer went, wéi z. B. esante.lu, guichet.lu oder den E-Kommissariat, dee kritt do an deene meeschte Fäll och eng Äntwert. Bemierkenswäert ass awer, datt verschidde Servicer Mailen am Numm vun der Agence oder Verwaltung ënnerschreiwten an een awer net den Numm vun der Persoun gewuer gëtt, déi den Dossier traitéiert huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, Digitalisatioun, administrativ Reform, effentlechen Déngscht a Justiz dës Froe stellen:

1. A wéi enge Fäll gi Kommunikatioune vun de Verwaltungen nëmmen am Numm vun der Verwaltung oder vum Service ënnerschriwwen an a wéi enge Fäll ginn d'Kommunikatioune vun der Persoun ënnerschriwwen, déi den Dossier traitéiert huet?
2. Sollen, am Kader vun der virdrun ugeschwateener Erreechbarkeet an Transparenz, d'Kommunikatioune vum Staat net och ëmmer vun der Persoun ënnerschriwwen sinn, déi den Dossier traitéiert huet?

Réponse (02.10.2020) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative, Ministre de la Fonction publique* :

Ech deelen d'Meenung vum honorabelen Deputéierten, datt Verwaltungen, déi erreechbar sinn an einfach verständlech an transparent Demarchen ubidden, zu engem gudden Fonctionnement vum Land an enger gudder Liewensqualität vun de Biergerinnen a Bierger bäidroen.

Wat Kommunikatioune vun de Verwaltungen ueget, ass et all Verwaltung iwwerlooss ze decidéieren,

ob hir Kommunikatioune am Numm vun der Verwaltung, vum Service oder vun der Persoun ënnerschriwwen ginn, déi den Dossier traitéiert huet.

Dës Decisioun gëtt vu Fall zu Fall op Basis vun der jeeweileger interner Organisatioun an der Verwaltung geholl.

Question 2808 (14.09.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant le **Luxembourg Science Center** :

Le Luxembourg Science Center (LSC) est un centre de sensibilisation et de découverte des sciences et technologies et vise à promouvoir les métiers MINT.

Dans ce contexte, nous voulons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche :

- Qui est le porteur du projet et quelle est la structure juridique à la base du LSC ?
- Quelle est la participation de l'État et la nature de son implication ?
- Est-ce que l'État est propriétaire des terrains sur lesquels est installé le LSC ?
- Y a-t-il des agents de l'État qui sont détachés ou attachés au LSC ?
- Comment le financement est assuré et quelle est la part des différents partenaires (s'il y en a plus qu'un) ?
- Quel est le coût total des investissements réalisés et la ventilation en fonction des apports différents jusqu'à présent et quel a été le budget initial ?
- Quels investissements futurs sont encore envisagés ?
- Quelle est le rôle de la participation de l'État et est-ce que la Ville de Differdange s'est impliquée financièrement ?

Réponse (17.11.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Le porteur du projet « Luxembourg Science Center » (LSC) est l'association « Luxembourg Science Center - Groussgasmaschinn ASBL » fondée en 2007.

L'État participe au financement du LSC au moyen de conventions conclues entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et l'association « Luxembourg Science Center - Groussgasmaschinn ASBL » (ci-après « association LSC ») ainsi qu'à travers les aides financières relatives aux coûts d'investissement concernant l'aménagement du LSC et l'acquisition des stations expérimentales. Celles-ci sont financées par le biais du Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé et des infrastructures sociofamiliales.

Les frais de fonctionnement de l'association LSC sont inscrits aux dépenses générales du budget du MENJE libellé « Promotion des sciences et des technologies auprès des jeunes », le budget 2020 prévoyant une somme de 3.055.000 euros. Ces frais couvrent une partie des frais de fonctionnement en incluant les frais de personnel.

La Fondation Léierbud (anc. École professionnelle de Differdange) est propriétaire de l'immeuble (terrain et bâtiment) dans lequel est installé le LSC. La fondation est devenue propriétaire du prédit immeuble en vertu d'un acte de constitution en date du 21 septembre 1978. Un contrat de bail entre la Fondation Léierbud et le LSC pour la mise à disposition des lieux à titre non onéreux a été conclu le 28 mars 2017 pour une durée de six ans.

Actuellement, un enseignant est détaché au LSC afin d'accompagner la dimension pédagogique du projet.

Comme indiqué plus haut, le MENJE assure une part des frais d'investissement et de fonctionnement. Le LSC génère par ailleurs des recettes à travers les tickets d'entrée et a établi des relations

avec d'autres institutions partenaires. Cependant, leurs participations sont liées en principe à des programmes spécifiques, définies par leurs accords avec le LSC. Étant donné qu'ils sont spécifiques et liés à des programmes dédiés, ils peuvent varier substantiellement d'année en année. Parmi ces partenaires figurent l'ESA, le Fonds social européen, la Chambre des Métiers, des entreprises luxembourgeoises ainsi que le FNR et certaines fondations privées.

Concernant les frais d'investissement, le MENJE a conclu trois conventions et a contracté un engagement fixant une participation financière de 100 % au coût des investissements qui s'élève à un montant total de 8.503.092,66 € (voir le tableau ci-après).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'implantation du LSC à l'intérieur d'un ancien hall industriel appartenant au groupe ArcelorMittal est actuellement discutée entre les différents partenaires. Une décision n'a cependant pas encore été prise.

La Ville de Differdange constitue certes un partenaire important dans ce projet, mais ne s'est jusqu'à présent pas impliquée financièrement.

Question 2844 (16.09.2020) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant les **aides d'État directes et indirectes octroyées au groupe ArcelorMittal** :

La législation de l'Union européenne permet aux États membres d'octroyer certains types d'aides d'État aux entreprises. Ces aides doivent être signalées à la Commission européenne qui les publie sur un site Internet dédié. Or, il apparaît que des délais importants s'écoulent entre l'octroi d'une aide et la publication au niveau européen.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Pouvez-vous nous informer sur toutes les aides étatiques octroyées par le Ministère de l'Économie au groupe ArcelorMittal ou à une entité appartenant au groupe ArcelorMittal en 2020 (jusqu'au 1^{er} septembre) en précisant les montants des différentes aides et en ajoutant les références aux législations sur lesquelles se basent les aides ?

2) Est-ce que des demandes pour une aide étatique du groupe ArcelorMittal ou d'une entité appartenant au groupe ArcelorMittal sont encore en cours de traitement ? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous informer des montants des différentes demandes en ajoutant les références aux législations sur lesquelles se basent ces demandes ?

Par la loi du 18 avril 2020, un régime de garantie étatique pour de nouveaux crédits bancaires sur une durée maximale de six ans a été mis en place. Partant, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

3) Est-ce que l'État garantit un prêt bancaire octroyé au groupe ArcelorMittal ou à une entité appartenant au groupe ArcelorMittal à travers le régime susmentionné ? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous informer des détails de la garantie et notamment des montants garantis ainsi que de la hauteur de la prime de garantie ?

4) De façon additionnelle, est-ce que Monsieur le Ministre des Finances peut nous informer si le groupe ArcelorMittal ou une entité appartenant au groupe ArcelorMittal a bénéficié d'un financement ou d'un autre service de la Société nationale de crédit et d'investissement ou a eu recours aux services de l'Office du Ducroire dans les années 2017, 2018, 2019 et 2020 (jusqu'au 1^{er} septembre) ? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous informer sur les détails des différents financements ou services ?

ArcelorMittal a profité dans le passé de certains dispositifs prévus par le Code du travail luxembourgeois dans le cadre de restructurations ou dans le contexte d'activités réduites. Ainsi ArcelorMittal Luxembourg a pu profiter dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 du dispositif du chômage partiel et de la prise en charge quasi intégrale des salaires de ses employés par le Fonds pour l'emploi. De plus, ArcelorMittal s'est à plusieurs reprises servi du dispositif de la préretraite afin de réduire son effectif employé. Les indemnités de préretraite versées dans ces cas de figure sont également prises en charge par le Fonds pour l'emploi.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

5) Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer le nombre total de salariés d'ArcelorMittal au Luxembourg inscrits au chômage partiel depuis le 18 mars 2020 ?

6) Monsieur le Ministre peut-il ensuite nous communiquer le montant total dépensé par le Fonds pour l'emploi pour le versement des indemnités de chômage partiel des employés d'ArcelorMittal au Luxembourg ?

7) Dans combien de cas depuis 2007 le groupe ArcelorMittal a-t-il fait usage des différentes formes de préretraite prévues par le Code du travail luxembourgeois ?

8) Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer le total des dépenses effectuées par le Fonds pour l'emploi depuis 2007 pour prendre en charge les indemnités de préretraite versées à des employés d'ArcelorMittal Luxembourg ?

Dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE), le groupe ArcelorMittal reçoit ou achète des quotas d'émission pour ses différents sites de production qu'il peut ensuite échanger avec d'autres entreprises.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et du Climat :

9) Madame la Ministre peut-elle nous communiquer le nombre de tonnes d'émissions de CO₂ pour lequel le groupe ArcelorMittal a soit reçu, soit acheté des quotas au Luxembourg en précisant le nombre de tonnes pour chaque site de production depuis l'entrée en vigueur du SEQE ?

10) Quelle est la part des quotas allouée gratuitement par l'État luxembourgeois à ArcelorMittal au Luxembourg ?

11) Madame la Ministre peut-elle nous communiquer si ArcelorMittal a vendu des quotas d'émission reçus gratuitement par l'État dans le cadre du SEQE ?

Réponse commune (17.11.2020) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances,** et de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire** :

1) Tableau reprenant les aides octroyées par le Ministère de l'Économie au groupe ArcelorMittal du 1^{er} janvier 2020 au 1^{er} septembre 2020 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

2) Il n'y a actuellement pas de demande pour une aide étatique du groupe ArcelorMittal ou une entité appartenant au groupe ArcelorMittal en cours de traitement au Ministère de l'Économie.

3) L'État n'a pas émis de garantie en faveur d'un prêt bancaire octroyé au groupe ArcelorMittal ou à une entité affiliée en vertu du régime de garantie étatique instauré par la loi du 18 avril 2020.

4) Selon les informations dont disposent les ministres compétents, ArcelorMittal n'a pas eu recours aux services de la SNCL.

ArcelorMittal ne dispose d'aucune police d'assurance auprès de l'Office du Ducroire (ODL).

Le 15 juillet 2020, dans le contexte de la crise provoquée par le Covid-19, le Gouvernement a autorisé l'ODL à mettre en place un mécanisme de réassurance pour les assureurs-crédits privés actifs au Luxembourg applicable à tous les assurés luxembourgeois. Les assurances-crédits souscrites le cas échéant par ArcelorMittal auprès d'assureurs-crédits privés, comme toutes les polices d'assurance-crédit souscrites par une société luxembourgeoise, sont réassurées dans le cadre d'un accord de réassurance conclu entre l'ODL et les assureurs-crédits privés actifs au Luxembourg.

5) En se basant sur le cumul des décomptes disponibles à l'ADEM au 15 octobre 2020, le nombre total des salariés du groupe ArcelorMittal au Luxembourg inscrits au chômage partiel depuis le 18 mars 2020 est de 7.836.

6) En se basant sur les décomptes disponibles à l'ADEM au 15 octobre 2020, le montant total dépensé par le Fonds pour l'emploi pour le versement des indemnités de chômage partiel en faveur du groupe ArcelorMittal au Luxembourg est de 6.022.793,19 € depuis le 18 mars 2020.

7) Départs en préretraite des salariés de ArcelorMittal Luxembourg de 2007 à 2020 :

- Total de 2.020 salariés dont :

824 salariés en préretraite pour travail posté

1.026 salariés en préretraite ajustement

170 salariés en préretraite solidarité

Départs en préretraite des salariés de ArcelorMittal Bissen&Bettingen de 2007 à 2020 :

- Total de 187 salariés dont :

82 salariés en préretraite pour travail posté

94 salariés en préretraite ajustement

11 salariés en préretraite solidarité

8) Le total des dépenses effectuées par le Fonds pour l'emploi depuis 2007 jusqu'à 2019 pour prendre en charge les indemnités de préretraite versées aux salariés d'ArcelorMittal Luxembourg s'élève à 298.291.499,94 €.

Il y a lieu de noter que les chiffres pour l'année 2020 ne sont pas encore disponibles.

9) Situation au 30 avril 2020 (date du dernier cycle de conformité achevé) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

10) Situation au 12 novembre 2020 : 22.422.231 quotas ont été alloués par l'État luxembourgeois aux installations ETS pour la période 2008-2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

11) Selon l'article 110 du règlement (UE) n° 389/2013 de la Commission du 2 mai 2013 établissant un registre de l'Union, les informations sur les transactions dans le registre sont confidentielles et ne peuvent être diffusées.

Question 2864 (21.09.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant le **code vestimentaire dans les écoles** :

Dése Weekend ass op de soziale Medien ee Bild duerch d'Land gaangen, aus deem ervirgeet, datt den Dikrecher Lycée scheinbar een neie „Code vestimentaire pour un monde plus beau“ fir seng Schüler festgeluecht huet. Dësen Dresscode beinhalt ënnert anerem, dass de Bauch, de Réck an de Broschtbereich verdeckt mussen sinn. Virun allem Schülerinnen hu sech doropshin online zu Wuert gemellt an dorop opmierksam gemaach, dass hire Kierper näischt ass, wat verstoppt misst ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Huet de Ministère eenheetlech Guidelines fir en Dresscode a Schoule festgeluecht? Wa jo, wat genau beinhalten dës?

2. Fënnit d'Madamm Ministesch, dass d'Reegelen aus dem Dikrecher Lycée sech gläichméisseg op all Geschlechter auswirken? Oder denkt d'Regierung, dass d'Chance hei grouss ass, dass ee Geschlecht an der Praxis méi a sengem Kleederchoix agegrenzt gëtt wéi een aner?

3. Huet de Ministère Kenntnis doriwwer, wéi vill Schoulen een Dresscode hunn?

4. Wéi stellt d'Madamm Ministesch sécher, dass et an de Schoule Kleedungsregelunge ginn, déi kee Geschlecht diskriminéieren?

5. Deelt d'Regierung d'Opfaassung vum Dikrecher Lycée, dass eis Welt méi schéi gëtt, wa Persounen hire Kierper verstoppe mussen?

Réponse commune (26.10.2020) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,** et de **Mme Taina Boffering, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes** :

Den Educationnministère huet keng eenheetlech Guidelines fir en Dresscode an de Schoule festgeluecht an iwwerléisst de Schoulen, esou ee Code mat der Schoulcommunität auszeschaffen, am Sënn vun der Autonomie vun de Lycéeën.

Dëst erlaabt de Lycéeën sech selwer Richtlinnen ze ginn, déi d'Zesummeliewen an d'Zesummeschaffen an der Schoul reegelen. Den Artikel 4 vum Schoulgesetz vum 2004 (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) seet dozou: „Afin de créer un milieu d'apprentissage empreint de respect et de promouvoir la coopération entre les différents partenaires, la communauté scolaire se donne des règles de conduite fondées sur les droits et devoirs de ses membres qui sont fixés dans une charte scolaire.“

Zu der Kleedung vun de Schüler seet den Artikel 6 vum Règlement grand-ducal du 23 décembre 2004 concernant les règles de conduite dans les lycées: „La tenue vestimentaire des élèves doit être correcte.“

Déi vestimentaire Reegele vum Dikrecher Kolléisch si Bestanddeel vum sougenannte Code de vie vum LCD, deen - am Sënn vun uewen zitéierten Artikel aus dem Schoulgesetz - eng Rei vu Reegelen opstelt, an och d'Rechter an d'Flichte vun de Membere vun der Schoulgemeinschaft prezisiert.

Et sief och gesot, datt dese Code de vie e partizipative Prozess duerchlaaf huet, an dee Schüler, Elteren an Enseignantent abezu waren: E gouf vun der Cellule de développement scolaire (CDS) vum Lycée ausgeschafft, am Juni 2019 goufe Reunionne mat de Klassendelegéierten zu deem Thema organiséiert, a Sujet gouf am Fach „Vie et société“ traitéiert, a schliisslech huet de Conseil d'éducation als représentatiivt Gremium vun der Schoulgemeinschaft sech dozou prononcéiert. Duerch d'Corona-kris ass dee Code de vie awer eréischt um Ufank vun deem Schouljoer a Kraaft getrueden.

Dee Punkt, deen den honorabelen Deputéierten hei interesséiert, ass am Code de vie esou beschriwwen: « Vous êtes prié(s) d'enlever vos casquettes, bonnets, etc. de même que vos lunettes de soleil, écouteurs, etc. à l'entrée de l'école. Les sous-vêtements, dos, ventre, poitrine et fesses sont couverts. Les vêtements sont exempts de représentations racistes, sexistes, glorifiant la drogue, le sexe et/ou la violence. »

D'Rechter an d'Flichten aus dem Code de vie bezéie sech ausdrécklech a gläichermoossen op béid Geschlechter. Et ginn ausserdem - vum Ministère fir Education, Kanner a Jugend a vum Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer - eng Rei vu Sensibiliséierungsmoosnamen an de Lycéeën organiséiert, déi sech mam Thema vun der Gläichbehandlung vun de Geschlechter befaassen an esou solle sécherstellen, datt kee Geschlecht diskriminéiert gëtt.

Wat déi lescht Fro vum honorabelen Deputéierte betrëfft, ass et fir Regierungsmembere net opportun, sech zu ästhetesche Froen ze äusseren. Mir verweisen awer drop, datt d'Diskussionne ronderëm de Sujet vum Code vestimentaire mat där néideger Sachlechkeet solle gefouert ginn, fir datt d'Schoulgemeinschaft vum Dikrecher Kolléisch erëm mat Serenitéit hiren Aufgaben nogoe kann. Den Educationnministère huet seng Roll als Vermittler an deem Sënn voll a ganz gëspilt.

Question 2870 (22.09.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant le **transport scolaire pendant la mise en quarantaine** :

An der Kommissionsséizung zur Santé vum 21.09.2020, wou et ëm d'Konditiounen fir eng Mise en quarantaine gaangen ass, huet den Direkter vun der Santé erkläert, dass Schüler, déi ënner Quarantän stinn an awer nach an den Unterrecht dierfen, net sollen den ëffentlechen Transport benotzen.

Vill Elteren hunn awer net d'Méiglechkeet, fir hiert d'Kand op anerem Wee an d'Schoul ze bréngen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wat recommendéiert de Ministère den Eltere vun engem Kand, dat a Quarantän ass an awer nach an d'Schoul muss goen, a puncto Schoultransport? Wéi sollen d'Leit d'Kand an d'Schoul bréngen, wann net iwwer den ëffentlechen Transport?

2. Proposéiert de Ministère, am Fall wou d'Elteren net iwwer een eegenen Auto verfügen oder aus beruffleche Grënn hir Kanner net féiere kënnen, eng speziell Transportméiglechkeet fir dës Kanner?

3. Falls de Ministère keng Alternativ proposéiert: Dierfe Kanner, déi net oni den ëffentlechen Transport an d'Schoul kommen, an esou engem Fall doheem bliwen?

Réponse commune (10.11.2020) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,** de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,** et de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

De Schülertransport ass zanter der Schoulretrée ee Sujet, iwwer dee vill diskutéiert gouf an d'Organisation ass ee reellen Defi an Zäite vu Pandemie. Et ass ee wichtege Pilier vun der Schoulorganisation an een efficacé Schoultransport ass essenziell fir de Fonctionnement vun de Schoulen, gläichzäiteg muss awer derfir gesuert ginn, datt déi sanitär Moosnamen agehale ginn.

Den Transportministère an den Educationnministère hunn an deem Sënn decidéiert, fir de Schoultransport ze verstärken, engersäits, wat d'Zuel vun de Faarten ugeet an, anerersäits, wat d'Personal ugeet.

Eng Evaluatioun um Terrain huet erginn, datt op ronn 10 % vun de Faarten, nämlech op 37, Schüler hu misse stoen. Dofir fueren d'Bussen zanter dem 9. November méi dacks oder et gi méi grouss Busse agesat.

Wat d'Fro vum honorabelen Deputéierten zu Schüler an der Quarantaine ugeet, ass et esou, datt ee Schüler, deen eng Ordonnance de mise en quarantaine (am Kader vun engem Zenario 2 oder 3) vun der Santé kritt, muss doheem bliwen an um Enseignement à distance deelhuelen, bis en negativen Test virläit. Déi betraffe Schüler sinn deementsprechend net op den ëffentlechen Schoultransport ugewisen.

Schüler, déi am Zenario 1 aus dem Stufemodell vum sanitäre Konzept vun der Education nationale sinn, gi weider an d'Schoul. Dobäi handelt et sech ëm Schüler aus enger Klass, wou ee Matschüler positiv getest ginn ass, mee wou d'Infektionsquell mat grousser Warscheinlechkeet ausserhalb vun der Schoul läit. D'Direction de la santé gëtt an deem Fall eng Rei vu Recommendationen eraus. Generell sollen déi betraffe Persounen hir sozial Kontakter reduzéieren. Dozou gehéiert, datt si wa méiglech net an d'Maison relais an an de Schoulrestaurant ginn, oder de Schoultransport notzen.

Dobäi handelt et sech ëm eng Recommendation, déi d'Eltere oder d'Schüler no hire Méiglechkeete sollte befollegen. Wann dëst net méiglech ass, sollen si awer och weiderhi vun dese Méiglechkeete profitéiere kënnen. D'Notzung vum Schoultransport geschitt da wéi gewinnt, am Respekt vun de Gestesbarrières.

Fir d'Schüler am Schoultransport an am ëffentlechen Transport gëllen d'Consignen aus de Circulaires, déi dem Schoulpersonal am Virfeld vun der Rentrée zoukomme gelooss goufen an um Internetsite vu mengem Ministère ëffentlech zougänglech sinn.

Aus dese Circulairé geet ervir, datt all Kand iwwer sechs Joer am ëffentlechen Transport an um Trajet tëscht doheem an der Schoul eng Mask muss unhunn.

Vu datt d'Organisation vum Schoultransport am Enseignement fondamental an de Gemengen hir Attributioun fällt, steet et de Gemenge fräi, no enger Evaluatioun vun de lokale Gegebenheete weider Preventiounsmesuren ze decidéieren.

A kengem vun den dräi Zenarien ass d'Kand vum Unterrecht befreit an ënnerläit weiderhin der Schoulpflicht.

Question 2872 (22.09.2020) de **M. Léon Gloden (CSV)** concernant les **installations de câblage de POST connectant des maisons isolées** :

Il me revient que l'Administration de l'enregistrement exige que les déclarations de TVA soient exclusivement déposées sous forme électronique. Or, il s'avère que les installations de câblage de la poste connectant des maisons isolées, voire des fermes isolées dans la campagne ne correspondent plus au standard et que les services de l'Entreprise des postes et télécommunications (POST) refuse de renouveler ces installations de câblage en raison du

coût y associé. La conséquence en est que les habitants de ces maisons/fermes isolées ne pourront plus utiliser de façon convenable, voire plus du tout dans un futur proche les moyens de communication moderne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de cette problématique ?

- Combien d'immeubles/ménages souffrent aujourd'hui d'une mauvaise connexion ?

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il est de l'obligation de la poste d'installer ces infrastructures permettant aux habitants des maisons/fermes isolées d'être connectés à un réseau moderne indépendamment du coût y associé ?

Réponse commune (05.11.2020) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias :

Bien que la connectivité haut débit atteigne un pourcentage très élevé des foyers au Luxembourg, il reste une minorité de ménages qui ne sont pas connectés à un réseau haut débit fixe. Plusieurs technologies de télécommunication sont disponibles : outre la fibre optique, il existe également le réseau en cuivre qui a été déployé initialement pour la téléphonie fixe et est utilisé pour le DSL, le câble coaxial et les réseaux mobiles 4G et, à terme, 5G. Ces technologies sont offertes par différents opérateurs de réseaux de communications électroniques.

Si une maison isolée n'est pas raccordée à un réseau fixe haut débit par POST, il est conseillé de vérifier d'abord la disponibilité d'autres réseaux utilisant les différentes technologies fixes et/ou mobiles. En fonction de la situation spécifique, les opérateurs s'efforcent de proposer une solution individuelle au cas par cas.

D'après les renseignements pris auprès de l'opérateur POST, il s'avère que le nombre de demandes de connexion pour des maisons ou fermes isolées, en dehors du périmètre des localités, est très limité. Sur le territoire national, il y a une dizaine de cas par année.

POST Luxembourg confirme qu'elle assure sans frais supplémentaires pour le client, la connexion au réseau de fibres optiques à l'intérieur du périmètre des localités. Pour des maisons ou fermes isolées en dehors du périmètre des localités, les propriétaires doivent participer aux frais de la connexion. La raison invoquée par POST est en lien avec les coûts élevés, qui ne pourront pas être rentabilisés par POST étant donné le trafic de télécommunications attendu et qui ne pourront pas être octroyés à la communauté des utilisateurs du réseau.

Pour des maisons ou fermes isolées, en dehors du périmètre deux cas de figure peuvent se présenter selon les informations obtenues par POST :

- Si un réseau de télécommunication en fibre optique au long de la voie publique longeant le périmètre du terrain du propriétaire existe, le propriétaire met à disposition de POST Technologies une gaine souterraine menant de l'immeuble vers le réseau de télécommunication existant. Il fait ensuite une demande de raccordement souterrain auprès de POST Technologies qui procède alors au raccordement de l'immeuble au réseau de télécommunication avec une connexion en fibre optique sous réserve d'avoir obtenu les autorisations nécessaires pour réaliser les travaux le long de la voie publique.

- S'il n'y a pas de réseau de télécommunication en fibre optique au long de la voie publique longeant le périmètre du terrain du propriétaire existe et qu'un projet « Fiber to the Home » (FTTH) est en planification, le raccordement au réseau fibre optique sera réalisé dans le cadre d'un projet coordonné avec les communes concernées, l'Administration des ponts et chaussées, ainsi que les autres concessionnaires des réseaux souterrains intéressés par un tel projet. Par contre, s'il n'y a pas de tel projet FTTH en planification, POST Technologies peut réaliser une étude des options techniques et, le cas échéant, faire une offre sur mesure au propriétaire sous réserve des autorisations nécessaires pour mener un tel projet.

POST confirme que les équipes de POST Technologies s'attachent à analyser en détail chaque cas. Dans certains cas, une connexion via le réseau 4G est techniquement possible et financièrement plus intéressante, elle est alors proposée comme alternative au client.

Question 2889 (23.09.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant le rapport d'activité du Ministère des Sports :

An de Rapports d'activité vun de Ministère kann een noliessen, wat d'Haaptaktivitéiten an de jeeve-

lege Ressorte waren a wéi verschidde Gelder benotzt goufen.

An de Rapports d'activité vum Sportministère gouf bis 2017 ëmmer ënner dem Punkt „Tableau concernant les fonds budgétaires directement versés aux fédérations et au COSL.“ matgedeelt, wéi eng Sportart wéi vill Suen zegutt hat. An de Joren 2018 an 2019 ass dës Oplëschung vun de Subsidien, déi un d'Fédération an de COSL ausbezuelgt goufen, awer net méi matgedeelt ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Huet de Ministère eng Oplëschung vun all de Fonges gemaach, déi am Budgetsjoer 2018 an 2019 un d'Fédération an un de COSL geschéckt goufen (an där selwechter Form a mat de selwechten Informatiounen wéi am uewen ernimmten Tableau aus dem Rapport d'activité 2017)?

2. An de Rapporte vun 2018 an 2019 steet als Begrënnung, firwat esou een Tableau net méi mat verëffentlecht gëtt, Follgendes: « D'emblée, il y a lieu de préciser que les données de l'exercice 2019 ne sont pas définitives parce que de nombreux décomptes ne sont présentés qu'au début de l'année 2020 par les organismes sportifs. De ce fait, le présent chapitre clôture en détail la répartition des crédits de 2018 et indique les fonds disponibles en 2019 dont l'attribution reste similaire. »

Wat huet sech vun 2017 op 2018 geännert, dass de Ministère dës Zuelen net méi kann a sengem Rapport d'activité matdeelen?

Wann et esou ass, dass d'Zuelen zu deenen ausbezuelte Subsidien dat Joer duerno nach net kënnen kloer bestëmmen ginn, misst esou eng Oplëschung dann net trotzdem an engem spéidere Rapport verëffentlecht ginn?

3. Wéi sinn déi Zuele fir dat ofgeschlossent Budgetsjoer 2019?

Réponse (03.11.2020) de M. Dan Kersch, Ministre des Sports :

ad 1. - 3. D'Froer vum honorabelen Deputéierte Sven Clement befaasse sech mam Rapport d'activité vum Sportministère a méi prezis mam „Tableau concernant les fonds budgétaires directement versés aux fédérations et au COSL“, deen de Sportsministère all Joer erstellt an an deem d'Subsidien, déi un d'Sportfédération ausbezuelgt ginn, agedroen sinn. Dëst gëllt och fir d'Subsidien, déi dem Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL) zoukomme gelooss ginn.

An de Rapports d'activité vun 2018 an 2019 gouf dësen Tableau effektiv net publizéiert, well zum Zäitpunkt vum Redaktiounsschluss vum Rapport Enn Februar dës Zuelen nëmmen provisoresch Zuele waren. Dëst erkläert sech doduerch, dass dat ofgeännert Gesetz vum 8. Juni 1999 betreffend de Budget, d'Comptabilitéit an d'Tresorerie vum Staat eng „période complémentaire“ virgesäit a sou d'Dekonten, déi e gewëssent Budgetsjoer betreffen, nach kënnen bis de 15. Mäerz dat Joer drop ageerecht an och bezuelgt ginn.

Wann ee lo beispillsweis d'Budgetsjoer 2019 hëlt, ass et esou, dass de Rapport d'activité huet misse bis den 28. Februar 2020 finaliséiert ginn, fir dass d'Chamber dëse mat Zäit zur Verfügung gestallt kritt. Zu deem Zäitpunkt waren d'Dekonten allerdeings nach net all dobannen a konnten also nach bis de 15. Mäerz 2020 ausbezuelgt ginn. Dëst bréngt mat sech, dass déi Zuelen, déi an deem genannten Tableau gestan hätten, keng definitiv Zuele gewiescht wäeren, also d'Situatioun net erëmgspigelt hätte wéi se wierklech fir d'Joer 2019 gewiescht wär.

En vue vun enger méi grousser Transparenz, a virun allem vun der Publikation vun definitiven Zuelen, déi op allen Dekonten basieren déi dat concernéiert Joer betreffen, ass deen Tableau entre-temps iwwerschafft ginn, an et ass och e separaten Tableau fir d'Subsidien un de COSL erstellt ginn. Ab dem Rapport d'activité fir d'Joer 2020 wäerten dann déi definitiv Zuele vum Joer virdrun, an deem Fall also vun 2019, publizéiert ginn.

Déi 2 Tableaunen (Fédération an de COSL) sinn un d'Äntwert annexéiert a wäerte wéi gesot och am Rapport d'activité fir 2020 publizéiert ginn.

Tableau concernant les fonds budgétaires directement versés au COSL en 2019

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau concernant les fonds budgétaires versés aux fédérations sportives en 2019

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2893 (24.09.2020) de Mme Martine Hansen et M. Marc Spautz (CSV) concernant le test de dépistage de la Covid-19 dans les maisons de retraite et de soins :

An dësen Deeg, wou d'Infektiounszuelen erëm klammen, ass et wichteg, dass mir eis vulnerabel Leit schützen, och déi an den Alters- a Fleegeinfrastrukturen, ouni dass et erëm esou wäit komme soll, dass si mussen isoléiert gi vun hirer Famill an hire Frënn.

Eisen Informatiounen no gëtt weeder dat administratiivt Personal nach d'Fleegepersonal vun den Aarrichtunge reegelméisseg iwwert de Large-Scale-Testing (LST) getest an et ass un den eenzelen Träger, sech selwer ze organisieren.

An deem Kontext wéilt mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatiounen bestätegen?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn hevir?

3. Firwat ginn déi einzel Haiser net reegelméisseg vun de mobilen Testunitéiten, déi an der 2. Phas vum LST virgesi sinn, getest?

4. Am Sënn vun engem maximale Schutz vun de vulnerabele Leit, wat sinn d'Quarantänconsigné fir d'Personal vun den Alters- a Fleegeinstitutionen?

5. D'Madamm Minister huet deklaréiert, dass d'Santésdirektioun eng Prozedur virgesinn huet, fir de Gesondheetsberuffer an de Spideeler an an de Maisons de soins am Fall vun Enkpäss eng Autorisation ze ginn, trotz Quarantän dierfe schaffen ze goen. Wéi soll an deem Fall garantéiert ginn, dass trotz dësem erhöichte Risiko keng vulnerabel Leit ugestach ginn?

6. Ginn d'Generalisten uechtert d'Land, déi an hire Praxissen och vill eeler a vulnerabel Leit betreiën, informéiert, wann et an hirer Géigend verstärkt zu Infektiounen kënnen, fir dass si d'Sécherheetsmesurë kënnen eropschrauwen?

Réponse commune (02.11.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

ad 1. - 6. Am Kader vun der 1. Phas vum Large-Scale-Testing (LST) gouf d'Fleegepersonal aus de Fleegestrukture reegelméisseg mat den anere Gesondheetsberuffer agelueden, sech testen ze loosser. Dat ass och weiderhin de Fall am Kader vun der 2. Phas vum LST. Déi mobil Equipe vum LST intervenéiert ganz reegelméisseg an Alters- a Fleegeheemer, wou ee Cluster festgestallt gëtt. Doriwwer eraus huet d'Gesondheitsdirektioun zesumme mam Familljeminière ee Planning opgestallt, fir d'Awunner vun Alters- a Fleegestrukturen systematesch iwwert eng mobil Testunitéit ze testen.

Verschidden Institutionen hu virgeschloen, dass d'Prelevementen bei den Awunner vun hirem eegene Personal gemaach ginn, dat oft d'Leit besser kennt, an dass d'Prelevementen dono an den LST afléisen, fir ausgewäert ze ginn. Dëse Prozess ass amgegangenen emgesat ze ginn, fir der Demande vun den Institutionen nozekommen.

D'Isolements- an d'Quarantänprozeduren sinn am Prinzip déi selwecht an den Alters- a Fleegeinstitutionen wéi och soss zu Lëtzebuerg. Et gëtt am Moment iwwert en Amenagement vun dëse Prozesser fir d'Personal an den Alters- a Fleegestrukturen, a verschidde Fäll, nogeduecht, fir kënnen de Fonctionnement vun dësen Institutionen ze garantéieren, falls et dann zu enger Penurie vu Personal géif kommen. An deem Fall missten déi betraffe Persounen natierlech ganz strikt Hygiënamesuren applizéieren (zum Beispill Mask FFP2).

D'Generalisten hunn déi selwecht Informatiounen wéi d'allgemeng Bevëlkerung mat der Repartiitioun vun de Fäll pro Kanton, déi eemol pro Woch kommunizéiert gëtt. D'Mobilitéit vun der Populatioun ass esou grouss, dass méi eng reng Informatioun praktesch kee Sënn mécht. D'Dokteren an hire Praxisse sollen, genau wéi aner Gesondheetsberuffer, souwéi sou optimal Preventiounsmesuren huelen, fir d'Infektiounen ze vermeiden.

Question 2897 (24.09.2020) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les demandeurs d'asile :

An enger RTL „Background“ Radio-Emissioun huet den Här Baussen-, Asyl- an Immigrationsminister den 19. September 2020 follgend Zuele genannt: Zënter 2015 hätten 11.600 Persounen zu Lëtzebuerg Asyl gefrot a 4.500 Persounen hätten de Schutzstatut kritt.

An deem Kontext wéilt ech den Här Minister bieden, dës Zuelen nach ze prezisieren:

1. Wéi vill vun deene 7.100 Persounen, déi de Statut net kruten, sinn nach am Land?

2. Wéi vill vun deene 4.500 Persounen, déi de Statut kruten, hunn hir Famillje kënnen nokomme loosser an op wéi vill Persoune beleeft sech also den Total vun deene Persounen, déi mat engem Asyl- oder internationale Schutzstatut (den direkt Betreffene plus seng Familljememberen) zu Lëtzebuerg am Abléck liewen?

3. Wéi schlësselt sech dat no Nationalitéiten op?

4. Ass d'Familljenzesummefeierung zu Lëtzebuerg u bestëmmte Konditiounen gebonnen? Wa jo, wat fir Konditiounen sinn dat? Spillt et fir d'Familljenzesummefeierung eng Roll, ob de BPI sech zu Lëtzebuerg eng eegestänneg Existenz, ouni Hëllef vum Staat, opbaue konnt? Wann nee, wéi vill BPIen, ouni eegestänneg Existenz, konnten hir Famill nokomme loosser an esou nees vereenen? Wat sinn d'Ausgaben, déi de Staat zënter 2015, gerechent an ennerdeelt no Joer, opgrond vun der Familljenzesummefeierung hat?

5. Wéi dacks an op wéi eng Manéier gëtt iwwerpréift, wéi eng vun deene Persounen nach e Schutz zu Lëtzebuerg brauch a wéi eng Persoune kee Schutzstatut méi brauchen?

6. Wéi vill Persoune mat Schutzstatut hunn zënter 2015 bis haut eng Aarbecht fonnt? Wéi vill sinn der op der ADEM ageschriwwen a mat wéi enge schouleschen oder berufliche Qualifikatiounen?

7. Wéi vill Persoune mat Schutzstatut kréien aktuell de REVIS?

8. Wéi vill Persoune mat Schutzstatut liewen an engem Foyer a wéi vill hunn eng Wunneng vum Staat, vun de Gemengen oder vun anere sozial engagierten Acteuren ewéi z. B. dem Roude Kräiz oder der Caritas kritt?

9. Wéi grouss ass de gesamten Impakt vun deenen Asyldemanden an hirem Traitement op de Staatsbudget zënter 2015, opgeschlësselt no Joer, an de Kategorien: Bau vun Heemer, Locatioun vu Wunnengen, Sclarisatioun, Allocatioun fir DPIen, RMG oder REVIS fir BPIen, Rapatriementer, medezinesch- a Sozialleeschungen, Assistance judiciaire, Integriatiouns- a Formatiounsprogrammer, personellen Ausbau an der Immigratiionsdirektioun, an ONA an op de Verwaltungsgeriichter asw.?

Réponse commune (26.10.2020) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. Pierre Gramagne, Ministre des Finances :

ad 1. Et ass net mëglecht genee ze soen, wéi vill vun den anere Leit, deenen hir Demande fir Asyl refuséiert gouf, sech nach hei am Land ophalen, well et Leit ginn déi d'Land verloossen ouni d'Authoritéiten dovun ze informéieren. Gläichzäitig sinn och net all d'Leit, deenen hir Demande op internationale Schutz am Niveau vum Ministère refuséiert gouf an déi sech nach am Land ophalen, automatesch an enger irregulärer Situatioun. An dësem Kontext sief op déi méi detailléiert Erklärungen an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1042 vun dem 8. August 2019 verwisen.

ad 2. Tëscht dem 1. Januar 2015 an dem 30. September 2020 konnten eng ronn 700 Leit mat engem internationale Schutzstatus zu Lëtzebuerg hir Famill nokomme loosser.

ad 3. Fir d'Opspléckung pro Nationalitéit sief op déi Zuele verwisen, déi all Joers am Bilan iwwert d'Immigratioun vum Ausseministère publizéiert ginn.

ad 4. D'Konditiounen fir d'Familljenzesummefeierung sinn an den Artikelen 68 bis 77 vun ofgeännerten Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008 festgeluecht. Dës Dispositiounen baséieren sech op d'Direktiv 2003/86/CE vum 22. September 2003 iwwert d'Familljenzesummefeierung.

D'Immigratiounsgesetz gesäit vir, dass bei der Familljenzesummefeierung un Leit, déi een internationale Schutzstatus kritt hunn, verschidde Konditiounen, déi soss am Beräich vun der Familljenzesummefeierung gëllen (wéi zum Beispill, dass d'Leit mussen een eegent Logement hunn oder dass se genuch Ressourcen hunn, fir fir sech an hir Familljemember opzekommen) net erfëllt mussen ginn, dass fir der spezifescher Situatioun vun de Leit Rechnung ze droen. D'Direktiv gesäit dës Ausnam vir fir Leit, déi de Statut vun Refugié unerkannt kruten, mee léisst de Memberstaaten awer d'Mëglechkeet dës Ausnam zäitlech esou ze limitéieren, dass se just gëllt, wann d'Ufro fir d'Familljenzesummefeierung an engem bestëmmten Delai nom Accord vun Statut geschitt. Zu Lëtzebuerg war bei der Ëmsetzung vun der Direktiv decidéiert ginn, dësen Delai op 3 Méint festzuleeën, an dës Ausnam awer och op d'Leit mat engem subsidäre Schutzstatus ze erweideren. Wann d'Ufro fir d'Familljenzesummefeierung no dësem Delai gemaach gëtt, da mussen déi verschidde Konditiounen wéi d'Wunneng an d'Resourcen erfëllt ginn. D'Regierung huet viru Kuerzem ee Gesetzesprojet guttgehescht, fir dësen Delai op 6 Méint eropzesetzen, esou wéi dat am Regierungsprogramm virgesinn ass

ad 5. D'Asylgesetz vum 18. Dezember 2015 gesäit vir, a wéi,enge Fäll eng Persoun den internationale Schutz zu Lëtzebuerg verléieren oder oferkannt ka kréien. Dës Dispositiounen baséieren sech op d'Direktiv 2011/95/UE, och nach Direktiv „qualification“ genannt, déi festleet, ënnert wéi enge Konditiounen den internationale Schutz accordéiert gëtt, respektiv a wéi enge Fäll eng Persoun den Usproch dorop verléiert. D'Applikatioun vum dësen Dispositiounen gesäit eng detailléiert Iwwerprüewung vum Einzel-fall vir.

Et ass awer wichteg ze betounen, dass am Fall, wou eng Persoun d'Konditioun fir internationale Schutz net méi erfëlle géif, dat net automatesch heescht, dass déi Persoun Lëtzebuerg verloosse misst. Och hei muss als éischt eng individuell Analys vum Dossier gemaach ginn, am Respekt mat den Dispositiounen vum Immigrationgesetz an och vun internationale Konventiounen, déi virgesinn, dass déi perséinlech Situatioun, wéi zum Beispill d'familiär Situatioun, vun der Persoun an deem Fall muss beréck-siichtegt ginn, dëst am Aklang mat den elementare Rechtsprinzipien, wéi dee vun der Proportionalitéit.

ad 6. Tëscht Januar 2015 a Mee 2020 hu 737 Persoune mat Schutzstatut, déi bei der ADEM ageschriwwen waren, eng Aarbecht fonnt.

ad 7. + 8. De Fonds national de solidarité (FNS), den de REVIS verwalt an ausbezilt, kontrolléiert, ob d'Demandeuren d'Konditiounen vum Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de Revenu d'inclusion sociale erfëllen; laut Artikel 2(2) vum deem Gesetz hu Persoune mat Schutzstatut déi selwecht Rechter ewéi Lëtzeburger Staatsbierger. Den FNS féiert deemno keng Statistiken iwwert de Statut vun de REVIS-Bezëier.

Persoune, déi an enger prekärer sozialer Situatioun sinn an eng Wunneng sichen, wende sech direkt un déi kompetent Organismen an Associatiounen, déi en fonction vun de Besoinen, an net vum Statut vun der Leit, hëllefeng eng Wunneng ze fan-nen.

Op de 5. Oktober 2020 liewen 1.387 Persoune mat Schutzstatut an de Foyeren, déi vum Nationale Büro fir Opnam („Office national de l'accueil“, ONA) ge-reiert ginn.

ad 9. Wat d'Fro iwwert den Impakt vun den Asylde-manden an hirem Traitement op de Staatsbudget ugeet, do sief op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1098 souwéi op déi respektiv Comptes gé-néraux verweisen.

Question 2898 (24.09.2020) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant les **aides aux petites entreprises pendant la crise sanitaire** :

Vill Entreprisé sinn am Moment op d'Hëllef vum Staat ugewisen, fir dës Krisenzäit, déi duerch d'Coronapandemie ausgeléist gouf, ze iwwerliewen. An deem Kader huet d'Regierung eng ganz Rei Mesur-éi festgeluecht, mat deene verschidden Entreprisen a verschidde Secteuren ënnerstëtzt solle ginn. Oft schéngt et awer esou, wéi wann et virrangeg déi grouss Entreprisé wieren, déi vu verschiddene staat-leche Programme profitéieren kënnen.

Esou zum Beispill de Fit4Resilience an de Fit4Digital-Programm „qui vise[nt] en particulier les entre-prises ayant une certaine taille au sein de l'écosys-tème luxembourgeois“. Et handelt sech heibäi ëm Subsiden, déi sollen hëllefeng, d'Modernisatioun vun enger Entreprise ze finanzéieren. Dës Subside si mat bis zu 30.000 € am Kader vu Fit4Resilience a 5.000 € am Kader vu Fit4Digital verbonnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Fro stellen:

1. Wéi vill Entreprisen, déi sech iwwert Covidhël-lefen informéieren wollten, goufen am Kader vum Pro-gramm ReAct vun der Chambre de Commerce bero-den?

Wéi vill Entreprisé mat manner wéi 10 Matarbech-ter goufe beroden? Wéi vill mat méi wéi 10 Matar-bechter?

2. Wéi ass et mat Entreprisen, wou d'Independan-ten an der Etapp vun der Création d'entreprise eng Befräiung vun de Cotisations sociales gerode kruten an dëst och gemaach hunn? Wat fir Hëllef se stinn dësen Independanten zur Verfügung?

Wat fir Hëllef se stinn den Independanten zur Verfü-gung, wann hire Chiffre d'affaires 2019 nach ënnert 15.000 € louch?

3. Wéi vill Programmer/Aidë proposéiert de Staat fir Entreprisé mat engem Chiffre d'affaires 2019 vun

- manner wéi 1 Millioun €?

- 1 bis 10 Milliounen €?

- méi wéi 10 Milliounen €?

4. Wat fir ee Bilan kann d'Regierung no sechs Méint Covidkris a Covidhëllefeng zéien, virun allem wat d'Hëllefeng vu klengen a jonken Entreprisé betrëfft?

Wéi gesäit et mat Pronosticken iwwert eng méig-lech Faillitewell aus? Wéi vill kleng Entreprisé këin-ten duerch d'Covid-19-Kris verschwannen?

Réponse commune (05.11.2020) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

D'Regierung huet zënter der Kris, déi duerch d'Covid-19-Pandemie ausgeléist ginn ass, eng Rei vu Programmen an Aiden agefouert, déi sech u Betriber vun all Gréisste richten. Am Kader vum Staatshëllefrecht gëtt d'Gréisst vun engem Betrib no de Reegele vun dem Règlement grand-ducal vum 16. Mäerz 2005 betreffend d'Definitioun vu Micro-, klengen a mëttelgrouss Betriber festgeluecht. Déi Defini-tioun entsprecht de Reegele vum europäesche Re-glement (EU) 651/2014 vun der Kommissioun vum 17. Juni 2014. No deene Reegele gëtt e Betrib mat manner wéi 10 Ugestallten an engem Émsaz oder Bil-an vun 2 Milliounen Euro oder manner als Microen-treprisé agestuuft. Mat manner wéi 50 Ugestallten an engem Émsaz oder Bilan vun 10 Milliounen Euro oder manner gëtt e Betrib als kleng agestuuft. An e Betrib mat manner wéi 250 Ugestallten an engem Émsaz vu manner wéi 50 Milliounen Euro oder en-gem Bilan vu manner wéi 43 Milliounen Euro gëtt als mëttelgrouss Betrib agestuuft. Déi aner Betri-ber ginn als grouss Betriber agestuuft.

De Programm Fit4Digital, den den honorablen Dé-putéierten a senger Fro nennt, besteet zanter 2018 a rricht sech ausdrécklech u kleng a mëttelgrouss Betriber, fir dës bei der Digitalisatioun vun hirem Betrib ze begleeden.

Wat de Programm Fit4Resilience betrëfft, sief be-mierkt, dass dëse sech souwuel u grouss Betriber wéi och u kleng a mëttelgrouss Betriber rricht. Well et sech ëm eng Ënnerstëtzung handelt fir Betriber, déi sech wëlle selwer besser am Lëtzeburger Eko-system positionéieren a méi resilient ginn, wéi se dat aktuell sinn, ass d'Prezisioun sënnvoll, dass Be-triiber mat enger gewësser Wichtigkeet am Lëtze-burger Ekosystem viséiert sinn, déi also schonn eng gewëssen Zäit bestinn an hei verankert sinn.

D'Regierung huet eng sëllege Mesuren an d'Liewe geruff, déi virop un déi méi kleng Entreprisé gericht waren. Et sief hei zum Beispill erënnert un:

- déi zwou Direkthëllefeng vu jee weils 5.000 €, déi sech exklusiv u d'Microentreprisé mat manner wéi 10 Matarbechter gericht hunn;

- d'Direkthëllefeng vun 12.500 € fir kleng Betriber tës-chent 10 an 20 Matarbechter;

- d'Direkthëllefeng vun 2.500 € fir d'Independanten;

- d'Direkthëllefeng vun 3.000 € bis 4.000 € fir d'In-dependanten;

- d'Aide spécifique pour le commerce de détail en magasin, wou eng Hëllef pro Matarbechter während dräi Méint ausbezuel gëtt an déi sech exklusiv un déi kleng a mëttelgrouss Betriber rricht.

Dofir muss mir d'Duerstellung, dass am Kader vun der Coronapandemie virrangeg déi grouss Entreprisé vun de verschiddene staatleche Programmer profitéieren géifen, mat aller Däitlechkeet vun eis weisen.

Niewent de finanzielle Covid-19-bedéngte Mesur-éi sinn awer och nach eenzel spezifesch Programmer vu verschiddene wirtschaftlechen Acteuren an d'Liewe geruff ginn.

D'House of Entrepreneurship bitt zanter dem 20. Abrëll 2020 eng gratis Ënnerstëtzung fir d'Reprise duerch de #ReAct-Projet. D'Zil vum #ReAct ass, fir et de Geschäftsléit ze erméiglechen, déi aktuell Si-tuatioun besser ze managen a strategesch Weeër ze identifizéieren, fir hire Betrib nei ze starten. An deem Sënn ginn Online Workshops ugebueden an en Checkup, den iwwer Telefon gemaach gëtt an deen de betroffene Betriber hëllef, fir d'Haap-terausforderungen ze identifizéieren, mat deene si konfrontéiert sinn. No deem Checkup kritt d'Entre-prise personaliséiert Recommendationen. D'Entre-prisé kënnen och gratis legalen, mënschlechen oder strategeschen Accompagnement vun externe Partner kréien. Insgesamt goufe vum 20. Abrëll bis den 8. Oktober 170 Entreprisen an engem Checkup analyséiert. Si all kruten och Recommendationen geschéckt.

Vun dësen 170 Entreprisen hunn:

- 156 Entreprisé mat manner wéi 10 Matarbechter;

- 14 Entreprisen 10 oder méi Matarbechter.

Zousätzlech dozou waren et 1.483 Aschreiwungen an de Workshoppen, déi 671 Persoune represen-téieren. Bei den Entreprisen, déi un de Webinarren deelgeholl hunn, hunn 78 % uginn, dass si manner wéi 10 Matarbechter hätten.

Och hei ass d'Duerstellung, dass sech dës Pro-gramm virop un déi grouss Entreprisen adresséiert, dofir net fondéiert.

Fir d'Independanten waren insgesamt zwou Hëllef eng virgesinn.

- Eng Hëllefeng vun 2.500 €, wou eng vun de Bedin-gunge war, dass déi betroffene Persoun als Travailleur

indépendant beim CCSS ugemellt war, dëst onof-hängeg vum Montant vun de Cotisations (d. h. eng Eligibilitéit ab 1 Euro Cotisations).

- Eng zweet Hëllef tëschent 3.000 € a 4.000 €, wou eng vun de Bedingunge war, dass déi betroffene Per-soun als Travailleur indépendant beim CCSS uge-mellt war a mindestens d'Soziallaaschte cotiséiert (berechent op engem hallwe Mindestloun).

Et ass wichteg hei d'Differenz ze maachen tëschent der Hëllef fir den Independant an der Hëllef fir de Betrib. Bei villen Independanten, deenen d'Hëllef vum Independent net zoustoung, konnten dofir awer d'Hëllefeng fir de Betrib ausgeschott ginn.

Wat d'Fro vum Mindestémsaz vu 15.000 € fir d'Fräiberuffler betrëfft, muss ee preziséieren, dass déi zwou Hëllefeng fir d'Fräiberuffler net un ee Min-destémsaz gebonne waren, mä un d'Héicht vun de Cotisations beim Centre commun de la sécurité sociale. Des Weidere verweise mir op dëser Plaz op d'parlamentaresch Ufro N° 2307, wou d'Fro vum Mindestémsaz ausféierlech beäntwert gouf.

Eng Bestandsopnam vun den Hëllefeng am Kontext vun der Covid-19-Pandemie op den 19. Oktober 2020 ass kierzelech publizéiert ginn am Kader vun enger Aktualitéitsstonn zu deemem Sujet an der Chamber:

<https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2020/10-octobre/Dashboard.pdf>

Wéi an der Äntwert op d'QP 2647 duergestallt, er-laben déi aktuell Zuele betreffend d'Failliten et nach net eng Ausso zu der Unzuel vu Failliten ze ma-chen, déi duerch d'Covid-19-Kris bedéngt sinn.

Zesummefaassend sief bemierkt, dass d'Regierung zanter dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie 1 Programm an 9 Aiden agefouert huet, wou d'Gréisst vum Betrib e Krittär fir d'Eligibilitéit ass. Dovunner rricht sech 1 Programm an 9 Aiden u Microentreprisen. 1 Programm an 8 Aidë si fir kleng Entreprisen zougänglech. 1 Programm a 7 Aidë rricht sech u mëttelgrouss Betriber, an 1 Programm a 5 Aidë si fir grouss Betriber zougänglech.

Zousätzlech zu deene Programmer an Aiden huet d'Regierung nach zwou Covid-19-Aiden agefouert, wou d'Gréisst oder den Émsaz vum Betrib net als Krittäre benotzt ginn, mee de Montant vun der Con-tributioun bei dem Centre commun de la sécurité sociale. Déi Aidë cibléiere virun allem Micro- a kleng Betriber.

Bei den Aiden handelt et sech ëm Garantien, rem-boursabel Avancen, Subventiounen fir Investitiounen a Subventiounen, fir Gehälter an allgemeng Käsch-ten deelweis ofzedecken.

Nieft den uewe genannte spezifesch Covid-19-Pro-grammen an Aiden, déi just während enger limitéierter Zäit bestinn, gëtt et nach 8 Programmen a 7 Aiden, déi permanent de Betriber vun alle Gréissten zur Verfügung stinn.

Am Allgemenge kann ee feststellen, dass Micro-, kleng a mëttelgrouss Betriber Accès op méi eng grouss Zuel vu Regimenter a Programmen hu wéi grouss Betriber. Zousätzlech ass d'Intensitéit vun der Aide bei Micro-, klengen a mëttelgrouss Be-triiber ganz oft méi héich wéi bei grouss Betriber.

Question 2905 (25.09.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **manifestations organisées par les associations dans le cadre de la pandémie du coronavirus** :

Momentan ginn d'Gemenge vun de benevole Res-ponsabele vun de Veräiner kontaktéiert fir ze froen, wat fir eng Méiglechkeet si hunn, fir, am Respekt vun allen noutwendegen a gültege sanitäre Mesu-ren, e puer Evenementer ze organiséieren, déi hin-nen hëllefeng, fir och weiderhin hir Aktivitéit fir déi sëlliche Kanner, Jonker an Erwuessener kënnen ze garantéieren.

Effektiv ass et esou, dass den aktuellen Text vum Gesetz iwwert d'Mesuren am Kampf géint de Covid-19 net op all Froen eng Äntwert liwwert an et awer wichteg wier, dass all Gemengeresponsabel déi selwecht Informatiounen an déi selwecht Richt-linne fir hir Veräiner hätten.

Aus deem Grund géif ech göre folgend Froen un d'Madamm Inneminister, d'Madamm Gesondheets-minister, d'Madamm Kulturminister an den Här Sportsminister stellen:

- Dierf an de Buvetté vun de Sportsinfrastrukturen lessen an Drénken zerwéiert ginn, wann d'Leit et am Sëtze consommeieren?

- Dierf an enger Sportshal oder an engem Centre culturel en Owend, bei deem lessen zerwéiert gëtt, organiséiert ginn, wann net méi wéi zéng Leit un engem Dësch sëtzen? Wann nee, dierfen Takeout-lesen organiséiert ginn?

- Wat ass konkret ze verstoen ënner engem „lieu de restauration occasionnelle“, esou wéi et am Ar-tikel 2 vum Gesetz virgesinn ass?

- Mussen d'Gemengen dofir suergen, dass tëscht all Aktivitéit vu verschiddene Veräiner Vestiairen an Dusche muss gebotzt ginn, wéssend, dass den Timing tëscht den eenzelen Trainingen vu Veräiner meeschtens ganz enk ass an dat e grouss finan-ziellen Opwand fir d'Gemengen ass?

Réponse commune (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

D'Äntwerten op d'Froen, déi vun der honorabler De-putéiert gestallt gi sinn, entstinn aus dem Artikel 2 vum ofgeännerte Gesetz vum 17. Juli 2020, dat Me-suré géint d'Pandemie vum Covid-19 ageféiert huet. D'Regierung huet och iwwert d'Mesur-éi kommuni-zéiert, mat Explikatiounen an och Recommendationen vum der Direktioun vun der Santé, déi um Site www.sante.public.lu accessibel sinn:

- Recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé à l'attention des restaurants, bars et cafés dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19.

- Recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé à l'attention des établissements offrant des activités sportives et des activi-tés de bien-être de type wellness.

De Sportsministère huet dës Recommendationen, déi an Zesummenaarbecht mat der Gesondheets-direktioun ausgeschafft goufen, un d'Sportsfeda-ratioun verschéckt mat der Opfuederung, dës och un hir affiliéiert Veräiner weiderzeginn. An deem Dokument ginn net nëmmen d'Sportsaktivitéite selwer thematiséiert, mee och alles, wat ronderëm sou eng Manifestatioun ze beuechten ass, wéi zum Beispill d'Bedreiwe vun enger Buvette oder d'Be-notze vu Vestiairen an Duschen.

Dës Recommendationen sinn och um Internetsite vum Sportsministère ze fannen.

Wat d'Kulturzentren ugeet, sou huet de Kulturmini-tere op sengem Internetsite ënner anerem folgend Recommendationen publizéiert, déi an Zesummen-aarbecht mat der Direktioun vun der Santé aus-geschafft goufen. Dës Recommendationen sinn och um Site www.sante.public.lu disponibel:

- Recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé à l'attention des gestionnaires de cinémas, salles de spectacles, théâtres et salles de concerts et de la reprise des activités artistiques dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 :

https://mc.gouvernement.lu/fr/dossiers/2020/Coronavirus_recommandations_sanitaires_culture.html

An deemem Dokument gëtt, nientend de Recom-mandatiounen fir de Kulturbetrieb, och op déi bestehend sanitär Reegelen a Recommendationen fir Restau-ranten, Bistrotten a Caféen innerhalb vun de Kultur-haiser opmierksam gemaach.

Doriwwer eraus sinn zënter dem Ufank vun der Pan-demie reegelméisseg Recommendationen per Cir-culaire un d'Gemenge verschéckt ginn. Den In-neministère huet eng Hotline an eng E-Mail-Adress installéiert, fir op all Zort vu Froen ze äntworten. De 17. Juli 2020 sinn all d'Buergermeeschteren a Buer-germeeschterinnen iwwert d'circulaire N° 3884 informéiert ginn, dass e Kontaktpunkt speziell fir si bei der Inspection sanitaire ageriicht ginn ass, wou all Froen am Zesummenhang mat der Pandemie kënnen gestallt ginn.

Souwuel déi Gewielte wéi och d'Personal vun de Gemengen hu reegelméisseg op déi Offer zréckge-graff an hunn ënner anerem eng Erklärung kritt zu de Froen, déi vun der Deputéiert gestallt ginn.

Ënner „lieu de restauration occasionnelle“ sinn alle-guerten déi Plazen ze verstoen, déi net zum Horeca-Secteur gehéieren a wou deemno fir Per-sounen am Kader vun enger Niewenaktivitéit (ac-tivitéit accessoire) lessen zur Verfügung gestallt oder verkaaft gëtt. Ënner anerem ass d'Notioun vu „lieu de restauration officielle“ am iwwerschaffte Covidgesetz, wat säit dem 30. Oktober 2020 a Kraaft ass, duerch d'Notioun vun „activités de res-tauration et de débit de boissons“ ersat ginn. Et ass vun do un net méi méiglech, lessen an/oder Ge-drénks am Kader vun enger Niewenaktivitéit unze-bidden. Dat heescht konkret, dass dës Aktivitéit exklusiv dem Horeca-Secteur virbehalen ass. Dat heescht och, dass d'Buvetté bei Sportsaktivitéiten zou mussen sinn.

Et ass gesetzelch net virgesinn, dass Vestiairen an Duschen tëschent zwou Aktivitéite vu verschiddene Veräiner mussen gebotzt ginn.

Ze prezisiere bleift dann nach, dass souwuel d'Ge-mengen ewéi och Sportsfederationen per Circulaire iwwert déi nei Bestëmmungen, déi de 29. Oktober vum der Chamber gestëmmt gi sinn an den 30. Oktober a Kraaft getruede sinn, nach dee selwecht Dag informéiert gi sinn.

Och huet de Sportsminister den 29. Oktober an en-ger Pressekonferenz all Detailler zu den neie Mesu-ren am Sport erkläert.

Vill Sportsfederatiounen hunn zousätzlech hir egen a sportspezifesch Sécherheetskoncepter ausgeschafft, déi méi wäit kënnen goen, wéi et gesetzlech virgesinn ass. Och ass et de Gemenge fräigestallt, als Proprietär den Notzer méi restriktiv Mesurë fir d'Benotze vun hire Sportsinfrastrukturen ze imposéieren, wéi de Legislatuer et virgesinn huet.

Question 2906 (25.09.2020) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant les déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation et de bail à usage commercial :

Afin de protéger les citoyens des conséquences de la crise liée au Covid-19, notamment les locataires de baux d'habitation, le Gouvernement a ordonné le 25 mars 2020 par règlement grand-ducal que « Les déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation et de bail à usage commercial sont suspendus. » Cette disposition a pris fin avec la fin de l'état de crise en date du 24 juin 2020. Depuis lors, le nombre d'expulsions a augmenté rapidement. Ainsi pour les mois d'août et septembre il y a déjà eu 25 cas d'expulsions et ceci seulement sur le territoire de la ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces déguerpissements à la Ville de Luxembourg ?

- Y a-t-il d'autres cas d'expulsions au Grand-Duché ?

- Quelle est l'évolution du nombre de déguerpissements au cours des dernières années ?

- Est-ce que le Gouvernement envisage d'intervenir ? Monsieur le Ministre partage-t-il la conclusion que l'objectif du règlement grand-ducal n'est pas atteint, si les déguerpissements, au lieu d'être évités, ont seulement été retardés de quelques mois et sont exécutés dès la fin de l'état de crise ?

- Comment les personnes concernées par un tel déguerpissement et qui viennent de perdre leur logement sont-elles soutenues ? Est-ce que les services logement ont des compétences et ressources suffisantes pour venir en aide aux personnes concernées ?

Réponse commune (28.10.2020) de M. Henri Kox, Ministre du Logement, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

Dans le contexte de la question parlementaire posée par l'honorable Député Monsieur Yves Cruchten en relation avec la reprise des déguerpissements depuis les mois d'août et septembre, le Gouvernement profite de l'occasion pour rappeler l'objectif de la mesure de suspension des déguerpissements, notamment en matière de baux d'habitation, prise suite au confinement par le règlement grand-ducal modifié du 25 mars 2020 et prolongée d'un mois au-delà de l'état de crise, à savoir jusqu'au 25 juillet 2020.

Il est de principe que les déguerpissements sont l'exécution de décisions judiciaires tranchant des litiges ayant leur origine dans des relations contractuelles de droit privé. Par contre dans le contexte de l'état de crise et du confinement généralisé, il avait été décidé pour cette période d'interdire que des personnes soient déguerpies. Face à l'impact des dites restrictions sur l'accès au logement, les personnes les plus démunies se seraient trouvées à la rue avec l'impossibilité absolue de retrouver une solution de logement.

Alors qu'à la fin juillet la situation sanitaire s'est améliorée et que les déménagements vers un autre logement pouvaient de nouveau être organisés grâce à la reprise du secteur du logement par la relance des activités des agences immobilières et des offices sociaux des communes, la mesure exceptionnelle n'a pas été prolongée. Le Gouvernement surveille bien évidemment l'évolution actuelle de la situation nationale dans le cadre de la crise sanitaire et ne s'interdit pas d'intervenir à nouveau si nécessaire.

Il est normal que depuis la fin de la mesure de suspension, l'exécution par les huissiers de justice des décisions judiciaires de déguerpissement ait repris dans les cas où les personnes condamnées à déguerpier ne sont pas prêtes à quitter volontairement les lieux. Bien qu'il n'y a pas de statistiques officielles du nombre de déguerpissements en matière de baux d'habitation, suivant les informations reçues auprès de la Chambre des Huissiers de justice, il semble qu'environ la moitié des dossiers de déguerpissement transmis aux huissiers de justice aboutissent à un déguerpissement forcé. Pour l'autre moitié, les huissiers de justice estiment que la plupart se règlent par le biais d'un départ « volontaire », et ce dans la mesure où les personnes condamnées à déguerpier sont orientées vers des structures et acteurs en mesure de fournir des solutions concrètes à ces personnes démunies. À ce jour le Gouvernement ne dispose pas d'informations que le nombre des déguerpissements forcés de cette année soit sensiblement différent de celui des années précédentes.

Pour ce qui est des pratiques d'expulsion auxquelles l'honorable Député fait référence, le Gouvernement tient à préciser qu'il ne les endosse nullement. Il rappelle qu'il existe un cadre légal à respecter, des recours judiciaires à la disponibilité tant des bailleurs que des locataires et que les locataires démunis ont la possibilité de demander l'assistance judiciaire.

La loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation prévoit en son article 26 que les communes ont la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur leur territoire. C'est sur base de cet article que les communes relogent des personnes qui ont perdu leur logement dans certaines circonstances. Il n'existe cependant pas de données sur le recours à ce mécanisme en présence de personnes expulsées.

Question 2908 (25.09.2020) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) concernant la hausse du tabagisme au Luxembourg :

Laut enger aktueller Enquête vun der Fondation Cancer an TNS ILReS ass d'Zuel vun de Fëmmerten hei zu Lëtzebuerg extreem eropgaangen. Während 2018 21 % vun de Lëtzebuurger/inne gefëmmt hätten, wier dëse Prozentsaz op 27 % geklomme fir d'Joer 2019. 37 % vun den 18- bis 24-Järege hätten 2019 gefëmmt, den Tubakskonsum bei de Jonke wier an deem Sënn besonnesch héich. Wat d'Shishafëmme ubelaangt, wieren d'Zuelen eebenfalls alarméierend, esou fëmmt ee vu véier tëscht 16 a 24 Joer d'Wasserpäif, a bei de 25- bis 34-Järege wier de Konsum och ëm 33 % eropgaangen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat gedentk d'Regierung ze maache fir géint déi extreem Hausse vun Tubakskonsum unzekämpfen an esou zemools déi jonk Leit ze schützen?

- Au vu vun dësen alarmante Resultater wat den Zigaretten- a Shishakskonsum, zemools bei deene Jonken ugeet, ewéi déi aktuell Enquête vun der Fondation Cancer an TNS ILReS demonstréiert, wéi eng Mesuren envisagéiert d'Regierung ze huele fir dës Hausse entgéintzewierken?

- Feststellend, dass d'Regierung an hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2710, ob d'Regierung weider Mesurë géif envisagéiere fir d'Hausse vun Fëmmertesaz, notamment bei deene Jonken ze stoppen, matgedeelt huet, dass fir den Ament keng weider Mesurë virgesi ginn. Fënnt d'Regierung net, dass een elo awer misst u weider Mesuren denken, fir dass déi nächst Enquête vun Joer 2020 net erëm eng alarméierend Hausse bei den Tubaks- a Shishafëmerten uweist?

Réponse (26.10.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

D'Resultat vun der leschter Enquête vun der Fondation Cancer ass effektiv extreem beonrougend. Nodeems säit e puer Joer d'Zuel vun de Fëmmerte schonns net méi erfogaangen ass, geet dës Zuel elo 2019 kloer erop, an dat besonnesch bei de Jonken.

De Gesondheetsministère gesäit do follgend Piste fir géint dës Hausse virzegoen:

1. Eng breet ugeluecht Informatiounscampagne, déi besonnesch déi Jonk an d'Shishafemme cibléiert. Dës Aart vu Konsum erfreet sech besonnesch bei Jugendleche groussem Succès an hir Schied op d'Gesondheet gi leider bei de Jonke staark banaliséiert. Dës Praxis erhéicht notamment de Risk fir ofhängeg vun Tubak ze ginn.

2. Eng Reform vun Tubaksevrage-Programm. Et ass wichteg, den Accès zu dësem Programm esou einfach wéi méiglech ze maache fir Leit, déi mat Fëmmen opahle wëllen, d'finanziell Preise en charge ze optimiséieren an och d'Méiglechkeet ze schaffen, e puermol un dësem Programm deelzehuelen. Mir wëssen entre-temps, dass déi meescht Fëmmerten e puer Uleef brauchen, ier si vun Fëmmen definitiv lasskommen.

Question 2909 (25.09.2020) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'apprentissage transfrontalier :

L'apprentissage transfrontalier se caractérise par une formation en milieu professionnel, sous contrat d'apprentissage, dans une entreprise ayant son siège au Luxembourg et une formation en milieu scolaire dans un lycée dans un pays à l'étranger. Pendant le confinement et la fermeture partielle des frontières avec certains de nos pays limitrophes, le retour auprès de l'entreprise formatrice leur a été seulement possible avec le certificat d'un test négative. Or, dans la mesure, où les apprentis transfrontaliers ne figurent pas dans dudit « fichier élève » du ministère et n'ont pas reçu des invita-

tions pour participer au Large-Scale-Testing, les élèves concernés ont dû demander un test auprès de leur médecin et ceci à leur frais.

Dans la mesure où le Luxembourg est de nouveau mis sur une liste rouge en Belgique et risque d'être remis sur la liste rouge en Allemagne, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre, au cas où le Luxembourg sera davantage mis sur des listes rouges dans d'autres pays limitrophes, est-ce qu'une solution/accord pour les apprentis transfrontaliers a été trouvé au préalable pour éviter qu'ils ne puissent rejoindre le lycée à l'étranger ?

- Dans quel « fichier de données » se trouvent les apprentis transfrontaliers pour qu'ils puissent être contactés et faire gratuitement le test Covid-19 ?

- Le Ministre peut-il nous fournir des chiffres concernant le nombre d'apprentis transfrontaliers qui fréquentent un lycée selon les différents pays ?

Réponse (10.11.2020) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Le fait que le Luxembourg a été placé sur une liste rouge dans un de nos pays limitrophes est la conséquence d'une décision qui relève du pays concerné. Même en cas de restrictions en matière de mobilité des ressortissants, un test PCR gratuit peut être réalisé avant ou après un séjour à l'étranger par prise de rendez-vous via le site guichet.lu.

- Concernant les apprentis sous contrat d'apprentissage transfrontalier, le Service de la formation professionnelle (SFP) dispose d'un tableau récapitulatif par pays éligible, à savoir l'Allemagne, la France et la Belgique.

- Le nombre de personnes sous apprentissage transfrontalier dont l'accord date d'avant 2020 s'élève à 136 pour l'Allemagne, 56 pour la France et 7 pour la Belgique.

Pour l'année 2020 et selon la dernière mise à jour des tableaux concernant l'apprentissage transfrontalier, datant du 29 octobre 2020, 57 candidats sont actuellement scolarisés en Allemagne, 29 en France et 6 candidats fréquentent un établissement scolaire en Belgique. Les nouvelles demandes qui ne disposent pas encore d'un accord officiel ne sont pas incluses dans les chiffres susmentionnés. Il faut préciser qu'un accord de la part du SFP ne se traduit pas forcément par un contrat d'apprentissage signé. Dès que les inscriptions auprès de l'ADEM-OP sont clôturées, un bilan final est dressé reprenant le nombre de contrats d'apprentissage transfrontalier signés.

Question 2911 (28.09.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant les bons d'hébergement :

Eng Hëllefsmoosnam fir den Horesca-Sektor am Kader vun der Covid-19-Situatioun ass d'Aktioun mat de 50-Euro-Iwwernuechtungsbongen. Ronn 750.000 Bonge goufe Mëtt des Joers un d'Awunner vu Lëtzebuerg an un d'Grenzpendler heemgeschéckt. Nach bis Enn 2020 kënnen d'Bongen ageléist ginn. Ufank September huet et geheescht, et wiere 34.000 Bongen ageléist ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Tourismus- a Mëtzelstansminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill vun deenen ausgestallten Iwwernuechtungsbonge goufe bis dato ageléist?

2. Et konnt een dovun ausgoen, dass d'Iwwernuechtungsbongen net all kënnen oder wäerte genotzt ginn. Hat d'Regierung domat gerechent, dass esou e groussen Deel vun deene Bongen net géif ageléist ginn, oder war dëst eng Iwwerraschung? Wat war dem Här Minister seng Aschätzung, wéi vill vun deene 50-Euro-Bonge bis Enn des Joers ageléist ginn?

3. Am Fall vun den Iwwernuechtungsbonge si bis ugangs September also nëmme 4 Prozent vun der envisagéierter Hëllef beim Sektor ukomm. Gesäit de Minister dëst als eng effikass Ënnerstützung? Ass séchergestallt, dass déi ronn 35 Milliounen Hëllef de Sektor nach errechen? Wier den Här Minister averstanen, fir d'Gesamtzomm vun deene Bongen, déi bis zum Schluss vun der Aktioun nach net ageléist gi sinn, als Subventioun an der Kris un d'Hoteller am Land ze verdeelen, dëst a gerechter Proportionalitéit an ënner der Konditioun, dass d'Hoteller hir Ëmsazuele vun Virjoer virleëen a beweise kënnen, dass si d'Joer 2020 Aboussen duerch d'Covid-19-Situatioun haten?

Réponse (27.10.2020) de M. Lex Delles, Ministre du Tourisme :

ad 1. Et sinn insgesamt 730.096 Bongen ausgestellt ginn. Op de 26. Oktober 2020 goufe 67.518 Bongen ageléist.

ad 2. D'Aktioun vun de 50-Euro-Iwwernuechtungsbongen ass en Deel vun eiser Campagne „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz“. D'Zilsetzung vun dës

Campagne war et, Lëtzebuerg nohalteg als touristesch Destinatioun duerzestellen an als interessant Alternativ zu Auslandsdestinatiounen ze positionéieren. D'Bongenaktioun war een Deel vun Gesamt-konzept, wouduerch d'Residentë sollten dozou beweegt ginn, Vakanz heiheim ze maachen an eng Nuecht oder méi hei am Land ze verbréngen.

Réckbléckend kann ee soen, dass eis Objektiv vun der Campagne wéi och der Bongenaktioun erreecht konnte ginn. Op der enger Säit hu mir et fäerdegbruecht, méi Bierger ze motivéieren, hiert Land nei ze entdecken, anerersäits konnte mir duerch dës Aktioun dem Hebergementssektor an dës Kris ënner d'Äerm gräifen. Dat beleëen och Zuele vun enger Ëmfro an dem Lëtzebuurger Hebergementssektor vu „Luxembourg for tourism“. Effektiv hunn am Verglach mat de Jore virdu méi Residenten dëst Joer Vakanz doheim gemaach. Insgesamt 33 % vun den Hoteliere respektiv 57 % vun de Campingsbedreier hunn uginn, dass Buchunge vun de Residenten substanzuell iwwert déi leschte Méint zougeholl hunn. Et kann een also dovunner ausgoen, dass d'Campagne an d'Bongenaktioun gutt um Terrain ukomm sinn. Dobäi kënn och nach, dass d'Consumatiounen (Restaurant, Commerce etc.) während dem Openthalt iwwert de Wäert vun Bong erausgaange sinn.

ad 3. Wéi et an der Ried zur Lag vun der Natioun vum Premierminister annoncéiert ginn ass, wäert de Fonds de relance et de solidarité, dee speziell fir Entreprises aus de Beräicher Horeca, Evenementiel an Tourismus gegrennt gouf, bis an d'nächst Joer era verlängert ginn. Zousätzlech soll eng nei Direkt-hëllef en place gesat gi mat där d'Beriber aus vulnerabele Branchen en Deel vun hire Käschte kënnen kompenséiert kréien. Et ass dofir net virgesinn, d'Gesamtzomm vun deene Bongen, déi bis Enn des Jores nach net ageléist gi sinn, als Subventioun eleng un d'Hoteller am Land ze verdeelen, mee d'Regierung wäert nach emol cibléiert deene staark betraffene Secteuren, dorënner den Hotellsberiber, ënner d'Äerm gräifen.

Question 2912 (28.09.2020) de MM. Laurent Mosar et Claude Wiseler (CSV) concernant la fiabilité des tests de dépistage de la Covid-19 :

Le sujet de la fiabilité des tests de dépistage a été évoqué à plusieurs reprises notamment via des questions que les députés ont adressées à Madame le Ministre de la Santé.

Nous nous permettons de dresser ci-après un petit tableau des réponses obtenues :

„Wéint der héijer Spezifisitéit kann een dovun ausgoen, dass e positivi Resultat effektiv positiv ass an net muss kontrolléiert ginn.“ (extrait de la réponse ministérielle à la question parlementaire n° 2508)

„D'Zuel vun de 'falsch positive' Resultater mat der PCR-Technologie, esouwuel beim Large-Scale-Testing wéi bei der normaler Routinediagnos, ass extreem geréng. De richtige Problem vun der PCR ass éischer e Risk vu 'falsch negative' Resultater, well de Virus entweder a ganz kleng Quantitéite virläit oder well den Ofstréck net déif genuch am Hals gemaach gouf. Dat heescht, et verpasst een éischer Diagnose vun Infektioun wéi dass ee géif ze vill 'falsch positiv' Diagnosen erausginn, esou wéi dat och aus wëssenschaftleche Studien ervirgeet.“ (extrait de la réponse ministérielle à la question parlementaire n° 2609)

Fort de ces constats, Madame le Ministre conclut en réponse à la question d'un éventuel recours gracieux devant le directeur de la santé que :

„Wéi schonns erkläert, baséiert all Decisioun vun Gesondheitsdirekter op enger Confirmatioun duerch ee Standard Diagnostest, a keng Persoun gétt op Basis vun éischer Resultat vun engem gepoolten Test eleng isoléiert. An deem Sënn mussen och duerno keng weider Korrektioun no engem nodréiglechen Diagnostest gemaach ginn.“ (extrait de la réponse à la question parlementaire précitée)

Seules semblaient être admises les corrections suivantes :

„Falls Leit awer mengen, falsch behandelt ginn ze sinn an ongerechterweis oder ze laang an Isolement gesat gi wieren, kënnen si och direkt de Gesondheitsdirekter oder d'Inspection sanitaire kontaktéieren. Dëst kënn geleeëntlech vir, wann d'Inspection sanitaire net déi genau Informatioun iwwert den Ufank vun de Symptomer oder den Datum vun Ofstréck huet, mee nëmnen den Datum vun Testresultat, an net d'Méiglechkeet hat, mat der betraffener Persoun selwer ze schwätzen (z. B. wa keng valid Telefonnummer bekannt ass, oder d'Person net ophieft). An deem Fall kann eng Dauer vun engem Isolement nodréiglech korrigéiert ginn (op 14 Deeg nom Ufank vun de Symptomer respektiv, wa keng Symptomer do sinn, nom Datum vun Ofstréck, op Basis vun schrëftlechen Testresultat mat dem Datum vun Ofstréck). Dësen di-

rekte Kontakt mat der Administratioun mécht normalerweis e Recours virum Verwaltungsgericht iwerflësseg.“ (extrait de la réponse précitée)

Il se trouve que Madame le Ministre a récemment confirmé l'existence de deux séries de 10 respectivement 26 tests dits « faux positifs ».

Un récent exemple montre qu'une mesure de mise en isolement ordonnée par le directeur de la santé sur base d'un premier test positif daté du 17 septembre 2020 a pu être levée le 24 septembre 2020 au vu (i) d'un deuxième test négatif obtenu quatre jours plus tard, (ii) d'une absence de symptômes, (iii) d'une absence de contact à haut risque avec une personne testée positive à la Covid-19 et (iv) de la faible positivité du premier test.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame le Ministre :

- Madame le Ministre peut-elle nous fournir plus de détails quant aux tests dits « faux positifs » ? Depuis le début des tests, combien de personnes ont à sa connaissance, à tort, été mises en isolement/ en quarantaine en raison de tels tests ? Combien de jours ces personnes avaient à tort été isolées/ mises en quarantaine ?

- Madame le Ministre peut-elle nous fournir plus de détails quant aux récents tests « faux positifs » récemment découverts ?

• S'agit-il de cas isolés identifiés dans un seul et même laboratoire d'analyses ?

• Dans quelles circonstances ces résultats erronés ont-ils pu se produire ?

• Combien de personnes ont été négativement impactées par ces tests « faux positifs » ?

• Les personnes visées par les tests « faux positifs » ont-elles été mises en isolement par ordonnance du directeur de la santé ? Dans l'affirmative, combien de personnes se sont parallèlement vues imposer une mesure de mise en quarantaine ? Toujours dans l'affirmative, combien de jours ces personnes ont été mises en isolement / mises en quarantaine avant que l'erreur n'ait pu être détectée et les ordonnances levées ?

- Quelles sont les mesures correctrices adoptées pour éviter, dans la mesure du possible, de tels « incidents » ?

- Dans quelles circonstances et à quelles conditions le directeur de la santé est-il disposé de réduire/de lever une mesure d'isolement décidée antérieurement sur base d'un test positif ? Quels documents probants faut-il produire pour obtenir une telle décision ?

Réponse (26.10.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

Les honorables Députés font référence à plusieurs situations qui ont conduit à des rectifications d'isollements ou de quarantaines, mais qui ont toutes des origines différentes, et ne doivent donc pas être confondues :

Le premier incident impliquait une inversion d'identification d'échantillons due à un problème technique d'un équipement automatisé dans un laboratoire d'analyses médicales. En effet, cet équipement avait été révisé par un technicien du producteur de l'équipement et avait été mal réglé par ce dernier. Heureusement, l'équipe du laboratoire d'analyses médicales s'est rendue compte rapidement du problème et les résultats, qui avaient entre-temps été communiqués aux patients et à l'Inspection sanitaire, ont pu être rectifiés dans la journée. La firme qui avait fait l'entretien de l'appareil et qui a été à l'origine du mauvais réglage a reconnu sa responsabilité. Le laboratoire d'analyses médicales a immédiatement déclaré le problème à la Direction de la santé, qui est l'autorité de contrôle et qui a procédé dans la semaine à une visite de contrôle dans le laboratoire, et a ainsi pu confirmer le redressement de l'erreur et le bon fonctionnement de l'équipement.

Le deuxième constat se réfère aux problèmes d'interprétation de certains tests des membres d'une même entreprise, tous asymptomatiques, qui avaient été testés initialement positifs, qui tous ont été testés négatifs sur un nouvel échantillon dans le même laboratoire d'analyses médicales quelques jours plus tard. Cette constellation est inhabituelle, surtout si elle touche simultanément plusieurs membres d'un même « cluster » et de ce fait a posé des interrogations. Dans une telle situation, on doit évidemment toujours évoquer un problème technique et mettre en doute, soit le premier (positif) soit le deuxième résultat (négatif). Avec l'accord des concernés, il fut rapidement procédé à la réalisation de troisième frottis qui ont été analysés par un laboratoire différent. Ce dernier a confirmé les résultats négatifs, ce qui a conduit à la levée immédiate des isollements et quarantaines. Une visite de contrôle dans le premier laboratoire n'a pas permis de détecter d'irrégularités de sorte qu'aucune explication adéquate au phénomène observé ne peut finalement être avancée.

Les deux autres situations sont des cas particuliers où un recours a été introduit suite à un premier test positif, suivi d'un ou de plusieurs tests négatifs, effectués à l'initiative des personnes elles-mêmes, avec l'intention de prouver que le premier test était un faux résultat. À nouveau, à notre avis, ce ne sont cependant pas de faux positifs dans le sens où le laboratoire d'analyses médicales aurait fait une erreur, mais il s'agit de situations particulières qui ont nécessité une interprétation individuelle à la lumière de certains arguments cliniques et épidémiologiques, dont le laboratoire ne dispose en général pas lorsqu'il émet son résultat de test.

Le Directeur de la santé est toujours disposé à analyser une situation particulière qui lui est soumise comme recours gracieux. Une adresse de courrier électronique (recours-covid@ms.etat.lu) établie spécialement à cet effet figure sur toute ordonnance d'isolement ou de quarantaine et les personnes reçoivent une réponse endéans les 24 heures.

Question 2913 (28.09.2020) de **M. Léon Gloden (CSV)** concernant la **carrière de la Police grand-ducale** :

En ce qui concerne le recrutement auprès de la Police grand-ducale, il existe, selon mes informations, une incohérence persistante au niveau du reclassement.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire quel est, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires d'État, le nombre actuel de demandes de reclassement de la carrière C1 vers une catégorie de traitement supérieure ?

2) Sur quelle base légale ces reclassements ont-ils été effectués ?

3) La fonction dispose-t-elle d'un « simulateur de carrière », moyen technique permettant de calculer l'évolution de la carrière pour les policiers ? Dans l'affirmative, ce moyen est-il disponible pour tous les fonctionnaires ?

Réponse commune (03.11.2020) de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure**, et de **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique** :

ad 1) Environ 200 fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la Police grand-ducale ont fait une demande d'accès au groupe de traitement B1 au moyen d'un reclassement automatique.

ad 2) Aucun reclassement au sens strict du terme n'a été effectué au sein du cadre policier de la Police grand-ducale.

Actuellement, 321 fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la Police grand-ducale ont pu rejoindre le groupe de traitement B1 moyennant le mécanisme temporaire de changement de groupe tel que prévu à l'article 94 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et 130 après réussite de l'examen-concours pour le groupe de traitement B1 selon la procédure dite « out-in » telle que prévue à l'article 66 de la même loi.

ad 3) Le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) ne dispose pas de simulateur de carrière. Le calcul de l'évolution de toute carrière est effectué manuellement par un gestionnaire de rémunération du CGPO en cas de demande individuelle.

Question 2917 (28.09.2020) de **M. Sven Clement (Pirates)** concernant la **réduction de l'offre des transports publics** :

Den 13. September si verschidden Upassungen am Busreseau gemaach ginn. Hei koum et zum Baisëtze vun dräi neie Buslinnen, mee awer och zur Verleegung vu Busarrëten a vu verännerten Horairen. Esou ass och d'Frequenz vu verschiddene Buslinne staark reduzéiert ginn. Dës Verännerunge vum Busplang kéinten dozou féieren, dass dëst Transportmëttel als manner interessant Alternativ zum Auto gesi gëtt.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Här Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Bei wéi ville Buslinne gouf d'Frequenz vun den Trajete reduzéiert? Wéi vill Buslinne fueren elo manner Arrëten un ewéi virum 13. September?

2. Opgrount vu wéi enge Krittäre sinn dës Ännerungen am RGTR-Netz geholl ginn?

3. Ass den Här Minister der Meinung, dass eng Reduzéierung vu Busfrequenzen de richtege Wee ass,

fir den ëffentlechen Transport méi attraktiv ze gestalten an en esou zu enger wierklecher Alternativ zum Auto ze maachen?

Réponse (17.11.2020) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

Zum Sujet vun den Ëmstellungen am nationale Busreseau (RGTR) vum 13. September ass ze soen:

ad 1. D'Frequenz gouf bei enger Buslinn (192 Bous-Weiler-la-Tour-Luxembourg) erofgesat, awer just ausserhalb vun der Spëtzezon. Dëst ass bedéngt doduerch, datt et sech heibäi ëm ee sougenannt „Eurobus“ gehandelt huet, dee virum der Mise en service vum Tram eng urban Desserte an der Stad Lëtzebuerg ofgedeckt huet an doduerch an dësem héijen Takt de ganzen Dag gefuer ass. Well dës Funktioun elo ewechfält, ass déi héich Frequenz den Dag iwwer nët méi gerechtfäerdigt an och net fair par rapport zu aneren Uertschaften, déi weesentlech méi Awunner hunn an trotzdeem eng änlech Frequenz.

Wat d'Arrëten ugeet, esou sinn hei verschidde Fäll ze ënnerscheiden:

Am Kader vun der Ëmstellung vum Reseau, déi et an dëser Envergure nach ni gouf, sinn e puer Arrëte vergiess ginn, dës Problemer goufen awer direkt redresséiert, nodeems se festgestallt goufen.

An anere Fäll si verschidde Linne schonn ëmgesat ginn, ouni dass awer de gesamte Reseau an der Regioun konnt komplett ugepasst ginn. Dëst huet zu Lücke gefouert. Dës Lücke waren am Konzept net virgesinn, et handelt sech also ëm eng Iwwergangsphas. Trotzdeem probéiere meng Servicer, esou séier wéi méiglech och hei Léisungen ze fannen, dass och dës Leit erëm vum RGTR profitéiere kënnen.

2. Den RGTR-Reseau ass op Basis vun de Resultater aus der Luxmobil-Etüd 2017, vu Comptagen aus deenen eenzelne Linnen an de Joren 2016 an 2017 a vun allgemengen Informatiounen zur Zuel vun Awunner an Aarbechtsplazen an deenen eenzelne Lokalitéite respektiv Gemenge geplangt ginn.

3. Et muss ee sech bewosst sinn, dass den RGTR-Reseau iwwer d'Jore gewuess ass an dass mat den allgemengen Entwécklungen an a ronderëm der Stad, notamment dem Tram, d'Funktions vun den RGTR-Buslinnen ännert; esou fält déi innerurban Desserte ewech an et geet virum allem drëm, fir d'Leit souwuel aus dem Land wéi och aus der Grenzregioun performant an d'Stad, respektiv an aner gréisser Lokalitéiten ze bréngen. Gläichzäiteg ass et awer och esou, dass dëse Reseau vu Steiergelder finanziert gëtt an doduerch esou effektiv wéi méiglech muss sinn, ouni awer eidel Gefierer duerch d'Land ze féieren, well dëst ass weeder aus ekonomescher nach aus ekologescher Siicht sënnvoll.

Question 2919 (29.09.2020) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant le **don du sang** :

Rezent war ze liesen, datt am Moment d'Bluttkonserven zu Lëtzebuerg erëm knapp ginn an et gouf een Opruff vun der Croix-Rouge un d'Spender, méi reegelméisseg spenden ze goen. Zäitgläich missten och méi Éischtspender rekrutéiert ginn.

Virum engem knappe Joer hat den deemolege Gesondheitsminister annoncéiert, datt en Aarbechtsgrupp amgaange wier d'Krittäre fir d'Bluttspender ze iwwerschaffen, och am Hëllef op d'Tat-saach, datt et Homosexuellen nach ëmmer net erlaabt ass Blut ze spenden. Effektiv fënnt een am Questionnaire fir Bluttspender nach ëmmer Froen iwwer déi sexuell Orientéierung. Den deemolege Minister hat d'Joer 2022 als Datum fir méiglech Ännerunge genannt.

Virum dësem Hannergrond géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister stellen:

- Ass d'Regierung informéiert iwwer den aktuelle Mangel u Bluttkonserven?

- Wa jo, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir kuerzfristeg d'Reserven opzestocken?

- Wéi wäit sinn d'Aarbechte vum uewe genannten Aarbechtsgrupp?

- Virum Hannergrond vun dem Mangel u Bluttkonserven, missten dës Aarbechten net beschleunegt ginn, fir datt z. B. och homosexuell Mënsche Blut kënnen spenden?

Réponse (28.10.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

Wéi all Joer huet d'Croix-Rouge um Enn vun der Summervakanz en Appell gemaach, well de Stock amgaange war erfrogegoen. Déi genee Zuele vum Stock kënnen an der Äntwert op d'Question parlementaire Nr. 2777 nogelies ginn. Aktuell si genuch Bluttkonserven am Stock, engersäits well d'Leit aus der Vakanz zrëck sinn, awer och duerch den Appell, deem d'Rout Kräiz gemaach huet fir Blut ze spenden.

D'Gestioun vum Stock vun de Bluttkonserven ënnerläit de Responsabele vum Transfusionszenter vum Roude Kräiz. Eng vun hire Missioun besteet doran, d'Autosuffisance vum Land am Beräich vun de Bluttkonserven ze garantéieren, wat de Moment de Fall ass. Duerch geziilt Campagné gëtt weiderhi probéiert fir nei Bluttspender ze fannen, haaptsächlech vu jonke Leit.

Et gouf kee Mangel u Bluttkonserven. D'Aarbechte vun dësem Grupp sinn amgaange fir verschidde Krittäre fir d'Joer 2021 unzepassen. Et ass zu dësem Zäitpunkt awer nach ze fréi fir Detailler ze kommunizéieren, eier de Grupp seng Aarbechten ofgeschloss huet.

Question 2923 (29.09.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen (déi gréng)** concernant le **dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation de la Covid-19 dans les écoles** :

Ce dispositif, présenté le 5 septembre 2020, prévoit dans son scénario 1 (un cas isolé en classe) que toute la classe est testée à partir du 6^e jour suivant l'apparition du résultat positif chez l'enfant en question.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé :

1) De quelle manière la phase des tests prévue à partir du 6^e jour est-elle organisée ? Les ordonnances de test sont-elles envoyées individuellement aux élèves de la classe ? Dans l'affirmative, endéans quel délai à partir de la mise en isolation de la classe les parents sont-ils informés de la marche à suivre ? L'information est-elle transmise par les titulaires de classe, la direction de région concernée ou la Direction de la santé ?

2) Étant donné que les classes concernées par le scénario 1 sont dispensées des cours d'éducation physique, ces heures de cours désormais libres ne pourraient-elles pas être organisées de façon à faire tester la classe dans son ensemble, par exemple en ayant recours à l'unité de test mobile ?

3) Quelle suite est réservée à un élève qui refuse le cas échéant de se faire tester ou dont les parents ou tuteurs refusent le test ?

Réponse commune (10.11.2020) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**, et de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

L'invitation d'effectuer un test Covid-19 au sixième jour après le contact avec la personne testée positive est envoyée aux élèves sous forme d'une ordonnance médicale à laquelle se trouve jointe une lettre de recommandations du directeur de la Santé contenant des informations pratiques sur le comportement à adopter pendant la semaine après ledit contact.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de la Santé ont décidé d'adapter le mode de fonctionnement en place, afin d'assurer une plus grande réactivité dans la mise en œuvre du dispositif sanitaire dans le contexte de l'éducation nationale. Pour garantir une réception en temps utile, la diffusion des ordonnances de test sera désormais assurée par les services de l'éducation nationale. Ainsi, les ordonnances seront remises sous deux formes : d'une part, directement aux parents d'élèves (ou à l'élève majeur) par voie de courriel, et, d'autre part, en version imprimée distribuée par les enseignants aux élèves concernés.

Pour tester plus rapidement les élèves des classes touchées par un scénario 1, des équipes de testing mobiles se rendront dans les bâtiments scolaires pour tester sur place les élèves et les enseignants concernés. La réalisation du test sera soumise à l'accord de l'élève majeur ou à l'accord parental pour les élèves mineurs.

Les prélèvements seront effectués pendant les heures de cours. Aucun test ne sera fait pendant le week-end. Les personnes qui ne souhaitent pas profiter de cette offre garderont la possibilité de se rendre dans un laboratoire ou un centre effectuant des tests Covid-19, en présentant l'ordonnance reçue.

Une douzaine d'équipes mobiles sont formées, dès à présent, et débiteront leurs activités dans la semaine du 16 novembre 2020. Elles se composeront chacune de deux personnes, dont un professionnel de santé qui fera les prélèvements oraux. La seconde personne se chargera de la gestion administrative des tests, c.-à-d. de la vérification de l'adéquation entre l'ordonnance médicale, le matricule national et l'identité de la personne à tester.

Les élèves et les enseignants concernés se voient délivrer une ordonnance de test, alors que le test se fait sur une base volontaire. S'agissant de données médicales, l'école n'a pas le droit d'exiger de la part

d'un élève ou de ses parents, voire des enseignants concernés, la présentation d'une attestation que le test a été réalisé, ni a fortiori le résultat du test. Dans le cadre du scénario 1, la mesure de mise à l'écart de la classe prend fin d'office le huitième jour après le dernier contact avec la personne testée positive.

Question 2924 (29.09.2020) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant le **statut et l'accès au « testing » du personnel éducatif et psychosocial intervenant auprès d'élèves à besoins éducatifs spécifiques** :

Dans un article paru dans le « Tageblatt » le 15 septembre 2020, la problématique du statut et de l'envergure de la tâche du personnel éducatif et psychosocial intervenant auprès d'élèves à besoins éducatifs spécifiques a refait surface. Le même jour, les syndicats ALEE/CGFP, l'APCCA/SEW/OGBL, SLEG/CGFP, SPEBS/CGFP ainsi que la représentation du personnel APPSAS avaient uni leurs forces et fait part de leur désarroi concernant des notes de la part de plusieurs chefs de service du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse concernant l'envergure de la tâche du personnel éducatif et psychosocial dans l'enseignement, qui leur avaient été octroyées le 13 juillet 2020.

Cette approche de réformer les tâches du personnel éducatif et psychosocial dans l'enseignement par simple note de service est en contraste flagrant avec des déclarations antérieures de Monsieur le Ministre.

Ainsi, dans sa réponse à une question parlementaire du député Sven Clement, datant du 17 janvier 2019, Monsieur le Ministre a affirmé quant au personnel des centres de compétences que « pour ce qui est des agents du sous-groupe éducatif et psychosocial, il sera procédé à une analyse profonde des cadres légaux et réglementaires en matière des tâches de l'ensemble du personnel socio-éducatif œuvrant dans nos écoles. Suite à cette analyse, des pourparlers ayant pour objectif une clarification de ces tâches seront menés avec les syndicats concernés afin de pouvoir légiférer aussitôt que possible en la matière. » Cependant, aucune avancée concernant les questions de statut du personnel susmentionné n'aurait eu lieu jusqu'à aujourd'hui, de même que les pourparlers avec les syndicats prévus pour le 2 avril 2020 n'auraient pas pu avoir lieu pour cause de lockdown.

État donné le contexte de la pandémie et des mesures sanitaires supplémentaires à respecter s'ajoutant à la mission d'enseignement, une responsabilité encore accrue revient donc au personnel des écoles en général et au personnel éducatif et psychosocial en particulier et ceci d'autant plus s'il est en charge d'élèves à besoins éducatifs spécifiques. Cette hausse de responsabilité et de travail rend donc le débat encore plus pressant.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quand Monsieur le Ministre rencontrera-t-il les syndicats pour reprendre les discussions autour du statut et des tâches du personnel éducatif et psychosocial des centres de compétence en psychopédagogie spécialisée ?

2) Monsieur le Ministre considère-t-il l'élaboration d'une nouvelle loi pour réglementer la tâche du personnel éducatif et psychosocial dans l'enseignement ?

D'après mes informations, la problématique du statut du personnel des centres de compétences semble également avoir eu des répercussions sur leur accès au « testing » de dépistage du Covid-19, sur lequel aurait dû se fonder, d'après Monsieur le Ministre, la sécurité de la rentrée scolaire dans le cadre de la pandémie. Les premiers membres du personnel des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée n'auraient reçu leurs invitations, suite à une initiative d'urgence de la part de la Direction de la santé, que le 14 septembre 2020, donc à l'aube de la rentrée, tandis que la grande majorité du personnel concerné bien plus tard durant la 38^{ème} semaine de l'année calendaire, rendant donc impossible un testing avant le 1^{er} jour de classe.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

3) Monsieur le Ministre peut-il nous dire si les affirmations mentionnées plus haut concernant les invitations au « testing » du personnel des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée sont véridiques ?

4) Dans l'affirmative, quelles en seraient les raisons ? Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il communiquer en détail la procédure mise en place pour intégrer le personnel des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée

dans la stratégie de « testing » de dépistage du Covid-19 ? Qu'en sera-t-il de la régularité des invitations aux tests ?

5) Toujours dans l'affirmative, cette situation serait-elle à voir dans le contexte d'un statut à part des personnels des centres de compétences (professeur(e), instituteurs/trices, personnel éducatif et psychosocial), à savoir qu'on ne considérerait plus ce personnel comme faisant partie du personnel des écoles ?

6) Toujours dans l'affirmative, cette situation serait-elle à considérer dans le contexte des explications de la part de Monsieur Laurent Dura, chef de service du Service des élèves à besoin spécifiques au Ministère de l'Éducation nationale dans un article précité du « Tageblatt » du 15 septembre, affirmant que le statut du personnel des centres de compétences l'excluerait du personnel des écoles ?

7) Selon Monsieur le Ministre, quel serait le statut actuel du personnel des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée ?

Réponse (17.11.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) En ce qui concerne les pourparlers avec les syndicats représentant notamment le personnel éducatif et psychosocial au service de l'éducation nationale, une réunion eut lieu en date du 6 octobre 2020. Lors de cet échange, il a été convenu de reprendre les discussions autour des tâches du personnel issu du sous-groupe éducatif et psychosocial œuvrant dans les établissements de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ainsi que dans les centres de compétences en psychopédagogie spécialisée. Une prochaine entrevue est prévue début du mois de décembre 2020.

ad 2) Comme convenu lors de la réunion du 6 octobre 2020, le Syndicat luxembourgeois des éducateurs diplômés (SLEG) a transmis au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) un avis juridique concernant la tâche hebdomadaire du personnel EPS dans l'enseignement, avis qui fait actuellement l'objet d'une analyse approfondie par le Service de la coordination des affaires juridiques du MENJE.

ad 3) En date du 4 septembre 2020, il fut annoncé que tous les élèves, enseignants, éducateurs et autres professionnels seraient invités par courrier à se faire tester avant la rentrée scolaire. Par la suite, le dépistage ciblerait particulièrement les familles avec enfants (l'essentiel des contaminations se faisant en famille), les régions et les écoles les plus touchées par le Covid-19. En effet, les membres du personnel enseignant, éducatif et psychosocial des centres de compétences se sont vus remettre une invitation afin de pouvoir bénéficier du dispositif de tests PCR (Polymerase Chain Reaction) à large échelle, le large scale testing (LST). Néanmoins, les capacités ayant été limitées, il fut décidé d'étaler l'envoi des invitations en commençant par les élèves et enseignants de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, unique raison pour laquelle les élèves et le personnel des centres de compétences se sont vus remettre leur invitation seulement les derniers jours avant la rentrée.

ad 4) Afin de garantir la continuité de ce dispositif de dépistage et dans l'attente d'une solution d'éradication du virus plus pérenne (vaccin, médicament, etc.), le projet LST a été reconduit pour une seconde phase sous la coordination de la Direction de la santé. La deuxième phase du LST se veut un outil à la fois plus ciblé et plus flexible avec une capacité de test modulable permettant de réagir rapidement en fonction de l'évolution de la situation.

La stratégie de test consiste en un dépistage par test PCR volontaire proposé à quatre types de population, dont la population considérée en théorie comme « particulièrement exposée ». Pour cette population cible, des tests en continu sont programmés avec une fréquence de test qui pourra être revue en fonction de l'évolution de la situation. Cette catégorie comprend entre autres les médecins, les pensionnaires de maisons de soins, le personnel de soins, le personnel CGDIS, les agents de la police, le personnel enseignant et socio-éducatif des écoles, les élèves et les professionnels du secteur de l'Horeca.

ad 5) - 7) Concernant les fonctionnaires affectés aux centres de compétences, le seul statut est celui qui s'applique à tout fonctionnaire d'État tel que défini par la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. S'y ajoute pour les agents engagés en qualité d'employé de l'État les dispositions reprises dans la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

Les explications et précisions fournies par mes collaborateurs lors des différents moments d'échange et auxquelles l'honorable Député fait allusion, sont celles relatives à la classification des fonctions régies par la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des

traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. En effet, la loi précitée prévoit dans son article premier la classification des fonctions en cinq rubriques, à savoir les rubriques « Administration générale », « Enseignement », « Armée, Police et Inspection générale de la Police », « Douanes », et « Magistrature ». Tout agent au service d'un centre de compétences intègre donc l'une de ces rubriques.

Au sein de la rubrique « Administration générale », l'on retrouve le sous-groupe éducatif et psychosocial. Celui-ci regroupe notamment les anciennes carrières de pédagogue, de psychologue, d'assistant social, d'éducateur diplômé, d'ergothérapeute, de masseur-kinésithérapeute, d'orthophoniste, d'orthoptiste, de pédagogue curatif et de psychopédagogue.

La rubrique « Enseignement » quant à elle prévoit entre autres le sous-groupe enseignement secondaire avec la fonction de professeur et le sous-groupe enseignement fondamental avec la fonction d'instituteur. Le sous-groupe enseignement secondaire regroupe les anciennes carrières telles que professeur de lettres ou de sciences, professeur d'éducation artistique, professeur d'éducation musicale, professeur d'éducation physique ou encore professeur d'enseignement logopédique. Le sous-groupe enseignement fondamental regroupe entre autres les anciennes carrières d'instituteur, d'instituteur de l'enseignement préscolaire, d'instituteur de l'enseignement primaire, d'instituteur d'éducation différenciée, d'instituteur d'enseignement logopédique ou d'instituteur d'enseignement spécial.

Question 2926 (29.09.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Francine Closener** (*LSAP*) concernant le **recrutement du personnel enseignant** :

De Recrutement vun Enseignanten huet sech déi lescht Joren iwwer als problematesch erweisen. 2017/2018 zum Beispill hate sech fir 291 oppe Plaze just 168 Kandidate gemellt. A senger Rentespressekonzferenz vun dësem Joer ass den SEW eemol méi op den akute Manktem an Enseignanten agaangen. Fir dës Penurie entgéintzewierken, gouf 2018 de Beruff vun Enseignant fir sougenannt „Quereinsteiger“ opgemaach. Fir d'Rentrée 2018/2019 goufen iwwer dës Wee 184 Kandidate rekrutiert, vun deenen der am Laf vun dem selwechte Joer 5 sollen opgehale hunn, wéi aus enger Äntwert vun Här Minister op eng parlamentaresch Fro am Oktober 2019 ervirgeet.

An deem Zusammenhang wollte mir dem Här Educatiounsminister dës Fro stellen:

1. Wéi huet dës Zuel iwwer déi lescht Joren evoluéiert? Wéi vill Kandidaten hunn de Concours zum Enseignant gepackt, wéi vill befanne sech an der Carrière A2 als Chargé de cours a wéi vill hunn d'Grondschoul erëm verlooss?

2. Wéi gesäit d'Evolution am Enseignantswiesensaus? Gëtt sech nees méi fir de Beruff interesséiert oder gëtt de Problem vum Manktem ëmmer méi akut? Wéi gesinn eventuell Äntwerten op dës Problem aus?

3. 2018 hate 45 % vun de „Quereinsteiger“ e Bachelor am edukativen, psychologieschen oder soziale Beräich. Wéi gesäit de Background 2019 an 2020 aus? Besteet net e reelle Risiko, fir d'Problemer vun der Schoul an de sozioedukative Beräich ze verlagere? Wéi ënnerscheede sech d'Aarbechtskonditiounen an deenen zwee Secteuren?

Réponse (11.11.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Am Kader vum Recrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiv vum Enseignement fondamental steet, goufen am Ganzen 230 nei Enseignanten an der Promotioun 2018 agestallt. Zum aktuellen Zeitpunkt hu sech vun den 230 Kandidate vun der Promotioun 2018 der 168 dem Concours gestallt, 48 schaffen der aktuell als Chargé de cours an der Carrière A2 an den öffentliche Lëtzebuurger Grondschoulen a 14 Leit hunn am Laf vun de leschten zwee Joer demissionéiert.

Am Kader vum Recrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiv vum Enseignement fondamental steet, goufen am Ganzen 184 nei Enseignanten an der Promotioun 2019 agestallt. Zum aktuellen Zeitpunkt hu sech vun den insgesamt 184 Kandidate vun der Promotioun 2019 der 124 dem Concours gestallt, 52 schaffen der aktuell als Chargé de cours an der Carrière A2 an den öffentliche Lëtzebuurger Grondschoulen an 8 Leit hunn am Laf vun de leschten zwee Joer demissionéiert.

Et ass an dësem Kontext ze bemierken, datt vun de Kandidaten, déi demissionéiert hunn, der eng Partie bedéngt duerch hir Qualifikatioun, spréich dem Ofschloss vun engem Masterstudium, een A1-Posten uegell hunn.

De Recrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat engem vun den Objektiv vum Enseignement fondamental steet, gouf fir dës Joer nach net ofgeschloss. Aktuell ass virgesinn, 207 Kandidaten am Kader vun der Promotioun 2020 ze rekrutéieren.

ad 2. An deene leschte Jore goufe vill Efforten ënnerholl, fir nees méi Agente fir de Beruff vum Enseignant an der Lëtzebuurger Grondschoul ze begehieren. Meng Servicer sinn all Joers (an dëst Joer online), op der Foire des étudiants present, fir den aktuellen an den zukünftige Studenten déi eenzel Beruffer aus dem Beräich vun der Educatioun virstellen. Des Weidere sinn eenzel Agenten am Kader vun Aktivitéiten, déi an de Lycées ugebuede goufen, intervenéiert, fir iwwer dës Wee déi zukünftige Studente fir de Beruff vum Enseignant ze begehieren.

Meng Gesprécher mat der Université du Luxembourg an de leschte Joren hunn dozou gefouert, datt d'Kapazitéit fir d'Formatioun vun Enseignant erhéicht goufen, soudatt elo méi Studenten hir Formatioun hei am Land kënnen maachen a sech deemno schon am Kader vun hirer Grondausbildung mat de spezifesche Besoinen vun der Lëtzebuurger Schoulpopulatioun kënnen auseruesetzen.

Et ass och wichteg, de Jonken e Studium am Beräich Sciences de l'Éducation an déi ënnerschiddlech Méiglechkeeten, déi sech mat esou engem Diplom erginn, nozebréngen. Nom Ofschloss vun engem Studium am Beräich vun de Sciences de l'Éducation ass net nëmmen d'Ausübe vun klassischen Enseignantsberuff méiglech, mee am Laf vun der Carrière kënnen sech d'Enseignantéi spezialisieren, fir sech duerno berufflech an d'Richtung vun der Prise en charge vu Kanner mat spezifesche Besoinen, vun der Schoulentwécklung oder der Interventioun an enger Regionaldirektioun ze orientéieren.

Trotz den Efforten, déi vu meng Servicer ënnerholl ginn, kënnen am Kader vum Concours, deen den Accès an de Stage vun Enseignant-fonctionnaire erméiglecht, net all d'Poste besat ginn, soudatt de Recrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat den Objektiv vum Enseignement fondamental steet, och an den nächste Joren zum Droe wäert kommen. Et gëllt, dës Modell ze evaluéieren, éiert d'Mesure am Joer 2023 ausleef, an eventuell eng adequat Alternativ auszeschaffen.

ad 3. Fir 2019 sinn insgesamt 310 Enseignanten rekrutéiert ginn. Dës Grupp setzt sech zesummen aus 159 Persounen, déi e Bachelor en sciences de l'Éducation hunn an 151 Persounen, déi en aneren Ofschloss hunn. Dobäi ass ze bemierken, datt vill Absolvente mat Studien aus de Beräicher Pedagogik, Psychologie a Sozialwëssenschafte sech fir de Beruff vum Enseignant interesséieren. De wäitaus gréissten Deel vun de Persounen mat engem Ofschloss a Relatioun mat dem Enseignement fondamental ginn aus dësem Beräich rekrutéiert; et sinn der insgesamt 50.

Doriwwer eraus si 37 Persounen mat engem Ofschloss am Beräich vun de Sproochen, déi am Enseignement fondamental enseignéiert ginn, 17 Persounen mat engem Ofschloss an der Mathematik an Informatik an 13 Persounen, notament aus de Beräicher Sport a Konscht rekrutéiert ginn.

Fir 2020 goufe bis elo insgesamt 306 Enseignanten rekrutéiert. Dës Grupp setzt sech zesummen aus 132 Persounen, déi e Bachelor en sciences de l'Éducation hunn an 174 Persounen, déi en aneren Ofschloss hunn. 61 Persounen mat engem Ofschloss a Relatioun mat dem Enseignement fondamental ginn aus de Beräicher Pedagogik, Psychologie a Sozialwëssenschafte rekrutéiert.

Doriwwer eraus sinn 19 Persounen mat engem Ofschloss am Beräich vun de Sproochen, déi am Enseignement fondamental enseignéiert ginn, 31 Persounen mat engem Ofschloss an der Mathematik an Informatik an 63 Persounen, notament aus de Beräicher Sport a Konscht rekrutéiert ginn.

De Recrutement vum Schouljoer 2020/2021 ass aktuell nach net ofgeschloss, deemno sinn dës Zuelen nach net definitiv.

Mir stellen allgemeng fest, datt d'Kandidate mat Diplomen aus dem sozioedukative Beräich net iwwerrepresentéiert si par rapport zu de Kandidaten aus deenen anere Beräicher, soudatt iwwer de Wee prinzipiell kee Problem fir aner Secteuren geschaaft gëtt.

Ech verweisen am Kader vun enger Beschriewung vun den Aarbechtskonditiounen op de Règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant le détail de la tâche des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental. An dësem Règlement ginn déi genau Aufgaben vun de Chargés de cours beschriewen. Wat dat sozioedukatiivt Personal betrëfft, kann een, opgrond vun der Villfältigkeit vun de Beruffsfelder (Member vun der ESEB, Mataarbechter an enger Maison relais oder an engem Internat, etc.), keng Verallgemengerung vun den Aarbechtskonditiounen

maachen. Aus dësem Grond ass en direkte Vergleich vun de Konditiounen tëscht deenen ënnerschiddleche Berufsgruppen net méiglech.

Question 2932 (01.10.2020) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant les **limites du dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation de la Covid-19 dans les écoles** :

Lors d'une conférence de presse le 25 septembre 2020, le dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation du Covid-19 dans les écoles a été confirmé par les ministres. Le scénario 1 prévoit un cas isolé si un seul élève est testé positif dans une classe sans indication d'infection à l'école. Le scénario 2 s'impose si plusieurs cas sont identifiés dans une classe, toute la classe est alors mise en quarantaine. Finalement, le scénario 3 s'applique lorsqu'est détectée une chaîne de contamination au sein de l'école, préconisant des mesures supplémentaires dans certains cas.

Lors de cette conférence de presse, les ministres n'ont pourtant pas donné d'informations spécifiques concernant l'application de ce dispositif pour les élèves ayant souscrit un contrat d'apprentissage dans le cadre de leur formation professionnelle notamment ceux qui sont inscrits dans les classes en régime concomitant.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Comment est-ce que le dispositif sanitaire à trois niveaux pour lutter contre la propagation du Covid-19 dans les écoles peut être appliqué dans le régime concomitant ?

- Comment est-ce que les organismes de formation (entreprises) sont informés au cas où un apprenti a été testé positif au Covid-19 ? Quelles sont les recommandations pour ces entreprises ?

- Quelles sont les lignes directrices envoyées aux écoles, aux patrons ainsi qu'aux chambres professionnelles ?

Réponse commune (10.11.2020) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

Le dispositif sanitaire à trois niveaux, présenté lors de la conférence de presse du 4 septembre 2020, s'applique à tous les élèves inscrits dans les lycées, qu'il s'agisse d'élèves proprement dits ou d'apprentis lors de la partie scolaire de leur apprentissage.

Conscient du fait qu'une éventuelle contamination au Covid-19 d'un apprenti nécessite de prendre des mesures non seulement dans le milieu scolaire mais aussi auprès du patron formateur, une communication à l'adresse des lycées offrant des formations professionnelles a été envoyée par courriel aux directions des lycées concernés en date du 1^{er} octobre 2020. Ladite communication était accompagnée d'un modèle de fiche d'information à adresser par les lycées aux patrons formateurs dès la survenance d'un cas assimilable au scénario 1 du dispositif sanitaire.

Cette fiche d'information contient, outre l'identification de l'apprenti en question, une explication des mesures mises en œuvre dans les écoles ainsi qu'une recommandation aux patrons formateurs de dispenser leur apprenti si l'entreprise n'est pas en mesure de garantir les mêmes conditions en entreprise que celles prévues par le scénario 1 au lycée, c'est-à-dire le port continu du masque et une restriction des contacts sociaux de l'apprenti au sein de l'entreprise.

Question 2936 (01.10.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo et Mme Cécile Hemmen (LSAP)** concernant les **délais d'accès à la mammographie** :

Dans sa réponse du 12 février dernier à la question parlementaire n° 1700, Madame la Ministre de la Santé a expliqué que les délais d'attente pour un rendez-vous pour une mammographie étaient d'une semaine à deux mois dans le cadre du programme de dépistage du cancer du sein et de deux à huit mois en rapport avec un diagnostic ou un dépistage en-dehors du programme précité.

Dans le cadre d'une collecte d'informations en janvier 2020 par la Direction de la santé auprès des services d'imagerie médicale effectuant des mammographies, tous ces derniers auraient affirmé pouvoir recevoir les femmes dans la semaine pour un examen urgent sur demande du médecin prescripteur au médecin radiologue responsable.

Aussi Madame la Ministre a indiqué dans sa réponse que le Centre de coordination des programmes de dépistage du cancer a délivré un agrément à 14 radiologues pour l'interprétation des

mammographies effectuées dans le cadre du programme de dépistage organisé. Selon les informations collectées auprès des services d'imagerie médicale, 18 radiologues effectueraient des actes d'imagerie mammaire, dont un à titre de remplacement temporaire.

Il nous revient cependant que dans certains cas, les délais pour des mammographies qualifiées d'urgentes par les médecins prescripteurs seraient supérieurs, voire largement supérieurs à deux mois. Selon les dires de certains collaborateurs des services d'imagerie médicale, les temps d'attentes seraient exclusivement dus à une pénurie de radiologues.

Dès lors, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que les moyens en personnel de certains services d'imagerie médicale effectuant des mammographies seraient tels que des femmes ne peuvent être reçues endéans la semaine, i. e. doivent attendre plus de deux mois pour un examen à caractère urgent ?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre de la Santé envisage-t-elle à court terme afin de remédier à cette situation ?

Réponse (05.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

Le Ministère de la Santé ne peut confirmer l'affirmation en vertu de laquelle le temps d'attente pour une mammographie considérée comme urgente s'élèverait à deux mois voire plus. Comme pour tout examen radiologique, la demande d'un examen en urgence doit être effectuée par le prescripteur qui doit contacter le radiologue et préciser le caractère urgent de la demande. Le Ministère de la Santé n'a pas connaissance d'un refus de prise en charge rapide. Notons cependant que le caractère urgent peut être perçu différemment en fonction de la patiente, du prescripteur ou encore du radiologue.

Concernant la réduction des délais d'attente pour les rendez-vous d'examens de mammographie, le Ministère de la Santé renvoie aux mesures mises en place par les établissements hospitaliers depuis février 2020 et détaillées dans la réponse à la question parlementaire n° 2915 du 28 septembre 2020.

Question 2937 (01.10.2020) de **M. Max Hahn (DP)** concernant la **sécurité des cyclistes** :

D'Coronapandemie huet an de leschte Méint dozou gefuert, dass ëmmer méi Leit op de Vëlo als Fortbewegungsmittel am Alltags zréckgräifen, sief dat hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland.

Op ville Plazen, z. B. an enger Rei franséische Stied, huet allerdéngs misse festgestallt ginn, dass et ëmmer nees zu geféierleche Situatiounen tëscht Cyclisten a Foussgänger respektiv Automobiliste kënn, well vun deene villen neie Vëlofuere sech net jidderereen ëmmer un de Code de la route hält.

Anerersäits erlieft een och, dass verschidden Autofuere duerch hiert Fuerverhalen ëmmer nees Vëlofuere op der Strooss a Gefor bréngen.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir bannenzech Sécherheet folgend Froe stellen:

- Wéi gesäit d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg an där Hisiicht aus?

- Huet d'Police an de leschte Méint méi dacks wéi virdu misse Vëlofuere respektiv Autosfuere, déi Vëlofuere a Gefor bruecht hunn, protokolléieren?

- Ass virgesinn, dass d'Police verstärkt Kontrollen op geféierleche Plazen duerchféiert, fir d'Sécherheet vun alle Verkéiersteilnehmer ze garantéieren?

- Ass eng Sensibilisierungscampagne geplangt, fir op d'Dispositioun vum Code de la route fir Vëlofuere opmierksam ze maachen?

- Ass eng Campagne virgesinn, fir fir e bessert Mateneen op eise Stroossen ze sensibiliséieren?

Réponse commune (04.11.2020) de **M. Henri Cox, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

An de leschte Méint kann aus de Policestatistike keng méi grouss Heefegkeet vu Protokollen an deem Kontext erausgëllé ginn. D'Protokollen an d'Avvertissements taxés, déi geméiss de Sanktioun vum Code de la route resp. vum Code pénal opgestallt ginn, beinhalten zwar Informatiounen iwwer d'Transgressiounen wéi z. B.: « non-observation du signal xy », « coups et blessures involontaires » etc., awer net iwwer den Typ vun de concernéierte Verkéiersteilnehmer. Se ginn also sou net direkt Opschluss iwwer d'Aart vum Verkéiersteilnehmer, deen d'Infrafractioun eventuell begaangen huet, respektiv op d'Zort vum Verkéiersteilnehmer, géint dee se begaange ginn ass. Doriwwer eraus gesäit déi Lëtzebuerges Gesetzgebung aktuell keng « mise en danger » vir.

D'Policekontrollen am Verkéiersberäich ginn ëmmer en fonction vun engem lokalen Diagnostic opgestallt. Déi Analys ass continue an évolutive an orientéiert sech zäitlech a geografesch un den Accidenter, déi geschitt sinn, un der Fréquentatioun bei sensible Punkten (Schoulen etc.) wéi och u geféierleche Stroossenabschnitter/Plazen, déi souwuel vun de Bierger gemellt wéi och vun de Polizisten festgestallt ginn. Doduercher gëtt am Hibleck op d'Policekontrollen d'Sécherheet vun alle Verkéiersteilnehmer beschtméiglech garantéiert, well all aktuell Aspekter/Phenomeener sou ëmmer an deenen Evaluatiounen berücksichtegt ginn, no deenen dann herno d'Kontrolle verlaufen.

A reegelméissegem Ofstänn ginn ëmmer nees Sensibilisierungscampagnen gemaach, fir d'Bierger un déi verschidde Reegele vum Code de la route ze erënneren. An dësem Kader gëtt och ëmmer nees un d'Wichtigkeet vun géigesäitege Respekt op eise Stroossen erënnert. E wichtige Message an dësem Zesammenhang ass ëmmer, datt d'Stroossen net fir eng Zort Usager reservéiert ass, mä datt den ëffentleche Raum fir all d'Verkéiersteilnehmer do ass a si sech all mussen un d'Reegele vum Code de la route halen a sech géigesäiteg respektéieren.

Fir datt dës Campagnen de gewënschten Effekt hunn, ass et wichtig, fir dës Reegelen ëmmer nees ze rappéléieren. Dofir wäert am Dezember/Januar eng Campagne lafen, déi op de Respekt vun der Distanz zu deenen anere Verkéiersteilnehmer zielt.

Question 2938 (01.10.2020) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant les **consignes sanitaires dans les lycées dans le cadre de la pandémie du coronavirus** :

Op de sozialen Netzwerker melle sech zanter e puer Deeg ëmmer méi Schüler, Enseignanten an Elteren zu Wuert, fir sech iwwer eenzel Émstänn an de Lycéëen opgrond vun de Coronareegelen ze beschwéieren.

Laut dësen Aussoe sollen d'Consignen net kohärent, net kloer, an doduerch, datt de Minister d'Decisiounen de Lycéesdirektiounen iwwerlous huet, net nëmmen ënnerschiddlech an den eenzele Lycéëen, mee och nach ënnerschiddlech vun den eenzele Enseignanten interpretéiert ginn. Dëst féiert zu ëmmer mander Versteesdemech a riskéiert och nach zu Spannungen innerhalb vun der Schoulcommunitéit ze féieren.

An dësem Kontext wëll ech folgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Ass de Minister méttlerweil net der Meenung, datt et besser wär, selwer kloer national Consignes erauszéi fir all d'Schoulen? Wann nee, firwat net?

2. Wa jo, wéi gesinn dës Consignes aus a wéini a wéi gi se un d'Lycéëen diffuséiert?

3. Am „Dispositif pour la rentrée scolaire 2020-2021 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19“ steet beim Punkt 8 - Aération et ventilation : « Aussi longtemps que les conditions météorologiques le permettent, ouverture permanente des fenêtres et portes. Pour les périodes de mauvais temps, aération répétée des salles de classes pendant la journée. Pour les systèmes de ventilation, basculer à 90 % d'air frais. Adaptation de la tenue vestimentaire aux températures plus basses dans les salles de classe. Soit maintenir les fenêtres en position basculée ainsi que les portes des salles de classe ouvertes pendant la durée des cours, soit procéder à une ventilation par à-coups (fenêtres grandes ouvertes) pendant les cinq premières ou dernières minutes des cours. Les élèves sont sous surveillance lorsque les fenêtres sont grandes ouvertes. »

Wat heescht dat genau? Wéi soll dat konkret appliqué ginn (vill Schüler reklaméieren, datt de ganzen Dag d'Fënsteren an d'Dieren opstinn)?

4. Vill Enseignanten, Schüler a Studente fäerten, duerch den undauernden Duerchzoch, sech ze erkalen. Wéi reagéiert de Minister heirobber?

5. Sinn d'Léftungsanlagen, bei deene Schoule wou der do sinn, kontrolléiert ginn, ob si e konstante a vollstännige Luftaustausch kënnen garantéieren?

6. Gedenkt de Minister méi verstärkt op mobil „Raumlufreiniger“ zréckzegräifen? Wann nee, firwat? Wa jo, wéini sollen déi zum Asaz kommen?

7. Huet de Minister kloer Consigné fir de Sportunterrecht erausginn? Wa jo, wéi eng sinn dat? Wann nee, firwat net?

8. Laut eisen Informatiounen gëtt de Schwammunterrecht an eenzele Lycéëen organiséiert an an aneren net. Dann ass et bei eenzele verbueden, d'Hoer ze fënen. Kann de Minister eis erklären, firwat esou Consigné vu verschidde Schoule geholl goufen?

Réponse (10.11.2020) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** :

ad 1. + 2. De sougenannte Stufeplang, dee fir de Secteur vun der Éducation nationale ausgeschafft

ginn ass a vun der Regierung ugehallt, gesäit flexibel an differenziéiert Mesur vir, déi et erlaben, op lokalem oder regionalem Plang, op d'Évolutioun vun der Pandemie ze reagéieren. D'Consignen, déi an dësem Zesammenhang un d'Lycéëen diffuséiert goufen, sinn an engem Dokument vum 9. September 2020 festgehalten (Informations au personnel enseignant de l'enseignement secondaire en vue de la rentrée de l'année scolaire 2020-2021).

Sollt d'Regierung sech fir eng Verschäerfung vun de Moosnamen op nationalem Plang decidéieren, wäert och den Educatiounsministère nei, national Consignen un d'Lycéëen erausginn.

ad 3. + 4. Den Educatiounsministère ënnerscheet tëscht dräi ënnerschiddleche Situatiounen, wat d'Läften ubelaangt.

1. Bei moderne Gebaier mat zum Beispill Passivbauweise kënnen d'Fënsteren oft net opgemaach ginn. Performant Belüftungssystemer suergen hei fir den Austausch vun der Loft.

2. Bei Gebaier onni Belüftungsanlagen recommandéiert den Educatiounsministère, datt entweder um Ufank oder um Enn vun enger Schoulstonn soll fënnel Minutten Stousslüfte gemaach ginn.

3. Soulaang déi meteorologesch Konditiounen et erlaben, kënnen d'Fënsteren och „op Kipp“ gestallt ginn, a parallel dozou kann d'Dier vum Klasesall opgelouss ginn, fir datt en Effekt vu „Queeschlëften“ entsteet. An der kaler Joreszäit ass dëst awer net unerzuden; d'Personal kann dann d'Schlëssele vun de Fënsteren kréien, fir eng Stousslüftung ze maachen.

Op dës Manéier brauche weeder Enseignanten nach Schüler ze fäerten, sech ze erkalen.

ad 5. D'Belüftungsanlage gi reegelméisseg iwwerpréift an a Stand gehalen. Et handelt sech ëm modern a performant Anlagen, déi op mindestens 90 % Frëschloft agestallt sinn, an domat en adequaten Austausch vun der Loft assuréieren.

ad 6. Op d'Nofro vu menge Servicer réit d'Direktioun vun der Santé ëmmer erëm vum Asaz vu mobile „Raumlufreiniger“ of. Ech verweisen hei op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2812.

ad 7. D'Consigné fir de Sportunterrecht si kloer an orientéiert sech un deenen, déi vum Sportministère fir de Veräinssport ausgeschafft goufen. Dës Consigné goufe fir d'lescht de 27. Oktober 2020 ugepasst an un d'Lycéëen diffuséiert. Et sief hei aus dem Dokument Recommendations relatives aux cours d'éducation physique et de natation zitéiert:

« Le ministère recommande [...] :

- d'une manière générale et pour autant que les conditions météorologiques le permettent, de privilégier les activités en plein air ;

- de favoriser les sports individuels ;

- de prévoir, pour les sports collectifs, des groupes comprenant un maximum de quatre élèves tout en évitant un mélange de ces groupes.

Mesures sanitaires générales

- Dans la mesure du possible, les auditoires réunissant des élèves issus de plusieurs classes différentes sont à éviter.

- Les élèves porteront un masque ou tout autre dispositif couvrant le nez et la bouche lorsqu'ils se rendront à la salle de sport ou à la piscine ainsi que dans les vestiaires, ce jusqu'au début des activités sportives. Le masque pourra être mis dans la serviette de bain de l'élève avant le début de l'activité physique ; l'élève y retrouvera son masque après l'activité. Le port du masque ne s'applique pas aux personnes faisant utilisation des douches.

- Le temps passé dans les vestiaires sera limité au strict minimum.

- Les élèves se laveront les mains avant le début et à la fin des cours.

- Pendant l'activité sportive, le port du masque n'est pas imposé.

- Les cours de natation fonctionneront selon les règles en vigueur dans les différentes structures.

- À l'enseignement fondamental, les séances et les activités sur l'Airtramp pourront être organisées.

- Une aération régulière ainsi qu'un nettoyage approprié des infrastructures sportives et des vestiaires devront être assurés. »

ad 8. De Sport- a Schwammunterrecht gëtt vun de Lycéëen am Kader am hirer Autonomie organiséiert. Lycéëen, déi net iwwer eng eege Piscine verfügen, müssen dobäi op kommunal oder national Infrastrukturen (zum Beispill d'Coque) zréckgräifen a sech un d'Consignen halen, déi an deenen Infrastrukturen gëllen, souwuel wat d'Beleegung ubelaangt wéi och fir déi sanitär Reegelen.

Question 2939 (02.10.2020) de **Mmes Martine Hansen et Diane Adehm** (CSV) concernant l'allocation de famille :

Il nous revient que, d'après le nouveau régime sur l'allocation de famille, seuls les agents qui sont mère ou père d'un ou de plusieurs enfants puissent bénéficier de l'allocation de famille. Selon la loi, « est considéré comme enfant à charge au sens de la présente disposition l'enfant légitime, l'enfant naturel reconnu ou l'enfant adoptif du fonctionnaire pour lesquels il touche ou a touché des allocations familiales ». Or, l'allocation ne serait pas attribuée pour des enfants à charge dont une personne n'est pas la mère ou le père. Par exemple, pour ce qui est des familles recomposées, les personnes prenant à charge le ou les enfants du partenaire ne pourront plus bénéficier de l'allocation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer mes informations ?

- Monsieur le Ministre songe-t-il à modifier la législation afin que des personnes qui ont des enfants à charge et dont ils ne sont ni la mère, ni le père puissent aussi bénéficier de ces aides ?

Réponse (09.11.2020) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

Tout d'abord, je doute que l'on puisse parler d'un nouveau régime puisqu'il est en vigueur depuis cinq ans.

Ensuite, concernant le texte cité par les honorables Députées, je voudrais attirer leur attention sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une disposition de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, mais de celle de l'ancienne loi sur les traitements des fonctionnaires de l'État.

La supposition des honorables Députées que ce ne serait que sous le régime actuel que « l'allocation ne serait pas attribuée pour des enfants à charge dont une personne n'est pas la mère ou le père » est donc erronée puisque le texte cité relève de l'ancienne législation. Même sous celle-ci, et ce depuis 50 ans, l'agent demandeur devait avoir un lien de filiation avec l'enfant.

Par conséquent, en réponse à la première question des honorables Députées, je ne peux pas confirmer leurs informations.

Depuis les réformes dans la Fonction publique de 2015, l'attribution de l'allocation de famille est liée aux conditions suivantes :

« A droit à l'allocation de famille ainsi déterminée, le fonctionnaire qui est père ou mère d'un ou de plusieurs enfants pour lequel ou lesquels sont versées des allocations familiales de la part de la Caisse nationale des prestations familiales ou des prestations identiques ou similaires par un établissement identique ou similaire d'un État membre de l'Union européenne.

Il en est de même pour l'enfant jusqu'à l'âge de 27 ans, qui bénéficie de la protection liée à l'affiliation à l'assurance-maladie du demandeur soit au titre de l'article 7 du Code de la sécurité sociale, soit au titre de la législation d'un État avec lequel le Luxembourg est lié par un instrument bi- ou multilatéral de sécurité sociale, soit au titre d'un régime d'assurance-maladie en raison d'une activité au service d'un organisme international, qui habite avec le demandeur dans le logement et qui y est déclaré. »

Les différences majeures entre le régime actuel et le régime précédent sont :

- le fait qu'il ne suffit plus d'être marié ou en partenariat pour bénéficier d'une allocation de famille (mais qu'il faut avoir un enfant),

- le fait que celle-ci n'est pas payée jusqu'à la mise à la retraite de l'agent demandeur, mais qu'aussi longtemps que l'enfant bénéficie d'allocations familiales ou qu'il est coassuré de ses père ou mère et n'a pas encore dépassé l'âge de 27 ans et

- le fait que si les père et mère sont agents de l'État, ils peuvent bénéficier chacun de l'allocation de famille.

En réponse à la seconde question, je peux informer les honorables Députées qu'il serait compliqué de définir à partir de quel moment et à quel degré on peut considérer qu'un enfant est à charge d'une personne qui n'est pas sa mère ou son père et les moyens de preuve y relatifs.

Question 2940 (02.10.2020) de **M. Max Hahn** (DP) concernant l'impact des éoliennes sur la mortalité des oiseaux :

En l'un de Kritikpunkten, deen ëmmer nees un der Wandenergie formuliert gëtt, ass deen, dass duerch d'Wandrieder vill Vullen zu Doud kommen.

Erzent Experiment vu Forscher aus Norwegen huet elo gewisen, dass d'Unzuel u Villercher, déi duerch d'Kollisioun mat engem Rotorblat stierwen, ëm 70 % erofgeet, wann ee Rotorblat an enger anerer Faarf wéi déi zwee aner ugestrach gëtt, well d'Déieren d'Hindernis esou besser erkennen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

- Sinn d'Madamm an den Här Minister au courant vun dësem Experiment?

- Sinn d'Madamm an den Här Minister der Meinung, dass et sënnvoll wier, dës einfach Léisung och zu Lëtzebuerg ze applizéieren?

- Wa jo, ass virgesinn d'Bedreiwer ze verpflichten, dës Mesure op all aktuellen an zukünftige Wandrieder unzewenden?

- Sinn d'Madamm an den Här Minister der Meinung, dass dës Mesure en negativen Impakt op d'Wuelbefanne vun de Leit an d'Akzeptanz vu Wandrieder kéint hunn?

Réponse commune (27.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

Dem éirewäerten Deputéierte seng Froe ginn an der parlamentarescher Fro N° 2719 beäntwert.

Question 2942 (02.10.2020) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch et Martine Hansen** (CSV) concernant les fruits à l'école :

Esou ewéi den Artikel 83 vum Chambersreglement et virgesäit, biede mir lech, dës parlamentaresch Fro iwwert d'Schouluebst un den Här Landwirtschaftsminister an den Här Educationminister weiderzeleeden.

1. Wéi eng Uebstzorte ginn am meeschten an d'Schoule geliwwert?

2. Wéi eng Uebstzorte ginn am meeschte giess a wéi eng am mannsten?

3. Gëtt et vill Gaspillage alimentaire beim Schouluebst?

4. Wa jo, wéi eng Uebstzorte sinn am meeschte be-traff?

5. Ass et méiglech d'Ausschreiwung fir d'Schouluebst esou ze formuléieren, datt och méi kleng lokal Produzente kënnen matmaachen?

Réponse commune (10.11.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. An der follgender Tabell sinn d'Quantitéite vun den eenzelnen Uebstzorten opgelëscht, déi zënter dem Start vum Schouluebstprogramm am Joer 2010, deemools nach ënnert dem Numm „Fruit for School“, bis d'lescht Schouljoer verdeelt gi sinn.

Uebst oder Geméis	Quantitéit (t)
Äppel	1.334
Banannen (Bio Fairtrade)	1.013
Bieren	486
Clementinnen	473
Muerten	124
Nectarinnen	87
Aprikosen	85
Quetschen/Prommen	73
Pijen	54
Verschiddenes (Tomaten, Drauwen, Orangen)	29
Total	3.759

Tabell 1: Quantitéite vun Uebst a Geméis, déi vum Schouljoer 2009/2010 bis zum Schouljoer 2019/2020 mat abegraff an d'Grondschoulen oder an d'Lyceë geliwwert gi sinn.

ad 2. D'Tabell 1 liwwert natierlech och d'Äntwert op dës Fro.

Duerch de Feedback, deen aus de Lycéëen an de Grondschoule kënn, ass et kloer, dass d'Clementinnen an d'Bananne besonnesch populär bei de Schüler sinn. D'Nectarinnen, Pijen, Quetschen a Prommen, déi am drëtten Trimester an de Fondamental geliwwert ginn, sinn och ganz beléift. Bei de

Muerte ginn et Schoulen, an deenen dës Wuer ganz populär ass. An anere vereenzelte Schoule schéngt d'Nofro vun de Kanner esou niddereg ze sinn, dass d'Liwwerungen op Demande vun de Schoulen op Null gesat gi sinn.

D'Biere sinn déi Uebstzort, déi am mannste nogefrot gëtt. Do sinn d'Quantitéiten, déi pro Woch geliwwert ginn, dofir och méi niddereg. Am Secon-daire goufen esou och déi ursprénglech Liwwerung-vun Bieren duerch Liwwerung vu 50 % Bieren a 50 % Äppel ersat.

ad 3. Op d'Theema vun der Liewensmëttelverschwendung am Schouluebstprogramm gouf schonn d'lescht Joer am Detail an der Äntwert op dem Här Franz Fayot seng parlamentaresch Ufro N° 1185 agaangen. Do ginn et keng nei Erkenntnisser. Et kann ee just drop hiweisen, dass och bei kuerzfristegen Ofsoe vun de Liwwerungen, bedéngt duerch d'Covid-19-Kris, dank der Flexibilitéit vun de Betriber, déi dës Wuer sollte liwweren, näischt huet missen ewechgehe ginn.

ad 4. D'Quantitéite vun all Uebstzort ginn am Prinzip fir all Schoul individuell festgesat a kënnen während dem ganze Schouljoer ugepasst ginn. Esou muss och bei deenen Sorten, déi manner gutt vun de Schüler ugeholl ginn, am Prinzip näischt ewechgehe ginn.

ad 5. En Deel vun de Liwwerungen am Programm gëtt an der Ausschreiwung iwwer Louse verdeelt, déi sech direkt an déi lokal Produzenten adresséieren. Esou konnt an de leschte Joren och d'Quantitéit vum lokalen Uebst a Geméis am Programm eropgesat ginn. An Zukunft soll dësen Undeel weider wuessen.

Och elo scho kënnen sech do méi kleng Produzenten zesummendoen, fir hei den Zouschlag bei dëse Lousen ze kréien. An enger nächster Ausschreiwung wäerten d'Quantitéiten, déi ze liwwere sinn, hei weider op méi Lousen opgedeelt ginn, fir dass och déi méi kleng Produzente méi einfach kënnen matmaachen.

Question 2943 (02.10.2020) de **M. François Benoy** (déi gréng) concernant la valorisation des fruits des vergers :

Les vergers et prés-vergers sont caractéristiques pour le paysage luxembourgeois et jouent un rôle important à plusieurs niveaux. Au niveau écologique, ils mettent en réseau les biotopes, agissent dans la protection des sols et des eaux, servent d'habitat pour de nombreuses espèces animales et végétales et préservent une énorme diversité biologique. Les vergers constituent également une facette du patrimoine culturel du Luxembourg, donnant lieu à des fêtes de fruits, ainsi qu'étant à la base de savoir-faire horticulural et culinaire.

Au début du vingtième siècle, le Luxembourg disposait de 1,2 millions d'arbres fruitiers à hautes tiges. Depuis lors, plus de 80 % ont été perdus, leur nombre étant passé à 200.000 aujourd'hui. Étant donné que les arbres fruitiers existants vieillissent et vont disparaître, la plantation de nouveaux arbres est essentielle pour enrayer la disparition des „Bongerten“ luxembourgeois et pour préserver la culture y liée.

Au niveau de l'alimentation, les vergers, prés-vergers et arbres fruitiers singuliers fournissent une nourriture saine, durable et locale. Néanmoins, en automne, l'on peut fréquemment observer des arbres pleins de fruits non cueillis et qui finissent par pourrir au sol. Ce phénomène pourrait s'expliquer par plusieurs raisons, notamment que les vergers ou arbres fruitiers sont abandonnés, ou encore que les propriétaires ne disposent pas des instruments, du temps ou du savoir-faire nécessaire pour valoriser ou commercialiser la récolte.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quel est l'état des vergers luxembourgeois et combien de variétés de fruits y sont représentées actuellement ? Existe-t-il un inventaire recensant les vergers et les cultures y représentés ?

2) Quelles mesures ont été prises ou sont prévues afin de maintenir et de promouvoir la présence de vergers et d'arbres fruitiers au Luxembourg, notamment sur les terrains agricoles et les terrains publics ? Existe-t-il des objectifs spécifiques à cet égard ?

3) Est-il possible de quantifier les pertes alimentaires qui sont engendrées par des fruits non récoltés au Luxembourg ? Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils estimer combien de vergers sont abandonnés ?

4) De quelle manière les propriétaires privés de vergers, prés-vergers ou arbres fruitiers et les communes sont-ils soutenus pour mieux valoriser leurs fruits et prévenir le gaspillage alimentaire ? Est-ce

que les propriétaires voire les communes sont sensibilisés sur les différentes possibilités ?

5) Quelles mesures sont actuellement mises en place pour valoriser ou rendre accessible au public les fruits des vergers sur les terrains de l'État ? Existe-t-il un inventaire des vergers publics dont le fruit puisse être récolté par les citoyens ?

6) Quelles autres mesures sont envisagées pour accroître la valorisation et la commercialisation des fruits des vergers au Luxembourg ? Dans ce contexte, le Gouvernement jugerait-il opportun notamment de promouvoir des accords de distribution avec les cantines scolaires ou les restaurants sociaux ; de développer davantage de lieux de transformation (en jus, cidres, sirops, marmelades, pâtisseries ...) publiquement accessibles ; de soutenir des projets d'agriculture solidaire ; de faciliter la mise en contact de propriétaires de vergers inutilisés et de résidents à la recherche de fruits ; ou encore de rattacher les aides financières pour vergers à la valorisation des fruits ?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Entre 2007 et 2012, un inventaire national des biotopes situés dans les milieux ouverts a été réalisé afin de simplifier l'identification et la localisation des biotopes rares et menacés. Dans le cadre de cet inventaire, 930 ha de vergers à hautes tiges ont été répertoriés. De ces 930 ha de vergers à hautes tiges, 326 ha (35 %) se trouvaient dans un très bon état de conservation, alors que 438 ha (47 %) se trouvaient dans un état de conservation moyen à bon et 167 ha (18 %) se trouvaient dans un mauvais état de conservation.

Depuis 2016, le Mm bncvinstère ayant l'Environnement dans ses attributions procède chaque année à un contrôle des biotopes inventoriés pour pouvoir suivre l'évolution de leur état de conservation.

Entre 2016 et 2019, 163 ha de vergers à hautes tiges ont été contrôlés, représentant 18 % de la surface nationale de ce type de biotope. À cette surface contrôlée s'ajoutent 2,4 ha d'extensions constatées en raison des efforts de rétablissement et de préservation des écosystèmes et de leurs services.

Les efforts de préservation sont aussi visibles dans l'évolution qualitative du biotope. 55 ha des biotopes contrôlés (34 %) ont connu une amélioration de l'état écologique. Dans la plupart des cas, cette amélioration qualitative est due à des mesures de conservation, tels que la taille appropriée des arbres, l'enlèvement partiel du gui ou encore des plantations complémentaires d'arbres à hautes tiges.

Malgré ces efforts, la tendance de ce biotope s'inscrit dans le développement général des biotopes des milieux ouverts au Luxembourg : sur la période entre 2016 et 2019, une destruction de 17 ha de vergers à hautes tiges a été constatée (10 % de la surface contrôlée) et sur 12 de ces 17 ha (65 % des destructions constatées) la cause de destruction est liée au défrichement des arbres fruitiers.

26 ha des vergers contrôlés ont vu leur état de conservation détériorer (16 % du total des vergers contrôlés). Pour 20 de ces 26 ha (76 % des détériorations constatées), la détérioration est due à un manque d'entretien et de gestion et pour 11 de ces 26 ha (42 % des détériorations constatées) des vergers contrôlés, la détérioration est due à un manque de plantation de remplacement.

ad 2) L'objectif de rétablissement et de protection des vergers est défini dans le deuxième plan national concernant la protection de la nature (PNPN2), tel qu'approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 13 janvier 2017. Selon l'objectif 2 « préserver et rétablir les écosystèmes et leurs services » du PNPN2, la création d'un total de 90 ha de vergers est prévue jusqu'en 2021. Concernant l'amélioration de l'état de conservation des surfaces, l'objectif prévoit la restauration de 150 ha jusqu'en 2021. À long terme, l'objectif prévoit la création de 600 ha additionnels et l'amélioration de 1.000 ha de vergers à haute tige.

Dans le cadre du PNPN2, au sein d'environ 500 sites, voire vergers, un ordre de grandeur de 5.500 arbres fruitiers ont été plantés. De même, au sein d'environ 2.200 sites, voire vergers, un ordre de grandeur de 55.000 mesures d'entretien ont été effectuées au niveau d'arbres fruitiers.

Une mesure agro-environnementale gérée par le Ministère de l'Agriculture vise à soutenir le maintien et l'entretien des vergers traditionnels. Les exploitants qui veulent bénéficier de cette aide doivent s'engager à apporter les soins nécessaires aux arbres, de replanter si nécessaire de nouveaux arbres et de respecter les limitations qui visent à assurer une valeur écologique élevée de ces vergers. Pour l'année 2019, des aides ont ainsi été allouées à 74 exploitants pour une surface de 145 hectares de vergers.

ad 3) Il est difficile de chiffrer les pertes alimentaires dans les vergers. En effet, il faudrait en premier lieu déterminer la production des vergers. Le rendement d'un verger varie fortement d'année en année - dû aux conditions météorologiques et au phénomène de l'alternance. De plus, le rendement dépend beaucoup de facteurs comme du nombre et de l'état des arbres fruitiers, de l'espèce, de l'emplacement (sol, exposition, ...). Il n'est donc pas facile d'estimer la production totale. Pour estimer la quantité de fruits utilisés, il faudrait se baser sur des chiffres de production des produits transformés comme le jus de pommes, l'eau-de-vie ou de cidre. Il faut cependant noter que les fruits en provenance des régions voisines et des plantations intensives sont aussi utilisés pour la production. Lors des années de grande production notamment cette année, la perte alimentaire est certainement plus importante, vu que la transformation peut arriver à saturation. Dans ce cas, la transformation de pommes et de poires au Luxembourg dépasse 1.000 tonnes.

Au futur, des efforts supplémentaires seront faits par les différents ministères concernés pour mieux mesurer la perte alimentaire « de la fourche à la fourchette ».

ad 4) Comme mentionné ci-dessus, la majeure partie de la valorisation des fruits des vergers à hautes tiges passe par une étape de transformation. Des aides à l'investissement pour les infrastructures nécessaires sont mises en place par la loi agraire. De même un certain nombre de projets de valorisation des produits de vergers ont été financés à travers l'approche LEADER.

La campagne AntiGaspi du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural vise à sensibiliser de manière générale la population contre le gaspillage alimentaire. Il n'existe à l'heure actuelle pas de sensibilisation spécifique contre la perte alimentaire dans les vergers.

ad 5) Seul un ancien verger expérimental est géré sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture. Les habitants locaux viennent s'y approvisionner en fruits.

ad 6) L'utilisation des fruits des arbres à hautes tiges comme fruits de table est économiquement difficile face à la concurrence des fruits en provenance des vergers intensifs. En effet, les soins à apporter aux arbres sont plus facilement mis en place, la récolte est bien plus aisée et le phénomène d'alternance y est en général maîtrisé. De plus les variétés produites correspondent en général mieux aux attentes des consommateurs. Beaucoup de variétés d'arbres fruitiers à haute tige ont été sélectionnées dans le temps pour la production de conserves, d'eau de vie, etc. L'utilisation par la transformation artisanale ou industrielle semble donc souvent être la destination à privilégier pour ces fruits.

Par les différents régimes d'aide en place, le Ministère de l'Agriculture vise à aider la valorisation des produits de nos vergers par les agriculteurs.

Un appel à projets (www.antigaspi.lu) vient d'être lancé dans le cadre de la campagne AntiGaspi pour trouver de nouvelles pistes dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. Aussi le projet de loi relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles avec le régime d'aide y relatif pourrait devenir un outil intéressant pour promouvoir de tels produits.

La mise en contact entre les parties intéressées est probablement mieux gérée au niveau local.

Un couplement des aides à la production n'est pas compatible avec la politique agricole de l'Union européenne.

Reste à préciser que le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a déposé en juin 2020 un projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales qui vise notamment à introduire une aide au démarrage pour le développement des micro-exploitations.

Question 2944 (05.10.2020) de **M. André Bauler (DP)** concernant le **Nordstad-Lycée** :

Je viens d'apprendre que le Gouvernement projette d'implanter des bâtiments provisoires au service de la communauté scolaire du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre. En attendant la fin du processus d'acquisition de terrains et la construction du lycée à proprement parler, les pavillons réservés aux salles de classe, salles de réunion et de conférence, bureaux de la direction et du secrétariat, etc. seraient érigés à proximité du centre scolaire d'Erpeldange-sur-Sûre et pourraient être utilisés plus tard, donc dès l'ouverture des bâtiments définitifs du Nordstad-Lycée, par la commune pour les besoins de son école fondamentale.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il fournir des détails sur ce projet de construction provisoire ?

3) Est-il possible d'évaluer les coûts d'un déménagement éventuel du Nordstad-Lycée de Diekirch vers Erpeldange-sur-Sûre ?

4) En libérant ainsi le site du Nordstad-Lycée à Diekirch, le terrain et les pavillons sis dans la rue Merten seraient-ils destinés à l'agrandissement et à la modernisation de l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg ?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) En effet, le Nordstad-Lycée (NOSL) ne dispose que de possibilités limitées de se développer sur son site actuel sis rue Merten à Diekirch. Pour parer à cet état, et en attendant la construction ainsi que la mise en service du nouveau complexe scolaire sur son site final à Erpeldange-sur-Sûre, il a été projeté d'ériger une structure préfabriquée qui permettrait au NOSL de s'étendre et de démarrer plus tôt son activité à Erpeldange-sur-Sûre. Lors des premières concertations avec l'administration communale d'Erpeldange-sur-Sûre, celle-ci s'est montrée ouverte à la discussion sur la possibilité de mettre à la disposition de l'État des parcelles pour la construction d'une telle structure provisoire tout en se réservant la faculté d'utiliser ce bâtiment pour ses propres besoins après le déménagement du NOSL.

ad 2) Le programme de construction prévoit des salles de classes normales, des salles spéciales ainsi que des ateliers polyvalents. S'y ajoutent des locaux pour l'administration et les enseignants ainsi qu'une structure d'accueil avec restaurant et cuisine. Selon la configuration, le bâtiment pourra accueillir entre 400 et 450 élèves. Le programme définitif est actuellement en cours d'élaboration.

Il est prévu de construire un bâtiment de type préfabriqué, à l'instar de celui construit par la Ville de Differdange pour les besoins de l'École internationale (EIDE), et de la structure temporaire érigée au campus Geesseknäppchen à Luxembourg-ville.

ad 3) Le bâtiment fonctionnera en complément à celui situé dans la rue Merten à Diekirch. Un déménagement complet du NOSL dans le bâtiment temporaire n'est donc pas envisagé. À ce stade, il est trop tôt pour pouvoir évaluer les coûts de déménagement.

ad 4) La mise en service du bâtiment provisoire pour les besoins du NOSL à Erpeldange-sur-Sûre n'aura pas comme conséquence la libération des pavillons actuels à Diekirch. Ces pavillons, sis dans la rue Merten, continueront à être occupés par le NOSL jusqu'à la mise en service du bâtiment définitif à Erpeldange-sur-Sûre.

Question 2945 (05.10.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant le **dossier de soins partagé** :

2015 hat den deemolege Gesondheitsminister Etienne Schneider de Projet fir e Carnet radiologique (CARA) virgestallt. Dësen Dossier sollt et den Dokteren erméglechen, sech iwwert scho gemaachte radiologesch Behandlungen ze informéieren an esou ze evitéieren, dass e Patient onnéideger zousätzlecher Bestralung ausgesetzt gëtt.

2019 gouf mir op meng Question parlementaire (Nr. 1104) geäntwert, dass de Projet vun engem Carnet radiologique électronique net méi an dëser Form verfollegt géif ginn an elo de Projet vum Dossier de soins partagé (DSP) Virrang hätt.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. An der Äntwert vum deemolege Minister huet et geheescht, dass bei Inspektiounen vun de Klinikken am Joer 2017 erauskoum, dass Prescriptionen vu radiologeschen Analyse vereenzelt, awer net systematesch iwwerpréift géife ginn. Et géif also oft net gekuckt ginn, ob de richtigen Exame verschriwwen gouf, ier de Patient exposéiert gëtt, oder nach besser, ier de Rendez-vous fixéiert gëtt.

Wat fir Schrëtt huet de Ministère säit dësen Inspektiounen geholl, fir ze verhënnern, dass weiderhi Leit radiologesch Analyse verschriwwen kréien, déi se net brauchen? Ween ass zoustänneg, fir dëst ze kontrolléieren, den Dokter, d'Infirmière oder en Auditeur?

2. Am August dëses Joers huet d'Santé d'Erstellung vun iwwert 480.000 DSP-Dossieren op der eSanté-Plattform duerchgefouert.

Wéi vill vun dësen Dossiere si scho vu Gesondheitspersonal an Doktere consultéiert ginn?

Wéi vill vun dësen Dossiere si bis elo nach inaktiv a säit hirer Erstellung net méi consultéiert ginn?

3. Wat fir een Zäitraum gesäit de Ministère fir, bis all DSP-Dossieren erstallt an aktivéiert sinn?

Wéi laang, denkt de Ministère, wäert et daueren, bis dës Dossiere reegelméisseg vun de Patienten an dem Gesondheitspersonal benotzt ginn?

Réponse commune (30.10.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1. D'Inspektiounen aus dem Joer 2017 gehéieren zu engem Ensembl vu Mesuren fir d'Justifikation vun de radiologeschen Examen ze verbesseren. Dozou gehéieren déi Schrëtt, déi an der Äntwert zur parlamentarescher Fro (Nr. 1104) vun 2017 presentéiert gi sinn, wéi d'Sensibilisatioun vun de Patienten, d'Informatioun fir déi verschriwend Dokteren an e bessere Prozess vun der Justifikation an de Spideeler.

D'Gesetz vum 28. Mee 2019 iwwert de Straleschutz definéiert de legale Kader fir d'Justifikation vun dësen Examen. Fir de verschriwend Dokter gesäit d'Gesetz eng obligatoresch Formatioun iwwert „recommandations de bonne pratique médicale concernant les critères de bon usage des examens d'imagerie médicale“ vir. Dës Formatioun vu 6 Stonnen ass all 5 Joer ze widerhuelen. Et geet drëm, dass all Dokter dee jeeweils beschtméiglechen Examen auswielt, wann en e Patient an e Service d'imagerie iwwerweist.

Déi selwecht Formatioun ass och vun de „médecins réalisateurs“ ze maachen, also deenen Dokteren, déi de Röntgenexamen duerchféieren. Hir Responsabilitéit ass et, de jeeweils richtigen Examen ze decidéieren, wann néideg also och an aner Examen ze maachen wéi deen, deen eventuell verschriwwen gouf. Fir dës Justifikatiounsprozess an de Spideeler ze implementéieren, gesäit d'Gesetz vir, dass e „protocole écrit“ besteet, deen déi enzel Etappen aus der Prozedur beschreift an d'Responsabilitéiten intern festleet.

Zënter der Adoptioun vum Straleschutzgesetz vum 2019 huet d'Gesondheidsdirektioun verschidden Dokumenter ausgeschafft a proaktiv un déi verantwortlech Acteure verdeelt. Dës Dokumenter hëllefen, déi legal Obligatiounen besser ze respektéieren. Heizou gehéieren:

- d'Informationscampagne „Obtenir la bonne image pour mon patient“ fir déi verschriwend Doktere vum November 2019;

- eng Informationsfiche fir d'Waardesäll iwwert d'Precautionen beim Röntgen am Fall vun enger Schwangerschaft;

- e Guide fir d'Opstelle vun engem „protocole écrit“ zur Justifikatiounsprozedur;

- e Guide fir d'Definitioun an d'Duerchféierung vun interne klinischen Auditten, déi dem Spidol hëllefen, seng Prozeduren a Mechanismen ze analyséieren an ze verbesseren.

D'Fro vun der Zoustännegkeet ass am Straleschutzgesetz an am groussherzogleche Reglement vum 1. August 2019 iwwert de Straleschutz kloer definéiert. Dëst géllt fir d'Informatiounen, déi de verschriwend Dokter op senger „demande d'examen“ muss ugin. De „médecin réalisateur“ muss d'Demande validéieren, fir sécherzestellen, dass dee richtigen Exame gemaach gëtt. D'Etablissement, an dësem Fall d'Spidol, vertueden duerch säin Direkter, huet d'Verantwortung, fir den uewegenannten „protocole écrit“ opzestellen an émszesetzen. Dat selwecht géllt och fir intern klinisch Auditten. D'Gesetz gëtt de Beamten aus der Divisioun vun der Radioprotektioun aus der Gesondheidsdirektioun d'Kompetenz, Inspektiounen duerchzéféieren a Gesetzesverstéiss festzesetzen. Jee no Gravitéit kënnen bei Gesetzesverstéiss administrativ Strofen duerch de Gesondheitsminister oder penal Strofen duerch e Gericht ausgesprochen ginn.

ad 2. Op de 5. Oktober 2020 waren am Ganzen 958 Gesondheitsberuffer (Dokteren, Infirmièren, Apdikter, Hiewannen asw.) mat der eSanté-Plattform connectéiert an domadder um DSP, d. h. si hunn Zougrëff op Gesondheidsdaten am DSP vun hire Patienten, allerdéngs nëmme, wann de Patient hinnen déi néideg Zougrëffrechter gëtt. Zu dëser Zuel mussen och nach d'Dokteren an aner Gesondheitsberuffer vun de véier gréissere Spidolsstrukturen am Land dozou gerechent ginn, déi sech iwwert dem Spidol säin Informatik-System direkt mat der eSanté-Plattform connectéieren kënnen. Da sinn déi privat Laboen aktiv Benotzer vum DSP, andeems si d'Laboresultater vun hire Patienten am DSP deposéieren, esou wéi nach aner méi kleng Etablissements, z. B. d'Stengeforter Spidol (HIS), de Rehabilitatiounszentrum um Colpecher Schlass vum Roude Kräiz, de Réseau Tricentenaire zu Biissen.

Op de 16. Oktober 2020 sinn an der Moyenne eng 7.600 Dokumenter pro Mount vun verschiddene Benotzer, Patienten a medezineschem Personal deposéiert a consultéiert ginn. Dëst heescht, dass ongeféier zur Zäit 2.600 DSP pro Mount an der Moyenne vun de verschiddene Benotzer consultéiert ginn. Dës Zuelen evoluéieren awer nach, vu dass

den Déploiement vum DSP fir all Assuré vum der sozialer Sécherheet haut nach net fäerdeg ass. Op de 16. Oktober 2020 sinn eng 692.608 Assurée vum der Agence eSanté ugeschriwwen ginn, fir hiren DSP ze aktivéieren. Dovu hunn ongeféier 88.000 Leit hiren DSP direkt iwwert hiren eSanté-Kont aktivéiert. De Rescht vun den erstallten DSPe gëtt no 30 Deeg automatesch aktiv, ouni eng Intervioun vun sengen Titularen, soudass dann e Gesondheitsberuffer Dokumenter am DSP vum Patient deposéieren oder consultéieren kann, wann de Patient him dozou déi noutwenneg Zougrëffrechter gëtt.

De Patient selwer kann zu all Zäit iwwer säin eSanté-Kont op säin DSP zougräifen. En DSP gëtt jo fir all Assuré bei der Gesondheetskees, ob Resident oder Frontalier, opgemaach, also fir ronn 850 000 Leit (Zuel vun den Assurée Enn 2019).

Op de 16. Oktober 2020 beinhalten sämtlech DSPen insgesamt 809.301 Dokumenter, wat bei engem Ratio vun 2,5 Dokumenter pro net eidelen DSP ronn 323.720 DSPen ausmécht, wou op d'mannst een Dokument dran ass.

ad 3. Säit dem 1. Januar 2020, also säit dem Akraaftriede vum groussherzogleche Reglement vum 6. Dezember 2019, deen déi progressiv Generalisatioun vum DSP erméglecht huet, si bis de 16. Oktober 2020 692.608 DSPen erstallt ginn. De Rescht, nach ronn 160.000 DSPen, soll nach bis spéitstens Ufank 2021 opgemaach ginn. Domat wier all DSP am Fréijoer 2021 aktiv, ausser déi, déi vun den Assurée zougemaach goufen. Dëst ass da bal e Joer am Viraus zu den Objektiv, déi d'Agence eSanté hei festgeluecht kritt huet (ursprénglech sollt Enn 2021 déi progressiv Generalisatioun ofgeschloss sinn).

Wat d'Reegelméissegkeet vum Benotze vum DSP ugeet, ass et schwéier, eng genee Ausso ze maachen. Wat een awer ka soen, ass, dass de Gebrauch vum DSP am Alldag bei der Bevëlkerung wissst an an Zukunft nach weider geförderet wäert ginn, andeems déi verschidden Usagë ronderëm den DSP ausgebaut wäerte ginn. Als Beispill kann een hei d'Resultater vun de Covidtester nennen, déi an den DSP erafléisse solle kënnen, fir dass all Assuré säi Resultat jidderzäit kucken an, falls néideg, erausdrécke kann.

Heizou kann och nach ennerstrach ginn, dass den „taux de fermeture“ vum DSP vun sengen Titularen am Moment just bei 0,09 % läit an, combinéiert mat engem stännegen Zouwuess vun der Unzuel vun de Patientaccésen op hiren DSP, dëst op e positiven Trend vum Benotze vum DSP hiweist. Méi genau Evaluatiounen wäerten nach iwwert déi nächst dräi Joer gefouert ginn. D'Pilotphas vum DSP hat gewisen, dass gesond Leit hiren DSP manner benotzen wéi chronesch krank Patienten.

Question 2946 (05.10.2020) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant l'**accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (CETA)** :

Dat europäesch-kanadescht Handelsofkomme CETA ass bekanntlech scho provisoresch a Kraaft. Op der anerer Säit huet dat zypriotesch Parlament dës Summer eng Ratifizéierung vum sougenannte CETA-Accord refuséiert. Dat war de Fall, well d'Majoritéit vun den Deputéierten aus dem Parlament vun Nikosia fäert, dass wichteg landwirtschaftlech Produkter, déi fir den Export bestëmmt sinn, dann net méi genuch geschützt sinn. Een Haaptbeispill ass hei den Halloumi-Kéis. Gefaart gëtt virun allem, dass grouss Konzern, duerch en Akraaftriede vum CETA-Accord, ze vill Muecht kréien, dat virun allem, well dës doduerch Virrechter beim Festleed vum industrielle Standarde kréien.

Déi däitsch Bundesregierung, déi de Moment d'EU-Rotspresidentschaft assuréiert, huet rezent matgedeelt, dass si, trotz dem zyprioteschen Nee, net bereet ass, fir den Accord nozeverhandelen. D'Regierung op Zypern hat awer no der Ofstëmmung am Parlament ugekënnegt, fir nozeverhandelen ze wëllen. Bis elo hunn eréischt eng 15 EU-Länner de CETA-Accord ratifizéiert, dorënner och Lëtzebuerg. Bei eisem däitschen Noper zum Beispill ass dee Prozess nach net ofgeschloss, well nach op en Urteil vum Bundesverfassungsgericht gewaart gëtt. An Däitschland an och an aner Länner wéi Frankräich, Italien an och Lëtzebuerg gëtt et gesellschaftleche Widerstand géint d'CETA-Ofkomme.

Dowéinst wéilt ech dem Här Ausseminister an dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meinung, dass de CETA-Accord wéinst dem zyprioteschen Nee muss nozeverhandelt ginn? Ennerstézt d'Lëtzebuurger Regierung Däitschland a senger Positioun fir net nozeverhandelen oder ass d'Lëtzebuurger Regierung an deem Punkt op der Säit vun Zypern?

2. Wéi eng rechtlech Auswierkungen huet der Lëtzebuurger Regierung no den zyprioteschen Nee, esouwiel op de CETA-Accord als Ganz wéi och op deen

Deel, deen, dem EU-Conseil no, nach an der Kompetenz vun de Memberstaate lait?

3. Wéi eng laangfristeg Auswierkungen op d'Randierungszedure vun EU-Handelsaccorde kann den zyproteschen Nee hunn?

4. Wéi eng Auswierkungen op d'EU-Baussenhandelsbezieungen huet den zyproteschen Nee?

Réponse commune (09.11.2020) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**, et de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

ad 1. Et gëtt op d'Äntwert vum 6. Oktober op d'parlamentaresch Ufro N° 2780 verwisen.

ad 2. Et gëtt op d'Äntwert vum 6. Oktober op d'parlamentaresch Ufro N° 2780 verwisen.

ad 3. Et gëtt op d'Äntwert vum 6. Oktober op d'parlamentaresch Ufro N° 2780 verwisen.

ad 3. + 4. Direkt Auswierkungen op d'EU-Aussebezieunge sinn zu deem Zäitpunkt net ze erwaarden.

Question 2947 (05.10.2020) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant la pénurie d'enseignants :

Laut engem Artikel vum 5. Oktober 2020 am „Luxemburger Wort“, „Lehrermangel: Eine neue Lösung muss her“, wieren dëst Joer nëmmen hallef esou vill diploméiert Enseignantë fir d'Grondschoul agestallt ginn ewéi am Joer 2018. Deemo wieren dëst Joer nëmmen 113 Enseignanten an der Grondschoul rekrutéiert ginn, déi den Unisofschloss souwéi och de Concours an der Täschen haten. An deem Artikel gëtt och ënnerstrach, dass eise Grondschoulsystem, ouni d'Rekrutéierung vu Quereinsteiger, risikéiere géif zesammenzubrechen. Tatsächlech wiere vun 300 rekrutéierten Enseignanten 187 Poste mat Quereinsteiger besat ginn.

An deem Kontext wëll ech folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann de Minister dës Zuele bestätegen?

- Wéi eng Ausgangsformatiounen haten dës Quereinsteiger?

- Ass eng Evaluatioun vun der Zousazausbildung, déi d'Quereinsteiger um IFEN mussen maachen, gemaach ginn? Wa jo, wat sinn d'Resultater an d'Konsequenzen?

- Wat gesäit de Minister vir, fir de Beruff vum Enseignant erëm méi attraktiv ze maachen?

- Laut eisen Informatiounen géif d'Uni.lu net genuch Kandidate pro Joer ophuelen, respektiv et géifen der net genuch de Concours reusséieren. Wéi vill Kandidate si vun der Uni.lu an deene leschte Jore pro Joer uegeholl ginn a wéi vill hunn dovun de Concours gepackt? Agéiert de Minister bei de Verantwortleche vun der Uni, fir d'Zuel vun de Kandidaten, déi fir d'Formatioun uegeholl ginn an déi de Concours packen, ze erhéien?

- Wéi vill Kandidaten, déi op der Uni.lu fir d'Enseignantsformatioun uegeholl ginn, hunn Defiziter an engem vun den Haaptfächer? Wou sinn déi meeschten Defiziter festzustellen? Wann een dovunner ausgeet, dass den Enseignant net nëmme pedagogesch, mee och fachlech Kompetenz ee muss opweisen, wat huet de Minister wëllen, fir ee qualitativ héichwärtigen Enseignement ze garantéieren?

Réponse (10.11.2020) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** :

2020 sollten insgesamt 300 nei Enseignantë rekrutéiert ginn. Opgrond vu Posten, déi kuerzfristeg fräi gi sinn, ass dës Zuel op 306 geklommen. Vun dësen 306 Poste goufen der 132 mat Persoune besat, déi e Bachelor en Sciences de l'Éducation hunn.

Bei deenen anere Kandidaten ass ze bemerken, dass vill Absolvente mat Studien aus de Beräicher Pädagogik, Psychologie a Sozialwëssenschaften sech fir de Beruff vum Enseignant an der Grondschoul interesséieren. De wäitass gréissten Deel vun de Persoune mat engem Ofschloss a Relatioun mat dem Enseignement fondamental ginn aus deem Beräich rekrutéiert. Dëst Joer sinn et der 61. Doriwier eraus sinn 19 Persoune mat engem Ofschloss am Beräich vun de Sproochen, déi am Enseignement fondamental enseignéiert ginn, 31 Persoune mat engem Ofschloss an der Mathematik an Informatik, 39 Persoune aus de Beräicher Sport a Konscht, a 24 Persoune mat engem anere Bachelor rekrutéiert ginn. De Rekrutement vun Schouljoer 2020/2021 ass allerdéngs aktuell nach net ofgeschloss, deemo sinn dës Zuelen nach net definitiv.

D'Erfahrungen aus de leschte Jore weisen, dass vill jonk Universitätsabsolvente rekrutéiert kënnen ginn, déi sech direkt no hirem Studium fir de Beruff vum Enseignant decidéieren. Dëst weist, dass de Beruff vum Enseignant an der Grondschoul nach ëmmer vu villen Universitätsabsolventen als attraktive Beruff gesi gëtt.

Gläichzäitig kann ee feststellen, dass awer och ëmmer méi Studenten eng Präferenz fir weiderféierend Studien hunn, déi hinne méi breet professionell Méiglechkeete bidden, an dofir aner Studien aus de sozioeducativen a psycho-soziale Beräicher privilegiéiere wéi de Bachelor an den Erziehungswissenschaften, dee prioritär op de Berufsprofil vum Enseignant an der Grondschoul virbereet.

Well een aktuell ka feststellen, dass eng héich Unzuel un Agenten iwwert de sougenannte „Quereinsteiger“ de Wee an de Beruff vum Enseignant fënn, gëllt et, dës Modell ze evaluéieren, éier d'Mesure am Joer 2023 ausleef, an eventuell eng adequat Alternativ auszeschaffen.

Den Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) huet am Schouljoer 2019/2020 eng Evaluatioun vun de Formatiounen vum Certificat de formation pédagogique gemaach, andeems d'Quereinsteiger no all Module vum Certificat e Questionnaire ausgefëllt hunn. Et goufen am ganzen 980 Questionnaire verschéckt, an 89% goufe beäntwert. Am Duerchschnitt waren 91% vun de Participanten zefridden („tout à fait satisfait“ an „très satisfait“) mat de Formatiounen vum Certificat de formation pédagogique.

Am Detail goufen déi heite Froe gestallt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et ass ervirzehiewen, dass, no der Aschätzung vun de Participantë selwer, d'Inhalter aus der Formatioun gutt an d'Berufspraxis kënnen iwwerdre ginn an duerch d'Formatioun eng dättelech Progressioun vun de professionelle Kompetenzen erreicht gëtt.

Den IFEN huet d'Resultater aus den Enquêtes, déi bei de Participanten an de Formateure gemaach goufen, am Detail analyséiert. Fir d'Formatiounen vum Schouljoer 2020/2021 goufen aus där Analys, an Zesammenaarbecht mat de Formateuren, punktuell Adaptatiounen vum Planning, vun den Inhalter a vun der Methodologie vun de Formatiounen ëmgesat.

Meng Gespréicher mat der Uni Lëtzebuerg an de leschte Jore hunn dozou gefouert, dass d'Kapazitéit fir d'Formatioun zum Enseignant an der Grondschoul erhéicht goufen, esou dass elo méi Studenten hir Formatioun hei am Land kënnen maachen a sech deemno schon am Kader vun hirer Grondausbildung mat de spezifesche Besoine vun der Lëtzeburger Schoulpopulatioun kënnen auseresetzen.

Fir op der Uni Lëtzebuerg an de Bachelor-Programm Sciences de l'Éducation uegeholl ze ginn, mussen d'Kandidaten e Lëtzeburger Ofschlossdiplom vum Enseignement secondaire oder en auslänneschen, als equivalent befonnten Diplom virweise kënnen, an den Examen-concours fir d'Admissioun an dee Programm, wéi en zanter dem akadeemesche Joer 2012/2013 besteet, packen a sech en rang utile klasséieren.

D'Uni Lëtzebuerg bitt zanter dem akadeemesche Joer 2012/2013 eng ronn 100 Plaze pro Joer an deem Studiengang un. D'Gesamtzuel vun de Studenten, déi uegeholl goufen a sech ageschriwwen hunn, variéiert tëschent 64 (am akadeemesche Joer 2017/2018) an 110 (am akadeemesche Joer 2020/2021). Fir den Detail sief op den Tableau hei drënner verwisen.

D'Lacune vun enger Rei Kandidate spigele sech an der Unzuel vu konditionellen Admissiounen erëm. Wéi aus den Tableaux hei drënner ervirgeet, variéiert dës Unzuel zimmlech staark vu Joer zu Joer. D'Schwächte si virun allem am Franséischen an an der Mathematik festzustellen. Et sief ze bemerken, dass déi konditionell Admissioun nëmme méiglech ass, wann ee Kandidat eng Lacune an enger eenzeger Matière huet.

Bedéngt duerch d'Pandemie vum Covid-19 goufen den Examen-concours, dee fir d'Joer 2020/2021 virgesi war, ersat duerch d'Prise en compte vun den Notte vun de Kandidaten an de véier leschte Jore vum Enseignement secondaire an der Mathematik, an de Sciences, an Däitschen an am Franséischen, souwéi och duerch e Motivatiounsbrëif an engem Onlinequestionnaire iwwert de Kandidaten hir Motivatioun, fir Enseignant ze ginn.

Nombre de candidats admis aux études visant l'obtention du grade de Bachelor en Sciences de l'Éducation (BScE) à l'Université du Luxembourg

Admission sur examen-concours (2012-2020)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Admission selon la procédure Covid-19 : pas d'admission conditionnelle (2020-2021)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Admissions conditionnelles selon la branche déficitaire (2012-2020)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

Question 2948 (05.10.2020) de **M. Claude Wiseler** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)** concernant la consommation de cannabis :

Zur Geleeënheet vun der Aweigung vum drëtten Impuls-Haus vun der ASBL Solidarité Jeunes zu Esch fir jonk Drogensüchtiger, hunn déi Responsabel doriwier informéiert, dass si festgestallt hunn, dass säit d'Diskussiounen iwwert d'Legaliséierung vum Cannabis lafen, de Konsum bei deene méi Jonken tëscht 13 a 15 Joer vu 4 bis 6% op elo 14% geklommen ass.

An deem Kontext géife mir gare folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Zuele confirméieren?

2. Ginn et aktuell Policestatistiken zum allgemenge Cannabiskonsum?

3. Wéi eng konkret Preventiounsmesurë sinn am Moment en place, wëssend, dass eleng d'Annonce vun enger Legaliséierung jo esou eng Hausse vum Konsum bewierkt?

4. Hält d'Regierung un der geplangter Legaliséierung vum Cannabis fest an, wa jo, wéi wäit sinn d'Aarbechte fir d'Legaliséierung fortgeschritt?

5. Wéi eng Institutionen un Ulafstellen, déi am Beräich vun der Drogepreventioun an dem Encadrement vun Toxikomanen schaffen, sinn an d'Aarbechten um Legaliséierungsgesetz agebonnen oder ëm Avis gefrot ginn?

Réponse commune (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice**, et de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** :

ad 1. + 3. Déi genannten Zuele berouen op den Aussoe vum „Service Impuls de Solidarité Jeunes ASBL“. Si entstamen den interne Statistiken vum Service Impuls, aus deenen ervirgeet, dass den Undeel vun deene Jugendlechen tëscht 13 a 15 Joer, déi wéinst Cannabis beim Service Impuls a Behandlung sinn, vu 4 bis 6% op 14% geklommen ass. Dat bedeit awer net automatesch, dass de Konsum an der Populatioun tëscht 13 bis 15 Joer an deem selwechten Ausmooss geklommen ass.

D'Nofro fir d'Behandlung fir Problemer, déi duerch de Gebrauch a Mëssbrauch vu psychoaktive Substanzen entsteet, an an deem heite Fall vu Cannabis, gëtt duerch eng Villzuel vu Facteurs beaflosst. Dozou gehéieren d'Disponibilitéit an d'Accessibilitéit vu Behandlungsofferen, d'Akzeptanz vun deene vun de Betreffenden, d'Demande, d'Offer an d'Verfügbareit vun Drogen um illegale Marché a virun allem d'Qualitéit vun deene genannte Substanzen. Wat de Cannabis betrëfft, deen onkontrolléiert, illegal an, bekanntlecherweis ouni Qualitéits- an Inhaltsangaben, uegebuede gëtt, ass et eng Tatsaach, dass d'Duerschnittskonzentration vum Delta-9-tetrahydrocannabinol (THC: den haapt psychoaktive Wirkstoff vum Cannabis) an deenen leschte fënn Joer sensibel an d'Luucht gaangen ass. Zu Lëtzebuerg (vun 11,6% am Joer 2014 op 18,4% am Joer 2019) wéi och an aneren EU-Memberstaaten. Des Weidere weise Behandlungsnofroen am Bezug zum Cannabiskonsum a bal all EU-Memberstaaten eng kloer Tendenz no uenen. Et besteet dann och e Lien tëschent dem Konsum vu Cannabisprodukter mat méi héijem psychoaktive Potenzial an dem Optriede vu medezinneschen a psychesche Problemer bei de Konsumenten, déi sech schlussendlech op d'Nofro fir Behandlung erëm spigelen. An deem Sënn ass et net méiglech, Changeementer am Gebrauch vun Drogen oder spezifesch vu Cannabis an der Behandlungsnofro un engem isoléierte Facteur festzemaachen.

Et gëtt aktuell eng ganz Rei Preventiounsofferen an de Schoulen an am Jugendberäich, an dat vun der Fréierkennung bis iwwer Sensibilisatioun an Informatioun bis hin zu Formatiounen a gezielten Interventiounen. Dës ginn notament duerch de Centre national de prévention des addictions an dem Service Impuls - Solidarité Jeunes assuréiert. Et ass des Weidere virgesinn, dës Panoplie vu Mesuren an Offeren am Kader vun nationalen Drogenaktiounsplang 2020-2024 nach weider auszubauen.

Am schoulesche Beräich ass d'Suchtpreventioun e weesentleche Pilier vun Schoulentwécklungsplang (plan de développement scolaire), deen zanter der Reform vun de Lycéeën vum 2017 virgesinn ass.

Fir den non formale Beräich verflachten all d'Kanner- a Jugendstrukturen sech dozou, hir pedagogesch Offer am Kader vun der Gesondheet a vum Wuelbefannen a Form vun Aktiounen an Aktivitéiten unzuegoen.

D'Jugendgesetz vum 4. Juli 2008 hält een „Assurance-qualité“-Dispositif fest, deen ënner anerem virgesäit, dass d'Éducateuren eng Mindestunzuel vu Formatiounsstone maachen, notament zum Thema Suchtpreventioun. Zousätzlech goufen Outilen ausgeschafft, wéi zum Beispill den „Handlungsleitfaden“ (CNAPA) an d'Grille d'intervention (Impuls), déi den Educateuren et erméiglechen, sech Richtlinnen ze ginn an Interventiounen ze maachen, am Fall vu Verdacht op Cannabiskonsum oder och vun anere Substanzen.

Ausserdeem sinn de CePAS (Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires), d'SePASen (Services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires), de SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques) souwéi och den SNJ (Service national de la jeunesse) zentral Acteuren, déi an Zesammenaarbecht mat den Experten um Terrain wéi dem CNAPA, Impuls, Anonym Glécksspieler, Fondation Cancer, Police grand-ducale etc. Preventiounsmethoden op d'Bee stellen, op Basis vun international unerkannte Recommendationen an Etüden, déi sech u Kanner a Jugendlecher aus sozioeducative Strukture richten. Zousätzlech gëtt sozioeducatiivt Personal forméiert, fir an deene jeeweilige Situatiounen eng sënnavoll a professionell Interventioun ze maachen, alles am Schutz vum Kand oder vum Jonken.

De Bildungsministère ass ee wichtege Acteur an der Ëmsetzung vum der Stratégie nationale en matière d'addictions et plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires a gesäit dës Strategie och als eng absolutt Prioritéit, an zwar transversal duerch all sozioeducativ Struktur. Eng Verstärkung vun der bestoender Suchtpreventiounsaarbecht ass virgesinn an och eng Netzwierkaarbecht, fir d'Suchtpreventioun weiderzeentwéckelen a sech kommende gesellschaftlechen Entwécklungen ze stellen an unzepassen.

ad 2. D'Police hält keng Statistiken zum allgemenge Cannabiskonsum.

ad 4. D'Regierung strieft eng méi adequat, zäitgeméiss a léisungsorientéiert Reglementéierung vun wäitverbreete Cannabiskonsum fir net medezinesch Zwecker zu Lëtzebuerg un. D'Haaptzil vun der Reglementéierung ass et fir d'Gesondheet vun de Mënschen, déi mat Cannabis a Kontakt kommen, beschtméiglech ze schützen. D'Tatsaach, dass Cannabis déi meescht konsuméiert illegal psychoaktiv Substanz zu Lëtzebuerg ass an dass, wéi schonn erwänt, d'Konzentration un THC a Cannabisproduiten, déi um onkontrolléierten illegale Marché verkaaft ginn an déi potenziell Risiken, déi mat hirem Konsum verbonne sinn, sensibel geklommen ass, sinn nëmmen e puer Argumenter déi d'Néidegkeet, fir nei Léisungssätz ze fannen, bekräftegen.

D'Aarbechte fir e Projet de concept auszeschaffen, deen der komplexer Erausfuederung gerecht muss ginn, sinn nach net ofgeschloss.

ad 5. Am Kader vun der geplangter Reglementéierung vun Cannabis fir net medezinesch Zwecker, hunn eng grouss Zuel un nationalen an internationalen Echangene a Consultatiounen stattfonnt, an dat och méi spezifesch fir de Volet vun der Preventioun an der Prise en charge vu KonsumentInnen.

Den Aarbechtsgrupp, dee mat der AUSAARBECHTUNG vun engem Projet de concept chargéiert ginn ass, huet an deem Kontext de „Suchtverband Lëtzebuerg“, a senger Qualitéit als Daachverband vun de Lëtzeburger Drogen- an Suchthëllefariichtungen, an d'Aarbechte mat agebonnen an ëm säin differenziéierten Avis a seng Recommendationen gebieden.

Och op europäeschem an internationalem Niveau si vill Erfahrungswäerter a Recommendationen a geholl ginn, fir dës schonns zum fréistméiglechen Zäitpunkt an dat zukünftigt nationaalt Konzept kënnen mat afléissen ze loosseren.

Dozou gehéieren notament d'Aarbechtsvisite bei den hollänneschen Autoritéiten am Februar 2019, eng Rei Echangé mam „Observatoire européen des drogues et des toxicomanies“, der kanadescher „Direction générale des substances contrôlées et du cannabis“ an dem „Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances“, bei deenen d'Membere vun Aarbechtsgrupp wärend der Aarbechtsvisite zu Ottawa a Kanada am Mee 2019 Entrevuen haten.

Dat nationaalt Konzept, wat aktuell nach an AUSAARBECHTUNG ass, konnt iwwert dee Wee completéiert an optimiséiert ginn.

Question 2949 (05.10.2020) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant le télétravail dans la fonction publique :

Zënter dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie sinn eng ganz Rei vu Mesurë geholl a Recommendationen gemaach ginn, fir d'Verbredung vun Coronavirus ze verhënneren.

Ugesiichts der Tatsach, dass d'Aarbechtsplaz eng potenziell Infektiounsquell ass, ass eng vun deene Recommendatioune gewiescht, dass am Privatsecteur an am ëffentlechen Déngscht op den Teletravail sollt zréckgegraff ginn, esouwäit dat méiglech ass.

D'Regierung hat den 1. Juli 2020 decidéiert, fir an der Fonction publique den Teletravail weiderhin, bis zu dräi Deeg d'Woch, ze erlaben. Den 2. Juli ass eng Circulaire vum Minister fir den ëffentlechen Déngscht dozou un d'Verwaltungs geschéckt ginn. D'legal Basis dofir ass am Artikel 19bis vum Statut vum Fonctionnaire virgesinn.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Firwat ass dës Circulaire net ëffentlech op der Website vun der Fonction publique ze fannen?

2. Ass déi besoten Circulaire un all Ministère an un all Verwaltung geschéckt ginn?

3. Kann de Minister versécheren, dass all d'Beamten Abléck an dës Circulaire haten? Falls nee, wéi eng Verwaltungen a Ministère haten d'Circulaire net krut an aus wéi enge Grënn net?

4. Wéi vill Stonnen am Teletravail goufen zënter. Januar 2020 vun alle Staatsbeamten (Fonctionnaires, Employéen a Salariéen) geleescht, opgelécht no Verwaltung an no Mount?

5. A wéi enge Verwaltungen gëtt den Teletravail weiderhin ëmgesat an a wéi enger Frequenz?

6. A wéi enge Verwaltungen gëtt den Teletravail guer net méi applizéiert a firwat gouf an deene jeeeweilege Verwaltungen domadder opgehale?

7. Kann d'Regierung erklären, op Basis vu wéi enge Kritären d'Cheffe vun deenen eenzele Verwaltungen den Teletravail erlaben oder net erlaben? Consideréiert d'Regierung dës Kritären als fair?

Réponse (22.10.2020) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

Iwwert den Artikel 19bis vum Statut vum Fonctionnaire kann et dem Beamten erlaabt ginn, en Deel vu senger Aarbecht am Teletravail ze maachen, ma et ass dem Chef vun der Administratioun iwwerlooss, ob a wéi den Teletravail a senger Verwaltung ëmgesat gëtt. Weiderhin heescht et am selwechten Artikel, dass fir den Teletravail d'Informatiounstechnologien benotzt mussen ginn. Ob dann tatsächlech eng Aarbecht am Teletravail gemaach ka ginn oder net, hänkt deemno net nëmme vun enger genauer Funktioun vum Beamten of, ma och ob déi jeeeweileg Prozeduren an den eenzele Verwaltungen schon digitaliséiert sinn an ob d'Verwaltung och iwwert déi néideg technesch Infrastrukture verfügt (Accès op Donnéeën an Informatioun souwéi Kommunikatiouns- a Reunionstechnologien). Am Kontext vun der aktueller sanitärer Kris huet de Ministère fir Digitaliséierung zesumme mam CTIE hir Beméiungen am Kontext vun der Digitalisatioun an der Innovatioun am ëffentlechen Déngscht intensivéiert am Bestriewen, ee performante Service, fir d'Bierger an d'Entreprises ze erméiglechen.

Mat der Circulaire vum 2. Juli 2020 gëtt den Teletravail vun der Regierung weider am ëffentlechen Déngscht encouragéiert an déi betraffe Beamte kënnen bis zu maximal dräi Deeg an der Woch hir Aarbecht vun doheem aus maachen. Esou wéi ech lech dat bei der Geleehtheit vu menger Interventioun an der Chamber vum 21. Oktober, opgrond vun Ärer urgenter parlamentarescher Fro N° 3014 erkläert hunn, ass dës Circulaire, genee wéi eis Kommunikatioun vum 19. Oktober, iwwert den interne Kommunikatiounsreseau (Réseau RH) vun der Fonction publique un eng ronn 900 Destinataire verschéckt ginn. Et handelt sech dobäi ëm sämtlech Verwaltungschefen an hir jeeeweileg Responsabel vun de Ressources humaines. Et sief hei nach niewebäi erwänt, dass net all Beamte beim Staat eng perséinlech E-Mail-Adress oder Accès op den Internet huet an et läit duerfir an der Verantwortung vun de Verwaltungschefen hiert Personnel iwwert déi eegen intern Kommunikatiounsreseau ze informéieren. De Site vun der Fonction publique ass als Kommunikatiounsportail net geduecht, fir Circulären zu internen Organisationsprozeduren ze publizéieren.

De Beamte ka seng Aarbecht stonneweis oder och ganz Deeg am Teletravail maachen. De Ministère fir d'Fonction publique verfüügt iwwer keng Donnéeën, déi et him am Moment erlaben, Statistiken, opgeschlësselt no Verwaltung a Groupe de traitement, ze erstellen, fir am Detail soen ze kënnen, wéi vill Stonne säit Januar vun all Staatsbeamten am Teletravail geleescht goufen. De Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) huet am Sënn vun enger Vereinfachung a Modernisatioun een Zäitmanagementsystem entwéckelt, deem am Moment an all de Verwaltungen vum Ministère fir d'Fonction publique getest gëtt. Den neie System soll dann no an an all de Verwaltungen beim Staat agefouert ginn. Ab deem Moment wier et dann och méiglech, iwwert dës generaliséierten Zäitmanagementsystem allméiglech Statistiken ronderëm den Teletravail opzustellen.

Question 2950 (05.10.2020) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'impact de l'assèchement potentiel du lac de Pierre-Percée :

Conséquence du manque de précipitation et des températures élevées ces deux dernières années, le lac de Pierre-Percée, qui sert à compenser les prélèvements d'eau de la Moselle par la centrale nucléaire de Cattenom pour refroidir les réacteurs de celle-ci, a également été mis sous pression.

Au vu du changement climatique et de ses effets, l'assèchement potentiel de ce lac tampon représente un risque réel qui pourrait mettre en péril le système de refroidissement de la centrale nucléaire précitée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre est-elle au courant de cette situation ?

- De quelle façon la Moselle luxembourgeoise pourrait-elle être impactée par une accentuation de la tendance susmentionnée ?

- Madame la Ministre est-elle en contact avec les autorités françaises pour mener des études détaillées concernant l'évolution de la situation et de ses impacts sur les régions situées en aval de la centrale nucléaire de Cattenom ?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Le lac du Vieux-Pré situé sur le territoire de la commune de Pierre-Percée sert exclusivement à compenser en période de faible débit de la Moselle la consommation d'eau de la centrale de Cattenom. Si lors d'une telle situation ce lac n'est pas en mesure de fournir l'eau nécessaire, l'exploitant ne pourra plus recourir à l'eau de la Moselle pour alimenter ses besoins et devra, le cas échéant, réduire ou arrêter la production. Les dispositions détaillées y afférentes sont reprises à l'article 5 et à l'annexe 2 de l'arrêté du Ministre d'État, Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie de la République française du 23 juin 2004 autorisant l'Électricité de France à poursuivre les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents liquides et gazeux pour l'exploitation du site nucléaire de Cattenom. C'est ainsi qu'en 2019, à titre préventif, l'unité 4 de Cattenom a été arrêtée en été pour économiser l'eau du Vieux-Pré pour l'hiver.

Les autorités luxembourgeoises tiennent des échanges réguliers avec les acteurs français en charge de la sûreté nucléaire. C'est dans ce cadre que le rôle du Vieux-Pré a été exposé par la délégation française lors de la dernière réunion de la Commission mixte de sécurité nucléaire franco-luxembourgeoise le 4 février 2020. S'y ajoute que la coordination transfrontière des questions concernant le régime hydrologique de la Moselle est traitée au sein des organes des Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS).

Le Luxembourg continue à insister auprès des autorités françaises compétentes sur la nécessité de respecter les réglementations environnementales et de compenser l'eau prélevée dans la Moselle pour les besoins de production d'électricité de la centrale de Cattenom.

Question 2952 (05.10.2020) de **Mme Lydia Mutsch** (LSAP) concernant la compétitivité digitale :

Récemment l'« International Institute for Management Development » (IMD) a publié son 4^e classement mondial des pays en ce qui concerne leur compétitivité digitale. Le Luxembourg y est 28^e, perdant sept places par rapport à 2019 et quatre par rapport à 2018 quand il était encore 24^e. Au niveau européen, le Luxembourg est désormais classé 15^e, dépassé par la Belgique (14^e) et talonné par la Lituanie.

Au total, 63 pays sont passés au crible via 52 critères, répartis en trois piliers (« Knowledge », « Technology » et « Future readiness »), pour évaluer leur « capacité à faire usage des outils digitaux ».

Dans le classement actuel, le Luxembourg en ce qui concerne le pilier « Technology » accuse une perte de cinq places, et celui du « Future readiness » un recul de dix places. Le pilier « Knowledge » voit la détérioration au classement, initiée en 2018, se poursuivre : à l'exception des sous-facteurs « Training & Education » et « Scientific concentration », l'ensemble des sous-indicateurs sont à la baisse.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de l'étude précitée ? Quel degré d'importance accordent-ils à ce classement ?

- Comment Messieurs les Ministres expliquent-ils la baisse sensible du Luxembourg en ce qui concerne les trois piliers analysés (à l'exception des sous-indicateurs « Training & Education » et « Scientific concentration » dans le pilier « Knowledge ») ?

- Quelles conclusions Messieurs les Ministres tirent-ils de ce classement ? En tireront-ils des conséquences, notamment pratiques, directes ?

- Quel est, selon les ministres, l'impact d'une telle étude sur l'« image de marque » du Luxembourg en matière de digitalisation au niveau international ?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'autres classements internationaux dans le domaine de la digitalisation ? Dans l'affirmative, quels sont-ils et comment le Grand-Duché s'y place-t-il ?

Question 2963 (08.10.2020) de **Mme Viviane Reding** (CSV) concernant la compétitivité digitale :

Un article intitulé « Le Luxembourg 28^e au classement digital mondial », paru le 1^{er} octobre 2020 sur paperjam.lu, annonçait la détérioration du positionnement global du Grand-Duché en termes de compétitivité au niveau mondial : « Par rapport à 2019, le Luxembourg perd sept places au classement IMD qui mesure la compétitivité des pays au niveau digital. Ce sont les piliers "Technology" et "Future Readiness" qui accusent les baisses les plus fortes. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres étaient-ils informés de la détérioration de la classification du Luxembourg en matière de la digitalisation ?

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations sur les critères sollicités par l'institut IMD (International Institute for Management Development) et sur le pourquoi du mauvais classement luxembourgeois ?

- Quelles sont les solutions concrètes mises en œuvre pour pallier aux déficiences ?

- Qu'est-ce que le Gouvernement considère entreprendre dans le futur afin de résoudre ce classement nuisant à la réputation et la crédibilité mondiale de notre pays ?

Réponse commune (05.11.2020) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias* :

Le débat sur la compétitivité au Luxembourg est régulièrement relancé lors de la publication de benchmarks et de classements internationaux. Le rapport World Digital Competitiveness Ranking¹, dont la 4^e édition a été publiée en automne 2020, figure parmi les benchmarks les plus récents en matière de digitalisation. L'Observatoire de la compétitivité du Ministère de l'Économie², depuis sa création en 2004 suite à une décision du Comité de coordination tripartite, suit plusieurs dizaines de ces benchmarks internationaux dans lesquels figure le Luxembourg, dont une partie a trait à la digitalisation et aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Les classements les plus intéressants sont présentés dans la dernière partie de ce document.

Explications concernant la position du Luxembourg dans le classement 2020 du IMD World Digital Competitiveness Ranking

Ce rapport analyse la capacité et la préparation des économies pour adopter et explorer les technologies digitales comme déterminant-clé de la compétitivité, ainsi que de la transformation de l'environnement des affaires, des administrations publiques et de la société. Dans cette édition 2020, 63 pays à travers le monde ont été analysés à travers 52 indicateurs de nature quantitative et qualitative (32 issus de statistiques internationales/nationales et 20 issus d'enquêtes d'opinion auprès d'experts). Ces indicateurs sont répartis en 3 piliers et 9 sous-piliers :

- Le pilier I « Connaissances » permet de suivre la transformation digitale à travers la découverte, la compréhension et l'apprentissage des nouvelles technologies et outils digitaux. Il comprend les sous-piliers « Compétences », « Formation et éducation » et « Concentration scientifique/R&D ».

- Le pilier II « Technologie » analyse le contexte général à travers lequel le développement de technologies digitales est rendu possible. Il comprend les sous-piliers « Cadre réglementaire », « Capital » et « Cadre technologique ».

- Le pilier III « Préparation future » concerne le degré de préparation d'une économie en vue de la transition digitale. Il comprend les sous-piliers « Capacité d'adaptation », « Agilité des entreprises » et « Intégration des technologies de l'information ».

En 2020, le Luxembourg se classe 28^e au niveau mondial dans le classement général (score de 73,269/100). Pour ce qui est de ses pays voisins, les Pays-Bas se classent 7^e (92,567), l'Allemagne 18^e (81,062), la France 24^e (76,983) et la Belgique 25^e (76,977).

Plutôt que d'utiliser le classement mondial, il s'avère souvent plus utile de prendre comme référence les pays de l'UE pour comparer ce qui est davantage comparable. Ce classement UE est mené par le Danemark, devant la Suède et les Pays-Bas. Le Luxembourg s'y classe en 11^e position.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Luxembourg a perdu 7 rangs par rapport à 2019 (21^e) dans le classement général. IMD note que le Luxembourg : « [...] sees a downturn in all digital factors with the largest decline in future readiness (17th to 27th). The latter decrease results from the deterioration in Luxembourg's performance in measures related to e-participation, business' response to opportunities and threats, limited use of big data and analytics by the private sector, e-government, and public and private sector ventures (whether they support technological development). » Même si les données qui permettraient de commenter plus en détail ce constat d'IMD ne sont pas disponibles publiquement à un niveau suffisamment désagrégé (ni pour le Luxembourg, ni pour les autres pays analysés), il peut néanmoins être affirmé que ce décrochage du Luxembourg entre 2019-2020 semblerait être dû au II^e, mais surtout au III^e pilier :

- Pilier I « Connaissances » : Le Luxembourg a perdu -1 rang entre 2019-2020 (35^e en 2020 ; score de 62,641). On observe pour 2020 surtout une baisse de -8 rangs en ce qui concerne le sous-pilier lié aux « Compétences ».

- Pilier II « Technologie » : Le pays a perdu -5 rangs entre 2019-2020 (17^e ; 76,123). Mais par exemple en 2018 le Luxembourg se situait au 15^e rang. On constate notamment pour 2020 une baisse de -4 rangs pour le sous-pilier « Cadre réglementaire » et de -6 rangs pour le « Capital ».

- Pilier III « Préparation future » : Le pays affiche ici la perte la plus élevée, avec -10 rangs entre 2019-2020 en passant du 17^e au 27^e rang (65,545). Mais par exemple en 2016 le Luxembourg se situait au 24^e rang. On observe notamment une baisse de -26 rangs entre 2019-2020 pour le sous-pilier « Capacité d'adaptation », de -14 rangs pour « Agilité des entreprises » et de -10 rangs pour « Intégration des technologies de l'information ».

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dans ce type de benchmark international, il ne faut pas perdre de vue que le classement constitue toujours l'élément le plus médiatisé. Cependant, un tel benchmark décrit une situation beaucoup plus complexe que ne le laisse présager la simplicité apparente du classement. Il faut donc éviter de se focaliser uniquement sur le classement.

D'une part, il s'agit notamment de ne pas perdre de vue la relativité de ces classements. Sans même parler des changements de méthodologie pouvant affecter les classements, une hausse ou baisse du Luxembourg dans un classement ne veut pas forcément dire que les performances de notre pays se soient forcément améliorées ou détériorées. Une telle évolution peut aussi provenir du fait que, par exemple, d'autres territoires ont subi plus ou moins sévèrement un choc et ont mieux ou moins bien performé. De plus, il existe souvent, au sein de ces classements, des groupes de pays pour lesquels les scores sont proches. Par exemple, en 2020, la différence entre la France (24^e ; score de 76,983) et la Belgique (25^e ; 76,977) est marginale avec une très faible différence de score (0,006). Un faible changement du score d'un pays peut donc avoir un impact important sur le classement, même si en matière de changement structurel de compétitivité, cela n'a guère de signification. Suivre simplement le classement, d'une année à l'autre, ne s'avère donc pas suffisant. La variation dans le temps et l'évolution annuelle du classement est à prendre avec un certain recul, et devrait notamment être combinée à l'analyse du score.

D'autre part, ce type de benchmark international fournit souvent seulement une approximation, une image globale, puisqu'il utilise dans une grande majorité des cas la même méthodologie pour tous les territoires analysés. Or, le Luxembourg dispose d'une série de spécificités nationales « atypiques »

¹ <https://www.imd.org/wcc/world-competitiveness-center-rankings/world-digital-competitiveness-rankings-2020/>

² <https://odc.gouvernement.lu/fr.html>

qui peuvent rendre difficile une comparaison avec d'autres pays³. En effet, le Luxembourg est une petite économie ouverte et très intégrée dans la Grande Région (p. ex. flux de travailleurs frontaliers) et dans l'UE (marché intérieur). Ces spécificités nationales ne sont souvent pas suffisamment prises en compte dans ces benchmarks avec une méthodologie « one size fits all », identique à tous les territoires analysés, qu'ils soient petits ou grands, ouverts vers l'étranger ou focalisés sur leur marché national, etc. Les résultats du Luxembourg doivent donc souvent être interprétés avec recul et chaque indicateur doit être analysé un par un. Le rapport IMD ne fait pas exception à ces remarques. Les exemples repris ci-dessous illustrent des indicateurs pouvant s'avérer être problématiques dans le cas du Luxembourg :

- **Pilier I « Connaissances »** : Le Luxembourg est classé 60^e (sur 63) pour le flux net d'étudiants internationaux dans l'enseignement tertiaire sur son territoire national (étudiants entrants moins étudiants sortants). Il en est de même pour l'indicateur des diplômés en sciences naturelles (56^e). Or, la très grande majorité des résidents luxembourgeois font leurs études tertiaires à l'étranger. Ce facteur ne semble pas être suffisamment capté.

- **Pilier II « Technologie »** : Le Luxembourg est seulement classé 55^e pour les abonnements à haut débit mobile. Ce mauvais classement est pour le moins étonnant, sachant que par exemple la Commission européenne loue la performance du Luxembourg en matière de niveau de connectivité⁴. Selon les données de la Commission européenne, 98 % des ménages au Luxembourg ont accès à la 4G et surtout l'adoption du haut débit mobile est très élevée (122 abonnements pour 100 résidents).

- **Pilier III « Préparation future »** : Le Luxembourg est un petit pays. Donc chaque comparaison internationale faisant référence à des chiffres absolus de la classe généralement de manière mécanique en bas du tableau. L'indicateur du « Part en pourcentage des robots mondiaux », pour lequel le Luxembourg se classe à la 58^e position mondiale, en constitue un exemple. De plus, à côté de cet effet « taille », cet indicateur considère uniquement les robots industriels ce qui pénalise les économies de services hautement développées (les services représentent environ 85 % du PIB au Luxembourg).

Pour conclure, il reste à mentionner dans ce cadre qu'environ 40 % des indicateurs utilisés par IMD sont issus d'enquêtes d'opinion auprès d'experts. Ces indicateurs de nature qualitative (soft data) reflètent uniquement les perceptions des personnes interrogées. Le détail des réponses n'étant pas publiques, il n'est malheureusement pas possible d'évaluer plus en détail leur impact sur le classement.

Conclusions à tirer

Le benchmarking international a comme finalité première une comparaison des meilleures pratiques. Il doit constituer une aide pour mieux comprendre pourquoi certains territoires performant mieux que d'autres. Mais cet exercice fournit seulement une approximation, une image globale. Les spécificités nationales du Luxembourg ne sont souvent pas suffisamment prises en compte. Il s'agit dès lors d'analyser chaque indicateur, un par un, pour détecter les points forts du pays et surtout aussi pour détecter des éventuelles faiblesses.

Comme le Luxembourg a une ambition forte de se positionner à la pointe de la transformation digitale, il doit constamment viser l'excellence. Ces benchmarks constituent un outil intéressant, que ce soit en termes de réformes à mettre en place ou d'instruments de promotion territoriale.

Selon ce benchmark, le Luxembourg pourrait par exemple faire encore des efforts supplémentaires dans l'administration en ligne (« e-participation » 53^e ; « e-government » 30^e) ou en ce qui concerne l'adoption du « Big data & analytics » (38^e) par les entreprises.

Le Gouvernement a pris au fil des années passées, et a annoncé pour les mois et années à venir, toute une série de mesures en matière de digitalisation, ce qui devrait avoir une influence positive sur ce benchmark dans les années à venir.

1,3 millions de démarches ont été effectuées entre janvier et septembre 2020 à travers le portail de l'État MyGuichet. C'est le triple de ce qui s'est fait au cours de la même période en 2019. En 2020, 27 nouvelles démarches ont été ajoutées sur MyGui-

chet et le Ministère de la Digitalisation travaille de manière intensive sur le développement futur. Au cours des prochains mois une application sera présentée qui permettra de faire des démarches à travers un appareil mobile. À côté de cela, un site est en cours d'élaboration qui permettra d'entamer et de suivre les procédures d'autorisation de manière digitale. Dans ce cadre, il reste à mentionner la préparation d'un « GovTech Lab » au cours des prochains mois pour aborder la transformation numérique d'un point de vue plus centré utilisateur et plus efficace.

En ce qui concerne plus particulièrement les entreprises, il s'avère utile de mentionner la stratégie 5G, la vision stratégique en matière d'intelligence artificielle (IA), la stratégie sur l'économie des données, la prochaine mise en place du superordinateur « HPC Meluxina » (printemps 2021) ou encore la mise en place de la plateforme de commerce électronique « LetzShop ».

Toutes ces mesures vont contribuer, à moyen terme, à augmenter la compétitivité digitale du pays. Il faut cependant garder à l'esprit que le Luxembourg n'atteint souvent pas un seuil critique et que les coopérations de le pays noue au sein de la Grande Région et de l'UE s'avèrent primordiales (p. ex. marché unique numérique).

Impact sur l'image de marque du Luxembourg

Même si ces benchmarks internationaux suscitent maintes réserves, ils méritent d'être suivis de près. En effet, à cause de leur écho médiatique important, ces benchmarks ont un impact non négligeable sur l'image de marque de notre pays et peuvent influencer la perception des investisseurs ainsi que des travailleurs hautement qualifiés du secteur des technologies de l'information et de la communication. Cependant, il est impossible de mesurer cet impact ainsi que d'en déduire directement des politiques. Il est plus intéressant d'en déduire les best practices d'un pays et de s'en inspirer, ou de voir éventuellement des similitudes avec le Luxembourg. Dans ce cadre, il faut donc souligner toute l'importance de poursuivre nos efforts dans la mise en œuvre de notre stratégie de promotion économique, dont un des objectifs est de construire une image de marque forte du pays.

Comme les auteurs de ces benchmarks sont des institutions et organisations indépendantes, le Gouvernement n'a en fait pas d'emprise sur la méthodologie utilisée pour évaluer le Luxembourg, même si cette dernière ne tient pas suffisamment compte des spécificités nationales de notre pays. Néanmoins, dans certains cas, le Gouvernement a réussi à faire en sorte que la situation atypique du Luxembourg ait été mieux prise en compte. Par exemple, pour le « Digital Economy and Society Index » de la Commission européenne, le Gouvernement a sensibilisé avec succès les auteurs sur le fait que la grande majorité des résidents luxembourgeois font leurs études tertiaires en sciences naturelles (STEM) et obtiennent leurs diplômes à l'étranger, et non pas sur notre territoire national, comme c'est le cas dans la grande majorité des autres États membres de l'UE. La Commission européenne a par la suite apporté des modifications ponctuelles à la méthodologie pour l'évaluation du Luxembourg. Néanmoins les autres institutions et organisations internationales, connaissant souvent moins bien la situation spécifique du Luxembourg et étant aussi généralement moins réceptives pour entamer des discussions méthodologiques, ne se montrent pour la plupart pas ouvertes à de telles adaptations.

Autres benchmarks et classements internationaux dans le domaine de la digitalisation

Il est impossible de suivre tous les classements internationaux, comme il en existe une multitude. Cependant le Luxembourg essaie de suivre des classements publiés de manière périodique (pas de one shot ranking) et incluant régulièrement le Luxembourg.

Le classement général a priori décevant du Luxembourg dans le rapport IMD World Digital Competitiveness Ranking 2020 ne se reflète pas dans les majeurs autres benchmarks de renommée internationale en matière de digitalisation et de technologies de l'information et de la communication. À titre d'exemple, dans le « Digital Economy and Society Index 2020 » de la Commission européenne, le Luxembourg se classe dans le Top-10.

Les majeurs benchmarks notent généralement une bonne performance du Luxembourg en matière de digitalisation. Ils estiment que les principaux défis pour le Luxembourg concernent les compétences numériques, ainsi que l'adoption et l'intégration des technologies numériques par les entreprises et les services publics.

Pour conclure, pour chacun de ces benchmarks internationaux, que le Luxembourg soit classé en haut ou en bas du tableau, il ne faut pas trop se focaliser sur le classement pour le classement. Il s'agit plutôt de dresser une analyse critique de la position du Luxembourg, ainsi que de chaque indicateur, un par un.

Question 2953 (05.10.2020) de **M. Dan Biancalana (LSAP)** concernant la **réinsertion sociale et professionnelle des condamnés** :

La loi du 28 février 2011 relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale permet à une personne condamnée à une peine ou mesure privative de liberté d'exécuter sa peine dans son pays d'origine, membre de l'Union européenne. Pour effectuer ce transfèrement, la personne condamnée doit marquer son consentement.

La loi du 17 avril 2015 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions de probation permet à un justiciable dans le cadre de l'exécution de sa libération conditionnelle ou de son sursis probatoire d'exécuter cette mesure dans le pays où elle a sa résidence légale habituelle, également membre de l'Union européenne.

Ces deux lois visent, par leur principe, à favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de la personne condamnée ainsi que le maintien des liens familiaux.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madama la Ministre de la Justice :

1) Vu la démographie carcérale du Luxembourg, combien de détenus ont consenti depuis 2011 d'exécuter leur peine de prison dans leur pays d'origine ? Quels furent les pays concernés ?

2) Inversement, depuis 2011, combien de résidents luxembourgeois exécutant leur peine de prison dans un État membre de l'Union européenne ont demandé un transfèrement au Luxembourg ?

3) Quelle fut la nature des infractions commises dans ces deux cas de figure ?

4) Depuis 2015, combien de personnes exécutent une décision de probation dans leur pays d'origine ? Quels sont les pays concernés ? Quelle est la répartition des mesures probatoires appliquées ?

5) Les autorités luxembourgeoises sont-elles régulièrement informées de l'évolution de la peine d'emprisonnement, de l'état d'incarcération et du suivi socio-judiciaire ?

6) Des révocations de décisions probatoires ont-elles dû être prononcées ? Dans l'affirmative, quelles en furent les raisons ?

Réponse (20.10.2020) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** :

ad 1) 22 condamnés-détenus au CPL ont consenti depuis 2011 (en fait à partir de 2015) à exécuter leur peine d'emprisonnement dans leur pays d'origine sur base des dispositions de la décision-cadre 2008/909/JAI, transposée dans la loi du 28 février 2011 sur la reconnaissance de jugements en matière pénale.

2011 : 0

2012 : 0

2013 : 0

2014 : 0

2015 : 1 (France)

2016 : 8 (Grande-Bretagne/2 ; Allemagne/1 ; Portugal/2 ; France/3)

2017 : 6 (France/5 ; Pays-Bas/1)

2018 : 3 (Belgique/2 ; Portugal/1)

2019 : 1 (France)

2020/1^{er} octobre : 3 (France).

La nature des infractions commises se répartit comme suit :

Assassinat/2 ;

Meurtre/1 ;

Meurtre pour faciliter le vol/3 ;

Tentative de meurtre/2 ;

Viol de mineur/1 ;

Tentative de viol à l'aide de violences/1 ;

Vol à l'aide de violences, de menaces, la nuit, dans une maison habitée/6 ;

Vol à l'aide d'effraction et d'escalade/1 ;

Rébellion avec arme/1 ;

Extorsion à l'aide de menaces dans une maison habitée/1 ;

Trafic de stupéfiants/5.

Une personne condamnée peut avoir commis plusieurs infractions.

ad 2) Six résidents luxembourgeois ayant débuté l'exécution d'une peine d'emprisonnement dans un autre État membre de l'UE ont bénéficié de l'opportunité de pouvoir exécuter le solde de la peine dans un centre pénitentiaire au Luxembourg.

2011 : 0

2012 : 0

2013 : 0

2014 : 0

2015 : 0

2016 : 1 (Portugal)

2017 : 0

2018 : 1 (Italie)

2019 : 2 (Autriche/1 ; Allemagne/1)

2020/1^{er} octobre : 2 (Allemagne).

ad 3) La nature des infractions commises se répartit comme suit :

Trafic de stupéfiants/5 ;

Meurtre/1.

ad 4)

2015 : 0

2016 : 1 (France)

2017 : 3 (Allemagne/1 ; France/1 ; Belgique/1)

2018 : 3 (France/2 ; Belgique/1)

2019 : 5 (Belgique/2 ; Portugal/2 ; Allemagne/1)

2020/1^{er} octobre : 2 (Belgique/1 ; Portugal/1).

Les mesures probatoires spécifiques à surveiller :

- suivre un traitement psychiatrique ou psychologique/5 ;

- suivre un traitement pour une dépendance à l'alcool/1 ;

- exercer une activité professionnelle ou une formation/4 ;

- indemniser les parties civiles/8 ;

- payer les arriérés des pensions alimentaires/2.

Plusieurs mesures peuvent concerner une même personne condamnée.

ad 5) Le suivi « post-transfèrement » d'un condamné détenu dans un autre État membre de l'UE varie d'un pays à l'autre ; il y a des pays qui donnent un retour d'informations tandis que d'autres ne le font pas.

Dans ce contexte, il convient de signaler que la plupart des condamnés transférés dans un autre État membre de l'UE se voient signifier de façon concomitante un arrêté d'interdiction du territoire national. Un follow-up ne s'avère pas d'une nécessité absolue pour ces condamnés transférés.

ad 6) En ce qui concerne le Luxembourg, la réponse est négative.

À la connaissance du Parquet général, il n'y a pas eu non plus de décision prise par une juridiction d'un autre État membre de l'UE qui ait conduit à la révocation d'un sursis probatoire prononcé par une juridiction luxembourgeoise.

Question 2954 (05.10.2020) de **MM. André Bauler et Max Hahn (DP)** concernant le **Fonds du logement** :

Le Fonds du logement acquiert plus ou moins régulièrement des terrains ou des immeubles bâtis afin d'y aménager les logements les plus divers.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre peut-il dresser une liste détaillée des terrains et biens immobiliers actuellement en possession du Fonds du logement (année de l'acquisition, localité/commune, contenance, valeur d'acquisition du bien, zone PAG, etc.) ?

2) Selon quels critères le Fonds du logement acquiert-il des biens immobiliers ?

3) Pour quelles raisons certains terrains et autres immeubles acquis par le Fonds, il y a bien des années, n'ont-ils pu être valorisés jusqu'à nos jours ?

Réponse (02.11.2020) de **M. Henri Kox, Ministre du Logement** :

ad 1) Sur base de l'inventaire des terrains dont dispose le Fonds du logement, je peux partager les informations foncières suivantes avec Messieurs les honorables Députés :

- Parcelles appartenant et/ou maîtrisées par le FdL : 1.682 (réparties sur 69 communes) - Superficie cadastrale appartenant et/ou maîtrisée par le FdL : 216,6 ha,

• dont 37 ha sont du parc immobilier bâti ;

• dont 37 ha de foncier non constructible et/ou à régulariser (surface publiques à céder, terrains de compensation, ...);

• dont 142,3 ha de potentiel foncier de développement, dont : 11,8 % constructible à court terme (< 5 ans) ; 81,3 % constructible à moyen terme (5 à 15 ans) - p. ex. projets Neischmelz & WmdW ; 6,9 % constructible à long terme (> 15 ans).

ad 2) La politique d'acquisition du Fonds du logement relève de la compétence de son conseil d'administration et est approuvée par le Ministre ayant le Logement dans ses attributions en fonction de la situation du marché de l'immobilier, de critères d'efficacité et d'urbanisme, ainsi que des besoins de logements abordables considérés en leurs multiples facettes.

³ Cf. notamment Eurostat, Regions in Europe (2020) : <https://ec.europa.eu/eurostat/cache/digpub/regions/>. "European Union (EU) Member States are often compared with each other, but in reality it can be difficult to contrast small countries like Luxembourg or Malta with larger ones such as France or Germany."

⁴ Commission européenne, Digital Economy and Society Index 2020 <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/scoreboard/luxembourg> <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/scoreboard/luxembourghttps://ec.europa.eu/digital-single-market/en/scoreboard/luxembourg>

ad 3) Les raisons pour lesquelles certains immeubles ne peuvent être valorisés à brève échéance sont de diverses natures, toutes indépendantes de la volonté de l'établissement public.

Certains terrains sont en attente de reclassement PAG ou en cours de procédures administratives, quelques-uns sont des surfaces de grande envergure nécessitant un développement urbanistique ou des procédures de marchés publiques complexes et conséquentes, d'autres encore impliquent également une dépollution, ou une coordination avec le Service des sites et des monuments nationaux dans le cadre de bâtiments dit « classés », ou encore une attention particulière aux défis environnementaux.

Question 2955 (05.10.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant la **déclaration pour l'impôt sur le revenu** :

Wéinst der Covid-19-Pandemie gouf d'Joer den Delai fir d'Areche vun der Steiererklärung fir d'Joer 2019 bis d'Enn vum Joer 2020 verréckelt. U sech hätten d'Contribuabel hir Deklaratioun bis den 31. März 2020 missen areechen, mee ugesiichts vum Ausbroch vun der Pandemie Mëtt März hat d'Chamber enger Verlängerung vun den Delaien zugestëmmt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Wéi laang dauert am Duerschnitt den Traitement vun enger Steiererklärung d'Joer par rapport zu viregen Exercicen?
2. Wéi vill Steiererklärungen mussen nach fir d'Steierjoer 2019 deposiert ginn?
3. Wéi vill Steiererklärungen aus de Joren 2016, 2017 an 2018 sinn zum haitegen Zäitpunkt nach net clôturiert?
4. Wéi vill Steiererklärungen aus deene virege Jore sinn nach net clôturiert, well d'Contribuabel hire Remboursement nach net kruten?

Réponse (06.11.2020) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances** :

Bedéngt duerch d'Pandemie gouf de legalen Delai fir d'Areche vun der Steiererklärung fir d'Joer 2019 vum 31. März 2020 op den 30. Juni 2020 verréckelt. A vereenzelt Fäll an op Nofro hi vum Steierzueler ass et méiglech, datt d'Steieramt eng Verlängerung vum Delai kann accordéieren, deen net iwwert d'Joresenn dierf erausgoen, hei ass den Delai vum 30. Juni 2020 op den 31. Dezember verréckelt ginn.

De Fait, datt den Delai fir d'Areche vun der Steiererklärung fir d'Joer 2019 no hanne verréckelt gouf, huert guer keen Afloss op déi duerchschnittlech Durée vum Traitement vun der Steiererklärung. D'Dauer vun der Instruktioun vun enger Steiererklärung ass ofhängeg vun der Komplexitéit vun hirem Inhalt a léisst sech net vergläiche vun engem Joer op dat anert an och net par rapport zu anere Steiererklärungen. Et gétt allerdéngs sécher een Impakt vum Covid-19 op d'Disponibilitéit vun de Ressourcen vun der Steierverwaltung.

Aktuell (Stand op de 26. Oktober 2020) mussen nach 92.882 Steiererklärungen fir d'Joer 2019 bei de physesche Persounen (déclaration pour l'impôt sur le revenu) agereecht ginn, dat entsprécht engem Taux vun 31,17 % bei 297.994 Immatrikulatiounen.

Baséierend op de Stand vum 1. Oktober 2020 ass d'Unzuel vun de Steiererklärungen, déi nach ze besteiere sinn, déi folgend:

- fir d'Steierjoer 2016 sinn nach 2.321 Steiererklärungen ze traitéieren, dat entsprécht engem Taux vun 1,04 % bei 222.207 Immatrikulatiounen;
- fir d'Steierjoer 2017 sinn nach 7.392 Steiererklärungen ze traitéieren, dat entsprécht engem Taux vun 3,16 % bei 233.627 Immatrikulatiounen;
- fir d'Steierjoer 2018 sinn nach 42.724 Steiererklärungen net besteiert, dat entsprécht engem Taux vu 14,45 % bei 295.581 Immatrikulatiounen, woubäi een net dolaanscht kéint ze bemierken, datt dem prozentualen Zouwuess vun Immatrikulatiounen (26,52 % par rapport zu 2017) bedéngt duerch d'Reform um Niveau vun der Besteuerung vun de Frontalieren och Rechnung muss gedroe ginn.

Vu datt bei de Steiererklärungen, wou d'Instruktiounen nach net ofgeschloss sinn, nach keng Bulletinen erstallt goufen, kann een à ce stade och net définéieren, wéi vill vun deene Steiererklärungen en souffrance ee Remboursement respektiv ee Paiement spéiderhi wäerten ausléisen.

Question 2956 (06.10.2020) de **M. Marc Hansen (déi gréng)** concernant le **projet de « cloud souverain » pour l'Europe (GAIA-X)** :

Avec la pandémie actuelle et le lockdown dès le mois de mars, y inclus la fermeture de nombreuses

frontières, les réseaux numériques de communication sont devenus en quelques semaines un pilier vital pour le fonctionnement quotidien de notre société. Malgré les mesures de confinement, nos infrastructures et ressources digitales ont permis d'assurer de nombreuses opérations à distance. Aussi bien au sein de l'économie, de l'administration et de l'enseignement qu'au sein des ménages, la digitalisation a fait un bond très important. Or, en regardant notamment les logiciels de communication et les plateformes de cloud computing, dont le nombre d'utilisateurs a explosé depuis mars, force est de constater que les solutions européennes restent toujours marginales face à la domination des sociétés américaines et asiatiques.

Durant cette même période, le 16 juillet 2020, la Cour de justice de l'Union européenne a annulé la validité du Privacy Shield, dispositif légal mettant en adéquation les règles de protection des données des États-Unis avec celles de l'UE, en constatant que ce « bouclier » n'assure pas de niveau de protection équivalent à celui garanti par les règles européennes. Ce jugement mettait donc à mal le transfert des données européennes vers les États-Unis en pleine crise de Covid-19.

Un projet visant à pallier à ces deux problèmes est le projet franco-allemand GAIA-X. Annoncé dès 2019 par l'Allemagne et désormais ouvert au reste de l'Europe, il a comme mission de construire une alternative au monopole des géants américains. GAIA-X vise à définir et à mettre en œuvre une infrastructure de données fiable et sécurisée pour l'Europe afin de ne plus compter seulement sur Amazon, Google ou Microsoft. Il s'agit de rétablir une gouvernance et souveraineté européenne sur les données, c'est-à-dire le contrôle complet du stockage et du traitement des données, ainsi que la maîtrise de l'accès à ces données.

Le 15 septembre 2020, ce projet de « cloud souverain » a donné lieu à la création d'une structure légale sous forme d'association internationale sans but lucratif basée à Bruxelles. Elle comptait au moment du lancement 22 partenaires institutionnels et privés (11 allemands et 11 français).

Dans ce contexte, je voudrais obtenir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Digitalisation et de Monsieur le Ministre de l'Économie :

- 1) Est-ce que le Gouvernement est intéressé par ce projet d'envergure ?
- 2) Le Luxembourg a-t-il déjà été sollicité par les autorités allemandes ou françaises pour soutenir politiquement le projet GAIA-X et son développement futur ?
- 3) Des instituts de recherche ou des entreprises luxembourgeoises ont-ils déjà manifesté, auprès du Gouvernement, la volonté de rejoindre ce projet ?
- 4) Le Gouvernement envisage-t-il de promouvoir activement la participation du secteur ICT luxembourgeois au projet GAIA-X ?

Réponse commune (05.11.2020) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie**, et de **M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias** :

Le projet GAIA-X, lancé en Allemagne par Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Économie allemand Peter Altmaier lors du sommet digital de novembre 2019, a été porté par la France et l'Allemagne pour devenir un projet européen.

L'ambition de ce projet est de développer une infrastructure numérique, de libérer les forces de l'innovation digitale et de répondre aux besoins de l'économie numérique.

Un des objectifs de GAIA-X est de créer un environnement où les données peuvent être stockées et partagées dans l'optique de les valoriser dans le respect des conditions stipulées et sous le contrôle des producteurs et des utilisateurs de données. Les échanges doivent pouvoir être définis dynamiquement pour libérer le potentiel de création de services qui pourront être mis à la disposition de tous en confiance, de manière combinée et servir de tremplin pour le développement d'opportunités nouvelles, de modèles d'affaires pilotés par les données et de solutions innovantes dans les secteurs existants aussi bien que dans de nouveaux secteurs. GAIA-X sera active dans le développement de standards et de prototypes d'implémentations des cas d'usages. GAIA-X ambitionne de devenir l'épine dorsale de l'économie des données en Europe.

En septembre 2020, les stats de GAIA-X ont été officialisés en tant qu'association internationale sans but lucratif GAIA-X AISBL. 22 membres fondateurs venant d'Allemagne et de France ont signé les statuts : 3DS OUTSCALE, Amadeus, Atos, Beckhoff Automation, BMW, Bosch, CISPE, DE-CIX, Deutsche Telekom, Docaposte, EDF, Fraunhofer Gesellschaft, German Edge Cloud, IMT, International Data Spaces Association, Orange, OVH, PlusServer, Safran, SAP, Scaleway, Siemens. GAIA-X AISBL encourage les entreprises de toute l'Europe à rejoindre cette initiative.

Pour supporter cette initiative d'envergure, plusieurs organes de gouvernance ont été créés au sein de l'AISBL. Dans un comité d'experts gouvernementaux, des représentants des États membres peuvent rejoindre cette initiative aux côtés des acteurs industriels et privés.

Pour plus d'informations concernant GAIA-X en soi, l'honorable Député est également invité à se référer à la réponse apportée par les ministres à la question parlementaire n° 1948 sur le même sujet.

Le Gouvernement poursuit l'ambition de positionner le Luxembourg dans l'économie des données et de s'établir parmi les nations pionnières dans ce domaine. L'infrastructure numérique est un des piliers de l'économie numérique et le Luxembourg déploie des efforts à la hauteur de cette ambition, comme en témoigne le projet HPC Meluxina. Dans la continuité de cette trajectoire, le Gouvernement s'est également intéressé très tôt au projet GAIA-X, étant en contact avec les acteurs privés de l'industrie du digital qui sont impliqués dans le projet.

Le projet GAIA-X était également à l'ordre du jour de la dernière rencontre entre ICT Luxembourg et le Ministère d'État le 8 octobre 2020 ainsi que le 12 octobre 2020 lors de la conférence tenue à la Chambre de Commerce sur GAIA-X qui a réuni des acteurs européens de GAIA-X et de la Commission européenne.

Dans ce contexte et lors de cette conférence, le Ministre de l'Économie a lancé dans son intervention un appel à l'industrie privée pour qu'elle contribue activement à GAIA-X. L'industrie s'est engagée à y répondre puisque GAIA-X est une initiative développée prioritairement par les acteurs de l'industrie privée.

L'infrastructure numérique luxembourgeoise est de haute qualité et pourra bénéficier à plein des synergies rendues possibles par une interconnexion du Luxembourg à une infrastructure européenne de rang mondial vers laquelle sont orientés des investissements capables de matérialiser ces ambitions.

En tant que pionnier de la construction européenne et pays membre actif dans le développement européen, le Luxembourg est présent et actif à tous les niveaux européens. Le projet GAIA-X tout comme l'infrastructure numérique européenne en font partie intégrale et bénéficient du soutien du Luxembourg. Pour illustrer ce soutien à un développement européen numérique et durable, complémentaire aussi à GAIA-X, le Luxembourg a co-signé le 15 octobre 2020 la déclaration européenne relative à la European Cloud Federation où les signataires se sont engagés à travailler ensemble au développement d'une infrastructure et de services relatifs au cloud qui soient compétitifs et bénéficient aux entreprises, au secteur public et à la société. Le cloud, la connectivité, le HPC et une plateforme d'échange de données sont des éléments majeurs d'une infrastructure de l'économie de données efficace. La combinaison unique de ces éléments d'infrastructure et l'adoption de ces technologies dans les projets des entreprises permet la création d'un écosystème numérique compétitif à Luxembourg.

Le Gouvernement luxembourgeois travaille étroitement avec l'industrie ICT sur le projet GAIA-X et soutient GAIA-X par ses représentations dans les différents groupes de travail européens.

En tant qu'initiative pilotée par le secteur privé, GAIA-X se construit avec la participation et l'engagement actif du secteur privé luxembourgeois, notamment par le Cloud Computing Europe Luxembourg, la Chambre de Commerce et la FEDIL. D'autres acteurs privés ont manifesté leur intérêt et l'industrie se structure afin de participer au co-développement de GAIA-X.

Le projet GAIA-X s'inscrit comme un des éléments d'infrastructures essentiels et nécessaires à la stratégie gouvernementale de création de valeur socio-économique par l'économie des données. Au côté du pilier d'infrastructure, le pilier de compétences et de recherche est tout aussi indispensables à la création de services et aux avancées numériques. Une infrastructure unique doit être complétée et exploitée par des compétences de haut niveau à Luxembourg et par leur diffusion dans l'industrie

privée et le secteur public. Les organismes de recherche luxembourgeois sont alignés avec cette vision depuis bien avant GAIA-X et ils portent naturellement la volonté de rejoindre GAIA-X. Certains projets déjà présentés comme le digital twin en sont un exemple.

Question 2957 (06.10.2020) de **Mme Josée Lorsché et M. Marc Hansen (déi gréng)** concernant **l'évolution du taux de suicide durant la crise de la Covid-19** :

Dans un article publié récemment dans la revue médicale « The Lancet », les auteurs s'inquiètent que « les effets de la pandémie de Covid-19 sur la santé mentale seront peut-être profonds » et qu'« il y a un risque réel que le taux de suicide augmente ».

Alors que toutes les crises ne font pas forcément augmenter le taux de suicide dans la population concernée, les crises sanitaires sont parmi celles qui renferment ce potentiel. Par exemple, la grippe espagnole avait fait grimper le taux de suicide aux États-Unis. Plus récemment, à Hong Kong en 2003, l'épidémie de Sars avait entraîné une forte progression des suicides chez les personnes âgées, dont notamment une augmentation de 15 % dans la catégorie d'âge de plus de 65 ans. La peur d'être contaminé(e), de représenter une charge pour sa famille et surtout l'isolement sont énumérés comme causes essentielles.

En France, des experts mettent actuellement en garde que la deuxième vague du coronavirus pourrait mener à une vague de suicides, en raison des conséquences indirectes de la crise sanitaire, de la dégradation de la situation économique, de la perte d'emploi et du risque de précarisation de la population active.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Les données relatives aux suicides au Luxembourg déjà disponibles pour l'année 2020 montrent-elles une hausse par rapport à la même période des années précédentes ?
- 2) Dans l'hypothèse d'une augmentation du taux de suicide, quels segments de la population sont les plus touchés ?
- 3) Quel est le bilan des numéros d'urgence d'aide psychologique comme SOS Détresse, le Kanner-Jugendtelefon, Réseau Psy, etc. ?
- 4) Quel est l'état d'avancement des travaux sur le plan national de santé mentale préconisé par l'accord gouvernemental 2018-2023 ?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1) + 2) Les données provisoires relatives aux suicides (nombre mensuel de décès par lésions auto-infligées, codes ICD-10 de X60 à X84) actuellement disponibles dans le registre des causes de décès ne mettent pas en évidence une hausse des suicides depuis le début de la crise sanitaire (de mars 2020 à ce jour) par rapport à la moyenne calculée sur les années de référence 2015 à 2019.

Même en élargissant l'analyse aux événements dont l'intention n'est pas déterminée (codes ICD-10 de Y10 à Y34), aucune hausse n'est observée.

ad 3) En période pré-pandémie, le Centre d'information et de prévention a traité en moyenne 30 appels/mois, pour raison de suicidalité propre ou pour raison de pensées suicidaires d'une personne dans l'entourage.

En principe, les appels téléphoniques n'ont pas substantiellement augmenté et durant le confinement, le CIP dénote également une baisse notable des appels téléphoniques pour soutien psychologique.

Les sites Internet et Facebook du CIP sont fréquemment sollicités, et le CIP répond dans la mesure du possible dans les meilleurs délais, tout en sachant que l'internet ne connaît pas de frontières et que beaucoup de questions proviennent

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

également de l'étranger. En moyenne, le CIP chiffre les demandes par Internet ou Facebook à plus ou moins 40/mois. Le site COVID19-psy, créé le 6 avril 2020 a été visionné depuis lors par 10.137 internautes, c'est-à-dire en moyenne par 50 personnes/jour.

Quelques chiffres comparatifs :
Nombre d'abonnés Facebook
- Évolution nombre d'abonnés entre 26.10.2018 et 25.10.2019 : 1.593 → 2.184 (+37 %)
- Évolution nombre d'abonnés entre 25.10.2019 et 26.10. → 2020 : 2.184 → 3.775 (+72 %)
Couverture de publication
- Nombre de personnes qui ont vu une des publications du CIP au moins une fois entre le 6.10.2018 et le 25.10.2019 : 1.750 en moyenne par jour
- Nombre de personnes qui ont vu une des publications du CIP au moins une fois entre le 25.10.2019 et le 26.10.2020 : 4.702 en moyenne par jour

Le KJT (Kanner-Jugendtelefon) observe par contre une nette recrudescence. Le nombre de contacts à la OnlineHelp avec suicidalité était de 24 contacts en 2019 et de 33 contacts en 2020. Il s'agit ici d'appels téléphoniques avec des symptômes de suicidalité aiguë.

Les symptômes de suicidalité latente se retrouvent dans les catégories suivantes :

Table with 3 columns: Category, Nombre de contacts en 2019, Nombre de contacts en 2020. Rows: Anxiété et soucis (13, 27), Dépression (14, 33), Solitude (5, 8), Comportement autodestructeur (3, 12).

C'est donc surtout dans les domaines de l'angoisse et des soucis que l'on dénote une recrudescence.

Dans le cadre des appels auprès du service SOS Détresse, il est important de noter que les chiffres indiqués concernent uniquement les appels reçus par ce service pendant l'occupation des différentes permanences. Ainsi, dû aux variations saisonnières selon les mois et les années, et en fonction de l'occupation des permanences, il est important de considérer pour toute comparaison le pourcentage et non le nombre d'appels.

Table with 4 columns: Évolution des appels selon la thématique du suicide : année, Appels thème « suicide », Appels-total, Pourcentage. Rows: 2020(→08/10), 2019, 2018, 2017, 2016, 2015, 2014.

ad 4) Dû à la situation de la pandémie, les travaux en relation avec l'élaboration du plan national de santé mentale ont pris quelque peu de retard.

Question 2958 (06.10.2020) de MM. André Bauler et Max Hahn (DP) concernant les décharges pour déchets inertes :

Depuis plusieurs années, l'absence d'un nombre suffisant de décharges pour déchets inertes dans toutes les régions du pays est critiquée par le secteur de la construction. En effet, de nombreux camions sont obligés de faire de longs trajets pour arriver à une décharge, ce qui engendre des coûts économiques ainsi que des émissions de dioxyde de carbone non négligeables.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- 1) Madame la Ministre peut-elle chiffrer la quantité de déchets inertes qui a été exportée à l'étranger pendant les trois dernières années ?
2) Madame la Ministre peut-elle fournir les capacités restantes des décharges pour déchets inertes pour 2019 ?
3) Jusqu'à quelle date probable les capacités actuelles seront-elles épuisées ?
4) À l'heure qu'il est, combien de sites destinés à de nouvelles décharges se trouvent en procédure d'analyse et/ou de réalisation ? Quelle est leur localisation respective ? Pour quand ces décharges pourraient-elles être ouvertes ?
5) Est-il possible de chiffrer les coûts économiques occasionnés par la situation actuelle ? Qu'en est-il des émissions de dioxyde de carbone supplémentaires générées actuellement par les déplacements croissants de camions à travers le pays ?

Réponse (11.11.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1) Pour les années 2016, 2017 et 2018, respectivement 1.783.000, 1.270.000 et 1.280.000 tonnes de déchets inertes ont été exportées à l'étranger.

ad 2) Selon les autorisations en vigueur et les rapports annuels fournis à l'Administration de l'environnement par les exploitants, les capacités restantes des décharges pour déchets inertes pour 2019 sont les suivantes :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les valeurs de ces capacités restantes sont purement théoriques et ne sont pas forcément immédiatement disponibles car elles dépendent de l'activité du site, notamment au niveau des carrières où l'activité d'extraction ne doit pas être gênée par le remblayage du site, et de travaux complémentaires.

ad 3) La durée résiduelle du réseau dépend fortement de l'activité économique du pays, et surtout du secteur de la construction qui peut présenter de grandes fluctuations dans le temps. Il en est de même de la disponibilité des capacités journalières effectives dans les carrières qui peuvent elles-aussi fortement fluctuer. Cette situation rend une estimation à ce sujet particulièrement difficile.

En se basant sur un calcul estimatif et en supposant que toutes les capacités théoriques sont directement disponibles, les capacités restantes fin 2019 du réseau de décharges régionales pour déchets inertes représentaient environ 31 millions de m³. Ainsi, d'une manière générale, et en prenant le réseau tel qu'il fonctionne aujourd'hui avec ses 12 sites, une durée résiduelle de l'ordre de 15 ans semble réaliste. Il est évident pourtant, que cette durée augmentera de manière significative avec chaque nouvelle décharge rajoutée au réseau et

mise en exploitation. Il en est de même pour chaque extension de site existant réalisée.

Un autre facteur important qui influence la durée de vie des décharges est la façon comment les bâtiments futurs seront construits. Le plan national de gestion des déchets et des ressources ainsi que la stratégie « Null Offall » favorisent la prévention des déchets par rapport à leur valorisation ou élimination. Dans le cas présent, ceci concerne la prévention des terres d'excavation dont ces documents amènent un ensemble de pistes et de mesures afin de permettre au secteur de la construction une gestion plus responsable et durable de ses ressources et de ses déchets.

Le problème de la disponibilité de capacités de mise en décharge de déchets inertes ne peut donc pas simplement être réduit à manque de décharges mais aussi à la question si les constructions futures continuent à utiliser de gros volumes bâtis en sous-sol ou si la planification est faite de façon à prévoir ces volumes hors sol, notamment en hauteur.

ad 4) En relation avec des décharges pour déchets inertes existantes, deux autorisations concernant l'agrandissement/surhaussement de celles-ci ont été délivrées par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions au cours de cette année. Il s'agit des décharges pour déchets inertes de Colmar-Berg (ajout de 3.940.000 m³) et de Folkendange (ajout de 500.000 m³).

Concernant les procédures d'analyse, l'Administration de l'environnement est actuellement saisie de deux projets :

- la reprise d'exploitation de la décharge pour déchets inertes à Mondercange, suite au glissement de celle-ci en 2014. Le dossier est en cours d'instruction « commodo/déchets » ;
- le projet de la décharge pour déchets inertes à Diferdange. Le projet est en cours de procédure EIE (évaluation des incidences sur l'environnement).

ad 5) L'Administration de l'environnement n'a pas connaissance d'études chiffrant les coûts économiques occasionnés par le trafic de camions transportant des déchets inertes. Selon une estimation faite par le Groupement des entrepreneurs et la Fédération des entreprises de construction et de génie civil, les émissions de CO2 pour l'aller-retour vers des décharges situées à 20 km des chantiers s'élèvent à 8.095 to/an. Si les décharges se situent à 35 km des chantiers ces émissions augmentent à 14.165 to/an.

Question 2959 (06.10.2020) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant l'achat d'un terrain situé dans une « zone hôtelière » :

Duerch d'Coronapandemie war dëse Summer zu Lëtzebuerg „Vakanz doheim“ ugesot. Et gouf massiv Promotioun fir d'Land gemaach, mat gratis Bongen ass d'Hotellerie ënnerstëtzt ginn a vill Lëtzebuurger hunn hiert Land als Touristendestinatioun nei entdeckt. Sou och d'Géigend ronderëm de Stauséi vun Esch/Sauer. An dëser méi strukturaarmer Regioun spillt den Tourismus eng wichteg Roll an d'Gemenge ronderëm de Séi sinn ëmmer beméit, nei touristesch Infrastrukturen an hir Géigenden ze zéien. Fir dass dëst méiglech ass, hu verschidde Gemenge an hire jeeeweilege PAGe spezifesch „zones hôtelières“ ausgewisen, wou nei touristesch Infrastrukture kënnen gebaut ginn.

Eisen Informatiounen no ass kierzelech sou eng Parzell mat enger Gréisst vun iwwer engem Hektar an der Gemeng Esch/Sauer vum Staat opkaaft ginn - fir d'Besoine vun der Natur- a Bëschverwaltung. Dëse Kaf iwwerrascht virun allem, well d'Gemeng Esch/Sauer amgang war, mat engem private Promoteur ze kucken, dee bereet war, an der Regioun een Hotel opzerrichten, e Projet, deen der ganzer Regioun zegutt komm wier an d'Attraktivitéit vum Lëtzebuurger Tourismus weider gestärkt hätt. D'Parzell, déi de Staat opkaaft huet, hätt sou eng Infrastrukture kënnen ophuelen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Tourismusminister stellen:

1. Ass d'Madamm Minister am Bild vun dësem Terrainskaf?
2. Wien huet d'Decisioun getraff, dëse präzisen Terrain ze kafen?
3. Firwat an zu wéi engem Zweck huet de Staat dësen Terrain kaaft?
4. Wat ass de Präis, dee fir dësen Terrain bezuelt ginn ass?
5. Wëssend, dass op dëser Parzell nëmmen Infrastrukture kënnen gebaut ginn, déi een direkte Lien mat der „zone hôtelière“ hunn, huet de Staat d'Absicht, op dëser Parzell eng touristesch Infrastrukture, spréch een Hotel, opzerrichten?
6. Wann nee, wat huet de Staat wëlles, mat deem Terrain ze maachen?
7. Wollt de Staat mat dësem Terrainsopkaf verhënnere, dass op dëser Parzell touristesch Infrastrukture sollte gebaut ginn? Wa jo, firwat?
8. Huet de Staat wëlles, och op anere Plazen am Land, Terrainen an de sougenannte spezifesche „zones hôtelières“ ze kafen oder handelt et sech bei dësem konkrete Kaf ëm en Eenzelfall? Wa jo, wou a firwat?

Réponse commune (11.11.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Lex Delles, Ministre du Tourisme :

- ad 1. Jo.
ad 2. Nodeems de Propriétaire vum Terrain un d'ANF eruetruede war fir ze froen, ob de Staat Interessi u sengem Terrain hätt, huet de MECDM den Comité d'acquisition vum Finanzministère d'Propos gemaach, deen Terrain ze kafen. Et war den ausdréckleche Wunsch vum Propriétaire, säin Terrain un de Staat ze verkafen.
ad 3. Déi Flächen ass opkaaft ginn am Interessi vum Schutz vun der gréisstter Drénkwaasserreserv vum Lëtzebuerg, dem Stauséi vun Esch/Sauer, dëst am Sënn vun alle Biergerinnen a Bierger hei am Land. Dobäi muss ee wëssen, datt de Staat scho Propriétaire vum ganz villen Terrainen op dëser Plaz war, soudatt dës zousätzlech Acquisitioun sech an ee Gesamtkonzept erafüügt.
ad 4. Fir dësen Terrain, deen vum Zäitpunkt vum Kaf deelweis als „zone hôtelière“ klasséiert war, huet de staatleche Comité d'acquisition ee Präis vun 1.000 EUR/Ar festgeluecht.
ad 5. D'Regierung huet dësen Terrain kaaft, fir sécherzestellen, datt seng zukünfteg Notzung am Aklang ass mat der Protectioun vum Stauséi a senger wichtegster Funktioun, dat heescht als Drénkwaasserreservoir. Et gëtt aktuell opsäite vun

der Regierung kee konkrete Bauprojet op deem Terrain.

ad 6. Et si verschidde Nutzungsméiglechkeete fir deem Terrain denkbar. Prioritéit huet awer ëmmer de Schutz vun Drénkwaasser. All zukünftege Projet muss nohalteg sinn an dem Drénkwaasser-schutz Rechnung droen.

ad 7. Nee. Den Zäitpunkt vum Terrainskaf ass vum Verkeefer initiéiert ginn an net vun der Regierung. Eisen Informatiounen no, huet de Propriétaire säin Terrain och fir d'éischt der Gemeng uegebueden, ier hien un d'staatlech Verwaltung eruetrueden ass. De Kaf ass prioritär gemeet ginn, fir de Waasser-schutz ze garantéieren. Nohalteg touristesch Infrastrukture si weiderhi méiglech, wann dëst och am PAG esou virgesinn ass.

ad 8. D'Regierung entscheet differenzéiert an all Eenzelfall, ob ee bestëmten Terrain, deen uegebuede gëtt, kaaft gëtt oder net.

Question 2960 (08.10.2020) de MM. Max Hahn et Claude Lambert (DP) concernant les mariages civils en dehors de la maison communale :

Scho virun der Pandemie war et de Wunsch vu ville Leit, fir hir zivill Hochzäit baussent de Gemengehaiser ze feieren. Net all Gemeng huet awer déi selwecht Moyenen an änlech feierlech Lokalitéiten. Eng Zeremonie baussent dem Gemengehaus géif et de Koppelen dofir erlaben, sech an engem méi perséinlechen a festleche Kader ze bestueden.

Den Ament sinn zivill Hochzäite baussent der „Gemeng“ net erlaabt. Duerch d'Pandemie huet d'Gesetz iwwert déi lescht Méint ëmmer erëm mussen ugepasst a verlängert ginn, fir och an deene Gemenge kënnen Hochzäiten ofzehalen, wou d'Lokalitéiten net grouss genuch sinn. D'Pandemie beweist deemdo, dass et och anescht geet. D'Fréisenger Gemeng z. B. stellt sech - engem rezenten Zeitungsartikel no - beim Bau vun hirem neie Gemengehaus dorop an, Hochzäiten an Zukunft just nach am Uespelter Schlass ze feieren.

Am Regierungsaccord steet, dass Gemenge solle beim Ofhale vun ziville Feierlecheeten ënnerstëtzt ginn, an dass déi relevant Gesetzestexte dofir solle moderniséiert ginn.

An deem Kader wëlle mir der Madamm Inneminitesch follgend Froe stellen:

- Ass scho mat der Reform vun den entsprecheende Gesetzestexte ugefaange ginn?
- Wa jo, kann d'Madamm Inneminitesch eis Detailer iwwert déi geplangten Ännerunge ginn? Wéini mengt d'Madamm Inneminitesch, dass déi Texte kënnen an der Chamber déposéiert ginn?
- D'Gesetz huet déi lescht Méint mussen dacks ugepasst ginn, fir de sanitäre Reegelingen an der Covid-Pandemie gerecht ze ginn. Wier et dofir net och am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung, fir dat Gesetz elo esou séier ewéi méiglech der Realitéit vun eiser Gesellschaft unzepassen?

- Wier et an deem Kontext sënnavoll, de Gemenge-sponsabelen, déi sech mat de Lokalitéiten an der Gemeng am beschten auskennen, d'Méiglechkeet ze ginn, géeegeent Plazen, baussen a bannen, festzeleeën?

Réponse commune (29.10.2020) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

Wéi déi honorabel Deputéiert et an hirer parlamentarescher Fro ganz richteg ënnersträchen, ass et de kloer Wunsch vun dëser Regierung, d'Gesetzestexte ronderëm d'Ofhale vun zivilen Zeremonien ze moderniséieren an de Gemenge heifir en adaptéierten a méi flexibelen Kader ze schaffen, fir esou och de Wësch vun de Biergerinne kënnen entgéintzekommen.

Konkreet steet dozou am Koalitiounsaccord Folgendes: « Les communes seront soutenues dans l'organisation de cérémonies civiles (entre autres mariages, funérailles). Les législations afférentes seront modernisées. L'ensemble des textes concernant l'inhumation, les sépultures, les cimetières et les funérailles seront revus. Des solutions régionales seront recherchées pour répondre aux différents rites funéraires. »

Déi Upassungen, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie gemaach goufen, gesinn aktuell vir, dass de Schäfferot d'Méiglechkeet huet, niewent dem Gemengehaus, zousätzlech Gemengegebaier fir d'Feiere vun enger ziviller Zeremonie ze bestëmmen. Dës Gebaier sollen engem kommunalen, effentlechen Déngscht zougewise sinn an d'Anhale vun de Gesondheitsmoosname garantéieren. Dem Schäfferot seng Deliberatioun muss vun der Inneminitesch approuvéiert ginn, fir kënnen exekutiert ze ginn. Déi aktuell Mesurë si bis den 31. Dezember 2020 a Kraaft, a kënnen och eng weider Kéier verlängert ginn, falls d'Entwécklung vun der Pandemie dëst verlangt.

Trotz den Umständen, die dazu geführt haben, dass die Anpassung der aktuellen Gesetzgebung temporäre Neidige war, huet dës eis och erlaabt, d'Ëmsetzung vun den neie Modalitéiten en vue vun enger permanenter legislativer Upassung ze evaluieren.

D'Aarbecht fir déi definitiv Reform ass op dëser Basis amgaang. Déi zukünftige Modalitéiten, fir eng Feier vun engem zivilen Bestietnes ze organisieren, wäerte sech gréisstendeels op déi vum aktuellen ofgeännerte Gesetz vum 24. Juni 2020⁵ basieren, an de Gemengen d'Méiglechkeet ginn, déi géeege Plazen ze determinieren. Dës Plazen wäerten awer enger Rei vu Kritären entspreche mussen, zum Beispill, fir den öffentliche Zougang ze garantieren.

Soubal d'Aarbechten tëschent eisen zwee Ministère prett sinn a no enger Consultation vum Syvicol, wäerte mir dësen Text an d'legislativ Prozedur kënnen ginn.

Question 2961 (08.10.2020) de M. Léon Gloden (CSV) concernant l'usine de production de biocarburants dans la zone industrielle du Wolser :

En 2007, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur de l'époque avait signé une convention avec la société Biocardel Luxembourg SA portant sur le financement et la mise à disposition d'un terrain industriel en vue de l'implantation d'une usine de production de biocarburants dans la zone industrielle du Wolser, entre Bettembourg et Dudelange.

Il était prévu que l'usine serait capable de produire environ 20 millions de litres de biocarburants par an. La société avait, en effet, bâti une usine sur le site, sans pour autant payer les entreprises ayant réalisé le projet.

L'on se doit de constater qu'après une subvention en capital de 240.000 euros de la part du Ministère de l'Économie sur la base des investissements déjà réalisés, la convention a été rompue en 2013. En avril 2018, la faillite de Biocardel Luxembourg SA fut clôturée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, l'État a-t-il récupéré la subvention susmentionnée à l'occasion de la faillite ?

- Est-ce que le terrain ainsi que l'usine sont encore la propriété de l'État luxembourgeois ?

- Dans l'affirmative, quelle en est l'affectation actuelle ?

- Dans la négative, quel en a été le prix de vente ?

Réponse (05.11.2020) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :

La société Biocardel Luxembourg SA (en faillite) s'était vu concéder un terrain industriel d'une contenance totale de 29,12 ares dans la zone industrielle Wolser moyennant un contrat de concession d'un droit de superficie par acte du 18 mars 2008. La société y a érigé un hall métallique d'une surface brute d'environ 430 m² afin d'y installer une unité de production de biocarburant. La société prévoyait en effet d'y produire un volume de 20 millions de litres de biocarburants par an avec une installation prévue pour tourner 24h sur 24h.

Afin de soutenir les investissements effectués par la société, le Ministère de l'Économie avait attribué, par convention du 21 août 2007, à Biocardel Luxembourg SA une aide d'État à l'investissement sur base des dispositions de la loi-cadre de développement et de diversification économiques du 27 juillet 1993. Sur base des investissements réalisés par la société, quatre tranches d'aide avaient été déboursées pour une somme totale de 241.403,94 EUR. Ladite convention de cofinancement prévoyait une date d'échéance au 30 août 2013 ; à noter que la convention est venue à échéance à cette date et n'a pas été rompue par le Ministère de l'Économie.

Suite à la déclaration de faillite de la société Biocardel Luxembourg SA prononcée en date du 8 mai 2015 et publiée le 13 mai 2015, le Ministère de l'Économie a adressé, par courrier du 15 mai 2015, une déclaration de créance au tribunal d'arrondissement de Luxembourg et au curateur nommé par le tribunal afin d'être inscrit au passif chirographaire de la faillite pour un montant de 241.403,94 EUR. Aucun remboursement n'a pu être comptabilisé.

Comme prévu par la procédure de faillite, le curateur a cherché un repreneur pour la masse de la faillite (immeuble, équipements, droit de superficie...) de Biocardel Luxembourg SA et la vente de la masse

de la faillite a été opérée par acte notarié du 23 octobre 2017 à une société de droit privé. Ainsi l'État reste propriétaire du terrain et le droit d'occupation et toutes structures édifiées sur ce terrain sont devenues la propriété de l'acquéreur privé contre paiement d'un montant total de 60.000 EUR.

Question 2962 (08.10.2020) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le jugement du tribunal administratif concernant une décision du directeur de l'Administration des contributions directes en matière d'impôt :

Dans cette affaire dont laquelle un avocat à la Cour a été exhorté de fournir des informations à l'Administration des contributions directes en relation avec un de ses clients, le tribunal administratif annule la décision afférente du directeur de l'administration précitée dans les termes suivants :

« Le tribunal relève, à l'instar de la demanderesse, que le paragraphe 201 AO confère à l'administration fiscale la surveillance de toute évacion fiscale ou de toute autre méthode ayant pour conséquence une réduction indue des recettes fiscales. Or, étant donné que les pouvoirs de l'Administration des contributions directes sont limitativement circonscrits aux personnes physiques ou morales assujetties à l'impôt luxembourgeois et qu'il a été retenu plus avant que l'administration fiscale cherche précisément par sa demande d'injonction à identifier les personnes morales qui pourraient éventuellement faire l'objet d'un contrôle fiscal tout en omettant d'établir tant leur identité que la preuve de leur assujettissement à la loi fiscale luxembourgeoise, cette disposition ne saurait constituer la base légale justifiant l'injonction faite par l'Administration des contributions directes à la partie demanderesse de remettre des informations sur des tiers non identifiés dont le critère de rattachement territorial au Luxembourg n'est pas démontré, ainsi que le tribunal l'a retenu plus en avant. Ainsi, contrairement aux affirmations du délégué du Gouvernement, le paragraphe 201 AO n'a pas non plus pu servir de base légale à l'Administration des contributions directes pour enjoindre la partie demanderesse à lui fournir les informations sollicitées dans le cadre de la décision du préposé du 12 juillet 2016 telle que confirmée par la décision litigieuse du 25 janvier 2018.

Il ressort ainsi de droit que l'Administration des contributions directes agissant par le truchement du préposé, dans la décision du 12 juillet 2016, en invoquant les paragraphes 175 et 201 AO a agi en dehors des pouvoirs que lui confèrent ces dispositions, de sorte à avoir commis un excès voire un détournement de pouvoir. En effet, il est manifeste, ainsi que le tribunal l'a retenu plus en avant que l'Administration des contributions directes s'est estimée, à tort, autorisée à requérir des informations auprès de la partie demanderesse sur base de la seule mention de son nom dans le cadre de la communication de révélations faites par un lanceur d'alerte aux journalistes d'un quotidien allemand. Or, étant donné que l'Administration des contributions directes n'a ni agi dans le cadre d'un contrôle fiscal ou d'une procédure d'enquête fiscale pour l'établissement de créances fiscales d'un contribuable assujetti aux dispositions fiscales luxembourgeoises tels que visés au paragraphe 175 AO ni n'a été habilitée à exercer son pouvoir de surveillance de toute évacion fiscale ou de toute autre méthode ayant pour conséquence une réduction indue des recettes fiscales tel que prévu au paragraphe 201 AO en l'absence de toute identification du ou des tiers faisant l'objet de la surveillance, elle s'est livrée à des manœuvres de 'pêche aux informations' non seulement prosrites dans le cadre d'entraide internationale en matière d'échange de renseignements en matière fiscale, mais également non autorisées en l'espèce par les bases légales invoquées par l'Administration des contributions directes, elle-même.

Étant donné que la décision du préposé du 12 juillet 2016 est entachée d'illégalité pour excès voire détournement de pouvoir et qu'elle gît à la base de la décision déferée qui la confirme cette dernière encourt l'annulation pour excès voire détournement de pouvoir. »

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions du tribunal administratif ?

- À défaut, Monsieur le Ministre entend-il interjeter appel contre ledit jugement ?

Réponse (06.11.2020) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

Les conclusions dégagées par le tribunal administratif dans ses jugements du 29 septembre 2020 quant à l'interprétation à donner aux paragraphes 175 et 201 de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ne sont pas partagées. En conséquence, il sera interjeté appel

devant la Cour administrative contre les jugements précités du tribunal administratif.

Question 2964 (08.10.2020) de M. Claude Wiseler (CSV) concernant la valeur Ct des tests PCR de la Covid-19 :

Den Ct-Wäert gëtt Opschluss doriwwer, wéi vill Zyklen e PCR-Test duerchlaf muss, fir e positivt Resultat ze ermëttele. Jee méi Zyklen den Test duerchlaf muss, ëmsou méi kleng ass d'Virelaascht an enger Prouf. Dëse Wäert ass dahingehend interessant, well z. B. de Robert Koch-Institut dovun ausgeet, datt de Coronavirus ab engem Ct-Wäert vun 30 net méi vermeerungsfäeg ass. Dëst ass dowéinst ganz wichteg an interessant, well e positiv geteste Patient mat engem héijen Ct-Wäert och aller Warscheinlechkeet no kee méi ustieche kann, wat natierlech relevant ass fir d'Dauer vun der Isolatioun vum Patient.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Gëtt den Ct-Wäert bei eisen Tester systematesch ermëtelt an och der Santé matgedeelt ?

- Wa jo, wéi geet d'Santé mat deenen Donnéeën ëm a léisst si se an hir Decisiounen afléissen ?

Réponse (10.11.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

D'Ct-Wäerter sinn disponibel fir d'Inspection sanitaire op Ufro. Am Moment sinn d'Aarbechten amgaangen, fir dës Wäerter och systematesch vun de Laboen op elektronischem Wee iwwermëtelt ze kréien.

D'Ct-Wäerter kënnen bei individuellen Decisiounen a besonnene Fäll wäertvoll sinn, z. B. wa kontradiktösch Resultater virleie fir eng Persoun.

Question 2966 (08.10.2020) de M. Paul Galles (CSV) concernant les travaux de réforme appelés « paperless justice » :

En 2015, l'ancien Ministre de la Justice indiquait qu'il avait lancé les travaux de réforme d'envergure appelés « paperless justice » dès 2014 et qu'un groupe de travail a été mis en place et qu'il s'agit d'une réforme majeure pour la présente législature.

Les efforts à consentir en cette matière ont également été inscrits dans l'accord de coalition 2018-2023.

Le 11 décembre 2019, le projet informatique « paperless justice » a été présenté aux membres de la Commission de la Justice. Ce projet regrouperait un ensemble de 13 projets informatiques au total. « Il constitue un ensemble d'initiatives visant à réduire l'ampleur des échanges papiers dans l'ensemble des procédures judiciaires et échanges de correspondances avec les autorités judiciaires. Ainsi, les avancées technologiques récentes sont utilisées afin de rendre la dématérialisation des procédures et échanges accessibles au citoyen, au professionnel du droit et à l'ensemble des corps judiciaires. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

1) Madame le Ministre peut-elle me fournir un état d'avancement des travaux projetés ?

2) Madame le Ministre peut-elle me confirmer que le matériel informatique actuellement à disposition des juges, magistrats et greffiers et autre personnel de l'administration judiciaire est tout sauf « up-to-date » ?

3) Sachant que l'implémentation des projets informatiques susmentionnés ne saurait se faire sans mettre au préalable à disposition des juges, magistrats et greffiers et autre personnel de l'administration judiciaire du matériel informatique performant et à jour, Madame le Ministre peut-elle m'indiquer quels budgets sont prévus pour l'acquisition de ces nouveaux outils (hard/soft ware) ? Endéans quel délai le déploiement du nouveau matériel pourra-t-il se faire ?

4) Madame le Ministre peut-elle me fournir des données chiffrées concernant les efforts consentis en termes budgétaires en matière de digitalisation à l'Administration judiciaire par rapport aux autres administrations de l'État ?

Réponse (28.10.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

ad 1) Le projet informatique « paperless justice » se décompose en un certain nombre de sous-projets, dont certains sont déjà, respectivement, finalisés ou en cours de réalisation, tandis que d'autres sont encore en attente de planification.

Ainsi :

- Le projet JUCIV - Mise en place de la chaîne civile - est en production depuis novembre 2017 (lots 1 à

3) Le lot 4 (intégration de l'application des justices de paix JUJDP dans JUCIV) débute prochainement. Ce lot sera suivi de la mise en place d'interactions avec les professionnels du droit, telles que ces interactions ont fait, notamment, l'objet d'un récent séminaire entre la justice et les barreaux (<https://justice.public.lu/fr/actualites/2020/10/programme-paperless-justice-reunion-travail-barreaux.html>). Les réalisations faites à jour, qui n'ont, il est vrai, que peu de visibilité pour les personnes externes à la justice sauf pour les avocats, sont toutefois le point central de l'ensemble du processus, puisqu'ils entendent remplacer les applications civiles et commerciales utilisées jusqu'à leur mise en production par une nouvelle application permettant justement la mise en place de développements permettant l'implémentation du projet « paperless justice ».

- Le projet JUMDJ - Mise à disposition de la jurisprudence - est en production depuis novembre 2019 (voir site www.justice.lu, rubrique jurisprudence). Ce site s'est, depuis lors, encore enrichi d'autres rubriques, la justice entendant s'associer aux projets gouvernementaux de « open data », dans le respect bien compris des données personnelles.

- Le projet JUPAL - recours à des consultants externes ayant pour mission un accompagnement du programme JUPAL - a débuté le 25 mai 2020.

- Le projet MJECI - Plateforme de communication externe des instances judiciaires (juridictions judiciaires et juridictions administratives) avec les professionnels du droit externes concernés (barreaux, huissiers, notaires) - la phase de préparation du cahier des charges est en cours.

- Le projet MJMDL - Modification de lois afin d'assurer la conformité d'un traitement digital avec les règles procédurales et les contraintes liées à assurer l'authentification des documents produits et/ou transmis - est en cours au niveau du Ministère de la Justice.

- Le projet AVECI - Plateforme de communication des avocats - n'a, selon les renseignements transmis, pas encore débuté, ce projet est cependant de la seule compétence des barreaux, la justice et le CTIE n'y étant associés que pour autant que de besoin.

- Le projet ANADJ - Archivage interne des documents judiciaires - est terminé (intégré dans JUCHA en 2018 et dans JUCIV en 2019).

- Le projet CIARC - Projet d'archivage du CTIE et des Archives nationales - est terminé. Ce projet ne fait qu'indirectement partie du projet « paperless justice ».

- Le projet JUPSA - Dématérialisation des procédures de saisie-arrêt sur salaire - auprès des trois justices de paix n'a pas encore débuté ; pour ce projet tout comme pour le projet JUPOD ci-après, il est en effet plus efficace d'attendre que le projet JUCIV ait atteint un stade d'avancement permettant une intégration de ces deux projets que de procéder à des développements séparés nécessitant ensuite des travaux (et des frais) supplémentaires pour une telle intégration a posteriori.

- Le projet JUPOD - Dématérialisation des procédures d'ordonnances de paiement auprès des trois justices de paix et des deux tribunaux d'arrondissement - n'a pas encore débuté.

- Le projet JANGA - Dématérialisation des procédures auprès des juridictions administratives - se trouve dans la phase de préparation du cahier des charges ; ce projet nécessitera toutefois des changements législatifs au niveau de la procédure devant les juridictions concernées.

Il y a également lieu de préciser que le programme « paperless justice » n'est pas un programme figé, mais il doit rester flexible afin de pouvoir faire face à la survenance d'éléments nouveaux. Ainsi, à titre d'exemple, pour ce qui est de JUCIV, le volet « droit des faillites » devra prendre en considération les importants changements qu'induit le projet de modernisation du droit des faillites, qui comportera de nombreux aspects pratiques ayant une incidence sur le traitement informatique des dossiers. De même, le volet consacré à la digitalisation des dossiers papier a dû récemment être étendu aux dossiers pénaux compte tenu de l'exigence découlant de la mise en place du procureur européen qui requiert le recours à un dossier digital exclusivement, et qu'il serait de mauvaise pratique de prévoir un développement séparé d'un outil pour ce seul aspect alors qu'un outil identique est requis pour les autres contentieux.

ad 2) Cette affirmation ne peut pas être confirmée. Il découle des renseignements fournis par l'administration judiciaire que le matériel informatique dont disposent les magistrats, tout comme d'ailleurs les fonctionnaires et employés de la justice, répond aux besoins actuels. Tant le matériel que les programmes bureautiques mis à disposition par le CTIE correspondent aux standards techniques du moment et sont régulièrement rempla-

⁵ Loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

cés en cas de nécessité. Les grandes applications internes, telles que JUCHA et JUCIV, et les contraintes en termes de demandes de puissance sont d'ailleurs telles qu'elles imposent un maintien à niveau du parc informatique au risque de ne plus pouvoir fonctionner de façon efficiente.

Dans le cadre de la crise sanitaire le SIJ a remplacé avec l'aide du CTIE une partie du parc informatique par des ordinateurs portables, incluant une docking station et un écran externe supplémentaire. Ceux-ci ont été déployés en priorité aux magistrats et fonctionnaires/employés mis en home office afin de permettre un maintien du service pendant la crise. Dans ce cadre et eu égard au fait que ni le CTIE, ni, évidemment, l'administration judiciaire, ne pouvaient prévoir la survenance et l'ampleur de la crise, l'ensemble des stocks de réserve a dû être « mobilisé », y compris du matériel déjà prévu pour être mis au rebut. Il eut été de mauvais conseil d'attendre (le cas échéant vainement eu égard aux demandes auxquelles devait faire face le CTIE au milieu de la crise) la livraison de matériel supplémentaire de dernière facture dans une telle situation d'urgence, au risque d'immobiliser le service au justiciable.

D'après les renseignements transmis, seule une petite partie des personnes concernées devait se contenter de tel matériel. Le choix aurait été fonction des besoins des personnes concernées, à savoir que le matériel de pointe, donnant toutes les garanties de sécurité requises, aurait été réservé aux personnes nécessitant des accès sécurisés aux applications de la justice, le matériel moins performant ayant été plutôt destiné aux personnes ne nécessitant pas de tels accès et affirmant ne pas disposer de domicile d'ordinateurs personnels.

ad 3) Il est évident, et cela fait partie du programme « paperless justice », que la transformation de la justice vers une justice digitalisée doit s'accompagner des supports matériels nécessaires.

Actuellement il est toutefois trop tôt pour répondre à cette question. Un groupe de travail constitué de magistrats (substitués, juges, juges d'instruction, représentants du ministère public, etc.) a été institué afin de mener une réflexion dans le cadre de JUPAL sur l'utilisation et l'impact des nouvelles technologies dans le travail judiciaire quotidien (passage du dossier papier vers un dossier électronique). Le matériel informatique n'est qu'un aspect de ce sujet. Ce groupe de travail va évaluer des outils informatiques permettant le travail collaboratif : annoter, surligner, mettre des marque-pages, etc. dans des documents électroniques. Il se penchera également sur les démarches utiles pour permettre une acceptation du projet par ses utilisateurs. Dans ce cadre, il est notamment prévu d'informer sur des transformations identiques actuellement en cours dans d'autres pays européens.

Les demandes en termes de budget seront fonction du résultat de ces démarches.

Il y a cependant lieu de souligner, ainsi qu'il a été dit dans le cadre de la question 2, que le maintien à niveau du parc informatique et des applications bureautiques est un processus continu, qui n'est pas suspendu à l'avancement du projet « paperless justice ».

ad 4) Le budget total estimé pour le programme « paperless justice » sur base de la pré-étude se chiffre à 29.384.000 €.

Les dépenses liées aux programmes et déjà budgétisées depuis le lancement du programme se chiffrent à 3.507.675,65 €.

Le budget voté pour l'année 2020 pour les frais d'experts et d'études en matière informatique se chiffre à 1.500.000 €.

Le budget voté pour l'année 2020 pour les projets de développement de logiciels se chiffre à 1.500.000 €.

Le Département de la justice ne dispose pas d'informations quant aux efforts consentis aux autres administrations.

Question 2967 (08.10.2020) de **Mmes Djuna Bernard et Stéphanie Empain (déi gréng)** concernant les **défenseurs des droits humains** :

Selon les chiffres recueillis par l'organisation Front Line Defenders, 304 défenseur(e)s des droits humains ont été tué(e)s en 2019 dans le cadre de leur travail, 40 % des défenseur(e)s tué(e)s ayant défendu le droit de la terre, les droits des populations autochtones et l'environnement.

De nombreux rapports témoignent du danger et des différentes formes de violence et d'harcèlement auxquels les défenseur(e)s font face tous les jours dans le cadre de leur travail. Parmi les violations (sauf assassinat) subies par les défenseur(e)s qui ont été signalées à l'organisation Front Line Defenders au cours de 2019 figurent les détentions/arrestations, poursuites judiciaires, agressions phy-

siques, menaces, disparitions, la torture ou encore les mauvais traitements, les campagnes de diffamation et les insultes. Dans son rapport sur la situation des défenseur(e)s des droits humains datant de 2018, le Rapporteur spécial constate que « les pratiques néfastes se sont également étendues à la réglementation excessive des organisations non gouvernementales, aux limitations imposées aux activités de plaidoyer des défenseurs des droits de l'homme, aux représailles à leur encontre et aux restrictions concernant le versement de financements internationaux », les lois et les politiques publiques étant utilisées pour entraver le travail des défenseur(e)s. Selon l'association ASTM, la prolifération de restrictions légales et le blocage de l'accès aux financements provenant de sources étrangères « entraîne la fermeture de l'espace d'action des défenseur(e)s des droits humains ».

Il convient de noter également que la porte-parole de l'initiative Human Rights Defenders déplore dans un article dans la presse luxembourgeoise que « [...] plusieurs gouvernements exploitent la situation actuelle [de la crise du Covid-19] ainsi que le climat de peur lié à cet état de crise pour masquer et même intensifier la répression existante contre les défenseurs des droits humains dans leurs pays ».

Au niveau national, une importance croissante est accordée au sujet des défenseur(e)s. Ainsi, le premier plan d'action national dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement ouvert prévoit la mise en place d'un programme d'appui aux défenseur(e)s des droits humains. Notons également que depuis 2017, les projets ciblant les défenseur(e)s des droits de la personne peuvent également profiter d'un taux de cofinancement de 80 % dans le cadre de la coopération au développement.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Est-ce que des défenseur(e)s travaillant dans des projets soutenus par la Coopération luxembourgeoise ont été confronté(e)s à des formes de violences ou d'harcèlement dans le cadre de leur travail ? Dans l'affirmative, de quelle forme d'agressions s'agit-il et comment l'envergure du phénomène a-t-elle évolué dans les dernières années ?

2) La crise du Covid-19 a-t-elle contribué à un aggravement de la situation à cet égard ?

3) Dans ce contexte, le Ministère de la Coopération compte-t-il travailler de manière renforcée sur la question de la protection et la promotion des défenseur(e)s des droits humains ? Comment le dialogue avec la société civile (nationale et internationale) sera-t-il promu à cet égard ?

4) Le Ministère de la Coopération offre-t-il des formations sur la question de la protection des défenseur(e)s des droits humains à son personnel ? Dans la négative, la mise en place d'une telle formation est-elle envisagée ?

5) Comment la Coopération luxembourgeoise intervient-elle si la sécurité de personnes est menacée suite à leur activité dans des projets soutenus par le Luxembourg ? Quelles adaptations du mode d'intervention ont été faites dans le contexte de la crise du Covid-19 ?

6) La Coopération luxembourgeoise ou les porteurs de projets soutenus par la Coopération luxembourgeoise ont-ils déjà rencontré des difficultés dans le transfert de fonds vers leurs partenaires suite à des lois restrictives concernant le financement provenant de sources étrangères ou dues à un harcèlement administratif ? Dans ce contexte, quelles sont les stratégies qui pourraient permettre de surmonter ces obstacles ? Est-ce que de telles stratégies ont d'ores et déjà été mises en œuvre ?

7) De manière générale, les projets soutenus par la Coopération luxembourgeoise sont-ils soumis à une analyse des risques qu'ils pourraient représenter pour les défenseur(e)s sur le terrain ? Dans l'affirmative, quelles suites sont données aux analyses ? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne jugerait-il pas opportun d'introduire une telle analyse ?

8) Les droits humains étant une des priorités transversales de la coopération au développement luxembourgeoise, quel rôle sera accordé à la Direction de la coopération dans la mise en place du programme d'appui aux défenseur(e)s des droits humains ?

Réponse commune (09.11.2020) de **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**, et de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes** :

La Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, adoptée en 1998, considère dans son quatrième alinéa du préambule⁶ que l'expression « défenseurs des droits humains » (DDH) se réfère aux « individus, groupes et associations [qui contribuent à] l'élimination effective de toutes les viola-

tions des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples et des personnes ». L'expression « défenseur des droits humains » désigne donc toute personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, œuvre à la promotion ou à la protection des droits de l'homme.

Par conséquent, selon cette définition large, il serait possible de considérer tous les acteurs de la coopération au développement et leurs partenaires comme étant des DDH, compte tenu du fait que l'objectif recherché à travers les différentes interventions est celui de promouvoir et protéger le droit au développement dans tous ses aspects multidimensionnels.

La Coopération luxembourgeoise a retenu dans sa Stratégie générale comme thème transversal la promotion des droits humains. Elle porte une attention particulière à l'impact de ses interventions sur les droits fondamentaux des bénéficiaires et assure un suivi rapproché de l'évolution du respect des droits humains dans ses pays partenaires. Plus précisément, les interventions de la Coopération luxembourgeoise se soumettent volontairement aux critères du Comité d'aide au développement de l'OCDE dont le mandat consiste à « promouvoir des politiques, de coopération pour le développement et autres, qui contribuent à l'instauration d'un développement durable, y compris à une croissance économique pro-pauvres, à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration du niveau de vie dans les pays en développement, ainsi qu'à un avenir où plus aucun pays ne sera tributaire de l'aide ».

Compte tenu des contextes souvent difficiles, marqués par de multiples crises qui se chevauchent, dans lesquels les interventions de la Coopération luxembourgeoise se concrétisent, le harcèlement et les agressions à l'encontre des DDH n'est pas à exclure.

ad 1) Plusieurs organisations partenaires d'ONG luxembourgeoises, cofinancées par la Coopération luxembourgeoise ont été voire sont confrontées à des formes d'harcèlement ou de violences. Les formes d'agression sont diverses et multiples selon les contextes. Elles se matérialisent par l'adoption de lois restrictives sur la régulation des agents étrangers qui, en érigeant des barrières bureaucratiques et administratives, limitent le champ d'action de ces organisations, ou encore par des actions de répression violente lors de manifestations et l'emprisonnement de participants voire des attaques meurtrières à l'encontre des DDH. Avec la dégradation sécuritaire dans certaines régions, une tendance à la hausse des atteintes aux DDH semble malheureusement se confirmer ces dernières années.

ad 2) La pandémie de Covid-19 met à l'épreuve les sociétés, les gouvernements, les communautés et les individus et affecte négativement les droits humains, en particulier le droit à la santé et à l'éducation. Dans ce contexte, il n'est malheureusement pas à exclure que certains gouvernements ou autres acteurs, sous couvert de mesures sanitaires, adoptent des mesures répressives qui peuvent contribuer à une aggravation de la situation.

Aussi, la prévalence des inégalités et violences basées sur le genre risque de s'aggraver, avec un impact différencié sur les personnes concernées. Les femmes et les filles sont souvent confrontées, de manière disproportionnée, à des risques économiques, sanitaires et sociaux spécifiques en raison d'inégalités, de normes sociales et de rapports de force inégaux, profondément ancrés.

Dans ce contexte, le Luxembourg souscrit aux « Principes directeurs concernant la Covid-19 » promus par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.⁷

ad 3) Les droits humains ainsi que l'égalité des genres font partie de manière transversale de la Stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise. Dans ce contexte, les interventions de la Coopération luxembourgeoise dans les pays partenaires visent d'une manière générale la réalisation des droits humains des bénéficiaires, en particulier la réalisation des droits sociaux de base. En parallèle et de manière complémentaire, de nombreux projets de développement - cofinancés à hauteur de 80 % et cela indépendamment du pays dans lequel ils sont opérationnalisés - sont mis en œuvre pas les ONGD luxembourgeoises dans le domaine des droits humains. De plus, la Coopération luxembourgeoise soutient directement des ONG dans ses pays partenaires.

Plus précisément dans le domaine spécifique des DDH, le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), à travers sa Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, soutient activement l'organisation Front Line Defenders, contribue au Nicaragua au Fonds d'appui à la société civile nicaraguayenne (FASOC) géré par Oxfam et soutient l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) au Myanmar.

Depuis 2018, le Luxembourg fait partie des donateurs qui se sont engagés à renforcer les normes dans l'ensemble du secteur de l'aide afin de prévenir et de combattre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels (SEAH). L'objectif de cet engagement est de renforcer la capacité organisationnelle et les compétences des acteurs impliqués dans le secteur de l'aide, afin de faire respecter des normes minimales. En appliquant une tolérance zéro à l'égard de la violence sexuelle et sexiste, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire et le Cercle des ONG ont élaboré conjointement une charte portant sur la prévention et la lutte contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels qui a été adoptée en décembre 2019. Toutes les ONGD qui reçoivent un cofinancement du MAEE ont souscrit à cette charte. Il est également prévu que le MAEE leur mettra à disposition des formations à cette fin.

ad 4) Des formations spécifiques sur la question de la protection des DDH ne sont à l'heure actuelle pas encore proposées ; toutefois elles sont envisageables et pertinentes en amont de la mise en place du programme d'appui aux défenseurs des droits humains, prévu dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement ouvert.

ad 5) En ce qui concerne le suivi de l'évolution du respect des droits humains et de la protection des DDH dans les pays partenaires, la Coopération luxembourgeoise cherche systématiquement et de façon constructive à engager le dialogue politique au plus haut niveau lorsque la situation l'exige. Au-delà du dialogue au niveau bilatéral, la Coopération luxembourgeoise saisit les occasions qui lui sont offertes au sein des fora régionaux (UE) et globaux (ONU et ses agences), pour faire avancer la promotion des droits humains et la protection des DDH, partout dans le monde.

Au niveau de la mise en œuvre concrète de projets, le Luxembourg veille à ce que les DDH ne soient pas trop exposés, notamment en appuyant des ateliers à profil bas sur les droits humains, en promouvant la culture de paix ou encore en proposant un accompagnement psychosocial et légal aux DDH. La Coopération veille également à ce que ces sujets soient mis à l'ordre du jour des réunions bilatérales et multilatérales à haut niveau.

ad 6) À ce jour, très peu de difficultés ont été rencontrées au niveau des transferts de fonds vers des partenaires. Suite à une crise politique dans un pays partenaire, le financement direct aux ONG locales a posé problème en 2019 et les transferts ont été effectués via une ONG internationale.

Certaines ONGD ont dû actualiser leur stratégie de gestion de risques en effectuant des transferts de montants moins importants à leurs partenaires locaux.

Par ailleurs, les ONGD actives en Inde ont informé le MAEE de problèmes rencontrés suite à l'adoption d'une loi sur la réglementation des contributions étrangères qui interdit la réception de fonds étrangers pour toute activité préjudiciable à l'intérêt public. Tout en respectant les prérogatives souveraines de l'Inde, le Luxembourg partage les inquiétudes exprimées le 20 octobre 2020 par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Mme Bachelet⁸, et veillera à un suivi de cette évolution.

ad 7) D'une manière générale, les projets bilatéraux financés par la Coopération luxembourgeoise sont soumis à une analyse des risques liés à l'intervention en question et cela dès leur conception. Le suivi est assuré pendant la mise en œuvre jusqu'à la clôture du projet. Compte tenu de la situation sécuritaire volatile dans certaines zones d'intervention de la Coopération luxembourgeoise, cette dernière assure un suivi régulier des évolutions et des risques y associés afin d'être en mesure de prendre les mesures nécessaires. Un certain nombre d'initiatives ont été concrétisées au cours des deux dernières années, à commencer par un investissement conséquent en matière de sécurité dans les infrastructures et l'acquisition d'équipements, en offrant des formations ou encore en recrutant de l'expertise régionale.

Dans le même ordre d'idées, les ONGD cofinancées et soutenues par la Coopération luxembourgeoise sont tenues d'effectuer une analyse des risques sur le terrain. Dans le cadre des responsabilités qui leur incombent, elles ont un devoir de diligence envers leurs collaborateurs et leurs partenaires et sont tenues de mettre en place les mesures de sécurité et d'atténuation des risques requises et d'agir avec diligence pour assurer la sécurité de leurs collaborateurs déployés sur le terrain. Dans la mise en œuvre de ces approches, les ONGD ont pu bénéficier d'appuis budgétaires supplémentaires mis à disposition par la Direction de la coopération au développement.

ad 8) En suivant le principe unificateur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui consiste à ne laisser personne pour

⁶ https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Defenders/Declaration/declaration_fr.pdf

⁷ <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/COVID19Guidance.aspx>

⁸ <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=26398&LangID=F>



compte (« leaving no one behind »), la Coopération luxembourgeoise vise à ce que les droits humains soient systématiquement appliqués dans toutes ses initiatives. Plus concrètement, il s'agit d'assurer un niveau de subsistance décent pour tous, en ciblant avant tout les personnes les plus susceptibles de subir des violations de leurs droits humains.

Dans le cadre du Plan d'action national pour le Partenariat pour un Gouvernement ouvert, le MAEE travaille sur un projet d'appui aux défenseurs des droits humains. Outre l'appui politique et diplomatique, la plateforme doit aussi permettre un échange entre représentants des ministères concernés et de la société civile sur les autres formes d'appui qui peuvent être fournies aux DDH et à leurs organisations (p. ex. appui financier d'urgence, appui juridique, appui en matière de sécurité numérique, accueil temporaire au Luxembourg de DDH devant quitter d'urgence leur pays d'origine).

Question 2968 (08.10.2020) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **carrefour CR110/CR172** :

Déi Suessemer Kräizung, déi um CR110 läit (Kräizung CR110 an CR172) a wou d'Stroosse Cité op Gewaennchen, Rue de Mondercange an d'Rue d'Esch openeen treffen, steet schonn zënter laangem an der Kritik. Grond heifir ass déi feelend Sécherheet fir d'Foussgänger. Kanner mussen iwwert dës Kräizung goen, fir an d'Schoul ze kommen, an och de Wee an de Kulturschapp féiert iwwert dës geféierlech Kräizung, déi daagsiwwer iwwerbaascht ass. Nuets fuere vill Automobilisten op dëser Plaz ze séier. Zu all deem kënt derbäi, datt op där Kräizung keng rout Luuchten installéiert sinn. Vill Awunner fäerten, datt et fir d'éischt zu engem méi schlëmmen Accident komme muss, fir datt hei endlech eppes geschitt.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär dës Froe stellen:

1. Ass den Här Mobilitéitsminister sech de Gefore fir d'Foussgänger op där genannter Kräizung bewusst?
2. Wa jo, wéi gedenkt den Här Minister ze reagieren, fir dës Kräizung esou séier wéi méiglech méi sécher ze maachen?
3. Wëllt den Här Minister op där genannter Kräizung rout Luuchten installéiere loosser?
4. A wéi engem zäitliche Kader kënnen d'Suessemer Bierger mat enger effizienter an definitiver Léisung zu där uewe beschriwwener Problematik rechnen?

Réponse (06.11.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

A senger parlamentarescher Fro freet den éierbaren Här Deputéierten no Informatiounen zur Kräizung CR110/CR172 zu Suessem. De Verkéier hält an alle Regiounen vum Land stänneg zou a wann d'Haaptachse bis iwwerlaascht sinn, wäicht de Verkéier oft op Stroosse vum enger méi niddereger Uerdnung aus, wou da vum de Chauffeuren ënner Ëmstänn duerch net adaptéiert Geschwindigkeit versicht gëtt, déi verlueren Zäit nees opzehuelen.

Besuerger Awunner vum Éilereng hu schonns op déi besteeënd Gefore op der Kräizung Suessemer-/Escherstroos-Monnerecherstroos (CR110/CR172) opmierksam gemaach. Dës Kräizung läit bannent der Uertschaft Éilereng, esou dass eventuell Moosname fir de Verkéier ze berouegen, och wann et sech ëm Staatsstroossen handelt, op Initiativ vum der zoustänneger Gemeng mussen ënnerholl ginn. Meng Servicer hu fir de Moment kee Projet virleie fir dës Kräizung ëmzebauen. D'Gemeng Suessem kann awer eng Ufro stellen, déi doropshi vum zoustännegen Aarbechtsgrupp analyséiert kéint ginn. Dësen Aarbechtsgrupp stellt dann en Avis aus an op Basis vum deem Avis gëtt eng Decisioun doriwwer geholl, wéi eng Moosname op der Plaz ze ënnerhuele sinn.

Question 2969 (08.10.2020) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **prise en charge psychosociale et rééducative posthospitalière en cas d'accident vasculaire cérébral (AVC)** :

L'accident vasculaire cérébral (AVC), également appelé attaque cérébrale, est une réalité particulièrement fréquente avec quelque 1.000 hospitalisations et 250 décès par année au Luxembourg, 25 % des cas survenant avant l'âge de 65 ans. Il constitue la cinquième cause de décès au sein de notre population et touche de plus en plus les jeunes. Comme souligné dans maintes études nationales et internationales, les conséquences physiques, mentales et psychosociales d'un AVC sont considérables chez la grande majorité des personnes : trouble du langage, de l'élocution et des capacités cognitives, confusion mentale, vertiges, parésie ou

paralysie d'une partie du corps, mobilité réduite, nécessité de soins à domicile ou dans un foyer, perte du travail, problèmes financiers, isolement social et autres.

En vue d'une prise en charge optimale des personnes concernées, le plan national « maladies cardio-neuro-vasculaires », dont fait partie l'AVC, comprend, outre l'optimisation des « stroke units » en milieu hospitalier, le développement de soins de rééducation et de réhabilitation après la prise en charge des patients en milieu hospitalier et rééducatif. Il s'agira notamment d'assurer des soins posttraitements et de conseil pour les patients ayant subi un AVC ainsi que pour leurs familles en vue d'aider les patients à retrouver leur autonomie et de faciliter par ce biais leur réintégration dans la société et le monde du travail.

Considérant qu'il ne s'agit donc non seulement de sensibiliser l'opinion publique sur le grave problème de santé que constituent les AVC afin de les prévenir, mais qu'il y a également lieu de mettre en œuvre un suivi en matière de rééducation/réadaptation comprenant notamment une prise en charge psychosociale et rééducative posthospitalière, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Madame la Ministre entend-elle mettre en place un service ou centre spécialisé et pluridisciplinaire national de rééducation/réadaptation (Nachsorgezentrum) destiné à encadrer les patients et leurs proches au-delà de la phase subaiguë afin de faciliter le retour vers l'autonomie des patients et de reconforter les membres de leur famille qui doivent acquérir les compétences nécessaires pour l'encadrement à domicile d'une personne ayant subi un AVC ?
- 2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'informer si un concept de prise en charge et de fonctionnement en la matière a d'ores et déjà été élaboré en collaboration avec des acteurs professionnels spécialisés de façon à pouvoir déterminer les besoins en personnel et en infrastructures ?
- 3) Est-il prévu de créer un service centralisé ou Madame la Ministre favorise-t-elle la création de plusieurs unités décentralisées en vue de faciliter l'accès des personnes concernées et de leurs familles à un tel service ?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Le service national de rééducation fonctionnel situé au Rehazenter assure déjà cette mission (cf. projet d'établissement déposé dans le cadre des autorisations de service et information disponible sur le site Internet <https://rehazenter.lu/fr/medical/neurologie/#1524056965408-70b01170-14da>). La continuité étant fondamentale pour la qualité de la prise en charge dans cette pathologie, les professionnels de ce service peuvent intervenir dans les services aigus (essentiellement les services stroke unit 1 et 2, le service de neurochirurgie) en amont de la phase de rééducation, par exemple en émettant des avis spécialisés lors de la prise en charge en phase aiguë d'un AVC ou bien dans le domaine de la prévention des complications. Ce service est en lien avec d'autres services hospitaliers de moyen séjour pouvant assurer des prises en charge complémentaires dans des contextes spécifiques (rééducation gériatrique, réhabilitation physique). Il existe aussi des liens avec le secteur extrahospitalier facilitant l'accompagnement lors du retour à domicile des patients (cf. annexe 2, loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière).

ad 2) Même si le projet de service déposé par le service de rééducation fonctionnelle contient un concept de prise en charge, la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit la création d'un réseau de compétences accidents vasculaires cérébraux (cf. article 28.2). Le projet de ce réseau devra notamment préciser « l'organisation et les moyens mis en place pour assurer la continuité des prises en charge afférentes, conformes aux acquis de la science ». Ce réseau de compétences n'est pas encore mis en place. Le plan neuro-cardio-vasculaire approuvé par le Conseil de Gouvernement en 2019 devrait renforcer les collaborations entre les différents acteurs et améliorer le parcours de soins (cf. mesures de l'axe 5, <https://sante.public.lu/fr/actualites/2019/12/conseil-gouv-pnmcnv/plan-MCNCV.pdf>). Les besoins en infrastructures pourront également être affinés grâce aux informations recueillies dans le cadre du déploiement de la documentation hospitalière.

ad 3) Il existe plusieurs services aigus assurant la prise en charge des AVC (stroke unit 1 existantes

au CHEM, CHdN et HRS, stroke unit 2 au CHL). Après la phase aiguë et selon leur profil (âge, autres pathologies existantes, etc.), les patients peuvent être pris en charge dans différentes structures au pays.

Question 2970 (09.10.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (*CSV*) concernant le **congé extraordinaire pour les volontaires du CGDIS après un service de sauvetage de nuit** :

Laut mengen Informatiounen hunn déi fräiwëlleg Vertrieeder vum CGDIS keen automatescht Recht op extraordinair Congé, wa se an der Nuecht virdu Permanence an hirem jeeeweilege CIS haten. Aus deem Grond géinge vill Fraen a Männer den Dag no der Permanence iwwermidd op d'Aarbecht goen, et sief dann, si huele sech hire legale Congé. Dat kann zu enger Rei Problemer féieren.

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Ministesch stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch meng Informatiounen confirméieren?
- Wa jo, wéi gedenkt si op dës Situatioun ze reagieren? Si gesetzlech Upassunge geplangt?
- Wa jo, mengt d'Madamm Ministesch, et wär nach zäitgeméis, dass dës fräiwëlleg Leit sech mussen hire legale Congé huelen, fir no engem laangen Asaz am Sënn vun der Sécherheet vun de Leit kënnen ze recuperéieren?

Réponse (04.11.2020) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Den Artikel 49 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. März 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet gesäit vir, dass:

« Les employeurs des secteurs public et privé sont tenus de dispenser de leurs obligations professionnelles leurs salariés membres d'une unité de secours du CGDIS à l'occasion de situations d'urgences demandant l'intervention de l'unité dont ils relèvent. »

De Patron muss säi/seng MatarbechterIn fir en Asaz fräistellen, deem hien/si während der Aarbechtszäit an enger Unitéit vum CGDIS absolvéiert. D'Gesetz gesäit net vir, dass d'Dauer vum engem Asaz, un deem de Fräiwëllegen ausserhalb vu senger Aarbechtszäit deelhëlt, muss kompenséiert ginn.

Eng automatesch, duerch d'Gesetz gereegelt Kompensatioun vun all Asaz, deem ausserhalb vun der Aarbechtszäit stattfënn, soll de Fräiwëllege keng Nodeeler am Aarbechtsverhältnis oder bei der Astellung bréngen. Et ass dofir virdeel, wann den Employeur an de/d' MatarbechterIn a géigesäitegem Averständnis festhalen, ënner wéi enge Konditiounen dee Fräiwëllegen, zum Beispill no engem laangen Asaz, deem anere Moien eventuell méi spéit ufänken däerf, ouni dofir direkt op de legale Congé z'erzéckzegräifen oder Stonne mussen ze recupéieren. Eng Ännerung vun den aktuellen Texter ass dofir net virgesinn.

Question 2971 (09.10.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **remboursement de traitements à l'étranger** :

Duerch de bestoenden EU- a Schengenraum kann all Matbierger sech am Ausland medezinesch behandle loosser a gläichzäiteg vun der Méiglechkeet profitéieren, d'Behandlungskäschte vun der CNS rembourséiert ze kréien. Fir dass d'CNS dës Sue kann zrëckiwuerweisen, gëtt eng Demande de tarification un déi auslännesch Krankekeess geschéckt. Elo kann et awer sinn, dass dës auslännesch Krankekeess och Behandlungsergebnisse freet, fir eng Ofrechnung opzestellen. Falls een dës Resultater net weidergëtt, gëtt keng Ofrechnung gemaach an de Patient bleift op de Behandlungskäschte sätzen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversicherung an der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Huet eng auslännesch Krankekeess d'Recht, no Behandlungsergebnisse als Konditioun fir eng Ofrechnung ze froen?
2. Wat geschitt, falls ee Patient net bereet ass, seng Resultater mat dëser auslännescher Krankekeess ze deelen? Huet en dann trotzdeem d'Recht op ee Remboursement?

Wa jo, no ewéi engem Tarif gëtt de Patient da rembourséiert, nom auslänneschen oder nom lëtzebuergeschen?

3. Wéi kann ee Patient sech wieren, wann e vun enger auslännescher Krankekeess opgefuerdert gëtt, Informatiounen iwwert säi Gesondheitszustand erauszeginn?

Réponse (05.11.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

D'Traitement am Ausland gi vun zwee legalen Instrumenter gereegelt, an zwar vum europäesche Règlement N° 883/2004 (règlement européen de coordination des systèmes de sécurité sociale) mat sengem Ëmsetzungsreglement N° 987/2009 (règlement d'application du règlement 883/2004) a vun der europäescher Direktiv 2011/24/UE (directive 2011/24/UE relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers).

Bei enger Behandlung am Ausland, déi ënnert der Direktiv 2011/24/UE stattfënn, muss den Assuré de Montant fir déi ganz Behandlung integral iwwerhuelen, fir datt d'Gesondheitskeess den Deel vun der Lëtzeburger Krankeversécherung kann un den Assuré rembourséieren. D'Krankeversécherung hält den Traitement en charge zu de Lëtzeburger Konditiounen, Tauxen an Tariffer. An dësem Fall ass keng Interaktioun tëschent dem Assuré an der auslännescher Krankekeess.

Fir déi Traitement, déi ënnert d'europäescht Règlement N° 883/2004 falen, also déi Traitement, fir déi de sougenannte Formular „S2“ ausgestallt gëtt, ginn d'Fraisë vum Traitement iwwerholl zu de Konditiounen, Tauxen an Tariffer vum Land, wou den Traitement stattfënn. Den Decompte vun de Käschte gëtt direkt tëschent der auslännescher Krankekeess an der Gesondheitskeess gereegelt. An dësem Fall muss den Assuré just déi Prestatioun bezuelen, déi net iwwert den „tiers payant“ lafen. Falls den Assuré och an dësem Fall de Montant vun der Behandlung virgestreckt huet an der auslännescher Krankekeess d'Rechnung weiderginn huet, krit den Assuré déi rembourséiert zu deene selwechte Konditiounen ewéi wann dat iwwert den Tiers payant gelaf wär. Och hei gëtt dann eng Ofrechnung tëschent de Keese gemaach.

Et kann allerdéngs virkommen, datt, obwuel en S2 ausgestallt gouf, den auslännesche Prestataire net d'Dispositioun vum Règlement N° 883/2004 applizéiert an déi ganz Prestatiounen un den Assuré verrechent. An dësem Fall bezilt den Assuré d'Rechnung a presentéiert se der Lëtzeburger Krankekeess fir rembourséiert ze ginn. Fir de Montant feststellen, deem déi Lëtzeburger Krankeversécherung iwwerhëlt, freet Lëtzebuerg eng Tarifikatioun vun der Rechnung am Land, wou den Traitement gemaach gouf, un. Esou ass garantéiert, datt de Remboursement zu de Konditiounen, Tauxen an Tariffer gemaach gëtt vum Land wou den Traitement stattfonnt huet, also konform zum Règlement N° 883/2004. Dës Tarifikatioun ass net u Behandlungsergebnisse gebonnen. Déi auslännesch Keess analyséiert d'Rechnung just par rapport zu der Legislatioun an deem Land an informéiert déi lëtzebuergesche Keess iwwert de Montant, dee muss rembourséiert ginn. Am Fall wou den Traitement am Ausland net iwwerholl gëtt oder falls keng Äntwert vun der auslännescher Keess kënnt, rembourséiert d'Krankeversécherung d'Rechnung vum Assuré zu de Lëtzeburger Konditiounen, Tauxen an Tariffer.

Et ass also net esou, datt den Assuré op senger Behandlungskäschte sëtze bleift, wann e kee Behandlungsergebnisse un déi auslännesche Keess weidergëtt, falls eng auslännesche Keess Behandlungsergebnisse gefrot huet, fir e Remboursement ze maachen.

Falls déi auslännesche Keese „Behandlungsergebnisse“ froen, misst dat am Kader vun der jeeeweileger nationaler Legislatioun gemaach ginn. Des Weidere kënnen déi Lëtzeburger Autoritéite sech net zu der jeeeweileger auslännescher nationaler Legislatioun äusseren.

Generell kann een awer soen, datt falls sech esou e Fall sollt presentéieren, da misst déi auslännesche Krankekeess dës Info bei der Lëtzeburger Krankekeess nofroen, déi den Dossier eraginnet huet, an net beim Assuré selwer.

Den Assuré kritt egal wéi ëmmer eppes rembourséiert bei engem S2, entweeder zum Tarif, deem am Ausland virgesinn ass, oder zum lëtzebuergeschen Tarif, falls dësen Traitement net am Ausland rembourséiert gëtt.

Question 2973 (09.10.2020) de **Mme Martine Hansen** (*CSV*) concernant le **projet « Lauter Lëscht Lauter » (LALA)** :

Die Schere der Bildungsgerechtigkeit weitet sich in Luxemburg immer mehr aus. Kinder mit Migrationshintergrund sowie jene aus sozio-ökonomisch benachteiligten Familien sind die Leidtragenden des luxemburgischen Schulsystems. Die Resultate der neuesten „épreuves standardisées“ belegen, dass 49 % aller Kinder im Cycle 3.1 nicht über die Lesekompetenzen verfügen, wie sie für diese Stufe vorgesehen sind. Die Resultate sind im Vergleich zum Vorjahr noch schlechter ausgefallen.

Um dieser negativen Tendenz entgegenzuwirken, wird seit Jahren an der luxemburgischen Universität geforscht. Wie in der nationalen Presse zu lesen war, entwickelte eine luxemburgische Wissenschaftlerin ein auf unsere Multilingualität abgestimmtes, wissenschaftlich geprüftes Programm (LALA - Lauter Léschteg Lauter) mit dem entsprechenden Unterrichtsmaterial. Positive Resultate auf das Leseverständnis, auch bei Kindern mit Migrationshintergrund, wurden wissenschaftlich belegt; das Projekt erhielt einen Innovationspreis vom Fonds national de la recherche.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

1. Warum wird dieses wissenschaftlich geprüfte Programm nicht in der Grundschule eingesetzt?
2. Laut geschriebener Presse soll der Direktor des SCRIPT als Erklärung behauptet haben, das Gesamtpaket hätte beim LALA-Projekt nicht gestimmt. Kann der Minister uns diese Aussage erläutern?
3. Warum entschied sich das Bildungsministerium einerseits gegen das wissenschaftlich geprüfte „LALA“ und auf der anderen Seite für ein wissenschaftlich nicht geprüftes Programm, das sogenannte „Sila“?
4. Stimmt es, dass eine Studie zur ersten Version des Sila-Programms in den 90er Jahren belegt hat, dass dieses Programm keine erkennbaren Verbesserungen mit sich bringen würde, sprich höchstens für Kinder die zu Hause luxemburgisch reden? Besteht hierdurch nicht das Risiko, dass die Bildungsschere weiter auseinander geht?
5. Mit welchen Studien begründet das Ministerium das Sila-Programm einzuführen?
6. Das LALA-Programm wurde von der Uni.lu und über das Proof-of-Concept-Programm vom FNR unterstützt, welches Forschungsresultate valorisieren möchte. Kann der Minister uns erklären, weshalb luxemburgische Forschungsinstitute hierzulande entwickelte Förderprogramme unterstützen, der Staat jedoch diese Programme ausgebremst hat und ihnen keine Bedeutung zukommen lässt, da sie nicht in die Praxis umgesetzt werden?

Réponse (16.11.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 5. Es handelt sich nicht um die „Einführung“ eines Programmes, sondern vielmehr um die konsequente und tiefgreifende Weiterentwicklung des bestehenden Programmes⁹, durch das Einbeziehen der neuesten internationalen Erkenntnisse auf diesem Gebiet.

Mit seiner Struktur schreibt sich das SILA-Programm¹⁰ in eine ganze Reihe international anerkannter wissenschaftlicher Trainingsprogramme^{11,12,13,14} zur Entwicklung der phonologischen Bewusstheit ein. Diese Gegebenheit ermöglicht das Einbeziehen neuester internationaler Erkenntnisse. Da in Luxemburg eine Alphabetisierung auf Deutsch stattfindet, wird dem bereits weiterentwickelten deutschsprachigen Programm „Hören, Lauschen, Lernen 1&2“^{13,14}, mit äquivalenter Struktur zum SILA-Programm, ein größeres Augenmerk geschenkt. Im nationalen Kontext ist diese Bezugnahme durchaus gerechtfertigt und dürfte nicht strittig sein, da z. B. auch aus der Synthese zur Datenerhebung des LALA-Programms¹⁵ hervorgeht, dass phonologische Bewusstheit und Buchstabenkenntnis in luxemburgischer Sprache Vorläuferfertigkeiten des Schriftspracherwerbs in deutscher Sprache sind¹⁶.

⁹ Bodé, S., Beffort, A., Heinen, S., Jenn, P., Kinnen, M., Laro-sch, A., Lemmer, M., Mersch, T., Rasqué, N. (2004). Phonologisches Bewusstheit am Spillschulsalter. Luxembourg: University of Luxembourg.

¹⁰ Bodé, S. (2020). Phonologisches Bewusstheit mam Sila. Cycle 1. Luxembourg: SCRIPT.

Siehe auch: <https://sila.script.lu/lu>

¹¹ Phonemic awareness in young children: A classroom curriculum. Baltimore: Paul H. Brookes Publishing Co.

¹² Adams, M., Foorman, B., Lundberg, I., Beeler, T., & Stanké, B. (2000). Langue et communication : Conscience phonologique. Montréal: Chenelière.

¹³ Küspert, P., & Schneider, W. (1999/2018). Hören, lauschen, lernen. Sprachspiele für Kinder im Vorschulalter. Würzburger Trainingsprogramm zur Vorbereitung auf den Erwerb der Schriftsprache. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.

Siehe auch: <https://sila.script.lu/sites/default/files/inline-files/BibliographieB.pdf>

¹⁴ Plume, E., & Schneider, W. (2004). Hören, lauschen, lernen 2. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.

¹⁵ Wealer, C. (2019). Early literacy development in a multilingual education context: A quasi-experimental intervention and longitudinal study (Unpublished doctoral dissertation). University of Luxembourg & University of Sheffield, Luxembourg & England.

¹⁶ „[...] only phonological awareness, and letter-sound knowledge emerged as unique predictors of all literacy measures. These findings suggest that, despite individual differences, learning to read in a second language may be in many aspects similar to learning to read in a first language.“ (Wealer, 2019)

Neben vielen wissenschaftlichen Studien zum positiven Einfluss des Programms „Hören, Lauschen, Lernen“^{17,18,19,20,21} auf den Schriftspracherwerb in deutscher Sprache, zeigt eine rezente Studie (2019)²² positive und praxisrelevante Programmeffekte des weiterentwickelten Programms „Hören, Lauschen, Lernen 1&2“ auch auf die Lesekompetenz bei Kindern mit anfangs unterdurchschnittlichen Leistungen. Bei dieser Studie handelt es sich um eine Zusammenarbeit der Universitäten Berlin, Würzburg, Bamberg und München, mit 469 involvierten Kindern, davon 41,2 % mit multilingualem familiären Sprachkontext. Wie aus den Resultaten der Studie ersichtlich wird, zeigt das Programm „Hören, Lauschen, Lernen 1&2“ einen positiven und für die Praxis relevanten Einfluss, sowohl auf das Wort- und Satzleseverständnis in deutscher Sprache, als auch auf die Wortlesegeschwindigkeit. Somit trägt das Programm „Hören, Lauschen, Lernen 1&2“, mit äquivalenter Programmstruktur zum SILA-Programm, nachweisbar zur Verminderung der Bildungsschere im Bereich der Lesekompetenz bei Kindern im unteren Durchschnitt bei.

ad 4. Diese Befürchtungen sind unbegründet. Die Resultate der luxemburgischen Studie²³ zeigen, dass die Vorläuferversion des SILA-Programms, auch bei breiter und leicht abweichender Anwendung des Programms durch die Lehrpersonen im luxemburgischen Schulkontext, dazu beiträgt, dass die Bildungsschere schmaler wird²⁴, dies mit der Reduktion der Anzahl der Kinder mit schriftsprachspezifischen Lese-Rechtschreib-Schwierigkeiten. Diese luxemburgische Studie²³ zur Vorläuferversion des SILA-Programms wurde 2011 in einem international anerkannten und weit geteilten englischsprachigen Wissenschaftsmagazin publiziert²³. Weiter ist der Abbau des LRS-Risikos durch eine gezielte Förderung der phonologischen Bewusstheit durch eine relevante Fragestellung auch in anderen wissenschaftlichen Artikeln^{18,25,26} zum Schriftspracherwerb im Deutschen.

Weiter zeigen die in dieser luxemburgischen Studie²³ erhobenen Resultate zur Programm-anwendung zusammen mit den wissenschaftlichen Resultaten zum deutschen Programm „HLL“^{17,19,22} die Wichtigkeit der Weiterentwicklung der beiden letzten Programmeinheiten. Dies u. a. mit der Einführung von beispielhaften Phonem-Graphem-Korrespondenzen, sowie zusätzlichen didaktischen Materialien zur klasseninternen Differenzierung.

Aktuelle Korrelationsmodelle²² belegen, dass neben der phonologischen Bewusstheit und der Buchstabenkenntnis auch die Sprachentwicklung einen wichtigen Einfluss auf die Lesekompetenz hat. Hier bietet das SILA-Programm den Vorteil einer großen Flexibilität in der Wahl des Wortmaterials. Somit kann das SILA-Programm einfach und komplementär zu jeder Sprachaktivität, Buchaktivität und auch sonstigen Klassenaktivität sinnvoll eingesetzt werden. Diese Flexibilität erlaubt die Vertiefung eines für das Kind bedeutungsvollen Wortmaterials, sowohl im Luxemburgischen als auch in anderen Sprachen. Mit dieser Flexibilität in der Wahl des Wortmaterials schreibt sich das SILA-Programm zudem nahtlos in bestehende pädagogische Materialien des Cycle 1 und des Cycle 2 ein, und fördert somit die Vertiefung bestehender Lerninhalte.

¹⁷ Schneider, W., Küspert, P., Roth, E., Visé, M., & Marx, H. (1997). Short- and long-term effects of training phonological awareness in kindergarten: Evidence from two German studies. *Journal of Experimental Child Psychology*, 66, 311-340.

¹⁸ Schneider, W., Ennemoser, M., Roth, E., & Küspert, P. (1999). Kindergarten prevention of dyslexia: Does training in phonological awareness work for everybody? *Journal of Learning Disabilities*, 32, 429-436.

¹⁹ Schneider, W., Roth, E., & Ennemoser, M. (2000). Training phonological skills and letter knowledge in children at risk for dyslexia: A comparison of three kindergarten intervention programs. *Journal of Educational Psychology*, 284-295.

²⁰ Marx, P., Weber, J., & Schneider, W. (2005). Phonologische Bewusstheit und ihre Förderung bei Kindern mit Störungen der Sprachentwicklung. *Zeitschrift für Entwicklungspsychologie und Pädagogische Psychologie*, 37, 80-90.

²¹ Weber, J., Marx, P., & Schneider, W. (2007). Die Prävention von Lese-Rechtschreibschwierigkeiten bei Kindern mit nichtdeutscher Herkunftssprache durch ein Training der phonologischen Bewusstheit. *Zeitschrift für Pädagogische Psychologie*, 21, 65-76.

²² Pfost, M., Blatter, K., Artelt, C., Stanat, P., & Schneider, W. (2019). Effects of training phonological awareness on children's reading skills. *Journal of Applied Developmental Psychology*, 65, 1-16.

²³ Bodé, S., & Content, A. (2011). Phonological awareness in kindergarten: A field study in Luxembourgish schools. *European Journal of Educational Psychology*, 26, 109-128.

²⁴ „We conclude that early phonological awareness training may be profitably incorporated in kindergarten classroom activities, particularly for at-risk pupils [...]“ (Bodé & Content, 2011)

²⁵ Moraske, S., Wyszkon, A., Poltz, N., Kucian, K., von Aster, M., & Esser, G. (2018). LRS-Prävention bei Risikokindern: Langfristige Effekte bis in die 3. Klasse. *Lernen und Lernstörungen*, 7(3), 171-183.

²⁶ Blaser, R., Preuss, U., Groner, M., Groner, R., & Felder, W. (2007). Short-, middle- and long-term effects of training in phonological awareness and letter-sound correspondence on phonological awareness and on reading and spelling. *Zeitschrift für Kinder- und Jugendpsychiatrie und Psychotherapie*, 35, 273-280.

Schlussfolgernd kann gesagt werden, dass es heute unbestritten ist, dass Programme zur Förderung der phonologischen Bewusstheit und der Laut-Buchstaben-Korrespondenzen nachweisbar zur Verengung der Bildungsschere beitragen. Dies erlaubt jedoch nicht, pauschal die Diskussion betreffend der Bildungsschere vereinfachend auf diese Einflussfaktoren zu reduzieren. Weitere Arbeitsfelder und Beiträge bleiben bei diesem weitreichenden Prozess zu berücksichtigen²⁷.

ad 3. Wie aus den bereits aufgeführten Informationen ersichtlich wird, schreibt sich das SILA-Programm mit seiner Programm-Struktur in eine Reihe langjähriger und breit erprobter Trainings-Programme^{11,12,13,14} ein. Diese Gegebenheit ermöglicht das Einbeziehen neuester internationaler Erkenntnisse insbesondere aus dem deutschsprachigen Raum.^{17,18,19,20,21,22}

In über 20 Jahren hat der Blick auf die Weiterentwicklungen im internationalen Kontext, der laufenden Austausch mit Lehrkräften im nationalen Kontext, zusammen mit der programmeigenen Trainingsstudie²³ erlaubt, wichtige Anpassungen für die Anwendung im luxemburgischen Schulkontext zu planen und vorzunehmen, dies unter Beibehaltung der gegebenen Programm-Struktur, welche ein Einschreiben in den internationalen Forschungskontext erlaubt.

Wie oben beschrieben, bietet das SILA-Programm mit einer großen Flexibilität bei der Wahl des Wortmaterials auch den Vorteil, einfach und komplementär zu jeder Sprach-, Buch- oder Klassenaktivität einsetzbar zu sein. Somit fügt sich das SILA-Programm nahtlos in bestehende pädagogische Materialien des Cycle 1 und des Cycle 2 ein.

ad 1. Gemäß dem Prinzip der Lehrmittelfreiheit ist der Einsatz eines alternativen Programms frei insofern es den Lehrplan respektiert.

ad 2. Im Rahmen einer öffentlichen Antwort kann das Ministerium aus juristischen Gründen nicht auf Details aus kommerziellen Verhandlungen eingehen. Grundsätzlich stellt sich die Situation aber wie folgt dar: Bis zum Ende der Verhandlungen konnte die Universität Luxemburg keine Klarheit darüber schaffen, wie die Autorenrechte in dem besagten Fall gelagert sind. Auf eine entsprechende schriftliche Anfrage erhielt das SCRIPT bis heute keine Antwort. Das angebotene Produkt wäre um ein Vielfaches teurer gewesen als vergleichbare Lösungen. Der Luxemburger Staat wäre alleiniger Abnehmer des Produktes gewesen und hätte nicht nur die Unkosten für die Entwicklung und Produktion übernehmen müssen, sondern ebenfalls sämtliche Overhead-Kosten über mehrere Jahre.

ad 6. Der Staat bremst grundsätzlich keine Forschungsprogramme aus. Es ist im Gegenteil ein permanentes Anliegen der Regierung, Luxemburg als Forschungsstandort zu festigen. Für diese Politik werden erhebliche öffentliche Mittel eingesetzt. Danach stehen die von der öffentlichen Hand geförderten Forschungsprogramme allerdings im marktüblichen Wettbewerb.

Generell kann man weiterhin sagen, dass ein zum Ankauf angebotenes Material einer umfangreichen Analyse unterzogen wird. Diese Prüfung bezieht, neben einer Analyse der wissenschaftlichen Basis und der Anwendungsmöglichkeiten des Materials im schulischen Kontext, auch die für alle öffentlichen Ausgaben übliche Wirtschaftlichkeitsprüfung ein.

Question 2974 (09.10.2020) de **M. Georges Engel** (*LSAP*) concernant la **rénovation énergétique des bâtiments** :

Au 1^{er} mars 2020, le parc immobilier luxembourgeois se compose d'environ 244.000 logements, dont plus de 60 % sont construits avant 1990. Dans ce contexte, en 2016, le Gouvernement luxembourgeois a déjà présenté la suite de la stratégie nationale de rénovation énergétique des bâtiments contenant 33 mesures visant à favoriser et à promouvoir la réalisation de rénovations énergétiques.

Les efforts à consentir en la matière ont également été inscrits dans l'accord de coalition 2018-2023.

Aujourd'hui, la rénovation énergétique des bâtiments existants reste un défi énorme car afin d'atteindre les objectifs ambitieux du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (« PNEC »), une rénovation efficiente et de qualité des bâtiments ainsi qu'un taux de rénovation énergétique élevé s'avèrent être nécessaires et inévitables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire si toutes les 33 mesures identifiées ont déjà pu être mises en œuvre ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que par le biais des mesures mises en place, des progrès ont pu être

²⁷ Rapport national sur l'éducation au Luxembourg (2018). Luxembourg : SCRIPT/Université du Luxembourg (LUCET).

accomplis en termes de rénovations énergétiques des bâtiments ?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'un inventaire des bâtiments résidentiels, des bâtiments non résidentiels et des bâtiments publics concernés par une rénovation énergétique ?

4) L'État ayant un rôle à jouer en matière de rénovation de son parc immobilier, Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de rénovations énergétiques de bâtiments publics ont déjà été réalisées en 2020 ou bien sont actuellement encore en cours, et combien sont prévues pour 2021 ?

5) Sachant que pour atteindre l'objectif d'efficacité énergétique à l'horizon 2030 annoncé dans le PNEC, une rénovation ambitieuse du parc immobilier existant est primordiale. Monsieur le Ministre peut-il me dire quel est actuellement le taux de rénovation énergétique et le taux de profondeur de rénovation des rénovations réalisées ?

6) Quels sont les progrès réalisés dans le cadre de la réalisation d'une stratégie nationale de rénovation à long terme ?

7) Monsieur le Ministre entend-il intensifier les mesures pour aboutir à une stratégie de rénovation plus ambitieuse ?

8) Monsieur le Ministre peut-il déjà tirer une première conclusion concernant les aides financières pour la rénovation énergétique proposées dans le cadre du Paquet « Clever wunnen » présenté en mai 2020 ? Est-ce que le nombre de rénovations énergétiques réalisées et/ou planifiées a augmenté ?

Réponse commune (11.11.2020) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) Une bonne partie des 33 mesures identifiées dans la stratégie de rénovation présentée en 2016 ont déjà été mises en œuvre ou sont actuellement en cours de mise en œuvre, d'autres mesures ont été reprises dans la stratégie de rénovation à long terme (LTRS) publiée en 2020.

Voici quelques exemples de mesures déjà réalisées :

- révision et adaptation des conseils en énergie par myenergy (suivant profil client),
- nouvelle application « myrenovation » de myenergy (simulation du montant des aides étatiques et communales pour un projet de rénovation énergétique),
- campagnes de marketing et communication PRIME House,
- séances d'information « Rénovation » dans les communes par myenergy,
- simplification des demandes de subventions (PRIME House et prêt climatique) par la création d'un guichet unique,
- introduction du « Klimaprêt à taux zéro »,
- ...

Et voici quelques exemples de mesures qui sont actuellement en cours de mise en œuvre :

- avant-projet de loi en cours de finalisation, portant introduction d'un fonds de travaux et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (décisions à majorité simple),

- dans le cadre de la révision fiscale : application du taux de TVA super-réduit (3 %) pour des travaux de rénovation énergétique pour des bâtiments à partir de dix ans (au lieu de 20 ans) et amortissement accéléré pour les investissements pour des travaux de rénovation énergétique,

- révision des aides étatiques PRIME House,

- projet pilote de rénovation de quartier : pour parler avec une commune a démarré pour identifier un projet concret (2020),

- contrôle/inspection des constructions,

- adaptation de la « Checklist-Rénovation » myenergy dans le cadre de la digitalisation du conseil en énergie.

Nouvelles mesures, actuellement en cours de mise en œuvre :

- Pacte Climat 2.0 : exemples « best practice »,

- conseillers spécialisés « Rénovation énergétique ».

ad 2) Un monitoring systématique pour mesurer effectivement l'impact des différentes mesures n'existe pas encore au Luxembourg, mais la définition et mise en place d'un tel instrument est décrite dans la LTRS (chapitre 3.8.1) : un tel monitoring serait basé sur une étude de scénarios régulière (tous les quatre à cinq ans).

Une enquête TNS ILReS récente, commanditée par myenergy montre une hausse du nombre de rénova-

tions : 42 % des ménages indiquent avoir réalisé des mesures de rénovation énergétique au cours des dix dernières années (TNS ILReS 2020) contre seulement 34 % en 2015.

ad 3) Un inventaire global de tous les bâtiments concernés par une rénovation énergétique n'existe pas à ce jour ; une évaluation de l'impact des rénovations réalisées est faite par un monitoring, tel que décrit ci-dessus (chapitre 3.8.1. LTRS).

Pour les bâtiments résidentiels, il existe des données (Statec) sur le nombre de bâtiments suivant leur type (taille) et année de construction (chapitre 3.1.1. LTRS), ainsi qu'une analyse de la qualité (performance) énergétique des bâtiments (étude de scénarios (Ploss, 2017) résultant dans une typologie de 40 types de bâtiments qui a permis de calculer (évaluer) les besoins en chaleur (chauffage) par type et ainsi d'identifier les potentiels d'économies d'énergie dans le cadre de rénovations énergétiques (chapitre 3.1.3. LTRS).

Le parc immobilier non résidentiel luxembourgeois (à l'exception des bâtiments publics, voir ci-dessous) a jusqu'à présent été analysé de manière beaucoup moins détaillée que le stock de bâtiments résidentiels, mais une analyse similaire est envisagée (chapitre 3.2. et 3.2.8. LTRS).

Concernant les bâtiments publics, l'Administration des bâtiments publics (ABP) entretient un planning pluriannuel qui reprend tous les projets d'envergure d'un budget supérieur à 500.000 euros, y inclus les assainissements énergétiques des bâtiments publics.

Par ailleurs, l'ABP dispose d'environ 330 certificats de performance énergétique de bâtiments fonctionnels et 300 relatifs à des bâtiments d'habitation. Ces certificats offrent un aperçu sur les consommations réelles des bâtiments du patrimoine de l'administration et constituent ainsi une aide dans la détermination des projets d'assainissement énergétique prioritaires.

ad 4) Une vingtaine de projets d'assainissement énergétique sont actuellement en cours d'étude ou d'exécution. Selon le document « Stratégie d'assainissement énergétique du patrimoine de l'État - Adendum mai 2019 » présenté à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics de la Chambre des Députés, les dépenses annuelles dédiées à l'assainissement énergétique sont de l'ordre de 9 millions d'euros.

La directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments oblige les pays membres à assainir 3 % de leurs bâtiments publics ; pour le Luxembourg environ 126.250 m² de surface nette de bâtiments occupés par l'État central sont concernés par cette obligation, ce qui signifie une surface nette à rénover entre 2014 et 2020 d'environ 15.750 m² ; 18.900 m² étaient déjà assainis fin 2018 et un total de 23.000 m² assainis sera atteint fin 2020, c.-à-d. que l'objectif des 3 % est largement dépassé.

Le rôle précurseur de l'État, tel que décrit dans le Plan national énergie et climat (PNEC) prévoit l'élaboration d'une stratégie en vue de « bâtiments publics durables et à faible consommation d'énergie » pour les nouvelles constructions et la rénovation de bâtiments existants (ne se limitant pas aux seuls bâtiments occupés par l'État central) afin d'améliorer l'efficacité énergétique et accroître l'utilisation des énergies renouvelables dans les bâtiments publics.

ad 5) Le nombre (taux de rénovation) et la qualité (taux de profondeur de rénovation) des rénovations énergétiques de bâtiments au Luxembourg ne sont pas encore systématiquement et continuellement enregistrés.

Les données les plus précises disponibles actuellement pour les bâtiments résidentiels, sont celles provenant de l'évaluation des subventions étatiques PRIME House, tout en sachant que la plupart des rénovations réalisées ne sont pas couvertes par des PRIME House (il n'y a pas d'obligation de demander une subvention PRIME House en cas de rénovation énergétique).

Une évaluation grossière permet d'estimer un taux de rénovation entre 0,4 et 1,0 % par an pour les bâtiments résidentiels (chapitre 3.1.4. LTRS).

Une estimation sur le taux de profondeur des rénovations réalisées est encore plus difficile, faute de données précises. La plupart des rénovations réalisées sans subventions étatiques PRIME House (et par conséquent souvent sans conseil en énergie par un expert agréé (myenergy certified) ont probablement été réalisées avec un faible degré de profondeur et seulement un nombre limité de projets de rénovation complète (p. ex. lors de l'achat d'une ancienne maison) atteignent de très bonnes qualités (taux de profondeur) de rénovation (chapitre 3.1.4. LTRS).

ad 6) Tel que demandé par la directive (UE) 2018/844 du 30 mai 2018 modifiant la directive 2010/31/UE concernant la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE concernant l'efficacité énergétique, le Luxembourg a réalisé sa stratégie nationale de rénovation à long terme (LTRS - Long Term Renovation Strategy) au cours

de l'année 2019 et 2020, et a communiqué la version finale à la Commission européenne en juin 2020.

Cette stratégie à long terme a été établie en se basant notamment sur les analyses et nombreux échanges qui avaient eu lieu dans le cadre de l'établissement de la stratégie de rénovation énergétique des bâtiments, présentée en 2016.

Le document LTRS est une présentation de l'état actuel de l'analyse du parc immobilier, de l'élaboration de la stratégie et du développement de mesures concrètes, et vise à résumer les considérations faites jusqu'à présent. Les mesures décrites sont en cours de mise en œuvre ou seront mises en œuvre progressivement au cours des prochains mois et années.

L'élaboration d'une méthodologie et d'un outil de suivi concernant la mise en œuvre des mesures identifiées et proposées, qui sont documentées par une fiche standardisée par mesure, font partie intégrante de la LTRS (chapitre 4. LTRS).

ad 7) Dans le cadre du Paquet de relance « Neistart Lëtzebuerg », les aides étatiques PRIME House, Paquet « Clever wunnen » ont été intensifiées temporairement : +50 % pour la rénovation énergétique et le conseil agréé et +25 % pour les installations techniques favorisant les énergies renouvelables.

Le programme de subventions étatiques PRIME House, qui reste l'outil le plus important dans le cadre de la promotion des rénovations énergétiques des logements, est actuellement en cours de révision avec l'objectif de le simplifier et de rééquilibrer les aides en tenant compte des évolutions technologiques, afin d'orienter les consommateurs sur des rénovations complètes et les technologies alternatives les mieux adaptées pour décarboniser les bâtiments existants.

ad 8) Un projet de rénovation énergétique, même s'il ne s'agit que d'un seul élément de l'enveloppe thermique du bâtiment (façade, toiture), comporte nécessairement une phase de planification (accompagnée par le conseiller en énergie) au préalable de l'exécution des travaux. Ainsi, pour ce qui est du nombre de subventions accordées, un premier bilan provisoire du succès du Programme « Neistart Lëtzebuerg » pourra être tiré au plus tôt début 2021. Toutefois, un indicateur se prêtant mieux pour évaluer les activités en cours sur le terrain est le nombre de demandes d'accord de principe devant obligatoirement être adressées à l'Administration de l'environnement au préalable des travaux de rénovation. Ainsi, depuis le 1^{er} mai, environ 300 demandes d'accord de principe ont été introduites, contre 200 pendant la même période en 2019.

D'autres indicateurs représentatifs à ce stade sont l'évolution des demandes auprès de myenergy sur les premiers mois suite à l'annonce du Paquet « Clever wunnen ». En comparaison avec l'année 2019, le nombre de contacts (hotline, conseils de base en énergie (gratuits) réalisés par myenergy, a été multiplié par un facteur de 2,5 pour les mois de juin à septembre.

Question 2975 (12.10.2020) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **localisation mobile avancée (AML)** :

Selon un article paru au journal « Paperjam » en septembre 2019, le Code européen des communications obligerait les États de mettre en place la localisation mobile avancée (AML en anglais) avant fin 2020. Ce système prévoirait que la connexion wi-fi et les services de localisation du téléphone s'activent automatiquement lors d'un appel au 112, lequel recevrait un SMS contenant l'emplacement de l'appelant.

Selon les affirmations du porte-parole du CGDIS dans le même article, le système serait techniquement prêt à être implanté au sein du central des secours d'urgence (112) du CGDIS, en attente des obstacles juridiques et administratifs à surmonter.

Selon mes informations, ce système n'est pas encore activé à l'heure actuelle au sein de la central des secours d'urgence (CSU).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que ce système n'est pas encore activé au sein du CSU ?

- Si tel est le cas, quelles sont les raisons qui empêchent l'activation de système ?

- Si tel est le cas, dans quel délai, afin de respecter les délais légaux, Madame la Ministre envisage-t-elle l'activation dudit système ?

Réponse commune (12.11.2020) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

La localisation des appelants au numéro d'urgence 112 est à ce jour possible par le biais des données

de localisation du réseau qui sont peu précises, notamment pour les appels téléphoniques mobiles. En complément, et conformément aux dispositions de la directive européenne (UE) 2018/1972²⁸, le CGDIS a déjà mis en place des technologies qui permettent aux utilisateurs de transmettre leurs données de localisation recueillies par leur appareil, par le biais d'applications, et plus particulièrement celle de « GouvAlert », ou encore via l'envoi d'un lien par SMS par le central des secours d'urgence (CSU) aux appelants, qui leur permettra d'être localisés.

Depuis 2016, il existe une nouvelle technologie dans les systèmes d'exploitation des téléphones mobiles. Il s'agit de l'AML (Advanced Mobile Localisation ou localisation mobile avancée), une technologie qui a été déployée dans certains États membres de l'Union européenne (UE), mais pas encore au Luxembourg. L'AML permet la localisation d'un appelant au 112 à partir de son appareil mobile sans autre intermédiaire.

Conformément à l'article 109, paragraphe 6 de la directive précitée, le fait de disposer de ces informations sera généralisé au sein de l'Union européenne.

L'arrêt n° C-417/18²⁹ de la Cour de justice de l'Union européenne du 5 septembre 2019 confirme que les critères relatifs à la précision et à la fiabilité des informations de localisation de l'appelant doivent assurer, dans les limites de la faisabilité technique, une localisation de la position de cet appelant aussi fiable et précise que nécessaire pour permettre aux services d'urgence de lui venir utilement en aide.

Dans ce contexte les directions concernées au sein du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) ont dès 2018 entrepris les démarches pour la mise en place des technologies nécessaires au CSU 112. Par ailleurs, suite à des échanges dès mars 2019, un projet de loi³⁰ a été déposé le 20 février 2020 par le Ministre ayant les Communications et les Médias dans ses attributions, qui est toujours dans la procédure législative.

Actuellement, les systèmes de réception et d'exploitation des données AML sont installés et testés avec la société en charge de l'implémentation technique au CGDIS, les fournisseurs de télécommunication mobile au Luxembourg ainsi qu'avec les entreprises Google et Apple. Ces derniers proposent les services AML par le biais de leurs systèmes d'exploitation pour smartphones (Android et iOS).

Dès que la loi précitée entre en vigueur, les services AML pourront être implémentés au Luxembourg.

Question 2976 (12.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les « **Public-private-Partnerships** » (PPP) **des communes** :

Selon nos informations, des conventions sous la forme d'un contrat de bail avec option d'achat, présentées comme Public-private-Partnerships (PPP), ont été soumises à l'approbation de Madame la Ministre de l'Intérieur par différentes communes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Ces conventions ont-elles été approuvées par Madame la Ministre ?

- Est-ce qu'un tel PPP est conciliable avec l'esprit et le texte de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics respectivement avec la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics ? Dans l'affirmative, sur quelle base légale ?

- Est-ce qu'au vu de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (quatrième chambre) du 24 octobre 2009 relatif à un contrat de location entre une entité publique et un entrepreneur privé portant sur la location à la première d'un immeuble à construire par la seconde, l'approbation de telles conventions paraît-elle autorisable à Madame la Ministre ?

- Est-ce que les seuils prévus par les dispositions des articles 4 et suivants de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE ont été respectés par les contrats ?

Réponse (12.11.2020) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Selon l'article 173ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, les communes et syndicats

²⁸ Directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (refonte).

²⁹ https://curia.europa.eu/jcms/jcms/p1_2373757/fr/

³⁰ Projet de loi n° 7526 portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle

de communes ne peuvent conclure des conventions que lorsque celles-ci ne sont pas contraires à la législation relative aux marchés publics et si leur objet est d'intérêt communal. C'est ainsi que toute convention portant sur une quelconque forme de partenariat entre les communes et les entités assimilées d'un côté et les opérateurs économiques de l'autre ne peut avoir comme objectif de contourner les règles applicables à la passation des marchés publics, quelle que soit la structure de l'arrangement contractuel conclu entre les parties.

De tels arrangements ont déjà été approuvés dans le passé lorsque, après un contrôle de la légalité, il a été conclu que les contrats en question sont conformes à la législation en vigueur et poursuivent un objectif d'intérêt communal.

Le contenu d'un contrat de bail avec option d'achat présenté comme PPP peut fortement varier d'une situation à l'autre, de sorte qu'il devient nécessaire d'analyser à chaque fois les spécificités du cas d'espèce présenté. Pouvant s'agir de contrats mixtes portant sur des prestations de natures différentes dont certaines peuvent ne pas relever du champ d'application de la législation relative aux marchés publics, l'objet principal de l'opération est susceptible de déterminer le régime juridique applicable à l'opération entière. Cette analyse se fait sur base des informations transmises par l'administration communale concernée dans le cadre du contrôle de légalité.

L'arrêt du 29 octobre 2009 de la Cour de justice de l'Union européenne mentionné dans la question parlementaire sous objet, illustre l'analyse qui doit être effectuée au cas par cas, en considération des circonstances de chaque cas d'espèce. Dans l'affaire toisée le 29 octobre 2009, la Cour de justice a retenu qu'en cas de contrat de location d'un immeuble à construire, dont la construction n'avait pas encore été entamée, « le contrat ne pouvait pas avoir comme objectif immédiat la location d'immeubles ». Par conséquent, la Cour a décidé que l'élément déterminant aux fins de la qualification d'un marché est l'objet principal de celui-ci, ce qui représentait dans le litige en question la construction des ouvrages. En l'espèce, la réalisation de cette construction répondait à la définition de marché public de travaux, dans la mesure où « l'ouvrage (a été) réalisé conformément aux besoins précisés par le pouvoir adjudicateur ». Ce critère découlait de la définition de marché public de travaux, telle que contenue à l'article 1^{er} point a) de la directive 93/37 ; critère repris en substance par les directives successives. Les critères tels que dérogés par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne sont pris en compte par mes services, lors de l'analyse des dossiers présentés, de même que l'incidence des seuils européens.

Question 2977 (12.10.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **démolition d'immeubles** :

Bestoend Haiser duerch Renovatioun, Restauratioun an/oder energieetes Optimiséierungen ze erhalten huet de Virdeel, dass vun der bestoender Bausubstanz profitéiert gëtt, ouni dass duerch en Ofrëss grouss Quantitéiten u Bauschutt ufale géifen. Zousätzlech ginn och eng ganz Rei Zäregas-emissionen agespuert, déi bei engem Neibau ufale géifen, a jee no Fall kann et och sinn, dass d'Erhale vun engem Haus zu der Konservatioun vum Patrimoine bäidroen kann.

Den Ëmweltimpakt vum Konstruktionssektor war och der Regierung bewusst, wéi si 2018 an hirem Koalitionsaccord festgehalten hat, dass:

« Le secteur immobilier et de la construction ne consomme pas seulement une part significative des combustibles fossiles, mais aussi des matériaux de construction fossile. »

D'Erhale vun existéierender Bausubstanz spillt deemno net nëmme virum Hannergrond vum Denkmalschutz, mee och am Kontext vun der nohalteger Entwécklung eng zentral Roll.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Minister fir Kultur, der Madamm Innenminister, dem Här Minister fir Wunnéngsbau an der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteger Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gebaier goufen pro Joer iwwert déi lescht zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt? Wéi villen ofgerappte Wunnitéiten entsprechen dës Zuele pro Joer?

2. Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer op Terrain gebaut, op deene virdu schonnes e Gebai stoung, wat am Virus huet missten ofgerappt ginn? Wéi villen nei geschaafte Wunnitéiten entsprechen dës Zuele pro Joer?

3. Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt, déi no beziungswies am Joer 1985 gebaut goufen?

Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt, déi virun 1985 gebaut goufen?



Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt, déi virun 1950 gebaut goufen?

Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt, déi virun 1930 gebaut goufen?

Wéi vill Gebaier goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ofgerappt, déi virun 1900 gebaut goufen?

4. Falls dem Ministère déi gefroten Zuelen net virleien: Op wéi eng Zuele stëtz de Ministère seng Nohaltegkeetspolitik am Beräich vum Logement a wéi suiveiert de Ministère de potenzielle Verloscht u Patrimoine immobilier?

Réponse commune (17.11.2020) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture**, de **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur**, de **M. Henri Kox, Ministre du Logement**, et de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

Déi gefroten Zuele kënnen leider net geliwert ginn, well dozou keng statistesch Donnéeën erhewe ginn.

Wat d'Erhale vun existéierender Bausubstanz vum Hannergrond vum Denkmalschutz ugeet, sou ass d'Potenzial vu bewunntem a bewunntem Patrimoine zu Lëtzebuerg grouss. Bei der Bestëmmung vu schützenswäerte Gebaier iwwer d'PAGe vun de Gemeenge konnt de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) zum Beispill ronn 27.000 Gebaier identifizierte, déi zum groussen Deel schonn als Wunraum déngen oder a Form vu Scheieren, Ställ an Depote bestinn, déi a Wunraum ëmgewandelt kéinte ginn. Dozou kommen nach déi vill industriell Friche uechtert d'Land. De gesetzleche Kader gesäit iwwerdeems substanzieell finanziell Hëllef fir esou Projete vir. Wat d'Energieeffizienz vun denkmalgeschützte Gebaier ugeet, konnt den SSMN an de leschte Joren eng Expertis opbauen a ka Léisunge virschloen, déi am Aklang mat der historiescher Bausubstanz sinn.

Question 2978 (12.10.2020) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant la **Tilidine** :

En Allemagne, le médicament Tilidine, un analgésique opioïde synthétique, est de plus en plus populaire auprès des jeunes. Ainsi, 100.000 doses journalières furent prescrites aux jeunes de 15 à 20 ans en 2017. En 2019, se taux s'élevait déjà à 3.000.000 doses journalières.

La Tilidine, en tant qu'opioïde fort, peut rendre dépendant et provoquer des effets secondaires non négligeables, tels que du vertige, du vomissement, des maux de têtes, etc.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- 1) Quelle est l'évolution des prescriptions d'analgésiques opioïdes, et surtout de la Tilidine, aux jeunes de 15 à 20 ans sur les dix dernières années au Luxembourg ?
- 2) Existe-t-il des chiffres sur les hospitalisations liées à la consommation des médicaments opioïdes sur les dix dernières années, ventilées par groupe d'âge ?
- 3) Depuis le 15 avril 2020, les ordonnances de Tramadol sont limitées en France à trois mois au lieu d'un an, afin de lutter contre le mésusage de ce médicament. Quelles sont les limites d'ordonnances de médicaments opioïdes au Luxembourg ? Monsieur le Ministre, juge-t-il utile de changer les durées maximales des ordonnances d'analgésiques opioïdes au Luxembourg ?

4) Madame la Ministre, quel est l'état d'avancement du « Plan d'action national en matière de drogues et de leurs corollaires 2020-2024 » ?

Réponse commune (12.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale** :

ad 1) La Tilidine est un analgésique opioïde synthétique d'usage similaire à celui de la morphine. Elle est utilisée dans le traitement de la douleur modérée à forte, aiguë ou chronique. Elle est vendue au Luxembourg sous le nom de Valtran (Valtran gouttes ou Valtran retard comprimés). Le médicament Valtran est une combinaison de deux substances actives, le chlorhydrate de Tilidine et le chlorhydrate de Naloxone. La Naloxone est un composé polycyclique complexe et le principal antagoniste des récepteurs de la morphine.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ces chiffres ne tiennent compte que des médicaments vendus dans les pharmacies publiques à la population protégée résidente. De manière générale les médicaments administrés à un patient lors de son séjour/passage hospitalier ne sont pas

considérés car ces frais sont directement pris en charge par la Caisse nationale de santé via les frais variables des hôpitaux.

ad 2) Il n'est pas possible de donner une réponse fiable à cette question comme la qualité des données sur les diagnostics principaux des hospitalisations sur les dernières années n'a pas de force probante. Pour le futur, grâce à l'introduction de la documentation hospitalière, des analyses plus poussées seront possibles.

ad 3) Les produits opioïdes sont enregistrés au Luxembourg sous l'un des deux modes de dispensation suivants :

- « S » pour les stupéfiants, pour lesquels les prescriptions sont limitées à 7 jours maximum sauf dérogations prolongeant cette durée à 21 jours ;

- « RR » pour non renouvelable. Le renouvellement de la délivrance d'un médicament soumis à prescription médicale non renouvelable n'est autorisé que dans la mesure où le prescripteur en a fait mention expresse sur l'ordonnance³¹.

Le médecin adapte la prescription à son patient dans le cadre de sa liberté thérapeutique.

ad 4) Le Conseil de Gouvernement a avalisé la stratégie nationale en matière d'addictions et le Plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires dans sa séance du 9 octobre 2020, ce qui permet son déploiement.

Question 2979 (13.10.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant les **échanges internationaux concernant l'autorisation d'exercer des médecins** :

D'Verhältnis tëscht engem Patient an engem Dokter ass ee ganz sensibel. E Patient muss sengem Dokter vertrauen, a grad wann et em méi schweier Krankheeten oder Verletzung geet, souguer heiansdo säi Liewen am Operatiounssall an d'Hänn vu sengem Dokter leeën.

Fir ze verhënnern, dass Dokteren, déi sech duerch schlëmmt Feelverhale strofbar gemaach hunn, nach Patiente behandele kënnen, kann de Gesondheetsministère zu Lëtzebuerg den Dokteren hir Approbatioun entzëien, falls et zu engem grave Feeler bei der Behandlung vun engem Patient koum.

Änlech Prozedure ginn et och am Ausland an eigentlech informéieren d'Länner aus der EU sech och géigesäiteg doriwwer, wéi eng Dokteren hir Approbatioun verluer hunn.

Wéi RTL 5 Minutes den 12. Oktober 2020 gemellt huet, soll et aktuell awer e Gynekolog ginn, deen hei zu Lëtzebuerg schafft, obwuel hien a Frankräich wéinst engem grave Feeler net méi exerceieren dierf.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. Ass der Madamm Ministesch de genannten Artikel aus der Press bekannt an huet si Kenntnis vun de Virwërf, déi opgeworf ginn? Ass et richteg, dass zu Lëtzebuerg eng oder méi Persounen als Dokter schaffen, déi an anere Länner kee Recht méi hunn, hire Beruf ze exerceieren?
2. Kann d'Madamm Ministesch erklären, wéi et dozou komme kann, dass Dokteren, déi am Ausland hir Approbatioun verluer hunn, zu Lëtzebuerg nach schaffen kënnen?
3. Feelt et, der Aschätzung vun der Ministesch no, un harmoniséierte Prozeduren, fir e feelerfräien internationalen Informationsaustausch ze garantéieren a Fäll, wou Dokteren hir Approbatioune entzu kréien?
4. Wéi wëllt de Gesondheetsministère den internationalen Informationsaustausch am Kontext vun den Approbatioune fir Medezinner verbessere?
5. Falls d'Informatioune aus dem RTL-Artikel zoutreffe sollten: Wéi wäert de Gesondheetsministère reagéieren? Wäert de betroffenen Dokter nach weiderhin zu Lëtzebuerg schaffen kënnen?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

De Gesondheetsministère huet Kenntnis vun deem genannten Artikel an der Press an huet och direkt reagéiert an deem Sënn, dass e sech emgeeënd mam Collège médical, der Autorité disciplinaire vun de Medezinner, a Verbindung gestallt huet, fir eng Enquête unzefroen. Déi Enquête ass aktuell nach um Lafen an de Gesondheetsministère waart op en definitiv Avis vun dem Collège médical, deen zurzäit mat de franséischen Autoritéiten a Kontakt ass. Wéinst dem Secret vun der Instructioun ass et momentan net méiglech, méi Detailler dozou ze ginn. Et ass ze ennersträichen, dass de Collège medical direkt eng ganz extensiv Analys vun der Situatioun gemaach huet, am Sënn vun der Sécherheet vun de Patienten. Soubal den definitiv Avis vun dem Collège

médical virläit, wäert de Gesondheetsministère eng Decisioun huelen, wéi et mam betraffene Medezinner weidergeet.

Well zurzäit weeder an dësem Fall nach an engem anere Fall d'Situatioun sech presentéiert huet, dass e Medezinner, deen zu Lëtzebuerg exerceiert, no dem Ausstelle vu senger Autorisation d'exercer zu Lëtzebuerg säin Droit d'exercer am Ausland komplett an definitiv verluer huet, ass et nach net zu dem Émstand komm, deen den honorablen Deputéierte beschreift. Fir sou Fäll awer virzebeugen, analyséiert de Gesondheetsministère zurzäit, wéi eng nei gesetzlech Reegel kéint an deem Fall gräifen, fir dass eng komplett an definitiv Radiatioun am Ausland d'office kéint zu engem Radiatioun zu Lëtzebuerg féieren.

Um europäeschen Niveau gëtt et eng Plate-forme d'échange, genannt Internal Market Information System (IMI), wou Informatiounen zwëschent de Memberstaate vun der UE ausgetosch ginn, enner anerem iwwer Decisioune am disziplinareschen a strofrechtleche Beräich betreffend Medezinner an aner Gesondheetsberuffer. Et ass an der Verantwortung vun den zoustännegen Autoritéiten aus de jeeweilege Memberstaaten, déi Plattform ze alimentéieren. Duerch déi elementär Prinzippe vun Droit de la défense ass et natierlech och just méiglech, definitiv Decisioune op der IMI-Plattform weiderzerechen. Dësen Émstand bréngt noutgedrongen e gewëssenen Decalage mat sech zwëschent der Revelatioun vun Informatiounen ronderëm eng Enquête am Ausland an der Meldung vun der finaler Decisioun op der IMI-Plattform.

Question 2981 (13.10.2020) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant le **port du masque** :

An de Covidgesetzter goufen eng Rei Dispositiounen festgeluecht, déi dozou bäidroe sollen, d'Ustiechungsgefor duerch de Virus ze miniméieren. Ènnert dësen Dispositiounen féinnt een enner anerem och d'Maskepflicht erëm. D'obligatorescht Droe vun der Mask ass eng staark ëmstridde Moosnam a gëtt vu Land zu Land ënnerschiddlech beurteilt a gehandhaaft - esouguer bannent dem Land ka sech dëst änneren, jee no Staat oder Institutioon. Zu Lëtzebuerg steet „social distancing“ an „Net ouni meng Mask“ op alle Fall op der Dagesuerdnung a wierkt sech op den Alldag vu ganz ville Mënschen aus.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Aarbechtsminister gär follgend Froe stellen:

1. Grad ewéi d'WHO hat sech och de Robert Koch-Institut laang géint eng allgemeng Maskepflicht ausgeschwat. Kann d'Madamm Minister bestätegen, dass den RKI eréischt méi spéit vermëttelt huet, dass wa symptomfräi Mënschen als Virsuerger eng Mask droen, de Risiko vun engem Iwwerdroung vu Viren op aner Mënsche méiglecherweis kéint verringert ginn, dass et dofir allerdéngs keng wëssenschaftlech Beleege géing ginn? Wa jo, wéi huet sech d'Beweislag an der Tëschzeit entwéckelt?
2. Kann d'Madamm Minister bestätegen, dass grad déi einfach Kottengmaske Viren net zeréckhale kënnen - scho guer net beim Houschten -, well d'Pore vun dem Stoff méi grouss sinn ewéi de Virus selwer an d'Mask de Virus domat ongehënnert duerchléisst?
3. Ginn et Recommendatioune, wéini, wéi heefeg an/oder no wéi vill Zäit een d'Mask wiessle soll, fir ze verhënnern, dass ee senger Gesondheet duerch d'Bildung vu Pilz an d'Uräichere vu Bakterien an der Mask schuet ?
4. Vill Leit hunn esouguer eng Mask un, wa si eleng am Auto sëtzen oder op Plazen ennerwee sinn, wou praktesch keng aner Leit sinn. Sollt de Gesondheetsministère net och Recommendatioune erausginn, wéini op d'Droe vun engem Mask sollt ganz verzicht ginn, zum Beispill well méiglech negativ Niewewierkunge bedeitend méi warscheinlech sinn ewéi déi eventuell Virdeeler?
5. Kann een allgemeng dovun ausgoen, dass iwwer hire prakteschen Notzen eraus d'Masken eng anxiogene Wierkung an der Gesellschaft kéinten entwéckelen, déi disproporcionéiert zu dem reellen Ustiechungsrisiko ass? Wa jo, vu wéi engem Punkt u géing d'Regierung hir Recommendatioune iwwert d'Droe vu Masken eventuell iwwerpräiwern, prezisiieren, reduzéieren oder ganz revidéieren?
6. Émmer méi heefeg an op ënnerschiddleche Plaze melle sech medezinesch Fachpersonal, Dokteren a Wëssenschaftler zu Wuert, déi viru méigleche Schied an Niewewierkungen duerch e falscht an net zweckgeméisst Droe vun der Mask warnen (rezent nach bei eise belschen Noperen). Esou soll zum Beispill d'Sauerstoffzoufuer behënnert ginn an doduerch Sauerstoffmangel entstoën, de sech schonn no nëmme e puer Minutten negativ Auswirkungen op verschidde mënschlech Nervenzellen huet, wouduerch laangfristeg irreparabel Schied entstinn. Wéi dat esou dacks bei esou Dis-

kussiounen de Fall ass, behaupten aner Fachleut den exakte Géigendeel. Ass d'Madamm Minister a Kennnes vun esou Warnungen an esou Diskussiounen tëschent medezineschen Experten? Wa jo, huet si schonn de Kontakt zu medezineschen Experte gesicht, fir dëst ofzeklären? U wien huet d'Madamm Minister sech heifir gewant?

7. Ass et richteg, dass Operatiounssall an de Spideeler mat engem spezielle System ausgestattet sinn, de fir eng prezis Fiichtgeekts-/Temperaturreegelung mat entspreched kontrolléiertem Sauerstofffluss suert, fir déi duerch d'Mask beanträchtegt Ootmung a Sauerstoffzoufuer auszegläichen?

8. Huet d'Madamm Minister Kennneser iwwert den CO₂-Gehalt, de beim Droe vun der Mask produziéiert an (op d'mannst zum Deel) zwangsleefeg och réckgeotemt gëtt? Wou läit, der medezinescher Wëssenschaft no, den toxikologesche Grenzwaert beim Anootme vun CO₂, vun deem un et gesondheetsschiedlech a geféierlech fir de Mënsch gëtt - besonnesch dann, wann een deem iwwert e längeren Zäitraum ausgesetzt ass? Wéi eng aner negativ gesondheetlech Effekter kënnen entstoën, zum Beispill duerch d'Anootme vu Bakterien oder Pilzen, déi sech an de Maske kënnen sammelen?

9. Eng Rei vu Persoune mussen och bei ustrengenden, hekteschen a kierperlechen Aarbechten (z. B. an der Educatioun, der Gastronomie oder an der Konstruktioun asw.) iwwer méi laang Perioden eng Mask andoen. Wär et net néideg, och fir déi Leit spezifesch Recommendatioune erauszeginn, déi potenziell Niewewierkunge kéinte miniméieren? Ass d'Madamm Minister dofir a Kontakt mat dem Aarbechtsministère? Gëtt et dozou Revendicatioune aus deene betraffene Secteuren oder vun der Säit vu de Gewerkschaften? Gëtt et aarbechtsrechtlech Dispositiounen am Kontext vun Otemschutz, déi och am Kader vun de Covidmaske missten applizéiert ginn?

10. Ass d'Madamm Minister a Kennnes iwwer dermatologesch Niewewierkungen, déi d'Droe vun der Mask, besonnesch och d'Droen iwwer e längeren Zäitraum, verursaache kann?

11. Ass d'Madamm Minister a Kennnes iwwer phisesch a psychesch Niewewierkungen, déi d'Droe vun der Mask, besonnesch och d'Droen iwwer e längeren Zäitraum, verursaache kann?

12. Wéi eng Konsequenzen huet d'Droe vu Masken op déi geeschteg Gesondheet bei jonke Leit, déi fir gewéinlech vill sozial Interaktiounen hunn, zum Beispill an de Schoulen?

13. Huet d'Madamm Minister Kennneser iwwer eng méiglech Gefor, dass d'Droe vun der Mask am Alldag zur Vereinsamung bäidroe kann, ganz besonnesch bei Leit, déi schonn net vill Kontakter hunn an/oder an Heemer wunnen? Wéi steet d'Madamm Minister dozou? Gëtt et dozou aktuell psychologesch oder psychiatresch Etüden?

14. D'Covidrestriktioune, déi schonn zënter ville Méint gëllen, gesinn eng Aschränkung a Limitatioun vun de soziale Kontakter am Alldag vir, an d'Leit sinn ueghealen, eng Mask unzedoen an/oder och phisesch Distanzen anzehalen. D'Mask verstoppt dat halleft Gesiicht, esoudatt een doriwwer d'eegen Emotioun weeder vermëttelen nach déi vum Gégeniwwer liese kann. Dëst alles ka schliisslech och zu engem emotionaler Distanz féieren. Gesäit d'Madamm Minister eng Gefor doran, dass dës Moosnamen zur Vereinsamung bäidroe kënnen, ganz besonnesch bei Leit, déi schonn net vill Kontakter hunn an/oder an Heemer wunnen?

15. Et ass mir zu Ouere komm, esouwuel vu Gesondheets- a Fleegepersonal ewéi och vu betraffene Familjen, dass déi Restriktioune sollen dozou gefouert hunn, dass scho vill vun deenen eelere Leit, déi an engem Heem liewen, vereinsamen an esouguer opgehale hunn ze schwätzen. Ass d'Madamm Minister am Kontakt mat Institutioenen vun dëser Aart, fir sech e Bild vun den Entwécklungen am Hiblëck op d'Auswierkunge vun de Restriktiounen ze maachen? Kann d'Madamm Minister déi beschriwwene Situatioun an den Heemer bestätegen?

16. Wann d'Masken, der Meenung vun der Regierung no, sollten eng Wierkung géint Viren hunn (cf. supra, Fro N°2), wéillt si dann an Zukunft enger Maskepflicht festhalen, fir och géint aner Viren oder Grippeviren eng gesellschaftlech Barriär anzeféieren? Ass d'Maskepflicht covidspesifesch? Wéillt d'Regierung no der Aféierung vun engem Impfung géint Covid oder anere Medikamente oder engem méi niddregen Ustiechungstaux d'Maskepflicht nees ofschafen, ouni Risiken duerch aner Viren ze consideréieren? Ass d'Regierung bereet, en Engagement ze huelen, dass no der Covidsituatioun all Obligatioune fir Masken unzedoen integral ofgeschaft gëtt?

Réponse commune (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, de **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**, et de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire** :

D'Lëtzebuerger Regierung prekonisziert keng allgemeng Maskepflicht, mee eng selektiv Maskepflicht,

³¹ Règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments

wann een d'Distanz vun zwee Meter net anhale kann (z. B. a Geschäfte oder am öffentlichen Transport). Et gëtt entre-temps ganz kloer wëssenschaftlech Beweiser, dass d'Droe vu Masken an d'Ofstandsregeln effektiv sinn, fir de Covid-19 ze vermeiden. (Referenzen: Physical distancing, face masks, and eye protection to prevent person-to-person transmission of SARS-CoV-2 and COVID-19: a systematic review and meta-analysis. D.K Chu et al. Lancet 2020, June 27, 395(10242): 1973-87, an Strong impact of closing schools, closing bars and wearing masks during the COVID-19 pandemic: results from a simple and revealing analysis. P. Matzinger & J. Skinner, medRxiv 2020, Sep 28: preprint).

Déi einfach Kottengsmaske sinn awer manner effikass wéi déi professionnell „masques chirurgicaux“, mee ganz kloer besser wéi keng Mask (Referenz: Efficacy and use of cloth masks: a scoping review. M. Jain et al. Cureus 2020, Sep 13;12(9): e10423).

Et gëtt recommandéiert, eng Mask net méi laang wéi véier Stonnen ze droen. Et soll ee se och changéieren, wa se ficht ginn ass. Et kann ee se awer dréchné loosse an dono erëm benotzen (Recommandatioun vun dem ECDC an der WHO).

Et mécht effektiv kee Sënn, eng Mask ze droen, wann een eleng ass. D'Regierung huet dat och ni recommendedéiert.

Et kann ee sech duerchaus virstellen, dass verschidde Leit Angschtgefiller beim Droe vun enger Mask kréien. Dat reduzéiert hir Effektivitéit an der Preventioun vun der Infektioun awer net a soll net dozou féieren, dass ee keng Maske méi benotzt. Et muss een dësse Problem vun Angscht dann aneschter ugoen (Referenz: The association between physical and mental health and face mask use during COVID-19 pandemic: a comparison of two countries with different views and practices. C. Wang et al. Front Psychiatry 2020, Sep 9; 11: 569981).

D'Ausso, dass déi normal Mask de Sauerstoffgehalt géif erofsetzen, huet absolutt keng medizinesch Begrënnung oder Beweis.

D'Loft an den Operatioussäll ass effektiv kontrolléiert op Fiichtegkeet an Temperatur, mee net op de Sauerstoffgehalt, well dat net néideg ass, och wann d'OP-Personal Masken dréit. Hei handelt et sech och erëm ëm eng falsch Informatioun.

Beim CO₂-Gehalt ass d'Situatioun e bëssen anescht. Leit, déi schwéier Longekrankheeten hunn, kënnen hiren CO₂-Gehalt am Blut erhéien, wa si eng Mask droen. Dëst ass rar bei den normale Masken a méi markéiert bei den FFP2-Masken, déi vill méi dicht sinn. Dofir ass jo och am Gesetz virgesinn, dass Leit mat Krankheeten, wou d'Droe vum Mask net méiglech ass, dëst och net ze maache brauchen. Et gëtt keng kloer wëssenschaftlech Erkenntnisser, dass de Mask Problemer mat Bakterien oder Pilze provoziert (Referenz: Face masks: benefits and risks during the COVID-19 crisis. C. Matuschek et al. Eur J Med Res 2020, Aug 12; 25(1): 32).

Laut den Dispositioun vum Aarbechtsgesetzbuch ass den Employeur verpflichtet, d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Matarbechter an allen Aspekter vun der Aarbecht ze garantéieren.

Laut dem Art. 1^{er}, alinéa 1^{er}, Punkt 4 vun der „loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie COVID-19“, muss d'Personal aus dem Secteur vun der Horeca, dat an direktem Kontakt mam Client ass, eng Mask oder soss e Mond- an Nueseschutz undoen.

Am Secteur vun der Konstruktions müssen d'Aarbechter e Mask oder soss e Mond- an Nueseschutz undoen, wann eng Distanz vun op d'mannst zwee Meter net respektéiert ka ginn. Dat selwecht zielt am Secteur vun der Educatioun, ausser fir d'Kanner, déi nach keng sechs Joer al sinn.

Et gëtt keng aarbechtsrechtlech Dispositiounen am Kontext vum Otemschutz, déi eng maximal Dauer, fir d'Covidmask unzuedoen, géif virgesinn.

Et ass wouer, dass e Mask ze droen net onbedengt agreeabel ass, besonnesch wann een domat schaffe muss. Et ass awer erstaunlech, dass säit iwwer honnert Joer, wou Masken am Gesundheitssektor benotzt ginn, ni een do e Problem gesinn huet bei Leit aus dësem Beräich, déi oft stonnelaang bei der Aarbecht Masken droen a schwéier kierperlech Aarbecht maachen, an elo plötzlech do ee Problem soll sinn an der Educatioun, der Gastronomie oder der Konstruktions, an dofir aarbechtsrechtlech Dispositiounen solle spillen.

Dermatologesch Problemer kënnen bäi Irritatiounen oder allergesch Reaktiounen a verschidde Fäll entsteen. Dëst ass erëm besonnesch bei FFP2-Masken de Fall, mee kënn et bei einfache Maske vir (Referenz: Surgical mask dermatitis caused by formaldehyde (releasers) during the COVID-19 pandemic. O. Aerts et al. Contact Dermatitis, 2020 Aug; 83(2):172-3).

Wéi d'Droe vun engem Mask op d'mental Gesondheet Afloss huet, ass nëmmen deelweis gewosst.

Dëst hänkt och ganz vill vun der sozialer Akzeptanz vun der Mask of. Dëst ass ofhängeg vun der jeeweileger Kultur. An Asien ass dës Gewunnecht wäit akzeptéiert, bei eis ass dat historesch net de Fall. Et ass och kloer, dass de Mënsch gewinnt ass, d'Gesichtsdruck vun anere Leit stänneg ze interpretéieren. Dëst fällt natierlech duerch de Mask fort a mécht a verschidde Situatiounen d'sozial Aktivitéit méi schwéier. Ob dëst elo direkt Konsequenzen op Kanner oder eeler Leit huet, ass nach net ausféierlech studéiert ginn.

De Familljeminstère huet reegelméisseg Kontakt mat den eenzele Gestionnaire vum den Alters- a Fleegeheemer a mat der COPAS, hirem Daachverband.

All Mënsch brauch Ureizer a Stimulatioun vu senger physeschen, psycheschen a kognitive Fäegkeeten, fir dës kënnen weiderzeentwéckelen oder ze erhalen. Während dem Confinement, wou de Besuch duerch Familljemembere an den Alters- a Fleegeheemer deelweis net méiglech war, huet d'Fleege- an Encadrementspersonal ganz vill Effort gemaach, fir dësse Manque opzefänken. D'Gestionnaire waren deelweis ganz kreativ, wann et drëm gaangen ass, een Aktivitéitprogramm fir Kapp a Geescht fir hir Bewunner ënner schwierige Konditiounen op d'Been ze stellen oder de Kontakt mat der Famill iwwer Telefon oder Videoappellen oprecht ze halen.

Am Alter ass déi kognitiv Stimulatioun nach méi wichteg, well den natierlechen Ofbau vun dëse Capacitéiten nach méi séier geet wéi bei méi jonke Generationen. Et konnt awer bis elo keng generell Relatioun tëscht Vereinsamung an dem Confinement an den Alters- a Fleegeheimer gemaach ginn.

D'Maske vermeiden am Allgemengen d'Infektiounen iwwer d'Otemweeër. A verschidde Länner ass d'Droe vun enger Mask, wann ee krank oder wann ee bei ville Leit ass, eng Normalitéit. An Europa war dat bis elo net üblich a sozial manner akzeptéiert. Et ass duerchaus méiglech, dass dëst duerch d'COVID-19-Kris elo anescht gëtt an dass et sozial akzeptabel gëtt, a verschidde Fäll, op fräiwëllege Basis, e Mask ze droen. Et ass awer net virgesinn, op laang Dauer eng Maskepflicht ze behalen.

Question 2982 (13.10.2020) de **M. David Wagner** (*déi Léin*) concernant la **stratégie à long terme en matière de lutte contre le réchauffement climatique** :

Le règlement 2018/1999 de l'Union européenne sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat oblige les États membres à soumettre jusqu'au 1^{er} janvier 2020 leurs stratégies nationales respectives de lutte contre le réchauffement climatique à long terme. Or, une telle stratégie n'a pas encore été présentée par le Gouvernement luxembourgeois et ne se trouve pas non plus sur le portail en ligne de la Commission européenne.

Suivant le règlement précité, les plans nationaux en matière d'énergie et de climat pour 2030 (PNEC) doivent être compatibles avec la stratégie à long terme imposée par le règlement européen. Pourtant, le PNEC a déjà été publié et a été adopté par le Gouvernement en conseil en l'absence d'une stratégie à long terme.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

- 1) La stratégie à long terme a-t-elle déjà été élaborée ?
- 2) Dans l'affirmative, quand est-ce qu'elle sera présentée au public et ensuite envoyée à la Commission européenne ?
- 3) Dans la négative, comment Madame la Ministre explique-t-elle le retard, sachant que la mise en œuvre d'une stratégie et de mesures efficaces est urgente au vu du défi que nous pose le dérèglement climatique ?

4) Le Gouvernement mettra-t-il en place une procédure de participation citoyenne dans le cadre de l'élaboration de la stratégie telle que la prévoit le règlement précité ?

Réponse (16.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, avec le concours de l'ensemble des autres ministères concernés, est en train de finaliser l'élaboration du projet de stratégie nationale à long terme en matière d'action pour le climat du Luxembourg. Celle-ci vise à identifier les principaux champs d'action et mesures stratégiques requis pour réussir la transition vers la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard, objectif à long terme que le Gouvernement propose d'ancrer également dans la future loi relative au climat. Le projet de stratégie fera prochainement l'objet d'une consultation publique, conformément aux exigences de la réglementation communautaire.

Même si sa soumission au secrétariat de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques risque d'être reportée à début 2021, la stratégie du Luxembourg aura le mérite d'intégrer les réflexions de la Commission européenne contenues dans sa récente communication intitulée « Accroître les ambitions de l'Europe en matière de climat pour 2030 ».

Question 2983 (13.10.2020) de **M. David Wagner** (*déi Léin*) concernant le **P&R à la gare de Bascharage-Sanem** :

Me référant à l'article « Geduldsprobe steht bevor », paru dans le « Luxemburger Wort » du 8 octobre 2020, et aux « Observations quant au projet de P&R à la gare de Bascharage-Sanem », émises dans le cadre de la procédure commodo-incommodo de ce projet des CFL et publiées sur le site de la Biergerinitiativ Gemeng Suessem (bigslu.net), j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports :

1) Quand est-il prévu de débuter les travaux de réduction du boulevard Kennedy à Bascharage se situant entre la gare et la brasserie ? Quel sera l'impact de ce chantier, pendant les différentes phases de construction, sur l'accès à la gare de Bascharage-Sanem pour les différentes catégories d'usagers (piétons, voitures, bus, deux-roues) venant de Bascharage ? Ces travaux commenceront-ils dès l'année prochaine, ou à un autre moment à préciser, et quelle en sera la durée prévisible ?

2) Pouvez-vous confirmer l'information parue dans le « Wort » que des travaux d'abaissement du CR110 sont prévus sur la hauteur entre Sanem et Bascharage (CR110) au printemps 2021 pour y construire un « passage à gibier » ? Pouvez-vous confirmer la durée y annoncée de ces travaux de quatre ans ? Inclura-t-elle la construction d'un pont du contournement de Bascharage prévu également à cet endroit pour enjamber le CR110 ? Quel sera l'impact de ces travaux sur l'accès à la gare de Bascharage-Sanem pendant les différentes phases de construction pour les différentes catégories d'usagers (piétons, voitures, bus, deux-roues) venant de Sanem ?

3) La gare de Bascharage-Sanem restera-t-elle totalement ou partiellement inaccessible pendant la durée annoncée de quatre ans de ces travaux ? La circulation routière entre les localités de Bascharage et Sanem sera-t-elle entièrement ou partiellement interdite pendant cette période ? Pouvez-vous déjà me renseigner sur les déviations prévues pour les différentes lignes TICE assurant la liaison des deux communes ? Passeront-elles toutes par Niederborn ? Sera-t-il envisagé de mettre en place des navettes entre la gare de Bascharage-Sanem et les localités proches de la gare pendant les heures de pointe, au cas où la gare de Bascharage-Sanem ne serait plus desservie par les lignes de bus du TICE ?

4) Pouvez-vous confirmer l'information parue dans le « Wort » que les travaux du parking P&R ne commenceront qu'après ces 4 ans et dureront 2 ans, ce qui porterait la durée totale de l'inaccessibilité complète ou partielle de la gare de Bascharage-Sanem à 6 ans ?

5) Quel a été le nombre de passagers vers Pétange et vers Luxembourg fréquentant la gare de Bascharage-Sanem (montées et descentes) avant l'entrée en vigueur des mesures sanitaires dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 ? Quelle a été l'évolution de cette fréquentation depuis la mise en double-ligne de la liaison Pétange-Luxembourg gare centrale ?

6) Pouvez-vous confirmer l'information obtenue par le « Wort » que les CFL recommanderaient aux usagers d'utiliser le P&R prévu de Rodange pendant les travaux du P&R Bascharage-Sanem ? Pensez-vous qu'une telle hypothèse est réaliste en considérant que ce P&R se situe à certainement plus de 6 km en amont de la liaison vers Luxembourg gare centrale ? Est-ce que cela signifie que la construction d'un parking provisoire, prévue dans le dossier commodo-incommodo sur le territoire de la commune de Bascharage pendant la durée de construction du P&R Bascharage-Sanem, n'est plus envisagée ? Pour quelle raison ? Et si ce parking provisoire était néanmoins construit, quelle en serait l'accessibilité des deux côtés (Bascharage et Sanem) pendant la durée de sa construction, tenant également compte de la transformation du boulevard Kennedy en voie à circulation réduite ?

7) Comme la Biergerinitiativ Gemeng Suessem (BIGS) annonce sur son site vouloir introduire un recours devant le tribunal administratif contre l'avant-projet définitif (APD) du contournement de Bascharage à travers différentes zones de protection de la nature, dont une zone Natura 2000, et que les motifs y invoqués semblent sérieux, ne pensez-vous pas qu'il serait judicieux d'attendre l'issue de ce recours avant de commencer les moindres travaux en relation avec ce contournement, dont le « passage à gibier » prévu ? Ne faudrait-il pas

d'abord commencer par la construction du P&R Bascharage-Sanem, ce qui permettrait également d'attendre l'évolution à moyen terme de la circulation et de la pollution dans l'avenue de Luxembourg à Bascharage utilisée comme motif légal de construction du contournement de Bascharage ?

8) À supposer que le contournement de Bascharage soit construit un jour, ne faut-il pas admettre que la fonctionnalité de la ligne de chemin de fer mise à double voie il y a quelques années, permettant actuellement de relier les communes de Bascharage et de Sanem en 15 à 20 minutes à la gare centrale de Luxembourg, en serait gravement touchée par le fait que le train serait définitivement concurrencé par une nouvelle voie rapide vers Bertrange (contournements de Bascharage et Dippach) qui ne disposerait d'aucun accès aux gares existantes, du moins pas à Bascharage ? Le projet de contournement routier ne compromettra-t-il donc pas définitivement le succès de la valorisation des transports en commun sur cette ligne ? Le P&R de Bascharage-Sanem ne risquera-t-il pas d'être disproportionné dans cette hypothèse ?

Réponse (12.11.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) Le projet du boulevard Kennedy à Bascharage figure sur la liste d'investissements retenus dans le cadre de la fusion des communes de Bascharage et de Clemency en 2010. L'étude du réaménagement du CR110 boulevard J-F Kennedy a été élaboré en étroite collaboration entre l'Administration des ponts et chaussées (APC) et l'administration communale de Käerjeng. Le projet prévoit non seulement de réaménager la chaussée et de renouveler la canalisation, mais aussi la création d'une piste mixte de 3,5 mètres tout au long du projet pour promouvoir la mobilité active. En vue de revaloriser la situation d'un tracé de 1.400 mètres de longueur, la chaussée sera réduite à 6 mètres de largeur, des trottoirs traversants seront intégrés et des arbres seront plantés.

Le début des travaux du chantier sur le CR110 est programmé pour mars 2021 avec une durée estimée de 675 jours ouvrables.

Le chantier est regroupé en cinq phases, dont la première concerne la modification de la rue de la Continentale en vue de garantir le trafic Sanem-Käerjeng en sens bidirectionnel. Tenant compte des travaux d'envergure de canalisation, le CR110 restera seulement ouvert en sens unidirectionnel (gare -> brasserie) pendant les phases 2, 3 et 4 du chantier. De plus, le croisement N5/CR110 sera fermé pendant la deuxième et la troisième phase.

À cause du barrage du croisement N5/CR110, la rue « cité Kauligwies » sera modifiée pour rendre possible aux conducteurs de sortir du CR110. La cinquième phase est un démantèlement des deux chaussées modifiées de la commune.

Lors des travaux du CR110 (boulevard J-F Kennedy), l'accès pour les utilisateurs à la gare restera garanti par la rue de la Continentale en venant de Käerjeng. En venant de Sanem, il n'y a pas de restrictions. La situation pour le bus est encore en phase d'analyse avec le syndicat TICE. Soit il accède à la gare en venant de Sanem et en sortant vers la ZAE Bommelscheuer, soit le bus sera dévié sur l'autoroute. Le vélo est obligé de prendre le même chemin que la voiture, sauf si le vélo est mené à la main puisque l'accès à la gare est garanti à tout moment pour les piétons.

ad 2) Le début des travaux d'abaissement du CR110 entre Bascharage et Sanem est prévu pour le printemps 2021 et ils ont comme but la construction d'un passage à gibier afin de relier le Bobësch et le Zämerbësch. La durée prévue pour le chantier est de 42 mois. Un pont routier enjambant le CR110 ne sera pas construit dans le cadre de ce chantier.

L'accessibilité à la gare en provenance de Sanem est garantie par le CR110 pendant la première moitié du chantier, tandis que l'accessibilité à la gare en provenance de Bascharage est garantie par le CR110 pendant la deuxième moitié du chantier. Ceci est le cas pour tous les modes de transport.

Le chantier est coordonné étroitement avec celui du boulevard Kennedy.

ad 3) Les réponses à ces questions ont été données sous les points 1) et 2).

ad 4) Le démarrage des travaux de construction du nouveau P&R en ouvrage était initialement prévu après la réalisation des travaux d'abaissement du CR110, mais en tenant compte de la coordination réalisée entre l'APC et les CFL, les travaux du parking en ouvrage pourront commencer en parallèle avec la dernière phase de l'abaissement du CR110 côté Sanem, à savoir 3 ans après le début programmé du projet de l'APC et dureront environ 2 ans.

L'intégralité du parking actuel de l'arrêt ferroviaire Bascharage-Sanem restera ouvert pendant les travaux au CR110.

Pendant le chantier de construction du nouveau P&R en ouvrage, le parking actuel côté Sanem ne pourra plus être utilisé car le projet du futur parking en ouvrage s'étendra sur toute cette emprise.

Par contre, la deuxième partie du P&R de l'arrêt ferroviaire (environ 100 places) située de l'autre côté des voies ferrées (côté Bascharage, le long de la rue de la Continentale) restera disponible pendant la construction du nouveau P&R en ouvrage.

L'accès vers les quais de la gare sera garanti par le souterrain existant.

ad 5) Depuis la mise en service de la mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Pétange (P) et Luxembourg (L) en date du 9 décembre 2012, la fréquentation quotidienne de l'arrêt Bascharage-Sanem (Bs) a évoluée comme suit :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 6) Les CFL préconisent effectivement à ses clients de se rabattre non seulement sur le futur P&R en ouvrage de la gare de Rodange, puisque ce dernier aura une très grande capacité (1.500 places) et sera mis en service avant le démarrage du chantier du P&R en ouvrage de l'arrêt de Bascharage-Sanem, mais aussi sur les P&R des gares de Pétange et de Dippach-Reckange. En effet, le P&R de la gare de Pétange a été provisoirement agrandi de plus de 100 places pour compenser les emplacements perdus pendant le chantier en gare de Rodange et ces dernières seront ainsi disponibles pour nos clients de l'arrêt de Bascharage-Sanem quand le P&R en ouvrage de Rodange sera mis en service mi-2022.

En parallèle, les CFL travaillent sur un agrandissement définitif du P&R de la gare de Dippach-Reckange, qui verra sa capacité également augmenter d'environ 100 places et ceci pour mi-2022.

Toutes ces propositions d'alternatives sont cohérentes puisque les usagers actuels du P&R de Bascharage-Sanem ne proviennent non seulement de Bascharage, mais aussi de Sanem, de Clémency, de Pétange, voire de plus loin comme de Belgique et de France. En proposant les alternatives susmentionnées, il est estimé pouvoir compenser la perte des environ 100 places de stationnement de l'arrêt de Bascharage-Sanem.

Le parking provisoire à Bascharage proposé lors d'une discussion avec l'Administration de la gestion de l'eau n'a pas été repris dans le dossier de demande d'autorisation pour les établissements classés (commodo-incommodo) car cette hypothèse n'a pas pu être validée compte tenu justement du phasage de tous les projets prévus sur le territoire de la commune de Bascharage.

ad 7) La construction du contournement ne sera pas entamée sans disposer des autorisations afférentes. D'une part, le chantier de l'abaissement du CR110 est dissocié du contournement, notamment en matière d'autorisation. D'autre part, le chantier fait partie d'une planification d'ensemble, notamment nécessaire pour permettre la construction du projet du P&R des CFL.

Si les travaux de construction du P&R en ouvrage de l'arrêt Bascharage-Sanem devaient commencer avant l'abaissement du CR110, le projet du P&R devrait être adapté en supprimant le demi-niveau (-1) et en réduisant l'emprise au sol du bâtiment pour pouvoir réaliser un accès provisoire vers l'arrêt ferroviaire, vers le P&R et vers le site Norton/St. Gobain pendant les travaux ultérieurs d'abaissement du CR110.

Par rapport aux 460 places de stationnement prévues actuellement avec le nouveau P&R en ouvrage, environ 160 emplacements devraient être supprimés dans cette hypothèse.

Vu les délais nécessaires pour l'adaptation des études du P&R et des nouvelles demandes d'autorisation qui deviendraient nécessaires, les travaux du P&R ne pourraient commencer que mi-2023, donc environ neuf mois seulement avant le début des travaux prévus actuellement suivant le phasage général du chantier de l'abaissement du CR110.

Pour ces raisons (perte d'environ 160 emplacements et gain de temps négligeable de neuf mois seulement), il n'est pas opportun de commencer par la construction du P&R en ouvrage avant que les travaux d'abaissement du CR110 se trouvent en dernière phase.

ad 8) Le contournement de Bascharage vise surtout à délester la localité du trafic, en vue de permettre un développement urbanistique qualitatif et cohérent, et d'assurer un accès direct des zones d'activités à l'autoroute A13, sans passer par le centre de la localité ou par le rondpoint Biff. Alors qu'aucun accès au contournement n'est prévu à partir du CR110 et du P&R, la situation des habitants de Bascharage et de Sanem ne sera pas impactée quant au temps pour rejoindre la capitale et les transports en commun ne se trouvent ainsi pas

concurrencés. Les clients des transports en commun vont continuer à profiter du train, et le fait que le transport en commun est désormais gratuit et comme la capacité des parkings P&R le long de la ligne 70 Luxembourg-Pétange-Rodange-Longwy va augmenter, comme précisé au point 6), le train deviendra encore plus attrayant en tant que moyen de déplacement. De plus, la gare de Bascharage/Sanem sera reliée à la piste cyclable qui sera construite avec le contournement et qui desservira la zone d'activités Bommelscheier.

Question 2984 (13.10.2020) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant les trains et bus de nuit :

Depuis le début de la pandémie de la Covid-19 et avec le confinement en mars 2020, les horaires des transports en commun ont connu un certain nombre de changements. Pendant la première phase plus restrictive du confinement, les trains et bus circulaient tous en horaire réduit en semaine, voire en horaire très réduit les dimanches et jours fériés.

À partir de la mi-mai et avec le déconfinement la circulation des trains et bus a doucement repris une cadence régulière pour revenir à la quasi-normalité au mois de juin 2020. Pourtant, les trains et bus de nuit n'ont toujours pas repris leur service. Ainsi, le dernier train à quitter la gare de Luxembourg-ville les vendredis et/ou samedis soir part vers minuit. Les réseaux de bus présentent des horaires nocturnes encore plus restreints que les CFL. Dans le réseau des TICE par exemple, le dernier bus à quitter la gare d'Esch-sur-Alzette un vendredi ou samedi soir part tout juste après 23.00 heure. De nombreuses localités dans les régions plus éloignées du pays ne sont même plus desservies par bus ou train après 22.00 heure voire 23.00 heures, plus non plus le week-end.

Même si le couvre-feu à minuit pour les bars et les restaurants est toujours en vigueur, cette réduction prolongée des horaires soulève certains questionnements. D'une part, les derniers bus et trains partent souvent bien avant la fermeture des bars et restaurants. Mais, d'autre part, les personnes devraient avoir la possibilité de se déplacer en transports en commun, même après minuit, en sortant de leurs activités sociales, culturelles, sportives ou même professionnelles, surtout les week-ends.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et des Infrastructures publiques :

- 1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'offre des trains et bus de nuit les week-ends ne s'adresse pas exclusivement aux personnes qui rentrent d'une soirée passée dans les bars ou au restaurant ?
- 2) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait utile d'adapter dès à présent les horaires des trains et des bus de nuit au départ de Luxembourg-ville et d'autres centres urbains de sorte qu'ils tiennent compte à la fois du couvre-feu actuellement en vigueur pour les horaires d'ouverture des bars et restaurants, mais aussi d'un temps transitoire supplémentaire après minuit pour garantir l'accès aux transports en commun à celles et ceux qui travaillent jusqu'aux heures tardives et se déplacent ensuite vers les points d'accès aux transports en commun ?
- 3) L'offre des trains et bus de nuit des CFL et du réseau RGTR sera-t-elle intégralement rétablie avec la levée du couvre-feu à minuit ou Monsieur le Ministre envisage-t-il une reprise anticipée des trains et bus de nuit de ces deux prestataires ?
- 4) Existe-t-il une concertation au niveau du Ministère des Transports avec les responsables des réseaux (inter)communaux comme les AVL et les TICE en vue d'un retour à la normale au niveau des services de bus et de trains nocturnes ?

Réponse (22.10.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Depuis le lundi, 8 juin 2020 l'offre ferroviaire avait de nouveau été offerte dans son intégralité et selon le dernier plan horaire en vigueur avant le 16 mars 2020, date de mise en place des mesures de confinement par le Gouvernement luxembourgeois.

Ainsi, les premiers trains de nuit, avec des départs à Luxembourg vers 01.00 heures et 03.30 heures, ont de nouveau circulé le week-end du 13 juin 2020.

Toutefois, compte tenu du couvre-feu à minuit pour les bars et restaurants, et de la faible demande des clients y relative, il a été décidé de suspendre la circulation des trains de nuit après le week-end du 25 juillet 2020.

Actuellement il n'est pas prévu de remettre en circulation ces trains, tant que l'évolution de la situation sanitaire et les mesures imposées restent inchangées.

En ce qui concerne le réseau d'autobus du RGTR, les courses en soirée n'avaient pas été supprimées

et fonctionnent de manière identique qu'avant la crise sanitaire. Un rallongement des horaires de circulation est d'ailleurs prévu sur plus en plus de lignes d'autobus, non pas à cause d'une reprise d'activités, mais en fonction de l'avancement de la réorganisation du réseau entier du RGTR.

Les lignes exploitées par le Syndicat des TICE prennent leurs derniers départs entre 22.50 heures et 23.47 heures à la gare d'Esch-sur-Alzette, du lundi au samedi. Les dimanches et jours fériés, cela s'étend entre 22.04 heures et 23.25 heures. À noter que la ligne 4 du TICE prend un départ à la Rockhal à 23.30 heures, tous les jours.

Le réseau normal des AVL fonctionne jusqu'à minuit, ou peu après (00.30 heures), en garantissant un service depuis la gare centrale, ainsi que les pôles d'échange RGTR/Luxtram. Ainsi, le service « City Night Bus » de la Ville de Luxembourg n'est pas assuré les vendredis et samedis soir, au vu de la circulation normale des autobus de ligne et de la fermeture des restaurants et cafés à minuit.

D'autres activités nocturnes, privées ou d'autre nature, ne permettraient pas de justifier une circulation plus poussée des moyens de transports publics ; à titre subsidiaire d'ailleurs, et pour autant que je sache, les activités dans le secteur des taxis restent également toujours en dessous du volume normal.

Question 2986 (14.10.2020) de Mme Viviane Reding et M. Laurent Mosar (CSV) concernant le dossier de soins partagé :

Den Dossier de soins partagé (DSP) gëtt niewt der Agence eSanté och vum Luxembourg Institute of Science and Technologie (LIST) gëreiert, notamment wat d'Software ugeet.

An deem Kontext wëlte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. War d'Commission nationale pour la protection des données (CNPd) ëm Avis gefrot ginn zu dëser Software?
2. Huet de LIST och Zougang zu de Patientendonnéeën aus dem DSP?
3. Ass de LIST outilléiert, fir all noutwendeg Mesuren am Beräich vum Dateschutz ze respektéieren?
4. Wëssend, datt déi franséisch Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) e ganz kritisches Avis iwwert déi franséisch Patiententablette erausginn huet, well dës vu Microsoft gehost ass, an duerch de Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA) domat déi amerikanesch Regierung Zougrieff op d'Gesondheetsdonnéeën aus Frankräich huet, wëlte mir froen, wou de Lëtzebuurger DSP gehost ass?
5. Kann d'Regierung garantéieren, datt keen Zougrieff op d'Donnéeën vum DSP huet ouni den Accord vum Patient?

Réponse commune (17.11.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

Am Virass ass ze ënnersträichen, datt den DSP selwer just vum der Agence eSanté gëreiert gëtt an net vum LIST. Den DSP ass ee vun de Servicier, déi op der nationaler elektronischer Plattform fir de gesécherchten Austausch an d'Deele vu Gesondheetsdate souwéi Gesondheitsapplikatiounen a Systemer ugebued ginn. D'Exploitioun an déi technesch Gestuon vun der nationaler Plattform gëtt och vun der Agence eSanté bedriwwen an d'Plattform ass ISO27001-zertiféiert.

Als Deel vum Kampf géint d'Entwécklung vun der Covid-19-Epidemie vum d'Agence eSanté vun der Regierung beoptraagt ginn, eng Telekonsultatiounsleesung opzesetzen. Doropshin ass säit dem 30. März eng Applikatioun mam Numm „Maela“ iwwert déi national Plattform zur Verfügung gestallt ginn. Dëst Instrument, wat nëmmen mam Accord vum Patient benotzt gëtt, erméiglecht fernmedezinesch Iwwerwaachung vu Patienten, déi positiv op Covid-19 getest goufen an doheem isoléiert sinn oder just aus dem Spidol entlooss goufen. Op dës Manéier kann d'Verbreedung vum Virus limitéiert ginn an d'Strukture vum Gesondheetssystem entlaascht, während de Patient eng medezinesch Versuergung vu qualifiziertem Personal kritt. D'Betreiung an d'Begleedung vun dëse Patienten gëtt duerch en Team vu Spezialiste vun der Gesondheitsautoritéit, deelweis mam Support vum Luxembourg Institute of Health (LIH), duerchgefouert. De Luxembourg Institute of Science and Technologie (LIST) ass hei net implizéiert.

ad 1. D'Applikatioun Maela ass vun engem Komitee vu verschiddenen Acteuren aus dem Gesondheetssystem ausgewielt ginn. An dësem Kontext gouf och d' Websäit <https://suivicovid.lu/> erstellt, déi Zougang zum Tool a fënnef Sproche gëtt. D'Daten, déi duerch dës Applikatioun traitéiert ginn, ënnerleien den normale Reegele vum europäeschen

Dateschutzreglement. En Avis vum der Dateschutzkommissioun ass opgrond vun dëse Reegelen net virgesinn a gouf net ageholl.

Beim Opbau vum DSP, bevir dësen an d'Pilotphas gang ass, gouf deemools ganz enk mat der Dateschutzkommissioun zesummegegeschafft, an nach eier den europäeschen Dateschutzreglement a Kraaft getrueden ass, war si am DPIA (Data Protection Impact Assessment) implizéiert.

ad 2. Nee, Zougang op Donnéeën aus engem DSP kënnen nëmmen de Patient selwer an déi Gesondheitsberuffer, déi a senger Prise en charge intervenéieren an deenen de Patient den Zougrieff op säin DSP erlaabt, kréien. De Patient kann d'Zougangsrechter op säin DSP selwer geréieren, dës och zu all Moment änneren, an hie kann och ëmmer a sengem DSP kucken, wie wéini an op wéi eng Donnéeën Zougrieff hat.

ad 3. Laut dem europäeschen Dateschutzreglement ass all Entitéit, déi perséinlech Donnéeën vu Leit traitéiert, responsabel fir déi néideg Mesuren, déi de Reglement virschreift, ze applizéieren an ëmzesetzen, soudass mir dervun ausginn, dass hei och all Entitéit déi noutwendeg Schrëtt ënnerholl huet.

Wat d'Sécherheitsmesuren ugeet, verweisen ech op d'Antworten op d'parlamentaresch Ufroen Nr. 1250 vum 25. September 2019, Nr. 2332 vum 4. Juni 2020 an Nr. 2335 vum 4. Juni 2020.

ad 4. Den DSP ass zu Lëtzebuerg an engem Datenzenter, dee ganz héich Sécherheitsstandarden erfëlle muss, gehost.

ad 5. Wéi schon ënnert dem zweete Punkt erwäunt, kann de Patient d'Zougangsrechter op säin DSP selwer geréieren a bestëmmen, wien Zougang op Donnéeën aus sengem DSP kritt. Hei gëllen d'Bestëmmungen, déi am groussherzogleche Reglement vum 6. Dezember 2019 iwwert den DSP virgesi sinn.

Question 2987 (14.10.2020) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le bâtiment de l'ancien Athénée à Luxembourg-ville :

Mam ale Kolléisch, deen haut och nach déi al Nationalbibliothék ass, hu mir net net just en aalt, mee och e schéint Gebai. Duerch seng zentral Lag an der Stad gëtt et all Dag vun honnerte vu Leit, dorënner och vill Touristen, gesinn. Zënter d'Nationalbibliothék seng Gebailechkeete gewieselt huet, steet dëst Gebai eidel.

An deem Kontext wëlte ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Firwat gëtt den Haff vun dësem Gebai net méi gefleegt, esou datt dëse propper an net voller Onkraut ass?
2. Ass dëst Gebai genuch securiséiert, grad och am Hibleck op d'Muttergottesstatu am Haff Richtung Ënneschtgaass?
3. Wéini leet d'Regierung der Chamber e Konzept fir déi zukünftig Notzung vum Gebai vir?

Réponse commune (04.11.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture :

ad 1. Den Haff gëtt nach ëmmer reegelméisseg ënnerhalen. Ofhängeg vun der Joreszäit kann et sinn, dass mat Momenter méi Ennerhalt ufält. Zu dësen Zäitpunkte wäerte vun de Servicier vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten zousätzlech Moosnamen geholl ginn.

ad 2. Säit dem Hiersch d'lescht Joer gëtt ee mol pro Dag vun engem Sécherheitsbeamte kontrolléiert, ob am a ronderëm d'Gebai alles an der Rei ass. Enner anerem ass d'Sécherheet vum Gebai och duerch eng Feiermeldeanlag assuréiert. D'Paart fir an den ale Schoulhaff, an deem d'Muttergottesstatu an enger Mauernisch steet, ass Dag an Nuecht zougespaart. Ier d'Nationalbibliothék op de Kierchberg geplënnert ass, war d'Situatioun vun dësem Haff an der Nuecht déi selwecht wéi elo. Zur Zäit vun der Nationalbibliothék war den Haff am Dag frai zougängelech.

ad 3. Den neie Programm, deen de 16. September 2020 vum Regierungrot approvüiert ginn ass, ge-

Le savez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

säit vir, dass d'Gerichtsverwaltung zousätzlech Raimlechkeeten an der aler Nationalbibliothéik kritt, an zwar vir déi dräi Handelskummere vum Bezirksgeriicht vu Lëtzebuerg. Um Rez-de-Chaussée sinn effentlech Funktiounen geplangt.

En Datum, fir der Chamber d'Konzept fir déi zukünftige Notzung vum Gebai virzestellen, läit nach net fest.

Question 2988 (16.10.2020) de **Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **gestes barrières dans les établissements de l'éducation secondaire** :

Le 4 septembre 2020, le Ministre de l'Éducation nationale a présenté un dispositif sanitaire comprenant douze mesures dans le cadre d'une rentrée scolaire accompagnée par la pandémie du Covid-19. Pourtant, il ressort de la communication officielle du ministre adressée aux établissements de l'enseignement secondaire, que le concept des gestes barrières n'est pas uniforme. En effet, le port du masque reste seulement une recommandation. Ainsi, il est laissé au choix du lycée de rendre le port du masque obligatoire en classe.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Le Gouvernement peut-il me communiquer les raisons de l'inexistence d'un concept uniforme au sujet des gestes barrières dans les établissements de l'enseignement secondaire ?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'un concept uniforme au sujet des gestes barrières dans les établissements de l'enseignement secondaire serait plus efficient afin d'éviter la propagation du Covid-19 au sein des lycées ?

Réponse (25.11.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Le dispositif sanitaire de l'Éducation nationale tel qu'il a été mis en place par décision du Gouvernement en conseil, a pour objectif de réagir de manière flexible et différenciée à l'évolution de la situation sanitaire au Luxembourg. Flexible, car le dispositif peut être adapté en fonction des besoins constatés. Différenciée, car des mesures complémentaires peuvent être décidées :

- soit par région ou même par école si la situation sanitaire locale le requiert ;

- soit au niveau national pour le cas où le Gouvernement est amené à prendre des mesures restrictives de portée générale destinées à endiguer la propagation du coronavirus.

Ce dispositif ou concept a été communiqué aux établissements scolaires avant le début de l'année scolaire ; il vient d'être adapté au niveau national en date du 23 novembre à la suite des récentes décisions gouvernementales.

À l'exception du port du masque à l'intérieur de la salle de classe, tous les gestes barrières prescrits par le concept s'appliquent à l'ensemble des établissements scolaires ; quant au port du masque à l'intérieur de la salle de classe, les lycées ont reçu l'autorisation d'en décider dans le cadre de leur autonomie. Notons que sur l'ensemble des lycées, seuls trois n'ont jusqu'à présent pas imposé le port du masque.

Question 2993 (16.10.2020) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant la **facturation médicale** :

D'Opstelle vum Dokteschrechnungen ennerläit strenge Reegelen, déi an enger Konvention téscht der CNS an der AMMD souwéi an enger spezieller Nomenclature festgehale sinn. Fir d'Patienten(innen) ass et awer net ëmmer evident an iwwersichtlech erauszefannen, wat genee d'Dokteren an hire Consultatione verrechnen, och wann d'Gesondheetskeess fir dësen Zweck den Online-Tool „Rechnungen verstehen“ op hirem Site ubitt.

Et kënt vir, datt op verschiddene Rechnungen de Code „divers“ optaucht, deen an der Nomenclature als Code net esou virgesinn ass. Aner Consultatione ginn als „consultation majorée“ verrechnet, woubäi den Dokter de Rendez-vous zu engem méi héijen Tarif verrechne kann.

Als Patient(in) ass een éischer de „maillon faible“ am Vertrauensverhältnis mam Dokter an dofir stellt de/d'Patient(in), an der Reegel, d'Richtegkeet vun enger Dokteschrechnung beim Bezuelen net a Fro.

D'Iwwerraschung fir d'Patienten(innen) ass allerdings grouss, wann se an hire Remboursemente vun der CNS feststelle mussen, datt zum Deel méi héich verrechent Montanten, zum Beispill bei enger widerhuelte „consultation majorée“, net ganz vun der CNS iwwerholl ginn.

An deem Zesammenhang weilt ech dem Minister fir Sozialversécherung an der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. A wéi enge Fäll kann een Dokter de Code diagnostique „divers“ verrechnen a wéi héich d'äerf dës Montant sinn? Gëtt dës Code an alle Fäll vun der Gesondheetskeess rembourséiert?

2. U wie kann de Patient sech wënnen, wann hien d'Gefill huet, dass seng Dokteschrechnungen net de Prestatioun vum Dokter entspriechen?

3. Wéi ass garantéiert, datt de Patient virun der Consultation iwwert déi méiglech Käschte vun enger Consultation informéiert ass?

4. Wéi bewäerten d'Ministerei d'Iddi, datt d'Dokteren, en amont vun enger Consultation, hir Tarifier op enger Plaz an hirem Cabinet (z. B. op engem Plakat) oder op enger Websäit misste publizéieren?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

D'Konvention téscht den Dokteren an der Gesondheetskeess gesäit verschidde Situatiounen vir an deenen den Dokter dem Assuré e Supplement, eng sougenannte „convention personnelle“ ka verrechnen.

Den Artikel 48 vun dëser Konvention gesäit vir:

« La mise en compte de suppléments d'honoraires pour convention personnelle présuppose une information préalable en ce sens de la personne protégée. Le traitement en question ne peut être commencé que lorsque la personne protégée a donné son accord pour prendre le supplément d'honoraires à sa charge. »

Den Artikel 50 vun der Konvention vun den Dokteren zielt déi enzel Situatiounen op, wou eng „convention personnelle“ ka verrechnet ginn, déi ënner de Coden CP1 bis CP7 opgeléicht sinn. Dëst kann zum Beispill si wann den Assuré säi Rendez-vous ëm eng bestëmmt Auerzäit gären hätt. En Dokter muss op sengem Mémoire d'honoraires ëmmer e Code uginn, och bei enger „convention personnelle“, esou wéi dat an der Konvention virgesinn ass. Eng „convention personnelle“ ass keng Leeschtung déi ka vun der Krankeversécherung iwwerholl ginn.

Wann en Assuré net averstanen ass mat engem Tarif vun enger Rechnung, sollt hien an enger éischer Phas Récksprooch huelle mam Dokter. Wann déi zwou Parteien keen Accord fannen, kann den Assuré eng offiziell Decisioun vum President vun der Gesondheetskeess froen. Mat dëser Decisioun kann hien dann e Recours virun der Commission de surveillance maachen. Den Artikel 47 Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheit, gesäit Folgendes vir:

« Tout litige au sujet d'un tarif en application des nomenclatures ou des conventions ou au sujet d'un dépasement des tarifs visés à l'article 66, alinéa 3 fait l'objet d'une décision du président du conseil d'administration ou de son délégué. Cette décision est notifiée à l'assuré et au prestataire de soins en cause. L'assuré ou le prestataire de soins peuvent porter le litige dans les quarante jours de la notification devant la Commission de surveillance prévue à l'article 72. »

D'Nomenclaturen, also och déi vun den Dokteren, sinn all op der Internetsäit vun der Gesondheetskeess zougänglech. Hei sinn déi verschidde Akten (Code a Bezeechnung) opgeléicht, grad ewéi den Tarif fir de jeeeweilegen Akt. An der Nomenclature sinn och verschidde „actes majorés“ virgesinn, zum Beispill wann eng Consultation méi laang dauert ewéi üblech.

Fir d'Doktere sinn d'„consultations majorées“ am Artikel 5 vum modifizéierte groussherzogleche Règlement vum 21. Dezember 1998 iwwert d'Nomenclature vun den Akten an Déngschtleschtungen vun den Dokteren (Règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrétant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie) définiert. Den Artikel 8 vum selwechte Règlement définiert d'Majoration fir technesch Akten.

Den Assuré kann a soll och mam Dokter Récksprooch huelen, wann en net mam Memoire d'honoraires zefridden ass.

Question 2994 (16.10.2020) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **coopération européenne** :

In einem Bericht des EU-Parlaments vom 28. Januar 2019 steht Folgendes zu lesen:

„Gemäß den Verträgen kann eine verstärkte Zusammenarbeit von mindestens neun Mitgliedstaaten im Rahmen der EU-Politik eingeleitet werden; ausgenommen sind dabei die Bereiche, die in der ausschließlichen Zuständigkeit der EU liegen. Die Teilnehmerstaaten können eine engere Zusammenarbeit beschließen, als in den Verträgen ursprünglich

für den jeweiligen Politikbereich vorgesehen war. Die verstärkte Zusammenarbeit erfolgt unter dem Dach der Europäischen Union und unter Nutzung ihrer Organe und Verfahren (Artikel 20 EUV und Artikel 326 AEUV).“

Weiter heißt es:

„Bisher wurde erst viermal eine verstärkte Zusammenarbeit beschlossen, nämlich in den Bereichen Europäische Staatsanwaltschaft, Scheidungsrecht, Eigentumsordnung und Europäisches Einheitspatent. Von diesen vier Bereichen hat man erst in einem mit der Umsetzung begonnen (Scheidungsrecht).“

Ein Sonderfall der verstärkten Zusammenarbeit, die Ständige Strukturierte Zusammenarbeit (SSZ), wurde 2017 vereinbart und umgesetzt.

Schließlich soll noch die verstärkte Zusammenarbeit im Bereich der Finanztransaktionssteuer (FTS) erwähnt werden, die noch nicht vollendet ist, obwohl der Rat bereits einer Gruppe von Mitgliedstaaten gestattet hat, die entsprechende Umsetzung fortzusetzen.“

Der Mechanismus der verstärkten Zusammenarbeit zeichnet sich dadurch aus, dass die beschlossenen Regeln in einem bestimmten Rechtsbereich im Prinzip nur zwischen den teilnehmenden Mitgliedstaaten anwendbar sind und dass die Durchführungsverordnungen nur für sie und nicht für die nicht teilnehmenden Mitgliedstaaten gelten.

Daraus ergibt sich, dass, wenn in einem Interpartes-Verfahren beide Parteien aus einem teilnehmenden Mitgliedstaat kommen, die Regeln der verstärkten Zusammenarbeit in vollem Umfang anwendbar sind. Ist dies nicht der Fall, erscheint die Sachlage komplizierter.

Deswegen möchte ich folgende Fragen an den zuständigen Minister für auswärtige und europäische Angelegenheiten stellen:

1. Teilt der Minister unsere Analyse?

2. Ist Luxemburg an sämtlichen Fällen der verstärkten Zusammenarbeit beteiligt?

3. Kann der Minister bestätigen, dass die bereits EU-weit geltenden Regeln der verstärkten Zusammenarbeit von der Exekutive und der Justiz der teilnehmenden Mitgliedstaaten einheitlich angewandt werden, sodass der Mechanismus der verstärkten Zusammenarbeit nicht von Parteien missbraucht werden kann, indem sie Rechtsmittel in verschiedenen Gerichtsbarkeiten geltend machen?

4. Kann der Minister uns erklären, wie die luxemburgischen Gerichte entscheiden, wenn mindestens eine der Parteien, die Gegenstand des Verfahrens ist, aus einem nicht teilnehmenden Mitgliedstaat stammt? Kommt in dem Fall die Verordnung zum Tragen oder wird diese gänzlich ausgeblendet?

5. Sollte es im Bereich der Finanztransaktionssteuer zu einer verstärkten Zusammenarbeit kommen, kann der Minister bestätigen, dass dann die luxemburgischen Interessen ausreichend geschützt sind? Wird sich Luxemburg an dieser Zusammenarbeit beteiligen?

6. Kann ausgeschlossen werden, dass eine solche Finanztransaktionssteuer durch die Hintertür eingeführt wird, z. B. durch eine Entscheidung eines Gerichts eines teilnehmenden Mitgliedstaates, welche eine juristische Person aus Luxemburg de facto mit einer solchen Steuer belegt und belastet?

Réponse (16.11.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. Im Fall eines Interpartes-Verfahrens, an dem Parteien teilnehmen, die nicht Mitglieder einer verstärkten Zusammenarbeit sind, unterliegt es dem zuständigen Richter, auf Grundlage des Anwendungsbereiches des jeweiligen Rechtsaktes zu entscheiden, welche Gesetzgebung befolgt werden muss.

ad 2. Luxemburg ist im Bereich des Scheidungsrechts und des Eherechts Mitglied verstärkter Zusammenarbeiten. Des Weiteren ist Luxemburg auch an der verstärkten Zusammenarbeit betreffend das Europäische Patent mit einheitlicher Wirkung und die Europäische Staatsanwaltschaft beteiligt. Luxemburg nimmt ebenfalls an der ständigen strukturierten Zusammenarbeit im Verteidigungsbereich teil.

ad 3. Gemäß Artikel 326 AEUV achtet eine verstärkte Zusammenarbeit die Verträge und das Recht der Union. So wie es der Vertrag über die Europäische Union festlegt (Artikel 17 EUV), sorgt die Kommission für die Anwendung der Verträge sowie der von den Organen erlassenen Maßnahmen. Sie überwacht die Anwendung des Unionsrechts, einschließlich der Durchführung und Umsetzung durch die Mitgliedstaaten, unter der Kontrolle des Gerichtshofs der Europäischen Union. Dazu zählen auch die Regeln im Bereich der verstärkten Zusammenarbeit.

ad 4. Wie in allen Verfahren obliegt es dem Richter, auf Grundlage des Anwendungsbereiches des je-

weiligen Rechtsaktes, darüber zu entscheiden, was das anwendbare Recht ist und welche Rechtsakte zulässig sind.

ad 5. Bezüglich der Frage zur Finanztransaktionssteuer ist darauf hinzuweisen, dass die Regierung in ihrem Koalitionsabkommen von 2018 festgehalten hat, sich nicht an einer verstärkten Zusammenarbeit im Bereich der Finanztransaktionssteuer zu beteiligen. Es wird des Weiteren darauf hingewiesen, dass die Verhandlungen zur Finanztransaktionssteuer zwischen den an der Zusammenarbeit interessierten Mitgliedstaaten nicht abgeschlossen sind.

Wie schon erwähnt, muss eine verstärkte Zusammenarbeit gemäß AEUV im Einklang mit den europäischen Verträgen und dem Recht der Union stehen. Auch ist sie nur dann rechtmäßig, wenn sie für den Handel zwischen den Mitgliedstaaten weder ein Hindernis noch eine Diskriminierung darstellt, noch zu Verzerrungen des Wettbewerbs führt. Zu erwähnen ist ebenfalls, dass eine verstärkte Zusammenarbeit die Zuständigkeiten, Rechte und Pflichten der nicht an der Zusammenarbeit beteiligten Mitgliedsstaaten zu achten hat.

Auch wenn die Verhandlungen zu einer verstärkten Zusammenarbeit im Bereich der Finanztransaktionssteuer noch nicht abgeschlossen sind, gibt es zum jetzigen Zeitpunkt keinen Grund zur Annahme, dass die oben erwähnten rechtlichen Bedingungen zum Einführen einer verstärkten Zusammenarbeit im Endeffekt nicht erfüllt sein werden. Eine abschließende Bewertung in dieser Hinsicht ist allerdings erst möglich im Falle eines erfolgreichen Abschlusses der Verhandlungen zum Einführen einer Finanztransaktionssteuer.

ad 6. Es kann nicht gänzlich ausgeschlossen werden, dass eine juristische Person aus Luxemburg de facto eine solche Steuer an einen der teilnehmenden Mitgliedstaaten zahlen müsste, vorausgesetzt, dass die oben erwähnten rechtlichen Bedingungen zum Einführen einer verstärkten Zusammenarbeit erfüllt sind.

Question 2995 (16.10.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **urgences pédiatriques** :

An de soziale Medien ass rezent vun enger Mamm en dramatesche Virfall beschriwwen ginn, deen aktuell nach ëmmer fir vill Opregung suert.

D'Mamm beschreift, wéi hiert Meedche vun zwielf Joer sech vu Bauchwéi krëmmt an doriwwer eraus och zolitte Kappwéi huet. Obwuel d'Mamm alles ennerholl huet, fir datt hiert Kand eng Diagnos gestallt kritt, huet et dräi Deeg (!) gedauert, bis d'Kand iwwerhaapt konnt medezinesch ënnersicht ginn. An der Urgence vum Wëlzer Spidol ass hinne matgedeelt ginn, datt si sech vum Gesetz aus net dierften ëm d'Kand këmmen an datt si solle bei de Kannerdokter fueren. Den aneren Dag ass de Kannerdokter net bereet, fir d'Kand ze ënnersichen, well de Coronatest feelt. D'Auswärtung vum Test, deen nach deen Dag selwer gemaach gouf, huet bis owes gedauert, soudatt d'Mamm mat hirem Kand eréischt den Dag drop - also nom drëtten Dag, no deems d'Kand krank ginn ass - konnt an d'Stad an d'Kannerklinik fueren. Dem Kand ass et och no dräi Deeg onverännert schlecht gaangen an et muss een an deem Kontext och bedenken, datt d'Famill aus dem Norde vum Land kënt an an enger Uertschaft wunnt, déi net emol zéng Minutte vun der nächster Klinik fort läit. Ech denken, et ass keng Interpretation mengersäits, wann ech dës Virfall als ganz grav an inakzeptabel bezeichnen. Deemoen ëm wat fir e Malaise et sech handelt, ka sech ennerhalb vun dräi Deeg unti all medezinesch Hëllef d'Kanditioun nämlech massiv verschlechteren an am schlimmste Fall stierft déi Persoun.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch:

1. Duerf eng Urgence oder en Dokter iwwerhaapt e Patient, deem et manifestement schlecht geet, fortschëcken?

2. Firwat muss - esou wéi et aus deem uewe beschriwwene Virfall ervirgeet - e Mënsch vun zwielf Joer imperativement vun engem Kannerdokter ënnersicht ginn?

3. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Gesondheitsministesch ze verantworten, datt e Spidol mat engem funktionsfähigen Urgenceservice e Patient ofleent, obwuel et sech manifestement (!) ëm eng Urgence handelt?

4. Op wéi engem rechtliche Basis beriff sech e Spidol, wann et e krankt Kand heemschëckt mat der Begrënnung, datt et muss beim Kannerdokter ënnersicht ginn? Misst dës gesetzlech Basis an den Ae vun der Madamm Ministesch net dréngend iwwerschafft ginn?

5. Am Fall, wou all Spidol mat enger funktionéieren- der Urgence all Patient muss unhuelen, misst e Pa-

tient och net deem ëmständleche Wee op sech huefen, fir sech aus dem Norde bis an den Zentrum ze beweegen, wat eleng schonn en Zäitverloscht mat sech bréngt, deen am schlémmste Fall fatal fir de Patient kéint sinn. Misst an deem Kontext elo net dréngend legiferéiert ginn, datt all Spidol, wat en Urgencesystem ubitt, och imperativement all Urgence traitéiere muss?

6. A wéi engem zäitleche Kader kënnen d'Patienten dermat rechnen, datt sech un där inakzeptabeler Situatioun eppes ännert?

Réponse (12.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

ad 1. Den Artikel 6, Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter a Flichte vum Patient, gesäit vir, datt: « le prestataire de soins de santé peut refuser la prise en charge d'un patient pour des raisons personnelles ou professionnelles. Il refuse toute prise en charge lorsqu'il estime ne pas pouvoir utilement prodiguer les soins requis ». De Paragraf 3 vum selwechten Artikel gesäit vir: « dans la mesure de ses possibilités, le prestataire de soins de santé assure toujours les premiers soins urgents et la continuité des soins ».

D'Spidolsgesetz vum 8. März 2020 gesäit vir, dass all Spidol e Service d'urgence exploitéiere muss, an och e pediatresche Proximitéitservice exploitéiere kann. Just ee Spidol ass autoriséiert, de spezialiséierte pediatresche Service ze exploitéieren. De CHdN, CHEM an HRS hunn all esou e pediatresche Proximitéitservice geneemegt kritt, an den CHL huet de spezialiséierte pediatresche Service geneemegt kritt.

An deem Fall ass et wichteg ze preziséieren, datt d'Klinick zu Wolz weeder e Service d'urgence nach e pediatresche Proximitéitservice exploitéiert.

Dës zwee Servicere befanne sech awer an der Klinick zu Ettelbréck, wou dat zwielef Joer aalt Meedchen am Prinzip en charge hätt kënnen geholl ginn, ausser et wier esou en akuten a komplex pediatresche gesondheetleche Fall gewiescht, dee just vun dem spezialiséierte pediatresche Service vun der Kannerklinick an der Stad hätt kënnen behandelt ginn.

ad 2. An der Allgemengmedezinn muss een Zwielfjäreger net onbedéngt vun engem Kannerdokter betreit ginn. Verschieden Allgemengmedezinner versuergen och Kanner a jonk Leit bei onkomplizierte Gesondheetsproblemer. Am Spidol gëtt d'Betreiung vu Kanner a Jugendlechen tëschen 0 a 16 Joer, an eventuell och bis 18 Joer, vun pediatresche Proximitéitservice assuréiert d. h. am Fall vun CHdN vun pediatresche Proximitéitservice zu Ettelbréck.

ad 3. An deem Fall ass et wichteg, nach eng Kéier ze preziséieren, datt d'Klinick zu Wolz kee Service d'urgence huet. Dëse Service befénnt sech an der Klinick zu Ettelbréck. Wat de spezifesche Fall uegt, op dee sech den honorablen Deputéierten an senger Fro referéiert, geet net eraus, wéi de geneeën Zoustand vun der jonker Patientin war, den Historique vun der Krankheet an de geneeë Kontext.

ad 4. Cf. d'Äntwerten zu de Froen 1 a 2.

ad 5. D'Annex 2 vum Gesetz vum 8. März 2018 iwwert d'Spideeler an d'Spidolplanung spezifizéiert d'Missiounen an d'Organisatioun vun de Services d'urgence, a besonnesch d'Vepflichtung « d'accueillir toute personne en situation d'urgence qui s'y présente spontanément ou qui lui est adressée. Le service doit assurer la prise en charge diagnostique et thérapeutique, les soins, la surveillance et l'observation du patient le cas échéant jusqu'à l'orientation vers le service adéquat ». An där selwechter Annex gëtt och nach preziséiert: « l'orientation vers un autre établissement fait l'objet d'une convention entre les établissements concernés ».

Dës Weiderleedung bzw. Iwwerweisung ass néideg am Fall, wou de Patient eng spezifesche Behandlung brauch, déi an den nationale Servicere uegebued gëtt (z. B. spezialiséiert Pédiatrie, pédiatresch Intensivmedezinn). De Prinzip vun engem nationale Service mécht et méiglech, d'Pathologien ze regruppéieren, déi speziell Ufuerderungen u Kompetenzen, Geräter a Infrastrukturen hunn, an domadder d'Kontinuitéit vun der Fleeg op nationalem Plang ze garantéieren (cf. Artikel 2 vum Gesetz vum 8. März 2018).

ad 6. D'Organisatioun vu Spidolssericer, déi am Gesetz vum 8. März 2018 opgestallt sinn, huet als Objektiv, d'Betreiung vun alle Patienten ënnert de beschtméigleche Qualitéts- a Sécherheitsbedingungen ze erlaben, mat Berücksichtigung vun den disponibele Ressourcen. D'Behandlung vu Vitalurgencé vun all Patient, während der Consultatioun am Service d'urgence, ginn elo scho vun den Noutfalldoktere assuréiert. Am Fall, wou keng direkt Interventioun erfuedert ass, gëtt de Patient an deem zoustännege Service iwwerwisen, fir seng Betreierung fortzesetzen, d'ës fir d'Behandlung ënner alle Qualitäts- a Sécherheitsstandare ze garantéieren.

Question 2996 (19.10.2020) de **Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler (CSV)** concernant le **début de l'isolation en cas de résultat positif du test Covid-19 :**

Déi lescht Mouture vum Covid-19-Gesetz vum 23. September 2020 huet d'Dauer vum Isolement am Fall vun enger positiver Covid-19-Diagnos op zéng Deeg fixéiert. Allerdéngs ass net preziséiert, vu wéi engem Dag u gezielt gëtt. Eisen Informatiounen no gëtt dat vu Fall zu Fall gekuckt.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Gesondheitsministeresch stellen:

1. Kann d'Madam Minister dës Informatiounen confirméieren?

2. Wa jo, deelt si d'Meenung, datt eng eenheetlech Reegelung besser wier?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (16.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

Den Isolement vun enger infizéierter Persoun gëtt gerechent vum Ufank vun de Symptomer un oder, falls keng Symptomer do sinn, vum Moment u vum Prelevement vum Echantillon, dee positiv getest gouf.

Question 2999 (19.10.2020) de **Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth (CSV)** concernant les **statistiques concernant le « contact tracing » :**

Dans le but de casser les chaînes de contamination pour endiguer l'épidémie liée au Covid-19, le Luxembourg a mis en place une stratégie de « contact tracing ». Ainsi, toute personne testée positive au Covid-19 est informée sur son diagnostic et ensuite interrogée afin de découvrir si elle a été en contact avec d'autres personnes et aurait ainsi pu créer une chaîne de contamination. Pourtant, depuis la rentrée scolaire 2020-2021, les contaminations dans les écoles liées au Covid-19 ont augmenté de manière importante.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Le Gouvernement récolte-il des statistiques concernant le temps nécessaire entre l'identification des personnes testées positif au Covid-19 et la prise de contact avec les individus avec lesquels ces dernières ont été en relation ?

- Si cela s'avère être le cas, le Gouvernement pourrait-il partager ces statistiques, notamment celles à partir du 14 septembre 2020 ?

- Dans la négative et compte tenu du fait que ces données représentent un maillon essentiel dans le suivi et la surveillance de la pandémie, quelles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'établit pas de statistiques sur le temps nécessaire entre l'identification des personnes infectées et la prise de contact avec les individus avec lesquels ces dernières ont été en relation ?

- La cellule de contact tracing de l'inspection sanitaire semble être surchargée en raison d'une pénurie de personnel et d'une augmentation frappante de contaminations, au point que le Gouvernement aurait demandé de l'aide à l'Armée. Au vu de la hausse importante des contaminations et dans le but de disposer d'une cartographie de la maladie et ainsi protéger les personnes ayant été en contact avec les porteurs du virus, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'une application de traçage devrait être implémentée ?

Réponse (17.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

- Effectivement, la Direction et le Ministère de la Santé suivent de près l'activité au contact tracing. En termes de nouveaux cas positifs à contacter, nous sommes passés d'environ 250 cas en moyenne par jour avant le 20 octobre et à 850 à 900 après cette date avec des pics de plus de 1.000 cas journaliers fin octobre, en comptant les retards cumulés des jours précédents. Actuellement, nous observons une stabilisation du nombre de nouvelles infections autour de 800 cas par jour depuis début novembre. Vu le grand nombre de nouveaux cas, les services du contact tracing avaient pris du retard. Ainsi, ces appels journaliers sont passés de 200 à 250 par jour avant le 20 octobre, à plus de 400 par jour avant le 28 octobre, puis 500-600 par jour au 1^{er} novembre pour atteindre plus de 1.000 les 12 et 13 novembre dernier. Compte tenu de l'écart entre la progression des nouveaux cas et la capacité d'appel, un retard s'est accumulé à partir du 20 octobre avec un maximum de six jours de retard pour certains appels à la fin octobre. Après cette date, ce retard a diminué progressivement et a été résorbé complètement ce 17 novembre.

Les personnes récemment testées positives à la Covid-19 sont toujours contactées par téléphone. Les cas contacts sont avertis par la personne positive elle-même et sont invités à faire une déclaration via un formulaire sur le site web www.covid19.lu afin de recevoir les documents de quarantaine ainsi que l'ordonnance de test à effectuer à partir du sixième jour.

- L'état des retards a été régulièrement communiqué à la presse. Comme mentionné plus haut, tout retard a été résorbé entre-temps.

L'aide de l'armée

L'armée et la musique militaire ont contribué activement aux efforts au contact tracing depuis les débuts. Ils se sont retirés pour honorer d'autres engagements. Le besoin en personnel a été comblé par du personnel mis à disposition par Luxair, la WSA, l'administration pénitentiaire, par la réserve sanitaire et par des bénévoles, ainsi que par des personnes inscrites à l'ADEM.

Application de traçage

Nous sommes convaincus que le traçage manuel est plus efficace qu'une application car nous sommes en mesure de fournir un réel service à la population. Les personnes sont contactées ou nous sommes en mesure de les guider et de répondre à toutes leurs interrogations.

Au moment de l'appel, la personne infectée peut poser toutes ses questions ce qui s'est avéré être une réelle valeur ajoutée.

Une application informatique donne uniquement l'information aux personnes qu'elles ont été en contact avec quelqu'un testé positif au Covid-19. Les personnes sont laissées seules avec leurs interrogations et l'anxiété face à la situation, d'où le choix du Gouvernement de privilégier le traçage manuel.

Question 3000 (19.10.2020) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant l'**accueil de malades belges dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Zënter e puer Woche geet d'Unzuel vun de Covid-19-Infektiounen uechtert Europa staark an d'Luucht. Bei eise belschen Nopere klammen d'Zuele vun Dag zu Dag an et sinn aktuell ronn 2.500 Patiente wéinst dem Coronavirus hospitaliséiert. Besonnesch beonrouegend ass d'Situatioun zu Léck, wou schonn dovunner rieds ass, dass d'Spideeler an nächster Zäit kéinten iwwerfëllt sinn. Verschieden Experten an der Belsch schwätzen dovunner, datt d'Situatioun an hire Spideeler deemächst kéint ausser Kontroll geroden, wann d'Infektiounszuele weider klammen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeeënheiten an Europa an der Ministeresch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung, änlech wéi während der eischter Well, eise belschen Nopere Hëllef ubidden a belsch Covid-19-Patienten an eise Spideeler ophuelen, falls d'Situatioun an der Belsch sech weider zouspëtze wäert?

2. Huet d'Regierung der belscher Regierung schonn hir Dispositioun an Hëllefbereitschaft matgedeeit?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**, et de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

ad 1. Wann d'Kapazitéiten am Lëtzebuergesche Spidolswiesen et erlaben, wäert d'Regierung sech oppe weisen, fir den Nopeschlänner Hëllef bei der Prise en charge vu Covid-19-Patienten unzebidden.

ad 2. Lëtzebuerg steet an enkem Austausch mat der belscher Regierung. D'belsch Regierung ass beschstens au courant vun der Evolutioun vun der Pandemie zu Lëtzebuerg a vun der Situatioun an de Spideeler.

Question 3001 (20.10.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant les **prêts accordés par les banques :**

La Banque centrale européenne fait des efforts considérables pour inciter les banques des pays membres de l'UE à continuer à prêter de l'argent aux entreprises et ménages pendant l'actuelle situation de crise.

Or, l'IESEG (école de commerce à Paris) vient de publier une enquête concernant l'activité de prêts dans une dizaine de pays européens pendant les mois de mars à juillet 2020 en comparaison avec la même période de 2019.

Selon cette enquête, les prêts dans certains pays auraient doublé ou même triplé alors que pour la même période les prêts au Luxembourg auraient presque diminué de moitié passant de 1,7 milliards à 0,9 milliards.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il peut confirmer ces chiffres.

- Quelle est le cas échéant la réaction du Gouvernement face à une telle évolution qui serait autant contraire aux objectifs poursuivis par les incitations créées par la BCE qu'aux efforts du Gouvernement pour maintenir les investissements à un niveau élevé ?

Réponse (23.11.2020) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :**

Le Ministère des Finances n'a pas connaissance du rapport auquel fait référence l'honorable Député dans sa question relative aux prêts accordés par les banques luxembourgeoises entre mars et juillet 2020.

Pour autant, il ressort des chiffres publiés par la Banque centrale du Luxembourg que les prêts aux ménages et aux sociétés non financières luxembourgeoises ont augmenté de 1,3 milliards d'euros sur la période considérée. Les crédits octroyés ont ainsi progressé de 2 % entre fin mars et fin juillet 2020.

Ces chiffres reflètent le succès des mesures mises en œuvre par le Gouvernement pour maintenir le pouvoir d'achat des ménages et les liquidités des entreprises, ce qui a permis à ceux-ci de limiter le recours à l'endettement bancaire pour faire face à la crise.

Question 3002 (20.10.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo et Yves Cruchten (LSAP)** concernant les **investissements du Fonds de compensation commun au régime général de pension :**

Le Fonds de compensation commun au régime général de pension (ci-après « FDC »), qui a été institué par la loi modifiée du 6 mai 2004, a pour mission d'assurer la pérennité du régime général de pension. À cette fin, la politique de placement du FDC est évaluée régulièrement. Actuellement, le parc immobilier luxembourgeois représente 3 % du patrimoine total du FDC. Partant, le FDC veut augmenter ses investissements dans le parc immobilier et poursuivre ainsi le double but de placements durables et d'une contribution dans l'intérêt de la création de logements abordables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que le pourcentage d'investissement dans le parc immobilier luxembourgeois via le FDC va être augmenté substantiellement ?

Dans l'affirmative, quelle est la proportion d'investissement que le fonds souhaite atteindre dans le parc immobilier luxembourgeois ?

- Dans quels projets immobiliers le FDC veut-il investir ?

- Comment ces investissements vont-ils ou peuvent-ils soulager le marché du logement national ?

- Avec quels acteurs le FDC entend-il coopérer pour réaliser ces investissements ?

Réponse commune (19.11.2020) de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale**, et de **M. Henri Kox, Ministre du Logement :**

La stratégie actuelle du Fonds de compensation (FDC) a été définie en 2017 pour une période quinquennale allant de 2018 à 2022. Depuis 2008, le quota réservé à la part immobilier Luxembourg est resté constant en pourcentage, à savoir 5 % du total des actifs.

Au cours des dix dernières années, le montant absolu investi dans l'immobilier a été évalué comme suit :

2010 : 208,4 millions d'euros ;
2014 : 247 millions d'euros ;
2015 : 391 millions d'euros ;
2019 : 402,8 millions d'euros.

Au vu de l'évolution positive des autres actifs qui sont notamment investis à travers la Sicav du FDC, la part relative de l'immobilier, qui volontairement ne fait pas l'objet d'une réévaluation périodique, ne représente aujourd'hui que 1,9 % du total des actifs du FDC. Ce quota étant donc bien inférieur au quota stratégique, un investissement supplémentaire d'un ordre de grandeur de 700 millions d'euros serait nécessaire pour atteindre le quota stratégique. Un relèvement de celui-ci au-delà de 5 % est donc pour le moment donné peu réaliste et pas prévu.

Le FDC a acquis en juillet 2020 un immeuble résidentiel à 23 appartements sis à Grevenmacher de la part du Fonds du logement agissant en tant que promoteur social et par après en tant que bailleur social pour la gestion des logements et des revenus locatifs. Actuellement, le FDC est en train de construire la Cité de la sécurité sociale dont le développement se fera en deux phases. La première phase sera terminée en 2023 alors que la deuxième phase s'achèvera en 2027.

Un projet en phase d'étude actuelle consiste dans l'urbanisation du terrain abritant l'Office des assurances sociales situé route d'Esch à Luxembourg dans le cadre du Plan d'aménagement particulier « Nei Hollerich ». Suivant l'état actuel des études, il est prévu d'affecter 41 % de la surface au logement, dont une partie sera réservée à des logements à loyer abordable, et 59 % aux commerces/bureaux.

Un autre projet en phase de pré-étude se situe sur un terrain de plusieurs hectares au nord du pays. Ce projet est à voir dans le cadre de la réalisation de la « Nordstad ». La surface constructible brute s'élève prévisionnellement à 80.100 m² dont 42.900 m² destinés au logement. De cette surface, une partie est également destinée au logement à loyer abordable.

Ainsi, l'ensemble de ces projets permet la création de quelque 660 logements endéans dix ans.

Les développements immobiliers seront réalisés soit en maîtrise d'ouvrage interne soit en collaboration avec un autre acteur du secteur public.

À noter que dans le cadre de l'immobilier d'habitation, le FDC est le deuxième actionnaire de la SN-HBM dont le champ d'action couvre, à côté de la construction elle-même, la recherche et l'acquisition de terrains à bâtir, la gestion d'un parc locatif, l'élaboration de PAP, etc. La SNHBM s'est fixé des objectifs ambitieux et prévoit de construire 300 logements par année.

Question 3003 (20.10.2020) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le contrôle des voitures diesel équipées de filtres à particules :

Selon une étude récente réalisée par les chercheurs de l'Université de Louvain, 15 % des voitures diesel équipées de filtres à particules circulant en Belgique seraient gravement défaillantes. Une voiture sur sept présenterait un problème au filtre à particules ou ne disposerait carrément plus de filtre.

Ces déficiences seraient dues au fait que certains conducteurs enlèvent le filtre de leur voiture pour gagner en puissance ou lorsqu'il arrive à saturation, pour éviter des frais de remplacement substantiels.

Les mêmes chercheurs déplorent qu'il n'y aurait actuellement pas moyen de vérifier de manière fiable la présence et le bon fonctionnement des filtres. Finalement ils constatent qu'une voiture défective pollue autant que 10.000 voitures en règle.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si nos centres de contrôle technique sont équipés de compteurs de particules permettant de détecter les voitures aux filtres défaillants.

- Quelle est le cas échéant l'étendue du problème au Luxembourg ?

Réponse (23.11.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur des déficiences constatées sur des voitures diesel au niveau du filtre à particules. Selon une étude récente réalisée par les chercheurs de l'Université de Louvain, 15 % des voitures diesel équipées de filtres à particules circulant en Belgique seraient gravement défaillantes. Une voiture sur sept présenterait un problème au niveau du filtre à particules ou ne disposerait carrément plus de filtre à particules. Ainsi, l'honorable Député désire savoir si les organismes de contrôle technique agréés au Luxembourg seraient équipés de compteurs de particules permettant de détecter les voitures aux filtres défaillants.

La directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la directive 2009/40/CE, vise à garantir que tous les véhicules circulant sur les voies publiques sont maintenus dans un état respectant les normes sécuritaires et environnementales. Il en découle que des mesures adéquates sont nécessaires afin de prévenir toute manipulation ou contrefaçon des composantes des véhicules qui pourrait avoir un impact négatif sur la sécurité ou l'environnement. La directive 2014/45/UE précitée établit ainsi les exigences minimales applicables lors du contrôle technique périodique des véhicules utilisés sur la voie publique. Une de ces exigences est la mesure de l'opacité de la fumée en accélération libre (moteur débrayé, de la vitesse de ralenti à la vitesse de coupure de l'alimentation) qui fait partie du contrôle technique périodique pour les véhicules équipés d'un moteur diesel. Le contrôle à la sortie du tuyau de l'échappement constitue la méthode par défaut pour l'évaluation des émissions à l'échappement en Europe. Ainsi les organismes de contrôle technique agréés au Grand-Duché appliquent également cette méthode de mesure conformément à la directive 2014/45/UE précitée.

Or, la mesure de l'opacité de la fumée s'avère obsolète pour les véhicules modernes en raison de la li-

mite de l'opacité fixée à une valeur trop grande pour pouvoir détecter un défaut du filtre à particules. Réduire la limite de l'opacité n'est pas une solution, comme la limite actuelle est déjà proche de la limite de détection du système de mesure de l'opacité.

Afin de pouvoir détecter un problème au niveau du filtre à particules et pour vérifier que les émissions du véhicule ne se sont pas détériorées à cause d'une manipulation, d'un manque de service ou de réparations inadéquates du filtre à particules, il serait judicieux de procéder à un comptage du nombre de particules émises. Plusieurs études sur la faisabilité d'intégrer cette possibilité de comptage du nombre des particules lors du contrôle technique périodique des véhicules ont été réalisées ou sont au cours de réalisation au niveau européen et international.

Un groupe de travail informel composé de l'association VERT (Verification of Emission Reduction Technologies), d'instituts de méthodologies, de scientifiques et de constructeurs d'équipements de mesure et d'associations gouvernementales de la Suisse, de l'Allemagne et des Pays-Bas a été instauré pour travailler sur de nouvelles exigences pour le contrôle technique périodique des véhicules. Ce groupe de travail développe entre autres de nouvelles méthodologies de contrôle des systèmes de filtres à particules.

De premiers essais prometteurs ont été réalisés en mesurant le nombre de particules émises à la sortie du tuyau d'échappement lorsque le moteur du véhicule est en libre accélération. Cependant, les instruments de mesure pour le comptage du nombre de particules émises se trouvent encore dans un état de développement et ne sont pas pour le moment économiquement viables.

Afin de définir une valeur limite pour le nombre de particules émises, il faut prendre en compte la dégradation naturelle du filtre à particules au cours du temps. D'autres paramètres comme la température du moteur ou la régénération du filtre à particules ont également un effet sur le nombre des particules émises. Il est donc primordial, avant tout déploiement à grande échelle, de définir les circonstances dans lesquelles le contrôle pourra avoir lieu.

Il est à noter qu'avec l'introduction de la norme Euro 6c en 2017, applicable à partir du 1^{er} septembre 2018 pour toute nouvelle immatriculation, les voitures à essence à injection directe doivent également être équipées d'un filtre à particules. Il sera donc essentiel de pouvoir contrôler le nombre de particules émises non seulement des véhicules équipés d'un moteur diesel, mais également des véhicules à essence à injection directe. Il reste à analyser si une seule limite du nombre de particules est à appliquer pour ces deux types de motorisation.

En résumé, les adaptations des procédures du comptage du nombre de particules émises par les véhicules équipés d'un moteur à combustion, des valeurs limites et des standards de performances des équipements se trouvent dans un état avancé. Cependant, la technologie du comptage du nombre de particules se voit encore confrontée à de nombreuses contraintes qui ne permettent pas une introduction immédiate de cette nouvelle technologie dans le contrôle technique périodique des véhicules.

Question 3004 (20.10.2020) de MM. Jeff Engelen et Fred Keup (ADR) concernant la consommation d'eau et d'électricité :

Eis Ressourcë fir Stroum ze produzéiere si begrenzt an och eis Waasserressourcen zu Lëtzebuerg si begrenzt.

An dësem Zesammenhang wëllt mir dem Här Energieminister an der Madamm Ëmweltministeresch gären follgend Froe stellen:

1. Am Hibleck op de Wasserverbrauch zu Lëtzebuerg: Kann den Här Minister eng Oplëschtung presentéieren, wéi vill Prozent vum Wasserverbrauch genotzt ginn:

- an der Industrie a beim Handwierk,
- am Déngschtleeschungssektor,
- bei der Landwirtschaft,
- bei de Privathaushalter?

2. Am Hibleck op de Stromverbrauch: Kann den Här Minister eng Oplëschtung presentéieren, wéi vill Prozent vum Stromverbrauch genotzt ginn:

- an der Industrie a beim Handwierk,
- am Déngschtleeschungssektor,
- bei der Landwirtschaft,
- bei de Privathaushalter?

3. Existéiert eng Oplëschtung, wéi et no aktuellem Stand ëm d'Reserven am Hibleck op de Wasserverbrauch zu Lëtzebuerg steet?

Réponse commune (20.11.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie :

ad 1. Am Joer 2018 sinn 132.000 m³/Dag Waasser aus de Reserve vu Grond- an Uewerflächewaasser benotzt ginn. Dovunner sinn 121.000 m³/Dag genotzt gi fir déi ëffentlech Drénkwaasserreseauen ze speisen. 11.000 m³/Dag sinn duerch privat Pëtzer virun allem fir landwirtschaftlech an industriell Nutzung geféiert ginn.

Vum Gesamtverbrauch vun den 132.000 m³/Dag, déi 2018 rezenséiert goufen, si 60 % vun de private Menagé genotzt ginn, 23 % vun Déngschtleeschungssektor, Industrie an Handwierk, an 9 % vun der Landwirtschaft.

ad 2. Am Joer 2019 sinn zu Lëtzebuerg insgesamt 6,449 TWh Strom verbraucht ginn. Dovu si laut dem ILR sengem Aktivitéitsrapport iwwert d'Exekutioun vu senger Missiounen an de Secteur vum Strom a vum Gas³² 58 % (3,759 TWh) vun industrielle Clienté verbraucht ginn, 27 % vun professionellen Clienten a 15 % vu Privathaushalter. Als industriell Clienten definéiert den ILR all Client, dee méi wéi 2 GWh am Joer verbraucht, als professionell déi, déi manner verbrauchen.

Eng Statistik, déi de Stromverbrauch no de gefroten Secteuren opschlésselt, ass leider net verfügbar.

ad 3. Am Joer ginn zu Lëtzebuerg ongeféier 42,2 Milliounen m³ Drénkwaasser gebraucht. De mëttlere Verbrauch zu Lëtzebuerg kann duerch déi existente Kapazitéit gedeckt ginn. Wärend Periode vu Spëtzeverbrauch (waarmt an dréchen Wieder ëm déi 30 °C a méi) kënnen et lokal zu Engpäss, wat verschidde Versuerger zwingt, fir am Summer eng „phase orange“ ausserufen. Fir d'Vebrauchsspëtzen ofzedecken, mussen am Summer d'Déiftebuerunge vun der SEBES, déi eigentlech als Noutléisung geduecht sinn, fir Lëtzebuerg bei enger Entleerung vum Stauséi kënnen ze versuergen, mat a Betrib geholl ginn. Fir dësen Engpäss entgéintzewierken an dem demografeschen an ekonomesche Wuesstum Rechnung ze droen, ass eng Strategie entwéckelt ginn, déi mëttel- a laangfristeg d'Sécherheet vun der Drénkwaasserversuerung soll sécherstellen:

1. Den Nei- an Ausbau vun der SEBES-Anlag mat enger Produktionskapazitéit, déi vun 72.000 op 110.000 m³/Dag eropgeet. Déi nei Anlag wäert viraussichtlech am Hierscht 2021 kënnen a Betrib goen.

2. De Schutz vun all eise Ressourcen: Et ass wichteg, all eis Ressourcen ze schützen, fir datt d'Waasser laangfristeg als Drénkwaasser notzbar ass. Eng Rei vu Grondwaasserressourcë sinn aktuell net a Betrib, well se qualitativ Problemer hunn. Duerch e konsequente Schutz an der Ëmsetzung vun de Moosnameprogrammer an de Schutzzone sollen dës Ressourcë laangfristeg och erëm kënnen genotzt ginn.

3. Eng konsequent Spuerstrategie: Et ass zum Zil gesat ginn, fir bis 2040 ca. 24 % vum spezifesch Pro-Kapp-Verbrauch anzespueren iwwert d'Ëmsetzung vu spuersamen Armaturen an Apparater, iwwert d'Verhälensännerungen an iwwert d'Substitutioun vun Drénkwaasser duerch Regen- a Growaasser fir Notzungen, déi keng Drénkwaasserqualitéit brauchen.

4. Nei Ressourcen: D'Wuesstumsprognosen hu gewisen, datt d'Reaktivéierung vun alle Ressourcen an d'Aspuerungen am Verbrauch eleng net duerch ginn, fir laangfristeg der steigender Demande Rechnung ze droen. Dofir lafen aktuell Machbarkeetsstudien vun enger Opbereedung vu Muselwaasser zu Drénkwaasser, fir Lëtzebuerg och an 20 Joer nach kënnen mat genuch Drénkwaasser ze versueren.

Question 3005 (20.10.2020) de MM. Jeff Engelen et Fernand Kartheiser (ADR) concernant le classement des femmes enceintes comme personnes vulnérables dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :

De Conseil supérieur des maladies infectieuses du Luxembourg huet Fraen, déi e Kand erwaarden, op d'Lëscht vun deenen offiziell unerkannte vulnerable Personne gestallt.

Dat bréngt mat sech, datt net nëmmen d'Fra an aneren Ëmstänn selwer fir hir Gesondheet an d'Gesondheet vun hirem zukünftege Puppelche ganz vigilant suerge muss, mee datt och d'Gesellschaft eng Verantwortung géintwärtig de Fraen an aneren Ëmstänn huet.

An engem Artikel vum 14. Oktober 2020 aus der online Versioun vum „Luxemburger Wort“ stinn e puer Aussoen, déi eng méi genee Belichtung bräichten. Am besoten Artikel heescht et:

³² <https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU-1685561960-831.pdf>

« Sitôt ce statut reconnu, un aménagement du poste de travail peut être envisagé dans les cas où la protection face au virus peut sembler critiquer pour l'état de santé de la salariée. » Par exemple, en cas de travail effectué dans un bureau fort fréquenté ou à la ventilation mal assurée. « Mais cela peut aussi être un accueil sans protection plexiglas. »

Si l'aménagement ne peut être envisagé, il est alors fortement recommandé d'essayer de « trouver un autre lieu de travail moins exposé ». Mais attention, précise le Dr Berthet « en aucun cas ce statut n'octroie de fait aucun droit de retrait du salarié ou aucune dispense de travail. Seul l'état de santé peut justifier un arrêt de l'activité de la salariée. »

Déi do Formulatiounen sinn also just Recommandatiounen, ouni direkt Obligatioun fir de Patron. A wann elo wierklech keng Méiglechkeet besteet, fir der Fra hir Aarbechtsplaz méi sécher ze gestalten, huet si awer kee Recht, fir vun hirer Aarbecht fräigestallt ze ginn.

Dowéinst wëllt mir der Madamm Gesondheitsministeresch dës Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Gesondheitsminister der Meinung, datt esou eng Recommandatioun ouni Obligatioun duergeet, fir eng Fra an aneren Ëmstänn an hirt Kand ze protegéieren?

2. Kéinten d'Patronen net eng staatlech Hëllef kréien, fir z. B. d'Raimlechteken ze adaptéieren, fir Fraen an aneren Ëmstänn eng sécher Aarbechtsplaz ze garantéieren?

3. Kënnen d'Patronen - an deene Secteure wou et méiglech ass - net encouragéiert ginn, fir de Fraen an aneren Ëmstänn Heemaarbecht (télétravail) ze erlaben?

4. Wann eng „grossesse à risque“, wat jo d'Fra nach eemol méi vulnerabel mécht, och um psychesche Plang, vum Gynekolog diagnostizéiert gëtt, huet d'Fra dann an der Covidperiod Recht op eng Dispens vun der Aarbecht?

Weider heescht et:

« Pour le Dr Berthet, cette nouvelle classification a aussi un but préventif. Attirer, si besoin est, l'attention des femmes concernées sur les nécessaires précautions à prendre face au coronavirus. Pas seulement l'application de gestes barrières mais aussi des changements de comportement au quotidien, « comme choisir de faire ses achats dans les tranches horaires où les magasins sont moins fréquentés. »

5. Ass d'Madamm Gesondheitsminister sech bewusst, datt net all Fra eng Aarbechtsplaz huet, wou se sech esou flexibel ariichte kann?

6. Wéi e rechtliche an eventuell finanzielle Kader gëtt et, fir d'Aarbechtsszäite vun de Fraen, déi erwaarden, a Covidszäite kënnen méi flexibel ze gestalten?

Réponse (20.11.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

ad 1. D'Recommandatiounen, déi de Conseil supérieur des maladies infectieuses ausschafft, sinn effektiv „just“ Recommandatiounen a stelle keng legal Obligatioun duer.

D'Arbeitsdokteren, deenen hir Missioun virun allem dora besteet, de Salarié esou gutt wéi méiglech op senger Aarbechtsplaz ze schützen, si gehalen an den Avisen, déi si ausstellen, dës Recommandatiounen Rechnung ze droen.

Op Ufro vum Employeur an/oder vum Salarié, deen enger Kategorie vu vulnerable Personnen zougeuerdent ka ginn, kann den Aarbechtstakt eng Evaluatioun vum Aarbechtsëmfeld vum Salarié maachen a kucken, ob hien engem eventuelle Risk ausgesat ass oder net. Dobäi gëtt berücksichtegt, ob d'Aarbechtsëmfeld d'Anhole vun der Distanciatioun sociale erlaabt. Wann dat net méiglech ass, muss d'Aarbechtsëmfeld aneschtens organiséiert ginn (z. B. e Plexiglas, fir déi schwanger Fra manner engem Risk auszusetzen, déi Fra an en anere Büro ze setzen, wou manner Leit zirkuléieren asw.).

ad 2. De Code du travail gesäit schon e spezifesch Schutz fir schwanger Frae vir. Wann et effektiv net méiglech ass, den Aarbechtsposten esou ze amenagéieren, datt déi schwanger Fra engem manner grouse Risiko ausgesat ass, a wa keen aneren Aarbechtsposten zur Verfügung steet, kann den Aarbechtstakt effektiv decidéieren, fir der schwangerer Fra eng Dispense de travail auszustellen. Et si keng staatlech Hëllef virgesinn, fir d'Patronen an der Reorganisatioun vum Aarbechtsëmfeld ze ënnerstëtzen.

ad 3. D'Arbeitsdokteren encouragéiere generell den Teletravail fir déi vulnerable Personnen, souwäit hir Aarbechtstäche dat och erlaabt.

ad 4. De Code du travail gesäit eng ganz Rëtsch Aarbechte vir, déi als geféierlech fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vu schwangerer Fraen oder nach vu Fraen, déi nieren, gëllen a wou den Employeur gehalen ass, aner Dispositiounen fir déi concernéiert Fraen en place ze setzen. Dorënner falen ë. a. Aar-

bechten, bei deenen d'Frae sech engem biologeschen oder chemesche Risk aussetzen.

Wann d'Reorganisatioun vum Aarbeitsposten technesch net machbar ass, muss déi schwanger Fra engem aneren Aarbeitsposten zougedelt ginn, wou si z. B. manner Kontakt mat Leit huet a soumat engem manner grouse Risiko ausgesat ass. Wann dat net méiglech ass, kann den Aarbeitsdokter eng Dispense ausschreiwen.

ad 5. D'Recommandatioun, datt vulnerabel Persounen hir Akeef ausserhalb vun den Auerzäiten maachen, wou déi gréissten Affluenz an de Butteker ass, ass als Beispill genannt ginn an dem Artikel, wourop sech bezu gétt. Aner Méiglechkeete kéinten z. B. sinn, seng Akeef gréisstendeels online ze maachen, Tâchen, wou eng Distanz vu mindestens zwee Meter net agehale ka ginn, ze delegéieren assw.

Am Fall wou eng schwanger Fra estiméiert, datt hire Patron net déi néideg Precautiounen hëlt, ass et hir ëmmer méiglech, Récksprooch mat hirem Aarbeitsdokter ze huelen.

ad 6. D'Bestëmmung vum Code du travail, déi et erméiglechen, d'Aarbeitszäite méi flexibel ze gestalten, kënne fir all Salaré applizéiert ginn.

Och gétt den Teletravail generell encouragéiert, souwäit d'Aarbecht dat och erlaabt.

Question 3006 (20.10.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** (ADR) concernant la prime de risque des douaniers :

D'Aarbecht vun der Douane ass dacks mat ville Gefore verbonden. An deem Kontext sinn d'Beamten net fir näischt änlech ausgerëscht, ewéi d'Police: Waffen an Handschelle gehéieren zu der Standardausrüstung an och kierperlech Aggressiounen géint d'Beamte sti leider un der Dagesuerdnung. An deem Sënn ass et a priori verwonnerlech, datt d'Beamte vun der Douane eng Prime de risque vu just 10 Punkten hunn - also genee déi selwecht Unzuel u Punkten ewéi d'Beamte vum Contrôle de stationnement (Pecherten). Am Verglach dozou hunn d'Police, d'Armée an d'I'GP am Groupe de traitement C eng Prime de risque vu 35 Punkten.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un den Här Minister Finanzminister an un den Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht:

- Ass et an den Ae vun der Regierung justifiéiert, datt d'Beamte vun der Douane eng Prime de risque vu just 10 Punkte kréien, obwuel hir Aarbecht mat ville Gefore verbonden ass? Wéi argumentéiert d'Regierung an dëser Fro? Misst dës Primm net no uewen ugepasst ginn an, wa jo, a wéi engem zäitliche Kader?

Réponse commune (20.11.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

Déi honorabel Deputéiert ginn an hirer parlamentarescher Ufro op d'Prime de risque vun den Douanesbeamten an. Si stelle fest, dass d'Beamte vun der Douanesverwaltung eng Prime de risque vun 10 Punkte kréien an zum Beispill d'Beamten aus der Gehälterkategorie C vun der Police eng Prime de risque vu 35 Punkte kréien. D'Douanesbeamte wieren och genau esou ewéi d'Police dem Risiko vu kierperlechen Aggressiounen ausgesat.

Als éischt wéilt mir drop hiweisen, dass déi Primm vu 35 Punkten, déi d'Beamten aus der Gehälterkategorie C vun der Police kréien, keng Prime de risque ass, mee eng Prime de régime militaire. Dës Primm huet an der Vergaangenheet verschidde Primmen ersat, dorënner d'Prime de vélo, d'Prime pour fêter dignement la fête nationale an och d'Prime de risque. Et kann een déi zwou Primmen also net einfach esou vergläichen.

Den 22. September 2020 huet d'Douanesgewerkschaft eng Streikprozedur an d'Wëer geleet, andeems se d'Madamme Presidentin vun der Commission de conciliation mat enger Demande saiséiert huet, wou et ëm dëst Thema geet. De Regierungsrot huet de 6. November 2020 d'Zesummesetzung vun der Delegatioun, déi d'Regierung vertriebt soll, decidéiert. An den nächste Woche wäerte sech also d'Douanesgewerkschaft an déi Delegatioun vun der Regierung am Kader vun där Conciliatioun gesinn.

Well mir deene Gespréicher net virgräife kënnen, kënnen mir den honorablen Deputéierten zu dësem Zäitpunkt keng weider Informatiounen dozou ginn.

Question 3007 (20.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la vaccination contre la grippe saisonnière :

La grippe saisonnière est une maladie infectieuse et très contagieuse sévissant chaque année, surtout en période hivernale. Elle est surtout dangereuse à cause des complications qu'elle peut provoquer. Il est d'ailleurs possible de se protéger de la grippe saisonnière chaque année à partir du mois d'octobre par le biais de la vaccination. La vaccination constitue le seul moyen efficace pour se protéger contre la grippe saisonnière annuelle et ses éventuelles complications. Dans ce contexte, il ressort d'une information publiée par la Caisse nationale de santé (CNS) que le vaccin est pris en charge par cette dernière pour les groupes de population à risque élevé, dont les personnes âgées de plus de 65 ans, les adultes et enfants souffrant de maladies chroniques etc.

Pourtant, les groupes de personnes éligibles à la prise en charge auraient été modifiés cette année. En effet, il nous revient que des personnes ayant pour motif médical « antécédents oncologiques » et étant éligibles les dernières années à une prise en charge pour la vaccination contre la grippe saisonnière ne figurent plus dans les groupes éligibles cette année et se voient donc refuser la prise en charge.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement peut-il confirmer que les groupes de personnes éligibles à la prise en charge par la CNS pour la vaccination contre la grippe saisonnière ont été modifiés ?
- Si cela s'avère être le cas, quelles sont les raisons ?
- Pour quelles raisons les personnes ayant un motif médical « antécédents oncologiques » se voient refuser la prise en charge de la vaccination contre la grippe saisonnière ?
- Y a-t-il d'autres motifs médicaux ayant été pris en charge les dernières années se retrouvant enlevés de cette liste de groupe de personnes éligibles à la prise en charge de la vaccination contre la grippe saisonnière cette année ?

Réponse commune (12.11.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

À titre préliminaire, il convient de souligner que la prise en charge de la vaccination contre la grippe saisonnière se base sur une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la CNS dans le cadre des mesures de médecine préventive organisées en collaboration avec la Direction de la santé comme l'entend l'article 17, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale.

La dernière modification de cette convention a pris effet au 1^{er} mars 2017 et portait notamment sur une extension des bénéficiaires du programme aux femmes enceintes.

Actuellement peuvent bénéficier d'une prise en charge les personnes protégées, âgées de 65 ans et plus, ou celles présentant des risques particuliers.

La prise en charge du vaccin pour les personnes protégées âgées de moins de 65 ans, est garantie sur base d'une ordonnance médicale justifiant que le médicament est administré :

- à une femme enceinte ;
- ou dans une des indications suivantes :
 - maladies chroniques des poumons ;
 - maladies chroniques du cœur ;
 - maladies métaboliques chroniques ;
 - immunodépressions congénitales ou acquises par maladie ou par traitement médicamenteux ;
 - maladies auto-immunes ;
 - hémoglobinopathies ;
 - maladies neurologiques ou neuromusculaires avec un risque élevé de pneumopathie par aspiration ;
 - maladies justifiant d'un traitement chronique par l'acide acétylsalicylique d'une personne âgée de moins de 18 ans.

Le cercle des personnes éligibles pour bénéficier de ce vaccin n'a donc pas été modifié cette année et la situation liée à la pandémie Covid-19 n'a également pas induit de changement au niveau des bénéficiaires.

Question 3008 (20.10.2020) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le monitoring gratuit du cycle du carbone et d'azote et de la performance climatique pour les exploitations agricoles :

Lors de l'heure d'actualité du 19 novembre 2019 au sujet de l'agriculture et des défis dus au changement climatique, la Chambre des Députés a voté une motion invitant le Gouvernement à offrir à toute exploitation agricole un monitoring gratuit du cycle du carbone et de l'azote et de la performance climatique (« Klimacheck », « Nachhaltigkeitscheck »). Ce monitoring devrait être complété par des indicateurs de durabilité globale de l'exploitation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Le Gouvernement a-t-il déjà donné suite à cette motion ?
- Dans l'affirmative, le ministre peut-il m'informer sur les travaux entamés dans ce domaine ?
- Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (16.11.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est en train de concevoir et de mettre en place un outil web lequel sera mis en ligne début 2021.

Le but de ce site Internet est de sensibiliser les agriculteurs sur le sujet et de leur permettre d'établir un premier bilan énergétique ou de performance de leur exploitation.

Le potentiel d'économie d'énergie sur leur exploitation sera évalué sur base de données de référence en matière d'énergie.

Question 3009 (20.10.2020) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les activités du Gouvernement iranien sur le territoire luxembourgeois :

An engem Artikel vu „Welt online“ vum 16. Oktober 2020 mam Titel „Codename ‚Daniel‘ - die Spur des Terrors führt ins Zentrum Europas“ gétt eng international Policeaktioun wéinst engem versicherten Attentat géint déi iranisch Oppositioun zu Paräis vu virun zwee Joer beschriwwen. An deem Artikel gétt déi iranisch Regierung heifir verantwortlech gemaach. Am Artikel heescht et ënner anerem: „Es ist der frühe Nachmittag des 28. Juni 2018, als ein iranisch-belgisches Ehepaar sich mit einem Mietwagen ihren Weg durch die Innenstadt Luxemburgs bahnt. Sie parken und gehen zu Fuß an der Rue Aldringen vorbei in Richtung Grand-Rue, um dann das Kaufhaus Alima zu betreten.“

Was Nasimeh Naami und Amir Saadouni nicht wissen: Ihre Bewegungen werden akribisch von der Polizei überwacht. ‚Erst als sie das Kaufhaus Alima betreten, wird die Observationsgruppe aufmerksam auf einen dritten Mann, der sich schon seit einiger Zeit in der Umgebung von Saadouni und Naami aufgehalten hatte‘, notiert der Beschattungsbericht. ‚Diese Person, die wir in diesem Bericht provisorisch ‚T3‘ genannt haben, geht auch in das Kaufhaus Alima.‘

Was die luxemburgischen Beamten dort beobachten, ist ein klandestines Treffen zur Übergabe einer Bombe, die zwei Tage später in Villepinte nördlich von Paris hochgehen soll. Ihr Ziel: Das Jahrestreffen des oppositionellen Nationalen Widerstandsrates des Iran, an dem in diesem Jahr etwa 25.000 Menschen teilnehmen, darunter auch viele bekannte internationale Persönlichkeiten und Politiker. Im Visier sind vor allem die Präsidentin des Nationalen Widerstandsrates, Maryam Rajavi, die auch die Volksmudschahedin, die dominierende Organisation des Widerstandsrates, anführt.

Das erste Mal steht ein Staat für einen Anschlag vor Gericht

Wenige Stunden vor dem Anschlag verhaften die belgischen Behörden Naami und Saadouni auf dem Weg nach Paris und konfiszieren die Bombe. Schon in den ersten Verhören packen die beiden aus. Laut Verhörprotokollen gibt Saadouni preis, wer der geheimnisvolle Kontaktmann ‚T3‘ war, der ihnen in Luxemburg die Bombe übergab - mit 550 Gramm TAPT und einem separaten Fernzünder, den sie in Naamis Damenkulturbeutel versteckten.

Es handelt sich um den dritten Botschaftsrat der iranischen Vertretung in Wien, Assadollah Assadi, Codename ‚Daniel‘. Er wird am nächsten Tag in Deutschland verhaftet und später, trotz iranischer Proteste, an Belgien ausgeliefert. Ein weiterer Mitverschwörer, Undercover-Agent Mehrdad Arefani, der die Volksmudschahedin unterwandert haben soll, um den Anschlag vorzubereiten, wird später von Frankreich an Belgien ausgeliefert.“

Och ouni d'Gerichtsurteil ofzawaarden, weisen d'Beweiser an dësem Fall eendeiteng drop hin, datt d'iranisch Regierung hei Verantwortung dréit. En iranischen Diplomat war op Lëtzebuurger Territoire direkt an dës Aktioun implizéiert.

Réponse (20.10.2020) de **M. Marc Hansen** (déi gréng) concernant le volet opérationnel de la stratégie de vaccination contre la Covid-19 :

L'annonce de Monsieur le Premier Ministre de la disponibilité probable d'un vaccin contre Covid-19 dès la fin de l'année 2020 presse les interrogations suivantes quant à la mise en place du volet opérationnel de la future campagne de vaccination :

- 1) Une campagne d'information est-elle prévue afin de mettre à disposition de la population tous les renseignements utiles au sujet du vaccin, son indication, son efficacité et ses effets secondaires ?
- 2) Sachant que la stratégie de vaccination de la Commission européenne prévoit que le personnel de santé, les personnes âgées et vulnérables sont à vacciner en priorité, le ministère a-t-il déjà compilé les informations nécessaires afin d'inviter ces personnes à se faire vacciner ?
- 3) Dans l'affirmative, combien de personnes rentrent dans chacune de ces catégories et est-ce que la première livraison de doses suffira à couvrir les besoins de ces populations ?
- 4) Dans la négative, quelles seront les règles de priorité supplémentaires que le Ministère de la Santé compte appliquer ?
- 5) L'administration des vaccins se fera-t-elle dans les cabinets médicaux ou via des centres spécialement aménagés à cet effet ? La réactivation des centres de soins avancés est-elle une option dans ce contexte ?
- 6) Comment la collecte des données concernant les effets secondaires sera-t-elle organisée ?

Réponse (20.11.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Actuellement, plusieurs vaccins fabriqués par différentes firmes pharmaceutiques font l'objet d'une acquisition commune via la Commission européenne (CE) pour tous les États membres de l'UE dont le Luxembourg. Certains de ces vaccins sont en cours d'évaluation par l'Agence européenne des médicaments (EMA) quant à leurs données de qualité, efficacité et sécurité. Dès lors, ces données et les indications spécifiques ne sont pas encore disponibles. Toutefois, au sein de la Cellule de crise, le groupe de travail dédié au déploiement de la vaccination au Luxembourg prépare un plan de communication qui sera alimenté par ces données au fur et à mesure de leur disponibilité via les instances européennes (CE et EMA).

ad 2) Le groupe de travail du Ministère de la Santé dédié au déploiement de la vaccination a suivi les travaux de la CE et de l'OMS en la matière et le Conseil supérieur des maladies infectieuses a émis des recommandations générales concernant la stratégie vaccinale contre la Covid-19. Ces recommandations ont été publiées le 22 septembre

4. Wéi affectéiert dës terroristesch Aktivitéit vun Iran zu Lëtzebuerg eis bilateral Relatioune mat deem Staat?

5. Huet d'Lëtzebuurger Regierung den iranische Botschafter an dëser Affär aberuff, fir eng offiziell Erklärung ze kréien? Huet d'Regierung bei der Regierung zu Teheran intervenéiert a protestéiert?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. D'Regierung confirméiert, datt am Juli 2018 Verhaftungen an der Belsch, a Frankräich an an Däitschland stattfont hunn an datt heibäi och eng Quantitéit Explosifoffe saiséiert goufen. Dës Aktioun huet stattfont am Kader vun enger Gerichtsaffär, déi an der Belsch amgaangen ass an déi terroristesch Aktivitéit viséiert.

ad 2. Zu Lëtzebuerg waren de Service de renseignement de l'État, de Parquet vu Lëtzebuerg an d'Police grand-ducale mat dëser Affär befaasst.

ad 3. Am Zesummenhang mat de beschriwwenen terroristeschen Aktivitéiten an Europa goufen am Januar 2019 zwee iranesch Staatsbürger vun der EU op d'Lëscht vun den Terroriste gesat. Et ginn aktuell keng Iwwerleungen, fir Sanktioune géint déi iranisch Féierungsspëtze ze verhängen.

ad 4. Dës Zort vun terroristesch Aktivitéit ass Deel vun enger systematescher Persecutioun, där iranisch Oppositioneller ausgesat sinn, sief et am Iran selwer, oder esouguer am Ausland. Lëtzebuerg appelléiert reegelméisseg un den Iran, souwuel an eise bilaterale Kontakter wéi bannent de Vereenten Natiounen, fir all Form vu Repressioun géint d'Meengsfreiheet en Enn ze setzen.

ad 5. De Lëtzebuurger Ausseministère steet a reegelméissegem an opennem Austausch mat der iranischer Ambassade zu Brëssel. Dat erméiglecht eis, all Sujeten ze diskutéieren.

2020³³ et sont en ligne avec la stratégie de la CE. La stratégie de vaccination qui sera définitivement adoptée par le Gouvernement sera finalisée dans les jours à venir étant donné que le groupe de travail du Ministère de la Santé continuera de récolter des informations qui seront indispensables pour cette stratégie vaccinale. En effet, actuellement, il n'y a pas suffisamment d'éléments de connaissances sur la durée de l'immunité conférée par les vaccins après la vaccination ou sur le besoin de doses de rappel périodiques. Les données des études d'immunogénicité et d'efficacité à long terme éclaireront l'orientation de la future stratégie de vaccination.

ad 3) Le nombre de personnes reprises dans les catégories citées ci-dessus s'établissent comme suit (chiffres arrondis au millier) :

- 17.000 professionnels de la santé (professions médicales et professions de santé réglementées) ;

- 90.000 personnes âgées de 65 ans et plus ;

- 132.000 personnes vulnérables (chiffres estimés).

Le nombre de doses de vaccin qui constituera la première livraison n'est pas encore connu.

ad 4) Ces règles seront établies en fonction des caractéristiques du vaccin afin d'offrir un bénéfice maximum pour la population.

ad 5) L'administration des vaccins se fera au sein de centres spécialement aménagés à cet effet. La vaccination des professionnels de la santé pourra en outre être offerte dans le cadre de leur activité professionnelle. Des discussions sont en cours avec les médecins généralistes sur les modalités relatives à leur participation à la mise en œuvre de la stratégie de vaccination, sachant que les conditions de livraison et de stockage des vaccins, ainsi que leur conditionnement en flacons multidoses, constituent des contraintes qui limitent les possibilités de vaccination en cabinet médical.

ad 6) Tous les médicaments et vaccins sur le marché sont surveillés en permanence. Les effets indésirables éventuels peuvent être signalés par les professionnels de la santé et les patients via différentes modalités décrites sur le site sante.lu³⁴.

Dans le cadre de la vaccination Covid-19, la collecte des données concernant les effets secondaires se fera conformément aux exigences réglementaires en la matière³⁵ et sera intégrée au système d'enregistrement et de suivi informatisé actuellement en cours de développement et qui sera mis à disposition des vaccinateurs.

Par ailleurs, l'Agence européenne des médicaments, en étroite collaboration avec les États membres, la Commission et des partenaires européens et internationaux, met en place des activités de surveillance renforcée de la sécurité spécifiquement pour les vaccins Covid-19. Les États membres seront invités à partager leurs données nationales de surveillance sur les effets secondaires, le cas échéant, avec d'autres États membres et les autorités européennes. Ces activités visent à garantir que toute nouvelle information post-commercialisation est collectée, identifiée et évaluée de manière centralisée le plus rapidement possible, et que des mesures réglementaires appropriées sont prises en temps opportun pour protéger les patients et préserver la santé publique.

Question 3011 (20.10.2020) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant le **recyclage et l'extension du sac bleu** :

La stratégie « Null Offall Lëtzebuerg » fournit une feuille de route pour une gestion plus durable de nos ressources et de nos déchets dans les années à venir, les principes de l'économie circulaire étant centraux à cet égard. La stratégie a vocation à aboutir à un changement de paradigme, voulant passer d'une gestion des déchets vers une gestion des ressources. La stratégie accorde une priorité absolue à la prévention des déchets, y compris la préparation en vue du réemploi, suivi par le recyclage et la valorisation. Dans cette optique, la problématique des emballages est centrale : afin d'arriver à une société zéro déchets, il sera essentiel de réduire nettement les emballages produits, de réduire les ressources requises pour leur production, de promouvoir les emballages réutilisables et de veiller à un recyclage de qualité élevée.

³³ https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/covid-19-test_david/covid-19/000-covid-191-annexes/recommandation-csmi-strategie-vaccinale-contre-la-covid.pdf

³⁴ <https://sante.public.lu/fr/politique-sante/ministere-sante/direction-sante/div-pharmacie-medicaments/index.html>

³⁵ Règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments et le règlement grand-ducal modifié du 19 novembre 2004 concernant la fabrication de médicaments, les bonnes pratiques de fabrication de médicaments et les bonnes pratiques de fabrication de médicaments expérimentaux à usage humain

Une série de reportages récemment télévisés sur une chaîne luxembourgeoise s'est penchée sur la question du recyclage des emballages. Selon plusieurs intervenants, il serait primordial d'étendre la collecte par le biais du sac bleu à d'autres fractions d'emballages si le Luxembourg souhaite atteindre les taux de recyclage imposés par l'Europe. En outre, il a été noté que le tri automatique des fractions collectées dans le sac bleu « étendu » serait plus efficace et moins cher que le tri suivant la collecte des fractions dans les centres de recyclage.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Dans quelle mesure l'extension du « sac bleu » à d'autres fractions d'emballages peut-elle contribuer à la réalisation des objectifs prévus dans la stratégie « Null Offall Lëtzebuerg » ?

2) Le système du sac bleu peut-il avoir des effets défavorables sur la réalisation des objectifs précités, notamment en ce qui concerne la réduction des déchets d'emballages, ou encore la qualité du tri des déchets ?

3) Madame la Ministre peut-elle confirmer que le tri automatique des fractions collectées dans le sac bleu « étendu » est plus efficace et moins cher que le tri suivant la collecte des fractions dans les centres de recyclage ?

Réponse (19.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) La stratégie « Null Offall Lëtzebuerg » vise une gestion responsable et durable de nos ressources et de nos déchets avec le but d'éliminer dans l'avenir la notion de déchets. Elle est fortement liée aux principes de l'économie circulaire et au maintien de la valeur des ressources. C'est notamment le concept de la colline de la valeur des ressources qui constitue le fil rouge de la stratégie. Ce concept considère par ordre de priorité les actions visant à concevoir des objets de qualité, à prolonger l'utilisation de leur cycle d'utilisation notamment par leur caractère de réparabilité et de réemploi, le reconditionnement et la récupération des ressources en fin de cycle d'utilité pour les réintroduire dans le cycle économique.

Dans cette logique, la collecte de déchets, y compris les déchets d'emballages collectés par le sac bleu de Valorlux se place au niveau inférieur de cette hiérarchie.

En matière d'emballages, les actions prioritaires devront donc cibler notamment la réduction des emballages superflus et la promotion des emballages réutilisables. En même temps, la distribution en vrac de certains produits ainsi que la possibilité pour le consommateur d'utiliser ses propres emballages constituent des pistes essentielles à poursuivre.

Ces mesures sont à prendre indépendamment d'un renforcement des collectes séparées de déchets d'emballages. Selon la stratégie « Null Offall Lëtzebuerg », l'objectif en matière de déchets d'emballages est de récupérer au mieux les matières contenues dans les emballages, et plus particulièrement dans les emballages à usage unique. Cet objectif est à atteindre en uniformisant et simplifiant les collectes séparées des déchets d'emballages au niveau national et en facilitant l'accès aux différents points de collecte.

Compte tenu du fait qu'à l'heure actuelle, les déchets résiduels contiennent encore une grande partie de déchets d'emballages et plus particulièrement d'emballages en plastiques, des efforts supplémentaires sont à réaliser pour offrir un supplément de structures de collecte et d'atteindre ainsi encore plus de citoyens. Ceci ne peut être réalisé qu'en tenant compte des différences d'habitudes des citoyens et de proposer un certain nombre de systèmes de collecte différents qui tous sont à voir dans une approche de complémentarité.

En tant que systèmes d'apport, les centres de recyclage, qui seront à transformer en centres de ressources, devront désormais en réseau et accepter une gamme identique de produits. Au niveau de la distribution, les clients devront avoir la possibilité de profiter de leurs déplacements vers un supermarché pour pouvoir y remettre un certain nombre de fractions de produits.

En même temps, les systèmes de collecte à domicile sont à renforcer. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'extension du sac bleu de Valorlux. Cette extension peut donc constituer un maillon supplémentaire dans la réalisation de l'objectif spécifique 3.3. de la stratégie « Null Offall Lëtzebuerg » pour ce qui est des déchets d'emballages à usage unique en plastique. La condition en est que les différentes fractions de déchets collectés par ce sac puissent effectivement être recyclées après avoir subi une opération de tri. Une extension du sac bleu de Valorlux ne doit pas nous amener à une situation dans laquelle la fraction à valoriser (valorisation énergétique) augmente et ceci au détriment

d'un recyclage de qualité. Cet aspect de transparence envers le consommateur est un élément essentiel de la gestion des déchets au Luxembourg.

ad 2) Tel qu'il a été précisé ci-dessus, le système du sac bleu constitue un des maillons dans la réalisation de l'objectif de renforcement du recyclage prévu par la stratégie, sachant bien que selon les principes de la colline des valeurs, la collecte séparée se situe à un niveau inférieur par rapport aux autres mesures qui consistent à éviter des emballages superflus et à promouvoir des emballages à usages multiples.

Pour les citoyens, le sac bleu constitue en effet une solution facile et pratique pour se débarrasser de certains de leurs déchets d'emballages étant donné que le système prévoit une collecte en mélange de ces fractions. Or, ce mélange se fait sans contrôle au moment où le consommateur met ses déchets dans le sac. Il devra donc être veillée à ce que la qualité des différentes fractions collectées ensemble reste, après tri, telle qu'elles peuvent être soumises à un recyclage de qualité.

Tel est d'ailleurs l'objectif du projet pilote actuellement en cours dans les communes du SIDEK. Actuellement, les résultats intermédiaires montrent que la qualité de tri permet ce recyclage et que les indésirables restent en dessous des seuils fixés. Il faut toutefois attendre le rapport final du projet pilote reprenant toutes les conclusions. Si ce rapport confirme les résultats, une généralisation de l'extension du sac bleu peut être autorisée.

ad 3) Les propos relatifs à l'efficacité du tri et aux coûts mentionnés dans les reportages télévisés se basent sur un document commandité par Valorlux en comparant la collecte telle qu'elle se fait actuellement dans un « Drive-In » situé dans un centre commercial à la collecte étendue par le sac bleu organisée par Valorlux. En termes de recyclage des matières collectées, les deux systèmes peuvent aboutir au même résultat.

La collecte moyennant le sac bleu constitue un mélange de différentes fractions de déchets d'emballages. Ce mélange ne peut pas être soumis directement à un recyclage. Il doit d'abord être trié.

Dans le « Drive-In », les mêmes fractions que celles collectées par le sac bleu sont collectées directement de façon séparée. De ce fait, certaines fractions peuvent être soumises à un recyclage sans qu'un tri préalable ne soit nécessaire.

D'autres fractions dont particulièrement celles constituées de gobelets et blisters ainsi que de barquettes en plastique nécessitent un tri préalable au recyclage. Il s'agit en effet de déchets d'emballages constitués de différents types de plastique. Cette façon de collecter a d'ailleurs été demandée par Valorlux. Il s'agit par ailleurs des mêmes fractions que celles collectées par Valorlux dans ses 16 Re-Box installés à travers le pays près de centres commerciaux.

Si donc à l'instar du sac bleu Valorlux procéderait également au tri de ces fractions de barques, blisters et gobelets en plastique au lieu de les soumettre à une opération de valorisation thermique, l'efficacité en termes de recyclage des deux systèmes serait la même.

En ce qui concerne les coûts des deux systèmes de collecte, le document comparatif ne permet pas de tirer des conclusions définitives. Une analyse plus détaillée devrait être faite pour évaluer si pour les deux systèmes la base de comparaison est égale. Étant donné que l'Administration de l'environnement n'a pas été consultée dans le cadre de cette comparaison, certains chiffres relatifs aux coûts utilisés ne peuvent pas être confirmés et ne correspondent pas à la réalité.

Question 3012 (20.12.2020) de **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant l'**efficacité énergétique du superordinateur luxembourgeois MeluXina** :

En juin 2019, le Gouvernement avait présenté les premiers détails du futur superordinateur luxembourgeois « MeluXina », qui intègrera le réseau européen EuroHPC de superordinateurs. MeluXina sera déployé sur 160 m² dans le centre de données de LuxConnect à Bissen et consommera une énergie électrique d'environ 1,5 mégawatt par heure, mais sera alimenté à 100 % par de l'énergie verte produite par Kiowatt, une centrale de cogénération alimentée par du bois de rebut. Comme pour tout ordinateur, cette consommation électrique se transformera en chaleur qu'il faudra évacuer efficacement afin d'éviter des baisses de performances voire des pannes de matériel. Dans ce contexte, la centrale de cogénération fournirait également la chaleur paradoxalement utile pour le refroidissement de MeluXina, tout comme pour le reste du centre de données de LuxConnect. Enfin, du free cooling serait possible dès une température extérieure en dessous de 10 °C.

Les informations officielles publiées jusqu'ici font état d'une puissance de calcul de plus de 10 péta-

flops par seconde (Flop = floating point operation), ce qui correspond à plus de 10 millions de milliards d'opérations de calcul par seconde, de plus de 80 téraoctets de mémoire Ram et de plus de 20 pétaoctets de capacité de stockage. Avec cette puissance de calcul, le superordinateur luxembourgeois restera toujours très loin derrière le superordinateur le plus puissant du monde (415,5 PFlop/s, Japon), mais dépassera probablement encore aux 35 ordinateurs les plus rapides du monde selon le classement officiel « TOP 500 ».

À part le classement selon la puissance de calcul, l'organisation TOP500.org établit également un classement « GREEN 500 » selon l'efficacité énergétique, évaluant le besoin d'énergie par opération de calcul exprimée en GigaFlop/w, c'est-à-dire en millions d'opérations par watt consommé. Dans la dernière édition du GREEN 500, publié en juin 2020, l'ordinateur MN-3, champion actuel en termes d'efficacité énergétique, a réussi à effectuer 21,1 GFlop/w, mais ne se classe que 395^e en termes de puissance de calcul. Or, un classement excellent à la fois au niveau de la puissance de calcul et de l'efficacité énergétique est également possible comme le démontre l'actuel champion européen du GREEN 500 et du TOP 500. Le système italien HPC5 occupe à chaque fois la sixième position avec 35,45 PFlop/s au total et 15,74 GFlop par watt d'électricité consommé.

Enfin, le fournisseur retenu pour l'installation de MeluXina est la société française Atos. Le système le plus puissant vendu par cette société se trouve actuellement à la 20^e place du TOP 500 et leur système le plus efficace à la 28^e place du GREEN 500.

Vu que l'amélioration de l'efficacité énergétique tout comme la promotion des sources d'énergies renouvelables constituent les fondements de la politique climatique et de transition énergétique luxembourgeoise, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

1) Existe-t-il aussi un objectif chiffré pour l'efficacité énergétique, en complément à l'objectif de puissance de calcul de 10 PFlop/s annoncé dès 2019 par le Ministère de l'Économie pour le superordinateur luxembourgeois ?

2) Dans l'affirmative, quel est cet objectif ? Cette valeur permettra-t-elle à MeluXina d'occuper par analogie une des 35 premières places du GREEN 500 ?

3) Comment fonctionne la solution de refroidissement retenue pour MeluXina, basée sur une fourniture de chaleur ?

Réponse commune (19.11.2020) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

MeluXina se distingue des autres supercalculateurs traditionnels par son architecture modulaire : la puissance de calcul est fournie par deux modules principaux, complétés par deux autres modules, l'un comportant une grande quantité de mémoire vive et l'autre utilisé pour le traitement en temps réel. Ces quatre modules seront interconnectés et liés à un large environnement de stockage de données de haute performance.

Après la livraison et la mise en service du supercalculateur luxembourgeois à Bissen, la valeur mesurée de puissance de calcul sera utilisée pour positionner MeluXina dans le classement TOP 500. La méthodologie imposée pour le classement TOP 500 ne permet pas simplement d'additionner la puissance de calcul individuelle de plusieurs modules, chaque module sera évalué séparément. Ainsi, MeluXina sera classée par rapport à la puissance de calcul mesurée sur le plus puissant de ses modules, soit environ 10 pétaflops.

En plus de l'importance du classement TOP 500 qui se concentre principalement sur la puissance de calcul, le supercalculateur luxembourgeois affiche la volonté de se classer dans le GREEN 500, un classement qui se concentre principalement sur l'efficacité énergétique des supercalculateurs. Les données pour le TOP 500 et pour le GREEN 500 seront collectées lors du même test de performance de MeluXina.

La consommation électrique maximale du supercalculateur luxembourgeois inclut la consommation de chaque module ainsi que celle de tous les autres éléments comme le réseau d'interconnexion, les modules de stockage et de gestion. La puissance électrique maximale ne dépassera pas 1,5 mégawatt.

L'efficacité énergétique du superordinateur est définie par la valeur PUE (Power Usage Effectiveness) qui correspond au ratio entre l'énergie totale consommée par le centre de calcul divisée par l'énergie consommée par le superordinateur. L'énergie totale consommée inclut notamment l'énergie consommée pour le refroidissement et les pertes d'énergies diverses.

MeluXina utilisera un système de refroidissement direct liquide pour les deux modules les plus consommateurs d'énergie, ce qui est très efficace du point de vue énergétique. MeluXina affichera un objectif de PUE estimé à une valeur inférieure à 1,3.

Le classement de MeluXina dans le GREEN 500 sera basé sur son module GPU (Graphical Processing Unit) et grâce aux GPU de dernière génération, il est attendu que le superordinateur se classe dans les 20 premiers du GREEN 500 de juin 2021.

Le centre de données LuxConnect de Bissen, qui hébergera MeluXina, est tout proche de la centrale de cogénération Kiowatt. Kiowatt brûle du bois de rebut afin de produire de la vapeur sous haute compression qui est utilisée par une turbine afin de produire de l'électricité. Dans la plupart des centrales de cogénération, la chaleur est perdue. Dans le cas de Kiowatt, la chaleur résiduelle est utilisée en hiver pour le réseau urbain de chauffage de Bissen d'une part, et d'autre part pour le séchage de nouveau bois dans le processus de fabrication de pellets. Une grande partie de la chaleur est aussi utilisée en été pour refroidir le centre de données de LuxConnect par la conversion thermique de chaleur en froid selon le processus du cycle de Carnot inversé. Lorsqu'un gaz comprimé se détend en volume, sa température baisse. Ce phénomène est utilisé pour produire le froid dans une machine d'absorption. Ce froid permet de refroidir le centre de données de Bissen.

En hiver, lorsque la température extérieure est suffisamment basse, le centre de données fonctionne en refroidissement naturel avec de l'air extérieur.

Cette combinaison de l'utilisation de la chaleur en été et de l'utilisation du refroidissement naturel en hiver confère un taux d'efficacité de la solution de refroidissement très élevé. De plus, comme le bois est considéré comme une énergie renouvelable, l'empreinte carbone totale est limitée.

Question 3013 (21.10.2020) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant l'identification des animaux domestiques :

De Landwirtschaftsminister hat op d'parlamentaresch Fro N° 2499 vum 8. Juli 2020 vun der DP géintwert, datt et iwwerflësseg wär, eng national Datebank fir vermëssten Hausdéieren anzeféieren:

„Dem Gesetz no mussen d'Hënn a mëttlerweil och d'Kaze gechipt a registréiert sinn. Bei den Déiere vu Proprietären, déi konform mam Gesetz sinn, wat déi virgeschriwwen Identifikatioun ugeet, ass d'Traçabilitéit also gesetzlech gereegelt. Déi Déiere kënnen unhand vun den Informatiounen vun hirem Chip lichter identifizierte an dann d'Proprietären informéiert ginn. [...] Ënnert der Berécksiichtigung vun all deene Punkte gëtt et aktuell keng Noutwendegkeet, fir eng éffentlech Plattform op d'Been ze stellen.“

Allerdéngs preziséieren d'Gesetzestexter net, a wéi enger Datebank d'Donnéee vum den Chippe mussen enregistréiert ginn. Am Règlement grand-ducal du 5 décembre 2018 déterminant les conditions de détention des animaux ass am Artikel 14 Folgendes festgehalten:

« (3) Tout chat est à identifier par puce électronique. Les données relatives aux chats identifiés électroniquement sont enregistrées dans une banque de données informatisée. »;

an am éischten Artikel vum Gesetz vum 9. Mee 2008 relative aux chiens steet geschriwwen:

« Tout chien doit faire l'objet d'une identification électronique dans les quatre mois qui suivent sa naissance. Les données relatives aux chiens identifiés électroniquement seront enregistrées dans une banque de données informatisée. Le procédé de l'identification électronique est déterminé par règlement grand-ducal. »

Nennenswäert ass och, datt schonns op europäischem Niveau Datebanken existéieren, op där Déierebesëtzer den Chip vun hiren Hausdéieren europawäit enregistréieren kënnen: Ee Beispill dofir ass de Site Europetnet.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministère fir Kommunikatioun a Medien, fir bannenzeg Sécherheet, fir Landwirtschaft a fir Intérieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Datebank ass an dësen Texter genee gemengt?

Wie kann alles op d'Informatiounen aus dëser Datebank zougräifen?

2. Wëssend, datt och d'Donnéee vum Proprietär op dësem Chip gespäichert an an eng elektronesch Datebank agedroe ginn, missten hei net och d'Kritäre vum GDPR gräifen?

Wéi kontrolléiert de Staat, dass dës Donnéeë GDPR-konform gespäichert ginn?

3. Vu datt de Minister d'Nätzlechkeet vun den Chippen erkennt, wär et net sënnvoll, datt all d'Police-

kommissariater an all d'Gemenge mat engem Chip-liesegerät ekipéiert ginn, fir verlueren Hausdéiere méi schnell kënnen ze identifizéieren, émsou méi wa sech erausstellt, datt esou Apparater am Einzelhandel fir manner wéi 100 € ze kréie sinn?

Réponse commune (25.11.2020) de **M. Romain Schneider, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**, de **M. Xavier Bettel, Ministère des Communications et des Médias**, de **M. Henri Kox, Ministère de la Sécurité intérieure**, et de **Mme Taina Bofferdig, Ministère de l'Intérieur** :

ad 1. D'Déiere ginn an den unerkannten Datebanken vun de Länner registréiert. Lëtzebuerg schafft do mat der Belsch zesammen an huet als Datebank „ID Chips“ mat Sëtz zu Bréssel. Bei Europetnet handelt et sech net ëm eng eegestänneg Datebank, mee ëm eng zentraliséiert Datebank, déi op d'Datebanken vu verschiddene Länner zeréckgräift.

Wann een den Chip gelies huet, hänkt et vun der Datebank of, wie mat der Chipnummer op déi gespäichert Informatiounen zougräife kann. Jee no Datebank huet just de Bedriewer Accès drop, bei aneren zousätzlech nach d'Veidokteren an erëm bei anere jiddereen, deen d'Chipnummer huet, also och de Proprietär selwer. D. h., datt een z. B. beim däitschen „Tierregister TASSO“, wou och vill Lëtzebuerger Déiere registréiert sinn, als Informatioun nëmmen d'Donnéee vum Déier, awer keng Detailler vum Proprietär vum Déier kritt, wann een eng Chipnummer op hirem Site agëtt. Bei „ID Chips“, wou jiddweree kann op d'Daten zeréckgräifen, kritt een dann och Detailler vum Déierenhalter, wat de Virdeel huet, datt een de Proprietär direkt kontaktéiere kann, am Fall wou een en Déier féinnt, wat enger Persoun zougelaff ass.

ad 2. Laut den Informatiounen vum Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État (CGPD), ass um Chip, deen all Hond a Kaz vun engem agréierte Veterinär agesat muss kréien, nëmmen en Numéro d'identification unique gespäichert. Dësen Numéro d'identification unique gëtt conformément mat den europäesche Reegelen zesumme mat den Informatiounen iwwert d'Déier (z. B. Numm, Zort, Rass a Gebuertsdatum) an de Coordonnée vum Besëtzer um Pass vum Déier agedroen. Nieft verschiddene aneren Informatiounen, muss am Aklang mam Règlement grand-ducal vum 9. Mee 2008 och d'Nummer vum Chip an den Datum vun der elektronischer Identifikatioun bei der Gemeng deklaréiert ginn, wou de Besëtzer vum Hond säi Wunnsëtz huet.

Et gëtt keng staatlech gefouerten zentraliséiert Datebank mat den Informatiounen vun de betreffenen Déieren an hire Besëtzer. Ausser bei punktuellen Informatiounen, kritt d'Administration des services vétérinaires och keng esou Informatiounen iwwermëttelt. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 erkläre gouf, bidde verschidden Organismen, déi net vum Staat gefouert ginn, de Leit awer d'Méiglechkeet, hiert Déier an enger zentraliséierter Datebank ze enregistréieren, fir se, am Fall vun engem Verloscht, hirem Besëtzer kënnen zouzuerechen. D'Bedreiwe vun dësen Datebanken an d'Notzung vun den enthalenen Informatiounen ënnerläit, wéi all Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën, de Kritäre vum generellen Datschutzreglement (GDPR), fir deenen hire Respekt de jeeuweilige Bedriewer vun der Datebank zoustänneg ass.

ad 3. Et ass wichteg, datt méiglechst vill offiziell Stelle mat engem Chip-liesegerät ekipéiert sinn. Dat ass aktuell bei enger Partie Policekommissariater a Gemengen och well de Fall.

D'Police verfüügt iwwer +/- 45 Chip-liesegeräte, déi haaptsächlech un hir Commissariater a trois roulements an un hir Hondsmeeschter verdeelt goufen.

Am Fall wou dës Chip-liesegeräte an den Asaz kommen, gräift d'Police exklusiv op éffentlech Internetsitten zeréck (haaptsächlech „idchips.com“), fir de Proprietär ze identifizéieren.

Question 3015 (21.10.2020) de **Mme Chantal Gary (déi gréng)** concernant les fruits et légumes biologiques dans le « Schouluebstprogramm » :

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et l'Union européenne cofinancent un « Schouluebstprogramm », qui a le but d'encourager une alimentation saine chez les élèves.

Selon un communiqué récent du mouvement écologique, le cahier de charges pour le « Schouluebst » 2020-2021 prévoit que 5 % ou plus des fruits ou légumes doivent être issus de l'agriculture biologique. Les bananes, qui doivent toutes provenir du commerce équitable et de la production biologique, ne sont pas prises en compte dans ce calcul.

Parmi les critères d'attribution pour les marchés pour les fruits du « Schouluebstprogramm » sont le prix et la quantité de produits issus de l'agriculture biologique. Dans la pondération des critères, le critère de prix a une pondération bien plus élevée (150

des 200 ou 210 points totaux) que le critère d'agriculture biologique (25 des 200 ou 210 points totaux). Selon le mouvement écologique, le prix étant le facteur déterminant dans le classement des fournisseurs potentiels, il est peu probable que ces derniers offrirait plus que le minimum requis (5 %) de fruits ou légumes issus de l'agriculture biologique.

Notons également que le Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2025 » a pour objectif d'atteindre 20 % des surfaces agricoles du Luxembourg exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025. Le programme gouvernemental 2018-2023 affirme qu'une des priorités de la politique agricole sur le plan national est « une production durable d'aliments de haute qualité en réduisant significativement le recours aux produits phytopharmaceutiques dans une approche régionale ». Dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune, le Luxembourg entend s'engager « pour la promotion de modes d'exploitation agricoles durables » au niveau européen.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'accroître le pourcentage de fruits ou légumes devant être issus de l'agriculture biologique dans le « Schouluebstprogramm », ceci notamment afin de contribuer au développement de filières de distribution de fruits et légumes biologiques au niveau national ainsi qu'au niveau européen ?

2) Monsieur le Ministre entend-il changer la pondération proportionnelle des critères de prix et d'agriculture biologique afin d'encourager les distributeurs potentiels à offrir plus de produits issus de l'agriculture biologique européenne dans le cadre du « Schouluebstprogramm » ?

Réponse (24.11.2020) de **M. Romain Schneider, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural** :

L'Union européenne met à la disposition de chaque État membre une enveloppe budgétaire pour la réalisation du programme de fruits à l'école. Des moyens budgétaires nationaux supplémentaires sont nécessaires pour financer l'entièreté du programme. Les fonds européens ainsi que les moyens budgétaires nationaux doivent être utilisés de manière économiquement raisonnable conformément à la législation européenne et nationale relative aux marchés publics. Le marché public pour le « Schouluebstprogramm » prend la forme d'une soumission européenne ouverte et il est évident que le facteur « prix » doit également jouer un rôle important dans ces marchés. Dans le cadre de l'élaboration de ce programme, il a été décidé d'attribuer au facteur « prix » au moins 50 % du poids dans le cadre des critères d'attribution des différents lots.

En pratique, le marché public pour le « Schouluebstprogramm » est divisé en deux types de lots.

D'un côté, deux lots pour les distributeurs qui prennent en charge la logistique de la distribution de tous les fruits et légumes aux 71 sites scolaires du secondaire et aux 312 sites de l'enseignement fondamental, de l'autre côté, trois lots qui s'adressent aux producteurs locaux qui fournissent des fruits ou légumes de leur propre production.

Les lots destinés aux distributeurs prévoient la fourniture de la majorité des fruits du programme. Pour ces lots, le pourcentage obligatoire de 5 % de fruits biologiques, hors bananes, s'applique. Ces lots sont ainsi réservés aux professionnels qui doivent être certifiés pour la distribution de produits biologiques. Bien plus, toutes les bananes doivent être biologiques et du commerce équitable. Ainsi un total de 40 % des fruits fournis directement par ces distributeurs proviennent de l'agriculture biologique.

Étant donné que la production nationale de fruits de table biologiques reste très peu développée, une augmentation du pourcentage obligatoire de fruits biologiques mènerait à une augmentation des produits biologiques en provenance d'autres pays. S'il est bien l'intention du Gouvernement d'augmenter les quantités de produits biologiques offerts dans les cantines scolaires, il est entendu que dans la mesure du possible il y a lieu d'encourager le développement de la production biologique au Luxembourg comme par exemple les produits laitiers ou la viande.

Actuellement des mesures sont en train d'être mises en place afin d'encourager les producteurs locaux à se lancer dans la production de fruits de table biologiques. Il est notamment ainsi prévu d'augmenter substantiellement les primes liées à la production biologique pour les fruits de table.

Les autres lots de la soumission s'adressent aux producteurs locaux qui fournissent des fruits ou des légumes de leur propre production. Ils doivent obligatoirement accueillir des classes scolaires pour des visites à la ferme. Le nombre de semaines pendant lesquelles des produits locaux sont distri-

buis aux élèves a augmenté les dernières années. Afin de promouvoir la production biologique de carottes locales, il est envisagé d'instaurer certaines semaines de livraison. Au cas où de nouveaux producteurs auraient l'intention de se lancer dans la production de pommes, de poires biologiques, ou si des producteurs décideraient de convertir leur production actuelle vers la production biologique, il sera toujours possible d'en prendre compte au moment opportun et de soutenir ces producteurs pendant la phase de conversion.

Au final, il convient de noter que pour l'année scolaire en cours un total de 38 % des 350 tonnes de fruits et de légumes prévus pour la distribution gratuite est issu de la production biologique.

Question 3016 (21.10.2020) de **M. Roy Reding (ADR)** concernant le régime fiscal des sociétés de gestion de patrimoine familial :

Compte tenu du fait que le régime fiscal actuel relatif aux SPF connaîtra des changements au 31 décembre prochain, je me permets de poser la présente question urgente, conformément à l'article 81 du Règlement de la Chambre des Députés à Monsieur le Ministre des Finances.

Vous avez déclaré que votre projet prévoit que les « sociétés de gestion de patrimoine familial » - en bref SPF - ne pourront plus détenir - ni directement ni indirectement par le biais de filiales - des biens immobiliers.

- Quel sera le sort des SPF qui avant le 31 décembre 2020 détiennent soit directement soit indirectement des biens immobiliers ?

- Est-ce que ces sociétés continueront à bénéficier de « l'ancien régime » ou est-ce qu'elles devront se défaire de leurs immeubles ou participations dans des sociétés immobilières et - si oui - dans quel délai ?

Réponse (06.11.2020) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances** :

L'honorable Député demande des précisions concernant les changements prévus au régime des sociétés de gestion de patrimoine familial (« SPF »).

Le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 prévoit l'interdiction pour les SPF de détenir des biens immobiliers à travers une ou plusieurs sociétés de personnes ou à travers un ou plusieurs fonds communs de placement. Sous réserve d'approbation parlementaire, la disposition s'appliquera à toutes les SPF à partir du 1^{er} juillet 2021, y inclus aux SPF qui détiennent au 31 décembre 2020 indirectement des biens immobiliers. À noter que la détention directe d'immeubles par une SPF est déjà exclue par la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (SPF).

Question 3017 (22.10.2020) de **M. Fred Keup (ADR)** concernant le smartmeter :

De Service Energie vum ILR, dem Institut luxembourgeois de régulation, huet am Kader vu sengem Joresrapport festgestallt, datt quasi all d'Stéit am Land mat intelligente Stroumcompteuren, de sogenannte Smartmeter, ekipéiert sinn. An engems huet den ILR awer festgestallt, datt de Gestionnaire vum Reseau dem Fournisseur nach net déi deeglech Donnéeë matdeelt. Deemno huet dann och de Verbraucher nëmme schwierig Accès zu dësen Informatiounen iwwert de Stroumverbrauch, soudatt déi nei Servicer op Basis vun den intelligente Compteuren nach ëmmer op sech waarde lossen, sou d'Konklusioun vum ILR.

An dësem Sënn hunn ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Energieminister:

1. Firwat sinn déi nei Servicer, op Basis vun den „intelligente“ Compteuren, nach net disponibel, esou wéi dat den ILR elo rezent festgestallt huet?

2. Ginn et Problemer mat der Technik vun de Smartmeter?

3. Wéini sinn déi nei Servicer vun den „intelligente“ Compteuren disponibel?

Réponse (24.11.2020) de **M. Claude Turmes, Ministère de l'Énergie** :

Fir dass Servicer, déi mat den intelligente Compteuren méiglech sinn, dem Endclient zur Verfügung kënnen gestallt ginn, mussen follgend Bedingungen erfüllt sinn:

- de Client huet en intelligente Compteur bei sech installéiert kritt;

- de Compteur kommuniquéiert mat dem zentralen Datsystem vu Luxmetering a steet den Netzbedriewer zur Verfügung;

- d'onnéeeën op Véierelstonebasis vum Compteur goufen op hir Zouverlässegkeet iwwerpréift an de Compteur gëtt aktivéiert, soudass dem Client säi Fournisseur Zougërf op Donnéeë kritt.

No Récksprooch mat all den Netzbedreiwler kann ech soen, dass zu dësem Zäitpunkt mëttlerweil ronn 95 % vun den Haushalter mat engem intelligente Stroumzieler ekipéiert sinn. Vun dësen Zieler kommunizéieren ongeféier 94 % hir Date bis bei d'Netzbedreiwler. Bei deene Fäll, wou dem Zieler seng Donnéeë nach net zouverlässeg iwwerdroe kënne ginn, handelt et sech meeschtens ëm Stéierung beim Iwwerdroe vun Daten duerch d'Stroumnetz. Dës sinn awer net onerwaart an et ass Deel vum Projet, fir déi lescht Stéierungsquellen elo ze ermëttelen an technesch Léisungen en place ze setzen.

Dëst Joer gouf an engem groussen Ëmfang mat der Aktivatioun vun de Stroumzieler ugefaangen, soudass déi éischt Clienten Zougërf op hir Verbrauchsdonnéeën iwwer hire Fournisseur kënne kréien an och vun den uegebudene Servicer kënne profitéieren. De Moment sinn eng 20.000 Compteur aktivéiert an et gi fir de Moment ongeféier 5.000 weider Compteur pro Woch aktivéiert. Zil ass et, fir Enn 2020 zirka 40.000 bis 50.000 Compteur aktivéiert ze hunn, soudass Mëtt 2021 all installéiert Zieler och ganz funktionell kënne sinn.

Haut kënne déi Leit, deenen hiren Zieler schonn aktiv Donnéeë bis bei hire Fournisseur iwwerdréit, bei verschiddene Fournisseuren schonn eng monatlech Rechnung, déi op dem reelle Stroumverbrauch vum leschte Mount baséiert, ufroen, statt Acompten ze bezuelen a just eemol am Joer en Decompte ze kréien, deen op sengem Joresverbrauch baséiert. Wa Mëtt 2021 all Zieler aktivéiert sinn, wäerten d'Fournisseuren och méi Servicer op Basis vun intelligenten Zieler senge Fäegkeeten an Donnéeën ubidden, notamment fir d'Deele vu Solarenergie duerch Autoconsummatioun an engem Appartementshaus ze vereinfachen.

Question 3018 (22.10.2020) de **Mme Viviane Reding** (CSV) concernant la connectivité à haut débit :

Le Luxembourg a comme but de devenir un des leaders mondiaux en matière de haut débit. Les investissements des entreprises privées ou services publiques semblent aller dans ce sens. D'ailleurs, dans sa réponse à la question parlementaire n° 2346 le Gouvernement déclare : « D'Post huet sech am Kader vun hirer Strategie engagéiert, fir Enn 2023 75 % vun de Stéit mat Glasfaser un de Réseau unzeschleissen. Op laang Sicht wäerten der Post no 100 % vun der Bevëlkerung mat engem ultrahéijem Débit, duerch Glasfaser oder am Eenzelfall mat enger gläichwäerteger Technik, connectéiert sinn. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Où en est-on du point de vue de la couverture du territoire ?

- Concernant les prix à payer par les consommateurs pour disposer d'une connexion haut débit, des plaintes se font de plus en plus insistantes.

- Le Gouvernement peut-il confirmer que pour lier son appartement à une boîte « haut débit » déjà disponible dans son immeuble, le consommateur doit déboursier plus de 200 €.

- Quant au consommateur qui veut relier son habitation aux infrastructures haut débit, hors de l'habitation, il devrait déboursier plusieurs centaines d'euros.

- Le Gouvernement peut-il informer le public sur le coût réel et les prix de raccordement ? Les consommateurs pourraient-ils disposer de la transparence des coûts facturés et éviter le « à la tête du client » aléatoire ?

- Sachant que les prix de l'abonnement « haut débit » au Luxembourg sont parmi les plus chers en Europe, l'ajout de frais de raccordement très élevés ne risquent-ils pas de dissuader les clients et de mettre en danger le projet de faire du Luxembourg un pays digital parmi les plus performants ?

Réponse commune (16.11.2020) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie, et de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias :

Au vu des données collectées par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) pour l'année 2019, la couverture Fiber-to-the-Home (FTTH) était de 67,5 % tandis que la couverture Very High Capacity Networks (VHCN) s'élevait à 92 %. Ces données sont publiées dans le rapport statistique pour l'année 2019 (cf. rapport statistique ILR 2019, Infographie, p. 46 et 47).

L'infrastructure fibre n'est pas l'unique solution existant au Luxembourg pour la fourniture d'un

cès VHCN, réalisant un débit supérieur ou égal à 100 Mbit/s. À part des solutions en cuivre, via un couplage de plusieurs lignes, une très grande majorité de la population luxembourgeoise peut opter pour des services d'accès se basant sur l'infrastructure des réseaux câblés de télévision (CATV).

À la demande des ministres, POST indique qu'à ce jour, plus que 70 % des ménages sont raccordés au réseau de fibre optique. Pour fin 2020, POST dit prévoir d'avoir connecté 72 % des ménages.

D'après l'ILR, plus de 80 % des clients au Luxembourg peuvent opter pour un accès CATV pour leurs services d'accès haut débit et presque la totalité des clients éligibles à la fibre optique peuvent aussi bien s'orienter vers un accès CATV qu'opter pour des solutions sur fibre optique.

Donc il existe pour la plupart des clients finales différentes infrastructures et solutions permettant l'accès très haut débit sans aucune modification coûteuse.

Pour des maisons ou fermes isolées en dehors du périmètre, POST demande aux requérants de participer aux frais de la connexion. Le coût de réalisation d'une connexion au réseau de télécommunication en fibre optique dépend à ce moment et de la situation géographique et de la présence à proximité d'un point de connexion au réseau. Des détails à ce sujet ont été fournis par les ministres dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 2872 du 22 septembre 2020 de l'honorable Député Léon Gloden au sujet des installations de câblage de POST connectant des maisons isolées.

Les prix pour l'installation d'une connexion très haut débit sont librement fixés par les opérateurs et dépendent de l'envergure des travaux de câblage à réaliser. Le câblage interne permettant de connecter tous les appartements au point de connexion central dans l'immeuble est à charge du ou des propriétaires. Le ou les propriétaires ont le libre choix à qui ils veulent confier la réalisation de ces travaux.

POST indique que dans le cadre de l'extension du réseau FTTH, POST emmène à ses frais le réseau de fibres optiques jusqu'à l'intérieur des bâtiments au point central de distribution où est monté le boîtier POST.

Dans le cas d'une connexion à un service très haut débit sur CATV, aucune modification technique des lieux privés (ou des parties communes d'une résidence) n'est requise.

L'ILR a reçu un certain nombre de demandes de médiation concernant l'installation et/ou le coût d'installation de la fibre. Les frais engendrés par la réalisation d'une telle installation/raccordement de la fibre dépendent de l'état des lieux existant et varient en fonction de la conformité ou non du câblage existant. Il s'ensuit qu'il est difficile de chiffrer au départ le coût exact de l'installation de la fibre et que les informations fournies par les opérateurs ne sont qu'indicatives.

Il est à signaler que le Luxembourg figure d'ores et déjà dans le peloton de tête de nombreuses statistiques et analyses de l'Union européenne concernant la digitalisation et la couverture du territoire national en matière de connexions « haut débit ».

Ainsi, dans le Digital Economy and Society Index 2020 (DESI 2020) de la Commission européenne, le Luxembourg se classe troisième dans l'UE-28 dans la rubrique de la connectivité et il y est notamment indiqué que le Luxembourg est particulièrement performant en ce qui concerne l'adoption et la couverture du haut débit fixe et mobile. En outre, dans la sous-rubrique ICT Access du Global Innovation Index 2020 publié par l'Université de Cornell, l'INSEAD et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, le Luxembourg se classe à la première position.

Le take up (souscription d'abonnements offrant une vitesse égale ou supérieure à 100 Mbps en voie descendante) a progressé de 43,2 % fin 2018 à 54,9 % fin 2019. Il résulte du tableau publié par la Commission européenne dans le cadre du DESI 2020 que le prix des offres des abonnements au Luxembourg se situe à un niveau légèrement au-dessus de la moyenne européenne.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3019 (23.10.2020) de **MM. Georges Mischo** et **Michel Wolter** (CSV) concernant les activités des amicales du CGDIS :

Déi vill Amicaille vun den eemolege Pompjeeë suergen duerch hir Organisatiounen a Festivitéiten an de Gemenge fir e wichtige Service um Bierger. Säit de CGDIS säin Déngscht opgeholl huet, sinn déi fräiwëlleg Pompjeeë fir dës Aktivitéiten awer net méi versécher. Dëst gëtt vun der Fédération nationale des pompiers du Luxembourg, laut dem Vir-

wuert an hirem Bulletin, och scho säit zwee Joer gëfuerdert, ass bis dato awer nach net ëngesat ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesche stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch dës Informatiounen confirméieren?

- Wa jo, aus wéi enge Grënn sinn do nach keng Ännerunge virgeholl ginn? Sollen hei nach Modifikatiounen um Gesetz geholl ginn?

- Wa jo, a wéi engem Zäitraum sollen dës Modifikatiounen virgeholl ginn?

Réponse (24.11.2020) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur :

Den Artikel 100 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. März 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet seet, dass all Centre d'incendie et de secours (CIS) an all Groupe d'intervention spécialisé (GIS) d'Recht huet, eng Amicale ze schafen, déi déi fräiwëlleg an haaptamtlech Fraen a Männer Pompjeeë regruppéiert an déi dat associatiivt Liewen organiséiere soll. Des Weidere kënne d'Amicaille sech regional zesummendinn, während se um nationalen Niveau ënner dem Daach vum Pompjeeesverband (FNP) vereent sinn.

An engem Brëif vun Ufank 2019 huet d'FNP mech gefrot, ob verschidden Aktivitéiten, déi vun den Amicallen organiséiert ginn, sou wéi dat haut scho bei der Associatioun vun den Elterevertreieder de Fall ass, vun der Onfallversécherung (Assurance accident) kéinte couvert ginn.

Och wann ech d'Revendicatiounen vun der FNP novollzéien a prinzipiell ënnerstëtze wëilt, läit d'Onfallversécherung an der Kompetenz vum Minister fir sozial Sécherheet, deen ech och mat der Fro vun der FNP saiséiert hunn. Op Nofro vum Ministère fir sozial Sécherheet zielt d'FNP an engem weidere Schreiweis, follgend Aktivitéite vun den Amicallen op, déi en direkte Lien mat de Missiounen vum CGDIS hunn an déi hirer Meenung no vun der Onfallversécherung sollte couvert ginn:

- « - participation à toute activité des JP (instructions, camps, excursions, sport ... liste non limitative) ;

- réunions des membres de l'amicale, des fédérations régionales et nationales ;

- réunions du comité de l'amicale ainsi que des fédérations régionales et nationales ;

- participations à des réunions organisées par le CGDIS ;

- participation à des organisations du CGDIS aux fins de recruter de nouveaux membres (portes-ouvertes, exercices publics, présentations publiques...);

- organisation de ravitaillement et autres services prestés aux membres du CIS/GIS en cas d'interventions exceptionnelles sur demande du CIS/GIS si les services du CGDIS ne pourront pas les prester ;

- participation de représentation aux cérémonies officielles des communes et de l'État (ex. fête nationale, journée de commémorations nationale...) ».

Dës Oplëschtung hunn ech och un de Minister fir sozial Sécherheet weiderginn.

Et muss nach preziséiert ginn, dass alleguer déi Aktivitéiten, déi eng Amicale am Kader vun hirem Veräinsliewen organiséiert an déi a kengem direkte Lien zum CGDIS stinn (z. B. e Grillfest), net an dëser Oplëschtung virkommen. Fir dës Aktivitéite muss eng Amicale selwer fir en eventuelle Versécherungsschutz suergen.

Soubal ech vum Minister fir sozial Sécherheet iwwer eng méiglech positiv Suite op der FNP hir Revendicatiounen informéiert ginn, woubäi natierlech am Detail muss analyséiert ginn, ob all déi opgelëscht Aktivitéiten och an de Kader vun enger Onfallversécherung falen, sinn ech gäre bereit, den honorablen Deputéierten dës Äntwert nozereichen.

Question 3020 (22.10.2020) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant les **croix de chemin** :

Weekräizer kënne Unhaltspunkte fir al Wallfaarts- oder Pressessionsweeër sinn an déngen de Wanderer oder Pilger dacks als Weezechen. Et féinnt ee se op enger Kräizung, op engem Wee oder enger Strooss, bei engem Feldrand oder och matten am Bësch. Meeschtens ass den historesche Standuert vun esou engem Weekräiz mat enger besonnescher Bedeutung verbonden. D'Grënn, firwat se opgeriicht goufen, sinn ënnerschiddlech, an deemno erzielen d'Weekräizer och ënnerschiddlech Geschichten.

An deem Kontext wëilt ech der Madamm Kulturminister gäre follgend Froen stellen:

1. Huet d'Madamm Minister Kenntneser doriwwer, wéi vill Weekräizer et insgesamt hei am Land ginn?

2. Wéi vill vun dëse Weekräizer stinn ënner Denkmalschutz? Wat sinn d'Konditiounen, fir datt esou e Weekräiz ënner Denkmalschutz gestallt gëtt?

3. Wéi weist sech hei d'Responsabilitéit, wien ass zoustänneg fir den Ënnerhalt vun deene Weekräizer? Wann esou en Objet a Privatbesëtze ass respektiv am Besëtze vun enger Associatioun oder vum Kierchefong, wat sinn dann d'Obligatiounen fir den Ënnerhalt? Wéi ass den Ënnerhalt prozedural gereegelt? Muss de „Besëtzer“ am Fall vun enger néideger Restauratioun selwer fir dës opkommen oder kënn de Service des sites et monuments nationaux dofir op?

4. Wéi vill denkmalgeschützte Weekräizer sinn Afger vun Déifstall an/oder Vandalismus ginn? Wéi weist sech d'Evolutioun vun dëser Zuel an deene leschten zéng Joer?

5. Wéi vill Weekräizer goufen als esou wäertvoll geschat, datt d'Original op eng securiséiert Plaz bruecht gouf an um eigentleche Standuert duerch eng Kopie ersat ginn ass?

Réponse (17.11.2020) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture :

Vu datt de wëssenschaftlechen Inventaire vun gebaute lerwen hei am Land, zu deem och d'Weekräizer gehéieren, nach net ofgeschloss ass, ass och d'Zuel vun de Weekräizer nach net erfaasst. Dat geschitt awer elo systematesch, Gemeng fir Gemeng, am Kader vun dem Inventaire.

Am Moment sinn aacht Weekräizer national geschützt. 62 Weekräizer sinn an der Prozedur fir geschützt ze ginn.

An deene Gemengen, déi bis elo inventariséiert gi sinn, ergi sech follgend Zuelen:

- Fiels: 11 Weekräizer inventariséiert, Schutzprozedur fir 11 Kräizer amgang;

- Fëschbech: 50 Weekräizer inventariséiert, Schutzprozedur fir 50 Kräizer amgang;

- Helperknapp: 43 Weekräizer inventariséiert, 42 Kräizer si schützenswäert;

- Miersch: 16 Weekräizer inventariséiert, 15 Kräizer si schützenswäert.

Fir Weekräizer gëllen, wa se solle geschützt ginn, déi nammlecht Konditiounen wéi fir aner Objete vun eim gebaute lerwen. Se mussen authentesch iwwerliwwert sinn an op d'mannst ee vun de weidere Kritären erfëllen, déi elo am Artikel 23 vum Projet de loi 7473 opgelëscht sinn.

Mat de Weekräizer ass et wéi mat dem Rescht vun gebaute lerwen. De Proprietär ass dofir zoustänneg, et ze erhalen an ze fleegen. Fir eng Restauratioun vun enger geschützter Weekräiz kënne Subside beim Kulturministère ugefrot ginn. D'Experte vum Service des sites et monuments nationaux (SSMN) kënne dann och d'Proprietäre vu Weekräizer bei de Restauratiounsaarbechte begleeden.

Et ka virkommen, datt e Weekräiz beschiedegt oder esouger zerstéiert gëtt, sief et d'Vandalismus oder d'Verkeiersaccidenten, vu datt déi Weekräizer dacks no bei der Strooss stinn. Mee den SSMN kritt ganz wéineg Fäll gemellt.

Am Fall, wou e Strosseverlaf geännert gëtt oder ee Weekräiz beschiedegt gouf, gëtt heiansdo eng Kopie gemaach an opgestallt. Den Original gëtt dann op enger aner Plaz konservéiert. An der Kapell zu Weyer zum Beispill stinn eng 40 Weekräizer, déi op hirer eigentlecher Plaz net konnte bleiwen an déi hei no hirer Restauratioun eng sécher Plaz fonnt hunn. En anert bekannte Beispill ass dat sougenannt „Servais-Kräiz“, dat virun der Maisson Servais zu Miersch stoung an elo seng Plaz am MNHA fonnt huet. Och hei steet op der initialer Plaz haut eng Kopie.

Am Prinzip ass et awer d'Bestriewe vum SSMN, fir d'Weekräizer esou wäit wéi méiglech op hirer originaler Plaz ze erhalen.

Question 3021 (22.10.2020) de **Mmes Francine Cloesener** et **Cécile Hemmen** (LSAP) concernant l'extension du tram :

Selon un article de presse sur la présentation officielle de la ligne de tram rapide entre Luxembourgville et Esch-sur-Alzette, Monsieur le Ministre aurait expliqué que dans la capitale seraient créés « à long terme » deux nouveaux tracés du tram, notamment un via la route d'Arlon vers Strassen.

Aussi, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « les solutions les plus adaptées en termes de moyens de transport en direction de Munsbach et en direction d'Echternach (via Junglinster), en direction du Tossebiert ou encore entre Dudelange et Bettembourg seront analysées lors de l'élaboration du Plan national de mobilité (...) ».

Dès lors nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-ce que les analyses des « solutions les plus adaptées en termes de moyens de transport en direction de Munsbach et en direction d'Echternach (via Junglinster), en direction du Tossebiérg ou encore entre Dudelange et Bettembourg » ont été entamées voire finalisées ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions intermédiaires/finales de ces analyses ?

- Dans la négative, pourquoi ces analyses n'ont-elles pas encore été entamées ? Pour quand la réalisation de ces analyses est-elle prévue ?

- En ce qui concerne la prolongation du Tram vers Strassen, Monsieur le Ministre peut-il indiquer une échéance ? Qu'en est-il d'une prolongation de ce tracé non seulement vers Tossebiérg, mais en plus vers le croisement d'autoroute Mamer-Capellen, prolongation confirmée à maintes reprises par Monsieur le Ministre au cours de la période législative précédente (notamment en commission parlementaire le 19 juin 2017) ?

Réponse (23.11.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Les analyses, annoncées par l'accord de coalition, des solutions les plus adaptées en termes de systèmes de transport en direction de Munsbach et en direction d'Echternach (via Junglinster), en direction du Tossebiérg ou encore entre Dudelange et Bettembourg ont toutes été entamées dans le cadre de l'élaboration du Plan national de mobilité (PNM35) que je présenterai au quatrième trimestre 2021. Comme son nom l'indique, ce plan ne traitera non seulement les corridors susmentionnés, mais la totalité du territoire, et contiendra des propositions pour certaines liaisons transfrontalières.

Il est important de rappeler que le PNM35 applique la logique expliquée dans Modu 2.0 avec les changements de paradigme suivants : premièrement, la planification ne se concentre pas sur la résolution des goulots d'étranglement actuels (avec le risque de simplement les déplacer), mais elle propose un système multimodal cohérent pour le territoire national et adapté à la demande projetée pour 2035 ; deuxièmement, la planification ne part pas de l'un ou de l'autre véhicule « en vogue », mais de la demande en mobilité des personnes, pour en déduire le ou les modes de transport qui répondent le mieux à cette demande, spécifique à chaque région et à chaque corridor ; troisièmement, la planification accepte le fait que l'État seul ne peut raisonnablement résoudre tous les problèmes de mobilité, raison pour laquelle des recommandations sont faites aux trois autres acteurs de la mobilité que sont les communes, les employeurs et les citoyens.

C'est avec cette approche que le système multimodal pour le corridor reliant les deux principales agglomérations du pays, Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette, a déjà pu être déterminé. Si le « tram rapide » attire l'attention en tant qu'élément le plus emblématique de ce système multimodal, je rappelle que la solution globale, attractive non seulement pour les personnes habitant ou travaillant dans la proximité immédiate d'un futur arrêt de tramway, mais finement adaptée à toute la région, comprend également une vingtaine de projets routiers, une réorganisation du réseau de bus, plusieurs pôles d'échange dont un avec P&R, un faisceau de lignes de bus à haut niveau de service transfrontalier et une piste cyclable « express » alimentée par tout un réseau de pistes cyclables.

De juger le PNM35 par le seul critère si une certaine localité accueillera ou non un arrêt de tram serait non seulement réducteur, mais contraire à l'objectif principal. Celui-ci est d'offrir, avec des moyens budgétaires importants mais non illimités, une solution qui est premièrement adaptée au nombre de personnes à transporter, deuxièmement gérable en termes de réseaux de transport au niveau de la Ville de Luxembourg, et finalement attractive pour un maximum de personnes concernées par ce corridor. Si donc chaque corridor se verra proposer un système multimodal adapté à la demande projetée en 2035, ce système n'inclura en règle générale pas, du simple fait que tous les corridors ne débouchent pas sur une agglomération avec l'envergure et la densité urbaine d'Esch-sur-Alzette, une extension régionale du tramway. Il n'en reste pas moins que toute personne voulant se rendre à Luxembourg-ville, peu importe son lieu de résidence au Grand-Duché ou au-delà, et peu importe le moyen de transport qui l'aura amenée à un pôle d'échange, profitera directement du réseau urbain de tramways performant, fiable et manifestement affectueux par une part toujours croissante de la population.

Pour ce qui est de l'avancement de la planification de ce réseau, les analyses de plusieurs extensions se sont suffisamment consolidées pour que je prévoie de présenter au Conseil de Gouvernement, à la fin 2022, des avant-projets de loi de financement. Il s'agit des extensions suivantes :

- du centre-ville jusqu'à un nouveau pôle d'échange situé à Strassen près du CHL ;

- au Kirchberg, entre le Boulevard Konrad Adenauer et Luxexpo en passant par les futurs quartiers résidentiels « Laangfur » et « Kuebebiérg » ;

- de la gare centrale jusqu'à la Porte de Hollerich ;

- du pôle d'échange « Cloche d'Or » à Kockelscheuer jusqu'au nouveau quartier des friches Esch-Schiffange.

Ces études sont actuellement à un niveau d'étude de faisabilité et seront approfondies dans les mois à venir.

Question 3022 (22.10.2020) de **M. Fred Keup** (*ADR*) concernant la **garde d'enfants** :

Mir ass rezent e Virfall zougedroe ginn, deen am Hi-bléck op d'Familljen- an d'Schoulpolitik vill Froen opwerft. Eng elengerzéiend Mamm, déi voll berufstätig ass, huet mir matgedeelt, datt hire sechs Joer ale Bouf op engem bestëmmte Wochendag mëttes tëscht 12.00 a 14.00 Auer keng Méiglechkeet huet, fir kënne betreit ze ginn. Dëse Problem gëtt duerch de Covidvirus an déi limitéiert Plaze bei de Betreungsstrukturen nach zousätzlech verschäerft. Esouwuell am Fall, wou de Bouf eleng doheim wier, ewéi och am Fall, wou de Bouf sech eleng géif op den Heemwee maachen, befénnt sech déi elengerzéiend Mamm an der Illegalitéit, wat iwwerdeems verständlech ass, well een an deem Alter d'Kanner net eleng ka loosser.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Familljeministesesch an un den Här Schoulminister:

1. Ass sech d'Regierung bewusst, datt et Leit gëtt - notament elengerzéiend Persounen -, déi sech an esou enger onméiglecher Situatioun befannen, wou net ka fir d'Kanner gesuergt ginn?

2. Wa jo, wat gedenkt d'Regierung konkret ze ënnerhuelen, fir et elo dréngend allen Elteren an elengerzéiende Persounen ze erméiglechen, datt hir Kanner kënnen ouni Ausnam daagsiwwer betreit ginn?

3. A wéi enger zäitleche Kader kënnen déi betraffe Persounen mat enger Léisung vum uewe genannte Problem rechnen?

Réponse (25.11.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Déi aktuell Situatioun an déi sanitär Mesuren, déi domadder verbonne sinn, hunn och en Impakt op den net formale Bildungsbereich. Verschidde Strukturen konnten effektiv opgrond vun dëse sanitäre Mesuren net méi all d'Kanner, déi bei hinnen eng Plaz haten, ophuelen.

Am Kader vun der Kapazitéit, déi iwwert den Agreement accordéiert gëtt, verwalten d'Gestionnaire vum Betreungsstrukturen hir Aschreiwunge selwer a leeën och d'Prioritéit fir d'Aschreiwunge fest. Dëst erlaabt hinnen, flexibel op déi lokal Spezifitéiten ze reagieren. Well d'Plazen deelweis limitéiert sinn, kann et virkommen, datt zu verschiddene Momenter d'Demande an där enger oder anerer Gemeng méi héich ass wéi déi momentan Offer.

An dëse Fäll definéiert de Gestionnaire Krittären, no deene Plaze prioritär verdeelt ginn. Dës Krittären sinn entweeder Bestanddeel vum Kontrakt, deen d'Eltere mat der Struktur ënnerschreien, oder si sinn iwwert de Règlement d'ordre interne festgehalten. Déi elengerzéiend Persounen gëhieren dacks zu der Populatioun, déi eng Prioritéit huet bei der Verdeelung vun de besteeënde Plazen.

Question 3023 (22.10.2020) de **Mme Djuna Bernard** (*déi gréng*) concernant le **déploiement du standard de radio numérique DAB+ au Luxembourg** :

En date du 18 septembre 2020, le Service des médias et des communications du Ministère d'État a officiellement lancé une étude préparatoire au sujet du déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+ (Digital Audio Broadcasting) en coopération avec le Broadcasting Center Europe (BCE), filiale technique de RTL Group. L'objet de l'étude est d'analyser les prérequis techniques et financiers du déploiement de la nouvelle technologie. Toutes les radios à couverture nationale existantes, les radios à réseaux d'émission, ainsi qu'une radio locale y participent. L'étude est réalisée sur base d'un test de diffusion en multiplex numérique sur plusieurs mois depuis les antennes de Dudelange et de Hosingen. Selon le communiqué officiel du Service des médias et des communications du 18 septembre 2020, le déploiement permanent d'un multiplex numérique est envisagé pour printemps 2021. L'avantage de cette nouvelle technologie de diffusion numérique terrestre consiste en la possibilité d'intégrer au moins six voire plus de dix programmes de radio dans un seul canal multiplex, tandis qu'actuellement, chaque station de radio

UKW/FM nécessite un émetteur et une fréquence hertzienne propre. Or, le basculement vers la technologie DAB+ voire la diffusion pendant plusieurs années en parallèle (UKW/FM & DAB+) nécessitera aussi des investissements supplémentaires conséquents, notamment de la part des petites stations de radio.

Il importe donc d'ores et déjà de s'interroger de façon proactive sur les répercussions possibles du changement technologique vers le DAB+ sur l'environnement concurrentiel dans lequel évoluent les radios existantes au Luxembourg - et donc d'aller au-delà des aspects techniques et financiers à court terme visés par l'étude préliminaire en cours. Dans ce contexte, je tiens à rappeler que l'impact sur les radios locales et communautaires revêtent d'une importance particulière vu leur contribution à la pluralité du paysage médiatique, mais aussi vu leur précarité financière actuelle.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il de soutenir financièrement les radios produites et diffusées au Luxembourg dans le contexte du changement vers le DAB+ ? Dans l'optique de la conservation de la pluralité du paysage médiatique, les petites radios telles les radios locales et communautaires pourront-elles compter sur un support financier particulier dans ce contexte ?

2) Selon Monsieur le Ministre, quelle est une durée appropriée pour la période de transition qui s'impose ? Sachant que l'émission en parallèle sur les ondes FM et par multiplex numérique occasionnera des coûts additionnels susceptibles de grever particulièrement les radios locales et communautaires, Monsieur le Ministre est-il disposé à envisager un soutien financier approprié sur la durée de la période de transition ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il le passage de toutes les radios produites et diffusées au Luxembourg vers le DAB+ ?

4) En vue de l'apparition possible de nouvelles radios suite à l'introduction du DAB+ et afin de garantir les possibilités de développement des radios existantes, Monsieur le Ministre envisagerait-il le cas échéant le lancement d'un deuxième multiplex numérique ?

5) Selon l'état actuel des réflexions, quels sont les effets à moyen terme du changement technologique vers le DAB+ sur la situation concurrentielle des radios produites et diffusées au Luxembourg ? L'arrivée de nouveaux acteurs et la concurrence accrue qui en résulterait n'est-elle pas susceptible de mettre en danger la pérennité des radios locales et communautaires, dont les revenus propres et notamment publicitaires subissent déjà de fortes pressions dans l'environnement technologique et économique actuel ?

Réponse (11.11.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

ad 1) Les modalités techniques et financières du déploiement du standard DAB+ au Luxembourg sont encore à l'étude. Dans le cadre de ces analyses, le Service des médias et des communications (SMC) du Ministère d'État porte une attention particulière aux radios dites « communautaires ».

Dans son discours sur l'état de la nation prononcé le 13 octobre 2020, le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias a souligné que « la contribution précieuse de ces médias à notre société doit être reconnue et soutenue de manière adéquate ».

Dans ce contexte, le SMC étudie la possibilité d'un cofinancement public partiel des frais de déploiement et/ou d'exploitation liés au lancement du DAB+ et au simulcast.

La diffusion numérique DAB+ coexistera - au moins dans un premier stade - avec la diffusion analogique en bande FM. Cette diffusion simultanée d'un programme de radio par plusieurs modes de diffusion, le « simulcast », crée en effet des frais additionnels pour les stations de radio.

ad 2) À ce stade, il serait prématuré de prévoir un abandon de la diffusion par FM. Un éventuel soutien financier pour soutenir la diffusion numérique est à l'étude.

ad 3) Le Gouvernement encourage le passage vers le numérique. Un abandon de la diffusion par FM n'est pour l'instant pas envisagé, mais pourrait faire partie des objectifs à long terme.

ad 4) Le lancement d'un deuxième multiplex voire d'éventuels multiplex locaux ne peuvent être exclus. Le SMC reste à l'écoute des parties prenantes et les invite à faire part de leurs attentes et besoins.

ad 5) Le lancement du DAB+ poursuit l'objectif de renforcer le pluralisme médiatique. En parallèle, il peut être rappelé que la loi sur les médias électroniques prévoit que priorité sera accordée aux radios à émetteur de haute puissance et aux radios à

réseau d'émission existantes en ce qui concerne les permissions pour les services de radio diffusés en multiplex numérique. Suite à la présentation des résultats de l'étude préparatoire qui sera finalisée au cours du mois de décembre, le SMC présentera une feuille de route stratégique pour le déploiement du DAB+.

Question 3024 (22.10.2020) de **M. Léon Gloden** (*CSV*) concernant le **recyclage des emballages en plastique** :

D'europäesch an d'lëtzebuergesch Gesetzgebung gesi vir, dass bis Enn 2025 50 % vum Plastiksoffall muss recycelert ginn. Fir dës Quoten ze erreeche kënt ee laut Experten net derlaanscht, fir méi verschidde Plastikproduiten ze sammelen an ze recycelieren. Esou kéint een zum Beispill zousätzlech zu de schonns gesammelte Verpackungsoffall aus Plastik och weider Produkte wéi Barquetten, Folien, Tuten oder Plastikbechere mëttels der bloer Tut sammelen a bei de Stéit doheim ewechhuelen.

Schonns am Januar 2019 huet Valerlux dofir eng nei Sortéieranlag hei am Land beoptragt, déi justement kann all déi betraffe Verpackungsoffall aus Plastik propper trennen, wat och an zwee Pilotprojeten an zesumme mëttlerweil 48 Gemenge bestätegt ginn ass, a wat wichteg fir de weidere Recyclage ass. Domadder huet sech Valerlux d'Kapazitéit ginn, fir bal all déi verschidde Verpackungsoffall aus Plastik (PET, PS, PE, PP, PE-HD) aus ganz Lëtzebuerg ze sammelen an ze sortéieren, fir datt se och kënne recycelert ginn.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2355 ass d'Madamm Ministesch op e puer Froen dozou agaangen a se huet z. B. gesot, dass den Haaptfokus aus der Siicht vun der Regierung weider op der Vermeidung vu Plastik géif leien an ee wéilt an deem Zesummenhang och besonnesch Recyclingszentere weider stäerken. An engem rezente Reportage op RTL Télee huet d'Ministesch déi Aussoen nach eemol confirméiert.

Aussoe vun Experten an deem selwechte Reportage no, kann deen an de Recyclingszentere gesammelte Verpackungsoffall awer zu engem groussen Deel net direkt recycelert ginn, well ze vill Zorte matenee vermëscht sinn a weeder vun de Leit, déi et selwer mussen uliwweren, nach vum Personal vun de Recyclingszentere ausermeegehele kënne ginn. Dat kann nëmme maschinell gemaach ginn. Déi Quantitéite mussen also dono opwänneg nosortéiert ginn oder, wann dat net méi geet, verbrannt ginn.

Dat alles stéing am Géigesaz zu de Verpackungsoffall aus der bloer Tut, déi direkt maschinell sortéiert ginn a wou déi ganz Logistik bedeeitend méi einfach a performant wier. Domadder wär d'Haus-zu-Haus-Sammlung vill méi effikass a bëlleg, si ass souwi sou och fir d'Leit doheim vill méi kamoud. Och hätten d'Recyclingszentere net néidegerweis déi Kapazitéiten, fir déi grouss Quantitéiten, déi vun de Leit eenzel ugeliwwert ginn an déi mussen zesummekommen, fir d'Quoten ze erfüllen, ze bewältegen.

Weider ginn d'Experten, op Basis vun de Resultater vun der landeswäiter Reschtoffallanalys vun 2019, déi vun der Ëmweltverwaltung beoptraagt ginn ass, dovunner aus, dass, doduerch dass net all déi ugeschwate Verpackungsoffall iwwert d'blo Tut dierfe gesammelt ginn, een net klengen Deel dovun dann an der groer Poubelle lant a verbrannt gëtt, wat zu zousätzlechen, héije Käschte pro Joer féiert, déi vun de Leit mussen iwwert hir Offalltaxe bezuelt ginn.

Och wann d'Vemeidung vun Offall laangfristeg onbedéngt déi richteg Approche ass, esou sollt een, mengen ech, awer och versichen, méi kuerzfristeg ökologesche a wirtschaftleche sännvoll Entscheedungen am Sënn vu Mënsch an Ëmwelt ze treffen an dat ze notzen, wat et souwisou scho gëtt, a wou mir wëssen, datt et funktionéiert.

An dësem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Ministesch déi positiv Tëscherresultater, déi vun den Experte bezüglech dem zweete Pilotprojet (deem zanter Dezember 2019 leeft) kommunizéiert goufen, bestätegen ?

2. Huet d'Ministesch Kenntnis iwwert d'Resultater vun enger Etüd am Opdrag vu Valerlux, wou 84 % vun de Verpackungsoffall aus der bloer Tut no der automatescher Zortéierung an der Anlag kënne recycelert ginn, datt awer nëmme 22 % vun de Verpackungsoffall aus der Sammlung aus z. B. engem Recyclingspark direkt recycelert kënne ginn ?

3. Wa jo, wéi a wéini gedenkt d'Ministesch op dës Erkenntnisser ze reagieren ? Sollt een net zum Beispill an Zukunft bei de Verpackungsoffall méi staark op déi noweislech méi effikass Haus-zu-Haus-Sammlung, a Form vun der bloer Tut, setzen, anstatt weiderhin d'Leit mat all deene kleng Verpackungungen onbedéngt op d'Recyclingsparken, wou

dann och nach dacks déi néideg Kapazität feelt, ze orientéieren?

4. Kann d'Ministesch déi zousätzlech Käschten, also déi Duebelbelaaschtung fir d'Leit, confirméieren, déi duerch Verpakungsoffäll, déi an der groer Poubelle landen, awer potenziell kéinte getrennt, gesammelt a recycéliert ginn, entstinn?

5. Wéi eng konkreet Mesurë gesäit d'Regierung ze huelen, fir d'Verhale vun de Konsumenten ze änneren?

6. Gesäit d'Regierung an deem Zesammenhang vir, laangfristeg och weider Materialien, wéi d'Kaffis-kapselen, där, der landeswäiter Reschtoffallanalytys vun 2019 no, ëmmer méi am Offall sinn, dem Recycling zouzeféieren?

Réponse (19.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Entsprechend den neien Obligatiounen, déi sech aus der Direktiv (UE) 2018/852 erginn, müssen d'Memberstaate bis 2025 65 % vun alle Verpakungsoffäll a 50 % vun de Verpakungsoffäll aus Plastik recycéliieren. Fir 2030 gëllen d'Tauxe vu respektiv 70 % a 55 %.

Insgesamt gouf bei der leschter Offallanalytys, déi d'Ëmweltverwaltung 2019 maache gelooss huet, festgestallt, datt nach vill Verpakungsoffäll aus Plastik am Reschtoffall sinn.

Fir kënnen déi zoukënfteg Tauxen ze errechen, müssen also nach méi d'Verpakungsoffäll separat agesammelt a recycéliert ginn. Fir dëst ze errechen, huet Valolux proposéiert, an dem bloe Sak nieft der üblicher PMC-Fraktioun och nach d'Folien, d'Becheren, d'Blisteren an d'Barquettes an deem Sak mat anzusammelen.

Entsprechend dem Agerement vun der Valolux, fir als Organisme agréé am Kontext vun der erweiterter Produzenteverantwortlechkeet agéieren ze kënnen, muss, wann zousätzlech Fraktiounen iwwert de bloe Sak agesammelt solle ginn, am Virfeld e Pilotversuch gemaach ginn. Dëst war och schonns de Fall, wéi Valolux eng éischte Kéier, iwwert eng begrenzte Dauer, eng Erweiderung gemaach huet, fir am bloe Sak (deem dunn e gréng Sak ginn ass) och nach d'Plastikfolie mat anzusammelen.

Sënn an Zweck vun esou engem Pilotversuch ass et, erauszefannen, ob eng Erweiderung vun bloe Sak vun de Bierger richteg ugewant gëtt an ob net ze vill Friemstoffer mat an dee Sak kommen, wat duerno de Recycling vun de Materialie schwéier bis onméiglech mécht. Hei fléisse virun allem d'Erfaarungen aus Däitschland mat eran, wou all Zorte vu Liichtverpackungen iwwert hire giele Sak agesammelt goufen an doduerch d'Qualitéit esou schlecht ginn ass, datt e groussen Deel vun deem, wat agesammelt ginn ass, net méi recycéliert konnt ginn a verbrannt huet misse ginn.

Wat elo den aktuelle Pilotprojet vun der Valolux ugeet, ass tëscht Valolux an der Ëmweltverwaltung opgrond vun enger Conventioun festgehalen ginn, datt dee Versuch bis den 1. Dezember 2020 soll lafen. Eréischt duerno kann eng definitiv Decisioun geholl ginn. Et kann een awer elo scho soen, datt d'Tëscheresultater weisen, datt méi Verpakungsoffäll iwwert den erweiderte bloe Sak gesammelt ginn an datt den Undeel u Friemstoffer ënnert dem festgeluechte Grenzwäert leien.

ad 2. Et ass schwéier, an deem Fall vun enger richteger Etüd ze schwätzen. Op insgesamt just véier Säite gëtt e Verglach vun e puer Aspekter gezunn tëscht der Sammlung duerch de bloe Sak an där, déi am sougenannten Drive-In-Houwald gemaach gëtt. Donieft sinn d'Conclusiounen aus deem Dokument net nozevollzéien, well eng Rei vu Berechnungen net transparent duergestallt sinn. Op verschiddene Plaze gëtt sech op Eegeberechnungen am Bureau d'étude beruff, déi laut Dokument net verëffentlecht sinn. Eng Iwwerpräiwung vun de Conclusiounen ass also net méiglech. Leider gouf dës Etüd och net der Ëmweltverwaltung virgestallt a mat hinnen diskutéiert.

Wat déi genannten Ënnerscheeder an den Tauxen ugeet, muss ee feststellen, datt Appel mat Bire verglach ginn. Hei ass et wichteg, ee Saz aus dem Dokument ze zitieren:

„Alleiniges Bewertungskriterium ist der Sachverhalt, ob die Sortierfraktionen direkt, d. h. ohne eine vorgeschaltete Behandlung und unter Gewährleistung der Einhaltung der von dem belieferten Recyclingunternehmen definierten maximalen Störstoffanteile direkt in die Recyclinganlage eingebracht und somit einem ‚hochwertigen‘ Recycling zugeführt werden können.“

Den Ënnerscheid bei deenen zwee Systemer läit doran, datt beim Drive-In-Houwald déi Offäll, déi d'Bierger bréngen, direkt a verschidde Fraktiounen agesammelt ginn. Heizou gehéieren och d'Fraktiounen PE-Folien, PP-/PS-Becher/Töpfe an PP-/PS-PET-Schalen/Bliester. Dës Opdeelung ass esou vu Valolux gefrot ginn an entsprécht där, déi a sämtleche Recyclingzentere ass an och an de 16 Re-Boxen, déi Valolux uechtert d'Land opgestallt huet. Duerno

ginn dës Fraktiounen vu Valolux iwwerholl. E Recycling vun dese Fraktiounen ass méiglech, wa se duerno nach eng Kéier nosortéiert ginn. Bis 2018 ass och am Joresrapport vu Valolux ze liesen, datt dës Fraktiounen enger stofflecher Verwäertung, also engem Recycling, zougefouert goufen.

Beim bloe Sak ginn déi verschidde Fraktiounen allégue geméisch agesammelt. Bei der Erweiderung kommen zousätzlech déi dräi uewegenannte Fraktiounen mat an de Sak. Dese Geméisch gëtt maschinell sortéiert an duerno ginn déi eenzel Fraktiounen bei engem Recyclinganlag gefouert.

Deemno funktionéiert de Verglach, deem an deem Dokument gemaach gëtt, net, well de gesamten Inhalt vun bloe Sak sortéiert muss ginn, ier eppes an de Recycling goe kann. Beim Drive-In-Houwald kënnen eng ganz Rei Fraktiounen direkt ouni Nosortéierung an de Recycling goen, zum Beispill transparent PET-Fläschchen, HDPE-Fläschchen a Bidonen, NE-Verpackungen an och Gedränkstarkarten. Nëmme eenzel Fraktiounen müssen nach nosortéiert ginn. Dës Nosortéierung ass also gläichzesetze mat dem Tri vun dem bloe Sak. Ervirzesträichen ass deemno, datt de Gesamtvolum vun deenen Fraktiounen, déi nosortéiert mussen ginn, am Fall vun Recyclingzenter méi kleng ausfällt, well de Bierger schonn een Tri garantéiert.

ad 3. De Pilotprojet, deem de Moment mat dem erweiderte bloe Sak gemaach gëtt, huet zum Zil, méi Verpakungsoffäll aus Plastik anzusammelen an ze recycéliieren. Sollten d'Resultater positiv sinn, kann dese System am ganze Land agefouert ginn.

Donieft existéiere schonn zanter dräi Jorzéngten am ganze Land Recyclingzentere, wou nieft de Verpakungsoffäll och nach eng ganz Rei vun anere Fraktiounen agesammelt ginn. Och beim Drive-In-Houwald ginn nach aner Fraktiounen mat agesammelt. D'Verpakungsoffäll, iwwert déi an deem Verglach geschwat gëtt, stellen nëmme knapp ee Véierel duer vun deem, wat do agesammelt gëtt.

Dës Recyclingzentere, grad esou wéi den Drive-In, erfrees sech enger grousser Beléiftheit bei der Populatioun. Et mécht also Sënn, hei weiderhi Verpakungsoffäll mat anzusammelen, fir dem Bierger esou eng grouss Flexibilitéit ze ginn an déi Systemer ze benotzen, déi fir hien am Beschte sinn.

D'Praxis huet gewisen, datt déi beschte Resultater errecht kënnen ginn, wann déi verschidde Sammel-systemer komplementar niewentenee funktionéieren.

ad 4. Fir all Produkt, dat verpaakt ass an dat op de Marché gesat gëtt, bezilt e Produzent, souwäit e Member bei der Valolux ass, eng Contributioun u Valolux. Déi eenzel Tariffer sinn um Internetsite vu Valolux nozulesen. Dës Contributioun deckt d'Käschte vun der Asammlung an der Behandlung vun de Verpackungen, wa se zu Offall gi sinn.

De Produzent huet d'Méiglechkeet, dës Contributioun an de Gesteuerungspräis vun dem Produkt mat anzerechnen.

Wann de Bierger Verpakungsoffäll an d'gro Dreckskëscht gehäit, bezilt e souwuel d'Valolux-Contributioun wéi och d'Entsuerungskäschte vu sengem Reschtoffall. Wann hie se awer an e Recyclingsystem erabrëngt, iwwerhëlt Valolux déi Käschen, respektiv entschiedegt Valolux d'Gemenge fir d'Bereetstellung vun de Recyclinginfrastrukture proportional.

ad 5. Den 23. September 2020 gouf d'Strategie „Null Offall Lëtzebuerg“, déi vun der Regierung ugeholl ginn ass, presentéiert.

Schwéierpunkt vun dëser Strategie ass et, ee Paradigmewissel erbäizeféieren, deem d'Wäertegkeet vun de Ressourcen an hiren Erhalt an der Vierdergrond stellt. Wichtig Usazpunkte sinn d'Vemeidung vun Offall an hir héichwäerteg Gestüen.

D'Strategie liwwert do eng ganz Rei vu konkreeten Mesurë fir dës Ziler ze errechen.

Donieft gesinn déi verschidde Gesetzesprojeten am Offallberäich, déi de Moment an der legislativer Prozedur sinn, konkreet Mesurë vir, fir eng besser Ressourcëschonung an och Offallgestüen ze errechen.

ad 6. Prinzipiell ass et esou, datt déi Offäll, déi recycéliert kënnen ginn, och separat agesammelt solle ginn. An deem Sënn lafen och Iwwerleeungen, fir mittel- bis laangfristeg fir weider Produkter ee Produzenteverantwortungssystem anzeféieren.

Question 3025 (22.10.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant les **violences sexuelles contre les enfants** :

Gesichter huet déi däitsch Justizminister hire Moosnamepak fir d'Bekämpfung vu sexualiséierter Gewalt géintwuer Kanner virgestallt.

Nieft neie Preventiounsmoosnamen, déi extrem wichteg si fir esou Strofdoten ze verhënneren, gouf ganz besonnesch op folgend Punkten higewisen.

Um Niveau vun de Strofbestëmungen:

- et ginn nei Strofdote betreffend sexualiséiert Gewalt géintwuer Kanner an d'Strofgesetzbuch ageschriwwen;

- d'Strofe ginn och insgesamt an d'Luucht gesat, z. B. bei der Verbreeding, dem Besëtzer oder dem Beschafte vu kannerpornografeschem Material:

- fir Verbreeding vun esou Material ass z. B. ugeduecht, d'Strofmooss vun aktuell 3 Méint bis 5 Joer op 1 Joer bis 10 Joren unzehiewen;
- fir de Besëtzer oder d'Beschafte dovun geet de Fräiheitsentzuch vun aktuell bis zu 3 Joer op 1 bis 5 Joer an d'Luucht;

- geschitt d'Vebreeden am Kader vun enger Band oder gewerbsméisseg, dann ass eng maximal Strof vu 15 Joer virgessinn.

Um Niveau vun der Stroferverfolgung:

D'Mëttele fir d'Stroferverfolgung ginn och méi effektiv gestallt. Esou ass et den Ermëttler an Zukunft méiglech, am Fall vun Beschafte vu kannerpornografeschem Material, Telekommunikatiounsmëttele, inklusiv Messenger-Déngschter wéi WhatsApp a Co., ze iwwerwaachen. Bei schwéier sexualiséierter Gewalt géint Kanner oder am Fall vun der Verbreeding vu kannerpornografeschem Material kann och eng Online-Duerchsichung ordonéiert ginn.

Opgrond vun all deenen Informatiounen, wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Justizminister stellen:

- Wéi bewäert d'Madamm Ministeresch dese Virstouss vun hirer däitscher Homologin?

- Ass d'Madamm Ministeresch der Meenung, dass een net och zu Lëtzebuerg de gesetzleche Kader misst adaptéieren, fir méi adequat Strofbestëmungen anzeféieren, respektiv d'Stroferverfolgung méi effektiv ze gestalten?

- Awéifern wäichen déi ugeduechten nei däitsch Strofbestëmungen vun eisen aktuelle Strofbestëmungen of?

- A wéi enge Fäll hunn eis Ermëttlungsautoritéiten d'Méiglechkeet, Kommunikatiounskanal, wéi WhatsApp an Änlecher, „ofzelauschteren“?

- Sinn d'Ermëttlungsautoritéiten, um technesche Standpunkt hier, gutt genuch opgestallt, fir esou Strofdoten effektiv ze pursuivéieren?

Réponse (20.11.2020) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

Mir begréissen d'Initiativ vun onsen däitsche Kollegen, fir deem Phenomeen entgéintzewirken. De Justizministère ass natierlech och beméit fir seng Legislatioun der Aktualitéit unzepassen, fir déi effektiv Stroferverfolgung ze garantéieren, dat en vue vun de rezenten Entwécklungen am Domaine. Mir sinn hei amgaang eng Analys vun der Situatioun ze maachen.

Den Artikel 383 vun dem Code pénal bestrooft d'Produktioun, den Transport souwéi d'Vebreeding vu kannerpornografeschem Material mat enger Prisonsstrof vun engem Mount bis dräi Joer souwéi enger Geldstrof vun 251 bis 50.000 €, wann dat Material un e Mannerjärege kéint gelaangen.

Des Weidere gesäit den Artikel 384 vun dem Code pénal eng Prisonsstrof vun engem Mount bis dräi Joer an eng Geldstrof vun 251 bis 50.000 € vir fir deen, dee kannerpornografesch Material vu Mannerjärege besëtzt oder e Schreiwes, Gedrécktes, Biller, Fotografien, Filmer oder all aner Material, wat e Mannerjärege ofbild, konsultéiert huet.

Et ass net méiglech, weeder direkt nach indirekt, den Inhalt vu WhatsApp ofzelauschteren, well d'Inhalter vun deem Kommunikatiounsmittel verschlüsselt sinn.

Zudeem sief vermierkt, dass d'„enquête sous pseudonyme par voie électronique“ sech op Verstéiss géint d'Staatsécherheet (Art. 101 bis 123 vun dem Code pénal) an Akte vun Terrorismus a Finanzement vun Terrorismus (Art. 135-1 bis 135-6, 135-9 an 135-11 bis 135-16) limitéiert a bezitt sech domat net op kannerpornografesch a sexuell Infraktiounen.

Ofgesi vun den techneschen Defien, déi sech an deem Domaine stellen, sinn d'Police- a Justizautoritéite steets beméit effektiv ze ermëttelen, fir d'Strofdoten opzedecken. Fir weider Detailler, gëtt op d'Antwort 3 vun der parlamentarescher Ufro N° 2401 verwisen.

Question 3026 (23.10.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **produits dangereux pour les enfants** :

Selon le système d'alerte rapide de l'Union européenne (Rapid Alert System), les jouets représentent la catégorie de produits sur le marché européen qui a engendré en 2019 la part la plus importante des notifications d'alerte en raison des dangers potentiels pour les enfants.

Or, beaucoup de produits dangereux arrivant sur le marché ne sont actuellement pas détectés étant

donné qu'une part importante des achats est effectuée en ligne et que la législation de l'UE n'est pas à jour.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie quelle est l'étendue du phénomène au Luxembourg.

- Existe-t-il des initiatives au niveau de l'UE pour adapter la législation et améliorer les contrôles ?

Réponse (19.11.2020) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

À noter que tous les produits, ceux vendus en ligne et ceux vendus dans les magasins, doivent satisfaire aux exigences définies dans la législation nationale et européenne lorsqu'ils sont mis sur le marché luxembourgeois.

Le nombre d'opérateurs économiques proposant directement des produits aux utilisateurs finaux par voie électronique a augmenté de manière constante. Les autorités de surveillance du marché sont ainsi confrontées à de nombreux défis lorsqu'elles exercent des activités de contrôle sur des produits proposés à la vente en ligne, notamment parce que les autorités de surveillance du marché ne peuvent pas toujours accéder physiquement au produit vendu en ligne, ce qui rend plus laborieux la réalisation d'une analyse de conformité et de risque détaillée.

Le phénomène de la vente en ligne ne concerne pas uniquement les jouets, mais tous les produits et le sujet est abordé régulièrement lors de réunions au niveau européen avec la Commission européenne, afin d'harmoniser et de renforcer davantage les obligations des opérateurs économiques ainsi que les procédures de contrôle. Il existe plusieurs initiatives au niveau européen pour adapter la législation et les contrôles notamment dans le cadre des dangers potentiels de jouets pour les enfants qui arrivent sur le marché européen.

Le nouveau règlement (UE) 2019/1020 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur la surveillance du marché et la conformité des produits sera applicable à partir du 16 juillet 2021. Les articles 29, 30, 31, 32, 33 et 36 seront déjà applicables à partir du 1^{er} janvier 2021. Ce règlement inclut, entre autres, des dispositions et des précisions relatives à la vente en ligne. En effet, ce règlement spécifie plus clairement que les produits vendus en ligne sont réputés être mis à disposition sur le marché si l'offre cible des utilisateurs finaux dans l'Union européenne.

De plus, dans ce règlement, les prestataires de services d'exécution des commandes sont maintenant également considérés comme « opérateur économique ». Ils sont donc soumis à des obligations précises. Ces prestataires de services d'exécution des commandes sont surtout actifs dans le commerce électronique. Pour être considéré comme prestataire de services d'exécution des commandes, il faut proposer au moins deux des services suivants : entreposage, conditionnement, étiquetage et expédition, sans être propriétaire des produits concernés. Les services postaux, de livraison de colis et tout autre service postal ou service de transport de marchandises sont exclus.

En outre, des campagnes européennes ont été lancées par rapport au commerce en ligne. En 2019, la Commission européenne a débuté une campagne européenne, « CASP2020 Online Market Surveillance », dont le but est d'identifier les principaux défis rencontrés par les autorités de surveillance du marché lorsqu'elles effectuent des contrôles de produits vendus en ligne. Cette campagne permet également d'évaluer les avantages et l'efficacité des technologies d'exploration de textes du commerce électronique.

Suite aux conclusions obtenues lors de cette campagne, la Commission européenne envisage d'établir un guide pour les autorités de surveillance du marché afin d'harmoniser et de renforcer ces contrôles ainsi que de mettre en place des outils adaptés.

En tant qu'autorité de surveillance du marché, l'ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services), participe activement à cette campagne européenne « CASP2020 Online Market Surveillance ».

Question 3027 (23.10.2020) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant les **services des aides au logement** :

D'Präisser um Immobiliemarché sinn an de leschte Joren esou séier geklommen, dass mannerbemëttelt Leit sech um éischte Wunnengsmaart keng Wunneng méi kënnen leeschten a sech dohier ëmmer méi un déi éffentlech Bauträger wenden.

Ob eng Persoun oder Famill a Fro kënn, fir eng subventionéiert Wunneng z. B. bei der SNHBM ze kafen, muss verschidde Konditiounen erfëllt ginn, esou ënner anerem, dass ee vu verschiddene Bähilfee vun den „aides au logement“ profitéiert, vi-

run allem vun der „prime de construction“. De Service des aides au logement vum Wunnengsbauministere ass eleng kompetent fir ze kucken, ob eng Persoun eligibel ass fir dës Prime de construction ze kréien. Déi interesséiert Leit kënnen dofir am Virfeld vun engem méigleche Kaf eng Simulatioun beim Service des aides au logement maache loosse fir ze kucken, ob si eligibel fir d'Primm sinn oder net. Opgrond vun dëser Simulatioun kann dann een Dossier, fir eng subventionéiert Wunneng ze kafen, agereecht an erstellt ginn.

Laut mengen Informatiounen sinn opgrond vun engem informatésche Bug, also engem Feeler am informatésche System, deen anscheinend säit Jore present war, an der Vergaangeneit falsch Simulatiounen erstellt ginn, mat der Konsequenz, dass Leit bei der definitiver Demande gewuer gi sinn, dass se awer keen Urecht méi op eng Prime de construction hätten.

Doduerch huet anscheinend de Finanzéierungsplang vu verschiddene Leit bei der Acquisitioun mat engem öffentleche Baupromoteur missen ugepasst ginn, de potenzielle Keefer muss esou méi Suen opbréngen, respektiv huet säi Kreditt deementsprechend missen ugepasst ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Logementsminister riichten:

- Sinn dem Här Minister dës Informatiounen bekannt?

- Wéi vill Leit waren duerch dësen informatésche Feeler beim Service des aides au logement betrafft a krute falsch Simulatiounen erstellt?

- Ass probéiert ginn, mat de betraffene Leit eng Léisung ze fannen? Wa jo, wat waren d'Léisungen? Wann nee, firwat net?

- Krute Leit duerch den informatésche Feeler Primmen accordéiert, déi si eigentlech net zegutt hätten? Wa jo, wéi héich ass dëse Montant?

Réponse (25.11.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Wéi den Här Deputéierte richteg bemierkt huet, muss e Bierger eng Uschafungs- resp. Bauprimm kréien, wann e wëllt eng Wunneng bei engem öffentleche Promoteur kafen.

Et ass och gewosst, dass dës Primmen u verschidde Konditiounen gebonne sinn, wéi z. B. de Verdéngscht an d'Familljesituatioun vum Stot. Esou gesäit ë. a. den Artikel 3 vum ofgeännerte Règlement grand-ducal vum 5. Mee 2011³⁶ eng Rei Modalitéite vir, betreffend de Verdéngscht, deen a Bevue geholl gëtt fir d'Berechnung.

Et kënn dofir reegelméisseg vir, datt beim Service des aides au logement Bierger nofroen, ob si eligibel wiere fir eng Primm, ouni datt si e konkrete Projet hunn. An deem Fall gëtt eng Simulatioun erstellt.

Et dierf een heibäi allerdéngs net vergiessen, datt et sech bei deene vum Här Deputéierte genannte Simulatiounen ëm provisoiresch an onverbindlech Berechnungen handelt, déi unhand vun deenen Informatiounen erstellt ginn, déi de Moment vun der Visitt vum Bierger disponibel sinn. Dat Dokument, wat dem Bierger ausgestallt gëtt, preziséiert dofir och: « Le présent exemple de calcul n'est fourni qu'à titre indicatif, nonobstant toutes les autres dispositions prévues par la loi. Il ne peut servir à aucune revendication vis-à-vis de l'État luxembourgeois [...] ».

Eng Simulatioun kann deemno och net als en Accord vun de Bähilfefe gesi ginn.

Dem Service ass bewosst, datt et schon eng Rei Fäll gouf, wou de Montant vun der Primm, deen dem Bierger op der Simulatioun ugi gouf, net deem Resultat entsprach huet, datt schlussendlech bei der definitiver Berechnung erauskoum, dëst z. B. duerch onkomplett Informatiounen oder Dokumenter zum Moment vun der Simulatioun.

Bei esou enger Simulatioun, déi engem „client de passage“ ausgestallt gëtt, ginn aus Dateschutzgrënn keng Informatiounen ofgespäichert, soudass et net méiglech ass nozevollzéien, wéi vill Simulatiounen net iwwereneestëmme mat der schlussendlech berechener Primm. Derbäi kënn, dass zum Zäitpunkt vun der definitiver Berechnung déi familiär oder finanziell Situatioun vum Bierger sech ka verännert hunn am Verglach mat den Informatiounen, déi fir eng Simulatioun benotzt goufen.

De Service huet duerch esou Fäll och schon un d'Promoteurs (publics) appelléiert, fir sech net op d'Simulatioun ze verloossen, wat d'Urecht vum Bierger op eng Uschafungs- resp. Bauprimm ugeet.

Et sief dofir an deem Kontext drun erënnert, dass de Service des aides au logement ubitt, eng Estimatioun renseigné ausstelle fir eng Uschafungs- resp. Bauprimm unhand vun engem eragerechten

Dossier, deen och duerch déi néideg Dokumenter muss vervollstännegt ginn.

Dem Service des aides au logement ass effektiv ee Fall bekannt, wou eng Simulatioun ausgestallt gouf, laut där de Bierger hätt kënnen vun enger Bauprimm profitieren, wou allerdéngs bei der definitiver Berechnung nom Erareeche vun der Demande déi ugefrate Primm refuséiert gouf.

Et goufen och zu kengem Moment Primmen ausbezueelt, déi net no der zu deem Moment applikabler Berechnungsmethod berechent gi wieren, an et goufe keng Primmen accordéiert, déi déi respektiv Bierger net zegutt gehat hätten.

Question 3028 (23.10.2020) de **M. Charles Margue** (*déi gréng*) concernant la **démolition d'une école palestinienne** :

Le 15 octobre 2020, la Cour de justice israélienne a donné l'ordre de démolir l'école primaire de Ras al-Tin près de Ramallah en Cisjordanie.

La destruction d'infrastructures publiques est l'une des méthodes souvent utilisées par l'État israélien pour pousser les Palestiniens de Cisjordanie à quitter ces territoires. Malgré la pandémie de Covid-19, le nombre de telles destructions d'infrastructures appartenant à des Palestiniens, y compris celles financées et soutenues par l'aide humanitaire internationale, a augmenté en 2020. Selon les Nations Unies, 579 structures ont été détruites par les autorités israéliennes depuis le début de l'année³⁷.

L'école primaire de Ras al-Tin, qui est encore en cours de construction et qui est gérée par le Ministère palestinien de l'Éducation, a été financée par le West Bank Protection Consortium. Ce programme est subventionné par la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (ECHO) et dix pays européens, dont le Grand-Duché de Luxembourg. Selon nos informations, des panneaux d'étain du toit de l'école ainsi que des chaises et des tables de classe ont déjà été confisqués.

Considérant l'urgence de la situation face à la destruction imminente de l'école primaire de Ras al-Tin, je me permets de poser les questions suivantes :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations susmentionnées ?

2) Est-ce que d'autres constructions ou projets d'aide humanitaire dans les territoires occupés de la Palestine et cofinancés par le Luxembourg ont été concernés par des mesures de destruction ou de confiscation de la part des autorités israéliennes ?

3) Le Gouvernement a-t-il pris, ou prendra-t-il, des mesures concrètes afin d'empêcher la démolition de l'école primaire dans le village de Ras al-Tin et d'assurer la restitution des matériaux confisqués ? Dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il ?

4) Le Gouvernement soutiendrait-il la Commission européenne dans d'éventuelles démarches en vue d'obtenir de la part d'Israël une compensation pour les fonds investis par l'ECHO dans l'école de Ras al-Tin, éventuellement sous forme de déduction de la somme en question de l'aide bilatérale UE-Israël ?

Réponse commune (04.11.2020) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Selon les informations dont nous disposons à l'heure actuelle et qui nous sont parvenues notamment par le West Bank Protection Consortium (WBPC), nous pouvons confirmer que des panneaux d'étain du toit de l'école ainsi que des chaises et des tables de classe ont été confisqués et qu'un ordre de démolition a été délivré contre l'école primaire de Ras al-Tin en date du 8 septembre 2020.

ad 2) Il est estimé que depuis 2015, les autorités israéliennes ont détruit, démonté ou confisqué des biens fournis par l'Union européenne et ses États membres destinés à fournir des services sociaux de base à la population palestinienne pour un montant de 660.556 euros.

Mis à part le projet mis en œuvre par le WBPC, les projets humanitaires financés par le Luxembourg en Palestine ne concernent pas la construction d'infrastructures scolaires ou de logements. Il convient également de noter que les activités du WBPC ne se limitent pas à la fourniture de certains services et d'infrastructures de base. Elles englobent aussi des activités d'assistance humanitaire et de protection aux populations affectées.

Lorsque des constructions ou projets cofinancés par les donateurs du WBPC, y compris par le Luxembourg, sont concernés par un ordre de démolition ou de confiscation de la part des autorités is-

raéliennes, le WBPC en informe tous les donateurs. Une des missions du WBPC consiste à dûment documenter ces incidents et à initier le cas échéant les procédures administratives et juridiques qui s'imposent.

ad 3) Le Gouvernement suit de près l'évolution de la situation. Les services du Ministère des Affaires étrangères et européennes, y compris la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, maintiennent des contacts étroits avec les missions diplomatiques européennes sur place, ainsi qu'avec les responsables du WBPC.

Depuis 2015, le Luxembourg fait partie des bailleurs du WBPC et estime que ses activités contribuent de manière concrète et tangible au respect du droit international humanitaire.

Suite à l'ordre de démolition de l'école de Ras al-Tin donné par les autorités israéliennes, les avocats mandatés par le WBPC ont déposé une requête et ont demandé une injonction temporaire pour empêcher l'exécution de l'ordre ainsi que de futures saisies. Cette requête a été suivie par d'autres initiatives en vue d'empêcher la démolition de l'école en question. Grâce aux efforts continus du WBPC auprès des juridictions israéliennes et notamment des avocats mandatés par le WBPC, l'injonction provisoire protégeant l'école primaire de Ras al-Tin de la démolition est toujours en vigueur. Le Luxembourg s'associe activement aux concertations avec les autres donateurs du WBPC et participe aux discussions avec les experts juridiques de la Commission européenne sur les implications des destructions et les confiscations de l'aide humanitaire, sous l'angle du droit international, plus particulièrement du droit international humanitaire (DIH). Il s'agit notamment d'assurer une sécurité juridique concernant le droit applicable en l'espèce, et de s'accorder, le cas échéant, sur des démarches collectives en vue de promouvoir le respect du DIH et de renforcer la protection des populations affectées par les ordres de démolition d'infrastructures ou de confiscation de matériaux imposés par les autorités israéliennes.

ad 4) Il convient de souligner que les démolitions d'infrastructures et d'habitations palestiniennes en Cisjordanie, territoire palestinien occupé, sont contraires au droit international humanitaire, et en particulier à la IV^e Convention de Genève, ainsi qu'aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Depuis plusieurs années, le Luxembourg s'associe dès lors aux lettres que les donateurs du WBPC adressent aux autorités israéliennes pour exiger la restitution des biens confisqués aux bénéficiaires, respectivement la compensation des biens détruits.

Face au constat que ces appels n'ont pas eu un véritable impact sur l'attitude des autorités israéliennes, une évaluation de notre approche et des outils diplomatiques à notre disposition est en cours.

Dans ce contexte, la Commission européenne, moyennant sa Direction générale en charge de l'action humanitaire (ECHO), et les pays européens donateurs du WBPC continuent de se concerter sur des actions communes visant à signifier aux autorités israéliennes qu'inter alia leur pratique des démolitions et des confiscations en Territoire palestinien occupé est contraire aux obligations qui leur incombent en application du droit international.

Question 3029 (23.10.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **rôle du pharmacien d'officine ouverte au public** :

Am Bulletin luxembourgeois des questions sociales vum ALOSS gëtt d'Fro no engem méi kloer reglementéierte Kader fir Apdikter opgeworf. Dem Artikel 12 vum Code de déontologie des pharmaciens no, huet een Apdikter d'Recht, fir engem Patient Medikamenter ze refusieren, am Fall, wou en d'Gesondheet vum Patient a Gefor gesäit. Der ALOSS no ass awer net kloer, wat geschitt, wann een Apdikter d'Erausgi vun engem vum Dokter verschriwwene Medikament refusiert.

De Bulletin werft och weider Froen op iwwert de Rôle vun den Apdikter am Kontext vun den DSP-Dossieren, wou et zu dësem Moment nach e puer Onkloerheeten ze gi schéngt.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat ass d'Prozedur, wann en Apdikter refusiert, engem Patient ee verschriwwent Medikament erauszeginn? Muss den Dokter, deen d'Medikament verschriwwen huet, an dësem Fall informéiert ginn?

2. Um Site vun der Agence eSanté ass ze liesen: « [Un professionnel de santé] faut y [dans le DSP] déposer les données de santé qui sont utiles et pertinentes pour le suivi du patient et pour la coordination des soins de santé à lui prodiguer. »

An der Charte d'utilisation um Site esante.lu steet dozou awer: « Selon son métier et/ou son rôle déclaré par le patient le cas échéant, le professionnel de santé pourra ajouter des informations au sein du DSP de son patient. »

Ass d'Gesondheetspersonal also verpflichtet, Donnéeën an den DSP anzeginn?

Falls jo, ëm wéi eng Donnéeën handelt et sech heibäi?

Réponse commune (24.11.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Wann en Apdikter engem Assuré muss refusieren, e Medikament ze ginn, kann dat verschidde Grënn hunn. Prinzipiell kontaktéiert den Apdikter den Dokter, deen d'Medikament verschriwwen huet, mee et gëtt keng legal Verpflichtung fir dëst ze maachen. Den Apdikter muss dem Assuré de Refus matdeelen a kann et zousätzlech op der Ordinance prezisieren.

ad 2. Den Artikel 9 vum groussherzogleche Règlement vum 6. Dezember 2019, deen d'Konditiounen zur Opstellung vum elektronische Patientendossier (DSP) spezifiziert, bréngt hei déi néideg Prezi-siounen zu dëser Fro, an zwar:

« (1) Un professionnel de santé, intervenant dans la prise en charge médicale du titulaire, détenteur d'une donnée qu'il estime utile et pertinente au sens de l'article 60 quater, paragraphe 2 du Code de la sécurité sociale, verse celle-ci au dossier de soins partagé dans un délai raisonnable après la prise de connaissance de cette donnée ou après son premier accès au dossier de soins partagé si cette donnée est antérieure à son activation.

(2) En cas de demande du titulaire de verser une donnée au dossier de soins partagé, le professionnel de santé l'introduit, conformément à ses droits d'accès et d'écriture, endéans un délai de quinze jours à compter de cette demande.

(3) Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, les données utiles et pertinentes suivantes sont versées au dossier de soins partagé au plus tard quinze jours après la fin de la prise en charge par le professionnel de santé qui en est l'auteur :

- 1° les résultats d'analyses de biologie médicale ;
- 2° les résumés cliniques et les rapports médicaux de sortie ;
- 3° les rapports d'images radiologiques ou de toute autre imagerie médicale ;
- 4° le résumé patient.

(4) La Caisse nationale de santé communique à l'Agence dans un délai raisonnable après leur réception les informations administratives relatives à la désignation, à la reconduction, au changement et au remplacement du médecin référent par le titulaire afin que celles-ci soient retranscrites au dossier de soins partagé.

[...] »

Question 3030 (23.10.2020) de **Mmes Josée Lorsché** et **Chantal Gary** (*déi gréng*) concernant le **programme « Actions Positives »** :

Le programme « Actions Positives » est un instrument clé du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes qui vise à faire progresser l'égalité des genres au travail. Il accompagne les entreprises, sur base volontaire, pour développer et faire certifier des bonnes pratiques.

Le concept « Actions Positives » remonte à plus de 20 ans. Depuis son lancement, le programme a permis à quelque 80 entreprises de faire certifier leurs bonnes pratiques pour l'égalité au travail. Par le passé, le programme « Actions Positives » ciblait non seulement les entreprises du secteur privé, mais aussi la fonction publique et le secteur communal.

Afin d'adapter le programme aux évolutions du marché de l'emploi, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a présenté, au mois de septembre, une modernisation du programme. Ce dernier intègre désormais de nouvelles dimensions telles que le télétravail, les évolutions de carrière pour les femmes et les hommes suite à un congé parental et des outils pour vérifier l'égalité dans les rémunérations et les formations.

Dans le contexte de cette modernisation, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Le programme « Actions Positives » a-t-il été évalué au cours des dernières années, notamment en ce qui concerne son impact sur l'équilibre femmes-hommes, l'égalité au niveau de la prise de décision, la conciliation de la vie professionnelle et la vie privée, la lutte contre le harcèlement et le bien-être au travail dans le secteur privé, la fonction publique et le secteur communal ?

³⁶ Règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

³⁷ Source: <https://www.ochaopt.org/data/demolition>

2) Quelles étaient les principales conclusions de cette évaluation quant aux forces et faiblesses du programme en question ?

3) Quelles sont les communes et administrations publiques qui ont jusqu'à présent participé au programme, voire obtenu une certification ?

4) Les administrations publiques et les communes seront-elles également invitées à participer au nouveau programme qui a récemment été présenté par Madame la Ministre ou ce dernier se limiterait-il désormais au secteur privé ?

5) Dans ce dernier cas, est-il prévu d'élaborer un programme destiné plus spécialement au secteur public ?

Réponse (19.11.2020) de **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :**

Le programme gouvernemental 2018-2023 a réaffirmé l'égalité entre femmes et hommes en tant que priorité politique et soutient l'égalité dans tous les domaines de la vie. Ainsi, un meilleur équilibre entre femmes et hommes dans le monde du travail est encouragé par des mesures concrètes telles que les « Actions Positives ».

Alors que sa base légale remonte à 1999 et suite à une approche restructurée il y a une dizaine d'années, le programme « Actions Positives » du Ministère de l'Égalité se devait de tenir compte des récentes évolutions sociétales et législatives. Une évaluation a ainsi servi à identifier les forces et faiblesses du programme ancré autour de trois piliers thématiques (égalité de traitement, égalité dans la prise de décision, égalité dans la conciliation entre vie professionnelle et vie privée).

Cette évaluation a mesuré l'efficacité et la pertinence des différentes phases du programme, avec notamment les modalités d'accès, la réalisation d'un état des lieux et d'une analyse dans l'entreprise, l'élaboration d'un plan d'action et sa mise en œuvre, ainsi que le suivi des actions menées.

Des données quantitatives et qualitatives ont été récoltées sur base de précédentes participations.

Si la structure globale du programme a été saluée, il s'est avéré important :

- de cibler davantage des entreprises de tailles et profils différents en facilitant surtout le déroulement du programme et les outils mis à disposition ;

- de moderniser les questionnaires sur l'état des lieux utilisés auprès des directions et des salarié-e-s, notamment pour mieux tenir compte des évolutions légales et pratiques en termes de congé parental, de télétravail ou encore d'accès aux formations pour les femmes et les hommes ;

- de proposer des outils de monitoring pour mieux accompagner l'entreprise et soutenir le suivi des actions ;

- de valoriser et d'accentuer le rôle des délégué-e-s à l'égalité ;

- de renforcer les supports de communication, ce qui a mené à la création du site thématique actionspositives.lu.

Les éléments révélés lors de l'évaluation ont ainsi été approfondis et intégrés dans la modernisation du programme pour les entreprises privées.

Pour la fonction publique, le contenu du programme « Actions Positives » est actuellement revu afin de moderniser les questionnaires et mieux cibler les besoins de participants. Ici, le/la délégué-e à l'égalité revêt un rôle d'autant plus important puisqu'il/elle assure la mise en place et le suivi des actions. Un projet-pilote pour de nouvelles « Actions Positives » dans le secteur public est en cours de discussion avec le CGDIS.

Au niveau communal, le programme vient d'être actualisé. D'une part, les questions de l'enquête ont été adaptées aux consignes de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, permettant ainsi à une commune d'identifier des pistes concrètes pour promouvoir l'égalité au sein de son personnel. D'autre part, il a été tenu compte de l'usage accru du télétravail et des évolutions en matière de conciliation entre vie privée et professionnelle.

En 2020, l'enquête de satisfaction du personnel communal a été intégrée dans une convention pilote, qui est actuellement testée en collaboration avec trois communes. Il est prévu de proposer une convention type à toutes les communes du pays dès 2021.

De plus, des procédures de suivi plus systématiques sont en cours de développement pour voir l'évolution de l'égalité dans les communes à long terme. L'objectif est de soutenir les communes dans leurs démarches de plans d'actions locaux à l'égalité, promouvant une politique à l'égalité active dans chaque commune.

Veuillez trouver ci-dessous les listes des communes ayant participé au programme « Actions Positives », ainsi que les participant-e-s issus de mi-

nistères, administrations et organisations publiques.

(Listes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3031 (23.10.2020) de **MM. Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler (CSV)** concernant le « blistering » des médicaments :

Beim sogenannten „Blistering“ gi Medikamenter aus hirer Originalverpackung geholl an nom Besoin vum jeeeweilige Patient individuell a Kalennerverpackungen oder soss Verpackunge sortéiert. Duerch de Blistering gëtt de Risiko, datt de Patient de falschen Dosage oder carrement dat falscht Medikament hëlt, op e Minimum reduzéiert.

Zu Lëtzebuerg ass d'Verblistere vu Medikamenter duerch d'Gesetz vum 7. Juni 2017 respektiv vum Règlement grand-ducal du 18 juillet 2018 relatif à la préparation, à la division, au conditionnement ou reconditionnement et à la vente par Internet de médicaments geregelt.

Eisen Informatiounen no ass et esou, datt et am Moment bei der CNS just en Tarif fir Verblisterung vu Medikamenter fir d'Alters- a Fleegeheemer oder soss Institutionne gëtt, aver net fir d'Delivrance u Privatleit an den Apdikten.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister an den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatiounen bestätegen?

2. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et grad a Pandemiezäite sënnavoll wier, fir d'Offer vun de Medikamente-Blisteren, vun deene virun allem eeler a vulnerabel Leit profitieren, fir d'Delivrance an den Apdikten unzebidden an doduerch derzou bäizedroen, datt dës Leit eventuell méi laang kéinten onafhängeg an doheim bleiwen?

3. Wa jo, gedenkt d'Regierung d'CNS opzefuerderen, en entsprechenden Tarif auszuschaffen?

Réponse commune (25.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé,** et de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :**

Et ass effektiv esou, dass d'Loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments d'Verblistering just fir Alters- a Fleegeheemer virgesäit.

De Règlement grand-ducal vum 18. Juli 2018 relatif à la préparation, à la division, au conditionnement ou reconditionnement et à la vente par Internet des médicaments gesäit just en entsprechenden Tarif an den Alters- a Fleegeheemer vir.

D'Gesondheitskeess kann nëmmen e Remboursement festleeën, wann en Tarif an der jeeeweiliger Gesetzgebung definéiert ass. D'Gesondheitskeess selwer kann an dësem Fall keen Tarif selwer definieren.

D'Regierung analyséiert awer am Kontext vun der Reform vun virgenannte Gesetz (Projet de loi n° 7383) d'Optioun, fir d'Verblistering eventuell och fir krank oder vulnerabel Persounen, déi doheim liewen, zougängelech ze maachen.

Question 3032 (23.10.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant les conséquences de la création d'un service express métropolitain reliant les agglomérations de Nancy et de Metz à la gare de Luxembourg :

Le projet de création d'un service express métropolitain reliant les agglomérations de Nancy et de Metz à la gare de Luxembourg par trains toutes les demi-heures ou même tous les quarts d'heures a de bonnes chances d'être entamé à partir des années 2023-2024.

Ce projet est destiné à améliorer les conditions d'acheminement en faveur de quelque 12.000 navetteurs vers et de Luxembourg.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics quelles seraient les conséquences d'un tel RER pour le réseau luxembourgeois.

- Y a-t-il déjà eu concertation entre les gouvernements luxembourgeois et français et entre les CFL et la SNCF ?

Réponse (10.11.2020) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

De par la loi du 7 septembre 2018 portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018 et relative à la participation de l'État luxembour-

geois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen :

« le Gouvernement est autorisé à contribuer aux frais résultant pour la République française de la réalisation et de l'aménagement des infrastructures requises en France pour mettre en œuvre une politique de transports répondant aux objectifs de développement durable, et en particulier à promouvoir le transport par rail et à poursuivre la coopération ferroviaire entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, en assurant la continuité des services internationaux et transfrontaliers tout en garantissant une bonne qualité de ces services dans l'intérêt des clients du rail, conformément aux stipulations de l'accord visé à l'article 1^{er}. Le montant de cette contribution est fixé à 110.000.000 euros pour le volet ferroviaire. »

Le protocole d'accord a notamment pour objet de définir les principes des aménagements ferroviaires à réaliser sur la ligne ferroviaire Metz-Thionville-Luxembourg aux horizons 2022-2024 et 2028-2030.

Sur la base des résultats des études d'opportunité menées conjointement et relatives à l'augmentation de la capacité de l'axe Metz-Thionville-Luxembourg, pour répondre au besoin croissant de dessertes entre Metz et Luxembourg et améliorer les conditions de circulation à l'horizon 2030, la France et le Luxembourg se sont accordés de faire circuler par heure de pointe 8 TER, 1 TGV et 1 train fret à l'horizon cible 2028-2030 par rapport à un maximum de 6 trains voyageurs (TGV inclus) aujourd'hui.

Actuellement, la capacité de la gare de Luxembourg et la longueur des quais en France limitent la longueur des trains voyageurs TER à un maximum de deux automotrices couplées du type TER 2N, ci-après UM2 offrant une capacité totale en places assises de 666 places. Il est projeté de faire circuler des trains allongés en unité triples (UM3) offrant ainsi une capacité totale d'environ 1.000 places assises par rame.

Au Luxembourg, la nouvelle ligne Bettembourg-Luxembourg, l'aménagement des nouveaux quais V et VI et la restructuration du plan des voies en gare de Luxembourg permettront d'accueillir une circulation de certaines compositions en UM3 à partir de décembre 2021, et généralisée avec le changement d'horaire en 2024.

L'étude conjointe a mis en avant la nécessité de réaliser des aménagements complémentaires, dont notamment l'allongement de quais dans certaines gares intermédiaires de l'axe Metz-Luxembourg pour être en adéquation avec le matériel roulant projeté (UM3).

La capacité électrique est limitée sur le sillon lorrain de manière que la SNCF ne peut pas sans restriction de circulation (bridage) faire circuler l'ensemble des trains en UM3. Le renforcement de l'alimentation électrique en France permettra de pouvoir faire circuler un nombre important de trains en UM3 dans des conditions d'exploitation nominales à l'horizon 2022-2024.

Parallèlement aux nouvelles infrastructures ferroviaires au Luxembourg, comme la nouvelle ligne entre Bettembourg et Luxembourg et l'aménagement de deux nouveaux quais et la restructuration du plan des voies en gare de Luxembourg, d'autres améliorations d'infrastructures ont été identifiées pour permettre l'augmentation de la capacité visée à l'horizon 2028-2030.

Toute extension et tout financement de la capacité allant au-delà de 10 trains par heure (8 TER, 1 TGV et 1 train fret) devront être analysés en détail le moment venu avec le Gouvernement français.

Question 3033 (23.10.2020) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant les animaux abandonnés :

Dëse Mount huet zu Schëffleng een neit Déierenasyl seng Dieren opgemaach, wou bis zu 40 Kazen an 10 Hënn kënnen opgeholl ginn. Et ginn e puer där Déierenasyl ronderëm d'Land, déi nëmmen duerch déi wäertvoll Aarbecht vu fräiwëllegen Déiereschützer oder staatleche Bähilfe funktionieren. Dës Déierenasyl hunn eng wichteg Funktioun, well vill Déieren zu Lëtzebuerg aus verschiddenste Grënn hiert Doheim bei engem Besëtzer verléieren kënnen. Trotz der Chippflicht ginn et nämlech eng Rétsch Proprietären, déi hir Responsabilitéit vis-à-vis vun engem Déier net wouerhuelen an Déieren, zum Beispill, net chippe loosse a se dann an der Natur oder op oppener Strooss aussetzen. D'Déierenasyl bidden deenen Déieren eng Méiglechkeet op eng Grondversuergung an eng Chance op een Neufank bei engem neie Besëtzer.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Déierenasyl existieren aktuell zu Lëtzebuerg a wéi vill Plaze fir wéi eng Déiere ginn et, opgelëscht no Déierenasyl?

2. Wéi vill Déierenasyl wäerten an den nächste Joren nach opgemaach ginn a fir wéi eng Déieren?

3. D'Déiereschutzgesetz leet an den Artikelen 12 Punkt 3 a 17§2 Punkt 8 d'Aussetze vun Déieren als Strofdof fest, déi tëschent 251 € an 200.000 € ka kaschte.

- Wéi vill Déiere ginn all Joer zu Lëtzebuerg vun hire Proprietären ausgesat, oui datt de Proprietär ausfënneg gemaach konnt ginn?

- Wéi oft gouf dës Infarktoun bis elo zu Lëtzebuerg constatéiert a wéi vill mol gouf d'Strof am Artikel 17§2 an dësem Kontext applizéiert?

4. Mam Besuch op déi viregt Fro, korreléiert d'Unzuel vun den ausgesatenen Déiere mat der Zuel un ausgeschwatene Strofen? Falls nee, wéi eng Pistes envisagéiert de Minister, fir d'wéilt Aussetze vun Déiere besser ze vermeiden?

Réponse commune (24.11.2020) de **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,** et de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :**

ad 1. Aktuell ginn et fënnf autoriséiert Déierenasylen zu Lëtzebuerg mat verschiddene Kapazitéiten:

- Gaasperech: Plaz fir 75 Hënn a 40 Kazen;

- Diddeleng: Plaz fir 10 Hënn a 40 Kazen;

- Schëffleng: Plaz fir 10 Hënn a 40 Kazen;

- Esch: Plaz fir 11 Hënn a 25 Kazen;

- Tënten: Plaz fir 30 Widderkäufer (grouss a kleng), 10 Pærd/Ponyen/leselen, 2 Schwäin, 40 Hénger/Gänsen/Inten, 4 Hënn, 4 Kazen, 200 Nager/Kanëngercher/Ziervigel.

ad 2. D'Demande fir Autorisatiounen, fir een Déierenasyl opzemaachen, gi vum Ministère ënner anerem et finanziel ënnerstëtzt. Aktuell leien dem Ministère keng nei Demandë vir.

ad 3. Am Laf vun de leschte Jore konnt kee Verstouss festgestallt ginn a soumat ass keng Strof ausgeschwat ginn.

ad 4. An deene Fäll, wou de Proprietär net konnt ausfindeg gemaach ginn, ass et och net méiglech, déi Persoun(en) ze strofen. An deem Kontext ass et ëmsou méi wichteg, d'Proprietären iwwert d'Wichtigkeet vun der Identifikatioun an der Registrierung vun hiren Déieren opzeklären.

Question 3035 (23.10.2020) de **M. Max Hahn (DP)** concernant l'extension de la prime « Clever fueren » :

D'Primm „Clever fueren“ ass de Moment op de Kaf vun engem neie Vëlo oder Pedelec beschränkt. Gläichzäitig wéilt d'Regierung am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft an der Ressourcëschonung d'Approche, Gebrauchsgéigestänn méi dacks ze notzen, féerden.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froe stellen:

- Wat ass de Grond, firwat gebrauchte Vëlo bis elo vun der Primm ausgeholl waren?

- Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass et sënnavoll wier, gebrauchte Vëloen ënner verschidde Bedéngungen, wéi zum Beispill, dass de Vëlo an engem Buttek kaf gëtt, fir d'Primm zouzeloossen?

Réponse (20.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :**

Gebrauchte Vëloen a Pedelec25 si generell vun der Primm ausgeschloss. Am Géigesaz zu de motoriséierte Gefier ënnerleie Vëloen a Pedelec25 kenger Immatriculatioun. Et ass dohier net einfach an eendeiteg novollzéibar, wien deen oder déi viregt Besëtzer vun engem gebrauchte Vëlo oder Pedelec25 sinn an ob fir dës Gefierer schon am Virfeld eng Primm ausbezuel gouf. Aus dësem Grond, an och fir de Kaf vun zousätzleche Vëloen a Pedelec25 ze encouragéieren, ass d'Primm op nei Vëloen a Pedelec25 beschränkt.

Question 3036 (23.10.2020) de **M. Max Hahn (DP)** concernant la gestion des déchets :

An engem rezente Fernseereportage hunn Experten aus dem Secteur vun der Offallgestioun kloer d'Virdeeler vun engem Ofhuelsystem par rapport zu engem Bréngsystem ënnerstrach.

Net nëmme wier d'Qualitéit vum gesammelte Material méi héich, mee esou e System wier och ekonomesch méi sënnavoll. Donieft erlichtert et de Leit d'Liewen, wa se e groussen Deel vun hirem Plastiksoffall op eng eenzeg Manéier, an dësem Fall an der bloer Tut vu Valorlux, entsuerge kënnen, esou wéi se dat och mam Pabeier a Glas a ville Gemenge maachen.

Am selwechte Reportage huet d'Madamm Ministesch sech allerdéngs éischter retizent gewisen, fir méi Zorte Plastik an der bloer Tut zouseloossen, an nieft der Vermeidung vun onnéidegem Offall virum allem op den Ausbau vun de Recyclingszentre verweisen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass (nieft der Vermeidung) de beschte Wee fir eng gutt Offallgestioun doranner läit, de Leit de Recycling esou einfach wéi méiglech ze maachen?

2. Wann net, ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass e Bréngsystem d'Leit gläichermoosse wéi en Ofhuelsystem dozou incitéiert, hiren Offall ze trennen?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass an Zukunft landeswäit verstärkt op e Bréngsystem gesat soll gi fir eng besser Offallgestioun ze realiséieren, grad och a Filië wéi Glas a Pabeier, wou haut a ville Gemengen en Ofhuelsystem existéiert?

4. Wat sinn d'Grënn, firwat d'Madamm Ministesch der Meenung ass, dass keng Barquettë sollen an déi blo Tut kommen, während déi Verantwortlech zu Valorlux kee Problem gesinn?

Réponse (19.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Souwäit Offall net vermidde ka ginn, sollen déi verschidde Fraktiounen agesammelt a recycléiert ginn. Fir en héijen Taux u Recyclage ze erreechen, muss et fir de Bierger praktesch sinn. Dowéinst ass et néideg, verschidden Infrastrukturen a Systemer zur Verfügung ze stellen, déi komplementar nienteneen existéieren a vum Bierger esou genotzt ginn, wéi dat am Beschten an hir jee weileg Situatioun passt.

ad 2. Aktuell ginn et am Land fir verschidden Offallfraktiounen esouwuel Bréng- ewéi och Ofhuelsysteme. Béd hunn hir Berechtigung an droen zesammen dozou bäi, datt esou vill ewéi méiglech agesammelt a recycléiert gëtt.

Allebéid hunn hir Vir- an hir Nodeeler. En Ofhuelsystem ass dacks nëmmer op eng bestëmmt Fraktioun limitéiert, huet awer de Virdeel, datt en de Behältnis den Dag vun der Sammlung just virum d'Dier brauch ze setzen. E Bréngsystem wéi zum Beispill de Recyclingzenter bedéngt, datt de Bierger muss dohi fueren. En huet awer de Virdeel, datt en do Fraktiounen ofgi kann, déi en net doheem ewechgeholl kritt. Gläichzäitig kann en och dovou profitéieren fir Fraktiounen mat ofzeginn, déi zwar an engem Ofhuelsystem gesammelt ginn, d'Sammlung awer net grad dee Moment ass, wou de Bierger senge Saache wéllt lassginn.

ad 3. Wéi scho gesot, funktionéieren déi zwee Systemer komplementar zueeneen an droen allebéid dozou bäi, esou vill wéi méiglech anzesammelen an ze recycléieren.

ad 4. Et ass bis elo ni gesot ginn, datt Barquettën net sollen an déi blo Tut kommen. Tatsaach ass, datt Valorlux Barquettën an och nach aner Verpackungsoffall aus Plastik zousätzlech an dem bloe Sak mat assammelen.

Entsprechend hirem Agreement muss, wann zousätzlech Fraktiounen iwwert de bloe Sak agesammelt solle ginn, am Virfeld e Pilotversuch gemaach ginn. Dëst war och schonns de Fall, wéi Valorlux eng éischte Kéier eng Erweiderung gemaach huet, fir am bloe Sak (deen dünn e gréng Sak ginn ass) och nach d'Plastiksfolié mat anzesammelen.

Sënn an Zweck vun esou engem Pilotversuch ass et, erauszefannen, ob eng Erweiderung vum bloe Sak vun de Bierger richteg ugewant gëtt an ob net ze vill Friemstoffer mat an dee Sak kommen, wat duerno de Recyclage vun de Materialie schwéier bis onméiglech mécht.

Wann d'Conclusiounen vun dem Pilotversuch positiv sinn, kënnen déi zousätzlech Fraktiounen, dorënner och d'Barquettën, an dem bloe Sak mat agesammelt ginn.

Question 3037 (23.10.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant le **tunnel Biff** :

D'lescht Woch koum et am Tunnel Biff op der A13 zu engem Accident, bei deem ee Camion wéinst senger Héicht d'Gelichts vum Tunnel matgerappt huet. De Camion war zwar net stieche bliwwen an et gouf glécklecherweis keng Blesséierter, mee den Tunnel huet zäitweis misse gespaart ginn, well d'Belichtung erofgefall war.

Et ass net déi éischte Kéier, dass esou een Accident am Tunnel Biff passéiert. 2013 hat ee Camion d'Poutrellen an dësem Tunnel erofgerappt, woubäi eng jonk Fra een déidlechen Accident hat. Grad dofir wär et elo wichteg, aus dem Accident vu

leschter Woch ze léieren an dëse Streckenofschnëtt besser ofzesécheren.

An deem Zesammenhang wéllt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister evaluéieren, ob den Tunnel nom Accident 2013 genuch ofgeséichert gouf?

2. Wéi eng Léiere goufen aus den Accidenter 2013 an 2020 am Tunnel Biff gezunn a wéi loossen sech änlech Accidenter an dësem Tunnel an Zukunft verhënnere?

3. Wéi eng Mesurë wäerten elo vu Ponts et chaussées geholl ginn, fir dëse Streckenofschnëtt sécherheetstechnesch ze verbesseren?

Réponse (16.11.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Nom éischten Accident 2013 ass den Ouvrage erëm an d'Rei gesat ginn. 2019 ass den Tunnel vun engem spezialiséierte Büro inspizéiert an als sécher deklaréiert ginn.

ad 2. De Problem bei dësem Tunnel kënt duerch d'Netanhale vun de Virgabe vum Code de la route, wat déi maximal zouläsig Héicht vum Gefier ubelaant. An der Lescht kommen Accidenter vun där Zort allerdéngs méi heefeg vir, well Camioner versichen ënner Brécken erduerchezefueren, ënner déi se vun der Héicht hier guer net passen. Als rezent Beispiller kann ee follgend Brécken nennen: d'CFL-Bréck zu Zéisseng, d'CFL-Bréck zu Syren an den Ouvrage vun der Rue du Kiem op der A6.

D'Camionschauffere missten dorop sensibiliséiert ginn, déi maximal Héicht, déi am Code de la route steet, respektiv déi adaptéiert maximal Héicht, déi bei verschiddene Brécken ausgeschëldert ass, anzehalen. Oft handelt et sech an esou Fäll em Gefierer, bei deenen d'Opbauten net reegelkonform ageklappt gi waren, ewéi zum Beispill e Kran oder eng Benne, déi net op hir Nullpositioun gesat goufen.

ad 3. Wann d'Heefegkeet vun deene Verstéiss géint de Code de la route net sollt ofhuelen, kéint een sech méttelfristeg iwwerleeën, déi aktuell Struktur mat Träger aus Stol duerch eng aner ze ersetzen. D'Träger einfach ewechzehuelen ass keng Optioun, well se eng statesch Funktioun erfëllen. Kuerzfristeg kéint ee virum Tunnel en zolitte Kader setzen, deen dann als Schutz fir d'Träger géif déngen.

Question 3038 (23.10.2020) de **M. Gusty Graas** (*DP*) concernant la **pollution de la Pétrusse** :

Il me revient que récemment la Pétrusse aurait été polluée de manière répétée et substantielle. Ainsi par exemple, des traces de ciment et d'huile ont été observées par des personnes à multiples reprises.

Au vu de ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de cette situation ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions quant à l'origine et la nature des pollutions ?

3) Est-ce qu'une plainte a été déposée ?

Réponse (23.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) En date du 24 septembre 2020, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a effectivement été informée par le central de secours d'urgence (CSU112) du déversement de mazout sur un chantier à Hollerich.

Par ailleurs, l'AGE a été également informée d'une autre pollution de la Pétrusse en date du 29 septembre 2020 par des agents de l'administration communale de la Ville de Luxembourg, qui ont constaté une coloration grisâtre du cours d'eau. Au cours du mois d'octobre, le groupe de permanence pollution de l'AGE a reçu de manière répétée des informations concernant une coloration de la Pétrusse de la part du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) ainsi que de la part de plusieurs personnes privées.

ad 2) La première pollution, qui a été signalée en date du 24 septembre 2020, concerne le déversement d'environ 300 litres de mazout. Lors du déplacement d'un réservoir de mazout sur un chantier, une grande quantité de mazout a été déversée accidentellement. Le mazout s'est par la suite déversé via la canalisation d'eaux pluviales dans la Pétrusse.

La deuxième pollution, signalée en date du 29 septembre 2020, concerne le déversement de matières en suspension dans la Pétrusse. Dès la détection de la pollution, les agents communaux ont mené des investigations sur le terrain et ont pu retracer la pollution jusqu'à un chantier situé dans la

route d'Esch. Le chantier pompait les eaux de fouilles trop chargées en matières en suspensions vers la canalisation d'eaux pluviales liée à la Pétrusse. Par conséquent, l'AGE a informé les responsables du chantier des conditions à respecter pour être autorisé à pomper les eaux de fouilles vers la canalisation des eaux pluviales ou vers un cours d'eau.

Il s'avère que les responsables du chantier ont essayé plusieurs procédés de traitement des eaux polluées, sans néanmoins y parvenir avec succès, car de nouvelles pollutions entraînant une coloration de la Pétrusse ont eu lieu à plusieurs reprises lors des semaines suivantes.

Dès lors, l'AGE a engagé des mesures administratives à l'encontre des responsables du chantier afin d'arrêter la pollution de la Pétrusse. La Police grand-ducale a également été présente à deux reprises sur les lieux.

Bien qu'il s'agisse d'une pollution physique causée par des boues ainsi que par des sédiments et non d'une pollution chimique, il est important de noter que les matières en suspensions peuvent également avoir des effets néfastes sur la faune et la flore sauvage en bouchant des interstices ou en couvrant tout le lit du cours d'eau et sa biologie d'une couche opaque. Les matières en suspension peuvent ainsi constituer une entrave à la respiration ainsi qu'à la photosynthèse et détruire des frayères potentielles.

ad 3) La mesure d'urgence contre le maître d'ouvrage a été officiellement communiquée au parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Question 3039 (26.10.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant les **délais d'attente pour les résultats de certaines analyses médicales non Covid-19** :

Un certain nombre de témoignages individuels nous sont parvenus dernièrement, qui suggèrent que les laboratoires d'analyses médicales privés et publics ont du mal à assurer la délivrance des résultats aux patient-e-s et à leurs médecins endéans des délais appropriés.

Plus précisément, en anatomopathologie, les patient-e-s doivent apparemment attendre plusieurs semaines avant de connaître les résultats des biopsies effectuées. Or, il s'agit souvent de personnes dont le traitement médical dépend du résultat de ces analyses. Un délai d'attente d'un mois peut, pour des patient-e-s atteint-e-s d'un cancer par exemple, avoir un impact substantiel sur les chances de réussite du traitement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à la Ministre de la Santé :

1) Les analyses en matière d'anatomopathologie sont-elles réalisées uniquement par le LNS ou encore par d'autres laboratoires luxembourgeois ou installés au Grand-Duché ? Dans l'affirmative, de quels laboratoires s'agit-il plus précisément ?

2) Ayant été confronté à une certaine pénurie en pathologistes dans les années précédentes, le Luxembourg dispose-t-il dorénavant de ressources humaines suffisantes en la matière ?

3) Quel est le pourcentage des analyses anatomopathologiques réalisées dans des laboratoires à l'étranger ?

4) Hormis en anatomopathologie, quels autres types d'analyses médicales sont concernés par des délais plus importants qu'avant le début de la situation sanitaire liée au Covid-19 ?

5) Est-ce qu'une priorisation des analyses est faite selon l'urgence de la prescription ? Dans l'affirmative, quels sont les critères actuellement appliqués à cet effet ?

Réponse (27.11.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Conformément à la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, tous les examens relevant de l'anatomopathologie sont effectués exclusivement dans le centre de diagnostic instauré à cet effet au Laboratoire national de santé. Aucune autre entité publique ou privée n'est donc habilitée à effectuer sur le territoire national des examens et diagnostics similaires et le LNS ne sous-traite pas de ce fait de demandes d'analyses à d'autres laboratoires nationaux.

ad 2) Le Centre national de pathologie (NCP) reçoit en moyenne environ 5.000 demandes d'examens par mois, lesquelles sont exclusivement traitées par son laboratoire d'anatomie pathologique. Il est clair que le temps de traitement moyen de ces requêtes est lié au nombre de médecins anatomopathologistes disponibles au LNS. Depuis son ouverture à Dudelange, le Laboratoire national de santé a augmenté son effectif en médecins spécialisés en anatomopathologie en moyenne de 25 %. En outre,

le LNS s'est vu accorder des postes supplémentaires par la CNS tout récemment.

Concernant les délais de rendu des résultats, il est important d'indiquer que les pathologistes du NCP sont toujours facilement joignables par les médecins externes et les patients concernés. Ce contact peut se faire par téléphone, par email ou par prise de rendez-vous à Dudelange.

Certains types de diagnostics très compliqués nécessitent des délais d'attente plus longs (dus à des colorations supplémentaires ou des analyses en pathologie moléculaire). Un frein supplémentaire au traitement des cas et à la transmission des diagnostics est l'absence au niveau national d'un système informatique médical commun. Ceci implique que les médecins anatomopathologistes n'ont pas directement accès aux données des analyses radiologiques, cliniques, chirurgicales ou de laboratoire qui sont nécessaires pour poser un diagnostic avisé et les contraint d'envoyer beaucoup de rapports de diagnostic par email classique.

ad 3) Depuis octobre 2018, le Centre national de pathologie (NCP) ne sous-traite plus des demandes d'analyse à l'extérieur (sauf des cas très exceptionnels comme par exemple des autopsies pour suspicion de la maladie de Creutzfeldt-Jakob) et réalise donc les examens et diagnostics lui-même. Cette décision a été prise afin de valoriser la haute compétence du laboratoire concerné, de raccourcir les temps de réponse des diagnostics et d'augmenter l'autonomie du pays dans ce domaine spécialisé. Il est prévu de maintenir cette situation dans le futur.

ad 4) De façon générale, l'avènement de la crise sanitaire liée au Covid-19 n'a jusqu'à présent eu aucun impact négatif sur les délais de sortie moyens des demandes d'analyses adressées au Laboratoire national de santé. Ceci concerne aussi bien les diagnostics posés en anatomopathologie, que les résultats d'analyse émis par les domaines de la génétique, de la biologie médicale ou de la microbiologie.

Surtout dans le dernier cas, le département de microbiologie du LNS fut à même d'effectuer toutes les tâches, qu'il s'agisse des activités de tests Covid-19 à sortir au jour le jour ou bien d'autres types d'analyses, telles que virologiques, sérologiques ou bactériologiques.

ad 5) Concernant le domaine de l'anatomopathologie et donc la cancérologie, toute demande d'analyse est traitée de prime abord comme une urgence jusqu'au retour des premiers résultats. Les examens à réaliser sont alors répartis entre 14 équipes de travail spécialisées par organe ou méthode d'analyse. Ceci assure que tous les cas soient traités et aussi priorités de la façon la plus pertinente.

Pour les tests génétiques, les demandes se rapportent à un diagnostic prénatal au cours d'une grossesse et celles visant l'analyse génétique d'une tumeur sont toujours classées comme urgentes et à faire avant tout autre type d'analyse.

En biologie médicale, toutes les analyses se faisant dans le cadre du dépistage néonatal de maladies rares, de diagnostics de maladies métaboliques et d'intoxications aigües ainsi que les dosages de médicaments (antiépileptiques, anticancéreux...) précèdent toujours le reste des analyses.

Question 3043 (26.10.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant l'**évaluation et le contrôle de l'état de santé des assurés par le Contrôle médical de la sécurité sociale** :

Wa Persounen, déi bei der CNS assuréiert sinn, eng länger Zäit krank sinn, da gi se an de Contrôle médical geschéckt, fir sécherzestellen, datt d'Krankheitsbild existéiert an datt d'Krankschreiwung net frauduléis ass. Domadder kennt dem CMSS e wichtige Rôle am Geflecht vun der Sozialversicherung zou; en erméiglecht eng net virageholle Vue op en Dossier a gëtt engem weideren Dokter d'Chance, sech eng Meenung ze bilden.

Grad am Beräich vun der mentaler Gesondheet ass eng Diagnos net ëmmer einfach ze treffen a kann déifgräifend Repercussiounen op d'Méiglechkeet vun enger Persoun, hire Beruff auszueben, hunn.

An deem Zesammenhang wéllt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi ass garantéiert, datt den Employeur vun der Diagnos vum CMSS Kenntnis erhält?

2. Ass garantéiert, datt den Assuré d'Diagnos vum CMSS kommunizéiert kritt, fir esou eventuell een zweeten Avis bei sengem eegenen Dokter kënnen unzefroen?

Falls nee, plant de Minister, dëst ze änneren?

Réponse (09.11.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Et ass net virgesinn, dass den Employeur d'Diagnos vum Salarié matgedeelt kritt, weeder vum behandelnden Dokter (dofir ass um Volet vum

Krankeschäin, deen un den Employeur geschéckt gëtt, de Code Diagnostik geschwärtzt), nach vum Kontrollidokter vun der sozialer Sécherheet. Hei geet et ëm dem kranke Mënsch seng absolutt Privatsphär an de Secret médical vis-à-vis vun engem Drëtten. Diesbezüglech gëllen d'Artikelen 4-6 vum Code vun der Déontologie médicale. Eng änlech Dispositioun gëllt och fir den Aarbechtdokter. Hei steet am Artikel L. 326-8 Alinea 1 vum Code du travail:

« Le médecin du travail communique dans les trois jours qui suivent l'examen ou l'obtention des résultats d'examen complémentaires, s'il en a ordonnés, ses conclusions au salarié et à son employeur ou futur employeur au moyen d'une fiche d'examen médical qui émerge respectivement l'aptitude ou l'inaptitude pour le poste envisagé sans indication de diagnostic, le secret médical devant être strictement observé. »

Et verbitt op där anerer Säit keen dem Salarié, sengem Employeur seng Diagnos matzedeelen, wann de Salarié dat da wëllt. Wat d'Diagnos vum Kontrollidokter vun der sozialer Sécherheet ubelaangt, muss op den Artikel 421 Alinea 4 vum Code vun der sozialer Sécherheet verweise ginn, wou ausdrécklech an onmëssverständlech festgehalten ass:

« Les médecins du Contrôle médical de la sécurité sociale ne peuvent s'immiscer dans les rapports du malade et du médecin traitant. Ce n'est que sur la demande expresse du malade qu'ils (les médecins du Contrôle médical de la sécurité sociale) formulent un diagnostic ou une appréciation sur le traitement. »

Question 3044 (26.10.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant les archives des médecins :

D'Dokteren am Land hunn een Archiv mat vertraulichen Informatiounen vun hire Patienten.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Wéi ginn d'Rechter an d'Privatsphär vu senger fréiere Patiente geschützt, wann en Dokter an d'Pensioun geet oder stierft, ier hien ophält mat Praktikéieren?

2. Wat geschitt da mat sengen Archiven an all deene vertraulichen Donnéeën aus de Patienten-dossieren?

3. Ginn et gesetzlech virgesinne Prozeduren zu dësen zwou Froen?

Réponse (26.11.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Am Fall wou een Dokter ophält mat schaffen (Pensioun, Relokalisatioun), muss dës Moosnamen ergräifen, fir d'Kontinuitéit vun der Betreuung an d'Vertraulichkeet vun de medezineschen Donnéeën vun de Patienten ze garantéieren, dëst am Aklang mat der aktueller Gesetzgebung an de Reglementer, an zwar:

- d'Versuerge vun der Patientendatei während op mannst zéng Joer vum Enn vun der Behandlung un, laut dem Artikel 65 vum Code iwwert d'medezinesch Deontologie (Ethik);

- d'Patienten informéieren;

- op Initiativ vun der CNS, d'Patientendateien un de Contrôle médical transferéieren, deen dann d'Patiente kontaktéiert (Artikel 70 aus der Konventioun tëscht der CNS an der AMMD).

De Patient huet d'Recht op Zougang zu sengem Patientendossier an och d'Recht, eng Kopie vun engem Deel oder sengem ganzen Dossier ze kréien. Säi Patientendossier kann och un den Dokter vu senger Wiel weidergeleed ginn.

A gewëssenen Ëmstänn, wou d'Aktivitéit vun Dokter stënterlech ënnerbrach ginn ass (Doud, Krankheet), hat den Dokter net d'Méiglechkeet, seng Successioun ze organiséieren. Et ass da sënnavoll, de Collège médical ze kontaktéieren. Eng vun sengen Aufgaben besteet nämlech doran, derfir ze suergen, datt d'ethesch Reegele fir d'Dokteren agehale ginn, an hie kann dowéinst festleeën, wat mat de verbliebenen Dokumenter geschitt. An deem Kader wäert d'Benotzung vum „Dossier de soins partagé (DSP)“ sécher d'Kontinuitéit vun der Betreuung vereinfachen.

Question 3047 (26.10.2020) de M. Gusty Graas (DP) concernant la vaccination d'animaux :

Dans un communiqué de presse du 22 octobre 2020, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement durable a informé le public du risque sanitaire pouvant découler de l'adoption ou de l'achat d'animaux à l'étranger et ceci notamment pour les animaux en provenance de la Russie, du Bélarus et de l'Ukraine. En effet, des anticorps insuffisants contre la rage auraient été détectés sur certains animaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Combien d'animaux disposant d'anticorps insuffisants contre la rage ont été détectés au Luxembourg ?

2) De quels animaux s'agit-il principalement (chiens, chats, autres) ?

3) Est-ce que les vendeurs de ces animaux ont pu être identifiés ? Dans l'affirmative, s'agit-il de vendeurs opérant depuis les pays mentionnés ci-dessus ou est-ce que des vendeurs indigènes sont mis en cause ?

4) Quelle sanction risquent les personnes vendant des animaux qui n'ont pas été vaccinés contre la rage ?

Réponse (05.11.2020) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1) Au Luxembourg, aucun animal présentant un titre d'anticorps contre la rage n'a été détecté.

La Commission européenne a informé les autorités des États membres que dans certains États membres des analyses ont été effectuées sur des chiens en provenance de certains pays tiers qui étaient accompagnés d'un certificat de vaccination antirabique et sur lesquels des titres d'anticorps non conformes ont été détectés.

ad 2) Il s'agit exclusivement de chiens importés en provenance de pays tiers.

ad 3) Il s'agit d'opérateurs agissant dans les pays tiers qui mettent en vente leurs chiens par différents canaux (Internet, réseaux sociaux) et il revient aux autorités de ces pays de contrôler ce commerce.

ad 4) En ce qui concerne la vaccination antirabique, la législation européenne prévoit différentes mesures en cas d'importation d'un chien non conforme : renvoi du chien dans son pays de provenance, isolement du chien sous contrôle officiel, euthanasie du chien en dernière instance s'il constitue un danger pour la santé publique.

Or, il faudrait fixer des sanctions à l'encontre des vendeurs de ces chiens ou des personnes ayant falsifié des certificats de vaccination, car cette activité non conforme peut avoir des répercussions importantes au niveau de la santé animale ainsi que de la santé publique, car rappelons que la rage est une maladie mortelle pour les animaux et les êtres humains dès qu'elle s'est déclarée.

La meilleure sanction pour ces vendeurs d'animaux est de ne pas acquérir des chiens par le biais des canaux suspects mais de s'adresser en toute confiance à des éleveurs autorisés pour acquérir un animal de race ou bien à une association de protection animale agréée au Luxembourg pour adopter un animal.

Question 3050 (27.10.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant la vaccination contre la grippe :

Zënter enger Rei vu Jore kënnen d'Leit iwwer 65 Joer sech all Joer géint d'Gripp impfe loossen, z. B. hu sech am Joer 2008 53,7 %, an am Joer 2016 38 % vun de Leit iwwer 65 Joer zu Lëtzebuerg géint d'Gripp impfe gelooss. Dat geet aus der Statistik vun der OECD ervir.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Ginn et statistesch Erhiewungen, wéi vill vun dësen Leit iwwer 65 Joer, déi sech impfe gelooss hunn, dee Wanter un der Gripp gestuerwe sinn, dëst opgeschlësselt op déi lescht zéng Joer?

2. Ginn et statistesch Erhiewungen, wéi vill Leit iwwer 65 Joer, déi sech net impfe gelooss hunn, dee Wanter un der Gripp gestuerwe sinn, dëst opgeschlësselt op déi lescht zéng Joer?

Réponse (26.11.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

De Gesondheetsministère huet keng détailléiert Donnéeën iwwert den Taux de vaccination géint d'Gripp bei Leit, déi am Laf vun der Gripp stierwen.

Esouguer wann dës Donnéeën virleie géifen, kéint ee wéinst der klenger Zuel vu Leit, déi all Joer un der Gripp stierwen, keng valabel Vergläicher maachen tëschent deene Leit, déi sech impfe gelooss hunn, an deenen, déi dat net gemaach hunn.

Fir valabel a representativ Schlussfolgerungen ze zéien, brauch ee grouss Populationsstudien, wéi se nëmmen international gemaach ginn. Esou grouss Studie weisen e Benefice vun der Impfung bei Leit iwwer 65 Joer an der Form vun enger Reduktioun vun den Infektiounen a vun den Hospitalisatiounen, an domat och vun de Gesondheetskäschten. D'Donnéeën betreffend d'Mortalitéit weisen eng méi limitéiert Wierksamkeet. Den Haaptbenefice ass

also manner krank ze ginn a manner an d'Spidol mussen ze goen.

Question 3054 (28.10.2020) de M. Gusty Graas (DP) concernant la grippe aviaire :

Le ministre français de l'agriculture a déclaré récemment que le risque d'introduction par les oiseaux migrateurs du virus influenza aviaire passe de « négligeable » à « modéré » en France. Ainsi, les mesures de prévention dans les élevages de volailles contre le virus influenza aviaire ont été renforcées depuis lundi. Les autorités françaises appellent à une « surveillance accrue ». En effet, le virus influenza aviaire hautement pathogène H5N8 a été détecté le 20 octobre sur deux cygnes tuberculés aux Pays-Bas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Est-ce que le virus influenza aviaire a été détecté récemment au Luxembourg ?

2) Dans la négative, quel est le risque actuel d'introduction au Luxembourg dudit virus ?

3) Est-ce que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a d'ores et déjà mis en place des mesures de prévention ? Dans l'affirmative, en quoi consistent ces mesures ?

Réponse (05.11.2020) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1) Le virus de l'influenza aviaire n'a pas été détecté récemment au Luxembourg malgré des analyses effectuées sur les oiseaux sauvages respectivement la volaille domestique.

ad 2) Le risque d'introduction du virus par différentes voies est toujours existant. Il est actuellement accru par le fait que les autorités néerlandaises ont détecté le virus du type H5N8 sur des cygnes et dans une exploitation de volaille. Ces infections sont probablement dues à la migration d'oiseaux sauvages.

ad 3) Actuellement le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural n'a pas pris de mesures mais observe étroitement l'évolution de la maladie dans nos pays voisins. En cas de nécessité les seules mesures préventives consistent dans le respect strict des mesures de biosécurité et une obligation de confinement des volailles domestiques ; la vaccination des volailles contre la grippe aviaire étant interdite au sein de l'Union européenne.

En outre il est rappelé que lors de l'introduction de volailles vivantes d'un autre pays, celles-ci doivent être accompagnées d'un certificat sanitaire émis par les autorités du pays de provenance.

Question 3056 (29.10.2020) de MM. Fernand Kartheiser et Fred Keup (ADR) concernant les recrutements dans la fonction publique :

A senger Budgetsried vum 14. Oktober 2020 huet den Här Finanzminister dës Ausso gemaach: „Eng kompetitiv Ekonomie brauch ee performante Staat. Nieft der Digitalisatioun brauch et talentéiert a kompetent Mataarbechter. Dofir gesäit de Budget 2021 iwwert 1.000 Neiastellungen vir.“

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un den Här Minister fir déi ëffentlech Funktioun:

- Kann den Här Minister opschlësselen, a wéi engem Grad, a wéi engem Ministère an a wéi enger Administratioun déi genannten iwwer 1.000 Neiastellungen positionéiert ginn?

Réponse (25.11.2020) de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique :

Déi honorabel Deputéiert bezéien hir Fro op d'Budgetsried vum 14. Oktober vum Finanzminister, wou de Gesetzesprojet vum Budget 2021 virgestallt gouf, an zum Zäitpunkt vun der parlamentarescher Fro nach an der legislativer Prozedur war. Mengem Informationsstand no war et an der Chamber ëmmer Usus, datt een an de respektive Chamberskommissiounen d'Gesetzesprojeten diskutéiert an hannerfreet an, esou laang se an der Prozedur sinn, dat net iwwer parlamentaresch Froe mécht.

Déi gestallte Fro hunn ech och dem honorabelen Deputéierte Fred Keup, wéi allen anere Membere vun der Kommissioun, beäntwert. Ech wëll op dëser Plaz nach eemol op de Commentaire des articles vum Projet vum Budgetgesetz 2021 verweisen, an deem déi genannten Zuel vun Neiastellungen méi no explizéiert gëtt. Hei ass ze liesen, datt vun den 1.026 Neiastellungen 280 Poste fir d'Police geduecht sinn, 122 fir d'Administration pénitentiaire a 45 fir d'Arméi. Doniewent sinn natierlech och ëmmer eng ganz Rei Poste fir de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend virgesinn.

Wéi déi honorabel Deputéiert wëssen, a wéi ech et och bei der Budgetpresentatioun an der Chamberskommissioun erkläert hunn, huet d'Commission d'économies et de rationalisation (CER), déi dem Staatsministère ënnersteet, fir de 15. November d'Ministère gebieden, hir Besoinen anzereechnen. Déi Affektatioun vun de reschtliche Poste wäert sech dann opgrond vun dësen Demandé richten.

Question 3057 (29.10.2020) de Mme Cécile Hemmen (LSAP) concernant le référendum communal :

L'organisation d'un référendum communal est régie par l'article 35 de la loi communale du 12 décembre 1988 qui stipule entre autres que « [le] référendum est de droit lorsque la demande en est faite par un cinquième des électeurs dans les communes de plus de trois mille habitants [...] ».

Dans la commune de Sandweiler, une pétition signée par plus de 500 électeurs demande l'organisation d'un référendum portant sur l'opportunité ou non d'un projet de collège des bourgmestres et échevins qui vise à démolir le bâtiment actuel de la mairie et de le remplacer par un nouveau bâtiment, entraînant vraisemblablement des coûts significatifs. Cette demande a été déposée auprès du conseil communal, conformément aux modalités fixées dans l'article 2, paragraphe 2, du règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale du 13 décembre 1988.

Si la pétition appelant à un référendum a ainsi été signée par plus d'un cinquième des électeurs de la commune, rendant la tenue d'un référendum obligatoire aux termes de la loi citée ci-dessus, des incertitudes persistent en pratique.

De ce fait, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- La pétition citée ci-dessus soutenue par plus d'un cinquième des électeurs dans la commune et déposée auprès du conseil communal est-elle suffisante pour déclencher l'organisation d'un référendum dans les trois mois de la demande, tel que prévu par la loi citée ci-dessus ?

- Dans la négative, quelles autres conditions doivent être remplies en vue de l'organisation d'un référendum communal ?

- Madame la Ministre est-elle au courant de la situation dans la commune de Sandweiler ? Complet-elle suivre ce processus, le cas échéant, en vue d'assurer que l'organisation du référendum se fait dans le plein respect des dispositions légales en la matière ?

Réponse (20.11.2020) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

Dans sa question, l'honorable Députée s'enquiert sur les conditions d'organisation d'un référendum communal d'initiative populaire.

La loi communale modifiée du 13 décembre 1988 dispose en son article 35, alinéa 1^{er} que le référendum communal est de droit lorsque la demande en est appuyée par un cinquième des électeurs dans les communes qui comptent plus de trois mille habitants ou par un quart des électeurs dans les autres communes. Dans ces cas le conseil doit organiser le référendum dans les trois mois qui suivent la demande. Il en résulte que la loi rend obligatoire l'organisation d'un référendum si la demande en est présentée par le nombre d'électeurs requis en l'absence de toute autre condition.

L'alinéa 2 du même article prévoit que « Les modalités du référendum sont fixées par règlement grand-ducal ». Le règlement grand-ducal modifié du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum, pris en exécution de cet article énonce les conditions que doit remplir la demande du référendum.

La décision d'organiser un référendum local ou non est une attribution du conseil communal.

En vertu de l'article 107, paragraphe 5 de la Constitution les attributions du conseil communal sont une matière réservée à la loi pour lesquelles, à l'époque de l'adoption du règlement grand-ducal précité, des habilitations générales n'étaient pas admises et devaient être spécifiques. Aujourd'hui la Constitution est plus claire en ce qui concerne l'article 32, paragraphe 2 qui prévoit que dans les matières réservées à la loi, le pouvoir réglementaire ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et le cas échéant les conditions auxquelles elles sont soumises.

La formulation générale de l'article 35, alinéa 2 de la loi communale permet de douter de la légalité de l'habilitation que le législateur a donnée au pouvoir réglementaire tant sous le régime actuel de la Constitution que sous le régime précédant celui-ci.

Même à considérer que la délégation au pouvoir réglementaire soit considérée comme régulière, le ré-

glement grand-ducal précité du 18 octobre 1989 ne se limite pas strictement à des dispositions relatives aux modalités du référendum, mais impose des conditions de forme supplémentaires pour la présentation d'une demande de référendum par la population locale. Il n'est pas exclu que ces conditions soient considérées comme ayant été ajoutées par une extension illicite de la loi, en dépassement de la disposition législative habilitante que le juge administratif a tendance à appliquer de manière stricte.

Considérant qu'il existe des incertitudes juridiques sur le régime du référendum communal, j'estime qu'il est nécessaire de procéder à un réexamen du cadre réglementaire en vigueur dans le cadre de la refonte de la loi communale.

Il reste qu'une demande doit être présentée au conseil communal, certes dans une forme non définie par la loi, mais permettant à l'autorité compétente de connaître la ou les questions susceptibles d'être soumises au corps électoral de la commune. J'ai pu prendre connaissance du formulaire de pétition présenté tant aux habitants de la commune de Sandweiler qu'à l'administration communale. Même si je dois constater que les initiateurs n'ont pas présenté des questions proprement dites, mais plutôt des affirmations, celles-ci permettent facilement au conseil communal de déceler l'intention des initiateurs et d'en déduire les questions à formuler d'autant plus que ces derniers sont des membres du conseil communal avec lesquels les questions pourront être déterminées dans l'esprit de la pétition.

Devant les incertitudes juridiques concernant le règlement grand-ducal précité et dans l'intérêt de la démocratie directe locale, je considère que les seules conditions requises pour l'organisation obligatoire d'un référendum sont celles de l'article 35 de la loi communale, à savoir une demande présentée par un nombre suffisant d'électeurs. C'est pourquoi, tout en étant bien consciente que la décision d'organiser un référendum appartient de manière souveraine au conseil communal, j'ai recommandé au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Sandweiler, dans une visioconférence en date du 13 novembre 2020, de considérer la demande présentée par les initiateurs sans faire des conditions de forme supplémentaires posées par le règlement grand-ducal précité des conditions de recevabilité de la demande d'organisation du référendum.

Question 3059 (29.10.2020) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la plateforme LetzShop :

A menger parlamentarescher Fro N° 2176 hat ech de Mëtzelstandminister gefrot, wéi d'Plattform LetzShop sech während dem éischte Lockdown entwéckelt huet. De Minister hat verschidden Zuele geliwwert, déi weisen, datt d'Plattform während der Kris ee grouse Sprong no vir gemaach huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mëtzelstand des Froe stellen:

1. Wéi vill Geschäfte hu sech, opgeléicht no Gemeng, zënter der leschter Äntwert vum Minister, op LetzShop ageschriwwen? Wéi vill Geschäfte hu sech an Tëschenzäit erëm ofgemellt?

2. Wéi vill Produite ginn aktuell op LetzShop ugebueden? Wéi huet sech dës Ziffer zënter der leschter Äntwert entwéckelt?

3. Wéi vill Klicks goufen an de leschte Méint gezielt? Wéi huet sech dës Ziffer zënter der leschter Äntwert entwéckelt?

4. Huet sech de positiven Trend vun der Plattform bestätegt a wäert d'Plattform an Zukunft hir Benotzerzuele kënne bäibehalen oder weider kënne ausbauen?

5. Wäert d'Plattform em iergendwellech nei Funktiounen erweidert ginn?

6. Ass virgesinn, datt am Fall, wou LetzShop sech definitiv um Marché etabliert, de Staat sech aus deem Segment wäert erauszéien, an d'Plattform domat no de Prinzippe vum fräie Marché (ouni de Finanzement vu Steiergelder) funktionéiere kann?

- Falls jo, wéi eng Indicateure mussen dofir erreecht ginn?

- Falls nee, wéi ass envisagéiert, datt kleng Startups d'Chance kréien, mat LetzShop op engem Level Playing Field ze konkurrieren?

Réponse (26.11.2020) de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :

ad 1. Den Tableau hei drënner weist d'Unzuel vun de Geschäfte, déi iwert déi néng éischt Méint op der Plattform LetzShop online gaange sinn. D'Zuel vun de Geschäfte, déi sech ugemellt hunn, ass awer méi héich. Allerdéngs geet ee Geschäft eréischt online, wann et och Produkter zum Verkauf ubitt an entzitt sech deemno der Kompetenz vun der Equipe vu LetzShop.

Et ass awer während de Méint März bis Mee, also an der Period vum Confinement, eng dätlech Hausse vun neie Geschäfte ze vermieren. Dëst kräftegt d'Partner vum GIE „Luxembourg for Shopping“ an hirer Iwwerzeugung, dass d'Plattform LetzShop ee weesentlechen Deel zur Diversifikatioun an zur Digitalisatioun vum Lëtzebuurger Einzelhandel bäidréit.

Mount	Nei Betriber
01/20	8
02/20	11
03/20	13
04/20	120
05/20	28
06/20	9
07/20	6
08/20	4
09/20	5

De GIE „Luxembourg for Shopping“ mécht den Ament keen exakten Tracking iwwert d'Geschäfte, déi sech vun der Plattform ofmellen. Ze bemerken ass awer, dass d'Plattform nach ganz jonk ass an d'Geschäfte sech kontraktuell fir 24 Méint un d'Plattform bannen.

ad 2. Et ass net méiglech, eng genee Zuel vun de Produkter unzeginn, déi aktuell op LetzShop ugebuede ginn, well déi Zuel vu Minutt zu Minutt kann änneren. Dës Zuel variéiert awer tëschent 345.000 an 370.000.

ad 3. Am Zäitraum vum 8. Juni 2020 bis den 29. Oktober 2020 hu 452.208 Useren a 701.403 Sessiounen 3.280.367 Saiten op der Plattform consuléiert.

ad 4. De positiven Trend vun der Plattform huet sech bestätegt an d'Equipe vu „Luxembourg for Shopping“ ass permanent beméit, fir d'Plattform weiderhin no bause bekannt ze maachen.

Den Engagement vun den Händler ass awer och ee wichtege Facteur, fir ee laangfristeg Geléng vum Projet ze garantéieren. Dëst ka geschéien, andeems si hir Presenz op der Plattform bei hire Clienté konsekvent vermaarten, d'Bestellung schnellstméiglech verschécken, hieft Sortiment konsekvent ausbauen a probéieren, d'Offer vun der Plattform attraktiv ze gestalten.

ad 5. Et gétt permanent analyséiert, wéi eng nei Funktiounen op der Plattform kënnen ugebuede ginn. Esou wäert zum Beispill an den éischten Novemberwochen eng Gutschäin-Funktioun lancéiert ginn.

ad 6. LetzShop besteet zanter knapp zwee Joer a steet souzesoen nach an de Kannerschong. Eng Evaluatioun vun engem Projet vun dieser Envergure wier no sengem rezente Lancement an engem hallwe Joer Bestoen am Kontext vun enger Pandemie vill ze fréi.

Wat d'Fro vum fräie Maart betrëfft, wéll ech op dieser Plaz nach eng kéier ennersträchen, dass déi primär Missioun vun der Plattform net d'Maximisierung vun dem Profit ass, mee d'Stäerkerung vun eise lokale Einzelhandel, virop d'Education vun de Geschäfte, fir dass si ee bessert Versteedsdemech zum Fonctionnement vum E-Commerce kréien. Et ass mir och keng Struktur am Ausland bekannt, déi sech mat engem vergläichbare Projet fir d'Ennerstétzung vu lokale Geschäfte ka finanziell iwuer Waasser halen. Dëst, obwuel jiddereen sech bewosst ass, dass déi lokal Geschäfte ee fundamentaal Element an eiser Wirtschafts- a Sozialstruktur sinn an zum Bild vun eise Stad- an Duerfkäre bäidroen. Hieft Iwwerliewen ass vun héchster Wichtigkeet.

Question 3062 (29.10.2020) de Mme Octavie Modert et M. Gilles Roth (CSV) concernant les compensations fiscales :

Comme relaté par voie de presse, les compensations fiscales 2019 du Grand-Duché, généralement versées au plus tard à la fin du mois de mars, n'auraient toujours pas été versées aux communes limitrophes belges. La solidarité qui s'est exprimée au sein de la Grande Région durant ces derniers mois dans le cadre de la crise sanitaire se doit d'être préservée à l'avenir dans tous les domaines. Nous estimons dès lors qu'il est essentiel que tout soit mis en œuvre pour résoudre le problème susmentionné si ce n'est déjà fait.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les faits relatés ci-dessus ?

- Quelle est la somme que l'État luxembourgeois doit verser aux communes limitrophes belges ?

- Quand le Gouvernement envisage-t-il de verser les dites compensations fiscales ?

Réponse (24.11.2020) de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances :

Dans le Cadre de convention instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise les deux pays partenaires prélèvent des droits d'accises en commun.

Dans ce cadre, chaque année un décompte annuel est établi afin de déterminer le montant exact à verser entre les États participants.

L'adoption du décompte de l'année 2019 fait l'objet d'échanges entre les ministres des Finances belge et luxembourgeois qui n'ont pas encore abouti.

Dès que le décompte définitif aura été approuvé par les deux ministres, le paiement pourra être effectué.

Question 3064 (29.10.2020) de M. Dan Biancalana (LSAP) concernant le Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme :

L'antisémitisme constitue un fléau qui, selon des rapports de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Commission européenne contre le racisme et la discrimination, connaît une recrudescence dans le monde occidental. Le Luxembourg n'est pas épargné de ce fléau, même si son envergure demeure floue faute de chiffres officiels.

Le 10 juillet 2019, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à, entre autres, « renforcer la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence ».

En date du 24 janvier 2020, le Conseil de Gouvernement a approuvé l'élaboration d'un plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) Quels sont les acteurs impliqués dans l'élaboration de ce plan ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer l'horizon temporel quant à l'élaboration du plan ?

3) Quels seront les accents de ce plan ?

4) Quelles mesures spécifiques va-t-il mettre en place pour lutter contre l'antisémitisme ?

5) Va-t-il prévoir la possibilité pour l'État de recueillir des statistiques concernant les actes antisémites commis au Luxembourg ?

Réponse (27.11.2020) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État :

ad 1) Les acteurs impliqués dans l'élaboration du plan sont, à ce stade, d'une part les départements ministériels concernés par la question et, d'autre part, dans un futur proche, les communautés israéliennes ainsi que la Fondation luxembourgeoise pour la Mémoire de la Shoah. Il n'est néanmoins pas exclu d'inclure d'autres acteurs de la société civile directement concernés.

ad 2) L'élaboration du plan avance concurremment aux travaux sur le même sujet au sein du Conseil de l'Union européenne et aux travaux de la Coordinatrice de la Commission européenne pour la lutte contre l'antisémitisme. Actuellement une nouvelle déclaration du Conseil de l'UE est en cours de négociation.

Il est néanmoins envisagé de présenter un plan national au cours du premier trimestre de 2021.

ad 3) Comme indiqué dans la déclaration du Conseil de l'UE du 6 décembre 2018 sur la lutte contre l'antisémitisme et la mise en place d'une approche commune en matière de sécurité afin de mieux protéger les communautés et institutions juives en Europe, il importe de concevoir une approche holistique à la lutte contre l'antisémitisme.

Comme beaucoup de mesures seront mises en place par différents départements ministériels, un des accents du plan sera ainsi d'assurer une coordination plus régulière entre les différents départements ministériels, à l'instar d'autres plans d'action nationaux.

De même, un suivi régulier avec les communautés israéliennes au Luxembourg sera envisagé.

ad 4) Les mesures les plus importantes se focaliseront notamment dans le domaine de l'éducation. En effet, le rôle de l'éducation est primordial afin de casser les préjugés encore trop présents à l'encontre de nos concitoyens de confession juive.

L'enseignement de l'histoire de la Shoah revêt ainsi un caractère important dans cette démarche. À cet effet, il est par exemple envisagé de mettre à disposition des enseignants du matériel didactique spécifique, afin qu'ils puissent disposer d'outils pédagogiques appropriés.

D'autres collaborations avec différents sites mémoriels luxembourgeois seront également envisagées.

ad 5) Comme indiqué dans la déclaration du Conseil de l'UE du 6 décembre 2018 prémentionnée, il est aussi envisagé d'améliorer la capacité à enregistrer et à recueillir les données relatives à l'antisémitisme au Luxembourg.

Question 3065 (29.10.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant le remboursement des psychothérapies :

D'Gesetz vum 14. Juli 2015 huet de Psychotherapeut offiziell als Profession zu Lëtzebuerg anerkannt. Traitementer vun engem Psychotherapeut ginn awer bis haut nach net vun der CNS rembourséiert. Dëst Thema ass a bleift och an Zukunft nach ëmmer aktuell.

Am Juni dëst Joer gouf um Site vun der Chamber d'Petitioun N° 1631 lancéiert. Dës Petitioun huet, ënner anerem, de Remboursement vun de Prestatiounen vun engem Psychotherapeut vun der CNS gefuerdert.

D'Jugendparlament huet den 9. Oktober 2020 an der Chamber eng Resolutioun virgestallt, déi méi Asaz am Kampf géint Depressiounen fuerdert.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op meng Fro N° 0824 sot den zoustännege Minister, dass dës Verzögerungen duerch net erfollegräich Verhandlungen tëscht der CNS an dem Fapsylux entstanen sinn.

Wou stinn d'Verhandlungen fir een Accord tëscht der CNS an de Psychotherapeuten?

Wéini hu béid Parteien sech déi leschte kéier zesummesetzt?

2. Wéi gesäit et mam Reglement aus, dat, dem Minister no, sollt am 2. Semester 2019 am Regierungsrot diskutéiert ginn?

Réponse (26.11.2020) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

Den Avant-projet vum groussherzogleche Reglement, deen déi obligatoresch Dispositiounen vun der Konventioun tëscht der Gesondheetskeess an der Fapsylux (Psychotherapeuten) festleet, ass den 22. November 2019 vum Regierungsrot approuvéiert ginn.

Direkt duerno sinn de Staatsrot an d'Berufsskummere mam Projet saisiéiert ginn. Den Avis vun Staatsrot läit zënter dem 17. November 2020 vir. Dësen Avis, an och déi vun de Berufsskummeren, ginn elo vun den zoustännege Services analyséiert an déi néideg Upassung virgehol. Eventuell muss de Staatsrot mat den Ännerunge saisiéiert ginn.

Esoubal dësse Reglement publizéiert ass, kënnen erëm Verhandlungen gefuert ginn tëscht der Gesondheetskeess an der Fapsylux, fir déi Punkten ze definéieren, déi net ënner déi obligatoresch Dispositiounen falen.

Question 3066 (29.10.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant le mobbing au lieu de travail :

Obwuel Mobbing duerch eng Villzuel un Artikelen aus internationalem a nationalem Recht an och duerch dat groussherzoglech Reglement vun 2009 verbueden ass, kennt et a lëtzebuergesche Betriber ëmmer nach zu Situatiounen, an deenen Aarbechter humiliéiert, dégradéiert oder psychologesch fäerdegemaach ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Wéi vill Uriff goungen am Joer 2019 an an deenen éischten néng Méint vun 2020 bei der ITM wéinst Mobbing an? Wéi vill Plainté goufen deposéiert?

2. An enger Presentatioun zum Thema Actions positives vum Chancéglaichheitsministère ríft de Ministère d'Betriber op, fir hieft Personal zu Responsables d'égalité ze forméieren, déi am Fall vu Mobbing oder Diskriminatioun, den Affer sollen hëllefen. Huet de Ministère Zuelen, wéi vill esou Responsables d'égalité et an de Betriber gëtt?

3. Am Règlement grand-ducal vum 15. Dezember 2009 steet, dass am Fall, wou et zu Mobbing kënn, eng intern Evaluatioun muss vum Employeur gemaach ginn. Huet d'Affer Zougang zu dieser Evaluatioun? Falls nee, wéi stinn d'Ministeren zu enger verpflichtender Transmissioun vun deem Dossier?

4. Wéi stinn d'Ministeren zu enger Charge de la preuve, déi just vum Agresseur an dem Employeur gedroe gëtt?

5. D'Proposition de loi n° 4979, 2002 vum Lucien Lux deposéiert, 2016 vum Taina Boefferdung iwuerhol, koug tëschent zäitlech an aner Kommissiounen

a läit säit 2018 erëm an der Aarbechtskommis-sioun. An dësem Gesetzesprojet war ënner anere-m virgesinn, dass d'Délégation du personnel eng wichteg Roll spillt an der Protektioun vum Affër.

Wat sinn am Moment d'Flichte vum enger Personaldelegatioun an esou enger Situatioun? Wéi ënnerscheede se sech zu den Obligatiounen, déi am Artikel 5 vum der Proposition de loi festgehalte sinn? Si momentan Schrëtt virgesinn, fir een Antimobbing-Gesetz, zum Beispill op der Basis vum der uewe genannter Proposition de loi, zu Lëtzebuerg anzeféieren?

Réponse commune (24.11.2020) de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,** et de **Mme Taina Boffering, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :**

ad 1. Am Joer 2019 si 431 Informatiounsfroen iwwer Mobbing bei der ITM gemaach ginn an 13 Plainté goufe bei der ITM weinst Mobbing deposiert.

An deenen éischten néng Méint vum 2020 sinn 306 Informatiounsfroen iwwer Mobbing bei der ITM gemaach ginn an 8 Plainté goufe bei der ITM weinst Mobbing deposiert.

ad 2. De Programm Actions positives ennerstëtz d'Égalité tëscht Fraen a Männer an de Betriber. De Programm erméiglecht, déi aktuell Situatioun an engem Betrib ze evaluéieren an en Aktiounsplang opzustellen.

E wichteg Partner ass dobäi den Délégué à l'égalité. All Betrib ab 15 Salarié muss e Gläichstellungsbeauftragten (délégué-e à l'égalité) hunn. Dës Persoun ass generell zoustänneg fir d'Égalité tëscht Fraen a Männer am Betrib a ka fir aarbechtsrechtlech Froen am Fall vum Diskriminatioun op Basis vum Geschlecht berodend zur Säit stoen.

D'Delegéiert oder den Delegéierte kann doriwier eraus dem Employeur Sensibilisierungsmesurë vorschloen an d'ITM mat Beschwerde befaassen.

No de reente Sozialwalen huet d'ITM bis elo (Stand 12. November 2020) insgesamt 3.097 nei Delegatioune recensiert.

Wichtig ass deemno, dass all betroffene Betrib en/eng Délégué-e à l'égalité opweise kann, fir d'Égalitéit op der Aarbecht an all senge Formen a Facetten ze sécheren.

ad 3. Wann et zu engem Mobbingfall kënn, muss den Employeur, laut Règlement grand-ducal vum 15. Dezember 2009, eng intern Evaluatioun opstellen, déi d'Effikassitéit vum de preventive Moossname wéi och déi méiglech Ëmsetzung vum neie preventive Moossname festhält.

Fir dës Evaluatioun opzustellen, gëtt d'Personaldelegatioun konsultéiert.

ad 4. Am Fall vum Mobbing ass et un der Victime, fir d'Handlung vum Mobbing an d'Beschëllegung vum Täter ze beweisen. D'Victime muss kënnen beweisen, a wéi engem Mooss déi angeblech Handlung seng Rechter oder seng Dignitéit verletzen, en intimidéieren, demütigend an degradéieren Ëmfeld schafen oder senger Gesondheet schuet.

D'Victime vu sexueller Belästegung profitéiert vum enger reduzéierter Beweislaascht. D'Victime brauch an deem Fall just d'Fakte vum enger sexueller Belästegung virzebréngen. Beschëllegungen oder Behauptungen eleng ginn awer nach ëmmer net duer. D'Victime muss nach ëmmer, entweder duerch Temoignage oder d'Produktioun vum Dokumenter, beweisen, dass dës Beschëllegungen oder Behauptungen der Wourecht entsprechen.

Da geet d'Beweislaascht un den Employeur weider, dee bewiese muss, dass et keng sexueller Belästegung gouf oder dass hien all déi néideg Moossname geholl huet, fir der sexueller Belästegung en Enn ze maachen.

Am Moment ass keng reduzéiert Beweislaascht am Fall vum Mobbing virgesinn.

ad 5. Laut Artikel 5 vum der Proposition de loi n° 4979 huet d'Personaldelegatioun folgend Rechter an Flichten:

- 1) si kann dem Employeur all preventiv Handlung proposéieren, déi si am Kader vum Mobbing fir néideg hält;
- 2) si ass autoriséiert, der Victime ze hëlfelefen a se ze beroden;
- 3) d'Victime huet d'Recht, vum engem Personalvertrieber bei den Entrevü mam Employeur begleet ze ginn a gehollef ze kréien.

Laut Règlement grand-ducal vum 15. Dezember 2009 huet d'Personaldelegatioun haut folgend Rechter an Flichten:

- 1) bei der Opstellung vum Règlement interne, wu den Employeur muss dra vermieren, dass hie kee Mobbing a sengem Betrib toleréiert, muss d'Personaldelegatioun konsultéiert ginn;
- 2) den Employeur muss, an Zesummenaarbecht mat der Personaldelegatioun, seng Mataarbechter

a puncto Mobbing informéieren a sensibiliséieren;
3) den Employeur muss, an Zesummenaarbecht mat der Personaldelegatioun, preventiv Moossnamen a puncto Mobbing bestëmmen;

4) wann et zu engem Mobbingfall kënn, muss den Employeur, an Zesummenaarbecht mat der Personaldelegatioun, eng intern Evaluatioun opstellen, déi d'Effikassitéit vum de preventive Moossname wéi och déi méiglech Ëmsetzung vum neie preventive Moossname festhält;

5) den Employeur stellt, an Zesummenaarbecht mat der Personaldelegatioun, eng Prozedur betreffend d'Gestioun vum Mobbingfall op;

6) d'Victime huet d'Recht, vum engem Personalvertrieber bei den Entrevü mam Employeur begleet ze ginn a gehollef ze kréien;

7) d'Aktiounen an d'Sanktiounen am Fall vum Mobbing gi vum Employeur, an Zesummenaarbecht mat der Personaldelegatioun, opgestallt.

Den Aarbechtsministère ass aktuell amgaang, un engem Avant-projet de loi ze schaffen, fir géint de Mobbing op der Aarbechtsplaz virzegoen.

Question 3067 (30.10.2020) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant l'abattoir mobile :

Un abattoir mobile est un camion entièrement aménagé, qui peut se déplacer sur les exploitations agricoles pour y abattre des bovins à la ferme, en présence de leur éleveur. L'abattage est effectué par des abatteurs professionnels, avec des contrôles vétérinaires ante et post mortem. L'avantage d'un abattoir mobile consiste en l'absence de transport et de contact avec d'autres bêtes. Ce procédé diminue le stress des animaux ce qui a également une répercussion positive sur la qualité de la viande.

En Suède les abattoirs mobiles sont utilisés depuis 2015 et 5.500 animaux sont ainsi abattus annuellement à la ferme au lieu d'être transportés vers un abattoir. À côté de l'Allemagne et des Pays-Bas où des abattoirs mobiles existent déjà, les projets d'abattage mobile à la ferme connaissent également un coup d'accélérateur en France.

En 2019, le Parlement wallon a adopté à l'unanimité une proposition de résolution pour l'abattage mobile qui demande, entre autres, au Gouvernement wallon d'initier le développement d'une unité mobile d'abattage de référence.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- 1) Un tel modèle d'abattage mobile est-il actuellement autorisé au Luxembourg ou est-ce que l'abattage doit impérativement être effectué dans une structure agréée ?
- 2) Est-ce qu'un abattoir mobile peut remplir les conditions de protection animale à respecter lors de l'abattage d'un animal en vigueur au Luxembourg ?
- 3) Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant les unités d'abattage mobile ?
- 4) Vu le nombre limité d'exploitations luxembourgeoises pouvant être intéressées à utiliser un abattoir mobile, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de se rallier au projet wallon afin que cet abattoir mobile puisse être utilisé de manière transfrontalière dans la Grande Région ?

Réponse (24.11.2020) de **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :**

ad 1) Le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale, définit les conditions de mise sur le marché de viandes d'ongulés domestiques et une des conditions est que, sauf quelques rares exceptions, les animaux doivent être abattus dans des établissements agréés.

Le même règlement définit les conditions applicables aux établissements afin de pouvoir être agréés. Dans ces conditions il n'est précisé nulle part qu'un établissement doit être une structure fixe. Ces conditions sont compatibles avec une structure mobile et rien n'empêche les autorités compétentes d'agréer un abattoir mobile.

Un tel modèle d'abattage n'est actuellement pas encore autorisé au Luxembourg car il n'y a pas encore eu de demande.

ad 2) Oui. Un abattoir ne peut pas être agréé sans remplir toutes les conditions nécessaires y compris celles du bien-être et de la protection animale.

ad 3) Au cas où il y aurait un besoin et une demande du secteur, la position du Ministre de l'Agriculture serait favorable à ces projets.

ad 4) Lors de la mise en place de la législation en 2004 cette opportunité n'était pas d'actualité et la législation communautaire insiste pour que chaque

pays membre définisse une autorité compétente pour l'agrément et le contrôle des abattoirs opérant sur son territoire. Ceci étant dit rien ne nous empêche de formaliser un accord avec l'exploitant et les autorités d'un pays voisin précisant que c'est l'autorité nationale qui assume la responsabilité et le contrôle de l'établissement lorsqu'il opère sur son terrain. Il faudrait que cet abattoir mobile ait plusieurs numéros d'agréments, un pour chaque pays dans lequel il opère.

Question 3068 (30.10.2020) de **M. Serge Wilmes (CSV)** concernant les **adjudications publiques des droits de chasse :**

Le 9 octobre 2020, les adjudications publiques des droits de chasse pour les 621 nouveaux lots de chasse ont été entamées. Parmi ces dernières, il paraît qu'une quinzaine aient été enchérées à des fins commerciales, en vendant les droits de chasse annuels voire journaliers. Le Luxembourg serait ainsi positionné comme pays de chasse touristique et commerciale.

Il me semble que ceci est en contradiction avec le règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 établissant un cahier de charge-type pour la location du droit de chasse, qui prévoit dans son article 9 :

« Art. 9.

La sous-location totale ou partielle d'un lot de chasse est interdite.

La délivrance d'une autorisation de chasser sur un lot de chasse contre rétribution à une personne autre que les cessionnaires tels que mentionnés à l'article 38 de la loi relative à la chasse est interdite. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement :

1) La commercialisation des lots de chasse est-elle prévue et réglementée ? Si tel n'est pas le cas, est-ce que des démarches réglementaires sont envisagées par le Gouvernement ?

2) Comme le syndicat de chasse n'a pas d'autres choix que de considérer uniquement les trois derniers offrants lors des adjudications publiques, ne conviendrait-il pas de revoir cette disposition afin que le syndicat soit en mesure de ne pas prendre en considération exclusivement les trois dernières mises mais, comme en France, également la connaissance cynégétique du ou des chasseurs et de leur engagement à répondre aux objectifs de la loi sur la chasse ?

Réponse (03.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :**

Remarque préliminaire : Conformément à l'article 26 bis de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse, le mandat des nouveaux collèges des syndicats a commencé le 1^{er} septembre 2020. Les premières adjudications publiques ont été tenues le 18 septembre 2020.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) ne voit pas comment l'honorable Député peut affirmer que des droits de chasse annuels voire journaliers auraient pu être vendus alors que le bail en question ne commence que le 1^{er} avril 2021. Partant, aucune preuve n'a été rapportée à ce jour au MECDD ou à l'Administration de la nature et des forêts (ANF) qui corrobore ces affirmations. Si l'honorable Député est en possession de telles preuves, je lui saurais gré de les faire parvenir dans les meilleurs délais à l'ANF.

ad 1) L'article 9 du règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 établissant un cahier de charge-type pour la location du droit de chasse dispose que : « la sous-location totale ou partielle d'un lot de chasse est interdite. La délivrance d'une autorisation de chasser sur un lot de chasse contre rétribution à une personne autre que les cessionnaires tels que mentionnés à l'article 38 de la loi relative à la chasse est interdite ».

Cette disposition est d'ailleurs reprise dans le contrat-type de bail de chasse, préparé par l'ANF et mis à disposition des collèges des syndicats. En cas de non-respect de cette disposition, les locataires des lots de chasse risquent des poursuites judiciaires ainsi qu'une résiliation du contrat de bail.

ad 2) L'article 31 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse dispose que « le locataire est choisi par le collège des syndicats parmi les trois derniers offrants ». Cette disposition donne une certaine flexibilité aux collèges des syndicats de choisir parmi 3 offrants, flexibilité qui n'existe pas à d'autres adjudications publiques.

Lors d'une éventuelle révision de ladite loi à l'avenir, la procédure de location du droit de chasse pourrait néanmoins être soumise à une analyse qui tient compte des expériences actuelles.

Question 3078 (03.11.2020) de **MM. Laurent Mosar et Marc Spautz (CSV)** concernant les **attaques turques contre le président français et éventuelles sanctions économiques envers la Turquie envisagées par l'Union européenne :**

Les derniers jours, le président français Emmanuel Macron s'est vu attaqué par le président turc Recep Tayyip Erdoğan. En effet, après le discours d'Emmanuel Macron défendant la liberté de caricaturer lors de l'hommage rendu à l'enseignant français décapité pour avoir montré de tels dessins en classe, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a accusé le président français d'« islamophobie », a appelé au boycott des produits français et s'est interrogé lors d'un discours télévisé sur sa « santé mentale ». Des actions et déclarations jugées par le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian comme propagande haineuse contre la France ayant comme but d'attiser la haine contre le pays.

De plus, suite à la publication d'une caricature du président Recep Tayyip Erdoğan par l'hebdomadaire français « Charlie Hebdo », Ankara aurait promis une « action diplomatique » susceptible d'envenimer davantage les rapports, sans toutefois avoir fourni de précision.

Face à ces attaques turques, la France a annoncé le 28 octobre 2020, être favorable à des sanctions européennes contre la Turquie.

En plus de ces altercations avec la France, les relations entre la Turquie et l'Union européenne s'étaient déjà dégradées en raison de désaccords en Syrie, en Libye, ainsi qu'au sujet des frontières maritimes liées aux champs gaziers en Méditerranée orientale, ayant entraîné des menaces de sanctions économiques de la part de l'Union européenne.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- 1) Quelle est la position du Luxembourg envers les attaques turques contre le président Emmanuel Macron ? Le Gouvernement considère-t-il les actions et déclarations turques comme propagande haineuse contre la France, et juge-t-il ces dernières inacceptables ?
- 2) Quelle est la position du Luxembourg face aux sanctions éventuelles à l'encontre de la Turquie ?
- 3) Le Conseil européen a-t-il délibéré durant le sommet de l'UE les 29 et 30 octobre 2020 au sujet des attaques turques contre le président français, et notamment des sanctions potentielles contre la Turquie ?
- 4) Si cela s'avère être le cas, le Gouvernement peut-il m'informer des conclusions du Sommet sur ce sujet ?
- 5) Au cas où aucune décision favorable aurait été prise à l'encontre des attaques turques, le Gouvernement peut-il nous communiquer la raison ?
- 6) Aux vues des attaques diplomatiques du président turc, le Luxembourg pense-t-il opportun d'interrompre les négociations concernant les aides financières accordées à la Turquie ?

Réponse commune (25.11.2020) de **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État,** et de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :**

ad 1) La position du Luxembourg a été exprimée le 26 octobre dernier à la fois par le Premier Ministre et par le Ministre des Affaires étrangères et européennes. Le Luxembourg est aux côtés de la France et de tous ceux qui défendent les libertés fondamentales. La démocratie, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont des valeurs européennes que nous défendons toujours face à la haine, à l'extrémisme et au radicalisme. Il a également été rappelé que les discours de haine ne sont pas acceptables. De même, le Gouvernement est solidaire avec la France dans la lutte contre le terrorisme et toute forme d'extrémisme violent.

ad 2) Le Conseil européen du 1^{er} au 2 octobre dernier a conclu qu'en cas de nouvelles actions unilatérales ou provocations en violation du droit international, l'UE utilisera tous les instruments à sa disposition pour défendre ses intérêts et ceux de ses États membres. Le Gouvernement souscrit entièrement à cette approche et espère que d'ici le Conseil européen de décembre, il soit possible de surmonter les tensions actuelles avec la Turquie.

ad 3) Oui.

ad 4) Les dirigeants de l'UE ont rappelé le débat stratégique qui a eu lieu au début du mois d'octobre 2020 au sujet de la Méditerranée orientale et des relations avec la Turquie. Ils ont constaté que la Turquie n'a pas encore choisi la voie en vue d'un agenda positif. Le Conseil a condamné les récentes actions unilatérales menées en Méditerranée orientale, de même que les provocations et déclarations

turques. Le Conseil européen reviendra à ce sujet lors de sa session de décembre.

ad 5) Voir sous 2) et 4).

ad 6) En ce qui concerne l'aide à la préadhésion (IPA) que l'Union européenne accorde à la Turquie, celle-ci est juridiquement liée au statut de candidat et ces aides peuvent uniquement être suspendues en cas de suspension formelle des négociations d'adhésion. Une partie de l'aide à la pré-adhésion soutient notamment les domaines de l'éducation, la société civile ainsi que l'État droit. Ces aides soutiennent ainsi ceux en Turquie qui souhaitent un rapprochement de leur pays aux valeurs et standards de l'Union européenne. Même si la situation actuelle ne peut pas être ignorée, il ne nous semble pas opportun d'interrompre les négociations en vue d'arriver à un accord sur l'instrument d'aide de préadhésion pour la période 2021-2027.

Question 3081 (03.11.2020) de **M. André Bauler (DP)** concernant les **radars mobiles** :

Pendant les mois d'été un radar mobile avait été installé sur la N27 entre Michelau et Erpeldange-sur-Sûre durant plusieurs semaines. Récemment, un tel radar avait également été placé le long de la N15 entre Ettelbruck et Feulen ainsi qu'entre Biderscheid et le lieu-dit Schumann près de Wiltz.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Combien de véhicules ont été flashés par ces radars mobiles ?

2) Est-ce que d'autres radars mobiles avaient été positionnés le long de routes situées dans la circonscription Nord du pays depuis janvier 2020 ? Dans l'affirmative, quel est le nombre de flashes obtenus en ces endroits et pourquoi les sites en question avaient-ils été choisis (accidents fréquents, risque de vitesse élevée en raison du tracé de la voie...) ?

3) Monsieur le Ministre pourrait-il indiquer si d'autres routes seront contrôlées davantage durant les temps à venir dans le nord du Grand-Duché ?

4) Comme des automobilistes roulent régulièrement à vitesse exagérée sur la route qui relie Bettendorf à Eppeldorf (CR357) et celle qui relie Gilsdorf à Ermsdorf (CR356), est-il également prévu d'installer un radar mobile sur ces voies routières ?

Réponse (25.11.2020) de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure** :

ad 1) Durant les périodes déterminées, le déploiement des radars mobiles a permis de constater un total de 10.118 infractions liées au dépassement de la limitation de vitesse.

ad 2) Des radars mobiles ont été déployés à maintes reprises au nord du pays, d'une part sur demande des riverains et autorités communales respectives, d'autre part dans le cadre de la campagne nationale de sécurité routière « moto », et notamment le long des routes fortement fréquentées par les passionnés de motos. Dans l'ensemble, un total de 20.163 infractions liées aux excès de vitesse a pu être constaté.

ad 3) Actuellement, le déploiement des radars « chantier » dans le nord du Grand-Duché n'est pas prévu.

Partant du fait que les contrôles de la PGD sont organisés en fonction de l'analyse des endroits accidentogènes, de l'accidentologie routière récente, des doléances provenant de la population et des demandes émanant des autorités compétentes, un autre déploiement des radars « chantier » ne saurait être exclu.

ad 4) Aucune réclamation spécifique et aucun incident en relation avec les tronçons mentionnés n'ont été enregistrés par la PGD. Cependant, une analyse chiffrée de la problématique soulevée sera établie à l'aide du moyen de mesurage électronique « VIACOUNT ».

Réponse complémentaire (12.04.2021) de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure** :

J'ai l'honneur de vous informer que suite à votre question parlementaire n° 3081 du 3 novembre 2020, la Police grand-ducale (PGD) a procédé à une analyse des tronçons en question. Sur un des deux tronçons, un nombre élevé d'excès de vitesse a été constaté. Par conséquent, le groupe de travail du CSA sera informé des résultats de l'analyse et la PGD prendra des mesures de prévention sur le tronçon concerné.

Question 3086 (03.11.2020) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant la **pratique d'activités sportives en groupe dans le cadre de la pandémie de la Covid-19** :

Mam neie Covidgesetz goufen den 29. Oktober 2020 och erëm nei Restriktionen verhaangen. Vill

Evenementer goufen ofgesot an de Sport ass do keng Ausnam. Sportaktivitéiten, wou méi wéi 4 Leit zesummen trainéieren, goufe verbueden. Just de Schoulsport ass erlaabt a Sport um héijen Niveau. Esou schreift d'Gesetz vir:

« La pratique d'activités sportives en groupe de plus de quatre acteurs sportifs est interdite, à l'exception des championnats dans la division la plus élevée de la catégorie de sport respective au niveau senior, et des équipes nationales senior de la fédération sportive respective. Les activités sportives scolaires sont maintenues. »

An deem Kontext wéilt ech dem Här Sportminister gär follgend Froe stellen:

1. Am Gesetzestext gëtt preziséiert, wat fir Kaderen an dëser Situatioun nach Matcher spillen duerfen, allerdéngs ginn den Dammeufussball an de Futsal hei net kloer genannt. Ass de Gesetzestext dann esou ze liesen, datt den Dammeufussball an de Futsal net stattfannen duerfen?

2. Wa jo, ass den Här Minister a Kennnes iwwert d'Grënn fir dës ënnerschiddlech Handhabung a Reegelung? Wéi ass dës ze rechtfäerdeg?

Réponse (20.11.2020) de **M. Dan Kersch, Ministre des Sports** :

Den Impakt vum Gesetz vum 29. Oktober 2020 betreffend weider Mesuren am Kampf géint d'Pandemie vum Covid-19 op d'Sportsaktivitéiten, déi, entgéint den Aussoe vum honorabelen Deputéierten, net verbuede gi sinn, do wou méi Leit ewéi 4 zesummen trainéieren, mee a Gruppe vu 4 ageschränkt gi sinn, goufen an enger Pressekonferenz am Livestream vum Sportminister den 29. Oktober am Detail erkläert.

An dësere Pressekonferenz gouf ausdrécklech preziséiert, datt et fir d'Seniorschampionnater, spréich Trainingen a Matcher, an deenen héchste Ligen, fir Männer a Fraen eng Ausnamereegel gëtt.

Datt dës Ausnamereegel och fir de Futsal, esouwuel fir d'Dammen- wéi d'Männerekippe géllt, gouf dem Generalsekretär vun der FLF, op Nofro hin, den 30. Oktober 2020 per Mail confirméiert.

De Sportsministère huet den 30. Oktober déi uegpassste Recommandatioune vun der Direction de la santé u sämtlech agreéiert Federatioune weidergeschéckt mat der Opfuerderung, dës dann un hir affiliéiert Veräiner weiderzeleeden. An dësere Recommandatioune steet op der Säit 4 ganz genee Follgendes dran:

« Les entraînements et compétitions (championnats) de la division la plus élevée de la discipline sportive respective au niveau senior (hommes/femmes) et des équipes nationales senior (hommes/femmes) de la fédération sportive respective peuvent se dérouler normalement, sans tenir compte du seuil de 4. »

D'FLF huet dës an och weider Informatiounen, notamment genau dëse Saz, mat de Recommandatioune vun der Direction de la santé, respektiv Entscheedunge vum Verwaltungsrat, de 4. November 2020 u seng affiliéiert Veräiner weidergeleet.

Vun enger ënnerschiddlecher Handhabung a Reegelung kann also net rieds sinn.

Question 3090 (04.11.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)** concernant le **Centre de rétention** :

D'après un article paru hier dans le journal « Le Quotidien », une mère aurait été placée ensemble avec son fils de trois ans au Centre de rétention en vue d'un éventuel transfert vers l'Italie.

Toujours selon l'article précité, la mère et son fils auraient été arrêtés le 30 octobre 2020 et escortés par la police jusqu'au Centre de rétention en vue de leur transfert vers l'Italie, alors qu'ils se rendaient à une convocation à la Direction de l'immigration.

D'après l'avocate des requérants, la Direction de l'immigration n'aurait pas pris en compte la Convention des droits de l'enfant qui protège l'intérêt de l'enfant de toute décision administrative aux termes de l'article 3 : « Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. »

Selon l'avocate : « Placer un enfant de trois ans au Centre de rétention, c'est inadmissible. Depuis janvier et son arrivée au Luxembourg, l'enfant était devenu plus apaisé, mais ce placement au Centre de rétention est une nouvelle rupture brutale qui va le bouleverser. C'est un nouveau traumatisme. Je ne peux pas imaginer dans quel état il se trouve. On aurait pu éviter tout ça... »

Elle souligne ensuite que le Luxembourg aurait par ailleurs dû « s'assurer que la mère et l'enfant aient un logement en Italie » sans oublier que « la crise

sanitaire liée au Covid-19 est toujours très forte en Italie ». La Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) critique depuis plusieurs années déjà le fait qu'on puisse placer un enfant en centre de rétention jusqu'à sept jours.

Il me revient désormais que la mère et son fils en question auraient pu sortir le 2 novembre 2020 du Centre de rétention et n'auraient pas été transférés vers l'Italie mais placés dans un foyer d'accueil au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre considère-t-il normal qu'une mère soit placée au Centre de rétention avec son enfant ?

2) En réponse à la question parlementaire n° 2229, Monsieur le Ministre arguait que le Centre de rétention n'accueillait plus que des hommes. Au vu de cette affirmation, le choix de placer une mère avec son enfant au Centre de rétention n'est-il pas en porte-à-faux avec ses affirmations ? D'autres femmes, voire familles avec enfants ont-elles été placées au Centre de rétention depuis début mars 2020 et dans l'affirmative, pour quelle durée ?

3) Puisque la famille en question s'est vue libérée du Centre de rétention et n'a pas été transférée en Italie, le Gouvernement peut-il me dire ce que cela signifie pour la famille en termes de demande de protection internationale ?

4) Considérant que le nouveau pacte de migration abolit le texte Dublin III, en abrogeant la responsabilité intégrale du pays de l'arrivée du réfugié d'assurer l'examen et l'enregistrement de la demande de protection internationale, le Luxembourg est-il chargé du traitement de la demande de la famille en question ?

5) Dans une réponse à la question parlementaire n° 0908, Monsieur le Ministre indique que « la Direction de l'immigration (...) et l'administration du Centre de rétention explorent les possibilités pour mettre en œuvre les objectifs fixés par le programme gouvernemental en matière de rétention et en matière d'alternatives à la rétention ». Il serait par ailleurs prévu de « remplacer la structure d'hébergement d'urgence Kirchberg, de nature temporaire, par une nouvelle structure semi-ouverte permanente, pour servir d'alternative au Centre de rétention, qui devrait tenir compte des besoins des différents groupes de personnes ».

La recherche d'un terrain a-t-elle entre-temps été fructueuse ? Endéans quel délai la nouvelle structure d'accueil pourra-t-elle être aménagée ?

Réponse (04.11.2020) de **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile** :

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois met prioritairement l'accent sur les transferts et retours volontaires pour éviter des placements en rétention. Le Centre de rétention reste la mesure de dernier recours lorsque des personnes refusent un tel départ tout en cherchant à se soustraire à un transfert ou à un retour.

Dans le cas d'espèce, ayant pris en considération l'intérêt supérieur de l'enfant, j'ai décidé de ne pas transférer les personnes en question.

ad 2) En application de son plan de continuité prévoyant entre autres la réaffectation d'une unité de séjour aux fins d'en faire une unité de transit dans laquelle sont hébergés les nouveaux arrivants avant d'être transférés dans les unités de séjour usuelles à l'issue d'une quarantaine de sept jours aux fins d'éviter tout risque potentiel de contamination, et compte tenu du fait qu'une unité était en cours de rénovation, le Centre n'a pu temporairement accueillir que des hommes seuls. Étant donné que ces travaux de rénovation sont désormais achevés, il est à nouveau possible de placer des femmes et des familles au Centre de rétention.

En dehors de la femme accompagnée de son enfant mineur dont question, le Centre n'a accueilli qu'une seule famille (un couple avec trois enfants) depuis mars 2020, en l'occurrence du 2 mars au 3 mars 2020.

ad 3) Le Grand-Duché se chargera de l'examen quant au fond de la demande.

ad 4) Il est rappelé que le nouveau pacte de migration n'est à ce stade qu'une proposition législative de la Commission européenne qui doit faire l'objet de discussions et négociations dans les mois à venir pour trouver un accord interétatique et interinstitutionnel.

ad 5) Les discussions à ce niveau sont toujours en cours. À ce stade, il n'est pas encore possible de fournir des échéances.

Question 3104 (06.11.2020) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant le **calcul du nombre de décès liés à la Covid-19** :

D'Zuel vun de Coviddoudege spillt eng grous Roll bei der Aschätzung vun der Gravitéit vun der Covid-

kris. Aus deem Grond ass d'Fro vun de Coviddoudegen, a wéi dës gezielt ginn, och ganz aktuell a vill diskutéiert.

An der Press konnt ee rezent liesen, datt jidder Persoun zu Lëtzebuerg, déi Covid-19-positiv ass a stierft, als Coviddoudege gezielt gëtt. „Ob de Virus elo Doudesursaach ass oder net, spillt keng Roll. Eng international Konventioun gesäit dat esou vir.“ Esou gouf et den 29. Oktober 2020 preziséiert um Site vun RTL, dee sech fir seng Erklärungen un den Dr. Jean-Claude Schmit, Direkter vun der Santé, gewant huet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wat fir eng Konventioun dat ass, op déi sech hei beruff gëtt? Gouf dës Konventioun vum Lëtzeburger Parlament ratifizéiert? Wa jo, wéini ass dëst geschitt?

2. Handelt et sech dobäi wierklech ëm eng Konventioun, déi d'europäesch Länner zu dësere Virgoensweis obligéiert? Oder gëtt sech hei op eng Richtlinn referéiert, déi eventuell op europäischem Niveau festgehalen a recommandéiert gouf an domat, aus rechtlecher Siicht, net verhënnert, datt Lëtzebuerg d'Ziele vu Coviddoudegen no enger anerer Grondlag handhaabt?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

Den honorabelen Deputéierten huet effektiv richtig verstanen, dass et sech heibäi net ëm eng Konventioun am juristesche Sënn handelt, mee ëm een Accord op techneschem Niveau. Legal gesi verhënnert also nâischst Lëtzebuerg, fir seng Covid-19-Doudeger op seng eege Manéier ze zielen. Dëst géif awer dozou féieren, dass een d'Zielen net méi europäesch an international vergläiche kéint.

Question 3106 (06.11.2020) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant les **formations offertes par les centres de compétences** :

Duerch een Accord tëscht der Fédération des artisans, dem OGBL an dem LCGB gouf 2015 an engem Règlement grand-ducal festgehalen, dass 0,5 % vun der Masse salariale annuelle un d'Centres de compétences bezuelt gëtt, fir esou Formatioune fir d'Handwerksbetriber ze finanzéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mëtzelstand dës Froe stellen:

1. Verschidde Formatioune gi vun de Centres de compétences proposéiert, am Endeffekt dann awer net organiséiert, well eng gewëssen Unzuel u Participanten net erreecht ka ginn.

- Wat ass d'Mindestzuel u Leit, déi sech musse melden, fir dass eng Formatioun organiséiert gëtt?

- Wéi steet de Minister zu der Iddi, dass verschidde Formatioune, och wann se déi néideg Unzuel u Participanten net errechen, no enger gewëssen Zäitpan awer organiséiert ginn, falls sech eenzel Leit ëmmer erëm fir dës Formatioune ageschriwwen hunn?

2. Zum „Neistart Lëtzebuerg“ gehéiert och een ökologesche Volet. Esou solle Privatleit vu méi héije Subventiounen kënnen profitéieren, wa si d'Energieklass vun hirem Haus oder hirer Wunneng wellen opbesseren, zum Beispill duerch eng verbessert Isolatioun.

- Ginn an dësem Kader scho Formatioune fir Handwerksbetriber organiséiert?

- Falls jo, wéi eng? Falls nee, firwat net?

Réponse (16.11.2020) de **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes** :

ad 1. Fir technesch oder net technesch Formatioune kënnen se organiséieren, läit d'Mindestzuel u Participanten bei 4, dëst aus Käschtegrënn. Virun der Covid-19-Pandemie hunn d'Centres de compétences technesch Formatioune mat bis zu 8 Participanten, an net technesch Formatioune mat bis zu 12 Participanten ofgehalen.

Säit der Covid-19-Pandemie ass déi maximal Unzuel u Participanten bei Formatioune op 6 Persounen erfogsat ginn. Zousätzlech gëtt op méi grous Ateliers zréckgegraff, fir de Social Distancing ze garantéieren. Während de Formatioune ass d'Droer vun engem Mask selbstverständlech obligatoresch.

Am Fall, wou d'Centres de compétences keng eege Formatiounen kënnen fir en Theema ubidden, versiche si d'Participanten, esouwäit ewéi dat méiglech ass, an externe Formatioune anzuschreiwen an dann och d'Fraisen ze iwwerhuelen. D'Centres de compétences stinn den Entreprisë fir en Austausch zu néidege Formatioune zur Verfügung a siche gemeinsam no Léisungusätz am Interêt vun de Betriber. D'Generaldirektioun fir Mëtzelstand ënnerstëtzt dës Approche.

ad 2. Am Beräich Energieeffizienz bidden d'Centres de compétences elo scho mat hire Partner eng ganz Panoplie u spezifesche Formatioune un.

Am Kader vun der Initiativ „Clever wunnen“ wäerten d'Centres de compétences zesumme mat hire Partnern Formatiounen an deem Beräich verstärkt ubidden.

Am Kader vum Programm „Neistart Lëtzebuerg“ sinn d'Centres de compétences amgaangen, mat enger Rei vun Handwiersbetreiber entsprecheend Projete virzebereeden, déi en temps utile bei der Generaldirektioun fir Mëtzelstand wäerten ageuecht ginn. Doraus wäerte sech och nei Formatiounen entwéckelen, déi sech dann och erëm un all Handwiersbetreiber wenden.

Question 3141 (13.11.2020) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant les **jeux d'adresse** :

A menger parlamentarescher Fro N°2927 hat ech d'Justizministersch em Informatiounen zum legale Stand vum Glécksspill zu Lëtzebuerg gefrot. An hirer Äntwert schreift d'Ministersch, datt eng Ouverture vum Glécksspill aktuell net ugeduecht ass, mee datt de Moment gekuckt gëtt, ob a wéi d'Legislatioun muss adaptéiert ginn.

Eng Fro, déi sech bei dëser Reevaluatioun stellt, ass déi vum legale Stand vum Geschécklechkeetsspiller am Beräich vum Glécksspill. E Geschécklechkeetsspill ass hei ee Spill, bei deem den Zoufall den Ausgang vum enger Partie matbestëmmt, woubäi de Spiller allerdéngs duerch verschidde Geschécklechkeeten, wéi zum Beispill Schnellegkeet, Präzisioun, Fingerspëtzegefill oder logescht Denken d'Resultat vum enger Spill ausschlaggebend beiträage kann. D'Spill baséiert also net wéi beim klassesche Glécksspill um rengen Zoufall, mee un enger Mëschung tëscht Fäegkeeten a Chance.

Esou Geschécklechkeetsspiller gehéiere gewëssemoossen zu der Lëtzebuerger Traditioun. Schonn am Artikel 7 vum abrogéierte Gesetz vum 15. Juni 1903 iwwert de Betrib vum Glécksspill si Geschécklechkeetsspiller vum der Lëscht vum de verbuedene Spiller ausgeschloss ginn an och d'Virbereedungsarbechte vum Gesetz vum 20. Abrëll 1977 weisen, dass d'Geschécklechkeetsspiller deemools op d'mannst dee gläiche Stellenwärt haten, wéi zum Beispill de Billard, Darts oder de Kicker.

Eng „Lecture a contrario“ vum Dispositif vum Artikel 3 vum Gesetz vum 1977 kéint d'Legalitéit vum Geschécklechkeetsspiller, déi op der Geschécklechkeet an dem Zoufall berouen, och haut nach emol ennersträchen. Den aktuellen Text beseet:

« Est interdite sur la voie et dans les lieux publics et notamment dans les débits de boissons l'installation de tous appareils distributeurs d'argent, de jetons de consommation et, d'une manière générale, de tout appareil dont le fonctionnement repose sur l'adresse ou le hasard et qui sont destinés à procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu. [...] »

Eng „Lecture a contrario“ vum Artikel 3 kéint sinn:

« Est autorisée sur la voie et dans les lieux publics et notamment dans les débits de boissons l'installation de tout appareil distributeur d'argent, de jetons de consommation et, d'une manière générale, de tout appareil dont le fonctionnement repose sur l'adresse et le hasard, et qui sont destinés à procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu. »

Doriwwer eraus gouf am „Arrêt de principe Min. Public/Jastrow“ vum der Cour supérieure (correctionnel Appel) vum 28. Mee 1966 d'Legalitéit vum de Geschécklechkeetsspiller festgehale, a säit 1966 ass dës Jurisprudenz ni widdersprach ginn, voire si ass ni reviséiert ginn. D'Rechtsspriechung vun deemools hat festgehale, dass Geschécklechkeetsspiller erlaabt kënnen ginn, wann am Spill d'Proportiou vum Zoufall den Ausgang vum enger Partie manner beiträage wéi d'Proportiou vum der Geschécklechkeet vum Spiller. Aneschtens formuléiert: Wann ee Spill méi duerch d'Fäegkeete vum Spiller wéi vum Zoufall kann entscheet ginn, wär et legal. Esou jiddefalls ass d'Rechtsspriechung vum 1966. No der Aféierung vum Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'Glécksspill gouf et ee weideren Arrêt 1984 (JUDOC n° 98405233), deem dat nämmecht Argument vum der Proportionalitéit erëm opgegraff hat.

D'Situatioun gesäit deemno esou aus, wéi wann d'Gesetz vum 1977 nëmme Spiller verbitt, déi ausschliisslech um Zoufall oder der Geschécklechkeet vum Spiller berouen, an net op béidem. Geschécklechkeetsspiller, déi de Krittere vun „Arrêt Min. Public/Jastrow“ entsprechen, gëfen deemno net enert dat geltend Gesetz falen.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministersch fir Justiz dës Fro stellen:

- Bestätegt d'Justizministersch d'Legalitéit vum Geschécklechkeetsspiller, déi souwuel vum der Geschécklechkeet vum enger Spiller wéi och vum Zoufall bestëmmt ginn, zu Lëtzebuerg?

• Falls d'Justizministersch d'Legalitéit bestätegt, ka si och confirméieren, datt dës Spiller onni Autorisa-

tioun kënnen exploitéiert ginn, enert der Konditioun, dass de Bedreiwier bewiese kann, dass d'Geschécklechkeet den Zoufall proportionell iwwerweert?

• Falls d'Justizministersch d'Legalitéit ofstreit, wéi eng Inzidenz huet den Arrêt „Jastrow“ op d'Glécksspillgesetz vum 1977 a wéi mussen déi zwou Normen matenee gelies ginn?

Réponse (25.11.2020) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** :

Ech ka confirméieren, dass den Artikel 1 vum ofgeännerte Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'Glécksspill esou interpretéiert gëtt, dass nëmme déi Spiller enert dat Gesetz falen, wou de Gewinn méi vum Zoufall ofhänkt wéi vum der Geschécklechkeet vum Spiller. Wann also de Bedreiwier vum esou enger Spill kann nowiesen, dass de Gewinn méi vum der Geschécklechkeet vum Spiller wéi vum Zoufall ofhänkt, dann ass keng Autorisatioun op Basis vum deem Gesetz erfuerdert.

Question 3155 (17.11.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)** concernant les **activités de Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration sur les réseaux sociaux** :

De Premierminister huet haut an der Pressekonferenz zu eventuellen neie Covidrestricktiounen op eng Fro vum enger Journalist ganz kloer geäntwert, datt de Mëtzelstandsminister keen Opuff gemaach hätt, fir an der Grenzregiou Publicitéit ze machen, datt d'Frontaliere während dem Lockdown an hirem Heemechtsland an de Grand-Duché solle shoppe kommen.

Gläichzäiteg muss ee feststellen, datt d'Madame Familjeminstre op engem sozialen Netzwerk e Reportage vum enger grousser franséischer TV-Chaine gedeelt huet, an deem drop higewise gëtt, datt zu Lëtzebuerg kee Lockdown ass an all Commercen hir Dieren op hunn.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass de Premierminister net der Meinung, datt de Message vum der Familjeminstresch d'Leit dozou aluet, op Lëtzebuerg consumméieren ze kommen?
2. Riskéiert esou e Message vum enger Regierungsmember an dëse kriddelegen Zäiten net eventuell dozou ze féieren, datt d'Infektionszuele weider an d'Luucht ginn?
3. Ass de Premierminister der Meinung, datt esou e Message an dësen Zäiten opportun ass?

Réponse (20.11.2020) de **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** :

ad 1. De Premierminister ass net der Meinung, dass en Tweet iwwert e Reportage Leit aluet, op Lëtzebuerg ze kommen.

ad 2. De Premierminister ass och net der Meinung, dass duerch en Tweet iwwert e Reportage d'Infektionszuelen an d'Luucht ginn.

ad 3. D'Kommunikatioun vum der Regierung ass uniform a kloer. De Respekt vum de Mesuren ass essenziell an der Lutte géint d'Kris. Dozou gehéiert notament de Respekt vum de Gestes barrières an de Port du masque. Et gëtt keng Relatioun tëscht dem Message vum der Familjeminstresch an de sanitäre Mesuren.

Question 3181 (20.11.2020) de **Mme Diane Adehm (CSV)** concernant **l'ouverture du directeur des lycées à des candidats du secteur privé** :

Le projet de loi n° 7662 prévoyant la possibilité de choisir les directeurs de lycées parmi des candidats issus du secteur privé a provoqué un tollé au sein de la communauté scolaire et au-delà, et a poussé le Ministre de l'Éducation nationale à garder en suspens ledit projet.

Déjà dans le cadre de la loi instituant un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale avait projeté d'ouvrir le poste du médiateur scolaire à des candidats du secteur privé.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre a-t-il été impliqué d'une manière ou d'une autre dans l'élaboration du projet de loi n° 7662 ?
- Monsieur le Ministre a-t-il soutenu la démarche de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale ?
- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si le Gouvernement envisage d'ouvrir encore plus largement la fonction publique, et plus particulièrement les fonctions dirigeantes, à des candidats du secteur privé ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir plus de détails à cet égard ?

Réponse (25.11.2020) de **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique** :

Tout d'abord, et par honnêteté intellectuelle, il y a lieu de préciser que le projet de loi n° 7662 ne concerne pas « l'ouverture du directeur des lycées à des candidats du secteur privé » ou prévoit « la possibilité de choisir les directeurs de lycées parmi des candidats issus du secteur privé », mais se limite aux quatre lycées spécialisés énumérés aux articles I et II dudit projet.

Ensuite, je suis particulièrement étonné que l'honorable Députée me demande si j'ai été impliqué ou si j'ai soutenu la démarche de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse au niveau de ce projet de loi.

En effet, l'honorable Députée n'est pas sans savoir que tous les avant-projets de loi sont soumis au Conseil de Gouvernement - dont je fais partie - et doivent être approuvés par celui-ci avant de devenir des projets de loi et de pouvoir être déposés à la Chambre des Députés.

Par ailleurs, je m'étonne que, en se basant sur le projet de loi précité, qui se limite donc à quatre lycées, l'honorable Députée demande « si le Gouvernement envisage d'ouvrir encore plus largement la fonction publique, et plus particulièrement les fonctions dirigeantes à des candidats du secteur privé », alors que l'accès à de nombreuses fonctions dirigeantes est déjà ouvert à des candidats du secteur privé, et ce depuis des décennies et sur initiative des gouvernements successifs de quelque couleur politique que ce soit, et je ne citerai qu'un exemple parmi d'autres.

L'honorable Députée a, en discutant ce sujet au sein de son groupe parlementaire, sûrement eu des échanges avec son collègue, l'honorable Député Claude Wiseler, un de mes prédécesseurs, qui en 2009, en sa qualité de Ministre des Travaux publics, a déposé un projet de loi portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées, prévoyant que « le directeur et les directeurs adjoints, qui doivent être détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois, ou d'un certificat d'études équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur, et d'un diplôme d'ingénieur en génie civil, sont nommés par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en conseil ».

Les conditions d'accès particulières à ces fonctions sont donc déterminées par les lois-cadre des administrations respectives. De manière schématique, et sans vouloir être exhaustif et énumérer toutes les dispositions légales y relatives, on peut alternativement retrouver les conditions de nomination suivantes :

- être fonctionnaire de l'État de la carrière supérieure (éventuellement avec une condition d'ancienneté de X années) ;
- être détenteur d'un diplôme de master ou équivalent dans un domaine spécifique (p. ex. ingénieur en génie civil, droit, etc.) ;
- être détenteur d'un diplôme de master ou équivalent (peu importe le domaine) ;
- être nommé par le Grand-Duc, sur proposition du Gouvernement en conseil (sans conditions particulières).

L'honorable Députée constatera que seul dans le premier des cas énumérés ci-dessus, le candidat à la fonction dirigeante doit déjà être fonctionnaire de l'État pour pouvoir être nommé.

Question 3195 (24.11.2020) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert et M. Léon Gloden (CSV)** concernant les **centres de vaccination** :

Den Direkter vun der Santé huet haut uegekënnegt, datt an enger eischer Phas am Zentrum, am Süden an am Norde jeeeweils een Impfzentrum wäert opgoe fir d'Populatioun géint de Covid-19 ze impfen.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Gesondheitsministersch stellen:

1. No wéi enge Critèren ass de Choix getraff ginn, fir just an dräi Bezierker vum Grand-Duché Zentren anzeeriichten?
2. Aus wéi engem Grund ass net virgesinn, och am Osten en Impfzentrum anzeeriichten?
3. Wéi wëllt d'Regierung garantéieren, datt all d'Awunner am Land e gudden Accès zu den Impfzentren hunn? Ass virgesinn, net mobil Leit eng Hëllef unzébiden?

Réponse (27.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

Den Direkter vun der Santé huet keng Ukënnegung vun Impfzentren gemaach. Hien huet leedeglech seng perséinlech Aschtzung geäuert, op Ufro vum Journalist. Hien sot iwwerens och, dass et mat dräi Impfzentren warscheinlech net wäert duergoen an dass déi Zuel progressiv eropgesat wäert misse ginn.

Esou wéi den Direkter sot, huet d'Regierung nach keng Decisioun getraff, weeder wat d'Unzuel vun

den Impfzentren, nach wat hire Standuert ubbleangt. Déi Iwwerleunge gi vum enger Aarbechtsgroop gefouert, deen zurzäit mat der Ausschaffung vun der Impfstrategie beschäftegt ass. Eng definitiv Decisioun betreffend d'Unzuel an d'Implantatioun vun den Impfzentre wäert am Kader vum der globaler Strategie matgedeelt ginn.

Question 3196 (24.11.2020) de **Mme Carole Hartmann et M. Gusty Graas (DP)** concernant le **reclassement du cannabidiol (CBD)** :

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le cannabidiol (CBD) est classé comme « Novel Food » au sein de l'Union européenne. Afin d'obtenir une autorisation de mise sur le marché européen, la sûreté des produits contenant du CBD doit être vérifiée avant leur commercialisation.

Aujourd'hui, le CBD est utilisé entre autres par des patients atteints de cancer ou de sclérose en plaques afin de soulager leurs douleurs ou agir contre les nausées.

En novembre 2020, la Commission européenne a annoncé que le CBD pourrait être reclassé comme stupéfiant. Un tel reclassement engendrait la prohibition des produits contenant du CBD naturel dans tous les pays membres de l'UE.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre dispose-t-elle d'explications supplémentaires concernant ce reclassement du CBD par la Commission européenne ?
- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois ?
- Madame la Ministre, quelles mesures envisage-t-elle de prendre au cas où le CBD serait classé comme stupéfiant et par conséquent interdit sur le marché européen ?

Réponse (23.12.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

- Les denrées alimentaires et les compléments alimentaires avec des extraits de chanvre (cannabinoides dont fait partie le cannabidiol CBD), sont classés comme nouveaux aliments « Novel Food » d'après le règlement européen (UE) 2015/2283.

En effet, pour ces extraits de chanvre, un historique de consommation comme denrée alimentaire avant le 15 mai 1997 dans l'Union européenne n'a pas pu être établi.

Dès lors, ces produits nécessitent une autorisation d'après le règlement (UE) 2015/2283 pour leur commercialisation comme denrée alimentaire. Ce processus passe par la soumission d'un dossier à la Commission européenne, chargée de l'étude de validité du dossier, suivie d'une évaluation de leur sécurité par l'Agence européenne d'évaluation de risques (EFSA). À la fin de la procédure, les États membres donnent leur accord concernant l'autorisation du produit concerné.

À ce jour, aucun produit à base de CBD n'a reçu d'autorisation « Novel Food ».

En juillet 2020, la Commission européenne a émis un avis préliminaire. Elle en a informé toutes les parties ayant soumis une demande d'autorisation « Novel Food » pour un produit contenant du CBD obtenu par une extraction des sommités fleuries et fruitières de la plante de chanvre (*Cannabis sativa* L.), que ces derniers peuvent être qualifiés d'extrait de cannabis relevant de la Convention unique des Nations Unies sur les stupéfiants de 1961, et ne peuvent donc pas être considérés comme denrée alimentaire d'après le règlement (EC) 178/2002.

Or, selon l'arrêt du 19 novembre 2020 dans l'affaire C-663/18 de la Cour de justice de l'Union européenne, le CBD, connu comme non psychoactif, ne constitue plus un stupéfiant au sens de la convention unique. Dès lors, la Commission européenne considère que le CBD extrait de toute partie de la plante de chanvre peut être considéré comme denrée alimentaire et faire ainsi l'objet d'une évaluation comme nouvel aliment « Novel Food ».

- La commercialisation de produits avec du CBD comme denrées alimentaires, voire comme compléments alimentaires, tombe sous la législation européenne et ne nécessite pas de procédure supplémentaire d'autorisation de la part des États membres.

- En rapport avec les denrées alimentaires, cette question, comme décrit dans la réponse à la première question, n'est plus d'actualité.

Question 3198 (25.11.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)** concernant les **tables à langer pliables adaptées aux personnes handicapées dans les toilettes publiques** :

Bis dato gëtt et keng Méiglechkeet, inkontinent Persounen mat enger Behënnerung op öffentlechen

Toiletten frësch ze maachen, ouni dass dëst um Buedem a virun den Aen vun all de Leit geschéie muss. An deem Sënn feelt et enger Bänk oder Dësch op eisen öffentliche Toiletten, wou dëst kéint virgeholl ginn.

Zwou Petitioune betreffend eng Demande zur Installatioun vun opklappbaren Dëscher op den öffentliche Toiletten fir handicapéiert an inkontinent Persounen si schonn deposéiert ginn, den 8. Februar 2018 (Nr. 964) an de 14. August 2020 (Nr. 1673). Dës Petitioune hunn awer net déi néideg Ennerstëtzung kritt, fir an enger Séance publique kënnen debattéiert ze ginn, woubäi ze vermierken ass, datt d'Petitioun Nr. 1673 den Debat nëmme ganz knapp verpasst huet.

Op d'Petitioun Nr. 964 huet d'Madamm Familljeminitesch follgend Äntwert ginn:

« S'il est vrai que l'installation d'une table à langer repliable, c'est-à-dire qui se rabat contre le mur, constitue une solution qui permet de gagner de l'espace, il convient toutefois de noter que ces tables coûtent cher, à savoir environ 4.000 euros, voire beaucoup plus selon leur capacité de charge maximum et leur taille. De plus, il faudrait y ajouter le prix d'un lève-personne, un tel appareil étant indispensable pour soulever une personne de taille adulte de la chaise roulante afin de la transférer sur la table à langer. »

Tatsächlech an och esou wéi et vum Petitionär a béide Petitioune gefuerdert ginn ass, kéint een „just“ eng einfach opklappbar Sëtzbank an öffentliche Toiletten mat adaptierter Gréisst installéieren, fir datt een d'Méiglechkeet huet, der inkontinenter Persoun d'Wëndelen a voller Dignitéit ze wiesselen. Dës Mesure wier bei Wäitem net esou deier a géif och wéineg Plaz brauchen.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat ass der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun hir Positioun zu deem wichtege Thema, dat déi ganz vulnerabel Persounen an eiser Gesellschaft betrëfft?

- Fëinnt d'Madamm Ministesch net och, datt een d'Installatioun vun enger einfach opklappbarer Sëtzbank a vereenzelten öffentliche Toiletten mat adaptierter Gréisst viruele misst, fir datt een d'Méiglechkeet huet, enger handicapéierter, inkontinenter Persoun d'Wëndelen a voller Dignitéit ze wiesselen?

Réponse (18.12.2020) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

Eis Gesellschaft, ewéi och déi verschidden Aarte vun Handicap, si villfältig. Déi Diversitéit ass eng grouss Chance, mee si stellt eis awer och all Dag op en Neits virun eng Hellewull vun Erausforderungen.

Eng Manéier, fir dës Erausforderung unzegoen, ass den „Design for all“. De Familljeminitère léisst de Prinzip vum „Design for all“ an all seng Projete mat afléissen. Den „Design for all“ ass eng Aart a Weis, fir Produiten an eis baulech Ëmwelt esou ze gestalten, datt si vu méiglechst ville Mënsche kënnen genotzt ginn, an dat onofhängeg vum Alter a vun de Fäegkeete vun den Usageren.

Eng opklappbar Sëtzbank, déi net an der Héicht verstaltt ka ginn, entsprécht leider net dem Prinzip vum „Design for all“. Inkontinent Jugendlecher oder erwuesse Persounen, déi sech net selwer ouni Hëllef vun enger drëtter Persoun d'Wëndel wiesselen kënnen, hu ganz oft ee kierperlechen Handicap, deen et néideg mécht, datt si op d'Bänk gehuewe musse ginn. Ouni Patientheber ass dëst leider oft onméiglech.

Wéi schonn a menge vieregten Äntwerten, wëll ech och hei nach eng kéier op eisen ambitiöse Gesetzesprojet betreffend d'Accessibilité³⁸ vun den öffentliche zougängleche Plazen hiweisen. D'Haaptzil vun deem Projet ass et, ee Moyen ze hunn, fir géint d'Diskriminatioun vu Leit mat enger Behënnerung unzegoen, wat hir Méiglechkeeten ugeet, fir verschidde fundamental Rechter a Fräiheeten auszeüben. An deem Fall schwätze mir vun hirem Recht, fir sech fräi ze beweegen. Méi konkret geet et drëm, fir ze verhënnern, datt behënnert Leit zu Lëtzebuerg net kënnen vu verschiddene Servicere profitéieren, well d'Gebaikeeten, an deene sech de Service befënnt, fir si net zougänglech sinn.

Am Kader vun deem Gesetzesprojet ass och virgesinn, datt d'Leit och nei Moyenen un d'Hand kréien, fir géint Diskriminéierung virzegoen. Esou wäerten si z. B. d'Méiglechkeet kréien, fir eng „demande d'aménagement raisonnable“ ze maachen an et sinn och staatlech Subventioune virgesinn, fir de Prozess vun der „mise en accessibilité“ vun de bestoende Gebaier méi séier ze maachen.

Wat elo méi speziell d'Méiglechkeet ugeet, am öffentliche Raum enger jugendlecher oder erwuesener Persoun d'Wëndel ze wiesselen, hunn ech

den CCNAB (Centre de compétence national en accessibilité), dee bei der ASBL Adapth ugesidelt ass an dee mam Familljeminitère konventionéiert ass, domat beoptraagt, fir een Depliant auszeschaffe mat allen Informatiounen, déi ee brauch, fir eng öffentliche Toilette esou ze amenagéieren, datt si vun alle Leit ka genotzt ginn, och vun erwuesene Leit, déi op d'Hëllef vun enger drëtter Persoun ugewise sinn, fir d'Wëndel gewiesselt ze kréien.

Am Kader vun der zukünftiger Ëmsetzung vum Gesetzesprojet iwwer d'Zougänglechkeet vun den öffentliche Plaze wäert d'ADAPTH och eng Rëtsch Formatiounen organiséieren, fir d'Participanten och fir dëst Thema ze sensibiliséieren.

Mir sinn och am Moment amgang, eng Lëscht mat den öffentliche Toiletten ze maachen, déi aktuell scho fir jiddereen zougänglech sinn, an ech hoffen, datt der an Zukunft nach vill dobäi komme wäerten.

Question 3201 (25.11.2020) de MM. Sven Clement et Marc Goergen (Piraten) concernant le cheval de Troie de l'État :

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 0299 huet de Minister fir bannezeg Sécherheet erklärt, dass op Uerder vum Magistrat oder vum SREL, d'Staatsrojner dierfen zum Asaz kommen. De Minister wollt a senger Äntwert net op déi technesch Aspekter vun den Trojaner agoen.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister dës Fro stellen:

1. Ginn d'Staatsrojner vun Employéen oder Fonctionnairé vum Lëtzebuerg Staat entwéckelt?

Falls nee, wéi eng privat Firme beliwieren de Staat mat dëser Form vu Software?

Hunn dës Firmen och nach nom Akaf Accès zur Software, zum Beispill fir Entretienaarbechten?

2. Wéi eng Aarte vun Trojaner stinn der Lëtzebuergescher Regierung zur Verfügung?

3. Wei eng Aarte vun Trojaner a Support-Software si vu wei enge Firmen akaaft ginn?

Keeft de Lëtzebuerg Staat dës Software mat exklusivem Usproch oder kann déi selwecht Software e puer Mol u verschidden Ubidder verkaaft ginn?

4. Wat sinn d'Sécherheetskrittären, a puncto Software, déi bei dësen Akeef mussen erfëllt ginn?

Réponse commune (23.12.2020) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :

Den Asaz vu Staatsrojner geschitt bei der Police grand-ducale op Basis vum Artikel 88-1 vum Code de procédure pénale duerch déi virgesinne Servicere ënnert den opgezielte Konditiounen oder beim Service de renseignement de l'État op Basis an ënnert de Konditiounen vum Artikel 8(1)c) vum ofgeännerte Gesetz vum Service de renseignement vum 5. Juli 2016.

Iwwert déi technesch Aspekter kann aus sécherheitsrelevanten an ermëttingstechnesche Grënn net kommunizéiert ginn.

Question 3202 (26.11.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant le reclassement du cannabidiol (CBD) :

D'EU-Kommissioun plangt, fir am Dezember déi sougenannte Cannabinoiden (CBD) nei ze bewäerten. Déi sollen an Zukunft net méi legal sinn. D'Suite dovunner wär en europawäite Verbuet vun allen CBD-Produkten. Dovunner ausgeholl wären nëmme chemesch CBD-Extrakter.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister an un den Här Justizminister:

1. Wat sinn d'Pläng vun der Regierung betreffend CBD-Produkten, déi jo op ville Plazen hei zu Lëtzebuerg legal am Verkauf sinn?

2. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung, wat d'Initiativ vun der EU-Kommissioun ugeet, fir Cannabidiol wëllen ze verbidden?

Réponse commune (24.12.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

ad 1. Vu datt de Begrëff „CBD-Produkten“ am Allgemengen Ëmlaf oft gebraucht gëtt, fir op der enger Säit Hanfbléie mat manner ewéi 0,3 % THC ze bezeichnen an op der aner Säit och Produkte mat Hanfextrakter (mat CBD), ass eng Konfusioun do, wat legal am Verkauf ass.

Vu dass et fir Liewensmëttel a Compléments alimentaires mat Hanfextrakter (mat Cannabinoiden, wou och de Cannabidiol (CBD) derzou gehéiert) kee Beweis gëtt, datt si virum 15. Mee 1997 a gréisserem Mooss an der Europäescher Unioun konsuméiert goufen, ginn dës als sougenannte „Novel Food“ nom europäesche Reglement (EU) 2015/2283 ugesinn.

Aus deem Gronn brauchen dës Produkter eng Erlaabnis nom Reglement (EU) 2015/2283, fir als oder a Liewensmëttel kënnen verkaft ze ginn.

Dës Prozess leeft iwwert d'Soumission vum engem Dossier bei der Europäescher Kommission, déi d'Validitéit vum Dossier nokuckt, an enger Evaluatioun vun der Sécherheet duerch déi Europäesch Liewensmëttelsécherheetsagence (EFSA). Um Enn stëmme all d'Memberstaaten fir dës Autorisatioun mat of.

Zu deemem Moment huet nach kee Produkt mat CBD eng Novel Food-Autorisatioun kritt.

Am Juli 2020 huet d'EU-Kommissioun en Avis préliminaire erausginn. Si huet all déi informéiert, déi en Novel Food-Dossier am Lafen hu fir en CBD-Extrakt, deen aus den Hanfbléien (*Cannabis sativa* L.) produzéiert gouf, datt dës kéint als Hanfextrakt bezechent ginn, deen ënnert d'Convention unique vun de Vereente Natiounen iwwert d'Stupéfiante vun 1961 fällt an doduerch net als Liewensmëttel nom Reglement (EC) 178/2002 kéint betruecht ginn.

Nom rezenten Arrêt am Fall C-663/18 ass den Europäesche Gerichtshaff allerdéngs zur Conclusioun komm, datt de CBD, deen als net psychoaktiv gëtt, net als Stupéfiante am Sënn vun der UN-Konvention sollt ugesi ginn. Doropshin huet d'EU-Kommissioun matgedeelt, datt d'CBD-Extrakter vun allen Deeler vun der Hanfplanz als Liewensmëttel betruecht kënnen ginn a sou och iwwert de Wee vum Novel Food kënnen evaluéiert ginn.

ad 2. Wat Liewensmëttel ugeet, ass dës Fro net méi aktuell, vu d'Conclusioun vun der EU-Kommissioun (Äntwert ënner Fro 1).

Et bleift, datt d'Sécherheet an d'Kontroll vun de Liewensmëttel souwéi de Verlaf vun enger Zouloosung als Novel Food ënnert dat europäescht Recht falen.

Question 3206 (26.11.2020) de M. Max Hahn (DP) concernant le stockage des énergies renouvelables :

Am Kader vun der energetescher Transition hin zu mëttelfristeg 100 % erneierbaren Energië spillt de Stockage, op allen Niveaue vum System, eng essenziell Roll fir d'Versuergungssécherheet ugesichts vun der inherenter Volatilitéit vu Sonnen- a Wandenergie ze garantéieren.

Den nationalen Energie- a Klimaplangt verweist an där Hisiicht virun allem op de Pentalateralen Energieforum, ouni awer konkret Projeten a Mesuren ze nennen.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Gëtt et e Gesamtkonzept fir de Stockage vun erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg? Wann net, ass geplangt esou ee Konzept auszuschaffen an dee Secteur zu Lëtzebuerg z'entwëckelen oder favoriséiert d'Regierung eischer den Import vu gespäichertem gréngem Strom bei Bedarf?

2. Wa jo, wéi gesäit dat Konzept aus?

3. Wéi eng Späicherkapazitéiten, opgeschlëselt no kuerz-, mëttel- a laangfristeger Späicherung, brauche mer zu Lëtzebuerg fir eng Versuergungssécherheet iwwer dat ganz Joer ze garantéieren? Ginn et Etüden zu deem Thema? Wann net, huet den Här Minister wëlles, sou Etüden an Opdrag ze ginn?

4. Ass virgesinn, nei zentral Späichermeiglechkeeten ze bauen? Wéi eng Technologie géifen an deem Fall an den Asaz kommen? Wéi eng Kapazitéite si geplangt?

5. Sinn nei Mesuren um Niveau vum Endverbraucher virgesinn, fir de lokale Stockage ze encouragéieren?

6. Wéi eng zousätzlech Mesuren, nieft dem Stockage op'remment dit, si vu Säite vum Energieministère geplangt, fir d'Volatilitéit an engem Energiesystem, deen zu 100 % op erneierbaren Energiequelle baséiert, ze geréieren, z. B. am Beräich vun der „Demand Response“, d. h. dem Verréckele vun der Demande op Momenter vun enger héijer Offer?

7. Investéiert de Lëtzebuerg Staat a Projeten am Beräich vun den erneierbaren Energien a vum Stockage am Ausland? Wéi eng Projete wieren dat genee?

8. Wéi wäit sinn d'Aarbechten am Pentalateralen Energieforum zu deem Thema? Kann den Här Minister konkret Projeten an deem Beräich nennen?

Réponse (23.12.2020) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie :

ad 1. + 2. D'Regierung huet d'Konzept vum Stockage am Kader vum „Plan national intégré en matière d'énergie et de climat“ (PNEC) als e wichtegt Element opgegraff. Domadder soll haut an an der Zukunft d'Integratioun vu méi héijen Undeeler an erneierbarem Strom an de System fa-

ilitéiert ginn. De Stockage kann an deem Kontext net isoléiert gesi ginn, mee spillt am Zesammenhang mat aneren Optione fir eng besser Integratioun a méi Flexibilitéit am System, wéi zum Beispill Laaschtsteuerung („Demand Response“), flexibele Produktionstechnologien an och d'Notzung an d'Verstärkung vun de Reseaukapazitéiten. Effektiv ka Stockage eréischt am Zesummespill mat aneren Optionen seng verschidde Virdeeler duerch dat zäitlech Entkoppel vu Produktion a Consumatioun och wierklech liwweren.

D'Strategie fir de Stockage ass deementspreechend enk mat Dispositiounen fir Flexibilitéit am gesamte System verbonden, a gëtt zu Lëtzebuerg aktuell op verschidden Niveaue weiterentwéckelt.

Op europäeschem Niveau ass mam „Clean energy for all Europeans package“, a besonnesch mat der neier Strommarchéedirektiv (Directive 2019/944 EC) eng legal Basis geschaf ginn, fir d'Marchéereegelen esou unzepassen, dass si och fir de Stockage weesentlech méi favorabel sinn. Zum Beispill doduerch, dass all Client, wann en et wënscht, Accès op dynamesch Strompräisser kritt, fir e Stockage ze bedriewen, oder duerch e méi wichtege Rôle vun Aggregatoren an Autoconsummateuren, fir déi d'Flexibilitéit vu Stockage besonnesch interessant ka sinn.

Op nationalem Niveau gëtt d'Strommarchéedirektiv aktuell a Lëtzebuergescht Recht transposéiert, ënner anerem och mam Zil, de regulatoresche Kader méi attraktiv fir Stockage ze maachen an de Marché fir Flexibilitéit weiterentwéckelen. Donieft setzt Lëtzebuerg och widerhin op eng staark Integratioun an den europäesche Strommarché. Effektiv kënnen verschidde Virdeeler vun der Flexibilitéit besonnesch da genotzt ginn, wann de Strom iwwer méi grouss Distanzen transportéiert gëtt, z. B. duerch lokal Wiederkonditiounen vun erneierbaren Energien oder Späichertechnologien, déi regional ënnerschiddlech disponibel sinn. Importer bleiwen domat och an Zukunft e wichtege Bestanddeel vum Lëtzebuergeschen Energiekonzept a si komplementär zur Entwécklung vu lokale Späichermeiglechkeeten.

ad 3. D'Versuergungssécherheet zu Lëtzebuerg ass haut mat duerchschnëttlech 22 Minuten Ausfall pro Client pro Joer op engem ganz héijen Niveau an d'Nummer 2 an der EU. Dozou droen nieft enger staarker Integratioun an zentralwesteuropäesche Stromsystem esouwuel Produktions- a Reseaukapazitéiten, wéi och Späichertechnologie bäi. Esou ass de Späicher vun der Société électrique de l'Our (SEO) SA zu Vianden am Norde vu Lëtzebuerg mat 1.296 MW Produktionsleeschung ee vun de gréisste Späicher an Europa. Well Lëtzebuerg am Energieberäich an der däitsch-lëtzebuergescher Kontrollzon ass, an d'Pompspäicherkraaftwierk vu Vianden direkt an dat däitscht Netz aspeist, liwwert et ee wichtege Bäitrag zu der Stabilitéit vun eiselem Stromnetz an hëlleft och d'Fluktuatiounen vun den erneierbaren Energien auszegläichen.

Den zukünftige Besoin u Späicherkapazitéiten hänkt - wéi uewe scho beschriwwen - mat der Entwécklung vum gesamte System zesummen a kann an deem Sënn net pauschal ermëttelt ginn. Am PNEC gëtt den zukünftige Besoin a Rôle vu Stockage op verschidde Plazen diskutéiert. Komplementär dozou ass d'Regierung aktuell amgang, hir „Stratégie à long terme en matière d'action pour le climat“ ze finaliséieren, wou sech ee Kapitel explizitt mam Stockage beschäftegt. Donieft schafft d'Regierung och enger Waasserstoffstrategie, déi ënnert anerem och d'Notzung vu Waasserstoff als Späicheroption consideréiert. De Waasserstoff wäert awer réischt mëttel- bis laangfristeg eng Roll spillen. Lo ass de Moment fir déi noutwenneg Analysen ze maachen an éischt Decisiounen fir déi zukünftige Ausriichtung a Prioritéiten am Beräich Waasserstoff ze huelen.

Am Stromberäich kann zousätzlech eng rezent Etüd „Scenario Report 2040“ vum Netzbedriewer Creos evoquéiert ginn, déi analyséiert, dass d'Leeschung, déi d'Netz op nationalem Niveau wäert musse zu Spëtzenzeiten liwweren, däitlech wäert steigen, an dass Flexibilitéitsoptionen, wéi Späicher, kënnen hëllefen dës Hausse e Stéck wäit ze limitéieren.

ad 4. Am Moment sinn dem Energieministère keng nei Pläng fir zentral Energiespäicherprojete bekannt.

ad 5. Wéi schonn an der Äntwert op d'Froen 1 an 2 weider uewe beschriwwen, ass d'Regierung amgang duerch verschidde Mesuren de regulatoresche Kader méi attraktiv fir de Stockage ze maachen an de Marché fir Flexibilitéit weiterentwéckelen. Eng Modifikatioun vum Lëtzebuergeschen Stromgesetz am Kader vun der Transposition vun der europäescher Strommarchéedirektiv ass dobäi dat zentraalt Element.

Zousätzlech dozou préift d'Regierung aktuell, a wéi wäit eng direkt finanziell Ennerstëtzung vun dezentraliséierte Späicher (z. B. Batterien a Gebai) sënnvoll a méiglech ass. Et ass awer aktuell nach ze fréi fir Conclusiounen.

³⁸ Projet de loi portant sur l'accessibilité à tous de lieux ouverts au publics, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs

ad 6. Et ass geplangt, an deenen nächste Joren de legale Kader weiderzuentwéckelen, fir „systemdienlech Flexibilitéit“ duerch verschidden Technologien nach méi explizit ze incitéieren. Notamment soll d'Variabilitéit vun erneierbaren Energien doduerch opgefaangen a kompenséiert ginn, dass si mat verschiddene Flexibilitétsoptionen, meteorologeschen Donnéeën a Previsiounsmodellern kombinéiert ginn. Nieft Späichertechnologien spillen och „Demand Response“ an intelligent Reseauen dobäi Schlësserollen. Fir de legale Kader wäerte wichteg Elementer mat der Transposition vun der uewe genannter Strommarchésdirektiv implementéiert ginn.

Besonnenesch ervirzehiewe sinn d'dynamesch Strompräisser, de Kader fir Aggregatore, Demand Response, Autoconsommation an Energiecommunautéiten, esouwéi d'explizit Consideratioun vu Flexibilitétsoptionen a verschidden Aufgabe vu Gestionnaires, notamment am Beräich Netzentwécklung.

ad 7. Lëtzebuerg ass aktuell a Kooperatioun mat aneren europäesche Länner, fir den Ausbau vun den erneierbaren Energien gemeinsam weiderzudriveen. An der Zukunft wäerten et méi cibléiert Projete ginn, un deenen och Lëtzebuerg sech bedeelege kann, wann et dorém geet, konkret erneierbar Energien ze developpieren (z. B. Wandenergie-Projeten an der Nordséi).

Mat der konsequenter Erhéijung vun der erneierbarer Energie an den europäesche Stromnetzer, gi Flexibilitétsoptionen a Sektorkopplung noutwenneg an dofir och de Waasserstoff. Lëtzebuerg wëllt an deenen nächste Joren aktiv, souwuel op der europäescher Bün wéi och regional, dru matschaffen, fir d'Jalone fir d'Zukunft ze setzen, zum Beispill am Beräich Infrastruktur a bei sougenannten Hybridprojeten. Bei Hybridprojete geet et generell dorém, d'Produktion (vun erneierbarer Energie) mat der Späicherung ze kombinéieren.

ad 8. Am Kader vum Pentallateralen Energieforum schafft eng vun den dräi „Support Groups“ explizit um Sujet Flexibilitéit am Energiesystem. De Fokus war bis elo virun allem am Beräich Marché fir Ausgleichsenergie, Intradaymarchéen an „Demand Response“. Verschiddene Rapporten, ze fannen op dem Site vum Benelux Sekretariat, goufen zu deene verschiddene Sujeten an de leschte Jore fäerdeg gestallt an als Basis fir entspreichend Diskussiounen a Mesuren op dem nationalen, regionalen an europäeschen Niveau genotzt.

Do dernieft huet ee weideren Aarbechtsgrupp am Pentallateralen Energieforum eng politesch Deklaratioun iwwer d'Notzung vun erneierbarem Waasserstoff ausgeschafft. Dës ass och berécksiichtegt gi bei der Finalisatioun vun der europäescher Waasserstoffstrategie. Fir 2021 ass geplangt, d'„Strategie européenne pour l'intégration du système énergétique“ (déi den nammlechten Dag wéi d'europäesch Waasserstoffstrategie presentéiert gouf) um Niveau vum Pentallateralen Energieforum ze begleeden an ëmsetzen, Flexibilitétspotentialer an der Regioun ze identifizierteieren, an den Echange an d'Bëndele vu lokaler Flexibilitéit an engem grenz-üwerschreidende Marché ze facilitéieren.

Question 3209 (26.11.2020) de **M. Roy Reding (ADR)** concernant les **dettes locatives** :

Ech si gewuer ginn, datt Äre Ministère enger Firma, déi Loyerscholden huet, via Ären Affekot ugedréit huet, si a Faillite unzesichen.

- Wéi gesitt Dir dës Virgoensweis an dësen Zäiten, wou Dir an aner Regierungsmembere Privatpropietären opereruff hutt, Gedold ze hu mat Locataire, déi am Ament Réckstänn am Bezuelen hunn?

- Sidd Dir lech bewosst, wéi vill privat Proprietären hire Locataire Ausstand gewäert hunn oder souguer op Loyere verzicht hunn?

- Wéi sollen dës Proprietäre fir esou eng Virgoensweis ausgerechent vum Wirtschaftsministère Versteedsdemech oprëngen?

Réponse (22.12.2020) de **M. Franz Fayot, Ministère de l'Économie** :

Dem Wirtschaftsminister ass net bekannt, dass an enger nationaler wirtschaftlecher Aktivitéitszon enger Firma wéinst Réckstänn am Bezuelen vu Loyeren ugedréit gi wier, se en faillite unzesichen.

Question 3211 (26.11.2020) de **M. Marc Baum (déi Lénk)** concernant les **sociétés de gardiennage privées assurant l'ordre public** :

D'après une information relayée par les médias et depuis confirmée par le Ministère de la Sécurité intérieure, le Collège échevinal de la Ville de Luxembourg a décidé d'engager des sociétés de gardiennage privées pour assurer des patrouilles dans le quartier de la gare et le centre-ville afin de lutter contre le trafic de drogues.

La décision du Collège échevinal a été rendue publique peu de temps après une entrevue et visite

de terrain à Luxembourg-ville de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Y a-t-il une base légale pour attribuer le maintien de l'ordre public à des sociétés privées ? Si oui, laquelle ?

2) Quelles compétences auront exactement ces agents des sociétés de gardiennage et quelle en est la base légale ?

3) Monsieur le Ministre entend-il généraliser cette pratique ?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cela équivaut à une privatisation des pouvoirs régaliens de l'État ?

5) La Ville de Luxembourg a justifié le recours à ces entreprises en citant le problème du trafic de drogues et de la toxicomanie. Ces agents sont-ils formés pour faire face à cette problématique et à sa complexité ?

6) Est-ce que Monsieur le Ministre a été informé au préalable de la démarche du Collège échevinal ? Dans l'affirmative, quelle était la position de Monsieur le Ministre à ce sujet ?

7) Est-ce que la démarche a été décidée en concertation avec le Ministère de la Sécurité intérieure respectivement en concertation avec la Police grand-ducale ?

Réponse (21.12.2020) de **M. Henri Kox, Ministère de la Sécurité intérieure** :

ad 1) Le maintien de l'ordre public a toujours été et demeure une mission exclusive des agents de police. Aussi, le principe politique et juridique le plus important en matière de sécurité privée au Luxembourg est et a toujours été de ne pas faire des agents privés de sécurité des « policiers auxiliaires ».

ad 2) Nous ignorons quelle mission spécifique a été confiée aux agents concernés. La Ville de Luxembourg est mieux placée pour répondre à cette question. Il est peut-être aussi utile de renvoyer à la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance.

ad 3) Le ministre ne soutient pas cette initiative et l'a fait connaître lorsqu'il en a été informé par la Ville de Luxembourg. Il s'agit d'une position que le Ministre a d'ailleurs répétée à plusieurs reprises par le passé également.

ad 4) Le Ministre de la Sécurité intérieure est contre une privatisation du service du maintien de l'ordre public qui demeure une mission exclusive de la police qui a été spécialement formée à cet effet. Il est primordial de maintenir une stricte répartition des tâches, les sociétés de gardiennage privées n'étant pas habilitées à effectuer des missions de police.

ad 5) Le Ministère de la Sécurité intérieure ne dispose pas de ces informations. Il peut uniquement se prononcer sur les qualifications des agents de police qui ont été formés à la lutte contre la délinquance liée au trafic de stupéfiants.

ad 6) Cette démarche a été portée à la connaissance du ministre lors d'une réunion à l'Hôtel de Ville le 24 novembre dernier. Lors de cette réunion, le ministre a clairement exprimé son avis défavorable. En raison de l'autonomie des communes, il ne peut s'y opposer tant que le cadre de la loi sur les activités de gardiennage est respecté.

ad 7) Le ministère a été informé de la démarche le 24 novembre et n'a aucunement été inclus dans le processus de décision.

Question 3220 (30.11.2020) de **MM. André Bauler et Max Hahn (DP)** concernant **l'engagement du Fonds de compensation dans le développement du parc immobilier locatif abordable** :

Fin septembre 2017, le Gouvernement avait présenté un projet pilote encourageant le Fonds de compensation (FDC) à s'engager davantage dans le développement du parc immobilier locatif abordable.

Une première opportunité d'investissement s'étant en effet présentée à Grevenmacher, le Gouvernement comptait jadis développer ainsi un « nouveau modèle » en parlant même de « changement de paradigme ».

C'est pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre du Logement peut-il informer sur l'avancement, voire la finalisation du projet immobilier à Grevenmacher ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale peut-il informer sur les montants engagés par le Fonds de compensation, depuis automne 2017, dans le déve-

loppement du parc immobilier locatif abordable au Grand-Duché de Luxembourg ? Jusqu'à concurrence de quel pourcentage de ses avoirs le FDC serait-il disposé à investir dans le logement locatif à coût abordable ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils présenter, le cas échéant, des projets immobiliers analogues réalisés entre-temps ou à réaliser dans un avenir proche ?

Réponse commune (09.12.2020) de **M. Romain Schneider, Ministère de la Sécurité sociale**, et de **M. Henri Kox, Ministère du Logement** :

Tel que précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 3002, la stratégie actuelle du Fonds de compensation (FDC) a été définie en 2017 pour une période quinquennale allant de 2018 à 2022. Depuis 2008, le quota réservé à la part immobilière Luxembourg est resté constant en pourcentage, à savoir 5 % du total des actifs.

Au cours des dix dernières années, le montant absolu investi dans l'immobilier a évalué comme suit :

2010 : 208,4 millions d'euros,

2014 : 247 millions d'euros,

2015 : 391 millions d'euros,

2019 : 402,8 millions d'euros.

Au vu de l'évolution positive des autres actifs qui sont notamment investis à travers la Sicav du FDC, la part relative de l'immobilier, qui volontairement ne fait pas l'objet d'une réévaluation périodique, ne représente aujourd'hui que 1,9 % du total des actifs du FDC. Ce quota étant donc bien inférieur au quota stratégique, un investissement supplémentaire d'un ordre de grandeur de 700 millions d'euros serait nécessaire pour atteindre le quota stratégique. Un relèvement de celui-ci au-delà de 5 % est donc pour le moment donné peu réaliste et conséquemment pas prévu.

Le FDC a acquis en juillet 2020 un immeuble résidentiel à 23 appartements sis à Grevenmacher de la part du Fonds du logement agissant en tant que promoteur social et par après en tant que bailleur social pour la gestion des logements et des revenus locatifs. Actuellement, le FDC est en train de construire la Cité de la sécurité sociale dont le développement se fera en deux phases. La première phase sera terminée en 2023 alors que la deuxième phase s'achèvera en 2027.

Un projet en phase d'étude actuelle consiste dans l'urbanisation du terrain abritant l'Office des assurances sociales situé route d'Esch à Luxembourg dans le cadre du Plan d'aménagement particulier « Nei Hollerich ». Suivant l'état actuel des études, il est prévu d'affecter 41 % de la surface au logement, dont une partie sera réservée à des logements à loyer abordable, et 59 % aux commerces/bureaux.

Un autre projet en phase de préétude se situe sur un terrain de plusieurs hectares au nord du pays. Ce projet est à voir dans le cadre de la réalisation de la « Nordstad ». La surface constructible brute s'élève prévisionnellement à 80.100 m², dont 42.900 m² destinés au logement. De cette surface, une partie est également destinée au logement à loyer abordable.

Ainsi, l'ensemble de ces projets permet la création de quelque 660 logements endéans dix ans.

Les développements immobiliers seront réalisés soit en maîtrise d'ouvrage interne soit en collaboration avec un autre acteur du secteur public.

À noter que dans le cadre de l'immobilier d'habitation, le FDC est le deuxième actionnaire de la SNHBM dont le champ d'action couvre, à côté de la construction elle-même, la recherche et l'acquisition de terrains à bâtir, la gestion d'un parc locatif, l'élaboration de PAP, etc. La SNHBM prévoit de construire 300 logements par année.

Question 3222 (30.11.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant les **échanges individuels dans le cadre des bilans intermédiaires** :

An enger Circulaire vum Educatiounsministère vum 25. November 2020 un d'Léierpersonal aus de Cyclen 2 bis 4 iwwert d'Bilans intermédiaires heescht et:

« Remarque :

Il est rappelé que les parents des élèves des cycles 2-4 participeront à des échanges individuels organisés par le titulaire de classe avant les vacances de Noël. Les entretiens avec les parents se dérouleront, dans la mesure du possible, en présentiel à l'école et ceci dans le respect des mesures de protection des gestes barrière qui s'imposent. »

Verschiddene Persounen hei am Land (Leit vum Léierpersonal grad ewéi och verschidden Elteren) gëllen als vulnerabel a sollten am beschten all direkte Kontakt mat Leit vu bausse vermeiden.

Doriwwer eraus sollen awer och net vulnerabel Léit am Moment op all net essenzielle Kontakt verzichten.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Hält de Minister et fir richtig, d'Léierpersonal unzeweisen, d'Eltereversammlungen an der Schoul ofzehalen?

Sollt dës Decisioun net de Concernéierten um Terrain iwwerlooss ginn, fir esou d'Léierpersonal zesumme mat den Elteren déi bescht Approche fir een Treffen auswielzen ze loosse?

2. Wat mengt de Minister, wann hie seet, dass dës Entretien sech sollen „dans la mesure du possible“ an de Schoulen ofhalen?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** :

ad 1. + 2. Ewéi den honorabelen Här Deputéierte richtig a senger parlamentarescher Fro seet, steet an der Circulaire zu de Bilans intermédiaires, datt d'Entretien mat den Elteren „dans la mesure du possible“ sollen an der Schoul ofgehalte ginn.

Dëst bedeit gläichzäitig och, datt d'Méiglechkeet besteet, d'Entretien op eng alternativ Aart a Weis ofzehalen, sollt dëst vum Enseignant oder vun den Eltere gewünscht sinn. D'Léierpersonal steet a regelméissegem Kontakt mat den Elteren, esou datt si zesumme kënnen decidéieren, wéi eng Approche déi richtig fir si ass. Deemo kann, zum Beispill am Fall wou den Enseignant oder ee vun den Eltere vulnerabel ass, och op eng Video- resp. Audiokonferenz zeréckgegraff ginn.

Question 3258 (07.12.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant la **carte de séjour pour les membres de famille en provenance d'un pays membre de l'UE** :

Familljemembere vun engem Lëtzeburger Resident an engem EU-Memberstaat dierfen hei am Land liewen. Si kënnen eng Carte de séjour ufroen a wa si méi wéi fënnef Joer onënnerbrach beim Resident gewunn hunn, kënnen si eng Demande de séjour permanent stellen. Bis dohi musse si hir Carte de séjour de membre de famille ëmmer bei sech hunn. Dës Carte de séjour ass aus Pabeier a passt net onbedéngt an all Portmonni.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Ministère fir Immigration an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi steet de Ministère zu enger Carte de séjour, déi besser an de Portmonni passt an aus méi stabillem, nohaltege Material besteet?

2. Ass virgesinn, dëst Dokument an noer Zukunft ze erneieren an et esou méi daachlech fir den Alldagsgebrauch ze maachen?

Réponse (09.12.2020) de **M. Jean Asselborn, Ministère de l'Immigration et de l'Asile** :

ad 1. Den 20. Juni 2019 gouf op europäeschem Niveau ee Reglement adoptéiert, dat d'Format festleest vun de „cartes de séjour“ an de „cartes de séjour permanent“, déi am Kontext vun der Direktiv 2004/38 u Familljemembere vun engem EU-Bierger, déi aus engem Drëtstaat kommen, ausgestallt ginn (Reglement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation).

Bis elo war et de Memberstaate selwer iwwerlooss, d'Format vun dësen Dokumenter festzuleeën. D'Reglement 2019/1157 gesäit vir, datt d'„cartes de séjour“ an d'„cartes de séjour permanent“ dat selwecht eenheetlech Format krieë wéi d'Openthaltitelen, déi un Drëtstaatter ausgestallt ginn, déi net ënnert d'Direktiv 2004/38 falen. Dat heescht, si ginn als kleng Kaarte mat biometreschen Donnéeën ausgestallt.

ad 2. D'Reglement 2019/1157 ass vum 2. August 2021 un applicabel. D'Virbereedunge fir d'Ëmsetzung vum Reglement sinn ugaangen. Well an deem Kontext verschiddene prozedural Aspekter nei geregelt musse ginn, huet d'Regierung ee Projet fir d'Ëmännere vum Immigrationsgesetz a vum Reglement iwwert déi administrativ Formalitéiten ugeholl. Dëse Gesetzesprojet gouf der Chamber de 16. Oktober 2020 ënnerbreet (Rôle: 7682).

Rectificatif de la question urgente 4295 (18.05.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler (DP)** concernant **l'inauguration d'une sculpture à Echternach** :

Le Collège échevinal de la Ville d'Echternach s'apprete à inaugurer le mardi de Pentecôte sur le terrain dit « Vulpert » (Porte Saint Willibrord), en face

de la basilique, classée monument national suivant arrêté du Conseil de Gouvernement du 10 novembre 1989, une sculpture en bronze conçue en l'hommage de la procession dansante d'Echternach, patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Le terrain à proprement parler est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments classés, par arrêté du 9 août 2004.

En principe, le ministre ayant dans ses attributions la Culture doit être mis au courant de toute intervention sur un espace classé monument national. Dans une brochure éditée récemment par la Ville d'Echternach sous le titre « Stadtbild Echternach » pour sensibiliser les habitants de la ville afin qu'ils respectent davantage le patrimoine culturel, il est par ailleurs précisé: « Für unter Denkmalschutz stehende Gebäude und Elemente gelten darüber hinaus noch weitere Regelungen. So darf an diesen Gebäuden kein Abriss, kein Umbau und keine Modifikation oder Vergrößerung durchgeführt werden, die der historischen, künstlerischen oder ästhetischen Wertschätzung schaden könnte oder ihren Umriß oder andere architektonische Aspekte verändert ».

Sous ces prémisses, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) La sculpture en bronze a-t-elle fait l'objet d'une autorisation de la part de Madame la Ministre ? Dans la négative, les services concernés du ministère avaient-ils pourtant été mis au courant au préalable ?

2) L'abbaye d'Echternach constituant un patrimoine d'une valeur exceptionnelle remontant à l'origine de la ville abbatiale, voire du pays, l'installation d'une telle sculpture en face de la basilique est-elle conforme à la législation et aux dispositions actuellement en vigueur en matière de protection du patrimoine culturel ?

Réponse (19.05.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture :*

Le Ministère de la Culture a été saisi d'une demande d'autorisation concernant l'installation d'une statue sur le terrain dit « Vulpert » ce matin, cela suite à l'engagement de quelques citoyens avertis et à des réclamations du Service des sites et monuments nationaux adressées aux responsables communaux.

La commune d'Echternach a dès lors été informée que les travaux sous objet devront cesser, tant que l'autorisation ministérielle y relative, telle que prévue par les articles 10 et 17 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, n'aura été accordée.

Ce dossier sera soumis à la prochaine réunion de la Commission des sites et monuments nationaux.

- Mir géife gären an deem Zesammenhang vun der Madamm Gesondheitsministeschen wëssen, wat genee den Inhalt vun deem Accord ass.

- Wéi an a wat fir engem Zäitraum an a wéi enger Form gedenkt d'Regierung, den Zertifikat ëmsetzen?

- Wat soll dee Kompromëss de betraffene Leit vu Virdeeler bréngen?

Réponse (31.05.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé :*

Den Accord deen d'lescht Woch zwëschent der Commissioun, dem Conseil an dem Europaparlament fonnt gouf, betrëfft den „EU Digital Covid Certificate“ an huet no engem véierte politeschen Trilogueden (20. Mee 2021) follgend Haaptpunkten zréckbehalen ():

1. Den Numm vum Certificat ass vun „Digital Green Certificate“ op „EU Digital Covid Certificate“ geännert ginn.

2. Et ass ee Passage iwwer „Affordable Testing“ zréckbehalen ginn, wou gesot gëtt, dass och dee méi bëlleger Antigen-Schnelltest ka benotzt ginn, fir e Certificat auszestellen. Parallell dozou huet d'Commissioun sech engagéiert, weider 100 Millioune Euro am Kader vum „Emergency Support Instrument“ zur Verfügung ze stelle fir de Financement vu Covid-19-Tester.

3. Eng Rei Textpassagé sinn adaptéiert ginn, fir méi kloerstellen, wéi de Certificat d'Recht op fräi Circulatioun an Europa ënnerstëtzt.

4. Den Text ass och duerch e weideren Artikel (7a) ergänz ginn, deen d'Méiglechkeet gëtt e Certificat auszestellen, ënner bestëmmte Bedingungen, wa Leit an Drëtstaate geimpft goufen.

5. Schlussendlech gouf och gekläert, dass serologesch Tester als Beweis vun enger geheelter Covidinfektioun („recovery“) nëmmen gëllen, falls kloer wëssenschaftlech Beweiser erbruecht ginn, dass si och dofir zouverlässeg sinn.

Den „EU Digital Covid Certificate“ soll ab dem 1. Juli europawäit agefouert ginn, et gëtt awer domat gerechent, dass Lëtzebuerg eventuell schonns géint Mëtt Juni dofir prett wär. Et ass och eng Iwwergangsphas vu sechs Woche virgesinn.

De Certificat u sech ass nëmmen eng verifiabel a sécher Bestätegung, dass den einzelnen Europabierger entweder geimpft ass oder eng geheelten Infektioun hannert sech huet oder ee rezenten negative PCR- oder Antigentest gemaach huet. D'Grondiddi ass natierlech, de Bierger erëm ze erméiglechen fräi ze reesen.

Wat fir Rechter schlussendlech domat verbonne sinn (z. B. Recht an d'Land anzereesen), decidéiert awer all Land selwer, baséierend op der aktueller epidemiologescher Situatioun (Inzidenz, Verbreedung vu Varianten, etc).

Question urgente 4368 (28.05.2021) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant le **règlement grand-ducal du 14 mai 2021 fixant les conditions de réalisation et de certification des tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2 :**

En date du 14 mai, le Gouvernement a pris en urgence un règlement grand-ducal pour fixer les conditions de réalisation et de certification de tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2. Si quelques articles de ce règlement grand-ducal trouvent leur base légale dans la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyse médicale, les dispositions essentielles, à savoir celles qui définissent les personnes habilitées à manipuler les tests dont question dans le règlement grand-ducal et qui précisent les instructions à leur donner, relèvent clairement de la base légale fournie par l'article 1^{er} (1) de la loi du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux. Or, le texte de loi dont il s'agit précise clairement qu'un règlement se rapportant à cette base légale doit obligatoirement être pris sur avis du Conseil d'État. Malgré cela, le Gouvernement a choisi la procédure d'urgence, et n'a demandé ni l'avis du Conseil d'État ni celui des chambres professionnelles concernées.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Pourquoi Madame la Ministre n'a-t-elle pas soumis les modifications absolument nécessaires du règlement grand-ducal en question au Conseil d'État, ainsi qu'aux chambres professionnelles concernées, ensemble avec le texte du projet qui va devenir la loi du 14 mai 2021 modifiant la loi du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, permettant ainsi à la haute institution d'aviser dans les délais les deux textes ?

- Pourquoi le règlement en question n'a-t-il été introduit et signé que par Madame la Ministre de la

Santé alors que le texte de loi précise explicitement qu'il s'agit en l'occurrence d'une responsabilité partagée avec Madame la Ministre de la Justice ?

- Madame la Ministre n'estime-elle pas que ces entorses à la procédure nuisent à la sécurité juridique d'un texte pourtant sensible et qui risque d'être contesté en justice ?

- Comment Madame la Ministre entend-elle, le cas échéant, remédier à cette situation ?

Réponse (04.06.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé :*

Afin de pouvoir aligner la réglementation fixant les conditions de réalisation et de certification des tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2 aux dispositions du projet de loi n° 7820 modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, le Ministère de la Santé a élaboré un avant-projet de règlement qui fut soumis au Conseil de Gouvernement alors que le Conseil d'État était déjà saisi du projet de loi précité.

L'objectif de l'avant-projet de règlement grand-ducal, devenu le règlement grand-ducal du 14 mai 2021, auquel se réfère l'honorable Député, répond ainsi à la nécessité de disposer d'un ensemble de règles cohérentes et à jour relatives aux différentes techniques de dépistage et diagnostique du virus Sars-CoV-2.

Force est de souligner que les dispositions contenues aux articles 1^{er} à 3 dudit règlement grand-ducal s'appliquent au prélèvement réalisé à des fins de dépistage ou diagnostique du virus Sars-CoV-2, et qui constitue un examen de biologie médicale au sens de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales. C'est d'ailleurs pour cette raison que la loi précitée est citée en premier lieu au niveau du visa du règlement grand-ducal du 14 mai 2021.

Pour le surplus, l'article 4 de ce même règlement, qui a trait aux tests rapides qui tombent dans le champ d'application du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2001 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, prévoit que lesdits tests « peuvent être réalisés par toute personne physique dans le strict respect du mode d'emploi fourni par le producteur du test, et dès lors que leur réalisation suppose un prélèvement superficiel ». Cette disposition a dès lors trait à l'application de ces tests par des personnes profanes.

Si en application de la loi la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux, « la commercialisation, l'importation, la publicité et l'utilisation des dispositifs médicaux sont soumises à la surveillance des ministres ayant respectivement la Santé et la Justice dans leurs attributions », il importe de souligner que l'article 4 s'applique à la réalisation proprement dite de ces tests et non pas à leur utilisation. Pour le surplus, la certification des résultats de ces tests trouve son assise dans la loi du 14 mai 2021 modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Indépendamment du fait que la disposition de l'article 4 du règlement grand-ducal précité ne relève dès lors pas de la compétence du Ministère de la Justice, toujours est-il que la signature d'un seul membre du Gouvernement, en l'occurrence la Ministre de la Santé, suffit à valider cet acte.

Question urgente 4385 (01.06.2021) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **liberté de la presse :**

Am Artikel „Pressefreiheit für Anfänger“, deen den 31. Mee op reporter.lu verëffentlecht gouf, heescht et, datt eng héich Mataarbechterin vum Här Minister bei deem besote Medium ugeruff hätt, fir d'Läsche vun engem kritischen Artikel ze verlaangen.

Duerfir géif ech dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Faite confirméieren?

2. Wa jo, huet déi genannte Mataarbechterin op Instruktioun vum Här Minister oder enger anerer Autoritéit am Ministère fir bannenzeg Sécherheet gehandelt?

3. Wat waren d'Ursaache vun der Demande, fir e bestëmmten Artikel ze lāschen?

4. Gesäit den Här Minister an dësem Virgoe vum sengem Ministère e Verstouss géint de Prinzip vun der Fräiheet vun der Press?

Réponse (07.06.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Pressefräiheet ass e fundamentaalt Recht an eng constitutionnel Garantie zu Lëtzebuerg an deemno ee vun den Haaptpillere vun all Demokratie. Et wor ni dem Ministère seng Intentioun, d'Journalistin ze zenséieren oder verhënneren hir Aarbecht ze ma-

chen. D'Formulatioun « je vous demande de bien vouloir supprimer l'article » vun der Ufro, fir den Artikel erfroze huelen, war ganz onglécklech a wann duerch dëst Virgoe d'Zweifel opkomm sinn am Bezech op d'Pressefräiheet entschëllege mir eis heifir offiziell.

ad 1. - 4. Reporter.lu huet den 29. Abrëll 2021 en Artikel mam Titel „Police grand-ducale - Une réforme à l'épreuve de la Constitution“ publizéiert. Thematiséiert goufen d'Reform vun der Police an déi dräi Mecanismen, déi de Polizisten zur Verfügung stinn, fir de Groupe de traitement ze wiesselen. Niewent enger Rei faktuelle Feeler waren och d'Mecanisme fir e Changement de groupe de traitement am Artikel falsch duergestallt ginn. De Ministère huet am Ganzen zweief Passagen identifiziéiert, déi faktuell net gestëmmt hunn. Dës zweief Passagen hunn dem Artikel e feelerhaften an ierfëirende Charakter ginn. Den Artikel huet beispillsweis uginnet a wärem schonn Urteeler komm am Kader vun de Recourse bezüglech der Demande vun engem automatesche Reklassement an de Groupe de traitement B1. Dëst entsprécht net der Wouerecht. Des Weideren huet den Artikel den Uschäi ginn, dass d'Beamte vun der Generalinspektioun vun der Police automatesch an de Groupe de traitement B1 koumen, dëst entsprécht och net der Wouerecht.

D'Pressespriecherin vum Ministère huet doropshin d'Initiativ geholl, d'Journalistin vum Artikel per E-Mail ze kontaktéieren, fir se op déi zweief concernéiert Passagen hincweisen. Zum Schluss vun der E-Mail huet d'Pressespriecherin vum Ministère virgeschloen, den Artikel vum Site erfroze huelle mat folgender Formulatioun « Au vu de ces éléments, je vous demande de bien vouloir supprimer l'article de votre site. » Dës Optioun war au vu vun der Envergere vun de feelerhafte Passagen, déi der Pressespriecherin am manste komplex virkomm ass, nottamm och well en Droit de réponse op 1.000 Charaktere limitéiert ass, wat et net erlaabt hätt, all néideg Punkten ze redresséieren.

D'Journalistin huet doropshin hin d'Pressespriecherin accuséiert, géint d'Fräiheet vun der Press ze verstoussen an d'Press ze verhënneren, hir Aarbecht ze maachen. D'Pressespriecherin huet der Journalistin assuréiert, dass deem net esou wier andeems si hir d'Ursaach vun hirer Demarche nach emol erklärt huet. Si huet der Journalistin virgeschloen, en Dementi ze publizéieren mat all den Elementer, déi hir per E-Mail geschéckt gi waren. D'Pressespriecherin huet duerno d'Journalistin ugeruff, fir sech fir de Mëssel ze entschëllegen, fir d'Situatioun ze berouegen an eng gemeinsam Léisung ze fannen.

Eisem Empfannen no, ass dëst Gespréich positiv verlaf. D'Journalistin huet virgeschloen, dass de Ministère op de Wee vun engem Droit de réponse sollt goen, wat der Demarche en offizielle Charakter géif ginn, se huet och betount, dass Reporter.lu keen Dementi géif maachen.

En éischten Droit de réponse ass de 5. Mee u Reporter.lu adresséiert ginn. De Chefredakter huet d'Pressespriecherin no der Receptioun vum Bréif kontaktéiert. Dësen huet erklärt, dass Reporter.lu de Bréif vum Ministère net géif publizéieren, ënner anerem, well de Contenu vill méi laag wier, wéi déi gesetzlech limitéiert 1.000 Charakteren a well hir Lecturen déi annotéiert Passagen net verstoe géifen. D'Pressespriecherin huet doropshin nach emol nogefrot ob en Dementi méiglech wier. Laut dem Chefredakter wären awer déi eenzeg Optiounen fir si e Suivisartikel oder en neien Droit de réponse.

No interner Diskussioun ass decidéiert ginn, en neien Droit de réponse unzefroen. Fir den Limitt vun 1.000 Charakteren kënnen gerecht ze ginn, huet de Ministère sech op fënnf vun deenen zweief Fakte limitéiert. D'Pressespriecherin huet dem Chefredakter d'Decisioun telefonesch matgedeelt, an den zweeten Droit de réponse ass den 21. Mee verschéckt ginn. Dëse gouf den 27. Mee um Site vu Reporter.lu publizéiert. Den 31. Mee ass den Artikel „Pressefreiheit für Anfänger“, vum Chefredakter geschriwwen, op Reporter.lu verëffentlecht ginn.

Dozou kann een nach Erwänen, dass och e Vertreter vun enger Police-Gewerkschaft wéinst dem initialen Artikel bei der Journalistin intervenéiert ass. Dat opgrond vun enger Verwiesslung am Text a wéinst engem Saz bezüglech dem Minister, deen

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

Question urgente 4336 (21.05.2021) de **Mmes Martine Hansen, Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **certificat numérique européen Covid :**

D'Memberstaate vun der Europäescher Union an dat Europäescht Parlament hu sech op ee Covid-19-Zertifikat géeneegt. Dat huet déi portugisesch Rotspresidence en Donneschdeg matgedeelt.

Et schéngt sech hei ëm ee Kompromëss ze handelen, bei deem net an Hoheitsrechter vun de jee-weelege Memberstaaten agegraff gëtt. Och den Zäitpunkt vun der Aféierung ass nach onkloer. Däitschland schwätzt zum Beispill vun engem elektronischen „Impfnachweis“ an dat „in der zweiten Hälfte des zweiten Quartals“.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat ass aus Lëtzebuenger Siicht genee d'Beschlosslag vum uewegenannte Kompromëss a Saache Covid-19-Zertifikat?

2. Wat fir Konsequenzen huet dëse Beschluss elo fir Lëtzebuerg a fir d'Leit, déi hei wunnen a schaffen?

3. Wéi gedenkt d'Regierung, innepolitesch op déi europäesche Eenegung ze reagéieren? Wéi gesinn déi konkret Mesuren an d'Zäittrum an deem Kontext aus?

Question urgente 4343 (21.05.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mmes Francine Cloesener** et **Cécile Hemmen** (LSAP) concernant le **certificat numérique européen Covid :**

Déi dräi europäesch Institutiounen, d'Europaparlament, de Ministerot an d'Commissioun, hu sech gëscher iwwer e sougenannte Coronazertifikat géeneegt. Deen Zertifikat soll beschéinegen, datt déi betraffe Persoun geimpft an/oder getest, bzw. erëm gesond ass. Domat soll kuerz virun der Summervakanz d'Beweegungsfräiheet vun de Leit innerhalb vun der EU erëm erliichtert ginn.

net richtig war. Déi concernéiert Passagë sinn an der Zwëschenzäit verbessert ginn.

D'Formulatioun vun der Ufro vum Retrait vum Artikel ass ouni Zweifel éischter eng Ongeschécklechkeet, als eng Intentioun ze zenséieren. Wéi gesot, d'Pressefräiheet ass en Engagement an eng Prioritéit fir de Ministère fir bannenzeg Sécherheet. Mir probéieren, op all Ufro ze äntwerten an ëmmer esou gutt wéi méiglech am oppenen, nützlechen a konstruktiven Dialog a mat Respekt mat de Journalisten ze échangéieren.

Question urgente 4386 (01.06.2021) de **Mmes Viviane Reding et Diane Aehm (CSV)** concernant la liberté de la presse :

Dans un sujet publié ce lundi 31 mai 2021 sur reporter.lu, il est question d'un message émanant d'une porte-parole du Ministère de la Sécurité intérieure adressé au portail en ligne. Dans ce message, la porte-parole demande la suppression pure et simple d'un article concernant la réforme de la police.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il nous confirmer que sa porte-parole a bien demandé au portail de supprimer un article concernant la réforme de la police ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure avait-il chargé sa porte-parole de demander la suppression de l'article en question ?

3) Quelle est la position de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias à l'égard de ce type de comportement vis-à-vis de la presse nationale ? Est-il d'avis qu'il s'agit d'une atteinte manifeste à la liberté de la presse ?

4) Est-ce qu'il est dans l'habitude des membres du Gouvernement de formuler de telles demandes lorsque le contenu d'articles ne leur convient pas ?

5) Dans la négative, comment est-ce que le Gouvernement entend s'assurer que ce type de comportement ne se reproduise pas à l'avenir ?

Réponse commune (07.06.2021) de **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :**

La liberté de presse est un droit fondamental et une garantie constitutionnelle au Luxembourg qui représente un des principaux piliers de toute démocratie.

Le Ministère de la Sécurité intérieure (ci-après « MSI ») n'avait, à aucun moment, l'intention de porter atteinte à la liberté de la presse voire de censurer un journaliste. La formulation « je vous demande de bien vouloir supprimer l'article », est mal choisie et si elle avait pour conséquence de créer un doute quant au respect du principe de la liberté de la presse, le MSI s'en excuse officiellement.

ad 1) Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 4385.

ad 2) Non.

ad 3) Le Ministre des Communications et des Médias n'est pas en mesure de commenter un échange de courriels entre un fonctionnaire et un journaliste et constate que l'article que la porte-parole aurait demandé à voir supprimé se trouve toujours en ligne.

ad 4) Le Ministre des Communications et des Médias n'a pas connaissance de telles demandes et renvoie à la phrase suivante extraite de l'article en question : « Dabei muss man betonen, dass die Episode durchaus eine Ausnahme darstellt. »

ad 5) La liberté de presse est encadrée par les dispositions de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias.

Question urgente 4388 (01.06.2021) de **Mme Diane Aehm et M. Claude Wiseler (CSV)** concernant l'utilisation des tests rapides Covid-19 dans les hôtels :

Eisen Informatiounen no gëtt et gewëssen Onkloerheeten, wat déi aktuell Covidmessungen ueegt, dëst am Beräich vun der Hotellerie, wou et net kloer wier, ob Hotelgäscht moies fir de Petit-déjeuner am öffentliche Deel vum Hotel müssen en negative Covidtest virlieën oder sur place maachen.

An dësem Kontext géife mir gäre füllend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung eis bestätegen, datt fir den Hotellerie-Secteur déi selwecht Reegele gëlle wéi am Banneraum vu Restauranten, Baren a Caféen?

2. Wa jo, deelt d'Regierung d'Meenung, datt déi concernéiert Betriber nach emol méi kloer müssen informéiert ginn?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn gëllen hei aner Reegele wéi am Rescht vum Horeca-Secteur?

Réponse commune (07.06.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Lex Delles, Ministre du Tourisme :**

D'Regierung ka bestätegen, dass fir den Hotellerie-Secteur déi selwecht Reegele gëlle wéi an de Banneraum vu Restauranten, Baren a Caféen, well dëse Secteur effektiv zum Beräich Horeca gehéiert. Falls néideg kann d'Regierung do via d'Associatioun Horesca e Rappel maachen.

Question urgente 4399 (03.06.2021) de **Mme Viviane Reding et M. Laurent Mosar (CSV)** concernant le certificat numérique européen Covid :

La Commission européenne a diffusé hier, 1^{er} juin 2021, un communiqué de presse annonçant la « mise en service du système technique au niveau de l'UE, qui permet de vérifier les certificats [numériques Covid] d'une manière sûre et en assurant le respect de la vie privée ». L'institution bruxelloise explique que son « service passerelle de l'UE permet la vérification des dispositions de sécurité contenus dans les codes QR de tous les certificats. Les citoyens et les autorités pourront ainsi s'assurer que les certificats sont authentiques. » D'après le communiqué, 22 pays ont déjà testé ce service passerelle avec succès et depuis hier, sept États membres - la Bulgarie, la Tchéquie, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, la Croatie et la Pologne - ont décidé de s'y connecter et ont commencé à délivrer les premiers certificats UE.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Le Gouvernement a-t-il pris connaissance de ce communiqué de presse de la Commission européenne ?

- Est-ce que les codes QR déjà émis actuellement au Luxembourg dans le cas d'une vaccination Covid passent par le système technique mis en place au niveau de l'UE décrit par la Commission européenne ? L'institution ne mentionne pas le Luxembourg comme pays s'étant déjà connecté au service.

- Est-ce que les codes QR déjà émis actuellement au Luxembourg dans le cas d'une vaccination Covid sont valables à l'étranger ?

- Est-ce que le Luxembourg fait partie des 22 pays ayant déjà testé ce service passerelle ? Dans l'affirmative, quelles conclusions peuvent être tirées de l'expérience ? Dans la négative, pourquoi le Luxembourg n'a-t-il pas participé à cette phase de test ?

Réponse commune (07.06.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation :**

Le communiqué de presse cité par les honorables Députés annonce la mise en production du service passerelle au niveau de l'Union européenne et informe, d'une part, que 22 pays ont testé la connexion au service avec succès et, d'autre part, que sept pays délivrent dès à présent un certificat au format européen. Le Luxembourg a participé au projet pilote développant l'interopérabilité du service passerelle au niveau européen et a également effectué avec succès les tests de connexion au service passerelle précité. D'ailleurs, la connexion définitive du Luxembourg au système européen est établie depuis le 1^{er} juin 2021.

Depuis le début de la campagne de vaccination au Luxembourg, le certificat de vaccination est pourvu d'un code QR vérifiable avec l'application mobile nationale GouvCheck. Ce code QR est indépendant du système technique mis en place par l'Union européenne. Il sert uniquement à la vérification de l'authenticité du certificat de vaccination et n'a pas d'incidence sur les critères de validité fixés au Luxembourg ou à l'étranger.

L'Union européenne prévoit que les « certificats numériques Covid » au format européen seront disponibles dans tous les États membres à partir du 1^{er} juillet 2021. Le Luxembourg entend émettre dès mi-juin des certificats conformément au format défini par l'Union européenne, avec un nouveau code QR vérifiable par une nouvelle application dénommée covidcheck.lu. Ce nouveau code QR permet de vérifier, d'une part, l'authenticité du document et, d'autre part, la validité du certificat suivant les règles fixées au Luxembourg.

Dès que les certificats au format européen seront émis, tous les certificats de vaccination établis au Luxembourg avant l'utilisation de ce nouveau format seront disponibles au format européen sur la plateforme MyGuichet.lu. Tous les citoyens n'ayant pas d'espace personnel dans MyGuichet.lu pourront sol-

liciter l'envoi d'une copie du certificat de vaccination au format papier.

Question urgente 4418 (04.06.2021) de **M. Laurent Mosar et Mme Viviane Reding (CSV)** concernant les demandes de résidence par les ressortissants du Royaume-Uni :

Depuis le 1^{er} février 2020, les ressortissants du Royaume-Uni ne sont plus considérés comme citoyens de l'Union européenne.

Alors que le droit de séjour et les droits associés resteront similaires à ceux dont ils ont bénéficié en tant que citoyen de l'union, ils doivent disposer d'un nouveau document de séjour qui attestera de leur qualité de bénéficiaire de l'Accord de retrait et qui remplacera le document de séjour actuel.

Il nous revient que l'association « British in Europe », qui donne une voix aux citoyens britanniques dans les négociations sur le Brexit, a publié un communiqué de presse soulignant que d'après le « third joint report on the implementation of residence rights under part two of the withdrawal agreement », des milliers de citoyens britanniques résidents actuellement légalement dans leur pays d'accueil de l'Union européenne risquent de se réveiller le 1^{er} juillet 2021 en tant que migrants sans papiers.

En effet, selon le report, qui illustre les chiffres respectifs de demandes reçues et traitées par États membres, 68 % des ressortissants du Royaume-Uni au Luxembourg auraient fait une demande de résidence, et 80 % d'entre eux auraient reçu une décision concernant leur demande (chiffres datant du 13 avril 2021). Prenant en compte la date d'expiration du 30 juin 2021 pour présenter une demande, ainsi que les chiffres concernant les demandes de résidence faites en date du 13 avril 2021, l'échéance actuelle pourrait s'avérer problématique pour les résidents britanniques vivant et travaillant au Luxembourg.

Afin de remédier au problème similaire, les Pays-Bas ont décidé de prolonger la période de demande de trois mois jusqu'au 1^{er} octobre 2021 et de donner ainsi plus de temps aux personnes devant encore soumettre leur candidature.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Le Gouvernement peut-il communiquer les derniers chiffres sur les demandes de résidence soumises par les résidents britanniques ? Combien d'entre elles ont été traitées à ce jour ?

- En fonction de la réponse à la question ci-dessus, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait souhaitable de prolonger la période de demande de résidence, comme l'ont fait les Pays-Bas afin de donner plus de temps aux personnes devant encore soumettre leur candidature ?

• Si oui, de combien de semaines ou mois cette période sera-t-elle prolongée ?

• Si tel n'est pas le cas, le Gouvernement peut-il nous en indiquer les raisons ? Dans ce cas, qu'est-ce que le Ministre planifie d'entreprendre ?

Réponse (09.06.2021) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :**

Le Gouvernement suit de près l'évolution des demandes introduites par les ressortissants britanniques et leurs membres de famille en tant que bénéficiaires de l'Accord de retrait conclu entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

Il convient de rappeler que la demande d'un document de séjour pour bénéficiaire de l'Accord de retrait constitue une obligation pour les personnes concernées afin qu'elles puissent bénéficier des droits découlant de cet accord. Pour permettre aux personnes concernées de faire leur demande en temps utile, l'introduction des demandes a été possible au Luxembourg depuis le 1^{er} juillet 2020, le Grand-Duché ayant été ainsi parmi les premiers

États membres à ouvrir la procédure de demande. Par ailleurs, les personnes identifiées comme étant soumises à l'obligation de se munir d'un nouveau document de séjour ont été contactées individuellement à ce moment par une lettre pour les informer de la procédure à suivre et toutes les informations relatives à la procédure ont été rendues accessibles via le site Internet www.guichet.lu. Les personnes concernées par l'Accord de retrait qui sont arrivées après juin 2020 ont également reçu un courrier individuel pour les informer de leur obligation de solliciter un document de séjour en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait. Ainsi, un total d'environ 4.350 lettres ont été expédiées aux personnes concernées.

Au Luxembourg, la date butoir pour l'introduction des demandes a été fixée au 30 juin 2021, une période d'une année ayant été jugée appropriée notamment au vu de la procédure simplifiée mise en place, qui se déroule sans nouvel examen au fond des conditions de séjour.

En date du 4 juin 2021, un total de 3.838 demandes pour un document de séjour en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait ont été introduites. Pour 3.273 de ces demandes, le traitement a pu être finalisé. 565 sont en cours de traitement. Aucune demande n'a été refusée.

L'évolution des demandes introduites ayant été surveillée de très près depuis quelques mois, un ralentissement du rythme des demandes a pu être constaté depuis le début de l'année 2021. Fin avril, près de 700 personnes (ressortissants britanniques et leurs membres de famille résidant au Luxembourg) ont pu être identifiées qui, selon les informations disponibles, étaient censées introduire une demande mais qui n'avaient pas encore fait leur demande à ce moment. De ce fait et au vu de l'approchement de la date butoir pour l'introduction des demandes, une deuxième lettre individuelle de rappel a été envoyée en date du 20 mai 2021 à toutes ces personnes.

Au 4 juin 2021, le nombre de personnes qui doivent encore introduire une demande est d'environ 630. Ce nombre ayant été établi sur base d'une analyse approfondie des informations disponibles, il faut préciser que le nombre de personnes sans demande ne peut pas être déduit des données sur les résidents britanniques au Luxembourg et des données sur les demandes. Tout d'abord, le nombre des résidents ne correspond pas d'office au nombre de personnes concernées par la date butoir du 30 juin 2021 alors que ce nombre inclut des personnes qui, au Luxembourg, ne sont pas obligées d'introduire une demande endéans ce délai car elles disposent d'un autre document de séjour valable dans une autre qualité (par exemple en tant que fonctionnaire d'une organisation internationale). En même temps, le chiffre des demandes comprend également les demandes introduites par des personnes disposant d'une double nationalité (un total de 377 personnes au 4 juin 2021) ainsi que celles des membres de famille ressortissants de pays tiers.

Il faut préciser que la date butoir du 30 juin 2021 vaut pour l'introduction des demandes et que chaque personne ayant introduit sa demande avant cette date garde son droit de séjour, même si le traitement de sa demande n'est pas encore conclu jusqu'au 30 juin 2021. Il convient de noter dans ce contexte également que conformément à l'Accord de retrait, une demande introduite après la date butoir doit être acceptée si le demandeur peut présenter des raisons valables pour le retard.

Finalement, il est rappelé que l'introduction d'une demande relève de la seule responsabilité des personnes concernées. En cas de non-introduction en temps utile, et sans motif valable, les personnes concernées risquent la perte du droit de séjour et, y découlant, du droit de travailler et du droit d'accéder à certaines prestations sociales.

Le Gouvernement reste fortement attaché au respect des droits des citoyens tels que prévus par l'Accord de retrait, par les deux parties contractantes, et, dans cet état d'esprit, continuera à suivre de très près la situation jusqu'au 30 juin 2021.

Le saviez-vous ?

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.